JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

6^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

SOMMAIRE

1. Questions orales sans débat (p. 7481).
2. Questions écrites (p. 7482).
3. Réponses des ministres aux questions écrites (p. 7508).
 - Premier ministre (p. 7508).
 - Affaires étrangères (p. 7509).
 - Agriculture (p. 7512).
 - Anciens combattants (p. 7513).
 - Budget (p. 7514).
 - Commerce et artisanat (p. 7522).
 - Condition féminine (p. 7525).
 - Culture et communication (p. 7526).
 - Défense (p. 7528).
 - Départements et territoires d'outre-mer (p. 7529).
 - Economie (p. 7531).
 - Education (p. 7532).
 - Environnement et cadre de vie (p. 7541).
 - Fonction publique (p. 7542).
 - Industrie (7542).

(La suite du sommaire des questions écrites sera publiée dans le fascicule suivant.)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

(Art. 133, 134, 136 et 137 du règlement.)

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : trafic maritime).

20294. — 29 septembre 1979. — M. Michel Debré attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation de la Réunion au regard du trafic maritime. La situation actuelle du port de la Pointe-des-Galets ne permettra plus de faire face au trafic de l'île dans les prochaines années. Il devient donc urgent de faire un choix entre différentes hypothèses et de prendre une décision qui puisse être exécutée dans des délais raisonnables. Il lui demande quels engagements il lui est possible de prendre à ce sujet dès maintenant.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Saint-Pierre-et-Miquelon).*

20383. — 29 septembre 1979. — M. Marc Plantegenest expose à M. le ministre des transports qu'en 1976 le projet de loi instituant la départementalisation de Saint-Pierre-et-Miquelon avait fait l'objet d'une transmission spéciale du Premier ministre au conseil général des îles, comportant en annexe une liste d'opérations devant être réalisées. A la faveur de la mise en application de ce nouveau statut figurait notamment dans cette énumération la construction d'une piste de 2 000 mètres pour l'atterrissage de moyens courriers

à réactor. Lors des différents entretiens qu'il a eus avec les élus locaux en 1979, M. Dijoud, secrétaire d'Etat aux D. O. M., a précisé que le dossier d'études devait être terminé et l'appel d'offres lancé avant la fin de l'année 1979. Selon certaines rumeurs, il apparaîtrait que ce projet serait sinon abandonné, du moins reporté à une date ultérieure. Compte tenu de l'importance indiscutable de cette réalisation indispensable au développement économique de son archipel, il lui demande de préciser de manière très claire ses intentions à ce sujet.

QUESTIONS ÉCRITES

(Art. 139 et 133 du règlement.)

Article 139 du règlement :

« 1. Les questions écrites sont rédigées, notifiées et publiées dans les conditions fixées par l'article 133. En outre, elles ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ;

« 2. Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption

« 3. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois ;

« 4. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois ;

« 5. Dans le cas où la question écrite est transformée en question orale, celle-ci prend rang dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 133 ;

« 6. Tout l'objet d'un rappel publié au Journal officiel les questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais prévus aux alinéas 2, 3 et 4 du présent article ;

« 7. Le texte des questions écrites est reproduit dans les rappels. Il est communiqué aux auteurs des questions en même temps que le rappel leur est notifié. »

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Enseignement (enseignants).

26242. — 29 septembre 1979. — M. François Autain attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conséquences de l'application de la circulaire n° 78-188 et 33 AS du 8 juin 1978 relative à la prise en charge par le ministère de l'éducation des personnels enseignants des classes, établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés. Il lui fait observer que l'application de cette circulaire entraîne, dans certains cas, une perte des avantages acquis antérieurement. En effet : 1° l'indemnité différentielle servie aux maîtres nouvellement intégrés se résorbe au fur et à mesure de l'évolution de l'indice dans l'échelle de reclassement, ce qui a pour conséquence de bloquer pendant plusieurs années le traitement au niveau atteint au 1^{er} août 1978 (salaire d'intégration) ; 2° les enseignants âgés de plus de quarante-cinq ans au moment de leur intégration ne peuvent bénéficier de la retraite de l'éducation nationale et perçoivent de l'Ircantec une pension de retraite moins avantageuse. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation injuste qui prive cette catégorie de personnels de certains avantages dévolus aux personnels de l'éducation nationale.

Enseignement (enseignants).

20243. — 29 septembre 1979. — M. François Autain attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conséquences de l'application de la circulaire n° 78-188 et 33 AS du 8 juin 1978 relative à la prise en charge par le ministère de l'éducation des personnels enseignants des classes, établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés. Il lui fait observer que l'application de cette circulaire entraîne, dans certains cas, une perte des avantages acquis antérieurement. En effet : 1° l'indemnité différentielle servie aux maîtres nouvellement intégrés se résorbe au fur et à mesure de l'évolution de l'indice

dans l'échelle de reclassement, ce qui a pour conséquence de bloquer pendant plusieurs années le traitement au niveau atteint au 1^{er} août 1978 (salaire d'intégration) ; 2° les enseignants âgés de plus de quarante-cinq ans au moment de leur intégration ne peuvent bénéficier de la retraite de l'éducation nationale et perçoivent de l'Ircantec une pension de retraite moins avantageuse. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation injuste qui prive cette catégorie de personnels de certains avantages dévolus aux personnels de l'éducation nationale.

Enseignement secondaire (enseignants).

20244. — 29 septembre 1979. — M. François Autain appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le renvoi de sept maîtres auxiliaires de philosophie de l'académie de Nantes. Ces derniers, à qui le rectorat reproche d'avoir participé à une journée de grève organisée au mois de juin 1979 en vue de défendre l'emploi des maîtres auxiliaires et l'enseignement de la philosophie, sont sanctionnés pour « faute professionnelle grave ». Il lui fait observer qu'il s'agit là d'un nouvel exemple de répression syndicale et d'atteinte au droit de grève et lui demande en conséquence de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour surseoir à ces licenciements effectués en violation d'un droit reconnu par la Constitution.

Enseignement secondaire (enseignants).

20245. — 29 septembre 1979. — M. François Autain s'étonne auprès de M. le ministre de l'éducation de constater que ses promesses de réemploi de tous les maîtres auxiliaires ne soient pas suivies d'effet. Il informe qu'à la suite de la réunion paritaire chargée d'examiner la situation de 600 maîtres auxiliaires de l'académie de Nantes, 260 d'entre eux n'ont pas obtenu de poste pour la présente rentrée scolaire. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour faire passer dans les faits les promesses formulées récemment.

Animaux (protection).

20246. — 29 septembre 1979. — M. Gérard Bapt attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le vif émoi qu'a provoqué dans la région Midi-Pyrénées un récent reportage de la Dépêche du Midi, sur la recrudescence des vols d'animaux domestiques et le développement des réseaux de recel et de vente de chiens et de chats, notamment en direction de certains laboratoires. Considérant que le caractère délictueux des faits en cause et que le respect des animaux par l'homme est lié au respect des hommes entre eux, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour réprimer des pratiques aussi choquantes.

Assurance maladie-maternité (ticket modérateur).

20247. — 29 septembre 1979. — M. Gérard Bapt attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'imprécision de la liste des vingt-cinq maladies fixées par le décret n° 74-252 du 2 mai 1974 et permettant, par application de l'article L. 286-1-3 du code de la sécurité sociale d'accorder aux assurés sociaux l'exonération du ticket modérateur. En effet de nombreuses divergences d'interprétation entraînent des difficultés entre les assurés sociaux et leurs médecins traitants d'une part, et le service médical de l'assurance maladie d'autre part. Par ailleurs, des interprétations divergentes et une doctrine mal établie font que les assurés sont traités de façon différente suivant leur rattachement à telle ou telle caisse d'assurance maladie. Exemples : la P.C.E. et la spondylartrite ankylosante sont nommément inscrites sur la liste, mais non les collagénoses qui en sont très proches et nécessitant une thérapeutique équivalente sinon identique ; si l'infarctus du myocarde figure sur la liste, l'insuffisance coronarienne n'y est pas, mais est dans certaines caisses assimilée aux arthéropathies chroniques qui y sont inscrites. De même les affections cérébro-vasculaires inscrites sur la liste pourraient être admises comme artériopathies chroniques. La poliomyélite et ses séquelles sont inscrites : pour certaines caisses, elles n'ouvrent droit à l'exonération que dans la mesure où les séquelles nécessitent un traitement et non quand elles sont fixées. Pour d'autres caisses, l'exonération est automatiquement accordée dès lors que des séquelles de poliomyélite sont constatées. En conséquence, il lui demande s'il compte préciser cette liste des vingt-cinq maladies, en tenant compte de l'expérience des cinq années d'application du décret, afin qu'elle permette d'unifier sur le plan national les décisions prises par le service médical de l'assurance maladie d'éviter les divergences d'interprétation et les difficultés qui en découlent, et d'assurer une meilleure protection aux assurés.

Médecine (médecins).

20248. — 29 septembre 1979. — **M. Gérard Bapt** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** s'il est exact que ses services travaillent actuellement à l'élaboration d'un nouveau statut pour les médecins anesthésistes. Si c'est le cas, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître le contenu de cette réforme.

Viande (bœuf congelé).

20249. — 29 septembre 1979. — **M. Roland Belx** demande à **M. le Premier ministre** de bien vouloir lui préciser les conditions dans lesquelles s'effectue la mise en vente de 3 000 tonnes de viande de bœuf congelée, au prix de 13,90 francs le kilogramme sur les marchés de gros. Cette décision gouvernementale paraît, en effet, particulièrement inadaptée à une période de l'année où le prix de la viande connaît régulièrement une baisse sensible due à la vente avant l'hiver par les éleveurs. Elle risque de provoquer une baisse importante des cours à la production, sans entraîner de réduction de prix à la consommation, rendant ainsi cet apport de viande congelée sur le marché tout à fait inutile et dangereux pour l'économie. Il lui demande combien de tonnes de viande congelée ont été vendues, à quelle destination est voué le stock inventuré, enfin, quelles variations de prix a entraîné, sur le marché national, cet apport.

Viande (bœuf congelé).

20250. — 29 septembre 1979. — **M. Roland Belx** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser les conditions dans lesquelles s'effectue la mise en vente de 3 000 tonnes de viande de bœuf congelée, au prix de 13,90 francs le kilogramme sur les marchés de gros. Cette décision gouvernementale paraît, en effet, particulièrement inadaptée à une période de l'année où le prix de la viande connaît régulièrement une baisse sensible due à la vente avant l'hiver par les éleveurs. Elle risque de provoquer une baisse importante des cours à la production, sans entraîner de réduction de prix à la consommation, rendant ainsi cet apport de viande congelée sur le marché tout à fait inutile et dangereux pour l'économie. Il lui demande combien de tonnes de viande congelée ont été vendues, à quelle destination est voué le stock inventuré, enfin, quelles variations de prix a entraîné, sur le marché national, cet apport.

Lait et produits laitiers (gruyère).

20251. — 29 septembre 1979. — **M. Louis Besson** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les résolutions adoptées par la confédération régionale du gruyère de l'Est central qui, à l'issue de sa réunion extraordinaire du 30 août, a estimé devoir demander, face à la grave dégradation du marché des gruyères : 1° le dégagement immédiat du marché et des caves de 1 000 tonnes d'emmental Est central et 1 000 tonnes de comté ; 2° l'interdiction de commercialisation des emmentals contenant des butyriques au-delà d'une norme maximale à fixer et l'application effective, d'une durée minimum d'affinage ; 3° la réduction des quotas des entreprises polyvalentes jusqu'au retour à une situation plus normale du marché ; 4° une politique financière d'aide à la modernisation des ateliers traditionnels. Compte tenu du fait que les producteurs et les coopératives se sont vu imposer une participation à l'organisation du marché par la création du C.N.I.E.L. puis de la taxe de corresponsabilité, c'est légitimement qu'ils prétendent à l'obtention de mesures effectives de soutien du marché des gruyères. Considérant que cette catégorie de producteurs devrait avoir droit en contrepartie de ses efforts à un revenu nettement mieux garanti, il lui demande, face à l'indispensable redressement qu'exige la présente situation, quelle réponse concrète et rapide il entend donner aux quatre revendications précitées de la confédération régionale du gruyère de l'Est central.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (hôpital : personnel).

20252. — 29 septembre 1979. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation d'un médecin d'un service de médecine préventive du personnel lié par un contrat à l'établissement hospitalier qui l'emploie. Il lui demande si : 1° un contrat de ce type peut stipuler qu'en cas de résiliation du contrat par l'une des parties, l'arrêté préfectoral de nomination du médecin tomberait ipso facto en désuétude et si une telle clause, qui manifestement ne vise qu'à tourner le règlement, peut être approuvée par l'autorité de tutelle

alors qu'elle met le préfet dans l'impossibilité d'exercer les attributions qui lui sont dévolues par l'article 7 de l'arrêté du 29 juin 1960 ; 2° dans l'hypothèse où une stipulation de ce genre figurerait dans un tel contrat et aurait été approuvée par l'autorité de tutelle, s'il serait procédé au retrait hiérarchique de l'approbation et si le préfet recevrait les instructions nécessaires pour qu'en cas de résiliation les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 29 juin 1960 soient rigoureusement observées avec en particulier l'avis du conseil d'administration et un arrêté signé par le préfet lui-même.

Enseignement secondaire (centres de documentation et d'information).

20253. — 29 septembre 1979. — **M. André Cellard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les conséquences qu'entraînerait pour les documentalistes l'application du projet de décret du 21 mai 1979 « relatif à l'exercice des fonctions de documentation et d'information par certains personnels enseignants ». Cette mesure semble méconnaître la spécificité des fonctions de documentaliste, reconnue officiellement par la circulaire ministérielle du 17 février 1977, et indiquer l'abandon du projet de statut de 1975 pour ce personnel, tout en remettant en cause les statuts des personnels enseignants, notamment en augmentant leur temps de service. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour surseoir à ce projet et s'il entend respecter les engagements ministériels qui ont été pris vis-à-vis de ces personnels en les dotant d'un statut propre, et s'il envisage d'augmenter les moyens mis à la disposition des centres de documentation et d'information notamment en créant les postes de documentalistes et de bibliothécaires qui s'avèrent indispensables dans les collèges.

Routes et autoroutes (ponts à péage).

20254. — 29 septembre 1979. — **M. Alain Chénard** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation faite à l'union mutualiste de Loire-Atlantique et à ses adhérents du secteur du pays de Retz. En effet, l'union mutualiste de Loire-Atlantique a développé à Saint-Nazaire un ensemble de réalisations sanitaires et sociales dont dépend le secteur du pays de Retz. Elle participe, à ce titre, au service public hospitalier. Or, la récente loi autorisant la perception de péages pour le franchissement du pont de Saint-Nazaire pénalise les adhérents du secteur du pays de Retz, mettant ainsi en cause l'égalité de tous devant le service public. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage, tel le remboursement du péage, afin de remédier au préjudice subi, tant par les mutualistes du pays de Retz, que par le service public qui risque, à terme, de voir se détourner de lui ses adhérents.

Armée (marine).

20255. — 29 septembre 1979. — **M. Louis Darinot** signale à **M. le ministre de la défense** que selon un télex adressé à « tous marine Cherbourg » et affiché notamment dans les locaux de l'arsenal de Cherbourg et ainsi libellé « toutes familles intéressées par invitation de jeunes filles lors d'escales à Cherbourg de bâtiments étrangers sont priées d'en informer l'adde de camp de l'amiral tel marine 221-15 en particulier escale du voilier école argentin est prévue le 24 septembre avec une centaine de cadets ». Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° si une nouvelle mission a été confiée à cet égard à la marine nationale et dans ce cas quelle est cette mission ; 2° quel est le rôle de « l'aide de camp de l'amiral » et notamment s'il exerce une fonction de dissuasion, d'incitation ou d'intermédiaire entre les cadets étrangers et les « jeunes filles » et dans ce dernier cas quelles sont exactement les fonctions qui sont les siennes comme intermédiaire.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (hôpital : Pas-de-Calais).

20256. — 29 septembre 1979. — **M. Dominique Duplet** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation du centre hospitalier de Boulogne-sur-Mer. Alors que l'ouverture du nouvel hôpital Fontenoy doit s'effectuer dans moins de deux mois, les décisions gouvernementales destinées à faire face au déficit de la sécurité sociale conduisent aux licenciements de cinquante-trois agents hospitaliers. Boulogne-sur-Mer est dans une situation dramatique au regard de l'emploi tant dans la région Nord-Pas-de-Calais qu'en comparaison de la moyenne nationale. L'incompréhension irait grandissante si, de par le blocage des crédits concernant le personnel par la direction du ministère du budget, le Gouvernement accepterait de payer des chômeurs plutôt

que d'employer les personnes nécessaires au bon fonctionnement de l'hôpital et à la sécurité des hospitalisés. Il lui demande, en conséquence, si le Gouvernement compte prendre les mesures indispensables pour éviter cette nouvelle vague de licenciements.

*Enseignement supérieur
(enseignement technologique : Pas-de-Calais).*

20257. — 29 septembre 1979. — **M. Dominique Duplet** appelle l'attention de **Mme le ministre des universités** sur la nécessité de développer l'enseignement et la formation dans le domaine du surgelé et du froid à Boulogne-sur-Mer. Boulogne-sur-Mer en 1978 a vu la production des entreprises locales de surgélation des produits de la mer représenter plus de 60 p. 100 du total produit en France. Le développement d'un centre international du froid compétitif passe par une amélioration notable des possibilités de formation dans ce domaine. Ainsi, déjà le lycée technique de Boulogne-sur-Mer a créé un enseignement menant à des postes d'agent d'entretien et d'exploitation de matériel frigorifique. Il importe de passer, pour contribuer à la relance de l'économie locale, au stade supérieur en créant un enseignement technique définitif. Boulogne-sur-Mer, premier port de pêche de France et centre international du froid, se doit de se doter d'une telle structure encore inexistante dans notre pays. Il lui demande, en conséquence, si le Gouvernement est prêt à mettre tout en œuvre pour permettre l'aboutissement rapide d'une telle réalisation nécessaire à l'agglomération toute entière.

Transports maritimes (personnel : formation).

20258. — 29 septembre 1979. — **M. Claude Evin** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation des jeunes ayant suivi les cours d'officiers techniciens dans une école de la marine marchande et qui ont été reçus à leur examen de première année. En effet, chaque élève officier-technicien, reconnu apte à suivre les cours de la deuxième année d'études de ce cycle, doit, avant d'y être admis, effectuer impérativement un stage de dix-huit mois sur un navire de la marine marchande. Or, les diverses compagnies qu'ils peuvent contacter opposent un refus catégorique à leurs demandes, arguant de la situation économique actuelle. Il lui demande, en conséquence, s'il ne pense pas remédier à cette situation afin de permettre à ces élèves de poursuivre leurs études, ceux-ci ne pouvant prétendre accéder à la deuxième année qu'à cette condition.

Apprentissage (maîtres d'apprentissage).

20259. — 29 septembre 1979. — **M. Roland Florian** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur les difficultés rencontrées par certaines entreprises pour obtenir leur agrément en tant que maître d'apprentissage. A la suite des mesures prises dans le cadre du pacte national pour l'emploi, de nombreuses entreprises se sont pressées d'embaucher des jeunes sans attendre un éventuel agrément. L'agrément n'étant pas obtenu aussi rapidement qu'elles le pensaient, ces entreprises se trouvent en situation irrégulière et peuvent être amenées à se séparer d'employés qui leur donnent pourtant toute satisfaction. Il lui demande donc s'il n'envisage pas de donner aux services intéressés des instructions précises afin de réduire les délais d'instruction des demandes d'agrément et faciliter la tâche d'embauche des entreprises aptes à accueillir des jeunes.

Etrangers (Espagnols).

20260. — 29 septembre 1979. — **M. Pierre Forgues** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les activités meurtrières déployées par des groupes non identifiés en provenance de l'Espagne à l'encontre d'anciens réfugiés originaires de ce pays résidant à Paris ou dans le département des Pyrénées-Atlantiques. Malgré l'évolution que tout le monde se plaît à reconnaître en Espagne vers plus de démocratie, cette activité sanglante, mieux que tout discours, démontre que les circonstances ayant motivé l'attribution d'une carte de réfugié à ces personnes existent toujours. Il lui demande s'il n'envisage pas de revenir sur la décision prise en janvier de cette année et de rétablir pour ces personnes le bénéfice du statut de réfugié.

Etrangers (Espagnols).

20261. — 29 septembre 1979. — **M. Pierre Forgues** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le refoulement dont vient d'être victime au poste frontière d'Hendaye, mardi 11 septembre, un ressor-

tissant espagnol résidant en France depuis le 11 janvier 1964. Il lui rappelle que celui-ci, restaurateur estimé de Saint-Jean-de-Luz, père de deux filles, nées et élevées dans notre pays, a perdu sa femme lors d'un attentat au cours duquel il a été lui-même grièvement blessé, le 2 juillet 1978. Il lui demande les raisons pour lesquelles, après lui avoir fait retirer sa carte de séjour et refusé de transférer à son nom la carte de commerçant de sa femme, il vient de prendre la décision regrettable de refouler en Espagne, où elle risque d'être victime d'un nouvel attentat, une personne déjà cruellement marquée depuis quelques mois.

Enseignement secondaire (centres de documentation et d'information).

20262. — 29 septembre 1979. — **M. Garrouste** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les conséquences qu'entraînerait pour les documentalistes l'application du projet de décret du 21 mai 1979 « relatif à l'exercice des fonctions de documentation et d'information par certains personnels enseignants ». Cette mesure semble méconnaître la spécificité des fonctions de documentaliste, reconnue officiellement par la circulaire ministérielle du 17 février 1977, et induire l'abandon du projet de statut de 1975 pour ce personnel, tout en remettant en cause les statuts des personnels enseignants, notamment en augmentant leur temps de service. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour surseoir à ce projet et s'il entend respecter les engagements ministériels qui ont été pris vis-à-vis de ces personnels en les dotant d'un statut propre, et s'il envisage d'augmenter les moyens mis à la disposition des C.D.I., notamment en créant les postes de documentalistes et de bibliothécaires qui s'avèrent indispensables dans les collèges.

Anciens combattants (revendications).

20263. — 29 septembre 1979. — **M. Gérard Houtser** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** le mécontentement que la réunion plénière de la commission tripartite a provoqué dans le monde combattant, le 27 juin 1979. Déterminée dans sa lutte pour l'aboutissement de ses revendications essentielles, l'Union nationale des A. C. V. G. demande instamment que reprennent les contacts nécessaires pour : parvenir, sur le plan du « rapport constant » à des conclusions et à des décisions d'ordre pratique ; contribuer à dissiper totalement et définitivement les craintes relatives aux pensions d'invalidité ; obtenir dans le cadre de la loi de finances 1980 des améliorations sérieuses. En conséquence, il souhaite savoir, pour répondre en particulier aux A. C. V. G. de l'union fédérale de la Haute-Garonne, dans quelle mesure ce programme revendicatif sera satisfait.

Enseignement préscolaire et élémentaire (instituteurs : Finistère).

20264. — 29 septembre 1979. — **Mme Marie Jacq** interroge **M. le ministre de l'éducation** au sujet des graves problèmes de mutations rencontrés par les instituteurs reçus au C. A. P., non encore titularisés. Si l'exercice est obtenu sans problème, l'ineat est actuellement pratiquement impossible à obtenir pour le Finistère. C'est une situation intolérable dans la mesure où pour éviter le chômage, des jeunes acceptent de s'expatrier momentanément. Or, il semble que, restés chômeurs dans leur département, il leur serait plus facile d'obtenir la nomination attendue. Nous nous trouvons donc face à une situation aberrante où celui qui a choisi une solution difficile et courageuse pour obtenir un emploi est pénalisé. En conséquence elle lui demande ce qu'il entend faire pour que ceux dont les services ont été appréciés dans d'autres départements puissent obtenir plus facilement leur mutation dans leur région d'origine.

Assurance maladie-maternité (ticket modérateur).

20265. — 29 septembre 1979. — **M. Pierre Jegerat** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le fait que seuls peuvent bénéficier de l'exonération du ticket modérateur, les titulaires de la majoration pour tierce personne dont la pension de vieillesse succède à une pension d'invalidité. Or, il paraîtrait légitime que la nature même de l'infirmité justifiant cette majoration entraîne automatiquement l'exonération. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas d'élargir l'exonération du ticket modérateur à tous les bénéficiaires de la majoration pour tierce personne.

Economie (ministère : structures administratives).

20256. — 29 septembre 1979. — **M. André Labarrère** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur les inquiétudes qu'éprouve le personnel de la direction de la concurrence et de la consommation, gravement préoccupé par le fait qu'aucun concours n'a été annoncé à ce jour au titre de l'année 1979. Il lui signale les difficultés que rencontrent les agents concernés pour remplir les missions qui leur sont confiées, du fait de l'insuffisance des effectifs. Il lui rappelle que les chapitres 31-86 et 31-87, ancien article 10, anciens 08 de la loi de finances pour 1979, présents à cet égard que l'objectif de libération des prix poursuivi par le Gouvernement s'accompagnera d'un développement des actions en matière de concurrence, d'une part, de formation, d'information et de protection des consommateurs, d'autre part. Cette loi de finances précisant qu'il convenait à cette fin de renforcer les moyens des services extérieurs, le budget pour 1979 prévoyait la création des cent un emplois à la direction générale de la concurrence et de la consommation. Ces nouveaux emplois n'ayant pas été utilisés jusqu'à présent, il lui demande, en conséquence, à quelle date seront ouverts les recrutements qui permettront de combler ces cent un postes à pourvoir en 1979.

Elevage (maladies du bétail).

20267. — 29 septembre 1979. — **M. Christian Laurissegues** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation faite aux agriculteurs qui ont fait abattre des bêtes brucelliques. L'insuffisance des crédits mis à la disposition des services départementaux est telle que les délais de paiement s'allongent très souvent au-delà du supportable. Les dépenses prévues au plan national devraient atteindre près de 450 millions de francs, laissant un déficit de 80 millions de francs sur les crédits affectés au chapitre 44-70. Pour le Lot-et-Garonne c'est 1 200 000 francs qu'il faudrait obtenir pour couvrir l'indemnisation des abattements 1979. Malgré leur situation actuelle les éleveurs font un effort très important pour que la prophylaxie se fasse convenablement. Il lui semble indispensable que l'Etat tienne rapidement les engagements pris. Il lui demande de lui faire connaître ses intentions à ce sujet.

Postes et télécommunications (courrier : acheminement et distribution).

20268. — 29 septembre 1979. — **M. Christian Laurissegues** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur les conséquences qu'aurait la réduction des lignes du réseau postal aérien. Des informations circulent sur la suppression au mois d'octobre 1979 de la ligne AF. 1063 Paris—Clermont-Ferrand—Bordeaux—Paris. Si celle-ci était effectivement supprimée, la distribution du courrier dans le Sud-Ouest ne verrait-elle pas disparaître la notion J + 1, accélérant le mécontentement qui s'exprime à l'égard d'une administration qui assume avec de plus en plus de difficulté le remplacement des agents de distribution absents, laissant des tournées à découvert parfois durant plusieurs jours. En conséquence, il lui demande de lui indiquer si les mesures concernant cette ligne sont fondées et, dans ce cas, les mesures qu'il compte mettre en œuvre pour remédier aux difficultés ainsi créées.

Postes et télécommunications (ministère : personnel).

20269. — 29 septembre 1979. — **M. Christian Laurissegues** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation des personnels des brigades de réserve départementales. Un certain nombre de nouvelles dispositions semblent devoir être mises en place qui constitueraient une régression dans le statut de ces personnels. Il s'agit en particulier de la cessation du paiement de l'indemnité forfaitaire le samedi après-midi et le dimanche, de l'obligation de l'utilisation d'un véhicule personnel, de la question, semble-t-il non résolue, de l'incorporation du temps de trajet à l'horaire maximal de travail quotidien, du problème de non-remplacement des brigadiers quittant leur poste à l'occasion d'une mutation ou d'un départ à la retraite. En conséquence, il lui demande quelles mesures sont envisagées afin de garantir le niveau de revenu et la compensation des frais matériels entraînés par des conditions de travail particulièrement contraignantes pour ces personnels.

Défense (ministère : personnel).

20270. — 29 septembre 1979. — **M. Jean-Yves Le Drian** s'inquiète auprès de **M. le ministre de la défense** de la discrimination opérée dans l'attribution d'avantages financiers particuliers à certains membres du personnel des arsenaux et des établissements Etat. Il

apparaît en effet que des primes exceptionnelles ont été attribuées en complément des salaires des mois d'août et septembre à une fraction seulement du personnel de ces établissements, sans justification apparente et en dehors des procédures prévues par la réglementation. Dans le même temps, des sanctions étaient prises contre certains des participants aux mouvements de grève des mois de mai et juin. En conséquence, il lui demande de bien vouloir faire procéder à une enquête par ses services pour établir les conditions dans lesquelles ont été attribuées ces primes exceptionnelles et de veiller à ce que le droit de grève, reconnu comme un droit fondamental par la Constitution, ne puisse être mis en cause par des procédures détournées.

Pêche maritime (langoustines).

20271. — 29 septembre 1979. — Suite à l'arraisonnement du Jan-goustinier R.P. Le Bret par les autorités anglaises, **M. Louis Le Penec** rappelle à **M. le ministre des transports** ses demandes antérieures d'indemnisation intégrale des frais et du manque à gagner occasionnés par de tels arraisonnements lorsque le navire est en conformité avec la réglementation française et lui demande de lui apporter des assurances sur ce point. Il lui demande par ailleurs les initiatives qu'il entend prendre pour le maintien du maillage actuel au nord du 48° parallèle; pour que le dossier « langoustine » connaisse un aboutissement à la prochaine réunion du C. I. E. M.

Enseignement secondaire (enseignants).

20272. — 29 septembre 1979. — **M. Louis Mexandeau** s'élève auprès de **M. le ministre de l'éducation** qu'en dépit de ses promesses de réemploi des centaines de maîtres auxiliaires n'ont pas obtenu de poste pour la présente rentrée scolaire. Il constate une fois de plus que des déclarations officielles sur ce grave problème n'ont pas été suivies d'effet et que l'inquiétude de ces personnels quant à leur avenir est totalement justifiée. Il lui demande en conséquence quelles mesures immédiates il compte prendre pour faire passer dans les faits les promesses formulées récemment, et de lui indiquer le nombre exact de maîtres auxiliaires employés l'an dernier qui ont pu retrouver un poste.

Enseignement secondaire (établissements : Val-de-Murrie).

20273. — 29 septembre 1979. — **M. Louis Mexandeau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le fait qu'à plusieurs reprises et après plusieurs inspections (E. D. F.-G. D. F., laboratoire central de police) le collège des Tilleuls, à Saint-Maur, est apparu comme un établissement dangereux et déclaré « pire » que Paileron. Or, par manque de crédits, la reconstruction du collège ne pourrait intervenir que dans les cinq ou huit années à venir. Les parents des élèves n'acceptent pas cet état de fait, la sécurité de leurs enfants étant continuellement menacée. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette situation.

Commerce et artisanat (commerce de détail : réglementation).

20274. — 29 septembre 1979. — **M. Christian Piarret** demande à **M. le ministre de l'économie** de bien vouloir lui préciser la réglementation actuellement en vigueur concernant les différents procédés de vente forcée. Il est en effet fréquent, dans des magasins à succursales multiples, supermarchés ou hypermarchés, de se voir offrir à certains rayons (charcuterie par exemple) des biens pré-découpés (tranches de jambon, etc.). Leur extrême épaisseur, l'impossibilité d'acheter ces produits sous un autre conditionnement, enlèvent au consommateur sa liberté de décider du volume de ses achats. En conséquence, il lui demande s'il compte prendre les dispositions nécessaires pour mieux protéger les consommateurs.

Agriculture (dégâts du gibier : indemnisation).

20275. — 29 septembre 1979. — **M. Christian Piarret** demande à **M. le ministre de l'agriculture** pour quelles raisons les commissions départementales pour l'indemnisation des dégâts causés par les sangliers et grands gibiers, n'indemnisent les agriculteurs que pour les dégâts causés aux récoltes stricto sensu et non pour les dégâts entendus dans un sens plus général (matériel de clôtures, animaux domestiques ou bétail). Il est en effet impossible à la plupart des agriculteurs, notamment en montagne, pour qui le revenu annuel est faible, de contracter une assurance pour le détail concerné, la prime alourdissant les charges de l'exploitation agricole. Il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour corriger cette imprécision des textes, notamment pour ce qui concerne les dégâts causés par les animaux prédateurs ayant contracté la rage. Il est

en effet à craindre que l'épidémie de rage qui sévit à nouveau dans les régions de l'Est de la France, et tout particulièrement dans le département des Vosges, ne viennent menacer encore plus qu'auparavant les troupeaux d'ovins et de bovins qui constituent la seule ressource des agriculteurs de cette région.

Postes et télécommunications (ministère) (personnel : recrutement).

20276. — 29 septembre 1979. — M. Christian Pierret s'étonne auprès de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications que les nombreuses personnes reçues aux différents concours des P. T. T. (préposés, agents d'exploitation, contrôleurs) doivent attendre souvent plus d'un an, et en tout cas, de nombreux mois, avant d'être appelées à l'activité. Ainsi, sur les trois concours de préposé organisés en 1978 (janvier, juin, octobre), seuls les 3 000 premiers reçus sur environ 5 000 du concours de janvier, ont été recrutés par l'administration. Il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour qu'en cette période de chômage, de difficultés économiques et de besoins en personnel impérieux dans cette administration, les lauréats des différents concours puissent être appelés dans des délais beaucoup plus brefs à exercer leur fonction.

Fonctionnaires et agents publics (état des services : calcul).

20277. — 29 septembre 1979. — M. Louis Phillibert expose à M. le Premier ministre (Fonction publique) le cas suivant : un fonctionnaire originaire d'Algérie a accompli ses obligations militaires légales en Algérie du 15 octobre 1951 au 14 avril 1953 puis s'est engagé pour six mois à compter du 15 avril 1953. Il a renouvelé son engagement pour une nouvelle période de six mois à compter du 15 octobre 1953 et a été rayé des contrôles de l'armée le 15 avril 1954. Affecté dans la réserve, il a été rappelé à l'activité en application du décret n° 55-766 du 7 juin 1955 à compter du 19 septembre 1955, jusqu'au 1^{er} mai 1956. Enfin, à compter du 1^{er} février 1957, il a été de nouveau rappelé à l'activité en exécution des prescriptions de la décision de M. le ministre de la défense n° 2471/FA/CAB/EMP du 3 mars 1955 et renvoyé dans ses foyers le 31 août 1957. Son état signalétique des services militaires indique en ce qui concerne les campagnes : 1° du 19 septembre 1955 au 31 mars 1956, Algérie, C. S. ; 2° un mois deux jours UT Algérie, C. S. ; 3° 1^{er} février 1957 au 30 août 1957, Algérie, C. S. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître pour ces cas précis le décompte exact des services militaires qui doivent être pris en considération en application de l'article 7 de la loi du 31 mars 1928 pour le calcul de l'ancienneté des services exigés pour l'avancement et pour la retraite ainsi que le décompte des majorations.

Jeunesse, sports et loisirs (ministère : personnel).

20278. — 29 septembre 1979. — M. Maurice Pourchon appelle l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation des conseillers techniques. Ces personnels sont, en effet, quelque 800 agents de l'Etat « mis à la disposition des fédérations sportives » selon les dispositions de l'article 11 de la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 et remplissent des fonctions de responsabilité, de gestion et d'organisation dans le cadre du département ou de la région. La formation des cadres, la détection et la promotion de l'élite, le développement des structures existantes (clubs) sont leurs missions fondamentales définies par la circulaire d'application à la loi précitée (12 octobre 1977). Or, ils n'ont pas de statut d'emploi, bien que les premières nominations datent de 1953. Ils sont mis en détachement si par leur origine ils sont titulaires de la fonction publique ou nommés comme contractuels s'ils proviennent du secteur privé. Ils constituent donc un corps hétérogène, autant par leur formation initiale que dans le montant des rémunérations perçues pour des tâches identiques. Leurs fonctions sont particulièrement contraignantes (horaires de travail surtout en soirée ainsi que les samedis et les dimanches) et délicates du fait de leur mise à la disposition des ligues et comités départementaux. Le ministère a bien voulu reconnaître la difficulté de leurs fonctions par l'octroi d'une indemnité de fonction (circulaire du 16 mars 1979) mais malgré des promesses répétées et l'accord sur un projet de statut d'emploi proposé par leur syndicat-groupe national des cadres techniques de la jeunesse et des sports, ils n'ont aucun espoir de l'octroi de ce statut prévu pour le 1^{er} janvier 1980. Cela s'avère d'autant plus navrant que l'incidence financière serait assez faible. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il entend prendre pour que soient tenues les promesses de développement des effectifs en personnel de qualité par le recrutement de sujets de valeur (possesseur du brevet d'Etat d'éducation sportif du deuxième degré) et de reconnaissance de spécificité de leur emploi par l'octroi d'un statut.

Agents communaux (maîtres nageurs-sauveteurs).

20279. — 29 septembre 1979. — M. Pierre Prouvost expose à M. le ministre de l'Intérieur que la ville de Roubaix, répondant en cela aux incitations officielles, a entendu donner une nouvelle orientation à la politique du sport et notamment à l'enseignement de la natation scolaire, en accord avec les inspecteurs départementaux de l'éducation favorables au programme élaboré en collaboration avec les conseillers pédagogiques. La conception du rôle des maîtres nageurs-sauveteurs et leurs responsabilités ont donc été élargies conformément aux directives diffusées par le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs : indépendamment de leur responsabilité concernant la sécurité durant les séances de natation, les intéressés se sont transformés en collaborateurs de l'équipe pédagogique, cette collaboration impliquant la possession de connaissances physiologiques, psychologiques et pédagogiques. Ils ont participé aux sessions de recyclage organisées par la direction départementale de la jeunesse et des sports et compte tenu du déploiement de leurs attributions et de leurs responsabilités d'éducateurs auprès de la population scolaire, sont devenus des formateurs-instructeurs-animateurs de natation. La municipalité, compte tenu de l'évolution de leur rôle, a estimé pouvoir sanctionner cette transformation en leur attribuant l'échelle indiciaire du groupe V, proposition rejetée par l'autorité de tutelle. On assiste donc à cette situation contradictoire que le développement des responsabilités pratiquement imposé par le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs ne peut être pris en considération par le ministère de l'Intérieur qui se retranche derrière la nécessité de respecter un classement indiciaire qui ne correspond plus à la réalité. Il est donc demandé à M. le ministre de l'Intérieur les mesures qu'il compte proposer pour officialiser la transformation des responsabilités imposées aux titulaires de l'emploi par les instructions officielles du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Décorations et médailles (conditions d'attribution).

20280. — 29 septembre 1979. — M. Paul Quilès appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le cas des salariés ayant passé un certain temps dans la fonction publique avant d'exercer une autre activité professionnelle et qui n'ont droit à aucune décoration bien que totalisant le nombre d'années requis. En application de l'article 5 du décret n° 74-229 du 6 mars 1974, les fonctionnaires et agents publics ne peuvent se voir décerner la médaille d'honneur du travail, mais bénéficient d'une décoration propre à la fonction publique. Ainsi, les préfetures refusent de prendre en compte les années de service dans la fonction publique pour autoriser l'obtention de la médaille d'honneur du travail. Il lui demande de lui préciser comment il entend résoudre ce problème et s'il n'est pas possible de prévoir une disposition permettant le cumul des années dans la fonction publique et dans le secteur privé pour l'obtention des différentes décorations.

Départements (personnel).

20281. — 29 septembre 1979. — M. Jean Laborde appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les difficultés rencontrées pour le paiement d'indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires à certaines catégories d'agents départementaux rémunérés à un indice supérieur à 315, tels des chefs de bureau, des rédacteurs principaux, des ingénieurs, des psychopédagogues. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour mettre un terme à cette situation d'autant plus paradoxale que le recrutement de ces agents est destiné à assurer le bon fonctionnement de services extérieurs de l'Etat insuffisamment pourvus en personnel.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

20282. — 29 septembre 1979. — M. Michel Rocard s'étonne auprès de M. le ministre de l'éducation des conditions dans lesquelles le recteur de l'académie de Versailles a prononcé une mesure de déplacement autoritaire à l'encontre d'un surveillant du lycée technique de Mantes-la-Jolie. En effet, le rapport du chef d'établissement, sur lequel s'est appuyé le recteur, et qui a été communiqué oralement aux membres de la commission paritaire académique, fait explicitement état de l'activité politique de l'intéressé et de son appartenance au parti communiste français pour justifier le déplacement d'office de ce surveillant, alors qu'aucun reproche concernant ses activités de service n'est formulé par ailleurs. En conséquence, il lui demande : 1° s'il est habituel que des indications concernant l'appartenance ou les opinions politiques des personnels de son ministère figurent dans les dossiers individuels ; 2° s'il n'entend pas rapporter une mesure qui s'apparente aux interdictions professionnelles pour délit d'opinion et constitue en tout état de cause un précédent inadmissible.

Police (fonctionnement).

20283. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Rocard**, inquiet de la recrudescence de ce que l'on appelle communément les « bavures » policières, demande à **M. le ministre de l'intérieur** de vouloir bien lui indiquer, pour ce qui concerne chacune des dix dernières années : 1° le nombre d'affaires dont a eu à connaître l'inspection générale des services (en précisant selon la nature des faits reprochés); 2° les suites données à ces affaires; 3° le nombre d'incidents auxquels auraient été mêlés des policiers, qui auraient été signalés à son intention par la presse, par des particuliers, ou de toute autre façon, et qui n'auraient pas donné lieu à une enquête de l'inspection générale des services. Il lui demande quelles conclusions il tire de cette progression de « bavures » qui contribuent à détériorer les rapports entre la police et les citoyens, et quelles mesures il compte prendre, en particulier dans le domaine de la formation tant quantitative que qualitative des forces de l'ordre.

Enseignement secondaire (élèves).

20284. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Sainte-Marie** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le fait qu'en juin 1979, de nombreux élèves de troisième qui avaient été orientés par les conseils d'orientation vers des sections d'enseignement long ou court n'ont pu être accueillis faute de places dans la spécialité demandée. Leur affectation s'est effectuée en fonction des possibilités d'accueil dans différents établissements dans des sections différentes. Cette situation catastrophique, préjudiciable, pour de nombreux jeunes qui avaient déjà choisi leur avenir avec détermination, traduit l'insuffisance maintes fois soulignée des crédits alloués pour les constructions nouvelles et illustre les méthodes inadéquates et dangereuses auxquelles l'administration est obligée de recourir. Il lui demande quels moyens nouveaux il compte mettre en œuvre en Gironde pour pallier cette situation dès la rentrée scolaire.

Politique extérieure (Maroc).

20285. — 29 septembre 1979. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur le récent affrontement ayant opposé à Lebourate dans le Sud marocain les forces chérifiennes aux troupes du Polisario. Il appelle son attention sur un document marocain présenté à un groupe de journalistes invités par le Polisario à visiter le champ de bataille faisant état d'une visite d'inspection de deux officiers français dans le camp retranché marocain de Lebourate. Il lui demande : 1° les raisons pour lesquelles le Gouvernement français a pris la responsabilité d'aider l'une des parties en cause dans ce conflit alors qu'il se déclare par ailleurs officiellement neutre; 2° le degré d'engagement militaire de la France aux côtés du Maroc.

Radiodiffusion et télévision (programmes destinés à l'étranger).

20286. — 29 septembre 1979. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur l'insuffisance des moyens de diffusion radiophonique de la France vers l'étranger. Il lui demande si le Gouvernement compte prendre les mesures permettant de remédier à une situation préjudiciable à l'extension de l'audience internationale de notre pays.

Radiodiffusion et télévision (émetteurs étrangers).

20287. — 29 septembre 1979. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les activités radiophoniques de la Somera, société privée française disposant d'un émetteur dans l'île de Chypre. Il lui demande : 1° la nature et la durée des programmes diffusés par cette chaîne radiophonique; 2° la zone géographique couverte par l'émetteur de cette société; 3° les langues d'expression utilisées; 4° les techniques de diffusion (relais et types d'ondes employés); 5° la nature des liens établis entre l'Etat français et cette société pour l'élaboration et le financement des émissions diffusées.

Faillite, réglementation judiciaire et liquidation de biens (syndics).

20288. — 29 septembre 1979. — **M. Pierre Bas** appelle à nouveau l'attention de **M. le ministre de la justice** sur le problème de la réforme des syndics administrateurs judiciaires, sujet qu'il a déjà eu l'occasion de traiter précédemment. Il semble que parmi les

mesures envisagées on devrait prévoir bien entendu la désignation du syndic pour chaque liquidation par le tribunal, mais avec une possibilité de révocation *ad nutum* par les créanciers à la majorité qualifiée en cas de carence ou de mauvaise gestion. Le nombre de scandales ne cesse en effet de croître en France et il faut y mettre un terme en assainissant profondément une profession où des éléments médiocres nuisent à d'excellents éléments.

Domaine public et privé (domaine public maritime).

20289. — 29 septembre 1979. — **M. Pascal Clément** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur l'absence de délimitation du domaine public maritime dans certains lieux, qui risque d'entraîner de multiples recours en excès de pouvoir devant les juridictions administratives. En effet, la servitude de passage piétonnier qui existe si une propriété privée riveraine est contiguë au domaine public maritime, est suspendue lorsque le passage peut être assuré sur une partie de plage perpétuellement sèche c'est-à-dire une partie du domaine privé de l'Etat. Il lui demande si cette création de passage piétonnier sur les propriétés privées lorsqu'il existe visiblement un domaine privé de l'Etat, par exemple un haut de plage jamais recouvert par les grands flots des marées d'équinoxes, ne correspond pas à une servitude de passage abusive dans les propriétés privées.

Heure légale (heure d'été et heure d'hiver).

20290. — 29 septembre 1979. — **M. Joseph-Henri Maujéan du Gasset**, au moment où toutes les horloges de France vont « rétrograder » et adopter le régime d'hiver, demande à **M. le ministre de l'industrie** s'il peut établir le bilan de ces changements d'horaire en France.

Divorce (pensions alimentaires).

20291. — 29 septembre 1979. — **M. Georges Hege** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur une situation particulière qui pose le problème du versement des pensions alimentaires. Une femme, séparée de son mari, avec trois enfants, dont un mineur dont la garde lui a été confiée par le tribunal, doit recevoir une pension alimentaire mensuelle de 600 francs. Cette somme lui était versée par l'employeur de son mari (les Houillères nationales) par retenue sur son salaire. Or, son mari vient d'être licencié par les Houillères nationales et ne doit toucher que 18 francs par jour d'assurance-chômage. Cette femme se trouve donc placée dans une situation dramatique pour faire face aux nombreuses charges de son foyer. Elle est laïtte au travail pour raison de santé. Il lui demande dans ce cas précis les mesures qu'il envisage de prendre pour que cette mère de famille reçoive les moyens lui permettant de vivre et d'élever son enfant à charge.

Agriculture (irrigation).

20292. — 29 septembre 1979. — **Mme Adrienne Horvath** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** en ce qui concerne les problèmes d'irrigation des châtaigneraies dans le département du Gard et plus particulièrement dans les régions cévenoles. En effet, la châtaigneraie à fruits a besoin d'irrigations surtout pendant les mois d'août et septembre. Les producteurs et éleveurs rencontrés estiment qu'un système de goutte à goutte qui ne demande que peu d'eau et peu de travail pourrait être réalisé. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre afin de faire inscrire au budget 1980 les crédits indispensables pour les études de recherche, de captage et d'acheminement d'eau nécessaire pour les châtaigneraies mais aussi pour les cultures et tous les élevages de la région.

Calamités agricoles (indemnisation).

20293. — 29 septembre 1979. — **Mme Adrienne Horvath** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** en ce qui concerne les indemnisations des producteurs et éleveurs de châtaignes du Gard qui ont vu leur récolte sinistrée à 100 p. 100. En effet, l'année 1978, a été très mauvaise au point de vue climatique : hiver 1977-1978 très long, automne 1978 sec et venteux, d'où perte d'argent à la récolte et pertes de pâturages. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les indemnisations soient réglées très rapidement aux intéressés.

Economie (ministère : structures administratives).

20295. — 29 septembre 1979. — **M. Roland Renard** s'étonne auprès de **M. le ministre de l'économie** de ne pas avoir reçu de réponse à sa question écrite n° 14946 du 12 avril 1979. Il lui en renouvelle les termes : « **M. Roland Renard** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur les faits suivants : le 19 janvier dernier, le directeur général de la concurrence et de la consommation a annoncé aux syndicats de cette administration les grandes lignes d'une opération dont il est fort à craindre qu'elle annonce un démantèlement : remises en cause des 101 créations d'emplois volées par le Parlement au titre du budget 1979 ; annulation de tous les concours prévus pour cette année ; annulation de la répartition théorique des effectifs actuellement en vigueur, sans mise en place de répartition nouvelle ; suppression des organigrammes d'organisation des directions départementales et régionales de la concurrence et de la consommation sans projet de remplacement ; annulation de fait des « Instructions générales » fixant l'organisation du service et les missions des agents, assortie d'un refus de discussion et d'adoption des nouveaux textes. Il apparaît donc que toutes les conditions seraient réunies pour un démantèlement définitif. D'ores et déjà les conséquences immédiates pour les 2 400 fonctionnaires de la direction sont graves : blocage complet des possibilités statutaires normales de débouchés ; perspectives de déplacement, compte tenu de la faiblesse d'ensemble des effectifs, les possibilités d'affectation et de mutation ; incertitude quant à l'avenir, en particulier, pour les fonctionnaires des catégories C et B. Il lui demande en outre de mettre un terme au processus de démantèlement de la direction de la concurrence et de la consommation qui, même en période de « libération des prix » est un organe essentiel de la protection des consommateurs ».

Postes et télécommunications (bureaux de poste).

20296. — 29 septembre 1979. — **M. Marcel Tassy** attire l'attention de **M. le ministre des postes et télécommunications** sur la nécessité de l'érection d'un bureau de poste et télécommunications, avenue des Chutes-Lavie, à la hauteur du n° 90, à Marseille. Ce bureau que réclame la population a d'ailleurs été reconnu nécessaire et promis depuis de longues années. Il lui demande quelles mesures financières il entend prendre pour que sa réalisation soit possible.

S. N. C. F. (lignes).

20297. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Aurillac** rappelle à **M. le ministre des transports** que le premier passage à niveau, alimenté par l'énergie solaire, vient d'être mis en service dans la région Centre. Il lui demande quelle est la politique que la Société nationale des chemins de fer français entend mener dans ce domaine et si d'autres expériences seront tentées dans la même région.

Prestations familiales (allocation de rentrée scolaire).

20298. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Aurillac** prie **M. le Premier ministre** de lui indiquer combien de familles auront bénéficié, dans le département de l'Indre, du doublement exceptionnel de l'allocation de rentrée scolaire ainsi que du supplément exceptionnel de 50 p. 100 du complément familial pour le mois d'octobre.

Agents communaux (gardes champêtres).

20299. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Aurillac** demande à **M. le ministre de l'intérieur** de lui indiquer les actions de formation qui sont menées en faveur des gardes champêtres.

Chasse (oiseaux).

20300. — 29 septembre 1979. — **M. Jean-Pierre Bechter** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** si, sans nuire à l'équilibre de la faune dans cette région, la réglementation de la chasse à la palombe en Corrèze ne pourrait se calquer sur celle d'un département voisin, tel que la Dordogne, où est autorisé le tir avec appels. En effet, la réglementation actuellement en vigueur est durement ressentie par les chasseurs corréziens qui se trouvent déjà privés de l'ouverture de la chasse au canard à la même date que la plupart des autres départements.

Enseignement supérieur (personnel non enseignant).

20301. — 29 septembre 1979. — **M. Jacques Cressard** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** qu'un statut unifiant l'administration et l'intendance universitaire a été mis en chantier depuis sept ans. Ce statut devait, paraît-il, voir le jour en août 1979. Sa publication n'étant pas encore intervenue, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelle en sera la date et, éventuellement, les raisons motivant les longs délais constatés.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion).

20302. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Debré** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur le fait que la restructuration de l'industrie sucrière à la Réunion va rendre disponibles des surfaces couvertes qui pourraient convenir à l'installation d'industries de transformation de dimensions modestes mais assurément rentables ; qu'il convient que les services de son ministère prennent en considération ce problème dont la solution relève largement de leur compétence. **M. Debré** insiste en conséquence sur l'urgence d'instructions ministérielles et lui demande l'orientation des directives qu'il donnera en ce sens.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : tabac).

20303. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Debré** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la grande utilité que présente la culture du tabac à la Réunion et l'intérêt qui s'attache à ce que le S.E.I.T.A. accentue son souci d'aider les planteurs, à la fois à étendre leur production et à améliorer la qualité, compte tenu du fait que la tradition agricole et les possibilités de développement justifieraient un effort accru et qu'il résulte des constatations faites localement que le S.E.I.T.A. pourrait améliorer sensiblement son action notamment en prenant en charge des moniteurs et en assurant un soutien actif aux producteurs. Il lui demande quelles instructions il compte donner au S.E.I.T.A.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion).

20304. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Debré** signale à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** les graves inconvénients qui résultent de la décision de supprimer le deuxième concours d'entrée à l'école d'infirmières de Saint-Denis, compte tenu à la fois du nombre des candidates et du fait que cette deuxième session, contrairement à la première, avait l'avantage de se situer après le baccalauréat ; que si cette décision est prise en raison du fait que les candidates reçues ne trouvent pas d'emploi à leur convenance, il est conforme au bien public et à la tradition de l'Etat de n'autoriser à suivre les cours et à se présenter aux diplômes que les candidates — ou les candidats — s'engageant à servir au moins cinq ans dans le département où les hôpitaux publics manquent d'infirmières, toute rupture de contrat engageant celui ou celle qui l'a signé à rembourser les importants frais de scolarité ; qu'une telle disposition faisant préalablement l'objet d'une information largement diffusée ne peut soulever aucune critique et permettrait un fonctionnement normal et une rentabilité des écoles, notamment de l'école de Saint-Denis ; qu'enfin, au titre de 1980 et des années suivantes, au cas où la session unique serait maintenue, il paraît d'intérêt général de tenir cette session après les épreuves du baccalauréat et non avant ; qu'il est souhaitable que les décisions intéressantes des dizaines de jeunes filles et de jeunes gens ne soient pas tardivement annoncées, mais fassent l'objet d'une publicité judicieuse et que tout soit mis en œuvre pour comprendre, à Paris, les problèmes particuliers du département de la Réunion, il lui demande, en conséquence, des explications détaillées.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion).

20305. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Debré** signale à **M. le ministre de l'économie** que les départements d'outre-mer, et notamment la Réunion, sont pénalisés dans leurs relations commerciales avec la métropole du fait que les chèques émis à la Réunion en règlement des achats faits en métropole ne sont inscrits au crédit des bénéficiaires de ces chèques qu'après un long délai, alors qu'il n'en est pas de même pour bien des pays étrangers, et notamment pour le Marché commun ; que cette habitude, qui date sans doute du temps de la navigation, ne correspond plus à une époque où fonctionnent le téléphone et le télex, sans oublier un avion quotidien. Il lui serait obligé de donner les instructions nécessaires pour que cet obstacle aux relations entre la métropole et la Réunion soit aplani, et lui demande s'il compte prendre des initiatives à cet égard.

Taxe sur la valeur ajoutée (assujettissement).

20306. — 29 septembre 1979. — M. Jean-Pierre Delalande attire l'attention de M. le ministre du budget sur les conséquences de certaines dispositions de la loi n° 78-1240 du 29 décembre 1978, dont les articles 24 à 48 concernent les adaptations de la législation relative à la T. V. A. Aux termes de celle-ci, la location d'emplacement pour le stationnement de véhicules constitue depuis le 1^{er} janvier 1979 une opération imposable à la T. V. A. au taux normal de 17,60 p. 100. Cependant, les propriétaires qui louent de la location de garages un loyer annuel qui n'est pas supérieur à 9 000 francs bénéficient d'une franchise de T. V. A. (impôt annuel inférieur à 1 350 francs) et ne doivent donc pas facturer la T. V. A. à leurs locataires. Cette mesure, non contestable dans son esprit apparaît l'être dans son application concrète puisqu'elle conduit en fait à rompre l'égalité entre les propriétaires de garages, certains étant tenus de les louer plus cher que d'autres, ce qui crée une injustice et une rupture de la concurrence. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour éviter de tels inconvénients.

Assurance invalidité-décès (pensions d'invalidité).

20307. — 29 septembre 1979. — M. François Grussenmeyer attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'attribution de la pension d'invalidité aux anciens déportés ou internés de la Résistance. La loi du 12 juillet 1977 stipule l'abaissement de l'âge de la retraite aux anciens déportés ou internés dont la pension militaire d'invalidité a été accordée pour un taux global d'au moins 60 p. 100 et âgés d'au moins cinquante-cinq ans. Une lettre circulaire du 28 décembre 1977 du ministre de la santé et de la sécurité sociale précise que les demandes seront agréées quelle que soit la date effective de la cessation de l'activité, même, si celle-ci est survenue plus de douze mois avant l'entrée en vigueur de la loi. Pour ce qui concerne les demandes qui seraient présentées par des assurés ayant cessé toute activité professionnelle avant l'âge de cinquante-cinq ans, il conviendra de les soumettre au contrôle médical. M. Grussenmeyer évoque le cas d'une femme âgée de cinquante-sept ans, titulaire de la carte de déporté résistant ainsi que d'une pension militaire d'invalidité supérieure à 60 p. 100 et à laquelle les caisses d'assurance maladie refusent tout droit à une pension d'invalidité, prétextant que l'intéressée a cotisé à titre volontaire et non à titre obligatoire au régime général. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si l'interprétation des caisses d'assurance maladie correspond bien aux textes et en particulier à la lettre circulaire du 28 décembre 1977 pourtant reprise par la circulaire de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés du 21 juillet 1978. Le cas échéant, il lui demande de lui faire savoir pourquoi l'assurance volontaire n'est pas prise en compte pour ouverture au droit de pension d'invalidité au titre du régime général.

Education physique et sportive (enseignants).

20308. — 29 septembre 1979. — M. Olivier Guichard rappelle à M. le ministre de l'éducation sa question écrite n° 11673 relative à la situation d'un enseignant d'éducation physique et sportive, exerçant dans un collège privé. Cette question a été publiée au J. O., Débats A. N., du 3 février 1979, page 694. Le 12 février 1979, elle était transférée par le secrétaire général du Gouvernement au ministre de la jeunesse et des sports. Le 3 mai 1979, elle faisait l'objet d'un nouveau transfert avec, pour destinataire, le ministre de l'éducation. Plus de sept mois se sont écoulés depuis la publication de la question initiale et plus de quatre mois depuis qu'elle a été adressée à nouveau au ministre de l'éducation. Compte tenu de ces importants délais, et comme il tient à connaître le plus rapidement possible la réponse à la question posée, M. Olivier Guichard rappelle les termes à M. le ministre de l'éducation en lui demandant une réponse rapide. Il lui expose, en conséquence, la situation d'un enseignant d'éducation physique et sportive qui effectue, dans un collège privé, un service hebdomadaire de dix-huit heures en qualité de maître auxiliaire. Cet horaire représente un service partiel puisque l'horaire complet est de vingt heures. A ce service hebdomadaire complet s'ajoutent quatre heures de formation permanente. Or, ces quatre heures supplémentaires sont non seulement refusées aux enseignants n'effectuant pas un service complet, mais sont de plus retirées du traitement. Dans le cas visé ci-dessus, qui ne doit pas être exceptionnel, ce sont six heures qui sont retirées par semaine, ce qui revient à établir un traitement portant sur dix-huit vingt-quatrièmes de ce qu'il devrait être, au lieu de dix-huit vingt-huitièmes ou vingt et un vingt-quatrièmes selon qu'il est tenu compte ou non des heures de formation permanente. Il doit être par ailleurs souligné que l'enseignant dont il s'agit est inscrit à l'U. E. R. d'E. P. S. de Rennes où il suit des cours une fois par semaine en vue de se pré-

senter au concours de recrutement de professeurs d'E. P. S. en 1979. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quel est le texte permettant l'amputation du traitement des enseignants à temps partiel à qui les heures de formation supplémentaires sont refusées. Si cette mesure fait l'objet d'une réglementation, il lui demande également s'il n'estime pas que celle-ci devrait être révisée afin de permettre au minimum une attribution des heures de formation proportionnellement au service effectué.

Prestations familiales (complément familial).

20309. — 29 septembre 1979. — M. Hubert Bassot, se référant à la réponse donnée à sa question écrite n° 6034 (J. O., Débats A. N. du 24 octobre 1978) attire de nouveau l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur certaines anomalies auxquelles donnent lieu les conditions d'attribution du complément familial, en ce qui concerne la situation des familles ayant de modestes revenus. Il lui précise tout d'abord que, dans la question écrite n° 6034, il s'agissait d'un ménage ayant deux enfants, dont le revenu déclaré pour l'année 1977 était de 40 000 francs — ce qui correspond après déduction des abattements de 10 et 20 p. 100 à un revenu imposable de 28 000 francs. La famille dont il s'agit percevait donc bien, antérieurement au 1^{er} janvier 1978, l'allocation de salaire unique majorée, soit une somme de 294,50 francs. Au 1^{er} janvier 1978, ce ménage a perçu une somme de 340 francs au titre du complément familial et, à compter du 1^{er} juillet 1978, date à laquelle le second enfant a atteint la limite d'âge de trois ans, le complément a été supprimé et la famille n'a plus perçu que l'allocation de salaire unique, soit une diminution de 260 francs par mois. Il y a ainsi, dans des cas de ce genre, une diminution considérable du pouvoir d'achat lorsque l'enfant atteint l'âge de trois ans. En 1978, pour un revenu familial net imposable de 32 100 francs (soit à peu près 3 800 francs mensuels) cette famille de deux enfants (huit ans et quatre ans) ne peut bénéficier du complément familial et touche une allocation de 77,80 francs au titre de l'allocation de salaire unique. Si, par contre, on considère le cas d'une famille ayant un revenu mensuel de 5 500 francs, le complément familial est accordé dès lors qu'il y a deux enfants, dont un de moins de trois ans. Il résulte de ces deux exemples qu'une famille ayant un revenu annuel imposable de 32 100 francs, perçoit uniquement l'allocation de salaire unique de 77,80 francs si le deuxième enfant a plus de trois ans, allocation nettement inférieure au complément familial que perçoit une famille dont le revenu est sensiblement plus élevé, mais qui a un enfant de moins de trois ans. Il semble ainsi que les dispositions relatives au complément familial n'ont pas pour but de favoriser les familles ayant un faible revenu, mais simplement de tenir compte du fait qu'il existe ou non un enfant âgé de moins de trois ans. Elles sont ainsi en contradiction avec le but actuellement poursuivi en matière de politique sociale qui consiste à favoriser les familles aux revenus les plus modestes et à sauvegarder le pouvoir d'achat de ces familles. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour mettre fin à cette situation regrettable.

Chasse (office national de la chasse : personnel).

20310. — 29 septembre 1979. — M. Henri Colombier attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les dispositions du décret n° 77-898 du 2 août 1977 relatif au statut des gardes-chasse de l'office national de la chasse. Il semble qu'après deux ans d'application de ce décret un certain nombre d'améliorations devraient lui être apportées afin de tenir compte de certaines anomalies constatées, notamment en matière de déroulement de carrière. C'est ainsi que lorsqu'un garde-chasse de deuxième classe est promu au grade de première classe il est maintenu dans son nouveau grade à l'échelon auquel il était parvenu dans son précédent grade et conserve l'ancienneté d'échelon acquise, il s'agit là de l'application d'une règle adoptée d'une manière générale dans la fonction publique. Mais, par contre, lorsque des gardes sont promus gardes-chefs ou que des gardes-chefs sont promus gardes-chefs principaux, ils sont classés dans leur nouveau grade à un échelon comportant un traitement égal ou à défaut immédiatement supérieur au traitement perçu en dernier lieu dans l'échelle précédente. Ainsi, lors de leur promotion, les gardes-chefs et gardes-chefs principaux se trouvent placés dans une situation défavorisée. En second lieu, le statut prévoit que la hiérarchie doit comporter 40 p. 100 de gardes en première catégorie et 60 p. 100 en deuxième catégorie. Ce dernier pourcentage est tout à fait défavorable en ce qui concerne les possibilités d'avancement de l'ensemble des gardes. Il serait souhaitable d'adopter la proportion inverse de manière à faire bénéficier les gardes-chasse d'avantages analogues à ceux prévus pour les gardes-pêche. D'autre part, les gardes-chasse souhaiteraient bénéficier du glissement des gardes et gardes-chefs de

l'ordre de 25 p. 100 dans chaque grade dans les groupes V et VII, de manière analogue à ce qui est accordé aux gardes-pêche, ainsi qu'à l'ensemble des fonctionnaires des catégories C et D et des agents publics de l'Etat. Enfin, en raison des sujétions matérielles et physiques particulièrement pénibles que comporte l'exercice de la profession de garde-chasse, il semblerait normal que l'âge de la retraite soit abaissé à soixante ans. Il lui demande de bien vouloir faire connaître ses intentions en ce qui concerne les diverses mesures proposées dans la présente question.

Chômage (indemnisation : bénéficiaires).

20311. — 29 septembre 1979. — M. Charles Ehrmann expose à M. le ministre du travail et de la participation le cas d'un cadre de la métallurgie, âgé de cinquante-huit ans depuis le 1^{er} juillet 1979, qui a été licencié pour raisons économiques le 1^{er} mai 1975, après avoir travaillé huit ans et demi dans la même entreprise. Ce dernier ne peut prétendre à aucune allocation prévue en faveur des travailleurs privés d'emploi : il n'a pas droit à l'allocation de base puisque licencié pour motif économique ; il n'a plus droit à l'allocation spéciale, l'ayant déjà perçue depuis un an ; il ne peut prétendre à l'allocation forfaitaire puisqu'il est âgé de plus de cinquante-huit ans, ni à l'allocation de garantie de ressources puisqu'il n'a que cinquante-huit ans. Il ne peut être admis aux stades du fonds national de l'emploi puisqu'il a déjà effectué des stages d'une durée supérieure à un an. Il ne peut bénéficier des dispositions de la loi n° 77-730 du 7 juillet 1977 instituant des modalités exceptionnelles d'accès aux corps de fonctionnaires puisqu'il est âgé de plus de cinquante ans. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de prévoir toutes dispositions utiles pour combler les lacunes qui existent ainsi dans notre législation sociale concernant les cadres privés d'emploi qui se trouvent dans la tranche d'âge cinquante-cinq-soixante ans, et si, dans le cas particulier signalé, l'intéressé ne pourrait, tout au moins, obtenir : 1° une mesure de dérogation lui permettant de bénéficier de l'allocation de garantie de ressources de manière anticipée ; 2° la possibilité de prolonger au-delà de quatre ans, c'est-à-dire au-delà du 1^{er} octobre 1979, sa couverture sociale, les organismes de sécurité sociale ne reconnaissant plus le caractère « involontaire » du chômage au-delà de cette date.

Propriété artistique et littéraire (droits d'auteur).

20312. — 29 septembre 1979. — M. Emmanuel Hamel attire l'attention de M. le ministre de la justice sur le développement de la « piraterie » des disques et cassettes. Sont, en effet, vendues de plus en plus de musiquettes reproduisant des enregistrements au mépris des droits et des intérêts des professionnels qui concourent à la réalisation de ces enregistrements. Ces faits, qui mettent en danger une industrie qui assure de nombreux emplois, ne font actuellement l'objet que de peu de poursuites judiciaires, notamment du fait que les producteurs phonographiques ne disposent pas d'une protection juridique appropriée. En conséquence, il lui demande à quel remède il préconise contre la « piraterie » des phonogrammes et s'il entend donner des directives au parquet à ce sujet.

Téléphone (annuaires).

20313. — 29 septembre 1979. — M. Jean Proriot expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications. L'apparition d'une contrainte financière supplémentaire imposée aux artisans et commerçants à la suite des mesures de simplification apportées cette année à la présentation de l'annuaire officiel des abonnés au téléphone, qui obligent en fait une part importante de cette catégorie d'entrepreneurs locaux, reconnus comme essentiels à l'animation des zones rurales et plus particulièrement des régions de montagne, à payer, en sus de leur abonnement, leur inscription professionnelle, et propose le principe de la gratuité de cette insertion, qui pourrait, par exemple, être fondée sur l'importance du chiffre d'affaires réalisé par ces petites entreprises, souvent à caractère familial, offrant au public une ou plusieurs petites activités cumulées (exemple café, hôtel, taxi). Par ailleurs, l'attention de M. le secrétaire d'Etat est attirée sur les risques importants de confusion entre homonymes résidant dans une même commune, situation très habituelle en milieu rural, et précédemment évités, compte tenu de l'inscription de la nomenclature des professions jouxtant avec le nom de famille.

Handicapés (revendications).

20314. — 29 septembre 1979. — M. Alain Bocquet attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les revendications de la confédération française de l'infirmité civile. Les

membres de cette association souhaitent : que le minimum aux handicapés (allocation aux adultes handicapés) soit indexé sur le S.M.I.C. et soit, dans l'immédiat, égal à 80 p. 100 de celui-ci, considérant qu'il est impossible d'atteindre à l'autonomie souhaitée par la loi d'orientation du 30 juin 1975 avec le minimum actuel ; que la pension d'invalidité de sécurité sociale, au taux minimum augmenté de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, soit portée à ce minimum indexé et que les conditions d'attribution et de récupération de cette dernière allocation soient modifiées dans le sens de celles prévues pour l'allocation aux adultes handicapés ; que le montant maximum de l'allocation compensatrice pour besoin de tierce personne prévue par l'article 39 de la loi du 30 juin 1975 soit au moins égal au S.M.I.C. afin de permettre aux handicapés dépendant d'une tierce personne de rémunérer celle-ci au moins au taux légal ; que l'allocation compensatrice pour besoin de tierce personne soit accordée à partir de dix-huit ans, âge de la majorité légale, et non à vingt ans, ainsi que toutes les allocations accordées aux adultes handicapés ; que pour les tierces personnes salariées soit accordée la prise en charge des congés payés et des cotisations patronales de l'I.R.C.E.M. ; que la majoration spéciale tierce personne de la sécurité sociale puisse être attribuée pour une infirmité postérieure à l'âge de soixante-cinq ans (assouplissement des dispositions de l'article 356 du code de la sécurité sociale) ; que soit étendu aux grands handicapés ne jouissant pas du minimum d'autonomie indispensable (grabataires, grands paralysés et mutilés, déblés profonds, etc.) le bénéfice des avantages accordés par l'article 6 du décret n° 77-1549 du 31 décembre 1977 aux aveugles en matière d'attribution de l'allocation compensatrice ; que les invalides du régime de sécurité sociale des professions non salariées non agricoles puissent bénéficier au titre de leur régime d'invalidité d'une majoration spéciale lorsque leur état nécessite l'aide d'une tierce personne, sans qu'ils aient à attendre l'âge de soixante-cinq ans correspondant à l'admission au régime vieillesse ; que les agents invalides des collectivités locales puissent bénéficier de l'attribution d'une majoration spéciale égale à celle prévue par l'article 310 du code de la sécurité sociale, 3^e alinéa ; que le montant du complément de l'allocation d'éducation spéciale soit augmenté pour les jeunes handicapés de plus de quinze ans, compte tenu de la plus grande importance des sujétions que, devenus adolescents, ils imposent à leur entourage ; que soient assouplies les conditions d'attribution de la garantie de ressources et de l'allocation compensatrice en faveur des travailleurs handicapés respectivement prévues par les articles 32 et 39 de la loi du 30 juin 1975, considérant que ces avantages sont inférieurs à ceux antérieurement attribués (allocation de compensation aux grands infirmes travailleurs), notamment pour les travailleurs handicapés dont l'état ne permet qu'une activité à temps partiel ; que les avantages annexes rattachés à l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité soient étendus aux bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés ; que les effectifs des Cotorep soient augmentés afin que ces commissions puissent statuer sur les dossiers de demandes dans des délais plus raisonnables ; qu'une étude soit faite en vue de la simplification des dispositions établies par la loi d'orientation du 30 juin 1975 en matière d'attribution de la carte d'invalidité, de l'allocation d'éducation spéciale, de l'allocation aux adultes handicapés et de l'allocation compensatrice, considérant que les handicapés bénéficiaires de ces dispositions ressortissent d'un trop grand nombre d'organismes ou d'instances (commissions d'orientation, caisses d'allocations familiales, aide sociale, contentieux médical de la sécurité sociale) dont les décisions sont d'ailleurs parfois contradictoires. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que ces revendications soient satisfaites.

Police (protection des bâtiments publics).

20315. — 29 septembre 1979. — M. Alain Bocquet attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les dégradations de bâtiments publics commises récemment dans la commune de Saint-Saulve (département du Nord). La commune de Saint-Saulve connaît une importante extension démographique. La population a augmenté de 20 p. 100 en quelques années. De nouvelles constructions étant en cours, cet accroissement va continuer. De nombreuses dégradations de bâtiments publics (école, piscine) ont eu lieu récemment. Il est indispensable que la sécurité des bâtiments publics et de la population soit assurée. Plutôt que d'utiliser les forces de police contre les travailleurs de la sidérurgie et les élus, mieux vaudrait les mettre à la disposition des citoyens pour leur sécurité. Le commissariat de police se trouvant situé dans une autre commune ne peut compte tenu de son éloignement remplir efficacement cette mission. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre à ce sujet.

Maisons des jeunes et de la culture (financement).

20316. — 29 septembre 1979. — **M. Guy Ducloné** demande à **M. le ministre de la culture et de la communication** de bien vouloir lui fournir le montant des subventions de fonctionnement et d'équipement versées par l'Etat depuis 1970 à chacune des maisons de la culture existantes ou en préfiguration.

Enseignement secondaire (établissements).

20317. — 29 septembre 1979. — **Mme Paulette Fost** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les conditions dans lesquelles s'est déroulée la rentrée scolaire aux L. E. P. Marcel-Cachin et Blanqui, situés à Saint-Ouen (93400). En l'état actuel des choses, on relève au L. E. P. Marcel-Cachin : que 275 heures de cours ne sont pas assurées, soit 15 p. 100 ; que onze postes et demi ne sont pas pourvus (il s'agit notamment de ceux de mécanique générale, d'électrotechnique, de mathématiques et d'anglais) ; que huit maîtres auxiliaires n'ont toujours pas de poste ; que des heures de surveillance ont été supprimées. En ce qui est du L. E. P. Blanqui, on constate que trois postes et demi ne sont pas encore pourvus (il s'agit de ceux de mécanique générale, de lettres et d'anglais). En conséquence, elle lui demande de lui faire connaître dans les meilleurs délais les dispositions qu'il compte prendre pour remédier à une situation gravement préjudiciable aux élèves concernés et qui préoccupe au plus haut point les enseignants et les associations de parents d'élèves.

Enseignement (établissements).

20318. — 29 septembre 1979. — **Mme Paulette Fost** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur un certain nombre d'insuffisances relevées dans les établissements scolaires de Saint-Ouen, insuffisances mettant en cause l'année scolaire des élèves concernés et qui nuisent au bon fonctionnement de ces établissements. La situation dans la localité est actuellement la suivante : lycée Blanqui : douze heures de cours ne sont pas assurées (sciences physiques et lettres) ; la section Lettres a été formée ; certaines classes préparant les élèves à des examens sont anormalement surchargées (plus de trente-cinq élèves) ; il convient d'ajouter que la construction du nouveau lycée polyvalent reste toujours à l'état de projet ; collège Jean-Jaurès : les crédits de fonctionnement sont pratiquement épuisés (chauffage et électricité) ; les classes de troisième sont anormalement surchargées (trente-cinq élèves et plus) ; il manque deux professeurs de travail manuel ; un poste de surveillant n'est toujours pas pourvu ; un poste de secrétaire a été supprimé ; collège Michelet : il manque un auxiliaire d'intendance ; un demi-poste de musique reste à pourvoir ; il manque un homme de peine ; dans les écoles primaires et maternelles : une classe a été fermée à l'école Michelet primaire et Anatole-France maternelle ; une classe est créée à l'école Emile-Zola mais le poste n'est pas occupé ; la plupart des directrices et directeurs sont chargés de classe. Enfin, on constate dans tous les établissements que des enseignants sont au chômage ou ont des craintes pour leur emploi, alors que les congés de maternité et de maladie ne sont pas remplacés. En conséquence, elle lui demande de lui faire connaître les dispositions qu'il entend prendre pour que les élèves des établissements en cause bénéficient des conditions d'enseignement qu'ils sont en droit d'attendre, ce qui implique qu'il soit rapidement remédié aux inconvénients précités.

Assurance maladie-maternité (remboursement : hospitalisation).

20319. — 29 septembre 1979. — **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les faits suivants : Mme X..., quatre-vingt-cinq ans, est hospitalisée depuis 1975 pour maladie mentale. Elle a bénéficié en 1974 d'une prise en charge à 100 p. 100. Il lui était notifié que cette prise en charge était « valable tant que durerait sa maladie ». Or son mari, âgé de quatre-vingt-huit ans et lui-même hospitalisé, a été informé en février 1979 qu'à la suite « d'importantes modifications dans le fonctionnement de l'hôpital », sa femme n'était plus prise en charge à 100 p. 100 à compter du 5 novembre 1977. A ce titre il lui était réclamé une somme de 25 409,80 francs. De plus, en avril 1979, il lui était précisé que sur un prix de journée de 140 francs, la sécurité sociale ne prenait plus à sa charge que 30,54 francs. Ce qui représente pour l'année, à la charge de l'assuré, une dépense de 40 000 francs. Ainsi, pour l'année 1979, il est réclamé à cet assuré, pour la seule hospitalisation de sa femme, la somme de 65 000 francs environ alors que ses revenus annuels ont été pour 1978 de 49 294 francs. Elle lui demande si cet exemple, qui illustre ce que donne sur le terrain la politique d'austérité et de freinage des dépenses de santé, lui paraît compatible avec l'humanisation des hôpitaux et l'aide aux personnes âgées et défavorisées.

Entreprises (activité et emploi).

20320. — 29 septembre 1979. — **M. Maxime Gremez** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** son inquiétude sur la situation d'une entreprise du Loiret, à Briare. Cette entreprise, employant 390 personnes, est une filiale de la Société générale de fonderie. La direction de l'entreprise a décidé de licencier 129 salariés. Il y a quatre ans, l'entreprise comptait 600 salariés. Il lui demande quelles dispositions les pouvoirs publics comptent prendre pour empêcher les licenciements dans cette entreprise et pour garantir l'emploi dans le département.

Assurance maladie-maternité (ticket modérateur).

20321. — 29 septembre 1979. — **M. André Lajoinie** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** l'inquiétude des mutualistes suscitée par le projet de décret concernant l'instauration d'un « ticket modérateur d'ordre public ». Il s'agit de l'interdiction absolue qui serait faite à tout organisme de rembourser aux assurés sociaux ayant souscrit volontairement une couverture complémentaire à celle de la sécurité sociale la totalité du ticket modérateur. La part non remboursable de ce dernier serait égale à un cinquième de sa valeur. En l'état actuel des choses, cela équivaldrait par exemple à laisser au malade : 4 p. 100 du prix de journée à l'hôpital (soit à Paris 24 francs par jour en médecine et 72 francs par jour en soins intensifs) ; 6 p. 100 du prix des médicaments. Pour autant les praticiens auraient toujours le droit de pratiquer des dépassements de tarif, les fournisseurs de vendre leurs appareils au-dessus du tarif, et rien ne précise si le remboursement de ces dépassements serait ou non interdit. Dès l'origine de la couverture des dépenses sociales, la mutualité avait choisi de laisser au malade une faible participation destinée à lui faire prendre conscience de la valeur des choses et de l'effort de la collectivité en sa faveur. Mais le temps a passé, les mentalités ont changé à tous les niveaux et, peu à peu, la notion de ticket modérateur a perdu sa signification. C'est pourquoi, peu à peu, les mutuelles, cédant à la volonté pressante des adhérents soucieux de prévoir la plus large sécurité pour leur famille, remboursent le ticket modérateur à 100 p. 100. Pour autant, elles ont toujours refusé, et le congrès triennal de la mutualité française vient de le confirmer unanimement, de rembourser des dépassements du tarif de la sécurité sociale dont elles jugent l'existence scandaleuse dans le domaine de la réparation de la santé. Le ticket modérateur d'ordre public, dès lors, est très mal accepté par les mutualistes qui y voient une régression de la garantie libre volontaire et solidaire à laquelle ils sont le plus attachés. Dans ces conditions, il apparaît clairement que le ticket modérateur d'ordre public n'a aucun fondement véritable, est injuste et antisocial car il frappera surtout ceux qui n'ont pas les moyens d'en supporter le montant lorsqu'il est élevé, est une atteinte grave à la liberté individuelle. Venant au moment où les plus défavorisés supportent déjà le poids du chômage ou de la récession économique, et ont le plus besoin de sécurité dans le domaine social, n'apportant aucune solution au profit scandaleux sur la santé constitué par les dépassements de tarif, n'économisant rien aux finances publiques dans l'immédiat, mais préparant une aggravation des charges de la sécurité sociale pour l'avenir. En conséquence, il lui demande de bien vouloir supprimer le décret projeté afin de faire droit aux justes revendications des mutualistes.

Elevage (maladie du bétail : fièvre aphteuse).

20322. — 29 septembre 1979. — **M. François Leizour** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'augmentation inconsidérée du prix du vaccin anti-aphteux. Ce prix a en effet augmenté pas moins de trois fois en l'espace de dix mois seulement, ce qui fait 40 p. 100 d'augmentation. Or, derrière la fabrication et la distribution de ce vaccin, il y a un seul grand groupe : Rhône-Poulenc. La vaccination étant obligatoire, il lui demande : 1° s'il trouve normal qu'une grande société puisse ainsi imposer des augmentations de prix sans aucun risque du fait de l'absence de concurrence et accumuler ainsi à bon compte des profits importants au détriment des éleveurs et de leurs organisations mis dans l'obligation d'acheter le produit ; 2° quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cet état de chose.

Police (fonctionnement).

20323. — 29 septembre 1979. — **M. Daniel Le Meur** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les brutalités inqualifiables commises le 13 août dernier par des policiers de Saint-Quentin (Aisne) sur la personne d'un Ghanéen. Il remarque que, loin d'être isolé, ce fait s'insère dans une longue liste de bavures qui ont fâcheusement tendance à se multiplier. Le 31 août, à Ancey, un

jeune homme d'une vingtaine d'années a été roué de coups car sa tête ne « revenait pas » à deux C. R. S. Le même jour, une étudiante sénégalaise qui sortait de l'hôpital Tenon était brutalisée, insultée, humiliée dans un commissariat, à cause de sa couleur de peau. Le 8 septembre, un jeune homme de dix-neuf ans était insulté et battu dans les locaux de la gendarmerie de Saint-Orens, près de Toulouse, sans qu'aucune plainte ait été enregistrée à son sujet. La volée, des policiers brutalisaient Alain Moreau, plusieurs membres de sa famille et des employés, car l'éditionnaire avait refusé de se soumettre, étant chez lui, à un contrôle d'identité. L'énumération pourrait être longue. Il s'agit de cette montée de violence gratuite, principalement dirigée contre les jeunes, les immigrés et les gens de couleur, et considère que le manque de moyens accordés aux missions de sécurité publique est aussi source de « bavures » : face aux C. R. S. et gardes mobiles suréquipés, les policiers urbains font figure de parents pauvres. Les policiers qui commettent de tels actes sont une minorité, la partie visible de ce iceberg qu'est le malaise de la police, dont les membres sont, comme les autres travailleurs, victimes du climat social et de l'austérité. Rejoignant le sens de la question n° 18295 posée par son collègue Marcel Houël, il lui demande que les responsables de violences soient sévèrement sanctionnés et quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette prolifération de brutalités qui accroissent le sentiment d'insécurité et jettent le discrédit sur la police française.

Entreprises (activité et emploi).

20324. — 29 septembre 1979. — M. Roland Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation de l'entreprise C. F. E. M. de Rouen et sur son courrier de la fin août 1979 rappelant les hautes capacités techniques d'une entreprise dont témoignent les réalisations et qui sont capables de répondre aux besoins régionaux tels que : la participation à la réalisation du dock flottant du Havre, d'aménagements pour le port d'Antifer, d'un grand hôpital sur la rive gauche de Rouen, d'un port en aval de Rouen, des centrales nucléaires de Paluel et Penly, mais capables aussi de répondre à des besoins nationaux et internationaux. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre une mise en chantier rapide de ces réalisations et pour également permettre à l'usine de Rouen de prendre part à la construction d'une plateforme pétrolière confiée par l'Inde à la C. F. E. M. Il demande également pour quelles raisons l'usine de Rouen a dû décliner une offre importante de travaux commandés par l'U. L. E. de Cherbourg, ce qui aurait assuré le maintien d'activité de l'entreprise.

Entreprises (activité et emploi).

20325. — 29 septembre 1979. — M. Roland Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur le dépôt de bilan de l'imprimerie Duval, à Elbeuf (Seine-Maritime). Compte tenu des graves problèmes d'emploi que connaît la région elbeuvienne, du fait que c'est à nouveau le secteur de l'imprimerie qui est touché, que le carnet de commandes de l'entreprise ne justifie pas la cessation d'activité, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour refuser les licenciements et permettre la poursuite d'activité de cette entreprise.

Entreprises (activité et emploi).

20326. — 29 septembre 1979. — M. Roland Leroy attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation de l'usine C.F.E.M. de Rouen où de nombreux licenciements sont intervenus ces dernières années mais où, encore tout récemment, il a été fait appel à un contingent de plusieurs dizaines d'intérimaires. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que toute augmentation des effectifs de l'usine se fasse par le réemploi des ouvriers de la C.F.E.M. demeurés en chômage.

Epargne (livrets).

20327. — 29 septembre 1979. — M. Louis Malsonnat attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur l'émotion et le mécontentement des deux millions de sociétaires du Crédit mutuel devant les récentes mesures prises à l'égard de cet établissement bancaire mutualiste. En particulier, la décision de suppression du cumul du livret de caisse d'épargne et du livret bleu du Crédit mutuel est tout à fait inacceptable, car elle va encore aggraver la situation des épargnants déjà très lourdement pénalisés par le décalage entre l'intérêt servi et le taux d'inflation. On estime ainsi à quatre-vingt-quatre milliards de francs en 1978 les sommes ainsi perdues par les

familles françaises. Cette situation devrait d'ailleurs, au contraire, inciter le Gouvernement à indexer le taux d'intérêt du livret d'épargne sur le taux d'inflation, comme le demandent les parlementaires communistes. De plus, d'autres mesures sont envisagées dans le cadre de la réforme des circuits de financement préconisée par le rapport Mayoud qui, malgré son importance pour l'économie française, n'a toujours fait l'objet d'aucun débat à l'Assemblée nationale. Ces dispositions, qui sont le blocage pendant trois ans du montant du livret bleu à 4 000 francs et l'interdiction de toute publicité sur ce même livret et de toute nouvelle implantation, mettent gravement en cause le fonctionnement et la place du Crédit mutuel dans le système bancaire français et portent atteinte au droit d'association et aux libertés mutualistes. Or, les activités du Crédit mutuel sont prioritairement orientées vers la satisfaction des besoins financiers des familles en matière de logement plus particulièrement, des collectivités et associations locales qui vont donc se trouver lésées par les mesures prises à son égard. Pour l'ensemble de ces raisons, il lui demande quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour rapporter le décret du 31 août 1979 et pour ouvrir préalablement à toutes nouvelles dispositions, de véritables négociations comme le lui a d'ailleurs demandé la Confédération nationale du Crédit mutuel.

Agriculture (politique agricole).

20328. — 29 septembre 1979. — M. Vincent Porelli attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des agriculteurs corses. Le crédit agricole a décidé de mettre au contentieux les agriculteurs dont la dette est devenue trop importante. Or, une décision gouvernementale donne au problème une dimension nouvelle puisque les agriculteurs rapatriés d'Afrique du Nord verront sur le plan national leurs dettes aménagées en trente ans au taux de 1 p. 100. Les autres agriculteurs paraissent exclus de cette mesure. Cette décision, qui instaure une différence entre les agriculteurs corses et les agriculteurs rapatriés, risque d'entraîner d'énormes problèmes. On est en droit de se demander, étant donné la situation difficile des agriculteurs corses, si le pouvoir ne fait pas tout pour aggraver les violences en Corse. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire bénéficier les agriculteurs corse des dispositions prévues pour les agriculteurs rapatriés d'Afrique du Nord.

Régimes pénitentiaires (régime politique).

20329. — 29 septembre 1979. — M. Vincent Porelli tient à attirer l'attention de M. le ministre de la justice sur la situation de M. Y. S. En effet, cette personne poursuivie par la cour de sûreté de l'Etat a été détenue pendant neuf mois dans l'isolement complet. Sur sa demande et sur celle de son avocat, il a été transféré à Fresnes, mais au lieu d'y être mis dans le quartier des détenus politiques, il est isolé à l'hôpital de Fresnes contre sa volonté. De plus, il serait question de lui faire passer un examen psychiatrique. Ainsi, depuis neuf mois, il y a violation des articles 715, D. 490 et suivants, D. 53 et suivants du code de procédure pénale. Cette violation continue à l'hôpital-prison de Fresnes. C'est pourquoi M. Vincent Porelli demande à M. le ministre de la justice les raisons pour lesquelles on a voulu faire procéder à des examens médicaux contre la volonté de M. Y. S., les raisons qui ont amené la décision d'une expertise psychiatrique et, comme l'avait déjà fait M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, dans son intervention du 6 novembre 1978, quelles mesures il compte prendre pour faire respecter le statut de détenus politiques pour les emprisonnés pas encore jugés par la cour de sûreté de l'Etat.

Viticulture (chaptalisation).

20330. — 29 septembre 1979. — M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset expose à M. le ministre de l'agriculture que le problème de la chaptalisation des vins continue à poser des questions. Le 7 septembre, le ministre de l'agriculture signait un arrêté publié au Journal officiel du 15 septembre, relatif aux conditions réglementaires de l'enrichissement des vins. Or, le 17 septembre, parvenait dans les préfectures une circulaire d'application émanant de la sous-direction des productions végétales au ministère et contredisant le contenu de l'arrêté ministériel. L'arrêté reconnaissait en effet comme traditionnelle la chaptalisation des vins de table produits dans la zone viticole communautaire B, c'est-à-dire entre autres, le Val-de-Loire. Par contre, la circulaire met l'ensemble des vins de table sous le régime de l'interdiction de la chaptalisation, à l'exception des vins de pays et de vins aptes à l'élaboration de mousseux. Il lui demande que soit précisée l'arrêté susvisé, principalement en affirmant comme traditionnelle la chaptalisation des vins de table produits dans la zone viticole communautaire B et annulant, de ce fait, la circulaire du 17 septembre.

Energie nucléaire (centrales nucléaires).

20331. — 29 septembre 1979. — **M. Paul Guillès** s'inquiète auprès de **M. le ministre de l'Industrie** des informations selon lesquelles des fissures se seraient produites près des tubulures des vingt premières cuves du programme nucléaire confié à Framatome. Il lui demande qu'une information précise soit fournie aux députés sur la réalité et l'ampleur de ce phénomène ; que les conséquences techniques et économiques leur en soient clairement indiquées ; que soit connue d'eux la position adoptée, en cette circonstance, par l'autorité de sûreté ; qu'on leur fasse savoir s'il existe, dès à présent, des solutions satisfaisantes à ce problème et lesquelles ; que, dans le cas contraire, toute décision de démarrage d'une nouvelle tranche soit suspendue en attendant que ce problème puisse être résolu. Il lui rappelle, à cette occasion, la proposition de résolution du groupe parlementaire socialiste du 4 avril 1979 réclamant la « création d'une commission d'enquête sur les conditions de sécurité et d'information dans le développement de l'utilisation de l'énergie nucléaire en France » : il trouve, dans les faits évoqués ci-dessus, une nouvelle justification à cette proposition ainsi qu'à l'urgente nécessité de diversifier les moyens de production d'énergie électrique.

Agriculture (prix agricoles).

20332. — 29 septembre 1979. — **M. Vincent Anquer** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les inquiétudes ressenties dans le monde agricole devant l'effondrement des cours de nombreux produits, affectant le revenu des exploitants alors que le poids des charges ne cesse de s'accroître. Il est relevé tout d'abord les distorsions constatées entre les prix à la production et à la consommation en ce qui concerne les fruits et légumes. En matière de légumes, les difficultés proviennent du non-respect de la préférence communautaire ou de l'absence de réglementation, et il peut être souligné que cette règle de préférence n'est pas plus respectée dans la production bovine et dans la production ovine. Dans les domaines de l'élevage et de la production laitière, la pratique d'une véritable politique d'exportation s'avère nécessaire, fondée sur : l'établissement d'un système de prix de marché modulé qui toucherait les exploitations produisant du lait hors sol ; le renforcement d'une politique globale de l'élevage ; la possibilité de permettre le choix des productions animales aux jeunes qui s'installent en prévoyant notamment un financement adapté. **M. Vincent Anquer** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui faire connaître son avis sur les dispositions qu'il envisage de prendre pour remédier aux difficultés constatées et permettre aux agriculteurs de bénéficier d'un juste revenu.

Armée (armement et équipements).

20333. — 29 septembre 1979. — **M. Jacques Boyon** demande à **M. le ministre de la défense** s'il peut lui faire connaître : 1° le nombre de véhicules utilitaires dont la commande était prévue en application de la loi de programmation militaire pour les années 1977-1982, compte tenu des crédits de programme prévus pour chaque année ; 2° le nombre de véhicules utilitaires effectivement commandés depuis la loi de programmation pour chacune des trois années écoulées ; 3° la répartition par marque de ces véhicules ; 4° les perspectives de commande pour les années 1980-1982, compte tenu de l'actualisation envisagée de la loi de programmation.

Femmes (veuves).

20334. — 29 septembre 1979. — **M. Jacques Boyon** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** s'il considère que la couverture sociale des veuves chargées de famille nombreuse, qui, pour cette raison, ne peuvent exercer un emploi, est logiquement et correctement assurée par les mécanismes transitoires et aléatoires de l'aide sociale et s'il ne pense pas que les veuves, mères de trois enfants et plus, pourraient, dans le cadre de la grande politique familiale annoncée par le Gouvernement, bénéficier d'une prise en charge automatique et intégrale des cotisations relatives à l'assurance maladie pour elles-mêmes et leurs enfants, éventuellement sous réserve de condition d'âge pour les enfants.

Entreprises publiques (impôts).

20335. — 29 septembre 1979. — **M. Jacques Boyon** demande à **M. le ministre du budget** de lui faire connaître : 1° le montant des impôts locaux versés en 1978, globalement aux régions, départements et communes et en distinguant taxes foncières et taxe

professionnelle, par chacune des entreprises nationales suivantes : S. N. C. F., E. D. F., Gaz de France, Charbonnages de France, R. A. T. P. et C. E. A. ; 2° le montant de la T. V. A. acquittée par chacune de ces mêmes entreprises ; 3° la part que représente chacune de ces deux catégories d'imposition par rapport au chiffre d'affaires que ces entreprises ont réalisé.

Enseignement (enseignants).

20336. — 29 septembre 1979. — **M. Jacques Boyon** expose à **M. le ministre de l'éducation** que, d'après les informations qu'il a recueillies, les jeunes femmes enseignantes qui ont été placées, sur leur demande, en position de disponibilité pour élever leurs enfants se trouvent traitées, lorsqu'elles demandent leur réintégration, à égalité d'ancienneté de service avec leurs collègues, c'est-à-dire dans des conditions qui désavantagent celles qui ont eu plusieurs enfants pendant leur temps de disponibilité. En conséquence, il lui demande d'étudier la possibilité et l'opportunité de modifier les règles internes qu'il applique en matière de réintégration, compte tenu de la priorité affirmée par le Président de la République et par le Parlement pour des actions en faveur de la famille.

Sécurité sociale (administration).

20337. — 29 septembre 1979. — **M. Jacques Boyon** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** s'il peut lui faire connaître le montant des frais généraux d'administration rapportés aux prestations versées pour chacun des grands régimes de sécurité sociale.

Enseignement secondaire (personnel non-enseignant).

20338. — 29 septembre 1979. — **M. Jacques Boyon** demande à **M. le ministre de l'éducation** à quelle date est titularisable, en vertu du plan de résorption de l'auxiliaire et notamment du décret n° 76-307, article 1^{er}, un agent de bureau auxiliaire recruté dans un collège d'enseignement secondaire le 1^{er} janvier 1975 et ayant constamment exercé ces fonctions, tout en étant rémunéré d'abord par un syndicat intercommunal à vocation multiple jusqu'au 31 décembre 1975, puis par le ministère de l'éducation par le jeu de la nationalisation intervenue avec effet du 1^{er} janvier 1976.

Impôts (administration : personnel).

20339. — 29 septembre 1979. — **M. Jacques Boyon** rappelle à **M. le ministre du budget** que les agents contractuels des services fiscaux n'ont apparemment bénéficié, ces dernières années, d'aucune mesure de revalorisation de leur carrière mis à part quelques points indiciaires de majoration de 1972 à 1976. Dans le même temps, les fonctionnaires titulaires de catégorie B, auxquels peuvent être assimilés ces agents contractuels, ont vu leur fin de carrière améliorée grâce à la création de deux grades de chef de section et de contrôleur divisionnaire. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas équitable d'envisager, pour les agents contractuels qui ont atteint une grande ancienneté, des mesures revalorisant leur situation de fin de carrière.

Commerce et artisanat (commerçants et artisans).

20340. — 29 septembre 1979. — **M. Jacques Boyon** signale à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** les difficultés que rencontrent les jeunes gens qui s'installent à leur compte comme artisan au terme de leur apprentissage. C'est ainsi qu'il a été informé qu'une jeune fille s'installant dans l'Ain comme couturière avait dû régler la première année les cotisations suivantes : assurance maladie obligatoire, 786 francs ; assurance maladie complémentaire, 1 264 francs ; retraite vieillesse, 2 306 francs ; assurance invalidité décès, 160 francs ; U.R.S.S.A.F., 802 francs ; total, 5 318 francs. S'y est ajoutée une somme de 100 francs de droits d'inscription au registre des métiers. La deuxième année, ces charges sont passées à 7 195 francs. La régularisation se fait ensuite la troisième année en fonction du forfait établi. Ces charges s'ajoutent à toutes celles auxquelles doivent faire nécessairement face les jeunes artisans pour leur premier équipement et le lancement de leur production et pour assurer leur subsistance en attendant les premières recettes de la clientèle qu'ils doivent se constituer. Elles ne peuvent qu'incliner les jeunes à se décourager et à abandonner leur activité ou à se tourner vers le travail clandestin. En conséquence, il lui demande s'il n'envisage pas des mesures pour réduire, en faveur des jeunes qui s'installent, ces charges sociales ou pour les étaler ou les différer dans le temps.

Transports aériens (fret).

20341. — 29 septembre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre des affaires étrangères ce qu'il compte faire à la suite de la décision, prise pratiquement sans préavis par le Gouvernement du Nigéria, de supprimer le pont aérien entre l'usine Peugeot de Kaduna et l'aéroport de Satolas. Il souhaiterait savoir : 1° comment il envisage de maintenir le trafic de l'aéroport de Satolas et les emplois existant du point de vue du fret ; 2° comment il pense limiter les perturbations créées de ce fait au sein de la compagnie U.T.A. ; 3° quelle action il mènera pour pallier les conséquences de la décision nigériane en ce qui concerne la firme Peugeot, qui se voit contrainte d'utiliser un circuit maritime beaucoup plus long pour les pièces à transporter et probablement plus onéreux.

Enregistrement (droits : taux réduit de 0,60 %).

20342. — 29 septembre 1979. — M. Jacques Delhalle expose à M. le ministre du budget qu'un agriculteur est locataire verbal de cinq hectares cinquante centiares de terre environ, en vertu d'une cession de bail notariée et enregistrée du 28 février 1970 qui lui a été consentie par son aïeul maternel avec l'accord du propriétaire. Le bail cédé est arrivé à expiration le 23 avril 1971 et s'est renouvelé verbalement pour neuf ans. Une seule déclaration de location verbale a été faite par le fermier le 8 décembre 1978 concernant les années 1975 et 1978. Les propriétaires ont vendu à leur fermier, par acte notarié du 7 mai 1979, les parcelles qui leur étaient louées. Le bureau des hypothèques compétent refuse le bénéfice de l'exemption de droits au motif que la déclaration de location verbale a été souscrite moins de deux ans avant la vente. Or, l'instruction du 26 mai 1978 (B.O.D.G.I. 7 C-5-78) a admis que si, pour un motif quelconque, le droit de bail n'a pas été régulièrement acquitté, le preneur qui acquiert une exploitation pourra apporter la preuve par tous moyens que, au moment de l'acquisition, les biens ruraux sont exploités par lui ou par un fermier qu'il tient du bail initialement enregistré ou déclaré ou d'une prorogation tacite de cette location. En l'espèce, il semble que la cession de bail, originaire du 28 février 1970, enregistrée puisse être une preuve suffisante et que la continuité de l'exercice du droit de jouissance est suffisamment prouvée, ce qui ferait bénéficier le fermier du régime fiscal de faveur. Il lui demande quelle est sa position à ce sujet.

Saisie-arrêt (rémunérations).

20343. — 29 septembre 1979. — M. Jean Foyer demande à M. le ministre de la justice : 1° s'il ne lui apparaît pas justifié, dans la détermination des portions saisissables sur les salaires, de prendre en considération les charges de famille du débiteur et de modifier en conséquence les dispositions du code de procédure civile ; 2° s'il est disposé à prendre les dispositions nécessaires par la voie réglementaire ; 3° s'il n'estime pas utile de réviser les tranches en fonction de l'évolution des salaires et des prix.

Départements et territoires d'outre-mer
(territoires d'outre-mer : investissements).

20344. — 29 septembre 1979. — M. Jacques Lefleur attire l'attention de M. le ministre du budget sur les mesures d'incitation fiscale adoptées en vue de favoriser les investissements dans les T.O.M. La loi de finances pour 1978 (n° 77-1467 du 30 décembre 1977, article 70, paragraphe 5) proroge jusqu'au 31 décembre 1980 les dispositions de l'article 2 de la loi n° 75-1242 du 25 décembre 1975. Il en résulte que « les bénéfices industriels et commerciaux réalisés dans les départements de la France métropolitaine par les entreprises soumises au régime de l'imposition d'après le bénéfice réel peuvent être exonérés de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés s'ils sont investis dans les territoires d'outre-mer soit dans la création d'exploitations de même nature, soit dans le secteur de l'hôtellerie ». Cette mesure venant à expiration le 31 décembre 1980, son caractère incitatif se trouve dès à présent limité, compte tenu des délais nécessaires aux études préalables à la décision d'investissement. Afin de promouvoir les investissements dans les T.O.M. sur une période suffisamment longue qui permette la conception de projets, la réalisation de l'investissement initial et des investissements dérivés, il lui demande si le Gouvernement n'entend pas proroger l'exonération fiscale précitée dès la prochaine discussion budgétaire. Dans une telle hypothèse, il souhaiterait que soit supprimée, dans les secteurs autres que l'hôtellerie, la condition selon laquelle l'entreprise chef de file doit exercer une activité similaire en métropole.

Enregistrement (droits : taux réduit de 0,60 p. 100).

20345. — 29 septembre 1979. — M. Jean-Louis Massoubre expose à M. le ministre du budget qu'un exploitant agricole achète par acte du 28 octobre 1978 un lot de terre dont il est locataire en vertu d'un bail sous seing privé des 1^{er} et 25 octobre 1976 enregistré le 3 novembre 1976. Au jour de la vente, l'acquéreur ne remplit pas complètement les conditions exigées par l'article 705 du code général des impôts (bail enregistré depuis moins de deux ans au jour de l'acquisition) puisqu'il manque quelques jours. La caisse de mutualité agricole a bien perçu les cotisations du fermier depuis le 1^{er} octobre 1976. Il lui demande si l'acquéreur doit les droits ou s'il est exonéré.

Electricité de France (alimentation en courant électrique).

20346. — 29 septembre 1979. — M. Charles Miossec s'inquiète auprès de M. le ministre de l'Industrie de la multiplication des coupures de courant électrique constatées dans le département de la Finistère en particulier, à toutes heures de la journée et non pas seulement aux moments généralement considérés comme de grande consommation. Bien que, dans la plupart des cas, le rétablissement du courant électrique soit quasi instantané, il en résulte des perturbations fâcheuses et des désagréments, dans l'agriculture comme dans l'industrie, sans compter les conséquences sur les appareils domestiques. En effet, les coupures, aussi brèves soient-elles, ont pour résultat d'arrêter les matériels, moteurs ou appareils, d'enclencher parfois des sécurités, souvent les disjoncteurs, nécessitant l'intervention humaine pour leur remise en service. Cela peut avoir des conséquences très graves, notamment pour les ateliers d'élevage (accouvoirs, poulaillers) mais aussi pour la sécurité du travail. Il demande donc à M. le ministre de l'Industrie : 1° quelles sont les causes de ces coupures ; si elles proviennent de difficultés de production ou d'acheminement du courant électrique ; ou simplement de défaillance au niveau des équipements ; 2° s'il est à craindre une aggravation de cette situation au cours des mois d'hiver durant lesquels la consommation est plus importante, des délestages étant déjà prévus et annoncés ; 3° les mesures et précautions envisagées pour assurer un approvisionnement satisfaisant de la pointe Ouest de la Bretagne, non pas seulement au sens du confort domestique, mais surtout pour assurer le fonctionnement normal des activités économiques de la région dans l'intérêt bien compris du pays tout entier.

Or (spéculation).

20347. — 29 septembre 1979. — M. Jean-Pierre Pierre-Bloch appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur la spéculation de l'or qui sévit actuellement sur les places de New York et Chicago et présente certains dangers d'effondrement. Cette spéculation est entretenue par l'existence de marchés à terme. L'accès aux marchés à terme ou à options est-il autorisé aux opérateurs français. Toutes les précautions ont-elles été prises à cet égard. En est-il de même pour le marché des options d'Amsterdam.

Plus-values (imposition : immeubles).

20348. — 29 septembre 1979. — M. Jean-Pierre Abelin expose à M. le ministre du budget que l'article 2 de la loi n° 76-660 du 19 juillet 1976 contient notamment les dispositions suivantes : « La plus-value imposable selon les règles définies par la présente loi est constituée par la différence entre le prix de cession et le prix d'acquisition par le cédant. Le prix d'acquisition est majoré des frais afférents à l'acquisition à titre onéreux que le cédant peut fixer forfaitairement à 10 p. 100 dans le cas des immeubles et à 2 p. 100 dans celui des valeurs mobilières ». Il lui demande si, en cas de vente d'immeuble, l'évaluation forfaitaire fixée à 10 p. 100 pour les frais d'acquisition peut être retenue pour les plus-values dites « à court terme », « à moyen terme », « à long terme ».

Impôt sur le revenu (abattement de 20 p. 100).

20349. — 29 septembre 1979. — M. Henri Colombier, se référant à la réponse donnée par M. le ministre du budget à la question écrite n° 10161 (J. O., Débats A. N. du 24 mars 1979, page 1895), le remercie des renseignements qu'il a bien voulu lui fournir concernant les modalités d'imposition des revenus des travailleurs indépendants. L'auteur de la présente question a pris connaissance avec intérêt du relèvement des limites de chiffres d'affaires et de recettes proposé dans le projet de loi de finances pour 1980, en ce qui concerne l'adhésion aux centres de gestion et associations

agréées. Cependant, il souligne la situation particulière dans laquelle se trouvent les travailleurs indépendants dont la clientèle est composée de contribuables visés à l'article 240 du code général des impôts et dont les revenus sont intégralement connus de l'administration. Il lui demande de bien vouloir indiquer : 1° quel est le nombre de contribuables non salariés qui ne peuvent adhérer à une association agréée en raison du montant de leurs honoraires et dont les revenus sont connus avec la même précision que ceux des salariés ; 2° quel serait le coût d'une mesure tendant à accorder à cette catégorie de contribuables le bénéfice de l'abattement de 20 p. 100.

Opéra et Opéra-Comique (Opéra).

20350. — 29 septembre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de la culture et de la communication de bien vouloir faire le point sur l'application, salle Garnier, au cours de la saison 1978-1979, de l'arrêté du 10 août 1978 qui a réduit de soixante-treize à soixante-deux le nombre moyen des places dites « de servitude », allouées gratuitement, pour chaque représentation, à diverses personnalités et autorités administratives. Il désirerait connaître, en particulier : 1° le nombre des places de servitudes dont ont bénéficié des fonctionnaires au cours de la dernière saison, et si ce nombre a augmenté ou diminué par rapport à la saison 1977-1978 ; 2° le nombre de places de servitudes non utilisées qui ont été mises en vente.

Enseignement (manuels scolaires).

20351. — 29 septembre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté rappelle à M. le ministre de l'éducation que de nombreuses enquêtes ont attiré l'attention sur le fait que les manuels scolaires, en particulier ceux qui sont utilisés dans l'enseignement élémentaire, perpétuent les stéréotypes sur le rôle des femmes, décrites comme dépendantes de leur mari et de leurs enfants, leur univers étant réduit à celui des préoccupations ménagères, leur rôle dans le monde du travail n'étant jamais montré. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de donner des directives pour que les manuels scolaires donnent une image des femmes plus conforme à la réalité contemporaine.

Défense nationale (livre blanc).

20352. — 29 septembre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté rappelle à M. le ministre de la défense que l'un de ses prédécesseurs avait fait publier, en juin 1972 et février 1973, un livre blanc en deux tomes, où était exposé « pour un cercle de lecteurs aussi large que possible, l'ensemble que représente la défense nationale de la France ». Dans son avant-propos au tome II, M. Michel Debré, tout en reconnaissant qu'on ne pouvait « envisager la rédaction, chaque année, d'un livre blanc » écrivait : « Il me semble utile de prévoir désormais, à des intervalles de trois à cinq ans, une refonte complète de cet important travail. » M. Cousté demande à M. le ministre de la défense de bien vouloir lui faire connaître pour quelles raisons la rédaction d'un nouveau livre blanc sur la défense, ou la refonte de l'édition précédente, n'a pu être menée à bien dans le délai suggéré par M. Michel Debré.

Administration (rapports avec les administrés).

20353. — 29 septembre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté fait observer à M. le Premier ministre que la pratique des « livres blancs », fréquente et même traditionnelle dans les démocraties anglo-saxonnes, ne semble pas réussir à s'implanter en France, malgré quelques tentatives sans lendemain. Le livre blanc sur la défense nationale publié en 1972 et 1973 par M. Michel Debré, ministre d'Etat chargé de la défense nationale, n'a pas encore connu, six ans après, la refonte souhaitée par son promoteur. Le livre blanc sur la politique de la santé dont M. le Président de la République avait ordonné la préparation en 1976 n'a jamais été publié. Sans doute le « livre blanc » est-il un genre difficile : il s'adresse à l'opinion dans son ensemble, ce qui exclut une rédaction à l'encre technocratique, et le distingue des rapports d'experts auxquels l'administration française, dans la très grande majorité des cas, limite son effort d'explication. La tradition du livre blanc postule qu'« un cercle de lecteurs aussi large que possible », pour reprendre l'expression employée par M. Michel Debré en 1973, mérite d'être informé sur les grands problèmes nationaux, à un niveau qui ne soit ni trop technique, ni trop sommaire. M. Cousté demande à M. le Premier ministre s'il n'entend pas donner des directives à ses services en vue de l'élaboration de plusieurs documents de ce type.

Crimes et délits (prévention).

20354. — 29 septembre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de l'intérieur de bien vouloir lui faire connaître s'il est exact qu'il envisage de réglementer, voire d'interdire, l'installation par des personnes privées à leur domicile de dispositifs d'alerte anti-vol.

Enseignement supérieur (enseignants).

20355. — 29 septembre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à Mme le ministre des universités pour quelles raisons elle n'a pas cru devoir tenir compte du vœu adopté le 17 juillet dernier par le conseil supérieur de la fonction publique demandant qu'« en tout état de cause soient préservés les droits des enseignants chercheurs actuellement en fonctions, inscrits sur la liste d'aptitude ou candidats à l'inscription ayant normalement déposé leur dossier en vue de la session prévue par le comité consultatif des universités en décembre ». Il apparaît que l'absence de toute mesure transitoire dans le décret n° 79-686 du 9 août 1979, outre qu'elle est contraire à la tradition juridique française et à l'équité, lèse gravement de nombreux enseignants et risque de compromettre la bonne application du nouveau statut des enseignants du supérieur.

Lois (projets de loi).

20356. — 29 septembre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté remercie M. le ministre du travail et de la participation de sa réponse, malheureusement tardive, à sa question écrite n° 10732 du 5 janvier 1979 (J.O., Débats parlementaires du 11 août 1979). Il lui apparaît que les arguments avancés dans cette réponse sont contestables : 1° le caractère de projet de loi-cadre, ne soumettant au Parlement que des principes directeurs du texte en cause, ne justifiait nullement la brièveté de son exposé des motifs, mais appelait au contraire des explications liminaires détaillées pour éclairer les parlementaires sur les intentions du Gouvernement ; 2° les explications fournies à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, qui ne comporte que 120 membres environ, ne sauraient tenir lieu de l'information que le Gouvernement doit à tous les membres de l'Assemblée ; 3° faute de cette information préalable, les déclarations de ou des représentants du Gouvernement lors des débats législatifs ont perdu une grande part de l'intérêt qu'ils auraient dû normalement revêtir. Le problème évoqué ayant, au-delà du projet de loi précité, un intérêt général, et le déclin de la valeur explicative des exposés des motifs des projets de loi étant un phénomène fréquemment constaté, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître son sentiment sur les trois points évoqués ci-dessus.

Transports en commun (zone rurale).

20357. — 29 septembre 1979. — M. Francis Geng attire l'attention de M. le ministre des transports sur l'inquiétude suscitée dans sa circonscription, comme dans les autres régions rurales, par la suppression progressive des liaisons routières voyageurs. De nombreuses lignes de cars ont déjà dû être arrêtées face aux fréquentations irrégulières constatées sur ces dernières. Ces suppressions vont bien évidemment à l'encontre d'une politique d'aménagement équilibré du territoire et pénalisent gravement ceux qui n'ont aucun moyen de locomotion. C'est pourquoi il lui demande si, dans le cadre de la pluralité des services publics en milieu rural, et en concertation avec le ministre de l'éducation, l'utilisation des cars scolaires, par des personnes autres que des élèves et moyennant le paiement du voyage, ne pourrait être envisagée sous certaines conditions et pour des régions déterminées.

Circulation routière (sécurité).

20358. — 29 septembre 1979. — M. Emmanuel Hamel demande à M. le ministre des transports quel a été, pour chacun des quatre trimestres des dix dernières années : a) dans la France entière ; b) dans la région Rhône-Alpes ; c) dans le département du Rhône : 1° le nombre de tués ; 2° le nombre de grands invalides, à la suite d'accidents de la route ; 3° la comparaison de la variation d'une année sur l'autre du nombre des tués et du trafic routier ; 4° le nombre d'accidents de la route s'étant traduit par des décès ou de graves invalidités permanentes imputables : a) à des chauffeurs routiers français ; b) à des chauffeurs routiers étrangers ; c) à des conducteurs de voitures tractant des caravanes ; d) à des particuliers.

Tobacs et allumettes (tabagisme).

20359. — 29 septembre 1979. — **M. Emmanuel Hamel** demande à **M. le ministre de la santé** : 1° quel bilan il peut établir de la campagne conduite par son ministère, avant qu'il n'en assume la responsabilité, pour dissuader les Français de l'usage du tabac ; 2° s'il entend poursuivre, infléchir ou intensifier la lutte contre l'usage du tabac et dans quel esprit, avec quels moyens, pour tenter d'atteindre quels objectifs ; 3° s'il n'estime pas devoir proposer à ses collègues ministres du budget et de l'économie une étude du coût global pour l'économie française de la consommation de tabac, telle qu'elle pourrait être évaluée par la commission des comptes de la sécurité sociale, les experts de l'Institut national de la statistique et de la commission des comptes de la nation (incendies provoqués par des fumeurs ; accidents de la route dus au tabac ; cancers, infarctus, maladies cardio-vasculaires imputables au tabac, etc.) de manière à pouvoir mesurer l'écart entre les recettes procurées aux producteurs nationaux et au Trésor par la vente du tabac et les dépenses que le budget, la sécurité sociale, l'économie doivent supporter du fait du tabac.

Plus-values (imposition : valeurs mobilières).

20360. — 29 septembre 1979. — **M. Gérard Longuet** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le problème suivant : le législateur, pour encourager la création et le développement d'entreprises d'une dimension suffisante pour pouvoir faire face à la concurrence internationale, a institué un régime fiscal de faveur pour les regroupements de sociétés par voie de fusion. Pourtant, ce régime de faveur ne semble pas s'étendre à l'échange de titres consécutifs aux opérations de fusion par voie d'absorption d'une société par une autre. En effet, lorsqu'un actionnaire d'une société absorbée détient plus de 25 p. 100 du capital de cette dernière, l'administration est, dans l'état actuel des textes, susceptible d'imposer au taux de 15 p. 100, selon l'article 160 du code général des impôts, les plus-values résultant des attributions d'actions de la société absorbante en échange de ceux de la société absorbée. Tel est le cas de **M. « X »**, actionnaire détenant plus de 30 p. 100 du capital de la société anonyme « A ». Cette société envisage sa fusion par voie d'absorption avec la société anonyme « B ». L'échange de titres de la société « A » contre ceux de la société « B », s'il devait faire l'objet de la taxation prévue par l'article 160 du code général des impôts occasionnerait pour **M. « X »** une charge fiscale trop lourde et telle qu'il devrait vraisemblablement s'opposer à la réalisation de la fusion. Il faut encore préciser que **M. « X »** a investi le produit de terres agricoles lui ayant appartenu dans ladite société « A », et que, paradoxalement, s'il avait réinvesti lesdits produits de même façon dans l'achat de terres agricoles, il aurait bénéficié de l'exonération prévue en pareil cas. La question est donc de savoir si, dans le cas ci-dessus exposé, l'administration fera application de l'article 160 du code général des impôts en ce qui concerne les titres reçus par **M. « X »**, en échange de ceux qu'il détient actuellement de la société « A » devant être absorbée par la société « B ».

Police (personnel).

20361. — 29 septembre 1979. — **M. Jacques Médecin** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'application du décret n° 79-115 du 5 février 1979 en ce qui concerne plus particulièrement les agents de police judiciaire (art. 20 du C. C. P.). Les enquêteurs de police directement concernés par cet article doivent se présenter à un examen technique pour recevoir la qualité d'agent de police judiciaire. Toutefois, malgré cette nouvelle responsabilité, l'administration n'a pas fait connaître si cette modification de situation était accompagnée d'une majoration indiciaire. Dans le cas contraire, les intéressés peuvent équitablement se demander l'intérêt qu'ils ont à subir cet examen et à accomplir les tâches supplémentaires qui en découleront nécessairement. Il lui demande si en compensation de leur nouvelle responsabilité, les enquêteurs « A. P. J. » peuvent espérer et dans quels délais une amélioration d'indices, ainsi que la date du premier examen prévu. Il est à remarquer que par ailleurs, le décret n° 61-163 du 14 février 1961 accordait la qualité d'officier de police judiciaire aux agents contractuels d'Algérie. Les agents de cette catégorie qui ont été versés dans le corps des visiteurs-enquêteurs, doivent-ils, compte tenu de leur ancienne situation, subir les épreuves de cet examen technique.

Urbanisme (réglementation).

20362. — 29 septembre 1979. — **M. Georges Mesmin** rappelle à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que l'article 13 du titre Ier de la loi du 7 février 1953, dite « loi Lafay », dispose

que la ville de Paris pourra, sur les terrains de l'ancienne zone non aedificandi, édifier ou faire construire des groupes d'immeubles à usage d'habitation ou à usage d'intérêt public, ainsi que des bâtiments publics, ne couvrant pas une superficie supérieure à 20 p. 100 de celle de cette zone et sous réserve de l'aménagement en espaces libres publics de terrains d'une surface équivalente, soit sur l'emplacement de l'ancienne enceinte fortifiée, soit en d'autres points de son territoire. Il demande s'il lui est possible de connaître les statistiques, mises à jour à la date la plus récente possible, portant sur la surface exacte des constructions réalisées ou projetées sur l'ancienne zone et celle des terrains qui ont été, en compensation, aménagés en espaces verts.

Engrais et amendements (scories potassiques).

20363. — 29 septembre 1979. — **M. Rémy Montagne** rappelle à **M. le ministre de l'économie** les difficultés rencontrées dans le Nord de la France par les fabricants français de scories potassiques qui achètent les scories Thomas grevées d'une taxe parafiscale, environ 16 p. 100 plus cher que leurs homologues étrangers du Marché commun (entreprises belges). En effet, ces concurrents n'acquittent pas cette taxe parafiscale instituée par le décret n° 75-169 du 18 mars 1975, sur leurs achats de scories Thomas et peuvent donc introduire en France des scories potassiques à moindre prix. Or, le Gouvernement souhaite un retour au libre jeu de la concurrence, contrepartie de la non-intervention des pouvoirs publics en matière de prix. **M. Rémy Montagne** demande à **M. le ministre de l'économie** que la taxe parafiscale instituée par le décret n° 75-169 du 18 mars 1975 soit supprimée pour les sociétés productrices de scories potassiques qui sont directement soumises à la concurrence étrangère dans le cadre du Marché commun, ou tout au moins que ces sociétés en soient exonérées.

Elections (généralités) : listes électorales.

20364. — 29 septembre 1979. — **M. Emile Muller** demande à **M. le ministre de l'intérieur** quelle application doit être donnée actuellement à l'article L. 28 du code électoral : « Tout électeur peut prendre communication et copie de la liste électorale. » En effet, si l'on se réfère, par ailleurs, à l'article R. 16 du code électoral il semble en résulter que cette communication ne peut avoir lieu que pendant la période de révision de la liste électorale. Or, il arrive fréquemment que des particuliers sollicitent les maires en vue de la consultation de la liste électorale pour des raisons qui, de toute évidence, ne se situent pas dans le cadre visé ci-dessus. Il existe bien une réponse ministérielle du 14 mai 1957 (Conseil de la République, page 1078) qui indique que, ne s'agissant pas du contrôle de la régularité des inscriptions, la consultation de la liste électorale doit avoir lieu à la préfecture et non à la mairie pour ne pas gêner les services communaux et éviter des abus par une interprétation « par trop extensive » à l'échelon communal. Par ailleurs, la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, prévoyant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public, paraît plus restrictive que les dispositions du code électoral, puisqu'elle stipule que seuls les documents administratifs de caractère non nominatif peuvent être communiqués aux administrés. Devant cette apparente contradiction, il est suggéré à **M. le ministre de l'intérieur** de donner aux maires des directives précises en la matière.

Départements et territoires d'outre-mer (impôts).

20365. — 29 septembre 1979. — **M. Victor Sablé** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les effets néfastes que font encourir aux départements d'outre-mer les mesures prévues à l'article 69 du projet de loi de finances pour 1980. Il lui expose que les dispositions régissant à l'heure actuelle la fiscalité dans les départements concernés n'ont pour objet que de compenser certaines inégalités liées à des conditions de vie sensiblement différentes de la métropole. Il y a lieu d'observer notamment que le coût de la vie est plus élevé du fait même que ces départements se trouvent dans l'obligation d'importer de métropole la plus grande partie des produits nécessaires au fonctionnement de leur économie. Ainsi, l'accroissement de la pression fiscale en matière d'impôt sur le revenu serait de nature à accentuer fortement l'écart de niveau de vie entre départements métropolitains et d'outre-mer, alors même que la volonté du Gouvernement est de réduire cet écart. S'agissant des dispositions concernant l'impôt sur les sociétés, la réfaction de la base d'imposition correspond aux conditions spécifiques dans lesquelles ces sociétés exercent leurs activités. En contrepartie des mesures prévues, il semble que le Gouvernement prévoie de nouvelles incitations fiscales, mais il y a lieu de se demander si elles seront suffisamment efficaces pour pallier les inconvénients graves

qui résulteraient du dispositif contenu dans le projet. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il compte prendre pour éviter que les mesures envisagées ne conduisent pas à une réduction du pouvoir d'achat et à une régression économique dans les départements d'outre-mer.

Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens (syndics).

20366. — 29 septembre 1979. — **M. Hubert Voilquin** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur le rôle des syndics de faillites. Il lui demande, d'une part, s'il est normal qu'un syndic, dont la rémunération est directement proportionnelle au taux de mortalité des entreprises, puisse licencier qui il veut et quand il veut, sans avoir à en rendre compte. Il lui demande, d'autre part, quelles mesures il envisage de prendre pour que les syndics ne soient pas les premiers « licenciés » d'un département.

Politique extérieure (Argentine).

20367. — 29 septembre 1979. — **M. Jean-Pierre Cot** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il est exact que l'attaché militaire français en Argentine a exprimé publiquement son soutien à la junte argentine et à la politique de répression, qualifiée de combat « pour préserver la liberté comme l'aurait fait tout officier français au service de sa patrie ». Il lui demande, au cas où ces propos scandaleux seraient confirmés, si le rappel immédiat de l'attaché militaire ne s'impose par pour marquer le désaveu formel de telles formules alors que des ressortissants français, avec des millions d'argentins, sont torturés, assassinés ou disparaissent du fait de la junte.

Finances locales (départements).

20368. — 29 septembre 1979. — **M. Alain Vivien** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les interventions des départements en matière d'équipements dans les villes nouvelles. Il est fréquent en effet que les départements réalisent des équipements dans le périmètre des zones d'agglomérations nouvelles, sans bénéficier des avantages financiers consentis aux collectivités locales supports (communes, syndicats communautaires d'aménagement). Pourtant, ces équipements sont induits par l'évolution démographique déterminée par le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme institutifs et sont destinés pour l'essentiel aux populations qui s'installent. Il lui demande de bien vouloir faire étudier par ses services les conditions dans lesquelles pourraient être accordés aux départements des différés d'armotissement et des emprunts à des taux d'intérêt préférentiels dès lors qu'ils réalisent des équipements en liaison avec les établissements publics d'aménagement.

Etrangers (Tchadiens).

20369. — 29 septembre 1979. — **Mme Marie-Thérèse Goutmann** attire l'attention de **M. le ministre de la coopération** sur le fait que dans une lettre datée du 5 juillet 1979 adressée aux étudiants tchadiens résidant en France et bénéficiaires d'une bourse de l'Etat français, le directeur de l'office de coopération et d'accueil universitaire déclare, dans des termes inadmissibles, mettre fin au 1^{er} juillet à l'octroi de cette bourse et procéder au rapatriement immédiat sur N'Djamena, de ces étudiants, « qu'ils aient terminé ou non leurs examens ». Ainsi se confirme la décision des autorités françaises de supprimer les bourses de coopération universitaire, quand dans le même temps sont stationnés sur le sol tchadien 3 500 militaires français et un fort disspositif armé aux frais de l'Etat français. Une telle mesure est inacceptable. De surcroît, il est dangereux d'imposer à ces étudiants un séjour à N'Djamena où tous ne souhaitent pas forcément stationner pour des raisons de sécurité évidentes. En conséquence, elle lui demande de bien vouloir reconsidérer sa décision et faire en sorte que les étudiants tchadiens disposent d'une aide financière nécessaire pour terminer leurs études. Sans attendre, des mesures doivent être prises pour leur permettre de passer dans de bonnes conditions les sessions d'examen de septembre.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : finances locales).

20370. — 29 septembre 1979. — **M. Jean Fontaine** demande à **M. le ministre du budget** de bien vouloir lui faire connaître quelle a été la progression de la dotation globale de fonctionnement attribuée aux communes de son département, la Réunion, en 1979, par rapport au montant V. R. T. S. versé à ces collectivités locales en 1978.

Politique extérieure (Viet-Nam).

20371. — 29 septembre 1979. — **M. Jean Fontaine** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** ce qui suit : l'aide apportée par la France aux réfugiés vietnamiens est sans commune mesure dans le monde occidental. Elle représente une contribution morale importante qui se traduit par un effort budgétaire significatif. Il n'empêche qu'à la dernière conférence des pays prétendument « non alignés » mais en fait alignés sur la Russie soviétique qui s'est tenue à Cuba, le Premier ministre vietnamien a tenu des propos scandaleux contre la France. Il lui demande de lui faire connaître les conclusions qu'il entend tirer de cette attitude.

Enseignement secondaire (programmes).

20372. — 29 septembre 1979. — **M. Jean Fontaine** expose à **M. le ministre de l'éducation** ce qui suit : l'évolution actuelle de notre société conduit à une dégradation certaine, lente et continue du sens civique. Ce qui n'est pas sans danger sur le comportement de nos compatriotes. Tandis que dans les écoles l'instruction civique est de plus en plus délaissée, voire souvent abandonnée au profit d'autres spécialités, voilà que l'enseignement de l'histoire est remis en cause puisque cette discipline est désormais matière à option au baccalauréat, prélude à un effacement définitif. Or, il ne fait pas de doute que l'histoire concourt à la formation civique, si indispensable pour les jeunes. Au moment où de par le monde s'exacerbe un nationalisme à certains égards porteur de menaces, il est stupéfiant de vouloir limiter l'enseignement de l'histoire. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour sauvegarder l'enseignement de l'histoire dans notre pays.

Forêts (conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers).

20373. — 29 septembre 1979. — **M. Jean Fontaine** expose à **M. le ministre de l'agriculture** ce qui suit : par décret du 26 décembre 1978 le gouvernement, conscient de la nécessité d'assurer une bonne coordination des actions engagées pour la valorisation et la protection de nos ressources forestières, a modifié sensiblement les statuts du conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers, qui devient le pivot de la gestion de la forêt privée. Cependant il s'étonne de ne pas voir parmi les membres de cet organisme les représentants des ingénieurs et agents forestiers, c'est-à-dire de la profession dont une des missions est précisément la défense et la conservation du patrimoine forestier. C'est pourquoi **M. Fontaine** demande à **M. le ministre** de lui faire connaître s'il entend réparer cet oubli regrettable.

Enseignement secondaire (établissements).

20374. — 29 septembre 1979. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** qu'il a pris connaissance avec stupéfaction de sa réponse à la question n° 10670 du 5 janvier 1979. Cette question exposait que le lycée français de Pondichéry, qui dessert une population de 20 000 âmes, ne compte pas de section technique. La réponse ministérielle dit « qu'étant donné que la scolarisation des enfants français au lycée de Pondichéry représente 30 p. 100 de l'ensemble des crédits dépensés en Inde au titre de la diffusion culturelle, il ne peut être question de créer une section technique. Si cela était fait, il faudrait supprimer certaines des activités du lycée ». Le problème ne se pose pas ainsi. Le problème n'est pas de savoir si Pondichéry représente une plus ou moins grande part de ce que l'on verse à l'Inde. Le problème est de savoir si les enfants français de Pondichéry sont français, et, s'ils le sont, s'ils ont droit à ce que la loi garantit à tous les enfants français. Une vieille tradition qui remonte à Louis XV, le plus désastreux des monarques de l'histoire de France, fait que les affaires de l'Asie à Paris sont généralement traitées avec le désir de ne pas y penser. On peut s'interroger si on a eu tort ou raison de signer les accords de 1954. Le fait est qu'ils existent. Le fait est que la population française de Pondichéry existe. Il convient donc que le ministère prenne les mesures adéquates pour que les enfants français dont il a la charge à travers le monde bénéficient des avantages qu'ils sont en droit d'attendre de la nation à laquelle ils appartiennent. Tout le reste est secondaire devant le droit du citoyen français à être privilégié par sa nation. De trop nombreux exemples récents montrent bien que nulle part le Français ne peut compter sur d'autres pour l'aider dans ses difficultés. C'est au gouvernement de la République, c'est au ministre des finances, c'est au ministre de l'éducation, c'est au ministre des affaires étrangères de faire le nécessaire pour que la jeunesse française de Pondichéry reçoive l'enseignement varié auquel elle a droit. **M. Pierre Bas** ne cessera de revenir sur cette affaire qui lui paraît véritablement probante d'un certain état d'esprit.

Bourses et allocations d'études (bourses d'enseignement supérieur).

20375. — 29 septembre 1979. — M. Xavier Hunault attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les modalités d'application du barème d'attribution des bourses d'enseignement supérieur. Il est prévu, en effet, deux points dits de charge pour le candidat boursier dont le domicile habituel est éloigné de plus de trente kilomètres de la ville universitaire. Compte tenu des dépenses inhérentes à la situation particulière de certains candidats boursiers concernés par ce critère (prix du foyer, coût des trajets, etc.), il lui demande que des mesures mieux adaptées soient prises en faveur de ceux-ci.

Allocations de logement (conditions d'attribution).

20376. — 29 septembre 1979. — M. Maurice Drouet appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 72-526 du 29 juin 1972 pris en application de la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971 relative à l'allocation de logement en faveur des personnes âgées et des jeunes travailleurs. Les dispositions prévues introduisent en effet une distinction entre les requérants dans la mesure où le logement mis à leur disposition par l'un de leurs descendants ou ascendants n'ouvre pas droit au bénéfice de l'allocation. Sans remettre en cause les termes de la loi, ne pourrait-il pas être envisagé un assouplissement de la réglementation lorsque la preuve d'un paiement effectif du loyer entre les membres d'une même famille est apportée.

Enregistrement (droits : donations et successions).

20377. — 29 septembre 1979. — M. Edouard Frédéric-Dupont signale à M. le ministre du budget que, dans une réponse publiée le 2 décembre 1978, le Gouvernement prenait l'engagement de relever l'abattement spécial de 200 000 francs prévu à l'article 779-II du code général des impôts relatif aux droits de mutation à titre gratuit sur la part de tout héritier, légataire ou donataire handicapé physique ou mental. Le parlementaire susvisé demande à M. le ministre du budget quand il compte tenir cet engagement.

Baux de locaux d'habitation (loyers).

20378. — 29 septembre 1979. — M. Edouard Frédéric-Dupont attire l'attention de M. le ministre de la justice sur deux difficultés rencontrées dans l'application de la loi du 1^{er} septembre 1948. La première provient de l'application jurisprudentielle du décret du 30 décembre 1964 concernant les travaux de conformité que doit effectuer le propriétaire. Il est constant que la volonté du législateur a été le retour à la liberté des loyers, à partir du moment où un minimum de confort était fourni au preneur. C'est pourquoi la taxation s'applique pour l'article 3 quinquies tant que les locaux ne sont pas mis en conformité avec les exigences du décret du 30 décembre 1964. Ce décret prévoit que c'est le propriétaire qui doit effectuer les travaux. Dès lors, on comprend mal pourquoi la jurisprudence refuse de donner effet à un bail 3 quinquies lorsqu'un propriétaire offre au locataire de rembourser les travaux que ce dernier a effectués. En effet, le locataire ne subit aucun préjudice, et cela permettrait d'éviter la fraude qui consiste justement pour le locataire, dans le cas de non-conformité minime, à se précipiter pour effectuer quelques travaux afin d'opposer une fin de non-recevoir au propriétaire qui voudrait les effectuer pour mettre les lieux en conformité. Cette fraude permet ainsi au locataire de bénéficier du maintien dans les lieux *ad vitam aeternam* et cette façon d'agir n'a certainement pas été prévue par le législateur. Il lui demande en conséquence si un texte est à l'ébauche pour permettre de considérer que les lieux sont conformes si le propriétaire a remboursé au locataire les travaux de mise en conformité. La seconde difficulté concerne l'article 3 series dans sa rédaction du 9 juillet 1970. La situation qui va être évoquée concerne tous les baux passés antérieurement au décret du 22 août 1978, puisque celui-ci ne s'applique que pour l'avenir. L'article 3 series dans sa rédaction de 1970 a été édicté pour mettre fin à une jurisprudence critiquable qui, à l'expiration des baux passés par application des articles 3 ter et 3 quinquies, déclarait que les locaux redevaient soumis à la taxation. L'article 3 series faisait lui-même suite à des baux qui permettent de sortir de la taxation, devrait donc en toute logique être au moins aussi favorable au propriétaire que l'article 3 quinquies. Or, c'est l'inverse qui se produit, car si l'article 3 du décret du 30 décembre 1964 se rapportant à l'article 3 quinquies permet « la liberté différée », en ce sens que dès que le propriétaire a fait des travaux, le bail 3 quinquies prend effet, le décret du 29 septembre 1962 concernant l'article 3 series ne permet pas cette possibilité. On arrive alors à la situation absurde suivante : un

bail 3 series ne permet pas de « rattrapage » dans le cas où les travaux de conformité n'ont pas été exécutés. C'est alors que cet article, qui avait été prévu pour rendre la liberté aux loyers, arrive à un effet exactement contraire puisqu'il implique le retour définitif à la taxation. Il demande en conséquence quelles dispositions il compte prendre pour modifier le décret du 29 septembre 1962 et le rendre conforme au décret du 30 décembre 1964, afin de permettre la « liberté différée » pour les baux 3 series conclus antérieurement à l'application du décret du 22 août 1978.

Allocations de logement (paiement).

20379. — 29 septembre 1979. — M. Bernard Marie attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les modalités de révision annuelle de l'allocation de logement. Cette allocation est calculée, chaque année, pour une période de douze mois commençant au 1^{er} juillet, compte tenu du montant des loyers payés pour le mois de janvier qui précède le début de cette période. Ainsi, pour la période comprise entre le 1^{er} juillet 1979 et le 30 juin 1980, l'allocation de logement sera calculée compte tenu du loyer payé pour le mois de janvier 1979. De ce fait, l'augmentation du loyer intervenue au mois de juillet 1979 ne sera prise en considération par les caisses d'allocations familiales qu'à partir du 1^{er} juillet 1980, du fait du laps de temps exigé pour le calcul de la nouvelle allocation. Les personnes âgées, en particulier, qui ont des ressources très modestes, doivent faire face dans l'immédiat à l'augmentation des loyers alors que l'augmentation de l'allocation n'intervient qu'avec un an de retard. Il lui demande en conséquence s'il ne serait pas possible de raccourcir le délai susvisé afin de permettre aux intéressés de percevoir plus tôt cette augmentation d'allocations.

Assurances (secret professionnel).

20380. — 29 septembre 1979. — M. Adrien Zeller demande à M. le ministre de la justice de lui faire connaître si, en règle générale, un assureur-conseil directeur d'un groupe d'assurances et d'assistance peut valablement inclure, parmi les dispositions réglant le contrat de ses collaborateurs exerçant les fonctions d'aspecteur de production et d'assistance, la clause suivante : « Notre entreprise étant tenue par le secret professionnel (art. 378 du code pénal), nous vous informons que : a) est secret tout ce qui est confidentiel par nature et que le personnel a pu apprendre ou surprendre dans l'exercice ou en raison de sa profession ; b) est confidentiel dans l'assistance tout ce qui a trait à cette profession et le fait d'informer un tiers peut relever de la violation du secret professionnel. » Dans la négative, si l'on peut admettre, à la rigueur, le cas échéant sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, que les personnels susvisés sont simplement tenus à l'obligation de réserve ou de discrétion sur les informations qu'ils sont susceptibles de recueillir dans l'exercice de leurs fonctions.

Impôts locaux (taxe d'habitation).

20381. — 29 septembre 1979. — M. Adrien Zeller demande à M. le ministre du budget de lui faire connaître, la question ayant un caractère d'ordre général, si un contribuable qui adresse au directeur des services fiscaux de son département une réclamation contentieuse visant au dégrèvement de l'imposition de la taxe d'habitation est en droit d'obtenir de l'administration précitée les renseignements suivants : 1° en règle générale, le mode de calcul de cet impôt ainsi que la manière dont a été déterminé jusqu'en 1973 le loyer matriciel brut ayant servi à la détermination de la contribution mobilière des locaux d'habitation ; 2° en application des dispositions de l'article 12-1 de la loi du 31 décembre 1973 : a) le rapport constaté dans la commune entre le total des valeurs locatives issues de la révision et celui des anciennes bases ; b) le pourcentage d'augmentation ou de diminution appliqué ; c) la date de la délibération du conseil municipal, dans le cas où celui-ci aurait omis de faire application de ce texte législatif ; 3° en vertu de l'article 3 de la loi du 2 février 1968 : d) la catégorie dans laquelle a été classée son habitation, les références choisies pour en fixer la valeur locative et le tarif appliqué ; e) la manière dont a été déterminée la surface pondérée de l'habitation concernée ; f) la valeur cadastrale retenue.

Crimes et délits (assassinat).

20382. — 29 septembre 1979. — M. André Lajoinie exprime à M. le Premier ministre son indignation après le meurtre de Pierre Goldman et ses vives inquiétudes devant les conditions dans lesquelles un tel assassinat a pu avoir lieu. Ce meurtre qui est l'œuvre de tueurs fascistes porte témoignage des exactions des

groupuscules d'extrême droite dans notre pays. Il s'inscrit dans un climat de violence encouragé par certains milieux gouvernementaux et fait suite à une longue série d'attentats commis au cours des dernières années et dont les auteurs sont restés impunis. Devant la gravité de cette situation qui met en cause l'exercice des libertés dans notre pays et la protection des personnes, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que les coupables de l'assassinat de Pierre Goldman soient arrêtés et pour que de tels crimes ne puissent se renouveler.

Taxe sur la valeur ajoutée (assiette).

20384. — 29 septembre 1979. — M. Maurice Sergheraert expose à M. le ministre du budget le cas d'un entrepreneur de bâtiment acquittant la T.V.A. d'après les encaissements, imposé suivant le régime du mini-réel, qui entend constater, à la clôture de son exercice commercial, la perte (totale ou partielle) résultant du non-recouvrement d'une créance. Il lui demande si, dans cette hypothèse, la provision doit être calculée sur la somme toutes taxes ou hors taxes et à titre d'exemple, dans le cas d'un mémoire impayé en totalité pour 117,60 francs, toutes taxes comprises, si la perte peut être comptabilisée pour ladite somme ou seulement pour 100 francs (valeur hors taxes).

Sociétés commerciales (fonctionnement).

20385. — 29 septembre 1979. — M. Maurice Sergheraert demande à M. le ministre de la justice dans quelles limites ou conditions la rétroactivité peut être admise en matière de droit des sociétés et, à titre d'exemple, si, en septembre 1978 avec effet du 1^{er} janvier 1978 : une assemblée générale extraordinaire d'actionnaires d'une société anonyme peut décider la transformation en société à responsabilité limitée, un conseil d'administration peut décider la révocation d'un administrateur, un administrateur de société peut notifier sa démission.

Radiodiffusion et télévision (redevance).

20386. — 29 septembre 1979. — M. Emmanuel Hamel signale à l'attention de M. le ministre du budget les dispositions du décret n° 60-1469 du 29 septembre 1960 modifié fixant les conditions d'exonération du paiement de la redevance pour droit d'usage d'un poste de télévision. Il lui demande quelle a été en 1976, 1977 et 1978 la perte de recette pour le budget de l'Etat des exonérations de cette redevance et notamment de celles dont ont bénéficié : a) les établissements agréés par les préfetures pour l'accueil des bénéficiaires de l'aide sociale ; b) les établissements hospitaliers ou de soins non soumis à la T.V.A. en raison de la situation des personnes qu'ils accueillent.

Voies navigables (liaisons).

20387. — 29 septembre 1979. — M. Claude Coulais appelle l'attention de M. le ministre des transports sur le projet de canalisation de la Meurthe à grand gabarit entre Frouard et Dombasle, en lui demandant les engagements que l'Etat peut prendre pour sa réalisation. Il lui demande notamment : 1° que ce projet est en cours d'instruction administrative depuis plus de dix ans, mais n'a jamais fait l'objet d'engagements précis et fermes des ministères concernés ; 2° que seule une décision claire de financement de l'Etat peut permettre de réunir tous les autres concours financiers nécessaires du département de Meurthe-et-Moselle, du district urbain de l'agglomération nancéenne et de l'établissement public régional ; 3° que dans l'actuelle période de préparation du VIII^e Plan, il apparaît indispensable à ces collectivités de savoir si l'Etat peut apporter son financement à ce projet pour la période 1980-1985. En conséquence, il demande au ministre des transports de bien vouloir lui faire connaître : 1° le taux de financement que son ministère accepte d'engager pour la canalisation de la Meurthe à grand gabarit ; 2° l'échéancier de ce concours financier et, notamment, son inscription au VIII^e Plan.

Protection civile (sapeurs-pompiers).

20388. — 29 septembre 1979. — M. Claude Coulais demande à M. le ministre de l'intérieur où en est, à l'heure actuelle, la question de la départementalisation des services d'incendie et de secours. Il rappelle que dans sa réponse à la question écrite de son collègue Joseph Henri Maujouan du Grasset (parue au J. O., Débats parlementaires, Assemblée nationale, du 3 février 1979, page 766), M. le ministre de l'intérieur a fait état qu'un « projet de décret instituant

un statut de sapeurs-pompiers départemental et portant organisation de corps départementaux » aurait été mis à l'étude. A l'heure où, avec les débats concernant le projet de loi-cadre sur le développement des responsabilités des collectivités locales, cette question est étudiée par la majorité des conseils généraux, et des villes et agglomérations possédant un corps de sapeurs-pompiers professionnel, il demande à M. le ministre de l'intérieur où en est ce projet de décret et lui demande de préciser qu'elles sont les principales orientations qui l'ont guidé et qu'elles sont les grandes lignes qu'il contient.

Chasse (office national de la chasse : personnel).

20389. — 29 septembre 1979. — M. Vincent Ansquer appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les modalités de constitution du corps des gardes-chasse de l'office national de la chasse et demande de lui faire connaître : les règles qui seront applicables en matière d'avancement ; les possibilités de classement dans les groupes V et VII et d'abaissement de l'âge de la retraite.

Pétrole (prospection).

20390. — 29 septembre 1979. — M. Michel Aurillac demande à M. le ministre de l'industrie s'il est exact que des réserves de pétrole auraient été localisées au large des îles Kerguelen. Il aimerait savoir si une campagne de prospection va être entreprise.

Procédure civile et commerciale (tribunaux des affaires maritimes).

20391. — 29 septembre 1979. — M. Alexandre Bolo rappelle à M. le ministre de la justice que les articles 79 et suivants de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande concernent les infractions qui peuvent être poursuivies lors des pertes de navires, d'abordages, d'échouements et autres accidents de la navigation. L'article 36 bis de la même loi dispose que les contraventions ou délits prévus par les articles précités sont portés à la connaissance des tribunaux maritimes commerciaux institués par le titre V de la même loi. L'article 92 de la loi du 17 décembre 1926 prévoit en outre que les tribunaux maritimes commerciaux ne peuvent juger par défaut et qu'ils ne connaissent pas de l'action civile. Selon l'article 13 du décret du 26 novembre 1956 sur les tribunaux maritimes commerciaux et la forme des procédures devant ces tribunaux, leurs séances sont publiques. Il résulte des textes précédemment cités qu'aucune disposition n'impose en matière maritime la publicité de l'enquête diligentée par l'administration des affaires maritimes. Il n'en est pas de même en ce qui concerne les dispositions du code de l'aviation civile puisque, selon l'article R. 321-1 du dit code, l'action en responsabilité peut être portée, au choix du demandeur, soit devant le tribunal du domicile du transporteur, soit devant le tribunal du lieu de destination. L'absence de publicité de l'enquête devant le tribunal des affaires maritimes est très regrettable et ne permet pas aux victimes ou à leurs ayants droit d'avoir connaissance des indications recueillies par l'autorité maritime à la suite d'un naufrage. Il lui demande de bien vouloir faire entreprendre une étude approfondie de ce problème afin de modifier les dispositions actuellement prévues en cette matière.

Vignette automobile (montant).

20392. — 29 septembre 1979. — M. Alexandre Bolo rappelle à M. le ministre du budget que les familles nombreuses bénéficient d'une réduction sur le prix du billet de la S. N. C. F. Par contre, aucune mesure tenant compte des charges que doivent supporter ces familles n'est prévue dans le domaine des déplacements en voiture automobile. Il lui demande en conséquence s'il ne lui paraît pas logique et équitable que la situation des familles en cause soit prise en considération dans la détermination du coût de la vignette et que, dans un premier temps, une disposition intervienne, disposant que l'augmentation prévue dans le projet de loi de finances pour 1980 ne soit pas applicable aux automobilistes, pères ou mères d'au moins trois enfants.

Assurance maladie-maternité (bénéficiaires).

20393. — 29 septembre 1979. — M. Alexandre Bolo appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des retraités du commerce, au regard de leur prise en charge en ce qui concerne leur assurance maladie. Ceux d'entre

eux dont le conjoint cotise au régime général de sécurité sociale ne peut être pris en charge par ce dernier régime et doit obligatoirement continuer à être assujéti au régime des commerçants, lequel ne rembourse les frais médicaux qu'à un taux de 50 p. 100 malgré le versement d'une cotisation élevée par rapport aux ressources (cotisations annuelle de 2 758 francs pour un revenu brut de 24 715 francs). Il est à noter que la caisse complémentaire relevant de la société mutualiste du bâtiment suit le même principe et ne permet pas à ses ressortissants de relever, lors de la mise à la retraite de ceux-ci, de la caisse d'assurance maladie du conjoint. Il lui demande de bien vouloir envisager une modification des dispositions appliquées actuellement, modification devant permettre, au plan des dépenses de santé, la prise en compte des retraités des régimes de non-salariés par le régime général de sécurité sociale dont relèvent leurs conjoints.

Plus-values (imposition [immeubles]).

20394. — 29 septembre 1979. — **M. Alexandre Bolo** rappelle à **M. le ministre du budget** que lorsque la cession d'un immeuble donne lieu à une imposition sur la plus-value réalisée à cette occasion, la plus-value en cause est déterminée en retranchant du prix de vente le prix de revient, c'est-à-dire le prix d'achat augmenté des frais d'acquisition et des dépenses concernant les travaux effectués et qui n'ont pas été déduits antérieurement des revenus imposables au titre de l'impôt sur le revenu. Il appelle son attention sur le fait qu'assez fréquemment les propriétaires n'ont pas jugé utile de conserver les factures de travaux exécutés dix ou quinze ans avant la vente de l'immeuble en cause. Les intéressés sont donc pénalisés par la majoration de l'imposition qui en résulte au titre de la plus-value, lorsque l'administration fiscale exige la production des factures pour justifier les travaux effectués et refuse de prendre en compte les documents qui constituent un commencement de preuves d'un paiement de factures, à défaut de celles-ci. Il est en effet pratiquement impossible d'obtenir une copie des factures intéressées lorsque les entreprises qui les ont établies ont disparu. Il lui demande en conséquence que des instructions soient données permettant d'examiner avec compréhension les situations évoquées ci-dessus, afin que l'imposition sur les plus-values ne subisse pas une majoration tout à fait injustifiée.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : céréales).

20395. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Debré**, à la suite des réponses aux questions n° 17302 et 17958, respectivement données par **M. le ministre de l'agriculture** et par **M. le ministre des affaires étrangères**, fait observer à **M. le ministre des affaires étrangères** qu'aucun des Etats dénommés A. C. P. proches de la Réunion n'est susceptible d'exporter du maïs et qu'il résulte de renseignements sérieux et concordants que le seul maïs que ces Etats seraient en mesure d'exporter leur viendra d'Afrique du Sud dont ils importeront préalablement, aboutissant ainsi à un renchérissement du maïs, aux dépens de l'économie réunionnaise, donc française, avec le seul bénéfice, si l'on peut dire, de pouvoir affirmer que la Réunion n'achète pas son maïs en Afrique du Sud; que cette hypocrisie ne mérite pas la décision de la commission de ne pas appliquer de prélèvement au seul maïs importé par la Réunion en provenance des Etats dénommés A. C. P.; il lui demande en conséquence s'il n'estime pas nécessaire d'obtenir la suppression du prélèvement, d'où que vienne le maïs.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : céréales).

20396. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Debré** fait observer à **M. le ministre de l'agriculture**, à la suite de sa réponse à la question n° 17302, qu'il serait plus simple de supprimer le prélèvement sur le maïs importé à la Réunion d'où qu'il vienne et non pas seulement sur le maïs en provenance d'Etats dits A. C. P., ceux-ci n'en ayant pas à exporter et le faisant venir d'Afrique du Sud avant de le réexporter à la Réunion; que cette hypocrisie aboutit à une élévation des prix nuisible à l'économie réunionnaise, donc française, tout autant qu'un prélèvement; il lui demande donc quelles mesures il compte prendre ou proposer à ses collègues de la Communauté.

Energie nucléaire (politique extérieure).

20397. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Debré** remercie **M. le ministre des affaires étrangères** de sa réponse publiée le 1^{er} septembre à sa question n° 16630, mais lui demande des précisions quant au contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique; est-il possible, en effet, de considérer que les agents chargés de

contrôle sont suffisamment motivés pour apporter toute la vigilance nécessaire à leur mission. Ou ne peut-on considérer qu'il est assez facile de les tromper. Est-il concevable que des contrôleurs soient de nationalité française.

Accidents du travail et maladies professionnelles (indemnisation).

20398. — 29 septembre 1979. — **M. Henri de Gastines**, en se référant à la réponse apportée à sa question écrite n° 13192 (*Journal officiel*, Débats A. N. n° 26 du 21 avril 1979, p. 2963 et 2964) demande à **M. le ministre de l'Intérieur** de bien vouloir lui donner les précisions suivantes complémentaires concernant la situation des agents municipaux titulaires ayant été victimes d'un accident de travail avant leur entrée en fonctions dans les services municipaux: 1° lorsqu'en cas d'arrêt de travail, le congé dépasse les neuf mois de demi-traitement envisagés, quels sont les droits desdits agents en matière d'avantages pécuniaires, dans le cas où les intéressés ne sont pas définitivement incapables d'exercer leurs fonctions, après expertise médicale; 2° l'avis de la commission de réforme doit-il être requis dans ce cas; 3° pendant la durée de cette procédure, à quelle compensation financière ont-ils droit; 4° quel est l'organisme payeur des sommes dues; 5° dans quelle position administrative seront ensuite placés ces agents.

Routes et autoroutes (construction).

26399. — 29 septembre 1979. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre des transports** qu'il est déjà intervenu à plusieurs reprises afin de faire débloquent le dossier de réalisation de l'échangeur de Lesmenils. Cet échangeur est en effet un complément tout à fait nécessaire à l'aménagement entrepris actuellement de la route reliant Pont-à-Mousson à Saint-Avold. Or, compte tenu de ce que depuis plusieurs années l'administration se refuse à allouer les crédits au niveau national pour réaliser cet échangeur, **M. Masson** a demandé à **M. le préfet de région** de prévoir un financement régional qui se substituerait à celui de l'Etat. A cet effet, l'association pour le développement économique, culturel et social de la Lorraine du Nord a élaboré un plan financier technique prévoyant notamment une participation du département de la Meurthe-et-Moselle, du département de la Moselle et de l'établissement public régional de Lorraine. Dès à présent, le plan ainsi élaboré est accueilli favorablement par les administrations auxquelles il a été présenté. **M. Masson** avait exposé à **M. le ministre des transports**, lors de sa venue à Metz au mois de juillet dernier, que la mise sur pied d'un financement départemental et régional restait toutefois subordonné à l'accord de l'Etat de réaliser les travaux car l'autoroute Metz-Nancy appartient au domaine de l'Etat. Il souhaiterait donc qu'il veuille bien lui indiquer si son administration est favorable à un plan de financement régional et départemental de l'échangeur de Lesmenils et, dans l'affirmative, dans quels délais cet échangeur pourra être réalisé à compter du moment où les différentes assemblées concernées auront décidé de voter les crédits nécessaires.

Enseignements préscolaire et élémentaire (secteurs scolaires).

20400. — 29 septembre 1979. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** qu'un texte de loi prévoit la possibilité pour les parents de choisir l'école primaire où doit être scolarisé leur enfant. Il lui demande donc si un maire a le pouvoir de modifier unilatéralement l'école d'affectation d'un enfant en justifiant sa décision par le fait que le nouvel établissement où sont orientés les enfants permet (à son avis) de réduire les dangers de trajet entre le domicile et l'école. Il lui demande également quels sont les moyens dont disposent les parents pour faire respecter leurs droits en la matière.

Carburants et combustibles (commerce de détail).

20401. — 29 septembre 1979. — **M. Charles Miossec** demande à **M. le ministre de l'industrie** s'il lui paraît logique que l'ouverture des droits à des utilisateurs à l'approvisionnement en fuel-oil domestique repose uniquement sur les livraisons effectuées au cours de la période de référence allant du 1^{er} janvier 1978 au 31 décembre 1978, sans tenir compte le moins du monde de la consommation réelle. En effet, selon ses capacités de stockage, un utilisateur peut fort bien avoir consommé du F. O. D. sans avoir jamais été livré durant la période de référence. Il se retrouve, par conséquent, sans combustible mais aussi sans quelque droit que ce soit à un approvisionnement correspondant à ses besoins. Il lui demande donc s'il ne voit pas là une anomalie choquante et quelle mesure il entend prendre pour corriger l'imprévision de la réglementation en vigueur.

Taxe sur la valeur ajoutée (assujettissement).

20402. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Noir** expose à **M. le ministre du budget** le cas d'un organisme de formation, association déclarée loi 1901, qui organise des stages dans le cadre de la formation professionnelle continue. Cet organisme a opté pour la T. V. A. et acquitte cette taxe sur les encaissements; il facture les prestations correspondantes à ses clients majorées de la T. V. A. En outre, il est décompté des frais de repas sur une base forfaitaire. Il souhaite savoir si l'organisme de formation est redevable de la T. V. A. sur le prix des repas facturés aux clients.

Impôts locaux (taxe sur la publicité).

20403. — 29 septembre 1979. — **M. Pierre Raynal** rappelle à **M. le ministre du budget** qu'aux termes de la réglementation actuelle, les préenseignes installées à proximité des agglomérations ne sont exonérées des droits à payer que si elles ont trait aux activités d'hôtellerie, de garage, de station-service et de tourisme. Pour les autres activités, le coût de ces enseignes, dans la mesure où celles-ci sont conformes à la législation, est fixé à 4 000 francs le mètre carré par période biennale. Parmi les activités ne bénéficiant pas de l'exonération figurent notamment les commerces de boulangerie, boucherie et alimentation générale, dont la signalisation paraît indispensable pour permettre leur survie. Les commerçants intéressés sont en effet dans l'obligation de réaliser un chiffre d'affaires suffisant en saison touristique pour permettre l'absorption des frais généraux importants qui sont à leur charge tout au long de l'année. Il apparaît par ailleurs que lesdites signalisations sont d'un grand intérêt pour les touristes eux-mêmes. Il est donc d'une stricte logique que ces commerces soient considérés comme liés au tourisme et bénéficient, de ce fait, de l'exonération de taxation appliquée aux préenseignes concernant ce genre d'activité économique. Il lui demande de bien vouloir en conséquence envisager l'extension de cette exonération au profit des commerces en cause, cette mesure étant dans le droit fil de l'intérêt manifesté par les pouvoirs publics pour le maintien de l'activité en milieu rural.

Impôts (contrôles, redressements et pénalités).

20404. — 29 septembre 1979. — **M. Augustin Chauvet** demande à **M. le ministre du budget** s'il est exact que les services de son ministère avaient pris l'engagement que les avocats qui adhèrent à l'A. N. A. A. F. A. ne seraient, en cas de contrôle, vérifiés que sur deux ans au lieu de quatre ans et ce dès leur adhésion.

Plus-values (imposition : immeubles).

20405. — 29 septembre 1979. — **M. Augustin Chauvet** expose à **M. le ministre du budget** que sous le régime en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1972, les profits résultant d'un lotissement ne font plus l'objet d'un régime de taxation particulier si le cédant n'a pas la qualité de marchand de biens. Par contre, sous le régime antérieur au 1^{er} janvier 1972, il en allait différemment : les profits réalisés par un contribuable lors de la cession de terrains à bâtir acquis par succession étaient taxés dans les conditions prévues par l'article 150 ter C. G. I. si le lotissement avait été autorisé sous le régime simplifié. En revanche, si le lotissement avait été autorisé sous le régime normal, la plus-value était taxée dans les conditions prévues à l'article 35 II, donc sans application de la réduction de moitié applicable dans le cadre de l'article 150 ter C. G. I. Cette dualité de régime était parfois particulièrement choquante. En effet, comme le remarquaient les commentateurs, le désir de l'administration de pourchasser les lotissements clandestins et la prudence des notaires, soucieux d'échapper à une responsabilité civile professionnelle entendue de plus en plus largement, avaient contribué à la demande et à la délivrance d'autorisations de lotir dans des cas où elles ne s'imposaient pas absolument. Dans ces conditions, il lui demande si, en application de la jurisprudence (C. E., arrêt du 8 mars 1974 n° 85-515) et même de la doctrine administrative (R. M. n° 36-654 du 9 juillet 1977), un contribuable qui a cédé avant le 1^{er} janvier 1977 un terrain acquis par succession est bien fondé à demander, en vertu du principe de l'autonomie du droit fiscal, que la plus-value qu'il a réalisée soit taxée dans les conditions prévues à l'article 150 ter, bien que cette cession ait été précédée d'une autorisation de lotissement selon la procédure normale, dès lors que les circonstances de fait démontrent que l'intéressé a simplement voulu procéder à un détachement de parcelle et non à un lotissement et qu'effectivement il n'a réalisé qu'un détachement de parcelle, l'utilisation de la procédure du lotissement s'expliquant

seulement par un souci de prudence du notaire. Tel pourrait être le cas dans les circonstances suivantes choisies à titre de simple exemple caractéristique pouvant être rencontré assez souvent en pratique : 1° le lotissement a consisté essentiellement dans la création d'un lot principal, destiné à être cédé pour la construction, représentant la majeure partie d'une propriété constituée de quelques parcelles d'un seul tenant et extrait de l'une de ces parcelles, les quelques autres lots secondaires correspondant à des parcelles qui étaient déjà antérieurement couvertes de constructions ou résultant de la création de routes d'accès; 2° ces lots sont restés en l'état depuis la cession, donc depuis plusieurs années; 3° ni avant le 1^{er} janvier 1977 (date du changement du régime fiscal des lotisseurs), ni avant le 1^{er} janvier 1978 (date du changement du régime juridique des lotissements) il n'y a eu, depuis la cession du lot principal, aucune autre vente de lot destiné à la construction susceptible de conférer à l'opération le caractère d'un lotissement.

Transports en commun (tarif réduit).

20406. — 29 septembre 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les formalités à remplir pour l'octroi des cartes de réduction ou de gratuité pour les transports des personnes âgées (transports urbains, S. N. C. F.). Il lui demande si, par une procédure de simplification administrative, il ne conviendrait pas d'accorder cette réduction ou cette gratuité sur simple présentation de la carte d'identité.

Rapatriés (indemnisation).

20407. — 29 septembre 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le Premier ministre** de bien vouloir lui indiquer que, dans le cadre de l'application de l'article 8 de la loi n° 78-1 du 2 janvier 1978 concernant l'indemnisation des rapatriés : 1° le nombre des rapatriés indemnisables et bénéficiaires de ces dispositions, décédés depuis le 1^{er} janvier 1979 sans avoir perçu leur titre d'indemnisation; 2° si les familles de ces rapatriés décédés (veuves et enfants) ont pris rang *ipso facto* au lieu et place du chef de famille indemnisable et peuvent prétendre recevoir les titres d'indemnisation avant le 1^{er} janvier 1980; 3° dans le cas où ces familles (veuves et enfants) ne pourraient bénéficier des dispositions de l'article 8 de la loi, les raisons, et la destination qui sera donnée au montant des sommes correspondantes ainsi disponibles; 4° si les titres d'indemnisation peuvent ou ne peuvent pas servir de caution auprès des établissements de crédit lorsque le titulaire désire contracter un emprunt, comme il l'a été annoncé lors de la réunion de Valence le 31 mars 1979.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Guyane : liaisons téléphoniques avec la métropole).*

20408. — 29 septembre 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la tarification des communications téléphoniques avec le département de la Guyane. Il lui demande s'il ne serait pas normal, compte tenu du principe de la continuité territoriale, de faire bénéficier ces relations téléphoniques du tarif en vigueur entre les autres départements dans le créneau horaire 20 heures-8 heures et les dimanches, fêtes et jours fériés.

*Communautés européennes
(Communauté économique européenne).*

20409. — 29 septembre 1979. — **M. Henri Ferretti** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les déclarations faites récemment à Amsterdam par **M. Etienne Davignon** aux termes desquelles la commission européenne allait proposer un nouveau plan Aclair. Il lui demande de lui indiquer : 1° si ces affirmations sont exactes; 2° si oui, dans quelle mesure et dans quel sens la sidérurgie française serait concernée.

Apprentissage (financement).

20410. — 29 septembre 1979. — **M. Alain Mayoud** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur l'inquiétude qu'ont pu susciter dans les milieux professionnels concernés les nouvelles dispositions prévues par la circulaire ministérielle n° 79-115 du 3 avril 1979 concernant le financement de l'apprentissage en 1979. Il apparaît, en effet, aux intéressés que les directives données aux préfets de région les autorisant à modifier unilatéralement le taux de prise en charge par l'Etat d'une partie du

budget des centres de formation d'apprentis risquent de porter atteinte au maintien de la qualité de la formation dispensée dans ces établissements au moment même où l'on s'inquiète à juste titre de revaloriser le travail manuel et de promouvoir l'apprentissage. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour répondre aux préoccupations qui se sont ainsi exprimées.

Apprentissage (financement).

20411. — 29 septembre 1979. — M. Alain Mayoud appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'inquiétude qu'ont pu susciter dans les milieux professionnels concernés les nouvelles dispositions prévues par la circulaire ministérielle n° 79-115 du 3 avril 1979 concernant le financement de l'apprentissage en 1979. Il apparaît en effet aux intéressés que les directives données aux préfets de région, les autorisant à modifier unilatéralement le taux de prise en charge par l'Etat d'une partie du budget des centres de formation d'apprentis, risquent de porter atteinte au maintien de la qualité de la formation dispensée dans ces établissements au moment même où l'on s'inquiète à juste titre de revaloriser le travail manuel et de promouvoir l'apprentissage. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour répondre aux préoccupations qui se sont ainsi exprimées.

Commerce extérieur (assurances).

20412. — 29 septembre 1979. — M. Alain Mayoud appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur les conditions de prise en charge des factures à l'exportation pour les P.M.E. par les sociétés de factoring. Alors que, pour la simple garantie des risques commerciaux ou politiques, la Coface, dans le cadre de l'A.C.S., accepte toutes les créances, quel que soit leur montant, les sociétés de factoring limitent le rachat des créances à certains seuils. A l'heure où, faute d'une progression soutenue de nos exportations, de graves problèmes d'emploi risquent de se poser pour certaines P.M.E., parmi les plus exportatrices, les plus créatrices d'emplois et les plus dynamiques, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour faciliter le rachat des créances des P.M.E., quelle que soit leur importance.

Mutualité sociale agricole (assurance vieillesse).

20413. — 29 septembre 1979. — M. Antoine Rufenacht appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la nécessité de prendre des mesures tendant à faciliter l'installation et l'activité des jeunes agriculteurs. En effet, la situation de ceux-ci, dans les départements comme la Seine-Maritime, où l'urbanisation et les travaux d'infrastructure provoquent non seulement une hausse des prix de la terre, mais aussi une réduction des superficies cultivables, lui semble de plus en plus difficile. C'est pourquoi il lui propose de prendre notamment, dans le cadre de la loi d'orientation agricole, des mesures pour améliorer de façon substantielle la retraite des agriculteurs âgés. En dehors de leur caractère incitatif, de telles mesures permettraient en effet aux intéressés de mieux profiter de leurs dernières années d'existence.

Energie (économies d'énergie).

20414. — 29 septembre 1979. — M. Antoine Rufenacht appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les primes prévues par le Gouvernement dans le cadre de sa politique aux économies d'énergie. Ces primes étant réservées aux consommateurs d'énergie qui exercent une activité à caractère industriel et commercial, il s'étonne que le secteur agricole ait été exclu de cette possibilité d'aide. Il lui demande donc de bien vouloir lui faire connaître les raisons d'une telle exclusion et s'il n'est pas possible d'envisager une extension de ces mesures à ce secteur essentiel pour l'avenir du pays.

Artisans (formation professionnelle).

20415. — 29 septembre 1979. — M. Antoine Rufenacht appelle l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la nécessité d'améliorer la formation professionnelle de certains artisans. En effet, alors que le Gouvernement poursuit une politique de développement des activités artisanales en aidant notamment la création de ce type d'entreprises, il lui apparaît que les radiations au répertoire des métiers ont une importance voisine des immatriculations. Or, à l'analyse, il semble que ces disparitions d'entreprises trouvent assez souvent leur origine dans un manque de connaissances en gestion des artisans. En dehors des fâcheuses conséquences inhérentes à toute fermeture d'entreprise, cette situation a des répercussions désagréables pour les artisans déjà installés

qui ont à souffrir de concurrents éphémères, souvent mal initiés au calcul des prix de revient. Il lui demande donc s'il envisage de prendre des dispositions pour remédier à cette situation regrettable, en particulier au niveau des programmes d'enseignement des établissements techniques et au niveau des stages de formation à la gestion organisés par les chambres de métiers.

Handicapés (allocations).

20416. — 29 septembre 1979. — M. Antoine Rufenacht appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation actuelle des handicapés adultes. En effet, malgré les progrès consécutifs à la mise en œuvre de la loi d'orientation en faveur des handicapés, il semble que le montant de l'allocation mensuelle versée aux adultes handicapés ait fait l'objet d'un faible relèvement en 1979. Des exemples lui ayant été donnés d'handicapés dont les ressources de 1979 sont en diminution sur celles de l'année 1978 et cette situation lui paraissant anormale, il lui demande de bien vouloir examiner ce problème et lui faire connaître l'évolution de cette prestation ces dernières années.

Crédit immobilier (prêt à la construction).

20417. — 29 septembre 1979. — M. Henri Emmanuelli appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur les règles instituées par la direction du Crédit lyonnais en matière d'apport personnel pour des prêts à la construction. Par avis n° 56 du 20 novembre 1972 à destination des banques, le Crédit foncier de France a défini la notion d'apport personnel en précisant qu'outre les fonds propres à l'emprunteur, l'apport recouvrait les prêts consentis par les employeurs ou les organismes à caractère social ainsi que les prêts épargne-logement. Or, depuis le 19 janvier 1978, la direction du personnel du Crédit lyonnais a institué de nouvelles règles aux termes desquelles — pour bénéficier des prêts à taux réduits — les intéressés doivent constituer un apport personnel de 10,15 p. 100 ou 20 p. 100 selon leur situation familiale. Ainsi le Crédit lyonnais exclut-il implicitement le prêt à taux réduit de l'apport personnel. Cette décision paraissant tout à fait contraire aux instructions du Crédit foncier de France, il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui faire connaître si le Crédit lyonnais n'est pas tenu de se conformer aux avis du Crédit foncier de France.

Edition (entreprises).

20418. — 29 septembre 1979. — M. Joseph Franceschi appelle l'attention de M. le Premier ministre sur les transactions de vente annoncées par le groupe Cino del Duca. Ce groupe étant considéré comme le deuxième groupe d'édition et d'imprimerie en France, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour empêcher que ne se passe entre les mains d'un groupe étranger ou d'un trust international ; 2° pour que le potentiel humain et matériel des trois imprimeries, celles de Malsons-Alfort, de Blois et de Biarritz, soit préservé.

*Société nationale des chemins de fer français
(tarif réduit : congés payés).*

20419. — 29 septembre 1979. — M. Joseph Franceschi demande à M. le ministre des transports de bien vouloir lui faire connaître si des dispositions ont été prévues en ce qui concerne l'octroi des billets de congés annuels avec réduction de 20 p. 100 pour un voyage annuel sur le réseau S.N.C.F. en faveur des non-salariés de l'industrie et du commerce. Dans la négative, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les intéressés puissent bénéficier de cet avantage.

*Pensions de retraites civiles et militaires
(retraités : enseignants).*

20420. — 29 septembre 1979. — M. Jean Laurain expose à M. le ministre de l'éducation que des instituteurs réunissant les conditions d'âge et d'annuités pour prétendre immédiatement à leur pension au taux maximum retardent leur départ à la retraite uniquement parce qu'en raison de précédents, ils redoutent que leur pension ne bénéficie pas de la pérennisation quand, selon les engagements ministériels, les traitements indiciaires seront revalorisés en 1982. Ainsi de nombreuses possibilités de nomination dans cet emploi ne s'offrent-elles pas en cette période de chômage à de jeunes candidats. Aussi lui demande-t-il, pour éviter cette regrettable situation, s'il ne convient pas de prendre sans attendre l'engagement sans équivoque selon lequel toutes les pensions d'instituteur bénéficieraient également de la revalorisation des traitements consécutivement à la revalorisation de la fonction d'instituteur.

*Société nationale de chemins de fer français
(tarif réduit : congés payés).*

20421. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Manet** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur les conditions imposées aux agriculteurs pour obtenir une réduction annuelle sur les lignes de la S. N. C. F. En effet, alors que les salariés et assimilés peuvent bénéficier d'un tarif réduit quel que soit le montant de leurs ressources, il semble assez surprenant que la somme de 200 francs soit la plafond que le revenu cadastral annuel des agriculteurs ne doit pas dépasser pour qu'ils y aient droit. Ce montant relativement bas évince bon nombre d'agriculteurs, même parmi les petits exploitants. Il lui demande de lui préciser les mesures qu'il compte prendre pour octroyer le bénéfice du billet de congés annuels à tous les exploitants agricoles sans référence à leur revenu cadastral.

*Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure
(hôpitaux : Tarn).*

20422. — 29 septembre 1979. — **M. Charles Pistre** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les problèmes nés de l'éventuelle application de la circulaire n° 947 du 29 mars 1979. Sous prétexte de réduire les dépenses de santé, les mesures qu'elle prévoit mettent en effet en péril non seulement le fonctionnement des hôpitaux publics, mais encore la santé des malades. C'est ainsi par exemple que les restrictions budgétaires prévues entraîneront pour le service de cardiologie de l'hôpital d'Albi (Tarn) l'impossibilité d'implantation de stimulateur cardiaque (« pace-maker ») d'ici la fin de l'année. Le risque est pris délibérément d'affaiblir l'efficacité des soins donnés dans les hôpitaux publics, qui ont fait l'effort d'équiper pour en faire profiter leurs malades de techniques sophistiquées et coûteuses, mais nécessaires. Devant la gravité de cette situation, les risques encourus par les malades et le caractère dérisoire de telles mesures face au problème de la sécurité sociale, il lui demande s'il n'envisage pas de surseoir à l'application d'une circulaire dangereuse pour la santé publique.

*Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure
(hôpitaux : personnels).*

20423. — 29 septembre 1979. — **M. Charles Pistre** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conséquences de l'application de la circulaire du 19 mars 1979 pour les salariés des services hospitaliers qui souhaitent suivre une formation continue. En effet, le remplacement de ces agents devient quasiment impossible en raison des contraintes budgétaires nouvelles : ceux qui avaient obtenu leur intégration dans des écoles (A. S. H. pour l'école d'infirmières par exemple), parfois ceux qui avaient déjà commencé une formation et qui sont obligés de l'interrompre, voient ainsi leur espoir de promotion réduit à néant. Devant un tel retour en arrière, qui met en cause la politique de formation menée par les établissements hospitaliers, il lui demande s'il n'envisage pas de revenir sur l'application de la circulaire précitée, permettant ainsi d'annuler les conséquences sociales et professionnelles catastrophiques qui en découlent.

*Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure
(hôpitaux : budget).*

20424. — 29 septembre 1979. — **M. Charles Pistre** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les comptes de la santé publiés par le Credoc (Centre de recherches et de documentation sur la consommation) qui montrent un ralentissement particulièrement net des dépenses d'hospitalisation à partir des années 1975-1977. Ce ralentissement étant plus net pour l'hospitalisation que pour les dépenses totales, il lui demande dans ces conditions s'il n'envisage pas de surseoir à l'application de la circulaire n° 947 du 29 mars 1979, dont les conséquences désastreuses pour les hôpitaux publics se confirment de jour en jour.

Impôts locaux (polement).

20425. — 29 septembre 1979. — **M. Paul Quilès** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des contribuables qui viennent de recevoir l'avertissement pour le paiement des impôts locaux. L'avancement d'un mois de la date d'exigibilité de la taxe d'habitation, intervenant après l'augmentation des cotisations sociales et des tarifs publics, la cherté de la rentrée scolaire, la hausse des loyers et des prix, met la grande majorité des travailleurs dans une situation insoutenable. Dans ce contexte, il s'étonne que

la date limite de paiement de la taxe d'habitation ait été avancée et lui demande s'il a l'intention de la fixer à nouveau, comme chaque année, au 15 décembre. En outre, lui rappelant que les sociétés commerciales et industrielles ont bénéficié d'un différé d'impôts, il lui demande s'il entend permettre aux contribuables de s'acquitter des impôts locaux par tranches et sans majoration.

Commerce et artisanat (repos hebdomadaire).

20426. — 29 septembre 1979. — **M. Alain Richard** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur les graves inconvénients qui résulteraient de l'ouverture des grandes unités commerciales et des supermarchés le dimanche. Pour les travailleurs salariés du commerce, cette décision constituerait une contrainte supplémentaire dans leur droit au repos hebdomadaire et entraînerait un « roulement » des jours de congé peu compatible avec des loisirs normaux. L'usure nerveuse des temps de travail décalés, déjà perceptible avec l'usage des « nocturnes », s'aggraverait et viendrait alourdir les conditions de travail de cette branche professionnelle qui sont déjà considérées comme plus dures que la moyenne. Pour les commerçants indépendants installés dans des centres commerciaux, cela ne ferait, à peu près, que répartir sur sept jours le chiffre d'affaires des six jours actuels, tout en augmentant très sensiblement leurs charges de fonctionnement et de personnel. Par ailleurs, de nombreuses activités de services implantées dans ces centres (banques, agences de voyage, loueurs de voitures, éventuellement services publics, ...) ne suivraient pas une telle évolution et leur effet d'entraînement commercial ne jouerait donc pas. Pour les commerçants extérieurs aux centres commerciaux, cela constituerait une forme de concurrence déloyale. Employant très peu de personnel et ne pouvant donc pas organiser de roulement, ils ne pourraient pas s'adapter à une ouverture sept jours sur sept et risqueraient, par cette infériorité, de perdre une fraction de clientèle, ce qui, dans les zones concernées, peut menacer la survie économique d'une forme essentielle de distribution. Pour les consommateurs, les effets seraient également néfastes. Après les périodes de lancement et de promotion, l'augmentation des frais de fonctionnement et de salaires a toutes chances d'être répercutée dans les prix. Le dimanche, la comparaison entre plusieurs types de magasins ne sera pas possible et si l'habitude des achats le dimanche se développe, elle jouerait dans le sens d'une moindre vigilance des consommateurs. Le niveau de service rendu par ailleurs à toutes chances d'être abaissé. Enfin, dans une période de recherche d'économies d'énergie, l'ouverture supplémentaire des hypermarchés et centres commerciaux dont la conception à cet égard se révèle de plus en plus inadaptée (éclairage électrique permanent, fortes contraintes de ventilation) entraînerait, sans contrepartie économique réelle, un accroissement d'un sixième des consommations d'énergie de ces établissements. Dans ces conditions, il lui demande : 1° quelle est l'étendue des dérogations déjà accordées par les préfets à des centres commerciaux et hypermarchés en matière d'ouverture le dimanche et quelle est sa politique au sujet de leur éventuel renouvellement ; 2° s'il peut annoncer sa détermination de refuser toute nouvelle dérogation et de s'opposer ainsi à la généralisation d'un usage commercial préjudiciable à l'intérêt public.

Politique extérieure (Centrafrique).

20427. — 29 septembre 1979. — **M. Michel Rocard** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur l'objet de scandale que représentent aux yeux de l'opinion publique les multiples propriétés que possède l'ex-tyran centrafricain Jean-Bedel Bokassa sur le territoire français, dans le Loir-et-Cher ou bien dans la troisième circonscription des Yvelines à Hardricourt, près de Meulan, alors qu'il est de notoriété publique que ces propriétés n'ont pu être acquises que par le détournement permanent et sur une grande échelle de l'aide internationale à l'Etat centrafricain, et en particulier de celle de la France. Il lui demande donc s'il n'estime pas souhaitable et nécessaire d'engager les actions judiciaires appropriées pour aboutir à la saisie et à la confiscation des dites propriétés, dont le produit pourrait aller à des organisations internationales telles que l'Unicef ou la F. A. O.

Anciens combattants (carte du combattant).

20428. — 29 septembre 1979. — **M. Jean-Pierre Bechter** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur les conséquences pratiques de l'instruction ministérielle n° 77-2 du 22 décembre 1977 relative à l'attribution de la carte du combattant aux anciens prisonniers de guerre qui justifient soit d'une détention de six mois en territoire occupé par l'ennemi, soit d'une immatriculation de quatre-vingt-dix jours au moins dans un camp en territoire ennemi. Les conditions de durée impliquent en effet que les

prisonniers qui se sont évadés avant d'avoir accompli au moins six mois de détention se trouvent exclus du bénéfice de ces dispositions et sont, en quelque sorte et très paradoxalement, pénalisés pour leur évasion. Ayant eu connaissance de l'exemple concret fourni par Monsieur X, qui s'est vu refuser la carte car s'étant évadé dix jours avant l'échéance des six mois, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas opportun, en même temps que de bon sens, de reviser cette clause d'attribution de la carte du combattant en prévoyant une « marge de sécurité » que n'ont pas, au péril de leur vie, respectée les évadés.

Presse (aide).

20429. — 29 septembre 1979. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la concurrence à laquelle se trouvent parfois soumises les imprimeries de labeur de la part des entreprises de presse quand ces dernières utilisent leur capacité d'impression pour réaliser des travaux annexes à leur activité principale. L'aide à la presse étant une condition essentielle du pluralisme de l'information, il lui demande si cette aide ne pourrait être rattachée à l'imprimé lui-même plutôt qu'à l'imprimeur qui le réalise en fonction de son statut.

Presse (aide).

20430. — 29 septembre 1979. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la concurrence à laquelle se trouvent parfois soumises les imprimeries de labeur de la part des entreprises de presse quand ces dernières utilisent leur capacité d'impression pour réaliser des travaux annexes à leur activité principale. L'aide à la presse étant une condition essentielle du pluralisme de l'information, il lui demande si cette aide ne pourrait être rattachée à l'imprimé lui-même plutôt qu'à l'imprimeur qui le réalise en fonction de son statut.

Presse (aide).

20431. — 29 septembre 1979. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur la concurrence à laquelle se trouvent parfois soumises les imprimeries de labeur de la part des entreprises de presse quand ces dernières utilisent leur capacité d'impression pour réaliser des travaux annexes à leur activité principale. L'aide à la presse étant une condition essentielle du pluralisme de l'information, il lui demande si cette aide ne pourrait être rattachée à l'imprimé lui-même plutôt qu'à l'imprimeur qui le réalise en fonction de son statut.

Transports aériens (tarif réduit).

20432. — 29 septembre 1979. — M. Henry Berger expose à M. le ministre des transports que le Gouvernement accorde aux travailleurs immigrés ainsi qu'aux Français originaires de certaines anciennes possessions d'outre-mer, exerçant leur activité professionnelle en France, des titres de transport préférentiels dits « tarifs ethniques » lorsque les intéressés souhaitent se rendre dans leur pays d'origine pour y rencontrer leurs parents. Par ailleurs, les militaires de carrière originaires des anciennes possessions françaises d'outre-mer, entre autres les Français de l'Inde servant en France et hors de France, continuent, comme par le passé, de bénéficier de la gratuité de transport à l'occasion des congés administratifs à destination de leur pays d'origine, et ce à l'issue d'une présence d'une durée fixée réglementairement, soit en métropole, soit dans un département ou territoire d'outre-mer. Il lui demande, en conséquence, s'il ne lui paraît pas équitable de prévoir des mesures similaires au bénéfice des salariés du service public ou nationalisés comme du secteur privé, originaires des anciens comptoirs français de l'Inde où réside encore la quasi-totalité de leur famille, en leur accordant le droit aux tarifs ethniques lorsqu'ils empruntent les transports aériens pour se rendre, à l'occasion de congés normaux, dans leur pays d'origine. A cet effet, il souhaite que des instructions soient données dans ce sens à la compagnie nationale Air France et que parallèlement des négociations bilatérales soient organisées entre Air France et Air India pour les voyages sur les lignes aériennes intérieures indiennes.

Sécurité sociale (travailleurs indépendants).

20433. — 29 septembre 1979. — M. Jean Bonhomme expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la loi de finances pour 1978 dispose que les conjoints des travailleurs indépendants apportant leur contribution de travail effectif à l'exploitation ont droit à un salaire fiscal par conjoint de 13 500 francs dans le cas

d'un régime de communauté. Or, certaines caisses d'assurance maladie se refusent à affilier ces conjoints sous le prétexte de la non-existence d'un lien de subordination alors que tous les conjoints de travailleurs indépendants se trouvent naturellement dans la même situation. D'autre part, il est déclaré par un directeur d'une caisse primaire d'assurances maladie, dans une correspondance échangée à ce sujet, que « les modifications apportées par la loi de finances pour 1978 ont un sens strictement fiscal et sont sans incidence sur les problèmes des assujettissements des conjoints participant à l'entreprise ou à l'activité des travailleurs non salariés ». S'il en était ainsi, les dispositions votées par le Parlement seraient sans objet. Il lui demande de lui faire connaître la réalité des obligations en la matière des organismes de sécurité sociale.

Départements et territoires d'outre-mer (accords de Lomé).

20434. — 29 septembre 1979. — M. Michel Debré, à la suite de la réponse publiée le 1^{er} septembre à la question n° 17959, fait remarquer à M. le ministre des affaires étrangères que les clauses de sauvegarde prévues par la convention de Lomé sont inefficaces, ne serait-ce qu'en raison de la lenteur inouïe de leur mise en œuvre ; que les industriels s'installant dans un Etat associé bénéficient automatiquement du marché des départements d'outre-mer alors que le contraire est impossible et que cette situation, que ne recoupe pas la clause de sauvegarde, cause un grave préjudice aux D. O. M., notamment à la Réunion, car les investisseurs préfèrent les Etats associés. Il lui demande pour quelle raison les intérêts des départements d'outre-mer ne sont pas mieux défendus dans les négociations avec les Etats associés.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

20435. — 29 septembre 1979. — M. Pierre Delalande appelle l'attention de M. le ministre du budget sur l'inégalité devant l'impôt des contribuables titulaires d'une pension d'invalidité. Alors que les avantages relevant du nombre de parts entrant en compte dans le quotient familial s'appliquent aux titulaires d'une pension militaire ou d'une pension d'invalidité pour accident du travail pour un taux d'invalidité minimum de 40 p. 100, les invalides au titre de la sécurité sociale doivent, pour obtenir ces mêmes droits, être titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale, c'est-à-dire se voir reconnu un taux d'invalidité d'au moins 80 p. 100. Cette différence sensible apparaît comme particulièrement discriminatoire à l'égard de cette deuxième catégorie d'invalides, dont il paraît surprenant de ne tenir compte de leur handicap que lorsque celui-ci est deux fois plus important que celui reconnu aux titulaires de pensions militaires ou d'accidents du travail. Il lui demande s'il ne lui paraît pas équitable de différencier les avantages fiscaux résultant d'une infirmité selon l'origine de celle-ci et souhaite qu'en toute justice tous les invalides bénéficient de ces avantages dès lors que le taux d'invalidité qui leur est reconnu est au moins de 40 p. 100.

Calamités (indemnisation).

20436. — 29 septembre 1979. — M. Pierre Gascher expose à M. le ministre de l'intérieur que les secours exceptionnels attribués par les pouvoirs publics aux victimes de catastrophes naturelles sont, dans la plupart des cas, sans commune mesure avec l'importance des dégâts à déplorer. Les particuliers ne sont indemnisés, une fois les garanties de l'assurance accordées, que pour 10 p. 100 du montant des dégâts constatés. Du fait que les communes sont écartées de toute indemnisation, les frais résultant, au plan communal, des catastrophes en cause sont en fait mis à la charge des contribuables déjà très éprouvés individuellement. Il lui demande que des dispositions soient prises en de telles occasions afin d'aider directement les communes sinistrées, en ne laissant pas ce soin aux habitants ayant, en l'occurrence, à faire face à leurs propres difficultés.

Fonctionnaires et agents publics (autorisation d'absence).

20437. — 29 septembre 1979. — M. Henri de Gastines rappelle à M. le Premier ministre (Fonction publique) que les circulaires n° 1169 du 15 octobre 1974 et n° 1213 du 21 août 1975 ont précisé les conditions dans lesquelles des autorisations d'absence peuvent être accordées au personnel de l'administration pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer si, dans le cas où les parents sont tous deux membres de la fonction publique, les autorisations d'absence peuvent être attribuées indistinctement au père ou à la mère ou partagées entre chacun d'entre eux, dans la limite naturellement du nombre de jours prévu.

Décorations et médailles (médaille de la famille française).

20438. — 29 septembre 1970. — M. Henri de Gastines rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que l'attribution aux mères de famille ayant la charge de plus de cinq enfants de la médaille de la famille française est conditionnée par les résultats favorables auxquels doivent aboutir les enquêtes menées, non seulement sur les mères de famille concernées, mais aussi sur les pères et les enfants. Or, très souvent, les comités chargés de se prononcer sur le bien-fondé des demandes présentées sont tenus, en application des textes en vigueur, d'émettre un avis défavorable du fait du comportement regrettable du père ou de l'un des enfants, alors que la mère de famille est exempte de tout reproche et même, la plupart du temps, d'éloges. Il apparaît que les critères exigés pour l'attribution de cette médaille conduisent à la refuser fort injustement aux mères de famille pouvant y prétendre. Il semble donc souhaitable que l'appréciation soit portée sur le seul comportement de la mère de famille et que cette modification s'accompagne, afin de la justifier, du remplacement de l'appellation « médaille de la famille française » par celle de « médaille de la mère de famille française ». Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si cette suggestion semble pouvoir être retenue et, dans l'affirmative, souhaite que ces nouvelles dispositions soient mises en œuvre dans les meilleurs délais possibles.

Prestations familiales (allocation de rentrée scolaire).

20439. — 29 septembre 1978. — M. René La Combe rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que l'allocation de rentrée scolaire ainsi que sa majoration exceptionnelle qui vient d'être instaurée pour 1979 ne peuvent être attribuées qu'aux familles dont le revenu ne dépasse pas un certain plafond, au demeurant assez bas. Cette condition, qui écarte de cette aide des familles qui ne disposent pourtant que de ressources modestes, est particulièrement sévère pour les familles comptant un nombre élevé d'enfants dont une partie est encore d'âge scolaire. Compte tenu des sacrifices que les parents en cause ont consentis et doivent encore consentir pour faire face à leurs lourdes charges, il lui demande s'il n'estime pas équitable et logique que des conditions particulières de ressources soient envisagées au bénéfice des familles nombreuses en ce qui concerne l'ouverture au droit de l'allocation de rentrée scolaire. Une telle mesure s'inscrirait pleinement dans le cadre de l'action engagée par les pouvoirs publics en faveur des familles et plus précisément de celles comptant un nombre élevé d'enfants.

Handicapés (appareillage).

20440. — 29 septembre 1979. — M. Charles Miossec s'étonne auprès de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants des délais souvent très longs nécessaires à l'examen des dossiers des demandes d'appareillage pour les handicapés. Lorsqu'il s'agit de jeunes enfants, les délais pour la constitution, l'examen, l'instruction des dossiers, l'accord des services concernés, la fabrication des appareillages atteignant parfois plusieurs mois, les appareils ne correspondent plus à l'état précis du handicapé et ne conviennent pas parfaitement à son cas. Il lui demande donc quelles mesures il entend prendre pour obtenir que les délais soient sensiblement réduits. Il lui demande, par ailleurs, si la gestion de ce secteur qui ne correspond manifestement plus à la vocation du secrétariat d'Etat aux anciens combattants ne devrait pas plutôt relever du ministère de la santé.

Handicapés (appareillage).

20441. — 29 septembre 1978. — M. Charles Miossec demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale s'il ne lui paraît pas surprenant que les problèmes touchant à l'appareillage des handicapés fassent partie de la compétence du secrétariat d'Etat aux anciens combattants, ce qui ne correspond plus à aucune réalité. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable de rattacher ce département au ministère de la santé et s'il entend proposer une réforme dans ce sens.

Elevage (aliments du bétail).

20442. — 29 septembre 1979. — M. Pierre Pasquini appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le fait que la Corse ne produit pas pour le moment d'aliment de bétail. Cette nourriture est en conséquence importée du continent. Elle est donc grevée à la consommation d'un frais de transport de 40 centimes par kilo-

gramme. Il lui demande s'il n'y a pas lieu de relever les propriétaires de cheptels corse de cette pénalisation et, pour remédier dans l'avenir à un tel problème, s'il n'est pas possible de vulgariser la culture de la betterave fourragère qui semble réussir parfaitement sur la terre corse.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (cumul).

20443. — 29 septembre 1979. — M. Pierre Weisenhorn rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale la réponse faite à la question écrite n° 37601 de M. Kédinger et parue au *Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, du 18 février 1978. Cette réponse fait état de la possibilité donnée aux assurés sociaux âgés d'au moins cinquante-cinq ans et titulaires d'une pension militaire d'invalidité accordée pour un taux d'invalidité d'au moins 60 p. 100 de cumuler cette pension militaire avec la pension d'invalidité qui leur est accordée, sur leur demande, au titre du régime d'assurance invalidité dont ils relèvent. Il lui fait observer que les dispositions évoquées ci-dessus tendent à rendre inéquitable les mesures actuellement appliquées à l'égard des assurés sociaux pensionnés à titre militaire à un taux inférieur à 60 p. 100 et qui sont âgés de moins de cinquante-cinq ans. Les intéressés étant dans l'impossibilité de cesser toute activité professionnelle et de demander en conséquence le bénéfice d'une pension d'invalidité subissent manifestement une discrimination puisque, d'autre part, le cumul de leur pension militaire et des indemnités journalières en cas d'arrêt de travail ne peut être admis sans continuité dans le temps. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qui paraissent s'imposer afin que cette catégorie de titulaires d'une pension militaire d'invalidité puisse prétendre en toute équité au cumul des deux avantages qui leur sont reconnus.

Pension de réversion (retraites complémentaires).

20444. — 29 septembre 1979. — M. Edouard Frédéric-Dupont rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que le 20 avril dernier, répondant à une question n° 11407 relative aux régimes de retraites complémentaires et aux conditions d'attribution d'une pension de réversion au conjoint séparé de corps ou divorcé, le ministre a répondu que : « Les membres des commissions paritaires instituées par la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 et de l'accord national interprofessionnel de retraites du 8 décembre 1961 ont créé un groupe de travail pour l'étude des questions posées aux régimes de retraite complémentaire par l'application de l'article 45 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. Les instances de ces régimes poursuivent les études entreprises... ». Il lui demande si les commissions ont pu rendre leurs conclusions.

*Sécurité sociale**(caisse nationale des agents des collectivités locales).*

20445. — 29 septembre 1979. — M. Paul Balmigère appelle l'attention de M. le Premier ministre sur la protestation des administrateurs élus de la caisse nationale des agents des collectivités locales, représentant l'ensemble du personnel et des collectivités locales, devant l'absence à la réunion de travail du 6 juin 1979 des personnes désignées par le ministre du budget, le ministre de l'intérieur et le ministre de la santé et de la sécurité sociale, empêchant le déroulement de cette commission. Celle-ci devait à nouveau examiner les conditions pratiquées de nouvelles prestations sociales en faveur des agents des collectivités locales, prestations classées dans la catégorie des « aides et secours exceptionnels » dont l'attribution entre dans les compétences du conseil d'administration. L'absence des représentants gouvernementaux est donc injustifiée. Elle constitue une censure préalable sur les libres décisions du conseil. Il lui demande l'instauration de la réelle concertation constamment promise par les autorités gouvernementales et nécessaire au bon fonctionnement des organismes où siègent des élus et à l'amélioration des conditions de vie des retraités des collectivités locales.

Eau (épuration).

20446. — 29 septembre 1979. — M. Paul Balmigère expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie le problème posé par l'épuration des eaux usées pendant la saison estivale. Les stations touristiques et les villes du littoral heraultais disposent d'une capacité installée de 245 000 équivalents habitants pour 85 000 habitants permanents, alors que l'on constate la présence de plus de 400 000 personnes pendant la saison sur cette portion du littoral. En effet, les seules résidences secondaires dénombrées dans les

villes côtières représentant une population égale à la population permanente, soit 80 000 personnes, valeur estimée largement par défaut. L'apport global de population saisonnière est également estimé à 350 000 personnes dont 160 000 au moins dans les seuls terrains de camping. Le rapport population estivale totale sur population permanente hors saison est de quatre sur l'ensemble de la côte avec des pointes totales très supérieures (jusqu'à 20). Ces indications sont relevées dans le bulletin d'information de l'Agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse. Il lui demande de faire connaître les grandes lignes des dispositions adoptées pour résoudre cette situation, les collectivités locales de cette région touristique ne pouvant assumer seules les importants engagements financiers nécessaires.

Enseignement secondaire (établissements).

20447. — 29 septembre 1979. — M. Paul Balmigère expose à M. le ministre de l'éducation que l'absence de seconde AB au lycée d'Agde est préjudiciable au bon déroulement des études des lycéens de cette localité. Chaque année, une trentaine de jeunes agathols sont contraints de s'inscrire dans des établissements de Sète ou de Béziers. Depuis deux ans, l'association locale des parents d'élèves demande la création de la section en question. Il lui demande de répondre positivement à cette demande des parents, des élèves et des enseignants.

Associations (associations syndicales autorisées).

20448. — 29 septembre 1979. — M. Paul Balmigère attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les importants travaux réalisés par l'association syndicale autorisée pour l'aménagement agricole du Sillon Orb-Jaur. A ce jour, des opérations de défrichage, sous-solage, drainage, création de banquettes, analyses chimiques, création de chemins d'exploitation, travaux de lutte contre le gel, ont été réalisés. Cette association répond aux objectifs de développement de ce secteur, pour lequel l'orientation vers la diversification des cultures impose la réalisation de travaux d'aménagement fonciers propres à récupérer les surfaces incultes pendant de nombreuses années, et de travaux d'hydraulique agricole permettant la recherche de cultures productives autres que la vigne, semence, marichage de plein champ, vergers, etc. Un rythme d'investissement de 400 000 francs par an pendant cinq ans pour les travaux fonciers et de 2 500 000 francs pour cinq ans pour l'hydraulique agricole est souhaitable. Cela suppose une dotation d'Etat de 1 million de francs (1979) pour les cinq prochaines années en foncier et 1 500 000 francs pour l'hydraulique en cinq ans. Compte tenu de l'intérêt des travaux accomplis et des projets avancés, il lui demande de prévoir les financements d'Etat nécessaires.

Société nationale des chemins de fer français (lignes).

20449. — 29 septembre 1979. — M. Jacques Chaminade expose ce qui suit à M. le ministre des transports : les indicateurs S. N. C. F. pour le service d'hiver à compter du 30 septembre ne signalent plus la liaison Brive-Rodez et Rodez-Brive, assurée actuellement par les trains 4950, 4951, 4952 et 4957. Cela peut donc dire que ces trains seraient supprimés à partir de cette date. Or, ces trains sont actuellement très fréquentés ; ils assurent notamment les relations avec le Capitole par la correspondance, au départ et à l'arrivée à Brive, et avec les grands express. Ce serait ainsi les voyageurs de Saint-Denis-près-Martel, Rocamadour, Gramat, Assier, Figeac, Capdenac, Viviaz, Cransac et Rodez qui se verraient privés de ces relations. Ces suppressions auraient également des répercussions sur de nombreux emplois en gare de Brive. Pour toutes ces raisons, il lui demande s'il n'entend pas demander à la S. N. C. F. de maintenir ces trains en circulation, ce qui suppose l'annulation immédiate des décisions prises à cet effet.

Société nationale des chemins de fer français (lignes).

20450. — 29 septembre 1979. — M. Jacques Chaminade expose à M. le ministre des transports l'intérêt qu'il y aurait à avancer, les lundis et lundemains de fêtes, l'heure de départ de l'omnibus Brive-Toulouse (7457), qui quitte actuellement Brive à 9 h 51. Cet horaire ne permet pas aux nombreux lycéens des établissements de Cahors d'emprunter ce train qui arrive trop tard pour l'entrée en cours. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas proposer à la S. N. C. F. d'avancer le départ de ce train entre 6 h 10 et 6 h 30 pour les jours précités.

Servitudes (servitudes foncières).

20451. — 29 septembre 1979. — M. Marceau Gauthier attire l'attention de M. le ministre du budget sur les inquiétudes légitimes qu'éprouvent les exploitants agricoles et les propriétaires de terrains en ce qui concerne les estimations domaniales des servitudes créées en application de l'article L. 20 du code de la santé publique pour entourer les points de captage d'eau potable d'un périmètre de protection rapprochée et éloignée. Selon les indications officielles avancées par les services fiscaux, il apparaît que « le caractère de servitudes, compte tenu de l'article L. 20, n'est pas bien déterminé » et que « la région Nord-Pas-de-Calais est actuellement une région pilote » pour l'application des dispositions susvisées aux forages existant antérieurement à cette réglementation. Il s'ensuit que pour toutes les limitations administratives apportées par ces périmètres au droit de propriété (interdiction de construire, de déboiser, d'épandre des engrais organiques ou chimiques, d'affouiller le sol, de faire stationner une caravane, etc.), il ne s'agirait pas d'une atteinte à des droits réels pulsque, selon la direction des services fiscaux, « ces servitudes échappent au contrôle des opérations immobilières ». De ce fait, il en découle pour les propriétaires de terrains touchés par ces mesures de protection de graves contraintes qui ne trouvent aucune compensation financière parce que la stratégie avouée de l'administration fiscale et de sa direction générale est « de ne pas prendre de positions qui pourraient se retourner ultérieurement contre elle » tout en étant « relativement en retrait, compte tenu de la difficulté d'appliquer les textes ». Face à ces difficultés qui conduisent à une véritable spoliation des propriétaires, il lui demande de bien vouloir lui préciser : 1° s'il a été saisi par la direction générale des impôts, conformément aux allégations avancées par ses représentants, d'une demande de modification de l'article L. 20 du code de la santé publique ; 2° quelles sont les mesures qu'il envisage de prendre pour garantir les droits à indemnisation des personnes touchées par les servitudes administratives mises en place dans le cadre des périmètres de protection des captages d'eau potable en ce qui concerne les moins-values apportées aux terrains et aux exploitations agricoles ; 3° s'il ne lui paraît pas opportun, en l'état actuel du manque de clarté de certains points particuliers des textes, de donner des instructions pour surseoir à instaurer ces périmètres dans l'attente d'une modification de la législation, afin de ne pas causer de situations préjudiciables aux possesseurs de terrains.

Élevage (maladies du bétail : brucellose).

20452. — 29 septembre 1979. — M. Maxime Gremetz attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les graves difficultés que connaissent les éleveurs de bovins du département de la Somme. En effet, ces derniers se sont engagés dans la lutte contre la brucellose bovine et ont de ce fait consenti aux mesures de contrôle et d'abattage préconisées (5 000 animaux abattus) ainsi qu'à un effort financier important au fonds de solidarité créé pour compléter les aides de l'Etat et du département. Pourtant, alors que les prévisions de dépenses pour le département sont acceptées par le ministre de l'agriculture et qu'elles sembleraient suffisantes, le Gouvernement n'a tenu aucun des engagements pris concernant le paiement des aides à apporter aux éleveurs pour faire face à cette situation. C'est ainsi que, d'une part, les éleveurs ayant abattu des animaux se trouvent dans une position financière souvent insupportable et que, d'autre part, l'allongement de ces délais de paiement de ces aides par l'Etat risque de compromettre le bon déroulement des prophylaxies à venir. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que soient respectés dans les plus brefs délais possible les engagements du Gouvernement.

Épargne (livrets).

20453. — 29 septembre 1979. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur le caractère inacceptable des dispositions contenues dans le décret du 30 août 1979 interdisant, à l'avenir, le cumul entre le livret bleu du crédit mutuel et le livret A de la caisse d'épargne. Cette mesure constitue une atteinte supplémentaire au pouvoir d'achat de l'épargne pourtant déjà fortement réduit par l'inflation des prix. Par ailleurs, il semble que la mise en place d'un projet remettant en cause le statut du crédit mutuel soit envisagée. Ce projet tendrait, en effet, à limiter la création de nouvelles caisses (ce qui consommerait une atteinte intolérable à la liberté d'association), à bloquer la publicité sur les formules d'épargne du crédit mutuel et à fixer éventuellement un plafond maximum différent de celui de la caisse d'épargne pour le livret bleu. L'adoption de telles mesures porterait un grave préjudice au développement du crédit mutuel à un moment où celui-ci contribue de plus en plus fortement au financement des familles

et de leur environnement collectif, notamment par des prêts aux collectivités locales. En outre, il est permis de s'interroger sur les objectifs et les motifs de ces attaques contre l'institution mutualiste. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour préserver le développement du crédit mutuel, ce qui implique l'abandon des dispositions susmentionnées.

Enseignement préscolaire et élémentaire (institutrices).

20454. — 29 septembre 1979. — Mme Chantal Leblanc attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur une situation des plus scandaleuses. Les modalités d'organisation du concours de recrutement des futurs institutrices et institutrices comportent une série d'épreuves dont une d'éducation physique et sportive. Or, les textes ne prévoient aucune dispense pour les candidates enceintes au moment de l'examen. Que se passera-t-il si lors du concours une candidate est à son septième ou huitième mois de grossesse. Une telle discrimination est proprement intolérable. En conséquence, elle lui demande quelles mesures urgentes il compte prendre pour remédier à cet état de fait et permettre à toutes les candidates d'avoir les mêmes chances pour devenir élèves-institutrices.

Enseignement préscolaire et élémentaire (institutrices).

20455. — 29 septembre 1979. — Mme Chantal Leblanc attire l'attention de Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine, sur une situation des plus scandaleuses. Les modalités d'organisation du concours de recrutement des futurs instituteurs et institutrices comportent une série d'épreuves dont une d'éducation physique et sportive. Or les textes ne prévoient aucune dispense pour les candidates enceintes au moment de l'examen. Que se passera-t-il si lors du concours une candidate est à son septième mois de grossesse? Une telle discrimination est proprement intolérable. En conséquence elle lui demande quelles mesures urgentes il (elle) compte prendre pour remédier à cet état de fait et permettre à toutes les candidates d'avoir les mêmes chances pour devenir élèves institutrices.

Protection maternelle et infantile (femmes enceintes).

20456. — 29 septembre 1979. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur l'insuffisance du code du travail pour la protection des femmes travailleuses enceintes. Un groupe d'experts a constaté que les femmes les plus exposées sont celles qui effectuent des tâches pénibles, ou continuent de travailler debout au sixième mois de leur grossesse. Le taux de naissances de prématurés est de 13 p. 100 parmi le personnel soignant des hôpitaux parisiens, alors que la moyenne nationale est de 6,8 p. 100. Ces accouchements prématurés sont responsables de 70 à 90 p. 100 de la mortalité périnatale, ils constituent une cause fondamentale de séquelles graves. 20 p. 100 des prématurés sont victimes d'atteintes à l'intelligence irrémédiables. La prévention serait bien entendu le renforcement de la législation du travail, la seule qui apparait efficace est celle d'un raccourcissement et d'un aménagement de la journée de travail des femmes enceintes, sans diminution de salaire. Les mesures préconisées seraient certes coûteuses, mais de toute façon, reviendraient moins cher que la charge que représentera la vie de 40 000 enfants qui naissent chaque année handicapés. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre rapidement pour faire appliquer les mesures de prévention préconisées par les experts et les syndicats de travailleurs.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (hôpital: emploi).

20457. — 29 septembre 1979. — M. Joseph Legrand s'inquiète auprès de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'augmentation de demandeurs d'emploi parmi les professionnels de la santé, alors que dans bon nombre d'établissements, les conseils d'administration n'ont pu obtenir les nominations souhaitées. D'après une statistique de l'Agence nationale pour l'emploi, 31 566 professionnels de la santé sont au chômage, parmi eux, 990 médecins, 215 dentistes, 973 pharmaciens. Ces chômeurs sont, pour les plus nombreux, âgés de vingt-cinq à quarante-neuf ans et inscrits à l'Agence pour l'emploi depuis plus de trois mois. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour faire accélérer les demandes de nominations de postes réclamées par les établissements et créer des postes dans certains départements bien au-dessous de la moyenne nationale dans différentes disciplines médicales.

Médecine (médecine de groupe).

20458. — 29 septembre 1979. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les difficultés croissantes auxquelles se heurte l'exercice de la médecine de groupe. Une résolution du congrès de la médecine de groupe souhaite l'initiative de l'organisation d'un dialogue avec les centrales syndicales les plus représentatives et les mutuelles. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire d'aider à cette concertation.

Chômage (indemnisation: bénéficiaires).

20459. — 29 septembre 1979. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la nécessité de prendre les mesures nécessaires permettant aux agents auxiliaires de l'Etat ou de secteurs nationalisés de bénéficier des allocations de chômage. Il lui cite l'exemple de Mlle F. M., de Carvin, qui a travaillé durant un an dans les services de l'armée (marine à Brest), qui se retrouve sans emploi suite à la compression de personnel et qui s'est vu refuser toute aide publique et Assedic. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que le droit aux allocations de chômage soit étendu à toutes les professions.

Mineurs (travailleurs de la mine: statut).

20460. — 29 septembre 1979. — M. Joseph Legrand demande à M. le ministre de l'industrie de bien vouloir lui faire connaître les raisons du retard à la convocation de la commission nationale paritaire, pour l'examen des articles 3 et 26 du statut du mineur. L'article 3 concerne la titularisation, l'article 26 traite de la retraite complémentaire. Il s'étonne que la demande de réunion, présentée par la fédération des mineurs C. G. T., en date du 26 avril 1979, n'ait fait à ce jour l'objet d'aucune réponse. En conséquence, il lui demande, puisque la décision est directement de son ressort, quelles dispositions il compte prendre pour réunir d'urgence cette commission.

Elevage (porcs).

20461. — 29 septembre 1979. — M. François Lalzour attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'injustice dont sont victimes les producteurs de porcs en Bretagne pour l'attribution des prêts bonifiés lors de l'achat de terres. En effet, la production porcine, considérée comme production dite « hors-sol », est prise en compte pour le calcul de la surface. Or, dans notre région de nombreuses exploitations sont spécialisées en production porcine et produisent une partie de l'alimentation animale sur l'exploitation, ce qui est d'ailleurs plus économique et plus rationnel. Or de nombreux producteurs de porcs désirant acquérir des terres pour produire leur alimentation animale ne peuvent bénéficier des prêts bonifiés, du fait de leur production porcine déjà comptée dans le calcul de la surface et dépassant de ce fait la surface autorisée pour bénéficier de ces prêts bonifiés. Il lui demande en conséquence de faire modifier le plus rapidement ce règlement afin de supprimer une injustice qui pénalise lourdement des producteurs qui ont été déjà durement frappés dans leurs revenus au cours des mois passés.

Entreprises (activité et emploi).

20462. — 29 septembre 1979. — Mme Gisèle Moreau attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les licenciements effectués à l'entreprise Malissard, 157, quai de la Gare, à Paris (13^e), dans le cadre d'une restructuration. Au dernier comité d'entreprise, ce sont cinquante-sept licenciements qui avaient été annoncés. Or, cette entreprise a été absorbée par les établissements Verney l'an dernier et, à cette époque, cette absorption s'était traduite déjà par plusieurs dizaines de suppressions d'emplois à l'agence de Vitry. A l'heure actuelle, l'action menée par les syndicats a permis de limiter ces licenciements au personnel en situation d'absence prolongée, celui âgé de plus de cinquante-neuf ans et aux salariés volontaires. En quelques années, le personnel de l'entreprise a diminué de moitié et il n'existe aucune certitude quant à l'avenir de l'entreprise. Rien ne justifie ces licenciements dans un secteur plutôt en expansion — tels les transports routiers — et de la part d'un des groupes parmi les plus importants et les mieux placés. Elle lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour qu'il n'y ait plus aucun licenciement dans cette entreprise.

Enseignement secondaire (établissements).

20463. — 29 septembre 1979. — M. Maurice Nilès attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conditions dans lesquelles s'est déroulée la rentrée scolaire au collège Descartes situé au Blanc-Mesnil. En l'état actuel des choses : six postes et demi d'enseignants ne sont pas encore pourvus (un en E. P. S., un demi en sciences naturelles, un en physique, deux en section d'éducation spécialisée, trois groupements d'heures en langues) ; un demi-poste de surveillance a été supprimé ; des menaces pèsent sur un poste d'agent ; tous les maîtres auxiliaires n'ont pas reçu leur nomination. Par ailleurs des enseignants se voient attribuer des compléments de services dans des matières qui ne sont pas les leurs (musique, dessin). Cet état de fait constitue un grave dommage pour eux, pour les élèves et permet la suppression de postes dans les matières artistiques. Enfin le collège Descartes connaît une situation budgétaire d'une extrême gravité. Les fonds affectés d'ici à la fin de l'année au chauffage de l'établissement permettront de couvrir seulement quinze jours. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour remédier à une situation gravement préjudiciable aux élèves concernés et qui préoccupe au plus haut point les enseignants.

Pétrole (prospection).

20464. — 29 septembre 1979. — M. Marc Plantegenest signale à M. le ministre de l'industrie la toute récente déclaration d'un haut fonctionnaire du Gouvernement canadien selon laquelle « Il serait beaucoup plus inquiété par le rôle que pourrait vouloir jouer Paris dans la prospection pétrolière au large de Saint-Pierre-et-Miquelon que par la présence de n'importe quelle brigade russe à Cuba » ; selon lui « la France réclamerait une juridiction sur la zone des 200 milles, ce qui en théorie lui donnerait également accès aux réserves de pétrole maritimes. » Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer si le Gouvernement s'intéresse aux recherches pétrolières possibles dans la zone économique française autour de son archipel, les découvertes faites par les Canadiens dans les parages immédiats étant certainement plus importantes que les déclarations officielles veulent bien le laisser croire, aux propres dires du haut fonctionnaire cité plus haut.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (protection)
(Monuments historiques).

20465. — 29 septembre 1979. — M. Edouard Frédéric-Dupont rappelle à M. le ministre de la culture et de la communication que depuis plus d'un an l'école militaire et le dôme sont recouverts d'échafaudages et que par une réponse du 20 janvier 1979, il s'était engagé à faire disparaître ces échafaudages dans le courant du premier semestre 1979. Les délais prévus étant expirés et les échafaudages défigurant toujours ce monument prestigieux, il lui demande quand l'Ecole militaire et le dôme seront débarrassés de ces échafaudages inesthétiques.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre
(léislation).

15925. — 10 mai 1970. — M. Maurice Nilès attire l'attention de M. le Premier ministre sur les informations non contestées parues dans la presse et indiquant que MM. Lewandowski et Vial, inspecteurs généraux des finances, ont établi un rapport sur l'application de la législation relative au code des pensions d'invalidité de guerre et proposant diverses mesures tendant à modifier lesdites dispositions. Il demande à M. le ministre du budget de bien vouloir lui communiquer ce rapport en lui précisant la nature de l'ordre de mission confié à ces hauts fonctionnaires et à l'initiative de qui.

Réponse. — Conformément aux méthodes de travail de l'inspection générale des finances, le rapport mentionné par l'honorable parlementaire a été élaboré sur la base d'une enquête fondée sur l'observation de situations concrètes. A ce titre, il comporte l'étude de dossiers individuels de pensionnés ainsi que l'analyse de l'activité d'un certain nombre de médecins spécialisés dans l'assistance aux pensionnés. Ce rapport contient donc des renseignements qui rendent sa communication incompatible avec l'obligation de protection du secret de la vie privée et des dossiers personnels et médicaux.

Communautés européennes (assemblée parlementaire).

19981. — 15 septembre 1979. — M. Louis Odru élève auprès de M. le Premier ministre une très vive protestation concernant la décision d'insérer à l'ordre du jour de l'Assemblée des communautés européennes un débat sur « les programmes communautaires de fournitures d'armements ». Cette décision a été prise à Paris par le bureau de l'Assemblée européenne, réuni sous la présidence de Mme Veil. Or, selon le traité de Rome, les problèmes de la défense ne sont pas du ressort de cette assemblée. Ils relèvent de chaque gouvernement national. Ainsi, trois mois à peine après les élections de cette instance, le Gouvernement français dévoile ses intentions, dissimulées au peuple français à l'époque de la campagne électorale, d'entraîner notre pays plus loin dans la voie de la supranationalité. Il fait fi des déclarations, qui se révèlent aujourd'hui mensongères, de M. le Président de la République affirmant que le Gouvernement français s'opposerait à tout accroissement des pouvoirs de l'assemblée européenne au détriment du Parlement français. Les « programmes communs de fournitures d'armements », tout comme les programmes de standardisation ou d'interopérabilité des armements, ne sont que le premier pas vers le abordage de toute défense nationale authentique et la mise sur pied d'une prétendue « défense européenne », à propos de laquelle toute une campagne continue d'être orchestrée. En effet, une défense nationale véritable ne saurait se concevoir sans une politique nationale dans le domaine de la production des armements. En conséquence, il lui demande de préciser de toute urgence si, oui ou non, il compte faire respecter le traité de Rome en faisant retirer de l'ordre du jour de l'Assemblée européenne la question concernant « les programmes communs de fournitures d'armements ».

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire semble opérer une confusion entre la politique du Gouvernement et une procédure interne propre à l'assemblée des communautés européennes. Il est rappelé à cet égard que ces communautés et les institutions qui les composent n'appartiennent pas à l'ordre institutionnel de la République française, ainsi que le Conseil constitutionnel l'a confirmé dans sa décision du 30 décembre 1976. Aucune assimilation n'est donc possible entre l'inscription par le bureau élargi de l'assemblée des communautés européennes d'une question orale avec débat sur « les programmes communs de fourniture d'armements dans le cadre de la politique industrielle » et l'action du Gouvernement français en ce domaine. Dans ses relations avec l'assemblée des communautés européennes, le Gouvernement entend s'en tenir aux dispositions des traités et à la pratique constante qui s'est instaurée depuis leur signature. Il constate, dans le cas relevé, par l'honorable parlementaire, que la décision du bureau élargi de l'assemblée des communautés européennes a été prise en vertu des articles 12 et 47 du règlement intérieur de cette assemblée, lui-même adopté en conformité avec l'article 142 du traité de Rome. Il en résulte que c'est en application correcte des traités que l'assemblée des communautés européennes est maîtresse de son ordre du jour, sans que les autres institutions des communautés et les gouvernements des Etats membres n'aient à y participer à un titre quelconque. Comme le sait l'honorable parlementaire, les traités ne prévoient pas que le sujet des débats à l'assemblée fasse l'objet d'un contrôle de leur conformité avec les compétences des communautés telles qu'elles sont définies par les traités. Un contrôle de cette nature n'a pas lieu d'être, puisqu'aussi bien, en vertu des dispositions de l'article 4 du traité de Rome, les actes d'une des institutions des communautés européennes pris en dehors des limites de ses attributions sont sans effet à l'égard des autres et, a fortiori, des Etats. En revanche, la coutume s'est établie depuis l'origine des communautés, et avec la participation active de tous les groupes politiques représentés à l'assemblée sans exception, que celle-ci débâte de thèmes extérieurs à l'objet des traités, mais qui peuvent avoir un intérêt, soit parce qu'ils sont abordés dans le cadre de la coopération politique entre les gouvernements des Etats membres, soit parce qu'ils ont un retentissement particulier dans l'opinion publique de chacun de ces Etats. Les résolutions éventuellement adoptées par l'assemblée à l'issue de tels débats sont sans effet juridique. Le Gouvernement français, au sein du conseil des ministres des communautés européennes, a toujours veillé à ce qu'il en soit ainsi. A l'avenir comme dans le passé, il continuera à refuser de procéder au sein du conseil à l'examen de dispositions non conformes à la lettre et à l'esprit des traités, ce qui est le cas de l'espèce évoquée par l'honorable parlementaire. Le Gouvernement français estime en effet que la question inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée des communautés européennes et relative à l'industrie des armements, sous couvert de considérations de politique industrielle, touche en fait aux politiques nationales de défense, qui sont en dehors du domaine de compétence des institutions européennes. C'est aussi l'opinion des gouvernements des autres Etats membres puisque, en réponse à une précédente question écrite au conseil des communautés européennes posée sur une matière identique le 14 juillet 1977 par M. Normanton, représentant à l'assemblée des

communautés européennes, le conseil avait déclaré qu'une telle affaire ne relevait pas de sa compétence. Le Gouvernement rappelle au surplus à l'honorable parlementaire que, sur le plan interne français, il est tenu, aux termes de l'article 2 de la loi n° 77-630 du 30 juin 1977 relative à l'élection au suffrage universel direct des représentants à l'Assemblée des communautés européennes, de considérer tout acte de cette assemblée qui sortirait des limites de sa compétence reconnue par les traités, comme de nul effet à l'égard de la France. Le Gouvernement ne changera pas de politique en ce domaine. Ce rappel et les précisions qui l'accompagnent lui paraissent de nature à apaiser les inquiétudes de l'honorable parlementaire.

AFFAIRES ETRANGERES

Energie nucléaire (politique extérieure).

16361. — 18 mai 1979. — M. René Viseur exprime à M. le ministre des affaires étrangères sa très vive inquiétude à la suite de l'information selon laquelle un accord est intervenu entre la France et la République fédérale d'Allemagne sur le retraitement du plutonium allemand par l'usine de La Hague. Les Gouvernements français et ouest-allemand ont fixé en commun les modalités de retour du plutonium sans que la France conteste à aucun moment le droit de la République fédérale d'Allemagne de récupérer ce plutonium. Le plutonium est une matière stratégique qui permet la fabrication de l'arme atomique. La décision extrêmement grave du Gouvernement français constitue un nouvel exemple de sa volonté d'assurer l'intégration de la France dans un ensemble ouest-européen et atlantique et de favoriser par tous les moyens l'hégémonie de l'Allemagne de l'Ouest qui dispose déjà de la suprématie économique et dont la position politique et militaire ne cesse de se renforcer. Il lui demande les mesures que le Gouvernement entend prendre pour que soit annulée cette décision qui met en cause notre indépendance nationale.

Réponse. — Comme ne l'ignore pas l'honorable parlementaire, le retraitement des combustibles nucléaires usés est une opération essentielle à la maîtrise des applications pacifiques de l'énergie nucléaire ; du point de vue écologique d'abord, elle isole les déchets radioactifs qui, une fois séparés, peuvent être conditionnés de manière durable ; du point de vue économique surtout, elle permet de récupérer les deux matières premières énergétiques que constituent l'uranium résiduel et le plutonium formé pendant l'irradiation au sein des réacteurs ; ce plutonium, en tant que combustible, revêtira d'ailleurs une importance croissante avec la mise en service prochaine des surgénérateurs. Or, la France est l'un des très rares pays au monde à maîtriser la technologie industrielle de retraitement. Plusieurs pays étrangers, dont la République fédérale d'Allemagne qui ne dispose pas de capacité industrielle de retraitement, ont donc fait appel à notre pays. La Compagnie générale des matières nucléaires — filiale à 100 p. 100 du commissariat à l'énergie atomique — a ainsi conclu avec plusieurs sociétés d'électricité de la République fédérale d'Allemagne des contrats de retraitement à façon. Eu égard cependant à la nature des différents produits issus de l'opération de retraitement, le Gouvernement a entrepris de couvrir les contrats conclus entre les sociétés d'électricité étrangères et la Cogéma par des accords Intergouvernementaux signés entre le Gouvernement français et les Gouvernements dont relèvent ces sociétés d'électricité. C'est un tel accord qui a été conclu avec le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. L'objectif de ces trois accords est triple : il s'agit d'abord de marquer l'engagement du pays client de reprendre les déchets radioactifs issus du retraitement ; c'est pour la France la garantie que La Hague ne devienne pas, comme certains ont pu, à tort, le redouter, une sorte de lieu de stockage de déchets et de rebuts nucléaires. Il s'agit ensuite de mettre en œuvre, dans un accord bilatéral liant les deux pays intéressés, l'application des « directives de Londres », c'est-à-dire de l'ensemble des règles agréées par les pays fournisseurs de matières et d'équipements nucléaires, y compris l'Union Soviétique, pour parer au risque de prolifération des armements nucléaires. Ces directives portent essentiellement sur l'engagement d'utilisation pacifique donné par le pays client sous le contrôle de l'agence internationale de l'énergie atomique, sur la définition des niveaux de protection physique et sur la garantie que les transferts ultérieurs ne pourront avoir lieu qu'aux mêmes conditions ou avec l'accord du pays fournisseur. Au demeurant, la République fédérale d'Allemagne, en particulier par son adhésion au traité de non-prolifération des armes nucléaires, avait déjà, et de la manière la plus solennelle, pris l'engagement, contrôlé par l'A.I.E.A., de n'utiliser l'énergie atomique qu'à des fins pacifiques. Il s'agit enfin et surtout, de souligner que le plutonium est une matière dont les modalités concrètes de retour ne doivent pas dépendre du contrat passé entre les sociétés mais doivent faire l'objet, le moment venu, d'un accord

entre le Gouvernement du pays retraceur et le Gouvernement du pays client. La règle de base convenue en l'espèce, en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne, est que ce plutonium ne sera retourné que pour des utilisations identifiées dans le cadre du programme électronucléaire allemand et selon un échéancier déclaré au Gouvernement français. Ces précisions paraissent au Gouvernement de nature à apaiser les craintes de l'honorable parlementaire.

Recherche scientifique (coopération internationale).

17776. — 23 juin 1979. — M. Henri Ferretti prie M. le ministre des affaires étrangères de lui indiquer quelle part compte prendre la France à la mission internationale polaire solaire prévue par un accord, signé à Washington, le 29 mars 1979, entre l'agence spatiale européenne (A.S.E.) et la N.A.S.A.

Réponse. — L'Agence spatiale européenne (A.S.E.) et la N.A.S.A. vont entreprendre en coopération un projet spatial scientifique, appelé « Mission Internationale polaire solaire » (I.S.P.M.), qui consistera à envoyer dans l'espace lointain, en dehors de l'écliptique du système solaire, deux véhicules spatiaux équipés d'instruments. Ce programme a pour but d'effectuer des observations coordonnées du milieu interplanétaire et du soleil simultanément dans l'hémisphère Nord et dans l'hémisphère Sud du système solaire. L'A.S.E. et la N.A.S.A. doivent fournir chacun un des deux véhicules spatiaux qui seront lancés en tandem au moyen du système de transport spatial. Le véhicule spatial européen est réalisé dans le cadre du programme scientifique obligatoire de l'A.S.E. qui consacrera à ce projet 340 millions de francs d'ici à fin 1983, financés par les Etats membres au prorata de leur P.N.B. (21 p. 100 pour la France). Le comité de sélection américano-européen de la mission internationale polaire solaire a définitivement choisi, parmi 36 propositions (27 européennes et 11 américaines), 18 expériences (7 européennes et 11 américaines). Les scientifiques français participent à sept d'entre elles, ce qui constitue un résultat remarquable. Les principaux laboratoires français concernés par ces expériences sont le centre d'étude spatiale des rayonnements de Toulouse, l'observatoire de Meudon, le service d'électronique physique du C.E.A., le laboratoire de physique stellaire et planétaire et le service d'aéronomie du C.N.R.S.

Commerce extérieur (ventes d'armes).

18674. — 21 juillet 1979. — M. Pierre Guidoni appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur l'information publiée dans un journal du soir et selon laquelle la France s'approprierait à conclure des contrats de vente d'armes avec le Chili et l'Uruguay, Etats pourtant connus pour leur non-respect des droits de l'homme et du droit des gens. Il lui demande : 1° les raisons pour lesquelles le Gouvernement a décidé de répondre favorablement aux commandes en armements de ces deux Etats ; 2° le montant des contrats en discussion ; 3° la nature des armements concernés par ces contrats.

Réponse. — La France a récemment conclu avec le Chili des contrats pour la fourniture de missiles anti-aériens, de quelques hélicoptères et de seize avions Mirage. Le Gouvernement a, d'autre part, autorisé la vente à l'Uruguay de trois vedettes de surveillance côtière. Comme l'honorable parlementaire pourra le noter, il s'agit de matériels destinés à assurer la défense extérieure de ces pays ou la surveillance de leurs eaux territoriales récemment étendues à 200 milles. Quels que soient les pays auxquels elle vend des matériels militaires, la France veille toujours à ce que les contrats passés ne portent jamais préjudice à l'action vigoureuse qu'elle mène et entend poursuivre en matière de défense des droits de l'homme et des libertés.

Effets de commerce (négociations internationales).

11783. — 3 février 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle est la participation effective de la France aux négociations pour l'uniformisation du système anglo-américain et de celui des conventions de Genève appliqué dans la communauté, en matière de lettre de change et de billets à ordre internationaux. Il souhaiterait connaître l'état d'avancement des travaux et l'époque probable à laquelle ce problème sera réglé.

Effets de commerce (négociations internationales).

18943. — 28 juillet 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté indique à M. le ministre des affaires étrangères qu'en 1975 il avait demandé à la commission des communautés européennes quelles étaient les conséquences des travaux de la commission des Nations Unies pour

le droit commercial, dans le domaine des effets de commerce internationaux, travaux qui avaient pour but d'uniformiser les lettres de change et les billets à ordre internationaux entre les neuf Etats membres de la C. E. E. (question écrite n° 18475). A l'époque, il lui avait été répondu que le projet de loi de la C. N. U. D. C. I. serait disponible en 1977. Or, il semble que le problème n'ait guère évolué depuis cette date. Par ailleurs, une question écrite (n° 11783) sur le même sujet, à M. le ministre de l'économie, en janvier 1979, n'a toujours pas eu de réponse. Il lui demande, en conséquence, quelle est la position de la France à cet égard, quelle est sa participation aux travaux sur ce sujet et quand il est envisageable que ce problème, à l'étude depuis quatre ans, trouve une solution.

Effets de commerce (négociations internationales).

18944. — 28 juillet 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté rappelle à M. le ministre des affaires étrangères la question écrite n° 11783, parue au Journal officiel du 3 février 1979, concernant l'uniformisation des billets à ordre et des lettres de change internationaux entre les différents pays membres de la communauté européenne, pour laquelle il n'a, depuis six mois, pas eu de réponse.

Réponse. — La commission des Nations Unies pour le droit commercial international se préoccupe d'uniformiser au niveau mondial les législations en matière d'effets de commerce dans la mesure où les Etats de droit anglo-américain n'ont pas adhéré à la convention internationale de Genève de 1930 comportant une « loi uniforme » en la matière. La C. N. U. D. C. I. a donc créé un groupe de travail qui s'est réuni à plusieurs reprises et dont les travaux arrivent à leur terme. La commission plénière de l'organisation pourra être saisie en 1981, après que les gouvernements eurent pris connaissance du projet de convention en cours d'élaboration. Après cette saisine, une conférence diplomatique permettra d'ouvrir la convention à la signature, vraisemblablement en 1983. Le Gouvernement est très favorable à la recherche d'une uniformisation du droit en la matière. La France, qui participe d'autant plus activement aux travaux qu'elle assure la présidence du groupe de travail, s'efforce d'infléchir le projet de convention dans un sens qui soit conforme aux besoins de la pratique et qui concilie les exigences des droits nationaux issus du code Napoléon et de la « Common Law ».

Politique extérieure (Argentine).

18953. — 28 juillet 1979. — M. Maxime Gremetz interroge M. le ministre des affaires étrangères sur la situation des droits de l'homme et des personnes disparues en Argentine. La situation en Argentine inquiète de nombreux démocrates de notre pays. Les atteintes aux libertés démocratiques, les disparitions et les enlèvements se multiplient. Le nombre de personnes disparues entre 1975 et 1978, selon des informations confirmées par de nombreuses organisations internationales, est estimé à 15 000. L'angoisse et la douleur de leurs familles sont portées à leur comble par les déclarations du général Viola, commandant en chef de l'armée de terre et membre de la junte des commandants en chef, disant le 29 mai dernier leurs parents et enfants disparus « absents pour toujours ». 20 000 demandes d'*habeas corpus*, déposées à la Cour suprême d'Argentine par les familles des disparus, n'ont pas reçues de réponses. De nombreux témoignages parviennent sur ces enlèvements effectués par des groupes liés à des polices parallèles. Aucun renseignement n'est fourni aux familles par les autorités. Des bombes ont explosé aux domiciles de certaines familles de disparus. Que compte faire le ministre et le Gouvernement français auprès du Gouvernement argentin pour que des recherches effectives soient entreprises afin de retrouver les disparus et les libérer et pour que cesse immédiatement les enlèvements et les disparitions.

Réponse. — Le gouvernement français se préoccupe activement depuis plusieurs années de la situation sur laquelle l'honorable parlementaire a bien voulu attirer son attention. Plusieurs dizaines de détenus ont été libérés sur notre intervention, plusieurs centaines de réfugiés ont été accueillis sur notre sol. Les violations des droits de l'homme en Argentine, qui ont connu leur paroxysme en 1976 et 1977 avec la situation de véritable guerre civile qu'a traversée ce pays, sont, fort heureusement, aujourd'hui, en régression très nette. Mais les séquelles de cette triste époque subsistent. Le gouvernement français n'a pas ralenti son action. Il est parvenu à obtenir la libération de presque tous nos ressortissants, franco-argentins pour la plupart, qui se trouvaient détenus, et il poursuit ses efforts pour faire libérer les trois derniers, dont deux effectuaient leur service militaire dans l'armée argentine au moment de leur arrestation. Le problème des disparus est à la fois plus douloureux et plus complexe dans la mesure où il faut recueillir des preuves, procéder à des vérifications, et où nos représentants consulaires s'adressent à des autorités qui répondent le plus souvent qu'elles n'ont aucune trace des cas évoqués. Ces difficultés n'empêchent pas les représentants français de poursuivre à tous les

niveaux leurs démarches en faveur de nos propres ressortissants comme des étrangers ou même parfois de nationaux argentins dont nous ne pouvons nous désintéresser. Parallèlement à ces interventions ponctuelles, il va sans dire que le gouvernement français, seul ou avec ses partenaires des Neuf, et avec la communauté internationale tout entière, presse le gouvernement argentin de prendre toutes mesures pour que la lumière soit faite sur ces tragiques disparitions.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

18954. — 28 juillet 1979. — M. Maxime Gremetz attire l'attention de M. le Premier ministre sur le fait suivant : un directeur adjoint de collège dans la Somme s'est vu refuser sa nomination à un poste de censeur pour un lycée français à l'étranger à la suite de renseignements communiqués par l'inspection académique de la Somme n'ayant rien à voir avec les critères professionnels reconnus d'ailleurs à tous les niveaux de la procédure de nomination. En effet, alors que la commission interministérielle de recrutement, après examen du dossier, proposait ce poste le 24 avril avec les réserves d'usage, l'arrêté officiel de nomination intervenait le 30 mai 1979, ce qui signifie que les autorités administratives dont dépend l'intéressé ont levé à cette date toute réserve comme le précise clairement la note du 24 avril 1979. Rien ne pouvait donc plus s'opposer à cette nomination arrêtée officiellement le 30 mai 1979. Or, une note du 18 juin remet en cause cette nomination, arguant du fait que la candidature du postulant n'a pas reçu l'agrément de l'ambassade de France à Athènes, ce qui est incompréhensible dans la mesure où l'arrêté ministériel du 30 mai n'a pu être établi qu'avec cet agrément. Il est donc impossible d'accorder du crédit à cet argument. Les renseignements nouveaux communiqués par l'inspection académique et dont on a fait état devant l'intéressé, qui est inquiet de la modification de la décision, constituent une explication plus crédible. Ceux-ci ne sont naturellement pas des renseignements de caractère professionnel, dès lors que l'arrêté ministériel a été établi sur cette base et que, de surcroît, aucune observation n'a été adressée à l'intéressé. Il ne peut donc s'agir que de renseignements de caractère personnel et la décision qui en découle est de fait un interdit professionnel pour délit d'opinion. C'est un fait grave. Il faut ajouter à cela que l'intéressé et sa famille avaient pris, après la confirmation de l'arrêté du 30 mai, les dispositions nécessaires en fonction de leur départ. La remise en cause de cette nomination représente pour eux un grave préjudice moral et financier. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'apporter les éclaircissements nécessaires à cette situation et en particulier sur la nature des renseignements fournis en dernière minute par l'inspection académique, et quelles mesures il compte prendre pour faire appliquer l'arrêté de nomination du 30 mai afin que l'intéressé puisse rejoindre son poste à Athènes.

Réponse. — Tout candidat à un poste à l'étranger dont le dossier est retenu par la commission interministérielle de recrutement reçoit du ministère des affaires étrangères une lettre l'informant de sa probable nomination, sous réserve toutefois de l'accord de l'ambassade de France concernée. Dans le cas évoqué par l'honorable parlementaire, l'ambassade a fondé sa décision négative sur un avis défavorable émis par l'inspection académique postérieurement à l'envoi de cette lettre. L'avis de l'inspection, qui portait exclusivement sur la manière de servir du candidat, a entraîné l'abrogation de l'arrêté de nomination dans le délai réglementaire de deux mois. Au demeurant, l'intéressé a été informé avec précision, tant par le ministère des affaires étrangères que par l'inspection académique de la Somme, des motifs du rejet de sa candidature.

Ministère des affaires étrangères (personnel).

18968. — 28 juillet 1979. — Souhaitant être complètement informé, M. Jean-Pierre Delalande demande à M. le ministre des affaires étrangères quelles étaient les ambassades et légations étrangères accréditées à Paris en 1929, et quelles sont celles qui ont été protégées et mises sous séquestre pendant la période 1939-1945. Il lui demande également de bien vouloir lui fournir des précisions sur ce que sont devenues les résidences appartenant aux trois Etats baltes : Estonie, Lettonie et Lituanie.

Réponse. — I. — Ambassades et légations étrangères accréditées à Paris en 1929 :

Ambassades.

Allemagne.
Argentine.
Belgique.
Brésil.
Espagne.
Etats-Unis.
Grande-Bretagne.

Italie.
Japon.
Pologne.
Saint-Siège.
Turquie.
U. R. S. S.

Légations.

Afghanistan.
 Albanie.
 Autriche.
 Bolivie.
 Bulgarie.
 Chili.
 Chine.
 Colombie.
 Costa-Rica.
 Cuba.
 Danemark.
 République dominicaine.
 Egypte.
 Equateur.
 Estonie.
 Ethiopie.
 Finlande.
 Georgie.
 Grèce.
 Guatemala.
 Haïti.
 Honduras.
 Hongrie.
 Irlande.

Lettonie.
 Libéria.
 Lituanie.
 Luxembourg.
 Mexique.
 Monaco.
 Nicaragua.
 Norvège.
 Panama.
 Paraguay.
 Pays-Bas.
 Pérou.
 Perse.
 Portugal.
 Roumanie.
 Saint-Marin.
 Salvador.
 Siam.
 Suède.
 Suisse.
 Tchécoslovaquie.
 Uruguay.
 Venezuela.
 Yougoslavie.

II. — Ambassades et légations étrangères protégées et mises sous séquestre pendant la période 1939-1945 :

A. — Ambassades protégées.

En 1941.

U.R.S.S. : protection des intérêts assurée par l'Iran (1).
 Italie : protection des intérêts assurée par le Brésil (en France métropolitaine).
 Allemagne : protection des intérêts assurée par la Suède.
 Hollande : protection des intérêts assurée par la Suède.
 Norvège : protection des intérêts assurée par la Suède.
 Grande-Bretagne : protection des intérêts assurée par les Etats-Unis.
 Luxembourg : protection des intérêts assurée par les Etats-Unis.
 Belgique : protection des intérêts assurée par les Etats-Unis.
 Yougoslavie : protection des intérêts assurée par les Etats-Unis.
 Irak : protection des intérêts assurée par l'Afghanistan.
 Suisse : protection des intérêts assurée par l'Egypte.
 Grèce : protection des intérêts assurée par l'Argentine (pour la zone occupée).

En 1942.

La Suisse assurait en France la protection des intérêts des pays suivants :

Afrique du Sud.
 Australie.
 Colombie.
 Canada.
 Cuba.
 Egypte.
 Guatemala.

Haïti.
 Iran.
 Nouvelle-Zélande.
 Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
 Pérou.
 Salvador.

En 1943.

L'Espagne assurait en France la protection des intérêts des pays suivants :

Bolivie ; Honduras ; Paraguay.
 La Suède assurait en France la protection des intérêts du Mexique (jusqu'en décembre 1943).

En 1944.

S'ajoutaient à la liste des pays étrangers dont les intérêts en France étaient sous la protection de la Suisse :

L'Equateur ; le Nicaragua.
 A cette date, la République argentine était sous la protection de la Suède.

Au début de 1944, les intérêts des pays désignés ci-après étaient pris en charge par un bureau d'administration créé au ministère des affaires étrangères, pour les intérêts en France des pays qui n'admettent pas la protection par une tierce puissance des intérêts français dans leur territoire :

Brazil.
 Chili.
 Costa Rica.
 République dominicaine.

Mexique.
 Panama.
 Paraguay.
 Uruguay.

(1) En mars 1942, au départ de l'ambassade d'Iran, la Suède se chargera de la protection des intérêts de l'U. R. S. S.

B. — Ambassades mises sous séquestre.

Il n'a pas été trouvé trace dans les dossiers conservés aux archives du ministère des affaires étrangères de mesures judiciaires, sous forme de mises sous séquestre d'ambassades étrangères.

III. — Résidences ayant appartenu aux trois Etats baltes : Estonie, Lettonie et Lituanie :

Ces immeubles sont la propriété du Gouvernement de l'U. R. S. S. et abritent des services ou des logements relevant de l'ambassade d'U. R. S. S. en France.

Français de l'étranger (U. R. S. S.).

18972. — 28 juillet 1979. — M. Jean-Pierre Delalande attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur le douloureux problème de l'indemnisation des familles françaises qui résidaient en Russie en 1914 et qui durent abandonner leurs biens et leurs avoies lors de leur rapatriement en 1920. Il lui demande s'il ne lui paraît pas équitable que ces dommages de guerre soient réparés et que ces sinistres soient indemnisés, de quelque manière que ce soit, au même titre que l'ont été ceux des autres pays de l'Est.

Réponse. — Il n'est pas douteux que certains de nos compatriotes en Russie ont été lésés dans leur patrimoine par les événements survenus de 1917 à 1920. Il y a cependant lieu de noter que des secours leur ont été attribués par la loi du 25 mai 1939 et par le décret du 24 juillet 1939. Les intéressés ont reçu une indemnisation partielle, de caractère social, sur la liquidation d'avoirs soviétiques séquestrés en France. En 1968, la ligue nationale des sinistres de Russie avait formulé auprès du Gouvernement français une requête tendant à promulguer une législation spéciale en vue d'obtenir une indemnisation plus complète. Les pouvoirs publics n'ont pas cru devoir réserver une suite favorable à une telle requête, le préjudice subi ayant eu lieu « en dehors des territoires antérieurement placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France ». La réparation de ces dommages au même titre que ceux subis par nos compatriotes dans les pays de l'Est ne peut être envisagée : les accords signés après la seconde guerre mondiale avec les pays en cause prévoyaient en effet expressément l'indemnisation des biens et intérêts français frappés par des mesures de nationalisation, expropriation ou confiscation.

Réfugiés et apatrides (Vietnamiens).

19073. — 4 août 1979. — M. Georges Lemoina attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la nécessité de prendre des mesures d'urgence en vue de porter secours au plus grand nombre possible de réfugiés d'Indochine, leur situation devenant très critique depuis quelques jours. Il lui demande : 1° de lui préciser le montant des quotas mensuels moyens d'accueil des réfugiés d'Asie du Sud-Est depuis 1975 ; 2° s'il n'envisage pas dans les prochains mois d'élargir ce quota mensuel afin de prolonger l'effort accompli ces derniers jours, le drame vécu par les milliers de personnes déplacées d'Indochine étant d'une nature exceptionnelle.

Réponse. — Depuis le 15 mai 1975 la France a mis en œuvre d'importants moyens pour accueillir un grand nombre de réfugiés d'Indochine, ceux en provenance notamment des camps de transit de Thaïlande ou de Malaisie, comme ceux recueillis en mer par nos bateaux. Au 20 juin 1978, le chiffre des réfugiés d'Indochine admis sur notre sol s'élevait à plus de 59 000, ce qui représentait une moyenne supérieure à 1 200 entrées par mois. Devant l'aggravation du drame que constitue le problème des personnes déplacées en Asie du Sud-Est, le Gouvernement a pris la décision le 26 juin dernier d'admettre 5 000 réfugiés supplémentaires en renonçant au système du quota mensuel peu adapté à la situation actuelle. Cette décision, mise en œuvre aussitôt grâce à un courant de solidarité nationale remarquable, a permis d'admettre en France entre le 1^{er} juillet et le 12 septembre 1978, 5 707 réfugiés en provenance essentiellement de Thaïlande, de Malaisie et de Singapour, chiffre excédant la tranche annoncée. Cela porte le nombre total des réfugiés de la péninsule indochinoise accueillis en France entre le 15 mai 1975 et le 12 septembre 1979 à 66 576 personnes, ce qui représente une dépense de l'ordre de 990 millions de francs pour le budget de l'Etat. En outre, dans les mois à venir, un nouveau groupe de 5 000 réfugiés sera accueilli en fonction des possibilités d'hébergement et du rythme d'insertion dans la communauté nationale de ceux qui se trouvent actuellement dans les cinquante et un centres d'hébergement ouverts à ce jour. C'est donc un effort exceptionnel, à la limite des capacités de la France, que le Gouvernement a consenti pour apporter une solution humaine au douloureux problème des réfugiés du Sud-Est asiatique.

Politique extérieure (Sahara occidental).

19374. — 11 août 1979. — **M. Maxime Kallinsky** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur l'accord conclu entre la Mauritanie et le front Polisario, qui constitue une avancée importante vers la paix et le droit à l'indépendance du peuple sahraoui. Cet accord, qui condamne la guerre injuste menée au Sahara occidental et qui reconnaît les droits nationaux des Sahraouis, devrait enfin amener le Gouvernement français à supprimer immédiatement toute aide militaire au Maroc. L'intervention des avions militaires français qui surveillent et interviennent en territoire sahraoui et l'aide militaire apportée par le Gouvernement français au Maroc encouragent l'agressivité de ce pays qui menace la paix dans l'ensemble de cette région d'Afrique. L'intérêt de la France est d'en finir immédiatement avec le rôle de genarme en Afrique que le Gouvernement français remplit en combattant, directement ou par l'intermédiaire du Maroc, le front Polisario. Il est de l'intérêt de la France et de l'ensemble des peuples concernés que le Gouvernement français agisse pour le respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et cesse toute aide militaire au Maroc. Il est de l'intérêt de la France de ne pas détériorer les relations franco-algériennes avec les menaces du Gouvernement marocain de porter le conflit en territoire algérien. Il lui demande de préciser quelle va être la position du Gouvernement et s'il entend reconnaître le droit à l'indépendance du peuple sahraoui et par là même la reconnaissance de ses représentants : le front Polisario.

Réponse. — Le Gouvernement français suit avec attention le déroulement des événements dans la région du Sahara occidental. La France n'est pas partie au différend qui existe au sujet de ce territoire et elle entretient de bonnes relations avec tous les pays concernés. Elle observe dans cette affaire une attitude de neutralité et souhaite que les parties trouvent entre elles une solution politique conformément aux principes et aux résolutions des Nations Unies. En ce qui concerne le front Polisario, elle ne voit pas de raisons de modifier son attitude vis-à-vis d'un mouvement qui n'est reconnu par aucune organisation internationale.

Politique extérieure (U. R. S. S.).

19424. — 25 août 1979. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que les catholiques de Lituanie demandent la liberté religieuse et culturelle, le droit à l'éducation religieuse actuellement interdite par les autorités soviétiques, et la libération des prêtres et des croyants arrêtés. Sans s'immiscer le moins du monde dans les affaires intérieures de la Lituanie et de l'U. R. S. S., **M. Pierre Bas** demande au ministre des affaires étrangères de bien vouloir attirer l'attention de ce grand pays ami avec lequel nous pratiquons avec succès la détente, l'entente et la coopération, en lui demandant de bien vouloir appliquer les principes de la charte d'Helsinki qu'il a signée.

Réponse. — Le Gouvernement réproouve tout autant que l'honorable parlementaire les atteintes à la liberté religieuse où qu'elles se produisent dans le monde et a fortiori en Europe où la quasi-totalité des Etats ont souscrit aux principes de l'acte final d'Helsinki, et notamment au septième qui a trait à la liberté de professer et pratiquer une religion en agissant selon les impératifs de sa propre conscience. La France quant à elle a contribué à l'inclusion de ce principe dans le document final et elle n'a cessé de veiller à ce qu'il reçoive la plus large application. Cela étant et compte tenu de la nature des problèmes posés, le Gouvernement, dans un souci d'efficacité, se réserve d'agir en fonction de critères d'opportunité et d'efficacité qui seuls permettent d'espérer un résultat satisfaisant pour les personnes concernées.

Politique extérieure (Libye).

19503. — 25 août 1979. — **M. Jean Fontaine** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** de lui faire connaître s'il a été tenu informé des informations parues dans la presse parisienne qui font état d'encouragements prodigués par le chef d'Etat libyen à une action subversive à la Réunion. Il serait intéressé de connaître si ses services confirment ces renseignements. Dans l'affirmative il serait bon de faire part à la représentation nationale quelle attitude est celle du Gouvernement pour mettre en harmonie ses bonnes intentions officielles sans cesse renouvelées à l'égard de la Libye et les proclamations volontairement agressives du colonel Khadafi mettant en cause l'unité de la nation française.

Réponse. — Les informations de presse mentionnées par l'honorable parlementaire ne semblent pas se référer à des événements récents. Il est par contre exact qu'en 1978 plusieurs dirigeants libyens avaient tenu sur l'île de la Réunion des propos inacceptables.

Comme le ministre des affaires étrangères l'avait alors indiqué à l'honorable parlementaire, les mises au point nécessaires avaient été faites auprès des autorités libyennes, dont l'attention avait été appelée en outre, de façon pressante, sur l'effet négatif que pareille attitude ne saurait manquer d'avoir sur l'évolution des rapports franco-libyens. Il n'est pas intervenu depuis lors de développement qui, de l'avis du ministre des affaires étrangères, ait justifié de revenir sur ce point au cours de contacts entre les deux pays.

AGRICULTURE

Fruits et légumes (fruits rouges).

16477. — 24 mai 1979. — **M. Emmanuel Hamel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la concurrence étrangère de plus en plus vive, en provenance de l'Europe de l'Est ou des pays méditerranéens, à l'encontre des petits fruits rouges produits dans le département du Rhône où les bigarreaux de Bessenay, les fraises de Courzieu, les framboises de Thurins, les fruits collectés par la S. I. C. O. L. Y. de Saint-Laurent-d'Agny ont acquis une réputation et atteint une qualité grâce auxquelles l'activité agricole se maintient dans cette zone et contribue, par les exportations ou la résistance à la concurrence étrangère sur le marché national, à l'équilibre si nécessaire de la balance des paiements. Il lui confirme que l'accroissement considérable des charges sociales, notamment sur les salaires versés aux étudiants venant temporairement aider à la cueillette des fruits rouges dans l'Ouest lyonnais, y met en péril le maintien de la production des petits fruits rouges qui permettait de freiner l'exode rural des exploitations familiales, trop pentues pour être mécanisées aisément, trop petites pour être maintenues sans l'essor de ces productions difficiles. Il lui signale l'erreur consistant à assimiler la main-d'œuvre temporaire des étudiants avec une main-d'œuvre de travailleurs saisonniers spécialistes de l'agriculture. Il lui demande quand sera repensé et modifié le nouveau système de calcul des charges sociales imposées aux producteurs de fruits rouges du département du Rhône pour la main-d'œuvre étudiante en temps de cueillette et s'il sait que les excès du système actuel, s'ils étaient maintenus, aboutiraient à la condamnation de nombreuses exploitations familiales, à la diminution de la production nationale de fruits rouges appréciés, à favoriser l'importation étrangère.

Réponse. — Le ministre de l'agriculture comprend parfaitement les arguments exposés par l'honorable parlementaire, et l'inquiétude des producteurs de fruits rouges du Rhône, devant la concurrence des productions étrangères. Il rappelle sa volonté de lutter, par tous moyens efficaces, contre les phénomènes du dumping en provenance notamment des pays qui, cherchant par tous les moyens à se procurer des devises occidentales, pratiquent à l'exportation des prix de vente sans rapport avec leurs coûts de production. Il n'a pas le sentiment que la solution du problème peut et doit être recherchée dans une réduction des charges sociales. Celle-ci, qui pourrait être revendiquée par d'autres catégories de producteurs (agricoles ou non), remettrait en cause les principes généraux de la sécurité sociale, au moment même où il faut restaurer son équilibre financier. Il convient plutôt de mettre en œuvre les moyens d'orientation et d'organisation économique, de recherche et de développement, propres à rendre durablement plus compétitives les productions fruitières de toutes les régions françaises. C'est ce que le ministre de l'agriculture s'attache à réaliser, notamment par le moyen de conventions régionales conclues entre le fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.) et les producteurs de fruits et légumes organisés au sein de comités économiques régionaux fruits et légumes, constituant eux-mêmes l'association française des comités économiques agricoles de fruits et légumes (A. F. C. O. F. E. L.).

Commerce extérieur (exportations et importations).

17960. — 28 juin 1979. — **M. Antoine Gissinger** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les renseignements statistiques qui ont été publiés dans le n° 856 du Bulletin d'information de son département ministériel. L'annexe I de ce bulletin comporte des renseignements sur le commerce extérieur français. L'annexe II fait connaître les principaux clients et fournisseurs de la France dans le secteur agricole et agro-alimentaire. En ce qui concerne le premier de ces tableaux, il apparaît que la part des produits agricoles et alimentaires dans le total des importations françaises, qui était de 20,9 p. 100 en 1965, était tombée à 11,4 p. 100 en 1974 pour remonter à 15,30 p. 100 en 1978 et que les exportations qui étaient de 19,1 p. 100 par rapport aux exportations totales en 1973 n'étaient plus que de 15 p. 100 en 1977 et de 15,5 p. 100 en 1978. Le solde entre les exportations et les importations qui se montait à 6,3 mil-

liards de francs en ce qui concerne les produits agricoles et alimentaires pour 1973, à 9,8 milliards de francs pour 1974, était retombé à 1,1 milliard de francs pour 1978. En ce qui concerne le second de ces tableaux, il apparaît que les exportations françaises vers la République fédérale d'Allemagne qui étaient de 8 milliards de francs en 1977, n'étaient que de 8,9 milliards de francs en 1978, alors que les importations françaises en provenance de la République fédérale d'Allemagne avaient augmenté plus rapidement, passant de 3,9 milliards de francs à 4,7 milliards de francs. De même, en ce qui concerne les Pays-Bas, les exportations passaient de 3,2 milliards de francs en 1977 à 4,4 milliards de francs en 1978, alors que les importations françaises en provenance des Pays-Bas passaient de 5,7 milliards de francs à 6,4 milliards de francs. Nous importons donc au cours de ces deux années plus que nous n'exportons dans nos relations avec les Pays-Bas dans le secteur agricole et agro-alimentaire, ce qui paraît surprenant. Des chiffres ainsi rappelés, il apparaît que manifestement nos produits agricoles et alimentaires ne jouent pas dans nos échanges avec les pays étrangers le rôle qu'ils devraient jouer. La France n'est pas, de par les résultats obtenus, le grand pays agricole qu'elle devrait être. Nos exportations agricoles ne sont pas le « pétrole de la France ». Il lui demande pour quelles raisons, selon lui, la situation est aussi médiocre. Il souhaiterait également savoir les mesures qu'il envisage de prendre pour y remédier.

Réponse. — L'année 1977 avait été une année particulièrement défavorable pour les échanges extérieurs de produits agricoles et alimentaires. Pour la première fois depuis 1970 la balance agro-alimentaire française avait été déficitaire de 3,7 milliards de francs. Les conséquences résiduelles de la sécheresse et surtout la hausse des prix des produits tropicaux (café, cacao) ont été les principales raisons conjoncturelles de cette dégradation de nos échanges. L'année 1978 a marqué un redressement sensible de près de 5 milliards de francs du solde de la balance commerciale agricole en dégageant un excédent de 1,1 milliard de francs. Les exportations (55,4 milliards de francs), en augmentation de 18,5 p. 100 par rapport à l'année précédente, ont permis en 1978 de couvrir nos achats de pétrole. Trois raisons principales expliquent ces meilleurs résultats globaux: les prix de certains produits importés (café notamment), sans revenir au niveau de 1975, se sont légèrement tassés. Les effets résiduels de la sécheresse de 1978 se sont progressivement estompés en cours d'année. Enfin les distorsions monétaires après avoir atteint des niveaux considérables au premier trimestre 1978 se sont sensiblement atténués. Les résultats de l'année 1978 confirment et accentuent en particulier la place prépondérante prise par la Communauté économique européenne tant dans nos exportations qui se stabilisent à un niveau élevé (66,3 p. 100) que dans nos importations où la part de la C. E. E. progresse constamment (42,9 p. 100 en 1977, 46,5 p. 100 en 1978) ce qui traduit le développement agricole de nos partenaires en particulier allemands, hollandais, danois et irlandais. Cette évolution favorable constatée en 1978 s'est confirmée et amplifiée au cours des six premiers mois de l'année 1979, le solde de nos échanges extérieurs du P. A. A. fait ainsi apparaître un excédent de + 3,8 milliards de francs à comparer avec un solde de + 317 millions de francs seulement pour le premier semestre 1978. Ce redressement est encourageant mais l'excédent dégagé reste cependant inférieur à nos possibilités dans ce secteur et justifie la poursuite des mesures nationales et des orientations adoptées depuis 1977 en vue du rétablissement durable de la compétitivité agro-alimentaire française. Ces différentes catégories de mesures s'articulent autour de trois objectifs: accroître la compétitivité de notre appareil de production et mieux adapter nos produits à la demande internationale, augmenter le nombre et les moyens de nos entreprises exportatrices, mieux faire connaître nos objectifs d'exportation. L'accroissement de notre compétitivité sera simplifié par le démantèlement progressif des montants compensatoires monétaires français et la réduction des montants compensatoires monétaires allemands, belges et hollandais amorcée en juin dernier. Par ailleurs il convient également de poursuivre les actions de développement de la production céréalière en particulier grâce au drainage et de la productivité de l'élevage par l'amélioration sanitaire et génétique du cheptel, et grâce aux plans de rationalisation des productions porcines, ovines et équinées. De même les plans concernant les filières « bovin », « cuir » et « protéines » ont pour objectif d'aider au rééquilibrage de notre commerce extérieur par une réduction de notre déficit dans ces secteurs. Dans la perspective d'augmenter le nombre et les moyens de nos entreprises exportatrices, un certain nombre de moyens seront mis en œuvre notamment l'aide aux interprofessions, le financement des actions de restructuration des filières fruits et légumes par des conventions régionales progressivement mises en place, le développement des sociétés de commerce international, le renforcement des postes commerciaux à l'étranger par la multiplication des attachés et spécialistes agricoles. Enfin, la politique des conventions de développement réalisée par les ministères de l'économie et de l'agriculture et des plans professionnels (produits laitiers, produits sucrés, dinde) déjà mise en œuvre sous l'égide du ministère du commerce extérieur et du conseil supérieur

des exportations sera développée. Le projet de loi d'orientation agricole comporte des dispositions qui permettront d'accroître l'effort réalisé pour la promotion des produits agricoles et alimentaires.

ANCIENS COMBATTANTS

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre
(rapport constant).

19095. — 4 août 1979. — M. Alain Bonnet appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur l'émotion légitime que suscite la suspension des travaux de la commission mixte tripartite, chargée de rechercher les conditions du rétablissement de la parité des pensions de guerre avec certains traitements de la fonction publique. Cette commission, promise depuis octobre 1978, n'a été convoquée que le 27 juin 1979, à la veille de la clôture de la session parlementaire, et elle n'a pas délibéré sur le rapport présenté unanimement par les différents groupes parlementaires. Il lui demande, en conséquence, de lui donner les motifs de ce refus de débattre, qui a entraîné à juste titre le retrait des parlementaires et des représentants qualifiés des associations d'anciens combattants, estimant que cette réunion était dès lors sans objet.

Réponse. — Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants a pris acte des conclusions divergentes des membres de la commission tripartite à l'issue de la dernière réunion de celle-ci, le 27 juin 1979, et il en a rendu compte au Gouvernement. Il ne lui est donc pas possible de donner, pour le moment, de plus amples informations.

Anciens combattants (Afrique du Nord).

19936. — 15 septembre 1979. — M. André Rossinot expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que les fonctionnaires et assimilés anciens combattants d'Afrique du Nord ne bénéficient pas de la campagne double qui a été accordée aux autres générations du feu. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour que cette mesure soit rapidement étendue aux intéressés, respectant ainsi le principe de l'égalité des droits affirmé dans la loi du 9 décembre 1974.

Réponse. — Les services militaires accomplis pendant les opérations d'Afrique du Nord ouvrent droit au bénéfice de la campagne simple majorant le taux de la pension de retraite (décret n° 57-195 du 14 février 1957). En sa qualité de ministre de tutelle des anciens combattants, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants examine avec le meilleur intérêt les vœux dont il est saisi tendant à ouvrir le bénéfice de la campagne double aux anciens d'Afrique du Nord. Il doit cependant souligner que la loi du 9 décembre 1974, donnant vocation à la carte du combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord ne leur a pas ouvert droit à la campagne double car l'attribution de la carte du combattant et les bénéfices de campagne font l'objet de législations distinctes. Celle qui concerne le bénéfice de campagne relève de la compétence du ministre de la défense (définition des opérations y ouvrant éventuellement droit) et des ministres du budget et de la fonction publique (avantages de retraite attribués aux fonctionnaires).

Radio-diffusion et télévision (redevance).

20026. — 15 septembre 1979. — M. Joseph Franceschi appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur les titulaires d'une pension de veuve de guerre qui ne peuvent prétendre au bénéfice de l'exonération de la redevance de télévision que si elles perçoivent par ailleurs un autre avantage vieillesse. Cette mesure paraissant particulièrement injuste à l'égard de celles qui ne sont pas bénéficiaires d'une autre pension, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour remédier à cette situation.

Réponse. — La décision et les conditions d'exonération de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision relèvent de la compétence du ministre du budget. Les veuves de guerre âgées de soixante-cinq ans qui, précisément, ne sont pas titulaires d'une pension de vieillesse et n'ont pas d'autres ressources que leur pension de veuve de guerre — ou dont les ressources personnelles sont inférieures au montant de l'allocation de vieillesse de base (7 000 francs au 1^{er} juillet 1979) — peuvent de ce fait bénéficier des allocations de vieillesse non contributives (allocation précitée, allocation supplémentaire du fonds national de solidarité). Or, le fait d'être bénéficiaire de l'une ou de l'autre de ces allocations ouvre droit à l'exonération de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision, à condition de vivre seul ou avec une personne ayant elle-même qualité pour être exonérée. Les intéressées ne paraissent donc pas pénalisées en ce domaine puisque l'avantage que constitue l'exonération de la redevance est réservé à celles d'entre elles dont les ressources sont les plus faibles.

BUDGET

Taxe à la valeur ajoutée (continues d'entreprises).

2168. — 31 mai 1978. — M. Gilbert Gantier expose à M. le ministre du budget que la loi de finances rectificative du 30 juillet 1968 a autorisé l'application de la taxe sur la valeur ajoutée au taux réduit pour les « recettes provenant de la fourniture des repas dans les cantines d'entreprises et répondant aux conditions fixées par décret (article 85 bis, annexe III du code général des impôts) ». Cette mesure avait un caractère social et le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances la justifiait ainsi : « Vous savez que, dans un but social, nous avons souhaité que le taux de la taxe sur la valeur ajoutée soit ramené à 6 p. 100 pour les cantines d'entreprises... ». Ces restaurants sont actuellement assujettis au taux de 13 p. 100 qu'ils récupèrent bien évidemment sur l'ensemble du personnel et nous avons estimé qu'il convenait de ramener ce taux à 6 p. 100... » (Journal officiel, Assemblée nationale du 10 mai 1968, p. 1744). Fort de cette déclaration et de cette disposition législative, nombre d'entreprises ont assujéti les repas vendus au personnel au taux réduit en respectant les règles définies par l'administration. Or, une réponse faite à M. Marle (question n° 8603, Journal officiel, Assemblée nationale du 31 mai 1974) précise que les repas facturés aux rationnaires par une cantine sont passibles soit du taux intermédiaire, soit de l'exonération, mais jamais du taux réduit. Cette interprétation semble contredire les dispositions et motivations antérieures exposées ci-dessus et font perdre à la mesure son caractère social. Il lui demande, en conséquence, s'il ne conviendrait pas de préciser que les ventes de repas facturés par une cantine à ses rationnaires peuvent être assujétiées au taux réduit si elles remplissent les conditions de l'article 85 bis (annexe III du code général des impôts).

Réponse. — Il résulte des dispositions de l'article 279 a bis du code général des impôts (reprenant le texte de l'article 3 de la loi du 30 juillet 1968) et de celles de l'article 85 bis de l'annexe III à ce code, que le régime particulier de taxe sur la valeur ajoutée prévoyant que la fourniture de repas dans les cantines d'entreprises bénéficie du taux réduit s'applique au niveau des rapports entre le restaurateur collectif et le gérant de la cantine auquel il apporte son concours. En revanche, l'exonération prévue par la décision ministérielle du 23 mars 1942 concerne la vente de tickets de repas faite par le gérant aux usagers de la cantine. Il s'ensuit que la cantine qui sert au personnel de l'entreprise des repas qu'elle prépare elle-même ou qui sont fournis par un restaurateur extérieur n'est jamais fondée à appliquer le taux réduit à cette activité. Celle-ci supporte le taux intermédiaire de 17,60 p. 100 ou est exonérée si les conditions prévues par la décision ministérielle, qui sont pratiquement identiques à celles posées par l'article 85 bis de l'annexe III au code général des impôts sont remplies. Il en résulte que la mesure suggérée par l'honorable parlementaire aurait pour effet, de soumettre les cantines d'entreprises à un régime moins favorable que celui dont elles bénéficient actuellement, ce qui n'est sans doute pas dans ses intentions.

Paris (abattoirs de La Villette).

8610. — 15 novembre 1978. — Alors que de nouvelles décisions ont été prises pour l'aménagement des terrains des anciens abattoirs de La Villette, M. Paul Quilès appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la situation financière attachée à ces terrains. Il semble qu'à l'arrêt des travaux en 1970, les sommes engagées se seraient élevées à 900 millions de francs, sommes correspondant sans doute à l'endettement de la société chargée de l'opération. Il lui demande de lui préciser où en est cette affaire aujourd'hui et quelles ont été les dépenses supplémentaires entraînées par la fermeture des abattoirs intervenue en 1974 et par la gestion des terrains restés ouverts à diverses activités. Il lui demande enfin de lui faire savoir précisément quel est à ce jour le montant global de la charge occasionnée par cette affaire et supportée directement ou indirectement par le Trésor public.

Paris (abattoirs de La Villette).

20049. — 15 septembre 1979. — M. Paul Quilès demande à M. le ministre du budget les raisons pour lesquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires à sa question n° 8610 du 15 novembre 1978, dont il lui rappelle les termes : Alors que de nouvelles décisions ont été prises pour l'aménagement des terrains des anciens abattoirs de La Villette, M. Paul Quilès appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la situation financière attachée à ces terrains. Il semble qu'à l'arrêt des travaux en 1970, les sommes engagées se seraient élevées à 900 millions de francs, sommes corres-

pondant sans doute à l'endettement de la société chargée de l'opération. Il lui demande de lui préciser où en est cette affaire aujourd'hui et quelles ont été les dépenses supplémentaires entraînées par la fermeture des abattoirs intervenue en 1974 et par la gestion des terrains restés ouverts à diverses activités. Il lui demande enfin de lui faire savoir quel est précisément à ce jour le montant global de la charge occasionnée par cette affaire et supportée directement ou indirectement par le Trésor public.

Réponse. — Depuis le transfert par la ville de Paris à l'Etat en 1970 de l'opération de La Villette et du contrôle total de la Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Paris-La Villette (Semvi), les installations existantes ont été pour l'essentiel mises progressivement hors de service (transfert à Rungis du marché des produits carnés, fermeture de l'abattoir au début de 1974). Dans l'attente d'une décision définitive sur l'utilisation du site, la Semvi, en tant que moyen d'action du commissaire à l'aménagement du secteur de La Villette, a exercé une activité réduite d'exploitation d'installations subsistantes (entrepôts industriels, frigorifiques, pavillons d'exposition, etc.), d'entretien du site et a prêté son concours technique aux premières mesures de reconversion (libération des sols, sauvegarde de l'ensemble historique de bâtiments du XIX^e siècle, aménagement en 1977 et 1978 de trois hectares de jardins). En 1978, le Gouvernement a décidé que sur les cinquante-trois hectares de terrain, seraient aménagés un parc, un musée des sciences et des techniques et un auditorium de musique. Cet aménagement sera réalisé par un établissement public créé à cet effet, et qui disposera de moyens spécifiques. Les sommes engagées depuis l'origine à La Villette par l'Etat s'élevaient au 31 décembre 1978 à 1 100 millions de francs, sous réserve de l'apurement de divers contentieux. Cette somme correspond au coût des investissements, au service des emprunts, au coût de la fermeture des abattoirs (crédances irrécouvrables : 31 millions, indemnisation des professionnels : 28,5 millions) ainsi qu'au coût résiduel des frais de liquidation et de maintenance assurés par la Semvi depuis 1970 (24 millions) et des premières mesures de reconversion du site (libération des sols, aménagement : 19 millions). Il convient de remarquer qu'en contrepartie de la prise en charge de l'opération, l'Etat est devenu propriétaire des terrains et des bâtiments et que dans le cadre de l'aménagement futur, il sera possible de réutiliser diverses installations.

Bilans (provisions).

10962. — 13 janvier 1979. — M. Albert Brochard appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la situation de nombreuses entreprises commerciales exportatrices de bétail et de viandes qui, pour maintenir et développer les exportations, accordent à leurs clients des délais de paiement de trois semaines sans pouvoir constituer une provision pour risques afférents aux crédits à moyen terme résultant de ventes à l'étranger. L'article 31 de l'ordonnance n° 58-1372 du 29 décembre 1958 pose le principe de la constitution en franchise d'impôt, d'une telle provision pour des crédits à moyen terme, c'est-à-dire de deux à cinq ans. Les entreprises d'exportation de bétail et de viandes consentant des crédits d'environ trois semaines ne peuvent pas bénéficier de cette mesure importante, alors que la répétition des livraisons aux mêmes clients fait que ces entreprises accordent en réalité des crédits à moyen terme et en définitive permanents. Compte tenu du caractère spécifique de cette activité d'exportation et de la nécessité de l'encourager, il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour que les entreprises d'exportation de bétail et de viandes puissent constituer en franchise d'impôt une provision couvrant les risques afférents aux crédits qu'ils accordent à leurs clients étrangers.

Réponse. — Les risques afférents à des délais de paiement de trois semaines renouvelés aux mêmes clients ne sont pas assimilables à ceux supportés à raison des crédits à moyen terme visés à l'article 4 bis de l'annexe IV au code général des impôts. Chaque décision de renouvellement implique, en effet, que les paiements déjà venus à échéance aient été effectués. S'il n'en a pas été ainsi par suite des difficultés financières du cocontractant, le risque de non-recouvrement s'est trouvé par là même révélé au fournisseur qui, de la sorte, est mis en mesure, si la somme en cause demeure due à la clôture de l'exercice, de réunir les éléments d'information nécessaires au calcul d'une provision satisfaisant aux prescriptions du premier alinéa de l'article 39-1-5° du code déjà cité.

Taxe sur la valeur ajoutée (taxe).

13204. — 10 mars 1979. — M. Gilbert Gantier appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la situation des loueurs de wagons industriels au regard des nouvelles dispositions concernant la taxe sur la valeur ajoutée, qui découlent de la loi n° 78-1240 du 29 décembre 1978 portant adaptation de la législation de la taxe sur

la valeur ajoutée à la sixième directive du conseil des Communautés européennes. En effet, dans le cas particulier des prestations de transport, le critère d'imposition défini par l'article 259 A peut, dans certains cas, aboutir : a) à pénaliser les prestataires français par rapport à ceux d'autres pays de la Communauté en raison : a) de la non-concomitance d'application de la sixième directive ; b) de la disparité des taux de la taxe sur la valeur ajoutée dans la Communauté ; à pénaliser les prestataires de la Communauté par rapport à ceux des pays tiers, lorsque le régime applicable dans ces pays tiers est plus favorable. L'article 259 B a bien été prévu pour éliminer cette pénalisation, malheureusement il ne s'applique pas aux moyens de transports terrestres. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin d'apaiser l'inquiétude des loueurs de wagons industriels.

Taxe sur la valeur ajoutée (taux).

15868. — 10 mai 1979. — M. Gilbert Gantier rappelle à M. le ministre du budget les termes de sa question écrite n° 13204 parue au *Journal officiel* du 10 mars 1979 concernant la situation des loueurs de wagons industriels au regard des nouvelles dispositions concernant la T. V. A., qui découlent de la loi n° 78-1240 du 29 décembre 1978 portant adaptation de la législation de la T. V. A. à la sixième directive du conseil des Communautés européennes. En effet, dans le cas particulier des prestations de transports, le critère d'imposition défini par l'article 259 A peut, dans certains cas, aboutir : à pénaliser les prestataires français par rapport à ceux d'autres pays de la Communauté, en raison : a) de la non-concomitance d'application de la sixième directive ; b) de la disparité des taux de la T. V. A. dans la Communauté ; à pénaliser les prestataires de la Communauté par rapport à ceux des pays tiers, lorsque le régime applicable dans ces pays tiers est plus favorable. L'article 259 B a bien été prévu pour éliminer cette pénalisation, malheureusement il ne s'applique pas aux moyens de transports terrestres. Il demande à M. le ministre du budget les mesures qu'il compte prendre afin d'apaiser l'inquiétude des loueurs de wagons industriels.

Réponse. — En application des dispositions de l'article 259 A 1°-b du code général des impôts, issues de l'article 28 de la loi n° 78-1240 du 29 décembre 1978, les locations par des entreprises établies en France de wagons industriels utilisés dans ce pays ou dans un autre Etat membre de la Communauté économique européenne sont, depuis le 1^{er} janvier 1979, imposables à la taxe sur la valeur ajoutée, sous réserve des exonérations prévues en matière d'exportation et d'importation de marchandises. En effet, en vertu de l'article 262-1 du même code, les locations de wagons industriels utilisés par des exportateurs pour transporter des marchandises hors de France sont exonérées de cette taxe. Il en est de même, aux termes de l'article 262-11-13° du code, des locations consenties à des entreprises françaises pour transporter leurs produits à destination d'un entrepôt d'exportation ou d'un autre régime suspensif de douane. Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 262-11-14° du code, les prestations de l'espèce rendues à des entreprises qui importent des marchandises en France sont exonérées de la taxe dans la mesure où le prix des locations est compris dans la base d'imposition des marchandises à l'importation. En outre, l'article 291-11-1° du code prévoit l'exonération des locations de wagons industriels faites à des entreprises françaises ou étrangères qui importent en France leurs produits placés sous régime suspensif de droits de douane. Lorsque la taxe est exigible, les utilisateurs français peuvent en opérer la déduction ou, à défaut d'imputation, en demander le remboursement. Cette mesure s'applique également aux utilisateurs étrangers qui réalisent en France des opérations ouvrant droit à déduction de la taxe. En outre, il a été décidé d'admettre que les entreprises assujetties dans un autre Etat membre de la Communauté et ne réalisant aucune opération imposable en France puissent obtenir, par l'intermédiaire d'un représentant fiscal, le remboursement de la taxe qui leur est facturée par une entreprise française au titre de la location de wagons industriels. Ce remboursement permettra de remédier aux inconvénients signalés par l'honorable parlementaire.

Carburants (communes).

13739. — 16 mars 1979. — A la suite de la montée continue des prix de l'électricité, du gasoil et de l'essence, de nombreuses communes auront le plus grand mal à faire face à leurs impératifs budgétaires. D'ores et déjà, il est prévisible que le fonctionnement des services publics assurés par les communes (éclairage, chauffage, ramassage des ordures, etc.) deviendra de plus en plus coûteux, mettant ainsi en cause l'équilibre budgétaire et la réalisation de tout programme d'investissement. Dans ces conditions, particulièrement néfastes pour la vie des habitants concernés, M. Gilbert Faure demande à M. le ministre du budget s'il ne pense pas pou-

voir permettre aux communes de procéder à l'achat de ces produits énergétiques à un prix détaxé, comme cela existe par exemple pour le carburant agricole.

Réponse. — Le Gouvernement n'ignore certes pas les difficultés que peuvent rencontrer, dans les circonstances actuelles, les collectivités locales. Toutefois, il ne peut s'engager dans la voie d'une réduction des taxes sur les produits pétroliers pour compenser l'augmentation des charges, liées au fonctionnement des services publics, consécutive à la hausse du prix de ces produits. Celle-ci, d'ailleurs, ne provient pas uniquement de hausses fiscales rendues nécessaires pour dégager les ressources budgétaires indispensables au financement d'actions prioritaires d'intérêt national adoptées par le Parlement. Elle est, également, la conséquence des augmentations de prix supportées par le pétrole brut à la suite de décisions prises par les pays producteurs de pétrole, ainsi que de l'augmentation des charges des divers services de production et de distribution des produits du pétrole. Elle participe, enfin, aux nécessités d'une politique d'incitation aux économies d'énergie dont le caractère vital est chaque jour rappelé par l'évolution de la situation internationale. De plus, la mesure préconisée ne pourrait longtemps être limitée au seul cas des collectivités locales. Elle susciterait de multiples demandes d'extension de la part d'autres utilisateurs qui ne manqueraient pas de solliciter un avantage équivalent sans qu'il soit, équitabement, possible de leur opposer un refus. Il en résulterait des pertes budgétaires importantes qui, dans la conjoncture présente, ne peuvent être envisagées, et, une très sérieuse réduction des incitations à l'économie de l'énergie pétrolière. Enfin, la mise en place, par le jeu d'une détaxe, d'un système de réduction du prix des produits pétroliers, tenant compte de toutes les situations particulières, n'irait pas sans poser d'importants problèmes de contrôle de l'utilisation réelle des produits concernés et entraînerait des contraintes insupportables tant pour les usagers que pour les administrations concernées.

Entreprises (création).

13816. — 16 mars 1979. — M. Emile Muller expose à M. le ministre du budget que l'article 17 de la loi de finances pour 1978, ainsi que l'article 19 de la loi de finances pour 1979, créent des incitations fiscales à la création d'entreprises, sous forme de réduction et d'exonération des bénéfices réalisés par les P.M.I. nouvelles. Ces incitations ont pour but d'encourager le développement de la petite et moyenne industrie. Il demande de bien vouloir confirmer qu'une société anonyme ne faisant pas appel à l'épargne publique, dont les statuts portant la date du 15 mars 1977 ont été déposés au greffe du tribunal de commerce le 3 mai 1977 et qui a été inscrite au registre du commerce à la date du 25 juillet 1977 est en droit, toutes autres conditions supposées remplies : de bénéficier des dispositions de l'article 17 de la loi de finances pour 1978 au titre de son premier exercice social clos le 31 décembre 1977 ; de bénéficier au titre de ses deux prochains exercices des dispositions, à son choix et sur option de sa part, soit de l'article 17 de la loi de finances pour 1978, soit de l'article 19 de la loi de finances pour 1979 (exercices 1978 et 1979) ; de bénéficier à nouveau au titre des exercices 1980 et 1981 des dispositions de l'article 17 précité.

Réponse. — Sous réserve que l'entreprise ait été créée à partir du 1^{er} juin 1977, condition considérée comme remplie sauf preuve contraire lorsque la déclaration d'existence est parvenue au service dans le délai prévu à l'article 283 du code général des impôts et après le 31 mai 1977, la question posée par l'honorable parlementaire appelle une réponse affirmative.

Plus-values professionnelles (imposition).

13860. — 17 mars 1979. — M. Jean Foyer rappelle à M. le ministre du budget que l'article 11 de la loi du 19 juillet 1976 portant imposition des ressources provenant des plus-values assimilables à un revenu dispose que : « le régime des articles 39 duodecimes et suivants du code général des impôts est (...) appliqué aux produits de la propriété industrielle définis à l'article 39 terdecies du code général des impôts, quelle que soit la qualité de leur bénéficiaire ». Or, dans son instruction du 30 décembre 1976, commentant la loi du 19 juillet 1976, l'administration, malgré le rejet par le législateur du critère de « la qualité du bénéficiaire », a étendu, semble-t-il, les dispositions du paragraphe 1 bis de l'article 39 terdecies du code concernant les redevances versées entre sociétés dépendantes, aux inventeurs non commerçants. En effet, le régime défini par les articles 39 terdecies et suivants du code général des impôts ne s'appliquerait pas, selon l'administration, lorsque : « les redevances ont été admises en déduction pour l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés de l'entreprise concessionnaire et qu'il existe des liens de dépendance entre le concédant et l'entreprise concessionnaire. En pratique, tel sera le cas lorsque

l'inventeur détiend directement ou par personne interposée la majorité du capital social ou exerce en fait le pouvoir de décision dans l'entreprise concessionnaire ». Or, le paragraphe 1 bis de l'article 39 terdecies du code général des impôts avait seulement pour but de mettre fin aux risques d'abus que l'application du régime de l'article 39 duodecies du code général des impôts aux produits de la propriété industrielle pouvait entraîner à l'intérieur d'un même groupe d'entreprises. Tel est le cas lorsqu'une société détiend systématiquement tous les droits de propriété industrielle mis en exploitation par les autres sociétés du groupe, bien que ces dernières aient pu contribuer à la création de l'invention. La solution ne doit-elle pas être différente lorsque le titulaire du brevet n'est pas une société détenant systématiquement les droits de propriété industrielle du groupe, mais une personne physique, elle-même inventeur. En particulier, un inventeur est-il soumis au régime des plus-values défini à l'article 39 terdecies I du code général des impôts lorsqu'il concède une licence exclusive d'exploitation d'un brevet d'une valeur technique certaine à une société située en France dont il détiend la majorité du capital ou qu'il dirige en fait. Il est également demandé quelle serait la solution applicable; dans le cas d'une cession de brevet entre les mêmes personnes, rémunérées par des redevances proportionnelles au chiffre d'affaires; dans le cas d'une concession entre une société et un dirigeant social salarié.

Réponse. — L'article 11-1 de la loi n° 76-660 du 19 juillet 1978 a étendu le régime des articles 39 duodecies et suivants du code général des impôts aux produits de la propriété industrielle définis à l'article 39 terdecies du même code, quelle que soit la qualité de leur bénéficiaire. Cette disposition a eu pour effet de permettre l'imposition au seul taux de 15 p. 100 des produits de cession ou de concession de droits de propriété industrielle perçus par des inventeurs physiques et antérieurement imposés au taux progressif de l'impôt sur le revenu. Mais, bien entendu, le texte légal conduit à exclure de ce régime particulier les produits encaissés par les inventeurs entrant dans les prévisions du paragraphe 1 bis de l'article 39 terdecies déjà cité. Il convient, d'ailleurs, de remarquer que les motifs qui ont conduit à exclure l'application du taux réduit à l'égard des entreprises industrielles et commerciales bénéficiaires de redevances, lorsque ces redevances ont été admises en déduction pour l'établissement de l'impôt et qu'il existe des liens de dépendance entre le concédant et l'entreprise concessionnaire, trouvent également leur justification lorsque le bénéficiaire des produits de concession est une personne physique. En effet, dans ces deux situations, les redevances versées par la société d'exploitation constituent des charges déductibles pour l'établissement de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés. Or, lorsque le bénéficiaire de ces redevances — qu'il s'agisse d'une entreprise ou d'une personne physique — détiend directement ou indirectement le contrôle de l'entreprise, il peut déguiser une distribution de bénéfices en redevances pour bénéficier abusivement du taux réduit d'imposition à raison de produits qui ont été admis en déduction du bénéfice imposable au taux progressif de l'impôt sur le revenu ou au taux de 50 p. 100 de l'impôt sur les sociétés. En conséquence, les produits nets retirés par un inventeur personne physique de la concession d'une licence exclusive d'exploitation d'un brevet — ou de la cession d'un brevet rémunérée par des redevances proportionnelles au chiffre d'affaires — au profit d'une société dont il détiend la majorité du capital, ou qu'il dirige en fait, doivent être soumis à l'impôt sur le revenu, au titre des bénéfices non commerciaux, dans les conditions de droit commun. En revanche, les dispositions de l'article 39 terdecies 1 bis ne peuvent, en principe, trouver à s'appliquer lorsque les redevances sont versées à un dirigeant salarié non associé de la société. Il ne pourrait en être autrement que si les salaires versés étaient réintégrés en tout ou partie dans les bénéfices sociaux par application des dispositions de l'article 39-1-1° du code général des impôts, le dirigeant salarié non associé étant, dans ce cas, réputé participer au bénéfice social.

Impôts (exonération).

15212. — 20 avril 1979. — M. Gustave Ansart attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation des travailleurs contraints de quitter leur région et leur domicile pour travailler dans une autre région. La situation dramatique de l'emploi et particulièrement dans la sidérurgie oblige de nombreux travailleurs à rechercher un emploi dans d'autres régions et à faire face au problème de leur relogement. Certains d'entre eux et après bien des privations ont fait construire leur maison, en accession à la propriété, habitation qu'ils doivent revendre, ou continuer d'en payer les mensualités, voire même la louer. Tous les frais que cela peut entraîner viennent en plus de ceux du déménagement et du loyer qu'ils auront à payer pour leur habitation sur leur nouveau lieu de travail. Non seulement ces travailleurs se voient privés de leur emploi, mais sont contraints à supporter des charges énormes. Après renseignements, il apparaît qu'en gardant le loge-

ment qu'ils ont fait construire celui-ci serait considéré comme résidence secondaire, avec tout ce que cela comporte comme conséquences du point de vue fiscal. N'ayant pas demandé à quitter leur emploi, ces travailleurs ne devraient en aucun cas être pénalisés. En conséquence, il demande à M. le ministre, étant donné la situation particulière de ces travailleurs, s'il n'envisage pas de prendre les mesures qui consisteraient à les exonérer de toutes taxes afférentes à leur habitation.

Réponse. — En matière d'impôts directs locaux, les dégrèvements représentent un coût élevé pour le budget de l'Etat et les exonérations provoquent des transferts de charges en raison du système de répartition. Par conséquent, de tels avantages ne peuvent être envisagés qu'en faveur des contribuables de condition modeste. Il est précisé à l'honorable parlementaire que les exonérations de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties sont maintenues lorsque le propriétaire donne son ancien logement en location à une personne qui l'affecte à son habitation principale ou lorsque sa famille continue à y résider de manière permanente. En outre, le contribuable qui change de résidence ne perd pas son droit aux abattements pour charges de famille prévus pour le calcul de la taxe d'habitation: il continue, en effet, à en bénéficier pour son habitation principale. La législation applicable en matière d'impôt sur le revenu ne comporte pas davantage de conséquences défavorables pour les contribuables qui se réservent la jouissance de leur ancienne résidence. En effet, l'avantage en nature correspondant à la disposition de ce logement est exonéré d'impôt sur le revenu en application de l'article 15-II du code général des impôts. Quant aux contribuables qui vendent leur ancienne habitation, ils sont exonérés d'impôt sur le revenu pour la plus-value éventuellement réalisée si la vente intervient dans un délai normal ou s'il s'agit de la première cession d'une résidence secondaire. Enfin, il est rappelé que les contribuables qui changent de résidence peuvent déduire de leur revenu global, dans la limite de 7 000 francs plus 1 000 francs par personne à charge, les intérêts correspondant à l'achat d'une nouvelle habitation principale, même s'ils ont déjà bénéficié de cet avantage pour leur ancien logement. Ces précisions paraissent répondre aux préoccupations de l'honorable parlementaire.

Taxe sur la valeur ajoutée (assujettissement).

16355. — 18 mai 1979. — M. Pierre-Charles Krieg signale à M. le ministre du budget qu'à partir d'une simple circulaire « interprétative » l'administration des finances paraît vouloir soumettre certaines monnaies de collection au taux de T. V. A. majoré sans qu'il y ait eu la moindre modification de la législation en vigueur. Il semble que cette mesure soit contraire aux dispositions législatives aussi bien qu'aux usages de cette profession. En application de cette nouvelle interprétation, les agents du fisc font, depuis quelques mois, la tournée des numismates professionnels pour leur réclamer, sur quatre dernières années d'activité, des sommes importantes au titre d'une T. V. A. qu'ils n'ont jamais encaissée. Quant au présent, le fait de prétendre taxer les monnaies d'or et d'argent de plus de 20 grammes au taux de 33 1/3, au moment même où une nouvelle législation soumet déjà ces pièces, dans bien des cas, à la taxe sur les plus-values, amènerait les numismates professionnels, spécialisés dans la vente de ces monnaies, à devoir, compte tenu de la taxe professionnelle et des autres impôts existants, acquitter au Trésor la moitié de leur marge commerciale avant d'avoir commencé à payer les salaires, les charges sociales et les frais généraux, ce qui ne paraît pas réaliste. De plus cette mesure ne paraît guère équitable puisque si cette interprétation nouvelle devait être retenue, les mêmes monnaies seraient soumises à des régimes d'imposition bien différents selon la qualité du vendeur. Vendues par des numismates professionnels, elles acquitteraient la T. V. A. au taux de 33 1/3 tandis qu'elles seraient soumises à l'équivalent de la T. V. A. normale dès lors qu'elles seraient vendues par des commissaires-priseurs. Vendues par des établissements financiers, certaines d'entre elles seraient purement et simplement exonérées de T. V. A. Enfin cette mesure tendrait à créer un monopole de fait, pour la vente des monnaies d'or et d'argent de plus de 20 grammes au profit des commissaires-priseurs et des établissements financiers. Il serait dès lors reconnaissant à M. le ministre du budget de bien vouloir faire connaître son point de vue sur ce problème.

Taxe sur la valeur ajoutée (taux).

16943. — 2 juin 1979. — M. Georges Mesmin, se référant à la réponse donnée à sa question écrite n° 33976 (Journal officiel, Débats A. N. du 19 mars 1977, p. 1133), expose à M. le ministre du budget qu'il semble opportun de réexaminer les dispositions retenues pour le taux de la T. V. A. applicable aux ventes de monnaies anciennes et médailles de collection. D'après une étude approfondie à laquelle ont procédé les représentants de la profession, il semble qu'un glissement d'interprétation s'est produit à

ce sujet dans le droit fiscal. Lors de l'institution de la T.V.A. les monnaies anciennes ont continué à être assimilées à des objets d'antiquité ou de collection, conformément à la législation précédemment en vigueur. Les transactions portant sur ces monnaies anciennes sont demeurées soumises au taux normal fixé actuellement à 17,60 p. 100. Ce classement était justifié par le fait que, dans les monnaies anciennes, la valeur du métal précieux est toujours inférieure à 50 p. 100 de la valeur commerciale. Il convient de noter, d'ailleurs, que la septième directive des Communautés européennes prévoit l'application du taux normal de la T.V.A. pour les objets d'antiquité et de collection. L'article 90-05 du code des douanes, qui est toujours en vigueur, précise, de son côté, que les objets de collection sont ceux qui présentent un intérêt historique, archéologique, paléontologique, ethnographique et numismatique. Or cette doctrine est actuellement remise en question par l'administration, qui, se fondant sur la réponse donnée à la question écrite n° 33976, entend soumettre au taux majoré de 33,33 p. 100 « les monnaies anciennes ou médailles de collection constituées en entier ou en partie de platine, d'or ou d'argent, sous réserve, dans ce dernier cas, que le poids d'argent excède vingt grammes ». Une telle interprétation, qui ne paraît en aucune manière fondée sur le plan juridique, et dont l'administration prétend faire une application rétroactive, a pour conséquence de mettre en difficulté un certain nombre de numismates. Si elle était maintenue, elle donnerait lieu à de graves difficultés dans la profession, qui se trouverait injustement désavantagée par rapport aux commissaires-priseurs et aux banques. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas de donner toutes instructions utiles en vue de mettre fin à cette confusion regrettable et de maintenir en vigueur l'assimilation réglementaire des monnaies anciennes aux objets d'antiquité ou de collection, de sorte que le taux de la T.V.A. applicable aux transactions sur ces monnaies soit le taux normal et non le taux majoré.

Réponse. — La circulaire à laquelle les honorables parlementaires font allusion n'a pas modifié le régime applicable aux monnaies de collection en matière de taxe sur la valeur ajoutée. L'administration a publié dans le courant de l'année 1974 un exposé complet du régime de l'or, à jour au 1^{er} décembre 1973. Il a été rappelé en cette circonstance que les monnaies et médailles de collection présentant un intérêt numismatique suivent le régime des biens d'occasion. A ce titre, elles sont passibles de la taxe depuis le 1^{er} janvier 1958 lorsqu'elles sont vendues en France, en dehors des ventes publiques soumises au droit proportionnel d'enregistrement, par des personnes qui se livrent à leur négoce, qu'il s'agisse de numismates professionnels, d'établissements bancaires ou financiers ainsi que, dans certains cas, par les entreprises qui les ont inscrites à un compte d'immobilisations de leur bilan. Le taux applicable est déterminé exclusivement par la nature des métaux entrant dans leur composition : les monnaies qui contiennent de l'or, de l'argent ou du platine sont soumises au taux majoré en vertu des dispositions des articles 281 du code général des impôts et 89 de l'annexe III à ce code, à l'exception des pièces d'argent d'un poids inférieur à vingt grammes ainsi que de celles qui sont simplement dorées, argentées, plaquées d'or ou d'argent, qui sont soumises au taux de 17,60 p. 100 par tolérance administrative. Le régime ainsi défini n'a été nullement remis en cause par les dispositions de l'article 261-C-1^{er} nouveau du code général des impôts. En effet, cet article exonère de taxe sur la valeur ajoutée en tant qu'opérations bancaires ou financières les opérations, y compris la négociation, portant sur les devises, les billets de banque et les monnaies qui sont des moyens de paiement légaux, « à l'exception des monnaies et billets de collection ». En outre, l'exonération prévue par le même article pour les opérations relatives à l'or monnayé réalisées par les professionnels du commerce des valeurs et de l'argent ne s'étend pas aux pièces qui constituent des objets anciens ou de collection, et ne concerne, en définitive, que les pièces d'or négociables sur le marché libre de l'or et les barres et lingots de poids et titre admis par la Banque de France. Il est enfin précisé que la proposition de septième directive communautaire relative au régime fiscal des biens d'occasion et des objets d'art, de collection ou d'antiquité, ne comporte aucune prescription concernant le taux applicable à ces biens. Le régime applicable aux monnaies et médailles de collection est donc un régime constant et uniforme, auquel il n'est pas envisagé d'apporter de modification.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

17097. — 8 juin 1979. — M. Pierre Jagoret appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les conditions d'application de la taxe professionnelle. Les distorsions d'imposition provoquées par le passage de la patente à la taxe professionnelle ont amené l'instauration d'un mécanisme de plafonnement basé sur les impositions relatives à l'année 1975. L'application de cette règle de plafonnement pose cependant des problèmes lorsqu'il y a eu changement ou réduction de l'activité de l'entreprise en cause. Il lui demande, en conséquence, s'il ne serait pas normal et conforme à l'esprit qu'en cas de réduc-

tion d'activité, de changement d'objet — notamment lorsqu'il y a changement de propriétaire, d'associé ou d'actionnaire majoritaire, que le montant de la patente de 1975, servant de base au calcul du plafonnement soit réajusté pour tenir compte de ces changements ou réduction d'activité.

Réponse. — En 1976, le système de plafonnement a été conçu de façon volontairement simple pour que chaque contribuable soit en mesure de calculer lui-même son plafond de cotisation. Mais le mode de calcul ainsi retenu était forfaitaire et ne pouvait être prorogé au-delà de quelques années. C'est pourquoi l'article 2 de la loi du 3 janvier 1979 a prévu que le montant du plafonnement pour 1979 serait déterminé en tenant compte de la variation intervenue dans les bases d'imposition de l'entreprise depuis 1976, quels que soient, par ailleurs, les raisons et le sens de cette variation. Le plafond va donc être ajusté en baisse si l'activité s'est réduite. Cette mesure répond à la demande de l'honorable parlementaire. Cela dit, le plafonnement de la taxe professionnelle est une mesure transitoire destinée à ménager les droits acquis par les contribuables antérieurement imposés à la patente afin de faciliter l'adaptation de ces derniers au nouveau régime d'imposition. C'est pourquoi, en cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ne bénéficie du plafonnement que s'il a été personnellement imposé à la patente en 1975.

Impôts locaux (taxe d'habitation).

17039. — 26 juin 1979. — M. Roland Hugué appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la situation des personnes âgées ayant élevé une famille nombreuse et continuant d'habiter un logement trop grand pour elles. En effet, les charges afférentes à un logement spacieux sont élevées, notamment la taxe d'habitation. En conséquence, il lui demande si un abattement sur la taxe d'habitation ne pourrait pas être accordé aux personnes âgées les plus modestes dès lors qu'il ne leur est pas possible d'obtenir un logement confortable, adapté à leurs besoins, et dans le quartier qui leur est familier.

Réponse. — La taxe d'habitation appréhende forfaitairement la capacité contributive des redevables à travers les caractéristiques de leur logement. Il n'est pas douteux, en effet, que le nombre de pièces, le confort et la situation particulière d'un logement, à partir desquels est déterminée la valeur locative, dépendent notamment de l'importance des ressources du contribuable. Cela dit, le Gouvernement est conscient de la nécessité de personnaliser la taxe d'habitation. D'ores et déjà, un grand nombre de personnes âgées et disposant de ressources modestes bénéficient d'un dégrèvement total ou partiel de leur cotisation si elles occupent leur habitation principale dans les conditions prévues à l'article 1390 du code général des impôts. Tel est le cas des titulaires du fonds national de solidarité, ainsi que des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et non imposables à l'impôt sur le revenu. En outre, les communes ont la possibilité d'alléger la charge des personnes âgées les plus démunies en instituant un abattement à la base qui peut conduire, dans certains cas, à une exonération totale de la taxe d'habitation. L'article 8 du projet de loi aménageant la fiscalité locale, voté par le Sénat à l'automne dernier, prévoit, du reste, de renforcer cette possibilité en donnant aux conseils municipaux la faculté d'instituer un abattement à la base supplémentaire de 15 p. 100 en faveur de certains contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu. Enfin, les personnes âgées qui éprouvent des difficultés pour acquitter leurs cotisations d'impôts locaux peuvent demander une remise gracieuse au directeur des services fiscaux compétent. Ces demandes sont toujours examinées avec grande compréhension.

Impôt sur les sociétés (imposition forfaitaire annuelle).

18092. — 1^{er} juillet 1979. — M. Francis Hardy rappelle à M. le ministre du budget que l'article 22 de la loi de finances pour 1974 a institué une taxe forfaitaire annuelle de 1 000 francs à la charge des sociétés et personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés au taux général de 50 p. 100, soit de plein droit, soit par suite d'option sur la totalité ou sur une partie de leurs bénéfices, comme c'est le cas des sociétés en commandite simple pour la part de bénéfice des commanditaires. Cette nouvelle taxe est déductible de l'impôt sur les sociétés dû pendant l'année de son exigibilité et pendant les deux années suivantes. Il s'ensuit que l'imposition nouvelle n'est réellement supportée de façon définitive que par les sociétés déficitaires, c'est-à-dire par celles dont le résultat fiscal est déficitaire pendant au moins trois ans et par les sociétés qui sont « en sommeil ». Par contre, pour les sociétés bénéficiaires, la nouvelle taxe ne constitue qu'une simple avance sur le ou les versements d'impôt sur les sociétés dont l'échéance est postérieure au paiement de ladite taxe. M. Hardy appelle l'attention de M. le ministre

du budget sur le cas d'une société en commandite simple dans laquelle le bénéfice distribuable, constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures, appartient pour 50 p. 100 au gérant à titre de rémunération complémentaire de ses fonctions et, pour les 50 p. 100 de complément, à tous les associés, commandités ou commanditaires, proportionnellement au nombre de leurs parts sociales, à savoir pour le gérant commandité 990 parts et pour chacun des trois commanditaires respectivement 6, 2 et 2 parts. La part des commanditaires ne représentant que 0,5 p. 100 des bénéfices, soit un impôt sociétal de 0,25 p. 100, la société en question, bien qu'elle soit bénéficiaire, ne pourra donc jamais récupérer l'impôt forfaitaire, à moins que la part des trois commanditaires n'atteigne un jour prochain 6 000 francs, correspondant à un bénéfice net de 1 200 000 francs double du chiffre d'affaires annuel. Au cours de l'exercice 1978, le bénéfice net de ladite société ne s'est, en effet, élevé qu'à 25 215 francs après rémunération du gérant commandité, portant la part des trois commanditaires à 126 francs. Il s'étonne de cette disposition qui pénalise annuellement du montant de la taxe les sociétés dont le cas a été concrètement évoqué ci-dessus et lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui indiquer la démarche que celles-ci pourront utilement suivre pour récupérer, conformément à l'esprit de l'article 22 de la loi de finances pour 1974, le montant de ladite taxe.

Réponse. — En créant l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés, dont le montant est actuellement de 3 000 francs, le législateur a voulu que toutes les sociétés qui existent au 1^{er} janvier de chaque année et qui entrent dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés contribuent à la couverture des dépenses publiques pour au moins 3 000 francs, quelle que soit l'importance de leur bénéfice et même si leur résultat est nul ou déficitaire. Sans doute est-il également prévu que le montant de l'imposition forfaitaire est déductible de l'impôt sur les sociétés dû pendant l'année de son exigibilité et pendant les deux années suivantes, mais la circonstance que cette déduction ne puisse être exercée pour un motif quelconque n'affecte en rien l'exigibilité de l'imposition. D'autre part, la situation de fait évoquée par l'auteur de la question paraît exceptionnelle. Sauf cas particuliers, la commandite est, en effet, une forme de société qui a pour objet de permettre à des associés, responsables et solidaires, de trouver des bailleurs de fonds ou commanditaires tenus simplement au passif à concurrence de leur mise. L'objet auquel elle répond implique donc que les commanditaires détiennent une part non négligeable du capital social.

Impôt sur le revenu (détaxation).

18178. — 7 juillet 1979. — **M. Antoine Rufenacht** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'application de la loi relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises, dont l'un des objectifs est d'inciter les épargnants à investir dans les entreprises, améliorer ainsi leur capacité d'autofinancement, ce qui ne peut que profiter à l'économie nationale. Or, dans certaines régions, l'expansion économique est étroitement liée au développement de l'agriculture, lui-même dépendant du dynamisme du secteur coopératif. On pouvait donc légitimement espérer que la loi précitée serait étendue aux associés des sociétés coopératives. Cependant, l'administration, dans une instruction du 23 avril 1979, admet le principe de la détaxation des dividendes versés par les sociétés coopératives à objet commercial et pour les S.I.C.A., mais l'exclut pour les sociétés coopératives agricoles. Cette position contredit formellement l'esprit de la loi, aussi lui demande-t-il de bien vouloir revenir sur cette interprétation.

Impôt sur le revenu (détaxation).

18395. — 7 juillet 1979. — **M. Jean-Marie Daillet** expose à **M. le ministre du budget** que, dans une instruction du 23 avril 1979 (B.O.D.G.L., 5 B. 11-79), l'administration a précisé que les souscriptions au capital des sociétés commerciales ainsi qu'au capital des S.I.C.A. peuvent ouvrir droit au régime de détaxation du revenu investi en actions institué par la loi n° 78-741 du 13 juillet 1978 relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises. Par contre, les souscriptions au capital des coopératives agricoles ne peuvent bénéficier de ce régime, sous prétexte qu'il ne s'agit en l'occurrence ni de sociétés civiles, ni de sociétés commerciales. Il lui fait observer qu'une telle position apparaît injustifiée. On ne peut prétendre que les sociétés coopératives agricoles ne participent pas au développement économique. Or les possibilités de développement d'une coopérative, avec les conséquences bénéfiques qui en découlent (exportations, créations d'emplois) sont fonction de ses capacités d'investissement. Dans certains secteurs, et notamment dans l'agro-alimentaire, il est particulièrement nécessaire d'inciter à l'investissement. La discrimination établie au détriment des sociétés coopératives agricoles est profondément regret-

table. Il suffira, d'ailleurs, à un groupement exerçant la même activité qu'une coopérative agricole, de se constituer sous forme de S.I.C.A. pour que les souscriptions au capital de ce groupement ouvrent droit au régime de la détaxation, alors qu'un tel groupement participe moins à l'effort de développement de l'agriculture que les sociétés coopératives agricoles. Il lui demande s'il n'est pas possible de revenir sur la position définie dans l'instruction du 23 avril 1979 afin que les coopératives agricoles rentrent dans le champ d'application du régime de détaxation prévu par la loi du 13 juillet 1978.

Réponse. — La détaxation du revenu investi en actions prévue par la loi du 13 juillet 1978 constitue un dispositif d'incitation spécifique destiné à favoriser le financement des entreprises industrielles et l'accroissement de leurs fonds propres par le recours à des capitaux externes. Toutefois, pour des raisons de simplicité, la loi du 13 juillet 1978 a retenu comme seul critère celui de la forme juridique des sociétés. Les S.I.C.A. constituées sous forme de société anonyme ou de S.A.R.L. se trouvent donc entrer, en raison de leur forme, dans le champ d'application de la loi précitée. Mais l'extension du dispositif actuel, conçu en fonction d'un objectif prioritaire, ne saurait être envisagée, notamment pour des raisons budgétaires. Par ailleurs, les coopératives bénéficient déjà d'un régime fiscal très favorable, comportant l'exonération de l'impôt sur les sociétés.

Plus-values (imposition) (immobilières).

18268. — 7 juillet 1979. — **M. Claude Birraux** expose à **M. le ministre du budget** les faits suivants: Monsieur P. est décédé en 1945, laissant pour seules héritières ses trois filles. Afin de faire cesser l'indivision à l'égard de l'une d'elles, deux d'entre elles ont cédé à titre d'échange au profit de la troisième leurs droits dans l'un des immeubles dépendant de la succession, aux termes d'un acte reçu en 1958. Par suite cette dernière s'est trouvée seule propriétaire de cet immeuble qui constitue aujourd'hui un terrain à bâtir. Elle se propose de revendre ce terrain. La plus-value dégagée par cette vente se trouve exonérée à concurrence d'un tiers comme représentant les droits recueillis dans une succession ouverte depuis plus de trente ans. A s'en tenir à une interprétation littérale de la loi n° 76-660 du 19 juillet 1976 et des textes pris pour son application, les deux tiers de surplus lui appartenant pour les avoir reçus aux termes d'un échange remontant à moins de trente ans, la plus-value correspondante est taxable. Or cet acte a tous les effets d'un partage (dont il aurait pu indifféremment revêtir la forme) puisqu'il fait cesser l'indivision à l'égard de la co-échangiste venderesse. Il s'agit en effet d'un échange sans soulte d'un tiers d'un immeuble contre deux tiers d'un autre. Si l'acte avait revêtu la forme du partage, la plus-value correspondante aux deux tiers du terrain qui en ont fait l'objet n'aurait pas été taxée. Il lui demande donc s'il n'y a pas lieu de considérer que la plus-value correspondante aux deux tiers du terrain n'est pas imposable, l'acte de 1958 étant fiscalement transparent comme ayant fait cesser l'indivision, et l'ouverture de la succession remontant à plus de trente ans.

Réponse. — Dans la situation exposée par l'honorable parlementaire, la convention par laquelle il a été mis fin à l'indivision existant entre l'attributaire de l'immeuble compris dans l'actif successoral et les autres héritiers s'analyse, au regard de la loi du 19 juillet 1976, comme un partage partiel qui, même stipulé à charge de soulte, n'est pas translatif de propriété. Par suite, l'héritier à l'égard duquel l'indivision cesse est réputé propriétaire de la totalité de l'immeuble sis dans son lot dès l'ouverture de la succession. C'est à partir de cette date qu'il convient de décompter le délai de trente ans à l'expiration duquel les plus-values consécutives à la vente d'un terrain à bâtir sont exonérées. Au cas particulier, le terrain ayant été recueilli dans une succession ouverte depuis plus de trente ans, la plus-value consécutive à la cession de ce bien échappe à toute imposition.

Plus-values (impositions immobilières).

18308. — 7 juillet 1979. — **M. Jacques Douffiagues** expose à **M. le ministre du budget** le cas de l'un de ses correspondants qui, parce qu'il ne trouvait aucun emploi dans sa région, a dû se résoudre à la quitter et à céder un pavillon H. L. M. dont il voulait devenir propriétaire selon la formule de la location-attribution. En attendant de pouvoir réaliser cette cession — ce qui lui fut difficile en raison des dispositions relatives à la location-attribution — il a été contraint de sous-louer son pavillon afin de payer le loyer de son nouveau logement. Aussi est-il imposable au titre des plus-values sur le produit de la cession de ce pavillon. **M. Douffiagues** demande à **M. le ministre du budget** s'il n'estime pas anormal que la législation fiscale puisse ainsi présenter des conséquences défavorables pour un contribuable qui a voulu accéder à la propriété de son logement,

comme le Gouvernement y encourage fortement chaque Français, et a accepté de quitter sa région pour trouver un emploi, ce qui répond également aux recommandations des pouvoirs publics.

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 150 C du code général des impôts, les plus-values sont exonérées lorsqu'elles sont consécutives à la cession d'un immeuble qui constitue l'habitation principale du contribuable. Or cette condition n'est pas remplie lorsque l'immeuble fait l'objet d'une location au moment de la cession. Une telle mutation est donc taxable dans les conditions de droit commun. Toutefois, si l'immeuble en cause a constitué la résidence principale du contribuable pendant au moins cinq ans avant la mise en location, le régime de l'article 35 A du même code relatif à l'imposition des profits spéculatifs n'est pas applicable. La plus-value est déterminée dans les conditions prévues aux articles 150 H, 150 K et 150 M de ce code, c'est-à-dire avec application d'un coefficient d'érosion monétaire et, le cas échéant, d'un abattement de 5 p. 100 par année de possession du bien au-delà de la dixième. Elle est, par ailleurs, diminuée de l'abattement de 6000 francs prévu à l'article 150 Q du même code. L'imposition se trouve donc fortement atténuée. Dans ces conditions, il n'apparaît pas possible d'aller au-delà de ce dispositif en prévoyant, comme le souhaite l'honorable parlementaire, une mesure d'exonération qui, contraire au principe de généralisation de l'imposition des plus-values, conduirait de proche en proche à remettre en cause la taxation des plus-values réalisées dans d'autres situations tout aussi dignes d'intérêt.

Impôts (droits relatifs aux boissons et alcools).

18315. — 7 juillet 1979. — **M. Charles Revet** expose à **M. le ministre du budget** qu'un commerçant recevant en acquit des alcools doit faire accompagner ses livraisons à des détaillants vendant à emporter, ou à des débitants vendant à consommer sur place, d'un document de règle du registre 4 CC lorsqu'elles ne sont pas en emballages munis d'une capsule congé ou facturées sur facture-congé. Il lui demande quel document doit accompagner dans ces mêmes conditions les livraisons faites par un commerçant recevant ses alcools en congé à des détaillants vendant à emporter ou à des débitants vendant à consommer sur place.

Réponse. — En application de l'article 484 du code général des impôts, est considérée comme marchand en gros toute personne qui reçoit et expédie des alcools. Par ailleurs, l'article 502 du même code fait obligation aux débitants de légitimer l'introduction des boissons dans leur établissement par un titre de mouvement régulier justifiant du paiement antérieur des droits, c'est-à-dire par un congé. Ainsi dans l'hypothèse envisagée par l'honorable parlementaire, un commerçant qui recevrait et expédierait des alcools serait tenu de prendre la position de marchand en gros et de se soumettre aux obligations prévues, dans ce cas, par la législation. Cependant, des clients détaillants devraient obligatoirement recevoir les boissons sous le couvert de congés, titre de mouvement qui ne peut être délivré que contre paiement des droits et ce, même si le commerçant expéditeur a lui-même reçu les boissons déjà libérés des droits, sous le couvert de congés. Il ne pourrait éviter cette double imposition qu'en usant de la possibilité, offerte aux marchands en gros, de recevoir les boissons sous le couvert d'acquits à caution et de les détenir en suspension des droits jusqu'à leur expédition aux détaillants.

Taxe sur la valeur ajoutée (taxe).

18397. — 14 juillet 1979. — **M. Jean Briane** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le fait que, jusqu'au milieu de l'année 1974, les monnaies anciennes ont, à juste titre, été considérées par l'administration comme des objets d'antiquité et de collection, et comme telles, étaient soumises au taux normal de T.V.A. Or, sans que soit intervenu aucun changement dans la législation en vigueur et en vertu d'une simple phrase figurant au bas d'une note interprétative publiée par l'administration au milieu de l'année 1974, et confirmée par une réponse à une question écrite en date du 19 mars 1977, certains fonctionnaires des services fiscaux prétendent retirer leur qualité d'objet d'antiquité et de collection aux monnaies anciennes en or et à celles d'argent de plus de 20 grammes, pour les soumettre, en raison de leur composition métallique, au taux de T.V.A. majoré. En application de cette interprétation nouvelle, un certain nombre de numismates professionnels se voient réclamer, sur leurs quatre dernières années d'activité, des sommes importantes au titre d'une T.V.A. qu'ils n'ont jamais encaissée parce qu'ils n'en avaient pas le droit. Une semblable interprétation des textes est manifestement contraire à la loi actuelle et elle le sera d'autant plus dans l'avenir si les bases de la septième directive de la C.E.E. sont retenues par le législateur. Indépendamment de l'aspect juridique de la question, le fait de taxer les monnaies d'or et d'argent de

plus de 20 grammes au taux de 33 1/3, au moment même où une nouvelle législation soumet déjà ces pièces, dans bien des cas, à la taxe sur les plus-values, amènerait les numismates professionnels, spécialisés dans la vente de ces monnaies, à devoir, compte tenu de la taxe professionnelle et des autres impôts existants, acquitter au Trésor la moitié de leur marge commerciale avant d'avoir commencé à payer les salaires, les charges sociales et les frais généraux. D'autre part, si l'interprétation actuelle devait être confirmée par la loi, les mêmes monnaies seraient soumises à des régimes d'imposition bien différents selon la qualité du vendeur. Vendues par des numismates professionnels, elles acquitteraient la T.V.A. au taux de 33 1/3 tandis qu'elles seraient soumises à l'équivalent de la T.V.A. normale dès lors qu'elles seraient vendues par des commissaires-priseurs. Enfin, vendues par des établissements financiers, certaines d'entre elles seraient purement et simplement exonérées de T.V.A. Compte tenu des différents aspects de la question qui viennent d'être évoqués, il lui demande par conséquent quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à la situation actuelle.

Réponse. — La circulaire à laquelle l'honorable parlementaire fait allusion n'a pas modifié le régime applicable aux monnaies de collection en matière de taxe sur la valeur ajoutée. L'administration a publié dans le courant de l'année 1974 un exposé complet du régime de l'or, à jour au 1^{er} décembre 1973. Il a été rappelé en cette circonstance que les monnaies et médailles de collection présentant un intérêt numismatique suivent le régime des biens d'occasion. A ce titre, elles sont passibles de la taxe, depuis le 1^{er} janvier 1968, lorsqu'elles sont vendues en France, en dehors des ventes publiques soumises au droit proportionnel d'enregistrement, par des personnes qui se livrent à leur négoce. Ce régime trouve son application quelle que soit la qualité des vendeurs : numismates professionnels, établissements bancaires ou financiers. Le taux applicable est déterminé exclusivement par la nature des métaux entrant dans leur composition : les monnaies qui contiennent de l'or, de l'argent ou du platine sont soumises au taux majoré en vertu des dispositions des articles 281 du code général des impôts et 80 de l'annexe III à ce code. Par tolérance administrative, les pièces d'argent d'un poids inférieur à vingt grammes ainsi que celles simplement dorées, argentées, plaquées d'or ou d'argent ne sont cependant soumises qu'au taux de 17,60 p. 100. Le régime ainsi défini n'a été nullement remis en cause par les dispositions de l'article 261 C (1^{er}) nouveau du code général des impôts. En effet, cet article exonère de taxe sur la valeur ajoutée en tant qu'opérations bancaires ou financières les opérations, y compris la négociation, portant sur les devises, les billets de banque et les monnaies qui sont des moyens de paiement légaux « à l'exception des monnaies et billets de collection ». En outre, l'exonération prévue par le même article pour les opérations relatives à l'or autre que l'or à usage industriel, réalisées par les professionnels du commerce des valeurs et de l'argent ne concerne que les pièces d'or négociables sur le marché libre de l'or et les barres et lingots de poids et titres admis par la Banque de France. Les opérations portant sur des pièces qui constituent des objets anciens ou de collection se trouvent ainsi exclues de cette dernière exonération. Le régime applicable aux monnaies et médailles de collection est donc un régime constant et uniforme, auquel il n'est pas envisagé d'apporter de modification.

Finances locales (ramassage scolaire).

18592. — 21 juillet 1979. — **M. Lucien Dutard** demande à **M. le ministre du budget** si les collectivités locales qui assurent la gratuité totale du ramassage scolaire peuvent bénéficier d'une subvention complémentaire de l'Etat.

Réponse. — En matière de transports scolaires, l'Etat pratique en effet un taux de subvention renforcé dans les départements où la gratuité se trouve réalisée grâce au financement complémentaire des collectivités locales, dont l'élément essentiel est très généralement constitué par la contribution propre du département. D'une manière générale, l'Etat retient pour chaque département un taux de participation d'autant plus élevé que le pourcentage global de prise en charge de la dépense de transports scolaires par les collectivités locales est lui-même plus important. Cette politique de modulation du taux de subvention du ministère de l'éducation a été définie dans une circulaire du 11 août 1975 dont les dispositions ont été constamment appliquées depuis. Elle a été consolidée, sur le plan réglementaire, par le décret n° 76-46 du 12 janvier 1976 qui ouvre la possibilité à l'Etat de mettre en œuvre un taux de participation supérieur à 65 p. 100 — mais qui ne peut excéder 70,2 p. 100 — dans les départements où les conditions de réalisation de la gratuité des transports scolaires sont remplies du fait de l'effort de financement des collectivités locales. Le taux majoré susceptible d'être ainsi pratiqué est plus fort dans les départements à faibles facultés contributives que dans les

autres. Il est précisé que le taux de participation de l'Etat s'applique lui-même à une dépense de transports incluant strictement les relèvements de prix officiellement autorisés par le Gouvernement, car les crédits de subvention inscrits au budget du ministère de l'éducation sont eux-mêmes calculés sur ces majorations officielles. C'est dire que d'éventuels dépassements de ces hausses consentis localement — par exemple à la suite de dénonciation de contrats d'exploitation de services de transports scolaires par des transporteurs — ont un effet de tassement du pourcentage de participation financière de l'Etat. Il est rappelé enfin que le taux de subvention du ministère de l'éducation n'est pas défini individuellement pour chaque service de transport d'élèves — ce qui conduirait l'administration centrale à prendre des milliers de décisions individuelles et serait peu compatible avec la décentralisation prévalant à l'organisation des transports scolaires — mais fixé globalement pour chaque département, en fonction de la contribution d'ensemble des collectivités locales aux charges de ramassage scolaire qui est constatée à ce niveau.

Plus-values immobilières (imposition).

18449. — 21 juillet 1979. — **M. Emile Koehl** expose à **M. le ministre du budget** la situation d'un particulier qui a acquis en 1953 des parts d'une société civile immobilière donnant droit pendant la durée de la société à la jouissance d'un lot de copropriété bâti et à la dissolution de la société à la pleine propriété du lot en question et lui demande si le délai de vingt ans pour l'exonération de la plus-value est à compter à partir de 1953 ou seulement à compter du jour de la dissolution de la société civile immobilière.

Réponse. — Si, comme il semble, la société visée dans la question est régie par les dispositions de l'article 1655 ter du code général des impôts relatives aux sociétés immobilières de copropriété, cette société est réputée ne pas avoir de personnalité juridique distincte de celle de ses membres. Il s'ensuit que la dissolution de la société n'est pas translatrice de propriété immobilière au sens de la loi du 10 juillet 1976. Par suite, en cas de cession ultérieure de la fraction d'immeuble revenant à l'attributaire, le délai de vingt ans à l'expiration duquel la plus-value est exonérée doit être décompté à partir de la date d'acquisition des parts sociales donnant vocation à la propriété de cette fraction d'immeuble. Au cas particulier, l'attributaire ayant acquis ses parts depuis plus de vingt ans, la plus-value consécutive à la cession de l'immeuble lui revenant échappe à toute imposition.

*Impôt sur le revenu
(charges déductibles : intérêts d'emprunts).*

18700. — 21 juillet 1979. — **M. Serge Charles** expose à **M. le ministre du budget** la situation, au regard des dispositions fiscales relatives à l'achat d'une habitation principale, des contribuables dont la carrière professionnelle exige de fréquents changements de résidence. Ces contribuables ne peuvent en effet bénéficier des dispositions favorables de l'article 156, II-I bis, a et b, du code général des impôts que dans la mesure où ils procèdent, en chaque lieu où ils sont affectés, à l'achat de leur habitation principale. A cette formule qui multiplie bien sûr les frais d'acquisition d'un logement par le nombre de changements de résidence intervenus au cours d'une carrière professionnelle, certains préfèrent celle qui consiste, d'une part à n'être que locataire des logements occupés au gré des affectations successives mais, d'autre part, à acquérir ou à faire bâtir un logement où ils se fixeront en fin de carrière ou lors du départ en retraite. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'appliquer à cette dernière catégorie de contribuables, qui font l'acquisition d'un logement dans les conditions indiquées, les dispositions de l'article 156, II-I bis, a et b, du code général des impôts, afin qu'ils puissent également bénéficier de la déductibilité des intérêts des prêts contractés pour cette acquisition.

Réponse. — La possibilité prévue à l'article 156-II (1° bis) du code général des impôts de déduire du revenu global les dix premières annuités des intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition, la construction ou les grosses réparations des logements occupés par leurs propriétaires constitue une mesure dérogatoire aux principes généraux de l'impôt sur le revenu. En effet, seules sont normalement déductibles les dépenses qui concourent à l'acquisition ou la conservation d'un revenu imposable. C'est en raison du caractère exceptionnel de cette mesure que le législateur en a réservé le bénéfice aux logements affectés à l'habitation principale des intéressés. Il n'est pas au pouvoir de l'administration d'adopter une mesure particulière en faveur d'une catégorie de contribuables. Une telle extension conduirait, en effet, à permettre la déduction d'intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition ou la construction d'immeubles qui, au cours d'une longue période ne seraient utilisés que comme résidences secondaires. Toutefois, afin de faciliter l'acqui-

sition ou la construction des logements destinés à recevoir une telle affectation dans un délai rapproché, les intérêts acquittés avant l'occupation de l'immeuble sont admis en déduction si le propriétaire prend et respecte l'engagement d'y transférer son habitation principale avant le 1^{er} janvier de la troisième année qui suit celle de la conclusion du contrat de prêt. Lorsque l'affectation à l'habitation principale n'intervient qu'après l'expiration de ce délai, les intérêts correspondant à celles des dix premières annuités qui restent éventuellement à verser à la date du changement d'affectation du logement sont également admis en déduction du revenu global.

Taxe sur les salaires (exonération).

18750. — 21 juillet 1979. — **M. Sébastien Couepel** demande à **M. le ministre du budget** d'envisager l'exonération de la taxe sur les salaires au profit des comités cantonaux d'entraide. En effet, ces comités, qui recrutent du personnel pour l'organisation de l'aide ménagère à domicile, sont des émanations des bureaux d'aide sociale. Ce sont donc des associations à but non lucratif percevant des fonds publics et, à ce titre, ils ne devraient pas être assujettis à la taxe sur les salaires.

Réponse. — A moins d'être gérés directement par des bureaux d'aide sociale, les comités cantonaux d'entraide sont soumis à la taxe sur les salaires, dans les conditions de droit commun, alors même qu'une partie de leurs ressources est constituée par des fonds publics. En effet, à l'exception des collectivités locales, de leurs groupements et de certains organismes limitativement énumérés par la loi, au nombre desquels figurent, depuis le 1^{er} janvier 1979, les bureaux d'aide sociale, toutes les personnes physiques ou morales, y compris les établissements publics et les établissements à but non lucratif, sont redevables de la taxe sur les salaires, lorsqu'elles ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée sur 90 p. 100 au moins de leur chiffre d'affaires. L'imposition des comités cantonaux d'entraide à la taxe sur les salaires est donc la contrepartie de l'exonération dont ils bénéficient en matière de taxe sur la valeur ajoutée. Une mesure dérogatoire ne pourrait être limitée à ces seuls organismes et conduirait, de proche en proche, à remettre en cause l'existence même de la taxe sur les salaires. Il en résulterait pour le Trésor une perte de recettes qui ne peut être envisagée dans la conjoncture actuelle. Aussi, sans pour autant méconnaître l'importance du rôle social des comités cantonaux d'entraide, il n'est pas possible de réserver une suite favorable au souhait formulé par l'honorable parlementaire. Toutefois, il est rappelé que l'article 20° de la loi de finances pour 1979 a porté les limites d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires prévues à l'article 231-2 bis du code général des impôts, de 30 000 francs à 32 100 francs et de 60 000 francs à 65 600 francs. Ces dispositions s'appliquent aux traitements et salaires versés à compter du 1^{er} janvier 1979.

Agriculture (zone de montagne).

18763. — 21 juillet 1979. — **M. René Serres** demande à **M. le ministre du budget** s'il n'est pas opportun de prendre toutes décisions utiles afin que les agriculteurs de montagne et notamment les Haut-alpins cessent d'être l'objet de mesures discriminatoires et tatillonnes à la suite des répercussions de la loi du 29 mai 1975, relative à l'aide fiscale à l'investissement. Il lui expose qu'un certain nombre d'agriculteurs haut-alpins se voient actuellement retirer l'aide fiscale de 10 p. 100 que leur avait alors accordée l'administration pour la construction de bâtiments d'élevage, bâtiments réalisés dans les délais prévus, et conformément aux devis descriptifs déposés lors du dépôt de la demande auprès de l'administration, qui avait alors tout pouvoir de refuser cette aide quand elle était demandée au titre d'investissements ne correspondant pas à la réglementation en vigueur. La situation actuelle a pour conséquence directe de placer un certain nombre d'agriculteurs dans une situation financière très préoccupante, tous étant dans l'obligation de recourir aux emprunts afin de pouvoir solder le montant des sommes qui leur sont réclamées.

Réponse. — L'aide fiscale à l'investissement a été instituée pour relancer l'activité des entreprises productrices de biens d'équipement susceptibles d'être renouvelés rapidement. C'est la raison pour laquelle cette mesure a été réservée aux seuls biens amortissables selon le mode dégressif, qui est le régime d'amortissement normalement applicable aux équipements de cette nature (art. 1^{er} modifié de la loi n° 75-408 du 29 mai 1975). Les bâtiments d'exploitation figurent parmi ces biens à la condition que leur durée normale d'utilisation n'excède pas quinze années (code général des impôts, art. 39 A-22°). Il s'agit, d'une manière générale, de constructions relativement légères, dans lesquelles les matériaux de qualité inférieure tiennent une place prépondérante. Or, certains agriculteurs ont sollicité le bénéfice de l'aide fiscale pour des bâtiments ayant une durée normale d'utilisation supérieure à quinze ans. Ces anomalies

n'ont pu être décelées qu'au moment du contrôle des dossiers et après octroi de l'aide. Décidées, en effet, dans le cadre du plan de relance, celle-ci ne pouvait souffrir aucun retard d'application. Les services fiscaux ont donc été conduits à accorder automatiquement l'aide demandée en laissant aux bénéficiaires la responsabilité de leurs déclarations, sous réserve du contrôle a posteriori de ces déclarations et des pièces justificatives produites. S'agissant de dispositions législatives, il n'est pas au pouvoir de l'administration d'accorder le bénéfice de l'aide pour les biens exclus de son champ d'application ni, par conséquent, d'abandonner les opérations de contrôle en cours. Mais, bien entendu, les demandes justifiées de délais de paiement formulées par les agriculteurs qui éprouveraient certaines difficultés seront examinées dans un esprit de large compréhension. Enfin, il est précisé à l'honorable parlementaire que les opérations de contrôle ne se limitent pas, bien évidemment, aux agriculteurs. Il s'agit d'un contrôle général applicable à toutes les professions concernées.

Assurance vieillesse (pensions).

18867. — 28 juillet 1979. — M. Roger Combrisson attire l'attention de M. le ministre du budget sur l'anomalie suivante : selon l'article 71 de la loi de finances n° 59-1454 du 26 décembre 1959, les salariés ayant opté pour une pension de retraite rentrant dans cette catégorie sont pénalisés du fait que cette pension n'est pas révisable. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour la révision des rentes servies dans ce cadre.

Réponse. — Aux termes de la législation existante aussi bien dans le code des pensions civiles et militaires de retraite que dans le code des pensions militaires d'invalidité, la perte de la nationalité française entraîne la suspension du droit à pension. Les dispositions de l'article 71 de la loi de finances pour 1960 prévoient, par dérogation à cette règle, le versement aux pensionnés nationaux des pays ou territoires ayant appartenu à l'Union française ou à la Communauté ou ayant été placés sous le protectorat ou la tutelle de la France, d'indemnités viagères annuelles non réversibles qui se substituent aux pensions ou allocations servies aux intéressés et sont calculées sur la base des taux en vigueur à la date de leur transformation. Usant de la possibilité qui lui était offerte par le paragraphe III de l'article 71, le Gouvernement a consenti des avantages allant au-delà de ce texte, en accordant notamment le droit à réversion au profit des veuves et des orphelins, le droit à révision pour aggravation des infirmités pensionnées et les droits annexes aux pensions militaires d'invalidité (appareillage, soins gratuits, etc.). Ainsi l'article 71 de la loi de finances pour 1960 a donc été corrigé dans ce qu'il avait de plus rigoureux ; il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement d'y apporter de modification.

Plus-values immobilières (imposition).

18914. — 28 juillet 1979. — M. Pierre Mauger demande à M. le ministre du budget de bien vouloir lui fournir les renseignements suivants : aussi bien dans le cadre des dispositions de l'article 35 A du C.G.I. que dans celui des dispositions de la loi n° 76-660 du 19 juillet 1976, quelle doit être la date d'acquisition à retenir lorsque le bien vendu a été acquis en l'état futur d'achèvement (la date de l'acte, la date de l'achèvement ou la date de remise des clés). Par ailleurs, les réévaluations du prix d'achat doivent-elles être appliquées au prix stipulé à l'acte, en fonction de la date de cet acte, ou aux versements de ce prix, en fonction des dates de ces versements.

Réponse. — En cas de vente en l'état futur d'achèvement, il convient de considérer que l'immeuble a été acquis à la date de la conclusion du contrat pour le calcul du délai de détention de vingt ans au-delà duquel la plus-value est exonérée en application de l'article 150 M du code général des impôts et du délai de dix ans prévu au même article pour l'octroi de l'abattement de 5 p. 100 par année de possession sur le montant de la plus-value imposable. Cette même date doit être retenue pour l'application du régime de l'article 35 A du code déjà cité. En revanche, il est tenu compte de la date des différents versements pour la détermination des coefficients d'érosion monétaire qui permettent la révision du prix d'acquisition prévue à l'article 150 K du même code.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

18931. — 28 juillet 1979. — M. Jean-Pierre Defalonde rappelle à M. le ministre du budget que la loi n° 73-8 du 4 janvier 1973 a mis en œuvre l'actionnariat en faveur du personnel des entreprises nationales d'assurances et des banques nationales. Il en est résulté une ou plusieurs distributions d'actions gratuites, lesquelles peuvent être négociées à l'expiration d'un délai de cinq ans ou, préalablement,

dans certains cas particuliers (mariage du titulaire, licenciement, mise à la retraite, etc.). Les détenteurs d'actions sont nombreux, qui vendent celles-ci dès que la loi leur en donne la possibilité, afin de faire face à des besoins urgents. Toutefois, ceux d'entre eux qui ont négocié leurs actions depuis le 1^{er} juin 1978 ont été pénalisés, et ce du fait que la loi n° 78-741 du 13 juillet 1978, dite loi Monory, oblige à détenir pendant quatre ans la valeur globale des actions possédées à compter du 1^{er} juin 1978 pour pouvoir bénéficier de la déduction fiscale des dites actions acquises après cette date. Deux exemples illustrent cet état de fait : 1^{er} M. X. possède 5 000 francs d'actions gratuites qu'il négocie après le 1^{er} juin 1978. S'il acquiert 5 000 francs d'actions Monory, il ne pourra déduire cette somme de ses revenus ; 2^e Pour profiter de cet avantage fiscal, il lui faut en fait acheter 10 000 francs d'actions Monory, ce qui lui permettra de déduire : 10 000 francs — 5 000 francs = 5 000 francs. Il doit être observé, d'une part, que pour bénéficier de la déduction fiscale, le montant des actions gratuites doit être conservé pendant neuf ans (5 + 4), ce qui n'était pas l'intention du législateur puisqu'il s'agissait d'associer les personnels aux bénéfices des entreprises en cause et que, d'autre part, la somme à réinvestir, après vente des actions gratuites et utilisation de la somme perçue, est prohibitive. Les actionnaires gratuits sont donc indirectement lésés puisqu'ils ne peuvent profiter pleinement des avantages fiscaux de la loi Monory, sauf à bloquer une somme parfois trop importante pour eux. De plus, la période de détaxation fiscale des revenus placés en actions a été prolongée en faveur des personnes âgées de plus de cinquante ans dans le but essentiel de les inciter à se constituer un capital en vue de leur départ en retraite. L'obtention de cet avantage est également remise en cause par les effets restrictifs de la loi Monory, tels qu'ils ont été exposés ci-dessus. Ce système freine actuellement en conséquence l'achat de ces actions parmi de nombreux salariés d'entreprises nationalisées puisque 135 000 personnes environ sont touchées. C'est pourquoi il lui demande qu'un texte soit soumis au Parlement prévoyant que les sommes perçues à la suite de la vente des actions gratuites possédées par les salariés des entreprises nationales soient indépendantes des avantages offerts par la loi Monory et ne puissent en aucun cas en diminuer les effets.

Réponse. — Les dispositions de la loi du 13 juillet 1978 relatives à la détaxation du revenu investi en actions ont pour objectif de réorienter l'épargne vers le financement des entreprises industrielles françaises. Pour que ce but soit pleinement atteint, il est nécessaire que les épargnants ne financent pas leurs nouvelles acquisitions de titres ouvrant droit à détaxation par la cession de valeurs de même type détenues antérieurement, et cela quel que soit le mode d'acquisition des valeurs cédées. Ce serait s'éloigner du but ainsi poursuivi que de déroger au dispositif actuel en faveur des actions attribuées gratuitement au personnel.

Cadastre (service).

18992. — 28 juillet 1979. — M. Rémy Montagne demande à M. le ministre du budget dans quelles conditions et dans quel délai pourrait intervenir une décentralisation des services de reproduction des relevés cadastraux. La centralisation actuelle à Saint-Germain-en-Laye aboutit fréquemment à de très longs retards dans la fourniture des tirages aux services départementaux, délais d'un mois, quand ce n'est pas deux.

Réponse. — Tous les bureaux du cadastre disposent de réserves, renouvelées selon les besoins, de plans de vente leur permettant de satisfaire immédiatement les commandes ordinaires présentées par les usagers. Si des commandes plus importantes sont déposées qui ne peuvent être servies sur les stocks existants trop réduits, les bureaux s'adressent au service de la documentation nationale du cadastre à Saint-Germain-en-Laye qui les réapprovisionne généralement dans le mois suivant leur commande. Il est même prévu, dans les cas d'urgence signalée, d'assurer ce réapprovisionnement dans les quinze jours. Il est vrai cependant que l'usine de Saint-Germain-en-Laye, en raison de charges momentanées très importantes, a été contrainte à certaines périodes d'allonger quelque peu ses délais de livraison. Mais à l'heure actuelle, les retards sont résorbés et les délais normaux pratiqués ne doivent pas avoir d'incidence sur la délivrance des plans au niveau local si les bureaux gèrent leurs stocks et se réapprovisionnent sans attendre, selon les prescriptions de l'administration. Au surplus, dans le souci constant d'améliorer la productivité et les conditions de travail des services ainsi que la qualité de leurs prestations, la direction générale des impôts a expérimenté la possibilité de délivrer immédiatement aux utilisateurs des plans cadastraux à jour des derniers changements connus, par reproduction sur place, d'un nouveau « plan minute de conservation » établi sur support plastique transparent. En 1980, ce procédé sera étendu, pour les communes les plus importantes, à plus de quarante bureaux, répartis dans autant de départements.

Impôts (droits relatifs aux boissons et alcools).

19323. — 11 août 1979. — M. Guy Guerneur expose à M. le ministre du budget que les commerçants ambulants en alimentation transportent habituellement des alcools de consommation familiale dont la vente n'est jamais assurée. Ils chargent donc dans leurs véhicules des boissons dont ils ne savent pas si elles seront vendues au cours de la « tournée ». Non vendues, ces boissons sont réglementairement l'objet de droits à payer autant de fois qu'elles seront transportées. L'assimilation de ces commerçants aux particuliers est tout à fait injustifiée et anti-économique. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait souhaitable de rechercher une formule souple et adaptée aux nécessités des régions rurales que l'on cherche à ranimer par ailleurs.

Réponse. — Aux termes de l'article 446 du code général des impôts, aucun entèvement de boissons ne peut être effectué sans déclaration préalable et sans que le transporteur soit muni d'un titre de mouvement énonçant, entre autres indications, les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire. Les commerçants ambulants ne peuvent donc charger dans leurs véhicules que les spiritueux ayant fait l'objet d'une commande. Au surplus, les dispositions de l'article L. 10 du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme interdisent de vendre en ambulance, au détail, les boissons des quatrième et cinquième groupe. Eu égard aux nécessités du contrôle fiscal et de la sauvegarde de la santé publique, il ne paraît pas souhaitable de modifier les dispositions légales de l'article 446 précité qui aboutissent, dans la pratique, à l'interdiction du colportage des boissons alcooliques.

Domaines (administration) : ventes.

19434. — 25 août 1979. — M. Arnaud Lepercq attire l'attention de M. le ministre du budget sur l'attribution faite aux domaines de nombreuses maisons rurales dont les propriétaires sont décédés sans laisser de descendants directs. Malheureusement, il constate que s'écoule un laps de temps très long, en général vingt ans, avant qu'il ne soit trouvé une solution et plus souvent avant qu'il ne soit procédé à une vente. Aussi, assiste-t-on à des occupations irrégulières ou à des pertes de valeur pour ces biens immobiliers par absence d'entretien. Il demande donc à M. le ministre du budget de bien vouloir prendre en considération cette situation, afin de dégager les moyens qui permettraient une accélération de la procédure et ce, dans l'intérêt de la collectivité.

Réponse. — Les biens immobiliers dont il s'agit peuvent être, selon le cas, soit gérés par l'attribution faite aux domaines en qualité de curateur, s'ils dépendent d'une succession vacante ou non réclamée, soit appréhendés directement par l'Etat à l'initiative du domaine s'ils présentent le caractère de biens vacants et sans maître. Les immeubles dépendent d'une succession vacante ou non réclamée lorsqu'ils appartiennent à une personne connue qui est décédée, qu'aucun héritier ne s'est présenté pour réclamer la succession, qu'il n'y a pas d'héritiers connus ou que ceux-ci ont renoncé ou sont demeurés dans l'inaction. Le service des domaines est nommé en qualité d'administrateur provisoire de la succession non réclamée ou de curateur à la succession vacante par le tribunal de grande instance du lieu de l'ouverture de la succession. Dans l'exercice de la mission qui lui est ainsi confiée, le domaine procède aussi rapidement que possible à la réalisation des éléments d'actif et en particulier à l'aliénation des immeubles, sauf à respecter les formes prévues pour la vente des biens de mineurs, afin de préserver les intérêts d'éventuels héritiers. Sont présumés biens vacants et sans maître les immeubles qui appartiennent à une personne qui est inconnue ou qui a disparu sans qu'il soit possible d'apporter la preuve qu'elle est décédée ou qu'il n'existe pas d'ayants droit à la propriété de son patrimoine. Ils peuvent alors être appréhendés par l'Etat suivant la procédure prévue à l'article L. 27 bis du code du domaine de l'Etat et aliénés par la suite. Cette procédure nécessite des délais importants en raison de sa complexité (deux arrêtés préfectoraux doivent être pris et de nombreuses mesures de publicité effectuées pour que la propriété des biens soit attribuée à l'Etat). Qu'il s'agisse de l'un ou de l'autre cas, toutes les précautions prises sont inspirées par la nécessité de ne pas porter inconsidérément ou abusivement atteinte au droit de propriété.

COMMERCE ET ARTISANAT

Charges sociales (entreprise employant des apprentis).

4693. — 22 juillet 1978. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la charge supplémentaire que représente pour une entreprise de neuf salariés enga-

geant un ou plusieurs apprentis le versement aux transports de la taxe fiscale recouvrée par l'U.R.S.S.A.F. Alors que pour la taxe professionnelle, pour la taxe à la formation continue et pour la participation à l'effort de construction, il n'est tenu compte ni du salaire ni du nombre d'apprentis, le versement aux transports tenant compte du nombre d'apprentis et de la masse salariale. M. Noir demande à M. le ministre si cet assujettissement et cette charge supplémentaire ne lui semblent pas de nature à décourager la formation d'apprentis et en contradiction avec la politique actuelle de développement de l'emploi des jeunes.

Réponse. — Conscient des inconvénients que pouvait présenter dans certains cas l'obligation pour l'entreprise de neuf salariés d'avoir à payer le versement transport dès lors qu'elle engageait un ou plusieurs apprentis, le Gouvernement a tenu compte de la question de l'honorable parlementaire et en a effectué l'étude en vue de supprimer cet effet de seuil. C'est la raison pour laquelle deux dispositions législatives complémentaires ont été adoptées par le vote de la loi n° 79-13 du 3 janvier 1979 prévoyant à l'article 1^{er} la prise en charge par l'Etat des cotisations sociales afférentes aux salaires des apprentis, y compris le versement transport, puis, à l'article 2, la suppression de la prise en compte des apprentis effectués au cours de la période allant du 1^{er} janvier 1979 au 31 décembre 1981 dans le calcul des effectifs des entreprises servant de référence pour l'application des dispositions législatives ou réglementaires du code du travail ou du code de la sécurité sociale ainsi que pour l'application des lois modifiées n° 71-559 du 12 juillet 1971 et n° 73-640 du 11 juillet 1973 prévoyant le versement pour les transports.

Départements d'outre-mer (Réunion : assurance maladie maternité).

4786. — 7 décembre 1978. — M. Jean Fontaine expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat ce qui suit : un projet de décret visant à l'application aux artisans des départements d'outre-mer de l'assurance maladie maternité a été soumis en 1977 à l'avis des conseils généraux et aux chambres de métiers de ces collectivités territoriales. Depuis lors, le plus épais silence entoure cette affaire. Il lui demande de lui faire connaître les perspectives et les échéances des solutions envisagées pour mettre un terme à cette situation choquante.

Départements d'outre-mer

(Réunion : assurance maladie maternité).

15266. — 20 avril 1979. — M. Jean Fontaine signale à M. le ministre du commerce et de l'artisanat qu'il y a plus de quatre mois il lui a posé la question suivante n° 9736 : « M. Fontaine expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat ce qui suit : un projet de décret visant à l'application aux artisans des départements d'outre-mer de l'assurance maladie maternité a été soumis en 1977 à l'avis des conseils généraux et aux chambres de métiers de ces collectivités territoriales. Depuis lors, le plus épais silence entoure cette affaire. Il lui demande de lui faire connaître les perspectives et les échéances des solutions envisagées pour mettre un terme à cette situation choquante. » A ce jour, il n'en a pas eu de réponse. Comme il s'agit d'une affaire qui revêt une grande importance pour les professionnels concernés de son département, qui jusqu'à présent n'ont aucune protection sociale, il la lui renouvelle dans l'espoir que les renseignements sollicités lui seront fournis.

Réponse. — Ainsi que le rappelle l'honorable parlementaire, un projet de décret tendant à la mise en place dans les départements d'outre-mer de caisses mutuelles régionales du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles avait été communiqué, pour avis, aux conseils généraux de ces départements à la fin de l'année 1977. Les avis émis par les conseils avaient assorti l'entrée en vigueur de ce régime de conditions telles qu'elles auraient impliqué la modification de la loi ayant institué. Aussi a-t-il paru nécessaire de demander aux représentants des catégories socio-professionnelles concernés d'exposer leur position avant qu'une décision ne soit prise. Deux tables rondes ont donc été organisées au ministère de la santé et de la famille : la première à la fin de 1978, avec les délégués de la Réunion, la seconde au début de l'année 1979, avec les délégués des Antilles-Guyane. Les principaux obstacles ayant été levés grâce à cette concertation, le Gouvernement a décidé l'extension aux départements d'outre-mer du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles tel qu'il est appliqué en métropole. Toutes les indications nécessaires ont été données au ministre de la santé et de la sécurité sociale pour préparer les textes d'application de cette décision.

Retraites complémentaires (professions artisanales).

12882. — 24 février 1979. — M. Parfait Jens attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la nécessité d'étendre le bénéfice de la retraite complémentaire artisanale, instituée par le décret du 14 mars 1978, aux artisans retraités relevant du régime général. En effet, seuls les affiliés à la caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale peuvent désormais prétendre à une retraite complémentaire. En sont donc exclus les artisans retraités du régime général alors que, depuis la loi du 6 juillet 1958 dite « loi Gazler », ils ont contribué, grâce à leurs cotisations, à la solidarité entre les régimes divers. Les priver de la retraite complémentaire artisanale prévue par le décret du 14 mars 1978 semble donc tout à fait injuste et c'est pourquoi il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour réparer le préjudice qui leur est ainsi causé.

Réponse. — Les personnes concernées par la loi du 6 juillet 1956 à laquelle fait allusion l'honorable parlementaire sont les chauffeurs de taxis propriétaires de leur voiture qui, en application des dispositions de cette loi, ont choisi l'affiliation à l'assurance volontaire du régime général de la sécurité sociale pour la couverture du risque vieillesse. La loi leur donnait la possibilité de se dégager de toute obligation envers le régime d'assurance vieillesse des professions artisanales, institué par la loi du 17 janvier 1948, s'ils exerçaient leur option en faveur du régime général de la sécurité sociale. Cette loi doit être appliquée dans toutes ses conséquences, à savoir que les personnes ayant choisi de renoncer au régime de base d'assurance vieillesse des professions artisanales ne peuvent adhérer au régime complémentaire institué par le décret du 14 mars 1978. Cependant, en application des règles du régime relatives aux reconstitutions de carrière, l'organisation autonome de l'assurance vieillesse artisanale valide pour les artisans du taxi, même ceux affiliés à l'assurance volontaire du régime général, toute période d'activité artisanale antérieure à l'obligation de cotiser, c'est-à-dire antérieure au 1^{er} juillet 1952. Ces reconstitutions gratuites de carrière sont faites tant dans le régime de base que dans le régime complémentaire, à raison de deux points par trimestre dans le régime de base et de seize points par trimestre dans le régime complémentaire, avec une refaçon de durée de trois ans dans ce dernier régime.

Sécurité sociale (cotisations).

15135. — 18 avril 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur les difficultés rencontrées par de nombreux artisans ou commerçants pour régler le montant de leurs cotisations sociales, en raison de leurs faibles revenus. Il demande en conséquence, s'il ne serait pas normal de calculer les cotisations sur le revenu réel de l'artisan ou du commerçant, et non sur le bénéfice de l'entreprise, ou si ces cotisations ne pourraient pas faire partie du montant des frais généraux de l'entreprise.

Réponse. — Les charges de protection sociale supportées par l'artisan ou le commerçant pour son propre compte sont déductibles pour la détermination de son bénéfice professionnel imposable. Il en est ainsi notamment des cotisations vieillesse et maladie qui sont assises sur l'ensemble des revenus provenant d'activités non salariées non agricoles tels qu'ils sont retenus pour l'assiette de l'impôt sur le revenu. Il y a donc équivalence entre le bénéfice de l'entreprise et le revenu réel de l'artisan ou du commerçant pour ce qui concerne l'assiette de ses cotisations sociales. De leur côté les cotisations ou les primes versées à une mutuelle ou à une compagnie d'assurance peuvent également être déduites lorsqu'elles sont destinées à garantir l'artisan ou le commerçant contre des risques de maladie et d'accident spécifiquement professionnels.

Assurance vieillesse
(professions artisanales, industrielles et commerciales).

15258. — 21 avril 1979. — M. Gustave Ansart attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la situation des retraités du commerce et de l'artisanat. Depuis deux ans, par l'intermédiaire de leurs associations, les retraités du commerce et de l'artisanat ont entrepris des démarches multiples afin que soient satisfaites les revendications suivantes : 1^o l'alignement définitif de leur régime sur celui des salariés, prévu par la loi d'orientation du 27 décembre 1973 et du 24 décembre 1974 qui prévoyait un système de protection sociale commun à tous les Français serait institué au plus tard le 1^{er} janvier 1978 dans les trois branches : assurances maladie-maternité, vieillesse, prestations familiales ; 2^o une modification du mode de financement de l'action sociale en faisant en sorte que le prélèvement de 0,86 p. 100 permettant le fonctionnement de l'action sociale ne soit pas calculé sur les coti-

salions encaissées mais sur les ressources ; 3^o une représentation plus importante des retraités dans les conseils d'administration de leurs caisses de retraite. En conséquence, il lui demande dans quels délais et quand il entend répondre à la demande des retraités du commerce et de l'artisanat.

Réponse. — Aux trois questions posées par l'honorable parlementaire, les réponses suivantes peuvent être apportées : 1^o L'article 9 de la loi n^o 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat a prévu que les régimes de protection sociale des artisans et commerçants seraient progressivement harmonisés avec le régime général. Ultérieurement, la loi n^o 74-1094 du 24 décembre 1974 relative à la protection sociale commune à tous les Français et instituant une compensation entre régimes de base de sécurité sociale obligatoires a posé le principe d'une harmonisation progressive de l'ensemble de ces régimes. Il convient de souligner que les deux textes législatifs ont employé le terme d'harmonisation et non celui d'alignement. Pour ce qui concerne l'assurance vieillesse, la loi n^o 72-554 du 3 juillet 1972 avait précédemment établi un alignement des régimes d'assurance vieillesse des professions artisanales industrielles et commerciales sur le régime général de sécurité sociale. Cependant, pour les périodes d'assurance antérieures au 1^{er} janvier 1973, date d'entrée en vigueur de la loi, ce sont les règles antérieures qui demeurent applicables. Elles comportaient certains avantages particuliers, mais on pouvait estimer qu'elles étaient, dans l'ensemble, moins favorables que celles du régime général. C'est pourquoi les prestations correspondant aux années antérieures à 1973 ont été réajustées par étapes et de façon forfaitaire à concurrence de 26 p. 100. A ce rattrapage s'ajoutent les revalorisations qui sont effectuées deux fois par an et qui sont identiques à celles effectuées dans le régime général. Au total, depuis le début des mesures de revalorisation jusqu'à la fin du rattrapage en 1977, l'augmentation des retraites en points a été de 161 p. 100 alors que les retraites des salariés n'augmentaient dans le même temps que de 103 p. 100. Par la suite, les revalorisations identiques à celles des salariés ont porté l'augmentation à 180 p. 100, depuis l'étape de 4 p. 100 applicable au 1^{er} juillet 1979. Pour ce qui concerne l'assurance maladie, on peut considérer que, pour la couverture du gros risque, l'harmonisation avec le régime général est maintenant à peu près totale. C'est ainsi, notamment, que les dépenses d'hospitalisation d'une durée inférieure à trente-et-un jours sont couvertes à 80 p. 100 et que les dépenses d'hospitalisation d'une durée supérieure sont prises en charge à 100 p. 100. D'autre part, en cas de maladie longue et coûteuse, l'hospitalisation et toutes les dépenses pharmaceutiques sont désormais remboursées à 100 p. 100. Si le « petit risque » n'a pas fait partie de l'harmonisation, c'est en raison de l'effort contributif financier trop important qu'il aurait alors fallu demander aux assurés. Pour ce qui concerne les prestations familiales, elles sont depuis le 1^{er} janvier 1978, alignées sur celles des salariés grâce à l'institution du complément familial par la loi du 12 juillet 1977. 2^o S'agissant du mode de financement de l'action sociale des régimes de vieillesse des artisans et des industriels et commerçants, deux arrêtés du 3 juillet 1979 parus au Journal officiel du 17 juillet ont concrétisé l'accord précédemment donné par le Gouvernement d'affecter à l'action sociale, outre 0,86 p. 100 du produit des cotisations, 0,86 p. 100 des sommes reçues par le régime de base au titre de la compensation démographique. 3^o Pour ce qui concerne, enfin, la représentation des affiliés retraités au sein des conseils d'administration des caisses de base d'assurance vieillesse, il convient de rappeler que l'article 3 du décret n^o 72-895 du 2 octobre 1972 l'a fixé au quart des administrateurs. Cette disposition a été considérée comme très favorable aux retraités, si l'on remarque que les textes antérieurs ne leur réservaient aucun pourcentage de sièges et que dans le régime général une telle garantie n'existe pas. Le Gouvernement n'envisage donc pas de modifier cette disposition.

Artisans (métiers d'art).

16190. — 17 mai 1979. — M. Vincent Ansquer demande à M. le ministre du commerce et de l'artisanat quelles dispositions il envisage de prendre à l'égard de la maison des métiers d'art ouverte rue du Bac, à Paris.

Réponse. — Créée en 1964, la maison des métiers d'art français (M.M.A.F.) s'est donnée pour mission de promouvoir l'artisanat et de création, mission dont elle s'est à l'origine bien acquittée ; mais la situation s'est progressivement dégradée et son fonctionnement suscite à l'heure actuelle nombre de critiques, notamment l'importance des actions menées à Paris et le manque de déconcentration, la faiblesse de ses effectifs et surtout son coût trop élevé pour les services qu'elle rend à ses adhérents lui sont reprochés. La subvention que lui verse le ministère, de l'ordre du million de francs en 1979, représentée en effet 95 p. 100 de son budget et augmentée chaque année en vue de couvrir les frais occasionnés par le fonctionnement proprement dit et, notamment, la gestion de

la galerie installée rue du Bac; parallèlement, les actions ont diminué et leur coût ne représentait plus que 20 p. 100 du budget de l'association en 1978. C'est pourquoi il a été demandé à la maison des métiers d'art français de reconsidérer les modalités de son action: 1° en élargissant son recrutement, notamment en province; 2° en abandonnant la gestion directe de la galerie de la rue du Bac, qui pourrait éventuellement être reprise par une coopérative; 3° en développant son activité de formation des métiers d'art par l'organisation d'expositions à Paris mais aussi en province. La mise en œuvre de ces orientations est actuellement étudiée par les organes dirigeants de l'association.

Sécurité sociale (professions artisanales et professions industrielles et commerciales).

16550. — 24 mai 1979. — **M. Henri Darras** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur les revendications des retraités du commerce et de l'artisanat. Ceux-ci attendent depuis plusieurs années: l'alignement de leur régime d'assurances sociales sur le régime général des salariés; l'amélioration du mode de financement de l'action sociale, avec un taux de prélèvement sur les ressources et non sur les cotisations encaissées, une représentation plus importante au sein des caisses de retraite. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour répondre aux souhaits de ces retraités.

Réponse. — Aux trois questions posées par l'honorable parlementaire, les réponses suivantes peuvent être apportées: 1° L'article 9 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat a prévu que les régimes de protection sociale des artisans et commerçants seraient progressivement harmonisés avec le régime général. Ultérieurement, la loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974 relative à la protection sociale commune à tous les Français et instituant une compensation entre régimes de base de sécurité sociale obligatoires a posé le principe d'une harmonisation progressive de l'ensemble de ces régimes. Il convient de souligner que les deux textes législatifs ont employé le terme d'harmonisation et non celui d'alignement. Pour ce qui concerne l'assurance vieillesse, la loi n° 72-554 du 3 juillet 1972 avait précédemment établi un alignement des régimes d'assurance vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales sur le régime général de sécurité sociale. Cependant, pour les périodes d'assurance antérieures au 1^{er} janvier 1973, date d'entrée en vigueur de la loi, ce sont les règles antérieures qui demeurent applicables. Elles comportaient certains avantages particuliers, mais on pouvait estimer qu'elles étaient, dans l'ensemble, moins favorables que celles du régime général. C'est pourquoi les prestations correspondant aux années antérieures à 1973 ont été réajustées par étapes et de façon forfaitaire à concurrence de 26 p. 100. Au rattrapage s'ajoutent les revalorisations qui sont effectuées deux fois par an et qui sont identiques à celles effectuées dans le régime général. Au total, depuis le début des mesures de revalorisation jusqu'à la fin du rattrapage en 1977, l'augmentation des retraites en points a été de 161 p. 100 alors que les retraites des salariés n'augmentaient dans le même temps que de 103 p. 100. Par la suite, les revalorisations identiques à celles des salariés ont porté l'augmentation à 180 p. 100 depuis l'étape de 4 p. 100 applicable au 1^{er} juillet 1979. Pour ce qui concerne l'assurance maladie, on peut considérer que, pour la couverture du « gros risque », l'harmonisation avec le régime général est maintenant à peu près totale. C'est ainsi, notamment, que les dépenses d'hospitalisation d'une durée inférieure à trente-et-un jours sont couvertes à 80 p. 100 et que les dépenses d'hospitalisation d'une durée supérieure sont prises en charge à 100 p. 100. D'autre part, en cas de maladie longue et coûteuse, l'hospitalisation et toutes les dépenses pharmaceutiques sont désormais remboursées à 100 p. 100. Si le « petit risque » n'a pas fait partie de l'harmonisation, c'est en raison de l'effort contributif financier trop important qu'il aurait alors fallu demander aux assurés. Pour ce qui concerne les prestations familiales, elles sont, depuis le 1^{er} janvier 1978, alignées sur celles des salariés grâce à l'institution du complément par la loi du 12 juillet 1977. 2° S'agissant du mode de financement de l'action sociale des régimes de vieillesse des artisans et des industriels et commerçants, deux arrêtés du 3 juillet 1979 parus au *Journal officiel* du 17 juillet ont concrétisé l'accord précédemment donné par le Gouvernement d'affecter à l'action sociale, outre 0,86 p. 100 du produit des cotisations, 0,86 p. 100 des sommes reçues par le régime de base au titre de la compensation démographique. 3° Pour ce qui concerne, enfin, la représentation des affiliés retraités au sein des conseils d'administration des caisses de base d'assurance vieillesse, il convient de rappeler que l'article 3 du décret n° 72-895 du 2 octobre 1972 l'a fixé au quart des administrateurs. Cette disposition a été considérée comme très favorable aux retraités, si l'on remarque que les textes antérieurs ne leur réservaient aucun pourcentage de sièges et que dans le régime général une telle garantie n'existe pas. Le Gouvernement n'envisage donc pas de modifier cette disposition.

Chômage (indemnisation) (bénéficiaires).

16576. — 30 mai 1979. — **M. Loïc Bouvard** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur la situation particulièrement difficile des anciens artisans et commerçants inscrits comme demandeurs d'emploi à l'Agence nationale pour l'emploi. Il lui rappelle qu'aucune indemnité de chômage n'est versée à cette catégorie de demandeurs d'emploi qui se trouve par ailleurs privée de couverture sociale. Il lui demande s'il n'envisage pas d'étendre à ces travailleurs indépendants la protection dont bénéficient les salariés privés d'emploi, en particulier à ceux qui, confrontés à des difficultés économiques, sont contraints de fermer leur entreprise et se trouvent de ce fait « involontairement » privés d'emploi.

Réponse. — La situation difficile dans laquelle se trouvent les commerçants et artisans qui ont dû cesser leur activité pour des raisons économiques et ne bénéficient pas d'allocations de chômage retient l'attention des pouvoirs publics. Des contacts ont été établis avec les administrations concernées en vue d'aboutir à une solution satisfaisante de ce problème. S'agissant de la couverture sociale des personnes concernées, il y a lieu de noter qu'en application de la loi du 2 janvier 1978 relative à la généralisation de la sécurité sociale, le délai durant lequel les assurés sont maintenus dans leurs droits aux prestations de l'assurance maladie-maternité lorsqu'ils ont cessé de remplir les conditions d'assujettissement à un régime a été porté de un mois à trois mois.

Artisans (entreprises artisanales).

17697. — 22 juin 1979. — **M. Pierre Cornet** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur les inquiétudes manifestées actuellement par les milieux artisanaux. Non épargnés par le chômage et l'inflation, les artisans sont, par ailleurs, directement frappés par l'augmentation des cotisations sociales. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte par ailleurs prendre pour lutter efficacement contre la concurrence du travail clandestin et, d'une façon générale, pour donner corps à son intention, manifestée dans le projet sur les grandes options du VIII^e Plan, de mener une politique plus favorable à l'artisanat.

Réponse. — Le Gouvernement est conscient de l'importance des problèmes évoqués par l'honorable parlementaire. En ce qui concerne l'augmentation des cotisations de sécurité sociale un effort important a été effectivement demandé aux Français à deux reprises cette année. Ces augmentations se sont avérées nécessaires pour résoudre le problème posé par le déficit de sécurité sociale, tout en conservant le niveau élevé de protection sociale auquel sont attachés tous les Français. S'agissant du régime de vieillesse des artisans, l'application du principe de son alignement sur celui des salariés impose d'adopter le même taux de cotisation. Dans le domaine de l'assurance maladie et maternité où l'harmonisation avec le régime général n'est pas totalement réalisée et dans lequel n'existent pas notamment les indemnités journalières, les premières mesures de réajustement des cotisations ont été adaptées à cette situation. Elles ont pu être limitées à une contribution demandée aux revenus les plus élevés. Les secondes mesures concernant les cotisations d'assurance maladie qui viennent d'être adoptées n'ont pas été étendues au régime des non-salariés non agricoles compte-tenu des efforts contributifs précédemment acceptés par ses ressortissants qui ont permis d'atteindre cette année l'équilibre financier sans aides extérieures. Quant à la lutte engagée contre le travail clandestin, l'honorable parlementaire n'ignore pas les mesures déjà prises dès la publication de la loi du 11 juillet 1972 depuis lors codifiée au code du travail et donnant aux préfets la mission de coordonner l'action locale des diverses administrations et des organisations institutionnelles et professionnelles en ce domaine. Conjointement avec le secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, une campagne nationale d'information sur le travail clandestin a été organisée en mai 1979. D'autres mesures et propositions sont actuellement à l'étude. Déjà, l'obligation d'afficher sur les chantiers les noms des entreprises y travaillant a fait l'objet du récent décret n° 79-492 du 13 juin 1979. Par ailleurs, un examen de la jurisprudence relative à l'application de la loi précitée du 11 juillet 1972 a été engagée en vue de rechercher si une éventuelle modification de ses principales dispositions est souhaitable.

Chambres des métiers (personnel)

17901. — 27 juin 1979. — **M. Emmanuel Aubert** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que, par décision de la commission paritaire nationale, et en vertu du protocole d'accord signé le 16 mai 1979 au nom des représentants des employeurs

et des représentants des salariés, les salaires des personnels des chambres de métiers devaient bénéficier d'une majoration de 10,32 p. 100. Or, cette majoration serait limitée par les pouvoirs publics à 9,715 p. 100. Il lui demanda quelles sont les raisons qui peuvent motiver une telle mesure qui va contre un accord paritaire légal, lequel avait déterminé une augmentation des rétributions ne couvrant d'ailleurs même pas le montant de l'inflation. Il souhaite que, dans un strict souci d'équité, les dispositions réduisant la majoration initialement prévue soient rapportées.

Réponse. — La majoration des traitements des personnels des chambres de métiers décidée par la commission paritaire nationale dans sa réunion du 26 mars 1979 pour prendre effet du 1^{er} avril 1979 a été notifiée dans son intégralité pour exécution aux présidents de chambres de métiers par le ministère du commerce et de l'artisanat. Elle s'analyse en une augmentation de 10 p. 100 au titre de l'année écoulée, soit 9,7 p. 100 pour le maintien du pouvoir d'achat calculé par rapport à l'évolution de l'indice des prix à la consommation des ménages publié par l'I. N. S. E. E. et 0,3 p. 100 au titre de la progression du pouvoir d'achat, et en une augmentation de 0,3 franc de la valeur mensuelle du point à titre d'avance sur l'évolution à prévoir pour la période annuelle suivante.

Artisans (aide spéciale compensatrice).

18127. — 1^{er} juillet 1979. — M. Jean Briane attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur les conditions d'attribution de l'aide spéciale compensatrice aux artisans cessant leur activité. Il lui cite le cas d'un artisan en électricité automobile qui a créé une société de fait avec ses deux fils également artisans. Ayant atteint l'âge de la retraite, l'intéressé a cessé son activité sans retirer aucun profit de la cession de fonds puisque celui-ci continue à être exploité par les deux fils. Il lui demande si, dans un cas de ce genre, l'artisan retraité ne pourrait bénéficier de l'aide spéciale compensatrice puisqu'il abandonne ses droits à ses enfants et ne perçoit aucune somme provenant de la cession du fonds.

Réponse. — L'artisan, en société de fait avec ses deux fils, qui leur a fait donation de son entreprise avant de déposer une demande d'aide spéciale compensatrice au titre de la loi du 13 juillet 1972 instituant des aides en faveur des commerçants et artisans âgés, ne peut bénéficier de cette aide puisqu'il s'est mis hors du champ d'application de la loi. En effet, il n'est plus en activité ainsi que l'exige l'article 19 du texte et ne peut, de ce fait, mettre son fonds en vente par l'affichage pendant trois mois, ainsi que le précise l'article 11. Par contre, un artisan en activité qui s'est mis en société de fait avec ses enfants, eu égard à l'intérêt familial qui s'attache alors à la survie de l'entreprise, peut obtenir l'aide s'il présente à la caisse d'assurance vieillesse le texte d'une convention de rachat de ses parts qui le dispensera de mettre son entreprise en vente par voie d'affichage.

Artisans (aide spéciale compensatrice).

18202. — 7 juillet 1979. — M. Lucien Dutard attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la situation d'un retraité ancien artisan. Celui-ci s'est vu refuser, le 10 avril dernier, par la commission de première instance du contentieux de la sécurité sociale de la Dordogne le bénéfice de l'aide spéciale compensatrice au motif qu'il n'avait pas exercé pendant quinze ans la profession d'artisan et que même si la dispense était applicable il n'aurait pas exercé pendant douze ans. En effet, cette personne a travaillé onze ans et un mois comme artisan. Mais là où la législation apparaît inéquitable c'est qu'il a été contraint de prendre sa retraite au titre de l'invalidité. S'il avait pu continuer son activité comme il le désirait il aurait acquis normalement les quinze ans. La réglementation lui paraît injuste et draconienne en tant qu'elle ne tient pas compte des situations individuelles indépendantes des choix personnels, surtout s'agissant de l'obligation de quitter une activité pour raisons de santé. C'est pourquoi il lui demande les mesures d'équité qu'il envisage de prendre dans ce cas particulier et pour les cas analogues.

Réponse. — La loi du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur des artisans âgés précise que le bénéfice de l'aide spéciale compensatrice peut être accordé aux artisans qui pourront justifier d'au moins quinze ans d'activité en tant que chef d'entreprise. La loi du 28 mai 1977 a permis toutefois de réduire cette durée à 13 ans et demi, à titre exceptionnel. Le législateur a en effet voulu réserver le bénéfice de ces aides aux personnes dont le commerce ou l'artisanat a été véritablement l'activité principale, ce qui ne serait pas le cas en dessous d'un tel seuil.

CONDITION FEMININE

Radiodiffusion et télévision (programmes).

17116. — 8 juin 1979. — M. Charles Filerman attire l'attention de Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine sur l'insuffisance de la place accordée à la relation des résultats obtenus dans le secteur du sport féminin par la radio et la télévision. En effet, M. Charles Filerman ayant suivi avec un intérêt particulier la progression de la section féminine de basket Association sportive d'Orly, a été amené à constater l'insuffisance avec laquelle il a été rendu compte de leurs performances réalisées dans le cadre de leur participation à la coupe d'Europe Ronchetti. D'une manière générale et de la même façon on peut constater que les moyens d'information n'accordent pas une importance suffisante au sport féminin tant au point de vue de sa pratique que des résultats obtenus. Si l'on veut contribuer au développement de celui-ci il convient donc de prendre une série de mesures appropriées. M. Charles Filerman demande donc à Mme le ministre quelles mesures elle compte prendre pour redresser cette situation, et notamment pour que la radio et la télévision rendent compte des résultats obtenus dans ce secteur.

Réponse. — D'une manière générale le sport féminin se pratique et se développe de façon satisfaisante. S'il est vrai qu'en l'état actuel des esprits les épreuves masculines attirent plus fréquemment l'attention du public, il est des disciplines, telles la gymnastique ou le patinage artistique notamment, pour lesquelles l'audience donnée à la pratique féminine n'a rien à envier à celle réservée aux sports masculins les plus populaires. Le choix des sujets d'émission et de l'importance à leur donner relève, au demeurant, des sociétés de radio et de télévision, qui ont la pleine responsabilité de leurs programmes et de leur audience dans le public, et c'est en définitive par l'amélioration progressive et générale de la place faite à la femme dans notre société, dans tous les secteurs (y compris dans le domaine sportif) et à tous les niveaux, et par l'évolution des mentalités qui en résultera, que pourra être atteint l'objectif envisagé par l'honorable parlementaire.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

17524. — 20 juin 1979. — M. Louis Odru appelle l'attention de Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine, sur la situation de Mlle A. P., surveillante d'externat depuis septembre 1972, devenue stagiaire en avril 1973, cette personne arrive à la fin de sa délégation en juin 1979. Depuis sept ans, ses supérieurs hiérarchiques ont estimé que son travail « donnait entière satisfaction » et sa note professionnelle a toujours été de 19 ou de 20. Licenciée en psychologie, elle présente un mémoire de maîtrise en juin 1979. Afin de préparer avec quelque chance de succès le C. A. P. E. S. de sciences et techniques économiques, elle a demandé à être maintenue dans son poste pendant une année supplémentaire. Mlle A. P. est mère célibataire d'un enfant de quatre ans, et sa maternité l'a obligée à interrompre ses études universitaires ainsi que ses activités professionnelles de janvier à juillet 1975. Il lui demande si elle n'estime pas que le maintien de Mlle A. P. dans son poste de surveillante durant une année supplémentaire ne contribuerait pas à compenser l'interruption due à la maternité et à réparer une injustice sociale liée à la condition féminine et non prévue par la réglementation.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

19443. — 25 août 1979. — M. Louis Odru demande à Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine, pour quelle raison elle n'a pas répondu à sa question écrite n° 17524 (insérée au J. O., Débats de l'Assemblée nationale, du 20 juin 1979), concernant la situation de Mlle A. P., surveillante d'externat depuis septembre 1972, devenue stagiaire en avril 1973, cette personne arrive à la fin de sa délégation en juin 1979. Depuis sept ans, ses supérieurs hiérarchiques ont estimé que son travail « donnait entière satisfaction » et sa note professionnelle a toujours été de 19 ou de 20. Licenciée en psychologie, elle présente un mémoire de maîtrise en juin 1979. Afin de préparer avec quelque chance de succès le C. A. P. E. S. de sciences et techniques économiques, elle a demandé à être maintenue dans son poste pendant une année supplémentaire. Mlle A. P. est mère célibataire d'un enfant de quatre ans, et sa maternité l'a obligée à interrompre ses études universitaires ainsi que ses activités professionnelles de janvier à juillet 1975. Il lui demande à nouveau si elle n'estime pas que le maintien de Mlle A. P. dans son poste de surveillante durant une année supplémentaire ne contribuerait pas à compenser l'interruption due à la maternité, et à réparer une injustice sociale liée à la condition féminine et non prévue par la réglementation.

Réponse. — A l'occasion d'un exemple, l'honorable parlementaire demande dans quelle mesure il pourrait être possible de prolonger dans leurs fonctions les surveillants d'externat qui préparent le certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (C.A.P.E.S.). Une telle possibilité existe dans les faits par extension aux candidats qui préparent ce concours au bénéfice de l'article 2, deuxième alinéa, du décret du 27 octobre 1938 portant statut des surveillants d'externat. Ce texte prévoit, en effet, la possibilité de prolonger les fonctions de ces personnels pour une durée d'un an afin de leur permettre de se présenter à l'agrégation ou pour achever la préparation d'un doctorat.

CULTURE ET COMMUNICATION

Radiodiffusion et télévision (programmes).

8663. — 16 novembre 1978. — M. Michel Noir demande à M. le ministre de la culture et de la communication si, dans le cadre des émissions radiophoniques du dimanche matin, une séquence ne pourrait pas être réservée à nos compatriotes français de confession islamique. Il s'étonne que cette catégorie de Français avoisinant les 800 000 personnes ne puisse pas bénéficier, au même titre que d'autres catégories, d'un temps d'antenne.

Réponse. — L'article 38 du cahier des charges de la société de radiodiffusion « Radio-France » stipule que « la société programme, le dimanche matin, des émissions à caractère religieux consacrées aux principaux cultes pratiqués en France. Ces émissions sont réalisées sous la responsabilité des représentants mandatés des hiérarchies religieuses compétentes établies en France et peuvent prendre la forme de retransmissions de cérémonies culturelles ou de commentaires religieux. Les frais de réalisation sont pris en charge par la société dans les limites fixées par elle. » La création d'émissions musulmanes à la radio pourra donc être envisagée dès lors qu'une instance composée de représentants mandatés des hiérarchies religieuses aura été désignée pour assumer conformément au cahier des charges de Radio-France la responsabilité de ces émissions.

Associations (moyens d'information).

11169. — 20 janvier 1979. — M. Roland Huguet demande à M. le ministre de la culture et de la communication s'il compte prendre des mesures incitatives, et lesquelles, pour accroître l'accès du monde associatif aux moyens d'information de masse et augmenter les possibilités des associations de se faire entendre et de se faire connaître.

Réponse. — Aux termes des articles 41 et 42 des cahiers des charges de TF1 et d'A2, 42 et 43 de FR3, un nombre appréciable d'associations ont la possibilité de s'exprimer par le canal de l'I.N.C. sur TF1 et A2 et par celui des unions régionales des organisations de consommateurs sur FR3. Par ailleurs, l'émission « Tribune libre » prévue à l'article 17 du cahier des charges de FR3 a donné, en 1978, la parole à 62 associations sans finalité politique ou syndicale.

Radiodiffusion et télévision (programmes).

12749. — 24 février 1979. — M. Alain Madelin attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur les services minimaux que le public attend de la radiodiffusion et de la télévision et sur les conséquences des grèves répétées et prolongées qui pénalisent la population, et, plus spécialement, les enfants, les personnes âgées ou les malades. Il lui demande de bien vouloir étudier les mesures qui peuvent être prises pour qu'un service minimum de qualité puisse être assuré les après-midi des mercredi, samedi, dimanche, jours fériés et jours de vacances scolaires et pour que les conventions passées entre les sociétés et les fédérations sportives soient respectées.

Réponse. — Le Gouvernement partage les préoccupations de l'honorable parlementaire sur les conséquences des grèves répétées et prolongées qui pénalisent la population et plus spécialement les enfants, les personnes âgées ou les malades. L'utilisation systématique qui a été faite des préavis de grève déposés sans discontinuité pendant près d'un mois est apparue inacceptable aux 40 millions de Français qui paient la redevance. Conscient de ces abus, le Parlement a voté, à l'initiative notamment de l'honorable parlementaire, auteur de cette question, un texte de loi permettant aux présidents des chaînes de prendre, en cas de préavis de grève, les mesures nécessaires pour assurer à l'ensemble des Français le service qu'ils ont en droit d'attendre.

Radiodiffusion et télévision (audio-visuel).

16063. — 11 mai 1979. — Mme Edwige Avice s'inquiète auprès de M. le ministre de la culture et de la communication des propos qu'il a tenus le 19 avril dernier au salon du M. I. P.-T. V. Il y aurait dit en effet : « Malgré certains problèmes, la situation à l'I. N. A. n'est en rien comparable avec celle de la S. F. P., il n'y a aucun drame, aucun licenciement sous roche. » Or, elle tient à lui signaler, s'il n'en était pas informé, que certains contrats à durée déterminée, concernant des personnes qui étaient généralement là depuis longtemps, ne sont pas renouvelés. On lui a cité ainsi trois cas de ce type dans le service production. Quelle qu'en soit la forme juridique, il est difficile de nier qu'il y ait là des licenciements. Elle lui demande donc s'il compte mener une politique cohérente de défense de l'emploi à la télévision et, par là, de défense de la qualité de celle-ci ou si, au contraire, il veut poursuivre une politique de démantèlement en contournant la négociation en cours à la S. F. P. et en mutant une partie des personnels de cette société à la place de licenciés dans d'autres sociétés.

Réponse. — Depuis 1975, l'I.N.A. a procédé à de nombreux recrutements pour lui permettre d'accomplir les missions qui lui ont été confiées par la loi du 7 août 1974. En effet, les effectifs ont progressé de 37 p. 100, passant de 717 agents à 983. Parmi toutes les catégories de personnels, c'est celle des statutaires qui a le plus progressé, puisque leur nombre s'est accru de 43 p. 100. En outre, depuis octobre 1978, tous les agents hors statut recrutés sur des emplois devenus par la suite permanents se sont vu proposer des contrats à durée indéterminée. Ce rappel de quelques données suffit à montrer combien le Gouvernement s'est attaché à renforcer en personnels ce secteur important de l'audiovisuel. Comme toute entreprise, l'I.N.A. est amené à recruter des collaborateurs occasionnels pour certaines tâches ponctuelles dont la durée est limitée dans le temps. Ce type de collaboration ne peut évidemment pas représenter une promesse d'engagement définitif. La politique qui consisterait à intégrer systématiquement tout collaborateur occasionnel entraînerait un tel coût financier pour l'I.N.A. que sa mission de service public s'en trouverait compromise. Ce manque de rigueur dans l'utilisation des crédits publics serait à juste titre relevé par le Parlement qui en a le contrôle.

Radiodiffusion et télévision (programmes).

16525. — 24 mai 1979. — M. Martin Malvy rappelle à M. le ministre de la culture et de la communication que si les Français sont européens — encore que leurs sentiments diffèrent sur la manière de construire l'Europe et sur les finalités à lui assigner — ils sont également profondément attachés au passé de leurs régions respectives. Manifestation de la richesse et de la diversité de notre patrimoine national, les cultures régionales imprègnent notre territoire et connaissent depuis plusieurs années un renouveau d'intérêt plus profondément ressenti par la jeunesse. Au moment où l'Europe s'apprête à connaître une nouvelle étape dans le fonctionnement de ses institutions, il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que la télévision conserve à ces cultures régionales des émissions régulières (informations, dramatiques, variétés), et s'il est disposé à prévoir cette programmation dans le cahier des charges de F.R. 3.

Réponse. — Aux termes des articles 20 et 21 de son cahier des charges, la société F.R. 3 est tenue de programmer des émissions rendant compte de la vie et de l'actualité régionale dans les domaines économique, social, culturel et scientifique et permettant une meilleure connaissance des institutions politiques, administratives et socio-professionnelles de la région. Depuis 1975, notamment, les pouvoirs publics ont été particulièrement conscients des valeurs que représentent les cultures régionales et de la nécessité de conserver à ces cultures des émissions régulières. En 1978, 28 000 heures de programmes radiophoniques et 3 500 heures de programmes télévisés ont été consacrés à des diffusions régionales et répondent au souci de l'honorable parlementaire de voir conserver la richesse et la densité du patrimoine culturel national.

Français (langue) (radiodiffusion et télévision).

17016. — 6 juin 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de la culture et de la communication de bien vouloir lui indiquer : 1° quelles méthodes le secrétariat permanent du langage de l'audio-visuel utilise actuellement pour apprécier la qualité de la langue parlée par les présentateurs et les journalistes de radio et de télévision ; 2° de quelle manière et avec quelle périodicité il fait connaître ses observations et critiques éventuelles aux intéressés.

Réponse. — Le secrétariat permanent du langage de l'audio-visuel dispose à l'heure actuelle d'un observateur du langage à temps partiel et d'une analyste, spécialiste de linguistique, placés sous l'autorité d'un agrégé de l'université, par ailleurs rapporteur au haut comité de la langue française. Il reçoit également des relevés d'écoute qui lui sont adressés chaque semaine par le service d'observation des programmes. Le secrétariat permanent du langage de l'audio-visuel demande aux observateurs chargés de surveiller la qualité du langage pratiqué à l'antenne de relever systématiquement tous les énoncés qui apparaissent fautifs dans les domaines lexical, syntaxique et phonétique, ainsi que dans le domaine de l'orthographe des panneaux, tableaux et sous-titres des programmes de télévision. Il leur est également demandé de noter l'apparition des anglicismes et des néologismes, et d'apprécier le respect de l'article premier, alinéa 2 de la loi du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française. Le secrétariat permanent du langage audio-visuel, après analyse des relevés d'écoute, rédige depuis janvier 1978 un rapport de synthèse bimensuel où sont citées les fautes les plus significatives et les plus fréquentes, assorties d'avis, de conseils ou plus simplement d'équivalents. Trente-deux rapports ont ainsi été envoyés aux présidents de la commission de la redevance et de celle de la qualité des programmes, ainsi qu'aux présidents des sociétés de programmes. En outre, le secrétariat permanent du langage de l'audio-visuel diffuse des informations linguistiques d'intérêt général comportant, notamment, les listes d'expression ou de termes approuvés dans les conditions prévues par le décret n° 72-19 du 7 janvier 1972 relatif à l'enrichissement de la langue française. Il fonctionne également comme un service de renseignements linguistiques par téléphone pour les professionnels ayant accès à l'antenne. Le secrétariat permanent du langage de l'audio-visuel publie enfin depuis un an un bulletin d'information linguistique, *Media et Langage*, dont la diffusion atteint actuellement 7.500 exemplaires.

Radiodiffusion et télévision (programmes).

17115. — 8 juin 1979. — M. Charles Fiterman attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur l'insuffisance de la place accordée à la relation des résultats obtenus dans le secteur du sport féminin par la radio et la télévision. En effet, M. Charles Fiterman ayant suivi avec intérêt particulier la progression de la section féminine de basket, Association sportive d'Orly, a été amené à constater l'insuffisance avec laquelle il a été rendu compte de leurs performances réalisées dans le cadre de leur participation à la coupe d'Europe Ronchetti. D'une manière générale et de la même façon on peut constater que les moyens d'informations n'accordent pas une importance suffisante au sport féminin tant au point de vue de sa pratique que des résultats obtenus. Si l'on veut contribuer au développement de celui-ci il convient donc de prendre une série de mesures appropriées. M. Charles Fiterman demande donc à M. le ministre de la culture et de la communication quelles mesures il compte prendre pour redresser cette situation, et notamment pour que la radio et la télévision rendent compte des résultats obtenus dans ce secteur.

Réponse. — En dehors des obligations contenues dans les cahiers des charges, la programmation des émissions de télévision relève de la seule responsabilité des présidents et des conseils d'administration des sociétés de programme. Il ressort des indications fournies par les différentes sociétés de programme qu'un effort important a été fait afin de promouvoir le sport féminin. C'est ainsi qu'au cours des derniers mois T.F. 1 a diffusé dans le cadre de son magazine « Auto-Moto » un reportage sur les femmes motocyclistes à l'occasion du rallye Paris-Dakar et que le seul équipage féminin participant aux 24 Heures du Mans a bénéficié de plusieurs tournages. Des rencontres de football féminin ont été programmées au cours de l'émission « Télé Foot 1 », et dans « Sport Première », l'équipe féminine du P.U.C. a largement été évoquée. Par ailleurs, des championnes telles que Colette Besson, Christine Caron et Marie Ertaud ont été invitées sur le plateau. De même Antenne 2, dans le cadre de son magazine dominical « Stade 2 », a consacré aux différents aspects du sport féminin un grand nombre d'enquêtes et de reportages et de nombreuses disciplines pratiquées par des athlètes féminines ont été présentées : basket, tennis, athlétisme, escrime... Enfin, s'agissant du cas particulier de la participation de la section féminine de basket de l'A.S. Orly à la coupe Ronchetti, il convient de signaler que Radio-France a consacré le 10 décembre 1978 une longue séquence en direct à la rencontre A.S. Orly - Clermont Université Club, à l'issue de laquelle le président et l'entraîneur de l'A.S. Orly ont pu s'exprimer. L'ensemble des résultats de la coupe Ronchetti ont d'ailleurs été diffusés, avec mention de la qualification du club concerné par les quarts de finale.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (protection [exportations d'œuvres d'art]).

17136. — 8 juin 1979. — M. Michel Debré demande à M. le ministre de la culture et de la communication les dispositions qu'il compte prendre pour appliquer ou renforcer la réglementation qui interdit l'exportation d'œuvres-bâtimens que les acheteurs se proposent de transporter pierre à pierre, tableaux, sculpture, livres, appartenant à la France par leurs qualités artistiques ou les souvenirs qui s'y rattachent.

Réponse. — Les dispositions de la loi du 31 décembre 1913 permettent de classer parmi les monuments historiques tout objet présentant un intérêt public au point de vue de l'histoire, de l'art, de la science ou de la technique. Un des principaux effets de cette mesure de protection est l'interdiction d'exporter (article 21 de la loi du 31 décembre 1913), qui est sanctionnée par une amende de 300 à 30 000 F et d'un emprisonnement de six jours à trois mois sans préjudice des actions en dommages-intérêts. En outre la loi du 23 juin 1941 prévoit que les objets présentant un intérêt national d'histoire ou d'art ne pourront être exportés sans une autorisation ministérielle. Ces dispositions sont applicables aux objets d'ameublement antérieurs à 1830, aux œuvres des peintres, graveurs, dessinateurs, sculpteurs, décorateurs antérieures au 1^{er} janvier 1900, ainsi qu'aux objets provenant des fouilles. Le champ d'application de cette législation a été élargi par des textes réglementaires émanant du ministère du budget ; un avis aux exportateurs du 27 février 1949, modifié par celui du 30 octobre 1975 permet à l'administration de refuser l'exportation des meubles de plus de cent ans d'âge, des objets de collection présentant un intérêt historique sans limitation de date, des œuvres de peintres et de sculptures exécutées depuis plus de vingt ans. L'exportation ou la tentative d'exportation en contravention des dispositions précédentes est punie d'une amende au moins égale au double de la valeur des objets qui sont confisqués au profit de l'Etat ; le récidiviste est puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois. Parallèlement les objets proposés à l'exportation peuvent être retenus par l'Etat soit pour son compte, soit pour celui d'un département, d'une commune ou d'un établissement public au prix fixé par l'exportateur. En ce qui concerne plus particulièrement l'exportation, élément par élément, d'édifices présentant un intérêt historique ou artistique, elle peut être contrôlée par l'application de la loi du 31 décembre 1913 relative aux immeubles. Un immeuble classé parmi les monuments historiques ne peut être modifié, réparé, restauré, détruit ou déplacé sans l'autorisation du ministre chargé des affaires culturelles. Lorsque des travaux portant sur un immeuble inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ont pour effet de le morceler ou de le dépecer en vue d'en vendre les matériaux, le ministre peut surseoir à de tels travaux avant de prendre une mesure de classement. Le service des monuments historiques poursuit actuellement l'effort entrepris ces dernières années pour intensifier les campagnes de protection (classement ou inscription) en faveur des édifices dont la conservation peut se trouver menacée, et tout particulièrement les édifices représentatifs du goût du XIX^e siècle. En outre, si un édifice se trouve implanté dans un site dont la préservation présente un intérêt général au point de vue artistique, historique, légendaire ou pittoresque, il peut être fait application de la loi du 2 mai 1930. Cette législation protègera mise en œuvre par le ministère de l'environnement et du cadre de vie permet à l'administration de contrôler les travaux ou les modifications qui seraient réalisés dans un site classé ou inscrit.

Radiodiffusion et télévision (programmes destinés à l'étranger).

17092. — 8 juin 1979. — M. Georges Filliond rappelle à M. le ministre de la culture et de la communication que dès la discussion de la loi du 7 août 1974 était posé le problème des moyens et de l'avenir de Radio-France International, et plus particulièrement des programmes enregistrés destinés aux paritaires de la France, par le truchement du ministre des affaires étrangères. Les craintes que cet avenir suscitait n'étaient pas absurdes puisqu'il constate que le nombre d'heures de programmes fourni est passé de 1 370 heures originales et 45 350 heures de copies en vingt langues (en 1974) à 252 heures originales et 22 750 heures de copies en trois langues en 1978. Il lui demande donc si des dispositions ont été prises pour faire retrouver en 1979 un volume de programmes enregistrés plus en rapport avec la notion de service public qu'est censé remplir Radio-France International.

Radiodiffusion et télévision (programmes destinés à l'étranger).

17349. — 14 juin 1979. — M. Jack Rault attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur la situation d'un des secteurs de Radio-France International : celui des pro-

grammes enregistrés que le ministère des affaires étrangères commande chaque année à Radio-France et qu'il distribue dans les pays intéressés. En fait, depuis cinq ans, le nombre d'heures d'émissions enregistrées n'a cessé de diminuer, passant de 1 370 heures originales copiées en vingt langues soit 45 350 heures d'enregistrement en 1974, à 252 heures originales traduites en trois langues soit 22 750 heures en 1978. Pour 1979, rien n'a encore été fait. Le ministère des affaires étrangères ayant pour la troisième année consécutive lancé un appel d'offre pour trois lots d'émission, mettant en concurrence ce service de Radio-France avec des sociétés privées. Aucune décision n'ayant encore été prise, alors que les premières émissions auraient dû être remises en avril dernier au ministère des affaires étrangères pour être adressées aux radios étrangères demandeuses, celles-ci menacent de retirer leurs commandes et de s'adresser ailleurs. Cette situation est très inquiétante. Elle est préjudiciable à la présence culturelle de la France à l'étranger et au service public de radiodiffusion, mais également au personnel de ce secteur qui s'inquiète de son devenir. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre d'urgence pour : 1° que cesse ces méthodes de privatisation indirecte du service public ; 2° que vive et se développe le service des programmes enregistrés Radio-France international ; 3° que dans l'immédiat soit donné d'urgence à Radio-France le feu vert pour les émissions de 1979.

Réponse. — La société nationale de radiodiffusion applique des accords passés avec deux directions du ministère des affaires étrangères : la direction des services d'information et de presse et la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques. Au titre des accords avec la D. S. I. P., Radio-France internationale diffuse : une production quotidienne de dix-sept heures et demie de programmes, dont seize heures et demie en français et une heure en anglais, destinés à des auditoires du continent africain et des îles de l'Océan Indien ; une production quotidienne de quinze heures de programmes en langue française à destination des auditoires francophones de l'Europe centrale et orientale ; un relais quotidien pendant cinq heures du programme de France-Inter vers la côte Est de l'Amérique du Nord et vers l'Amérique centrale ; une production quotidienne d'une heure en langue allemande destinée aux auditoires de la R.F.A., de la R.D.A. de la Suisse allemande et de zones germanophones de la Tchécoslovaquie ; une production quotidienne d'une heure en langue espagnole destinée aux auditeurs d'Espagne ; une production quotidienne d'une heure en langue portugaise à l'intention des auditeurs du Portugal ; une production, cinq jours par semaine, d'informations en français, anglais, allemand, espagnol et brésilien adressées par télex aux postes diplomatiques français pour l'information de la presse étrangère sur les affaires françaises ; une production de chroniques régulières à caractère culturel, économique, scientifique, en français, anglais, espagnol et arabe pour les postes diplomatiques. Au titre des accords avec la D. G. R. C. S. T., Radio-France internationale continue d'assurer : la duplication de six mille heures annuelles d'émissions reprises des chaînes ; la production de deux cent cinquante-deux heures annuelles d'émissions originales en langue française, espagnole et anglaise. Ces programmes représentent après multicopie près de vingt-trois mille heures annuelles distribuées par nos postes diplomatiques et diffusées par plus de mille stations étrangères. Le volume de programme de Radio-France et plus particulièrement celui des programmes enregistrés est donc d'un niveau tout à fait en rapport avec la notion de service public que Radio-France a le devoir de remplir. En conséquence, le Gouvernement n'envisage pas actuellement d'accroître le niveau des programmes enregistrés qui lui paraît suffisant.

Radiodiffusion et télévision (FR 3).

17591. — 21 juin 1979. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur les émissions régionales d'information réalisées par FR 3 Ile-de-France. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître sur quels critères sont choisies les personnalités régionales (élues au Parlement ou au conseil de région) lors des interviews diffusés sur la troisième chaîne. Il lui demande en outre de bien vouloir indiquer le nombre, la fréquence ainsi que l'affiliation politique le cas échéant des personnalités interviewées depuis un an à compter de la date du dépôt de la présente question écrite. Au cas où les statistiques révéleraient une discrimination ou une disproportion entre les représentants des grands courants politiques de la région, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas opportun de rappeler au directeur et au conseil d'administration de cette chaîne les obligations d'impartialité et de pluralisme qui découlent du cahier des charges et qui garantissent la qualité et l'efficacité d'une information véritablement démocratique.

Réponse. — Il ressort des informations fournies par la présidence de FR 3 que, conformément aux directives de son conseil d'administration, FR 3 Paris Ile-de-France veille attentivement au respect

des principes d'objectivité et d'impartialité dans ses programmes. Les interventions des personnalités régionales dans le cadre des émissions d'information réalisées par Paris Ile-de-France sont retenues en fonction de l'actualité, tout en respectant un certain équilibre de leur appartenance politique. Il faut toutefois rappeler que les porte-parole de la mairie de Paris et du conseil régional d'Ile-de-France — organismes dont les activités ont nécessairement une place particulièrement importante dans l'actualité de la région parisienne — sont des personnalités appartenant au groupe R.P.R. Depuis un an, soixante-six personnalités régionales et trente-cinq membres du Gouvernement sont intervenus sur l'antenne régionale de Paris Ile-de-France. L'appartenance politique des personnalités interviewées se répartit de la façon suivante : R.P.R. : 27 ; U.D.F. : 7 ; Divers majorité : 12 ; P.S. : 8 ; P.C. : 11 ; Divers opposition : 1, ce qui représente une fréquence d'une dizaine d'interventions par mois.

DEFENSE

Service national (appelés : discipline).

18886. — 28 juillet 1979. — M. Pierre Zarka attire l'attention de M. le ministre de la défense sur le cas d'un sergent du contingent qui effectue son service national à Besançon. Ce sous-officier s'est vu infliger soixante jours d'arrêt de rigueur pour le seul motif d'avoir écrit au journal « L'Humanité ». Il s'agit là d'une atteinte grave à la liberté individuelle. Les faits qui sont reprochés à cet appelé n'ont rien à voir avec la discipline militaire. Tout au contraire, ce qui est bafoué avec cette sanction, c'est le légitime droit de tous les citoyens de correspondre librement et sous sa responsabilité avec les journaux de leur choix. Par conséquent, on ne peut admettre que le fait que ces citoyens soient sous les drapeaux annule ce droit élémentaire et conforme à la loi. Cette mesure discriminatoire prend l'allure d'une atteinte à la liberté en général plutôt que d'une sanction du non-respect de la discipline générale des armées. De plus, la sanction dont est victime ce sergent retarde sa libération du service national après la rentrée scolaire et risque de lui faire perdre son emploi de maître auxiliaire. Par conséquent, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : lever la sanction injuste dont est victime cet appelé ; faire respecter sous les drapeaux la liberté de correspondance.

Réponse. — Pour avoir contrevenu à plusieurs reprises au règlement de discipline générale dans les armées, l'ex-maréchal des logis du contingent auquel fait allusion l'honorable parlementaire a fait l'objet des sanctions prévues. Sa libération est intervenue le 10 août 1979.

Armée (militaires).

19312. — 11 août 1979. — M. Jean-Pierre Bechter exprime à M. le ministre de la défense son étonnement de voir classé sans suite l'accident dont a été victime, le 26 avril 1979, un matelot qui était en service au centre de formation maritime d'Hourtin, accident sur les conditions duquel aucune lumière n'a été faite bien qu'il se fut très vraisemblablement agi d'une blessure intentionnellement donnée. Il lui demande donc si laisser en l'état une semblable affaire ne lui paraît pas de nature à encourager la multiplication de pareils et inqualifiables actes.

Réponse. — L'enquête effectuée à la suite de l'accident dont a été victime un matelot en service au centre de formation maritime d'Hourtin le 26 avril 1979 n'a pas permis de découvrir les circonstances exactes ni d'identifier l'auteur de la blessure.

Service national (coopération).

19334. — 11 août 1979. — M. Jean-Pierre Delecluse demande à M. le ministre de la défense s'il ne lui paraîtrait pas juste que, dans le cas de militaires du contingent ayant accepté de partir au titre du service national en coopération pour une période plus longue que celle qu'ils auraient eu à subir s'ils avaient effectué leur service militaire en France, ce délai ne devrait pas être ramené normalement à douze mois dans le cas où ces jeunes V.S.N.A. devraient être rapatriés en France du fait de la non-application des accords de coopération par les autorités du pays d'accueil.

Réponse. — La situation des jeunes gens appelés à accomplir les obligations d'activité du service national au titre de la coopération qui pourraient être rapatriés en France du fait de l'application des accords de coopération par les autorités du pays d'accueil, est prévue par l'article L. 111 du code du service national qui dispose : « En cas de suppression d'emploi ou si les circonstances conduisent le ministre responsable, dans l'intérêt du service, à mettre fin à l'affectation de certains jeunes gens, ceux-ci, s'ils ne

peuvent recevoir de nouvelle affectation au service de l'aide technique ou de la coopération, sont mis à la disposition du ministre chargé de la défense nationale en vue de terminer, le cas échéant les douze mois de service national actif.»

Armée (militaires).

19650. — 1^{er} septembre 1979. — M. Jean Bonhomme expose à M. le ministre de la défense que le corps des ingénieurs des travaux des essences mis en extinction depuis plusieurs années n'a pas bénéficié des dispositions statutaires résultant de la réforme de la condition militaire prévue par la loi n° 75-1000 du 31 octobre 1975. Les ingénieurs des études et techniques d'armement, qui sont jusqu'à présent dans la même situation, devraient se voir prochainement dotés d'un nouveau statut. Il serait justifié que le statut des ingénieurs des travaux des essences soit aligné sur celui des I. E. T. A. Il lui demande donc de bien vouloir prendre des mesures en ce sens.

Armée (militaires).

19738. — 1^{er} septembre 1979. — M. Jean-Claude Gaudin attire l'attention de M. le ministre de la défense sur la situation des ingénieurs des travaux des essences dont le statut (datant de 1935) est maintenu jusqu'en l'an 2003, entraînant une disparité importante entre ce corps particulièrement désavantagé et celui des ingénieurs des études et techniques d'armement et lui demande dans quelles mesures une parité pourrait être établie entre le statut des I. D. I. et celui des I. E. T. A.

Réponse. — Le corps des ingénieurs des travaux des essences, mis en voie d'extinction dès 1968, est toujours régi par le statut qui lui était applicable antérieurement et n'est pas concerné par les dispositions statutaires résultant de la réforme de la condition militaire de 1976. Le ministre de la défense se préoccupe du déroulement de carrière de ces personnels qui bénéficient, en tout état de cause, des améliorations indiciaires ou indemnitaires intéressant l'ensemble de la fonction militaire.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Départements et territoires d'outre-mer (agriculture).

15603. — 28 avril 1979. — M. Hector Rivlièz demande à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) le montant des sommes reçues par chaque département et territoire d'outre-mer au titre du fonds européen de développement (F.E.D.), du fonds social européen et du fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.) et du fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) en précisant les opérations qui ont bénéficié de ces fonds.

Réponse. — Les renseignements demandés figurent pour la période 1975-1978 dans les documents joints, soit : 1° un tableau des concours communautaires obtenus ou demandés au bénéfice du département de la Guyane ; 2° un tableau récapitulatif comparé des concours communautaires obtenus et demandés au bénéfice particulier de chacun des départements antillais et de la Réunion ; 3° territoires d'outre-mer.

Tableau récapitulatif comparé des concours communautaires obtenus et demandés au bénéfice particulier de chacun des départements antillais et de la Réunion. (Période 1975-1978.)

FONDS	GUADELOUPE	MARTINIQUE	RÉUNION
I. — F. E. O. G. A. — Orientation.....	3 821 582	29 561 508	50 050 909
II. — Fonds européen de développement.....	9 500 000	10 000 000	17 625 000
III. — Fonds social européen.....	6 172 836,50	7 486 579,25	13 409 222
Totaux	19 494 418,50	47 048 087,25	81 085 131
<i>Pour mémoire :</i>			
Concours globaux obtenus par la France du F. E. D. E. R. en remboursement d'une fraction des aides nationales consacrées au développement régional de chacun des départements concernés...	39 021 670	42 565 000	23 750 525

Concours communautaires obtenus ou demandés au bénéfice du département de la Guyane (période 1975-1978).

FONDS	MONTANT
<i>Fonds européen d'orientation et de garantie agricole. (Section Orientation.)</i>	
I. — Concours obtenus en 1977 : Mise en valeur agricole du plateau de Nancibo	4 181 000
II. — Concours demandés : Electrification de la région Saint-Laurent-du-Maroni—Mana	1 840 000
Total F. E. O. G. A. Orientations.....	6 021 000
<i>Fonds européen de développement.</i>	
I. — Concours obtenus en 1977 au titre des reliquats de ressources du III ^e F. E. D. : Construction d'un appontement de pêche au Larivot (prêt à conditions spéciales).....	2 520 000
II. — Concours obtenus au titre du IV ^e F. E. D. : Fermes expérimentales d'élevage bovin : Subvention	2 600 000
Prêt à conditions spéciales.....	6 050 000
Total F. E. D.	11 170 000
<i>Fonds social européen.</i>	
Remboursement du fonds remis à la disposition du département après transit par le budget des D. O. M. :	
1° En 1975.....	265 614,25
2° En 1976.....	259 216
3° En 1978.....	589 996
Total F. S. E.	1 114 826,25
Total général.....	18 305 826,25
<i>Pour mémoire :</i>	
<i>Fonds européen de développement régional.</i>	
Concours obtenus par la France en remboursement d'une fraction de l'effort budgétaire de l'Etat en faveur du développement régional de la Guyane :	
1° Au cours des trois premières années 1975-1976-1977	12 204 680
2° En 1978.....	3 920 500
Total F. E. D. E. R.	16 125 180

FONDS	GADELOUPE	MARTINIQUE	REUNION
Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.			
I. — Concours obtenus en 1977 :			
Alimentation en eau potable de la Grande Terre.....	3 600 000	„	„
Alimentation en eau potable du Sud-Est.....	„	13 233 000	„
Modernisation des opérations de fabrication de conserves d'ananas	„	2 939 435	„
Voirie de désenclavement et reboisement dans les Hauts.....	„	„	6 225 000
II. — Concours obtenus en 1978 :			
Laiterie C. I. L. A. M.	„	„	1 446 364
Equipeement complémentaire des installations de l'usine du Gol.....	„	„	6 775 388
III. — Concours demandés :			
Alimentation en eau potable du Centre-Sud.....	„	11 250 000	„
Voirie rurale.....	„	1 500 000	„
Marché de gros de fruits et légumes au Lamentin.....	„	475 000	„
Plan de modernisation de l'économie sucrière.....	„	„	21 000 000
Voirie de désenclavement dans les Hauts.....	„	„	14 249 730
Participation au financement de l'indemnité spéciale montagne :			
Campagne 1976-1977.....	114 280	97 198	168 218
Campagne 1977-1978.....	107 302	66 875	168 209
Total	3 821 582	29 561 508	50 050 909
Fonds européen de développement.			
I. — Concours obtenus en 1977 au titre des reliquats de ressources du II^e et du III^e F. E. D. :			
Aménagement de terre-pleine de l'extension Est et du port de la pointe des Galets.....	„	„	2 025 000
II. — Concours demandés sur les ressources du IV^e F. E. D. :			
Conduite Manzo—Crèvecoeur (premier tronçon).....	„	10 000 000	„
Aménagement hydro-agricole du bras de Cilaos (réseau d'irrigation, première tranche).....	„	„	15 000 000
Irrigation de la région de Vieux-Habitants.....	9 500 000	„	„
Total F. E. D.	9 500 000	10 000 000	17 625 000
Fonds européen de développement régional.			
Concours obtenus par la France en remboursement d'une fraction de l'effort budgétaire de l'Etat en matière de développement régional :			
1 ^o Au cours des trois premières années 1975, 1976 et 1977.....	23 155 170	19 747 400	15 493 675
2 ^o En 1978.....	15 868 500	22 817 600	8 256 850
Total F. E. D. E. R.	39 021 670	42 565 000	23 750 525
Fonds social européen.			
Remboursement du fonds remis à la disposition des départements après transit par le budget des D. O. M. :			
1 ^o En 1975.....	1 512 799,50	800 187,25	3 906 715
2 ^o En 1976.....	2 064 055	3 348 417	4 548 542
3 ^o En 1978.....	2 595 982	3 697 975	4 955 965
Total F. S. E.	6 172 836,50	7 848 579,25	13 409 222

3^o Territoires d'outre-mer : Les territoires d'outre-mer ne bénéficient ni des aides du fonds social européen, ni de celles du fonds européen de développement régional (F. E. D. E. R.), ni des moyens du fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.). Par contre ils sont partie prenante à la convention de Lomé au titre des « Pays et territoires d'outre-mer ». Les dotations qui leur sont attribuées sont les suivantes (au titre du IV^e F. E. D.) : Nouvelle-Calédonie : 3 millions U. C. E. ; Polynésie française : 3 millions U. C. E. ; Nouvelles-Hébrides (part française) : 1,3 million U.C.E. ; Wallis et Futuna : 1,3 million U. C. E. , auxquels il faut ajouter au titre de la « mini enveloppe » réservée aux P. T. O. M. les moins favorisés : Nouvelles-Hébrides : 0,060 million U. C. E. ; Wallis et Futuna : 0,010 million U. C. E. La programmation des opérations est actuellement la suivante : Nouvelle-Calédonie (préprogrammation approuvée le 16 novembre 1978) : travaux d'aménagement d'une sec-

tion de la R. T. 6 (coi des Roussettes) pour 2 099 237 U. C. E. ; formation et aide aux populations de l'intérieur et des îles pour 399 809 U. C. E. ; microréalisation pour 500 854 U. C. E. Polynésie française (préprogrammation approuvée le 16 novembre 1978) : aménagements agroforestiers pour 210 000 U. C. E. ; usine de jus d'ananas pour 800 000 U. C. E. ; abattoir territorial de Tahiti pour 780 000 U. C. E. ; programme forestier pour 940 000 U. C. E. ; aménagement hydroélectrique aux îles Marquises pour 120 000 U. C. E. Nouvelles-Hébrides : programme non encore approuvé par le comité de préprogrammation. Wallis et Futuna (préprogrammation approuvée le 7 septembre 1978) : achèvement de la route circulaire de Futuna pour 665 000 U. C. E. Financement accordé le 13 mars 1979 ; amélioration de la voirie et de l'assainissement à Mata-Utu pour 845 000 U. C. E.

*Départements d'outre-mer
(Réunion : fonctionnaires et agents publics).*

19949. — 15 septembre 1979. — **M. Jean Fontaine** expose à **M. le ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer)** ce qui suit : une rumeur persistante qui s'enfle chaque jour jette le désarroi dans les rangs des agents de la fonction publique exerçant à la Réunion. Il est bruit en effet que se préparent des mesures qui visent à mettre en place de nouvelles modalités de paiement des soldes des fonctionnaires. C'est ainsi qu'il est annoncé qu'au moment de la disparition de l'index de correction, le salaire des fonctionnaires sera affecté d'une majoration pour tenir compte de l'éloignement et du coût élevé de la vie dans le département, mais que cette majoration ne sera pas la même selon l'origine du fonctionnaire. Il va sans dire que si le Gouvernement devait prendre de telles dispositions, il porterait gravement atteinte à l'égalité des agents dans la fonction publique et créerait une discrimination intolérable débouchant sur la renaissance d'un cadre colonial que l'on croyait définitivement révolu. C'est pourquoi M. Fontaine pense qu'il s'agit d'élucubrations sans fondement émanant de nostalgiques d'un passé honni. Il demande en conséquence à M. le ministre de lui faire toute la lumière sur cette affaire.

Réponse. — Le Gouvernement n'a jamais envisagé et n'envisage pas d'instituer une discrimination en matière de rémunération parmi les fonctionnaires servant dans les départements d'outre-mer, selon leur origine.

ECONOMIE

*Industries agro-alimentaires
(société Ellsa-Loevenbruck à Dieue (Meuse)).*

5301. — 12 août 1978. — **M. Antoine Porcu** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur les conséquences qu'entraînerait la fermeture de la société Ellsa à Dieue dans la Meuse. En effet, cette entreprise, qui comptait environ 300 salariés, vient dernièrement de déposer son bilan. Il est bien évident que la perte de l'emploi, en plus des problèmes psychologiques ainsi créés, amène une inévitable détérioration de la situation financière des familles concernées. Une importante partie du personnel a consenti durant de nombreuses années des sacrifices en accédant à la propriété, se basant pour cela sur les libérantes déclarations gouvernementales concernant la relance de l'agriculture dans la Meuse; celle-ci va se retrouver aujourd'hui en chômage avec des remboursements mensuels, que l'allocation chômage rend impossible à supporter. En conséquence, il lui demande d'examiner l'allègement des remboursements mensuels pour les familles concernées tant que la reprise d'activité de la laiterie n'aura pas lieu.

Réponse. — Il a été répondu directement par lettre à l'honorable parlementaire.

Communauté économique européenne (dépenses et recettes).

12594. — 24 février 1979. — **M. Jacques Lavédrine** demande à **M. le ministre de l'économie** de bien vouloir lui faire connaître, pour les années 1975 à 1978 (prévisions pour cette dernière année) : 1° le montant de l'ensemble des contributions perçues en France par la communauté européenne, à quelque titre que ce soit et qu'il s'agisse de ressources propres ou de contributions volontaires de l'Etat français, ces recettes étant présentées par catégorie de perception (prélèvement, T. V. A., cotisations particulières type coresponsabilité, subventions du budget de l'Etat, etc.); 2° le montant des participations versées par les communautés européennes à la France, également présentées par catégories de participations (fonds européen régional, fonds social, F. E. O. G. A. section garantie et section orientation, autres participations, etc.); 3° pour les mêmes années, le montant des fonds collectés en France par la banque européenne d'investissements ainsi que, par catégorie, le nombre et le montant des prêts accordés à la France par la B. E. I.

Réponse. — 1° En application de la directive du 21 avril 1970 du conseil des ministres de la Communauté, relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés, ratifiée par la loi n° 70-583 du 9 juillet 1970, le financement du budget de la C. E. E. est assuré par deux catégories de recettes : a) les ressources propres de la Communauté, constituées par les prélèvements agricoles, les droits de douane, la cotisation à la production sur les sucres. Leur montant est lié à l'évolution de la production et des échanges; b) les contributions que versent les Etats membres, dont le montant est

fixé par différence, de telle sorte que le budget de la C. E. E. soit équilibré en recettes et en dépenses. Jusqu'en 1978, cette contribution différentielle des Etats membres a été calculée au prorata de l'importance relative de leur produit national brut dans l'ensemble communautaire. A compter du 1^{er} janvier 1979, cette contribution est remplacée par une nouvelle ressource propre, fondée sur une assiette uniforme de la taxe à la valeur ajoutée. La contribution de la France au budget de la C. E. E. s'établit comme suit, depuis 1975 :

NATURE DES PRELEVEMENTS	1975	1976	1977	1978
a) Ressources propres traditionnelles :				
Droits de douane	2 930,5	3 510,8	3 766	3 819,2
Prélèvements agricoles	292,8	420,4	651,4	802,1
Cotisations sucre	»	»	42,6	255,2
Sous-total	3 223,3	3 931,2	4 460	4 886,5
b) Contribution différentielle ...	4 380,2	4 939,8	4 719,3	8 524,7
Total contribution	7 603,5	8 871	9 179,3	13 411,2

2° L'appréciation de contributions et flux financiers de la Communauté vers la France appelle quelques remarques : le bénéfice tiré de l'appartenance de la France à la Communauté européenne ne se réduit pas à la comptabilisation pure et simple des retours. De même son apport à la C. E. E. ne se résume pas à la seule contribution budgétaire. Parmi les dépenses communautaires financées par les contributions des Etats membres, certaines ne peuvent être ventilées par « Etat membre bénéficiaire » ; il en est ainsi des dépenses de personnel et de fonctionnement ; des aides à des pays tiers au titre des protocoles financiers ; des crédits d'étude et de recherche. Les divergences existant entre la législation comptable et financière française et les règles d'imputation comptable et de technique budgétaire retenues au niveau communautaire incitent à la plus grande prudence dans l'analyse des chiffres relatifs aux versements effectués. C'est ainsi, par exemple, que les à-coups constatés certaines années dans l'évolution des versements de la France à la C. E. E. traduisent certes, pour partie, l'accroissement du volume du budget communautaire mais également l'incidence de diverses opérations d'apurement ou encore les conséquences des changements intervenus dans le calendrier ou les modalités des appels de fonds de la Communauté. Par ailleurs, certaines dépenses dont bénéficie la France ne sont pas comptabilisées lorsqu'elles ne transitent pas par les services du Trésor. En se limitant aux fonds à vocation sectorielle, le montant des concours octroyés par la C. E. E. à la France s'établit ainsi :

	1975	1976	1977	1978
F. E. O. G. A. garantie (1).	6 230	7 825,8	8 734,7	9 958
F. E. O. G. A. orientation..	215,5	242,2	267,2	257,7
F. E. D. E. R. (2)	255	424,4	351,1	472,8
F. S. E. (3)	410	428,3	696,5	594

(1) F. E. O. G. A. : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.

(2) F. E. D. E. R. : Fonds européen de développement régional.

(3) F. S. E. : Fonds social européen.

En outre, et à titre indicatif, la part de la France dans les dépenses non ventilables précédemment évoquées, calculée sur la base de sa contribution au financement du budget communautaire, peut être évaluée aux montants suivants (en millions de francs) :

1975	1976	1977	1978
1 316	1 601,5	1 615	2 025,5

3° Onze prêts de la Banque européenne d'investissements ont été accordés en France en 1975 pour un total de 158 millions d'unités de compte soit 845,7 millions de francs. Cette même année les fonds collectés par la B.E.I. sur le marché financier français se sont élevés à 150 millions de francs, soit 28 millions d'unités de compte. En 1976 et en 1977 la B.E.I. n'a procédé à aucun emprunt public sur le marché financier. Trois prêts ont été accordés en France chacune de ces deux années pour un montant global de 60,1 millions d'unités de compte (soit 318,3 millions de francs) en 1976, et de 76,7 millions d'unités de compte (soit 429 millions de francs) en 1977. En 1978 la banque a effectué un emprunt public sur le marché français de 500 millions de francs (87,7 millions d'unités de compte) et a consenti neuf prêts pour un montant total de 359,3 millions d'unités de compte (soit 2 038,4 millions de francs).

Société d'économie mixte (actionnaires).

18995. — 28 juillet 1979. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gosset demande à M. le ministre de l'économie s'il existe de nombreuses sociétés d'économie mixte dans lesquelles les actionnaires privés sont en majorité.

Réponse. — En réponse à la question de l'honorable parlementaire, il convient tout d'abord de souligner que la formule de la société d'économie mixte recouvre une certaine diversité. En effet, deux grandes catégories de sociétés d'économie mixte doivent être distinguées : les sociétés dans lesquelles l'Etat détient une participation ; celles dans lesquelles d'autres collectivités publiques (départements et communes) participent au capital. Les secteurs où le recours à la formule de la société d'économie mixte s'est développé sont eux-mêmes fort variés (aménagement urbain, mise en valeur régionale, construction et exploitation d'autoroutes, sociétés industrielles, etc.). Le tableau ci-après donne, pour les sociétés d'économie mixte à participation de l'Etat, la liste de celles dans lesquelles la participation des actionnaires privés est majoritaire ; il précise également le niveau de la participation de l'Etat et des capitaux publics dans ces mêmes sociétés.

Société d'économie mixte à participation directe de l'Etat dans lesquelles les actionnaires privés détiennent la majorité.

SOCIÉTÉS D'ECONOMIE MIXTE	CAPITAUX privés.	TOTAL du secteur public.	TOTAL du secteur public (dont Etat).
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
a) Sociétés d'armement.			
Société française de matériel d'armement (Sofima).....	58	42	26,6
Société française d'exportation des matériels navals et militaires (Sotrexan).....	75,75	24,25	17,50
b) Pétrole.			
Compagnie française des pétroles (C.F.P.).....	61	39	35
Compagnie française de raffinage (C.F.R.).....	98,1	1,9	1,9
c) Transports.			
Société française de navigation danubienne.....	65,5	34,5	34,5
d) Informatique.			
Compagnie des machines Bull.	80	20	20
e) Divers.			
Compagnie française de télévision (C.F.T.).....	75	25	25
France-Investissement.....	94	6	6
Francefil-Serlac.....	71,5	28,5	14
Sotelec.....	61,54	38,46	38,46
A.M.D.-B.A.....	80	20	20

EDUCATION

Certificat d'aptitude professionnelle (conditions d'inscription).

6068. — 16 septembre 1978. — M. Alain Bocquet attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conditions d'inscription au certificat d'aptitude professionnelle. En effet, l'inscription est autorisée pour les jeunes gens et jeunes filles ayant suivi pendant trois ans les cours professionnels ou étant âgés de plus de dix-sept ans. Or les candidats au B.E.P. (deux ans de cours professionnels) qui n'ont pas dix-sept ans le 30 juin se voient refuser l'inscription au C.A.P. En conséquence, il lui demande si les jeunes gens et les jeunes filles se trouvant dans ce cas ne peuvent bénéficier d'une dérogation.

Examens et concours (certificat d'aptitude professionnelle).

19779. — 8 septembre 1979. — M. Alain Bocquet rappelle à M. le ministre de l'éducation la question écrite n° 6068 du 16 septembre 1978 concernant les conditions d'inscription au C.A.P. Il lui demande pour quelles raisons il n'a toujours pas obtenu de réponse.

Réponse. — Les conditions d'inscription au certificat d'aptitude professionnelle sont fixées par le code de l'enseignement technique. Celui-ci prévoit, en effet, en son article 149, que les jeunes gens et jeunes filles qui ont suivi pendant trois ans au moins les cours professionnels sont admis à concourir pour le certificat d'aptitude professionnelle. Il est précisé toutefois que s'ils sont âgés d'au moins dix-sept ans accomplis, ils pourront être autorisés à concourir, même s'ils ne peuvent justifier qu'ils ont suivi ces cours pendant trois ans. Il est indiqué dans l'arrêté du 25 juillet 1961 que cet âge de dix-sept ans est apprécié au 1^{er} juillet de l'année au cours de laquelle ces candidats demandent à subir l'examen. Une modification de ces textes est à l'étude. Il est notamment envisagé de reporter au 31 décembre de l'année de l'examen, au lieu du 1^{er} juillet, la date à laquelle est apprécié l'âge des candidats. Toutefois il convient de bien mesurer les avantages et les inconvénients d'une telle modification. Sans doute son adoption assouplirait-elle les modalités d'inscription qui, alors, seraient plus favorables à certains candidats. Mais il importe aussi d'éviter toute mesure qui inciterait les jeunes à se présenter de manière prématurée à un examen avant la fin de leur formation, qui doit être méthodique et complète pour leur assurer une bonne insertion dans la vie professionnelle. C'est en tenant compte de ces diverses préoccupations que le ministre de l'éducation poursuit la consultation des partenaires concernés.

Examens et concours (C.A.P.).

8399. — 10 novembre 1978. — M. Claude Lebbé appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la réponse apportée par M. le ministre du travail et de la participation à sa question écrite n° 3069 relative à la création d'un C.A.P. de confiseur chocolatier (réponse publiée au *Journal officiel*, Débats A.N. n° 69 du 23 septembre 1978, p. 5286). La réponse en cause précisait que « le ministre de l'éducation est, en tout état de cause, le mieux placé pour préciser les délais qui pourraient être requis en vue de la création définitive d'un C.A.P. spécifique susceptible de sanctionner l'apprentissage de confiseur chocolatier », il lui demande s'il peut lui être indiqué quand sera effectivement créé ce C.A.P., vivement souhaité par la profession.

Réponse. — Les confiseurs chocolatiers ayant exprimé le souhait que soit créé un C.A.P. spécifique susceptible de sanctionner l'apprentissage de leur profession ont pris les contacts utiles à cet effet avec le ministère de l'éducation (secrétariat général des commissions professionnelles consultatives), et fourni en juillet 1979 le dossier susceptible de servir de base à l'étude préalable de leur requête. La procédure ainsi enclenchée sera poursuivie en vue d'un aboutissement aussi rapide que possible. Les organisations professionnelles seront appelées à participer au groupe de travail qui sera constitué pour l'étude de cette affaire. Certains de leurs représentants interviendront également en qualité d'experts lors des travaux que la commission professionnelle consultative de l'alimentation effectuera à ce sujet.

Enseignement secondaire (établissements).

14299. — 31 mars 1979. — M. Louis Mexandeau appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le fait que sa décision de mettre fin à la situation d'exception qui avait été instaurée au collège Louis-Lumière de Marly-le-Roi va entraîner la suppression d'une vingtaine de postes de professeur, ce qui correspond à

un cinquième du personnel enseignant. En dehors des problèmes humains qui se posent tant au niveau des enfants, des parents qu'à celui des enseignants, de graves préjudices résultent en effet de cette mesure brutale. L'originalité de Marly réside dans l'environnement pédagogique qui sollicite à tout moment l'activité de tous les enfants et leur esprit critique. La réflexion sur les attitudes des élèves exige une confrontation et une concertation au sein des équipes. Celle-ci n'est possible que parce que chacun, en vertu du protocole de Marly, ajoute à ses quinze heures d'enseignement trois heures au moins de travail en réunions d'équipes disciplinaires et interdisciplinaires. Le retour à des horaires de vingt et une heures, dix-huit heures ou quinze heures par catégorie de personnel, aurait pour conséquence immédiate la cessation des travaux d'équipes. La normalisation du collège de Marly, c'est aussi la fin du centre d'audiovisuel et d'autodocumentation. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures immédiates il compte prendre pour revenir sur sa décision, permettant ainsi à cet établissement de continuer à représenter une structure d'accueil idéale pour l'évaluation de situations éducatives diversifiées.

Enseignement secondaire (établissements).

18137. — 7 juillet 1979. — M. Gérard Longuet demande à M. le ministre de l'éducation les raisons qui l'amènent à remettre en question le fonctionnement du C. L. G. Louis-Lumière à Marly-le-Roi. L'originalité du collège de Marly, doté d'une architecture et de moyens audiovisuels particuliers, réside dans l'environnement pédagogique qui permet à la fois recherche personnelle, expression et création. Dans ce contexte l'enfant peut s'épanouir plus aisément et se préparer à la vie. La non-reproduction du protocole de Marly avec ses conséquences maternelles entraîne l'extinction d'un certain type de milieu éducatif qui représente une structure d'accueil idéale pour l'évaluation de situations éducatives diversifiées. Il est regrettable que « l'année de l'enfance » voit la condamnation de Marly, centre d'expérimentation pédagogique.

Réponse. — A sa création (1967) le collège « Louis Lumière » de Marly-le-Roi était conçu comme un établissement où l'utilisation des moyens audiovisuels devait occuper une place résolument prépondérante dans l'ensemble des activités d'enseignement. C'est pourquoi le « protocole » provisoire élaboré à cette époque prévoyait l'inclusion automatique dans les obligations de service des enseignants d'un certain nombre d'heures consacrées à la production de documents audiovisuels. Par la suite, l'hypothèse pédagogique initiale s'est trouvée profondément modifiée, et l'idée de faire de Marly un établissement essentiellement axé sur l'utilisation de la technologie audiovisuelle a été abandonnée. Cette évolution est normale : l'expérimentation pédagogique doit se caractériser par l'aptitude au renouvellement. Mais elle a eu pour conséquence que le nombre des professeurs consacrant effectivement du temps à des activités de production audiovisuelle n'a cessé de décroître. De ce fait, le caractère systématique des dispositions du « protocole » a progressivement perdu sa justification. Le maintien en vigueur de ces dispositions équivaldrait aujourd'hui à perpétuer un véritable privilège. L'abrogation du « protocole » répond à la nécessité de mettre fin à une anomalie, mais elle ne traduit nullement la volonté d'arrêter toute activité expérimentale dans l'établissement. Bien au contraire, il est tout à fait souhaitable que des enseignants du collège Louis-Lumière continuent de participer et à des recherches et à des expériences. Ils bénéficieront à cet effet des moyens spécifiques que les services ministériels répartissent entre les différents établissements expérimentaux. Il convient de souligner que le travail effectué dans les années écoulées à Marly-le-Roi a présenté des aspects positifs : il a fourni, en particulier, des apports intéressants en ce qui concerne la pédagogie différenciée et l'auto-documentation, qui ont été repris dans la réforme du collège unique. Le ministre de l'éducation ne peut que souhaiter voir se poursuivre un tel effort dans un établissement qui par ailleurs bénéficie d'un environnement favorable à l'innovation et à la créativité.

Enseignement (établissements).

14557. — 5 avril 1979. — M. Jean-Pierre Delalande demande à M. le ministre de l'éducation quelles mesures il compte prendre afin d'enrayer les occupations d'établissements scolaires. En effet, de telles occupations tendant à se généraliser, posent de graves difficultés, notamment aux chefs d'établissement responsables en la matière et qui ne peuvent avoir recours au concours de la force publique qu'après autorisation du recteur, qui, le plus souvent, éloigné des lieux d'occupation et ne voulant pas de risque d'incidents entre parents et forces de l'ordre, abandonne à leur sort des chefs d'établissements sans défense qui peuvent par là même être séquestrés. M. Delalande souligne à M. le ministre de l'éducation l'urgence qui s'attacherait à ce que des solutions soient apportées à ce problème.

Réponse. — Il est certain que le recours par le chef d'établissement à l'aide de la force publique n'interviendra que si des circonstances graves ne lui laissent que ce moyen pour sauvegarder les personnes et les biens dont il est responsable. Le risque de séquestration constitue une telle menace et autorise le chef d'établissement à requérir la force publique, soit par l'intermédiaire du recteur soit directement en cas d'urgence ou d'impossibilité d'en référer à l'autorité hiérarchique. Naturellement, l'intervention de forces de police à l'école doit être évitée dans toute la mesure du possible. La concertation préalable entre les parents d'élèves et les différents niveaux hiérarchiques doit être recherchée comme moyen de prévention.

Enseignement secondaire (constructions scolaires).

16081. — 11 mai 1979. — M. Roland Huguet demande à M. le ministre de l'éducation s'il envisage l'inscription au budget de 1980 de crédits importants permettant la construction des collèges ruraux qui fonctionnent actuellement dans des locaux provisoires. Serait-il possible de connaître dans quels délais toutes ces constructions pourraient être réalisées.

Réponse. — Le problème posé par la rénovation ou la reconstruction des collèges en milieu rural a toujours fait l'objet d'une attention particulière du ministre de l'éducation. Malgré la diminution relative des effectifs, constatée depuis plusieurs années, il a été décidé, pour la grande majorité d'entre eux, de les conserver dès lors que l'aire de recrutement était suffisante. Cet élément a été pris en compte lors de la répartition du budget national entre les régions. En effet, les préfets de région sont responsables de la définition des opérations prioritaires qui doivent être réalisées au cours de chaque exercice budgétaire. Les assemblées régionales sont consultées sur cette programmation. En outre, à titre expérimental, dans quatre régions, dont la région Nord-Pas-de-Calais, elles sont chargées de l'arrêter. Le ministre ne peut donc se substituer à ces autorités pour établir la liste des opérations à réaliser en priorité et déterminer en conséquence la part qui doit être obligatoirement affectée à la reconstruction des collèges en milieu rural. Ceci serait contraire à la volonté de déconcentration et de décentralisation. En conséquence, aucun engagement ne peut être pris sur les délais de réalisation des opérations concernées. La règle de l'annualité budgétaire, mais aussi la faculté pour les échelons locaux d'arbitrer de manière différente l'utilisation de l'enveloppe régionale de crédits ne permettent pas d'avancer un échéancier précis.

Enseignement secondaire (enseignants).

16424. — 23 mai 1979. — M. Frédéric Dugoujon demande à M. le ministre de l'éducation s'il estime normal que des professeurs certifiés ne soient avisés officiellement de leur avancement d'échelon qu'avec au moins six mois de retard, subissant ainsi un préjudice pécuniaire dû au fait que leur rappel de traitement n'intervient qu'au bout d'un délai encore plus long. En outre, pendant la période où ils n'ont pas été avisés de leur nouvel échelon, ils ne peuvent faire état de celui-ci dans les dossiers administratifs qu'ils sont amenés à remplir (en cas de mutation par exemple), ce qui constitue pour eux un second préjudice. Il lui demande également s'il n'estime pas indispensable de prendre toutes décisions utiles pour mettre fin à cette situation.

Réponse. — L'honorable parlementaire s'inquiète de la longueur des délais observés en matière de notification aux professeurs certifiés des avancements d'échelon qui leur sont accordés. Cette question mérite en effet considération et il importe de parvenir à une meilleure maîtrise des délais nécessaires. Toutes instructions en ce sens ont été données aux services compétents. Toutefois, dans un souci de réalisme, il importe de relever les contraintes auxquelles l'administration est confrontée dans ce domaine. Ces contraintes résultent de la lourdeur considérable des tâches que représentent chaque année l'établissement des tableaux d'avancement et la notification ensuite aux intéressés des décisions de promotion d'échelon. Ces tâches sont d'autant plus considérables que la structure nationale du corps des professeurs certifiés implique une comparaison de l'ensemble des mérites des intéressés. A cet égard, il faut rappeler qu'à l'issue des travaux des commissions administratives paritaires nationales compétentes en la matière certains délais (de l'ordre de deux à trois mois) sont absolument indispensables, afin de procéder successivement à la mise au point du projet d'arrêté collectif portant promotion d'échelon des professeurs, puis, après visa et signature, à l'édition des ampliations de cet arrêté et à l'élaboration enfin des extraits individuels (pour notification à chaque enseignant) de ce même arrêté. Par contre, un délai de six mois ne saurait correspondre, compte tenu de l'état du calendrier, qu'à

quelques cas marginaux. D'autre part, s'il arrive en effet que la notification de la mesure de promotion d'échelon intervienne nettement au-delà de la date d'effet de cette même mesure, il arrive aussi non moins fréquemment que notification et date d'effet coïncident. Parfois, même, la notification précède notablement la date d'effet. Tout dépend à cet égard de la situation exacte de l'intéressé, de son ancienneté et de la nature de l'avancement accordé (avancement au petit choix ou au grand choix). Il faut aussi préciser que, s'agissant des avancements d'échelon accordés à l'ancienneté, la notification de ces mesures intervient généralement dans un délai nettement plus court (soit dans un délai d'un mois à compter de la date de réunion des commissions administratives paritaires nationales). Il y a lieu également de noter qu'en toute hypothèse, et quelle que soit la date de notification à l'intéressé de la décision de promotion d'échelon le concernant, cette décision est systématiquement prise en compte, avant même qu'il en soit informé, dans son dossier de mutation. Dans ces conditions il ne saurait résulter aucun préjudice pour les intéressés.

Enseignement secondaire (établissements).

17224. — 13 juin 1979. — M. Louis Darinot demande à M. le ministre de l'éducation quelle solution il compte apporter à la rentrée prochaine pour pallier les conditions déplorables dans lesquelles ont lieu les remplacements de professeurs absents. Ainsi, dans un établissement de Cherbourg, trois remplaçants se sont succédés depuis septembre 1978 dans le poste d'un professeur titulaire absent. Il lui demande en particulier quelle solution il compte apporter à la rentrée prochaine pour que de telles situations extrêmement préjudiciables aux élèves ne se renouvelent pas.

Réponse. — L'honorable parlementaire souhaiterait qu'une solution plus complète soit apportée au problème des délais observés dans le remplacement des professeurs absents. L'importance de ce problème n'a pas échappé à l'attention des services rectoraux qui s'efforcent, dans toute la mesure du possible, de pourvoir sans retard au remplacement des professeurs absents. Il se peut, néanmoins, que des délais s'avèrent parfois nécessaires. Il importe, sur ce point, d'opérer une distinction, en fonction de la durée des congés qui nécessitent le remplacement du titulaire de la chaire. Pour envisager raisonnablement un remplacement, il faut en effet que l'absence du professeur titulaire défailtant dépasse une durée minimum, en deçà de laquelle la nécessité de faire appel à un enseignant auxiliaire ne s'impose pas. Lorsqu'il s'agit par conséquent d'un congé de maternité, d'un congé postnatal, d'un congé de longue maladie, d'un congé de longue durée ou d'un congé de maladie ordinaire atteignant une certaine durée, le remplacement ne rencontre pas de difficultés majeures, encore que dans certaines disciplines ou spécialités, le choix d'un maître auxiliaire, offrant des garanties sur le plan pédagogique, se heurte parfois à un manque de candidats, problème qui, dans quelques académies, se pose en termes aigus. En revanche, il est évident que, dans l'hypothèse de congés à la fois brefs, fréquents et irréguliers, l'appel à un maître auxiliaire pour pallier la défaillance du titulaire de la chaire s'avère malaisé. Les services rectoraux ne sont alors en mesure ni d'organiser convenablement le remplacement, ni de le prévoir. Une telle situation est la cause vraisemblable des délais auxquels la question considérée fait allusion. Dans cette hypothèse précise, des solutions sont à l'étude, afin d'apporter au système existant toutes améliorations utiles.

Enseignement (enseignants).

17497. — 20 juin 1979. — M. Alain Richard demande à M. le ministre de l'éducation de lui communiquer la situation exacte des non-titulaires dans l'enseignement pour le département du Val-d'Oise. Dans ce but, il serait utile de rassembler dans un tableau le nombre et proportion de non-titulaires pour chaque type d'établissement (primaire, C.E.S., C.E.T., lycée, etc.). Parallèlement, il serait utile de connaître pour l'année scolaire 1978-1979 le nombre d'heures supplémentaires effectuées par les personnels d'éducation du Val-d'Oise.

Réponse. — Les renseignements statistiques concernant la situation des personnels enseignants non titulaires dans le département du Val-d'Oise, sont fournis dans le tableau ci-dessous. Celui-ci comprend, dans une première partie, la répartition des non-titulaires, en 1978-1979, par type d'établissement, et leur proportion par rapport à l'ensemble des enseignants. En second lieu, figure la répartition des heures supplémentaires dans le second degré, par catégorie d'enseignements et d'établissements, toujours dans le département du Val-d'Oise.

Situation des enseignants non titulaires et des heures supplémentaires.

Nombre et proportion des non-titulaires.

	NOMBRE de non-titulaires.	POURCENTAGE du total des enseignants.
Dans le 1 ^{er} degré.....	466	8,6
Dans les lycées.....	226	20
Dans les collèges.....	400	13,8
Dans les L. E. P.....	442	47,4
Total pour le 2 ^e degré.....	1 068	21,9

Nombre d'heures supplémentaires.

	LYCÉES	COLLEGES	L. E. P.	TOTAL
Effectuées par :				
Enseignants de type lycée (agrégés, certifiés)....	1 791	1 218	»	3 009
Enseignants de type P. E. G. C.....	»	1 068	»	1 068
Enseignants de type L. E. P.....	11	52	437	500
Non-titulaires.....	495	592	430	1 517
Total.....	2 297	2 930	867	6 094

Alsace-Lorraine (enseignants).

17568. — 20 juin 1979. — Par réponse en date du 24 mars 1979, M. le ministre de l'éducation a bien voulu indiquer à M. Jean-Louis Masson que les institutrices congréganistes actuellement en activité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle percevaient des émoluments inférieurs de 25 p. 100 au traitement moyen des instituteurs publics. Il lui a indiqué également qu'une revalorisation des émoluments des institutrices congréganistes ne pouvait intervenir dans l'immédiat en raison des contraintes pesant sur le budget. M. Masson s'étonne donc, d'une part, de ce que des engagements pris par le précédent ministre de l'éducation puissent être différés de manière quasi définitive quant à leur mise en application; d'autre part, de ce que l'octroi à 426 institutrices congréganistes, et dont le nombre décroît d'année en année, d'une revalorisation de leur traitement puisse mettre en péril l'équilibre budgétaire. M. Masson souhaiterait donc que M. le ministre de l'éducation veuille bien faire réexaminer cette affaire, et lui indiquer si, oui ou non, il existe une véritable volonté d'apporter une solution à une injustice flagrante qui s'exerce au détriment des institutrices congréganistes pourtant totalement dévouées.

Réponse. — Le ministre de l'éducation ne peut, dans l'état actuel des choses, modifier la réponse qu'il a apportée à la précédente question de l'honorable parlementaire. Il lui confirme que, comme son prédécesseur, il estime que, sans que l'on puisse parler d'injustice flagrante, il serait équitable d'améliorer la rémunération des institutrices congréganistes. Il est disposé à proposer dans ce sens le texte réglementaire nécessaire, dès lors que le Gouvernement, dans le cadre de la politique sociale des agents de l'Etat, aura décidé de ne plus exclure toute mesure d'ordre catégoriel.

Enseignement secondaire (établissements).

17618. — 21 juin 1979. — M. Marcel Tassy attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les carences criantes en matière de classes d'adaptation et de classes spécialisées dans le XIII^e arrondissement de Marseille. Il tient à faire observer à M. le ministre que la seule réponse apportée jusqu'à présent aux problèmes préoccupants qui s'y posent, consiste dans le transfert de la dernière classe d'adaptation (sur les trois classes qui fonctionnaient initialement au lycée Alphonse-Daudet (IX^e arrondissement), au C. E. S. de Frais Vallon à la Rose (XIII^e arrondissement). On assiste donc à la fois à la diminution du nombre d'enfants du IX^e arrondissement appelés à fréquenter cette classe (sur les trente-cinq transferts de dossiers,

combien d'enfants pourront effectivement traverser Marseille tous les jours) et à un palliatif pour tenter de répondre aux besoins très élevés du XIII^e en classes spécialisées de tout ordre. Marcel Tassy demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir reconsidérer cette question afin de lui apporter de réelles solutions.

Réponse. — Le XIII^e arrondissement compte un nombre élevé de classes spéciales pour enfants handicapés, comme en témoignent les chiffres suivants (année 1978-1979), concernant les quartiers à forte densité, où les problèmes sont les plus nombreux et les plus lourds : Saint-Jérôme : 47 classes primaires, 3 classes spéciales ; La Rose : 99 classes primaires, 9 classes spéciales ; Malpasse : 28 classes primaires, 2 classes spéciales ; Saint-Just : 39 classes primaires, 4 classes spéciales. La création, qui interviendra à la rentrée 1979, d'une section d'éducation spécialisée dans ce secteur (La Rose-Frais-Vallon) améliorera encore la situation actuelle. Il est précisé par ailleurs que d'après les renseignements fournis par les services académiques les classes d'adaptation qui seront transférées dans ce secteur accueillent des élèves d'intelligence normale mais victimes de troubles du comportement. Ce transfert n'aura pas d'incidences fâcheuses sur le secteur d'où elles sont retirées. En effet, ces classes étaient pratiquement vides d'élèves et le transfert ne porte, dans ces conditions, que sur quelques enfants : six au maximum (quatre élèves en classe de quatrième et deux en classe de cinquième).

Enseignement (établissements).

17786. — 23 juin 1979. — M. Alain Bonnet attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la multiplication des mesures qui portent atteinte aux services publics en milieu rural et, dans le département de la Dordogne, plus particulièrement aux services scolaires. C'est ainsi qu'a été annoncée la suppression, lors de la prochaine rentrée scolaire, de quatre écoles, un internat de C.E.S. et quatorze classes primaires ou maternelles. De telles décisions, prises unilatéralement, ne peuvent que contribuer à l'aggravation de l'exode rural et à la dévitalisation des cantons, dont l'activité serait pourtant nécessaire à l'équilibre de notre région. Il lui demande, en conséquence, avant de confirmer ces mesures extrêmement graves, de consulter les élus locaux et les représentants des enseignants et des parents d'élèves unanimement défavorables à ces projets.

Réponse. — S'agissant de l'internat du collège, la carte scolaire ne prévoyait pas un maintien. En effet, géographiquement, la commune de Montignac occupe une position centrale dans un secteur peu étendu ; les communes le constituant ne sont, dans leur ensemble, éloignées de cette localité que d'une dizaine de kilomètres, ce qui n'oblige pas les élèves à effectuer des trajets trop longs. Le fonctionnement de cet internat était justifié, à l'origine, par les difficultés d'accueil rencontrées dans les établissements environnants, en particulier à Sarlat et Terrasson. En effet, la plupart des élèves internes à Montignac proviennent, à la faveur de dérogations, des secteurs limitrophes. Or, depuis cinq ans, on constate une baisse régulière des effectifs d'internes, en raison de l'équipement progressif des secteurs environnants. En conséquence, et compte tenu de l'inadaptation des locaux où sont hébergés les élèves, il a été décidé de ne plus accueillir d'internes à Montignac à partir de la rentrée prochaine. Les services départementaux de l'éducation achèvent, d'autre part, actuellement les opérations de préparation de la rentrée scolaire 1979 dans le 1^{er} degré, dans le cadre des instructions données par la circulaire du 1^{er} décembre 1978. Les objectifs fixés sont clairs : prévoir l'accueil des élèves dans les zones où les effectifs progressent encore ; alléger les effectifs de cours élémentaire 1^{re} année, accroître où c'est nécessaire le remplacement des maîtres absents et des directeurs déchargés de classe ; former les personnels spécialisés destinés à animer les groupes d'aide psycho-pédagogique. Ce sont des projets d'amélioration de la qualité de l'enseignement. Pour parvenir à ces fins et compte tenu des moyens budgétaires disponibles, la plupart des départements sont en mesure, cette année, de mieux répartir les postes d'enseignants. Cela entraîne, comme chaque année, des fermetures de classes lorsque la baisse des effectifs les justifie et des ouvertures que l'augmentation des effectifs peut rendre nécessaires. Cependant, en règle générale, les effectifs scolaires sont recensés dans chaque école. Dans un souci d'équité, afin de faire disparaître des situations très variables dans une même commune d'une école à l'autre, les effectifs pouvant être comptabilisés ensemble dans les écoles construites sur un terrain d'un seul tenant, voire pour des écoles très voisines, selon l'appréciation des autorités académiques. Il s'agit de répartir harmonieusement et équitablement les moyens du service public dont dispose chaque département. C'est ce principe qui a été mis en application dans le département de la Dordogne. En effet, les prévisions communiquées par les services académiques faisaient état d'une baisse sensible des effectifs à la fois dans l'enseignement

élémentaire (— 416 élèves) et pré-élémentaire (— 378). La fermeture de 5 classes a donc été prévue, ce qui, compte tenu des chiffres précités, ne saurait affecter les conditions d'accueil. Par ailleurs, il convient de noter que les moyens ainsi dégagés permettront la création d'un poste pour la décharge d'un directeur et d'un poste de G. A. P. P.

Enseignement secondaire (établissements).

17825. — 26 juin 1979. — M. Alain Richard attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les difficultés que connaît le lycée de la ville nouvelle de Cergy. Le budget imparti par le rectorat pour 1979 ne permet même pas de couvrir les frais de chauffage, eau, gaz, électricité et téléphone prévus. Le personnel est insuffisant : pas de documentaliste, pas d'agent de laboratoire, peu de personnel de service, peu de personnel administratif. Le lycée, qui a ouvert ses portes en septembre 1978, ne compte pas non plus de gymnase, ni de demi-pension. M. Alain Richard demande donc à M. le ministre de l'éducation les mesures qu'il compte prendre pour assurer un fonctionnement matériel et pédagogique correct à cet établissement, qui a représenté un investissement important et qui constitue un élément vital du développement de la ville nouvelle sur le plan éducatif.

Deuxième réponse. — En application des mesures de déconcentration, les crédits de fonctionnement alloués aux établissements publics d'enseignement du second degré sont arrêtés par les recteurs, dans le cadre des dotations globales mises à leur disposition par l'administration centrale, celles-ci étant elles-mêmes fonction des moyens budgétaires votés par le Parlement. Une première répartition est effectuée en début d'année civile et, à l'occasion de la rentrée scolaire, un complément de crédits est accordé à chaque académie pour faire face aux besoins supplémentaires liés à l'évolution des effectifs d'élèves et à l'ouverture de nouveaux établissements, ainsi que pour améliorer, lorsqu'il y a lieu, le fonctionnement de certains services. A cet égard, des moyens substantiels, compte tenu des difficultés actuelles (hausse des prix des produits énergétiques notamment), seront incessamment à la disposition des ordonnateurs secondaires. Une fois les attributions rectorales effectuées, il appartient au conseil d'établissement de chaque lycée de voter la répartition des ressources entre les différents postes de dépenses, selon les besoins et priorités qu'il a estimé opportun de retenir. Dans le cadre aussi de la politique de déconcentration administrative, il appartient aux recteurs de définir des critères de répartition pour les emplois de personnel de laboratoire mis à leur disposition par l'administration centrale. Les autorités académiques tiennent compte, pour l'affectation de ces emplois, de l'importance et de la nature des enseignements dispensés, ainsi que des matériels utilisés. D'autres établissements ayant à cet égard été considérés comme prioritaires, le recteur de l'académie de Versailles n'a pas été en mesure d'affecter au lycée de la ville nouvelle de Cergy un emploi de personnel de laboratoire. Les emplois de personnel administratif et de service sont également répartis par les recteurs compte tenu des caractéristiques pédagogiques des lycées et des diverses charges sur ces derniers. En outre, des rééquilibrages sont opérés chaque année entre les dotations des établissements afin de mieux faire coïncider l'utilisation des emplois avec la réalité de leurs besoins. C'est en fonction de ces données que le recteur de l'académie de Versailles a attribué au lycée de la ville nouvelle de Cergy un nombre d'emplois de personnel ouvrier et de service qui doit lui permettre de fonctionner dans des conditions normales. Il convient de noter d'autre part que la mise en place d'un centre de documentation et d'information dans chaque établissement du second degré constitue l'un des objectifs prioritaires du ministère de l'éducation, dont la réalisation, subordonnée aux autorisations budgétaires, ne peut être que progressive. En attendant l'attribution définitive d'un emploi d'adjoint d'enseignement non-chargé d'enseignement au lycée de Cergy, le recteur de l'académie de Versailles envisage d'affecter à cet établissement, au titre de la rentrée 1979, un poste d'adjoint d'enseignement auxiliaire, afin d'assurer le fonctionnement de son centre de documentation et d'information. Il est précisé que la demi-pension du lycée de Cergy-Pontoise figurant au programme de construction de l'établissement pour une capacité de 1 164 rationnaires entrera en service à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire. Il est signalé enfin, que la construction du gymnase relève de la compétence du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Enseignement secondaire (établissements).

18072. — 30 juin 1979. — M. Maurice Andrieux attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation que risque de connaître le lycée de Neux-les-Mines à la rentrée scolaire prochaine. Ce faisant, il se fait l'écho des inquiétudes manifestées par les parents d'élèves fréquentant ce lycée et les enseignants.

L'augmentation des effectifs, le nombre d'heures de cours nécessaires pour assurer l'enseignement de l'économie et les sciences et techniques économiques justifient la création d'un poste d'économie et d'un poste de sciences et techniques économiques. Ces créations sollicitées début 1979 n'ont pas été accordées à ce jour. D'autre part, le nombre des élèves prévus à la rentrée tant en seconde qu'en première et en terminale impose, sous peine de non-réinscription des élèves, que soit créée une troisième section de 2^e AB et que soient obtenus le dédoublement promis en 1^{er} D et les dédoublements de la 1^{re} AB et de la terminale, ce qui amènerait logiquement, en plus, la création d'un demi-poste de mathématiques, d'un demi-poste d'histoire-géographie et de deux postes de surveillants. En lui signalant que le refus de création de ces postes compromettrait à terme l'existence même de cet établissement dont l'intérêt, au cœur du bassin minier, est évident, M. Maurice Andrieux demande à M. le ministre de l'éducation de lui faire connaître ses intentions en ce qui concerne ce problème.

Réponse. — Le Parlement, à l'occasion du vote de la loi de finances, fixe chaque année de façon limitative le nombre total des nouveaux emplois qui peuvent être affectés aux lycées. Ces emplois sont ensuite répartis entre les académies selon divers critères (prévisions d'effectifs, ouvertures d'établissements neufs, taux constatés d'encadrement, etc.), et c'est aux recteurs qu'il appartient, en définitive, en vertu des mesures de déconcentration, d'implanter ces emplois dans les établissements de leur ressort, après avoir examiné la situation de chacun d'eux. Lors de cet examen, les recteurs doivent veiller à ce que la structure des établissements soit organisée dans le respect des seuils de dédoublement réglementaires, fixés à quarante élèves pour les divisions de second cycle long, et ils peuvent être amenés à procéder à des regroupements, notamment pour les enseignements communs. Il serait en effet anormal et contraire à une saine gestion des deniers publics de constituer des divisions à effectifs réduits dans un établissement alors que des besoins non satisfaits subsisteraient par ailleurs. Au lycée de Neux-les-Mines, le recteur de l'académie de Lille a prévu, pour l'année scolaire 1979-1980, le fonctionnement de deux divisions en seconde AB, avec des effectifs qui se situent autour de trente-sept élèves. En classe de première B, où les effectifs attendus sont très faibles (quatorze élèves), il est prévu que les enseignements littéraires seront dispensés en cours communs avec les premières C. En revanche en première D, compte tenu du nombre d'élèves à accueillir, l'ouverture d'une seconde division a été décidée. Quant aux classes de terminale A et B, leur organisation ne pourra être définitivement arrêtée que lorsque seront closes les réinscriptions d'élèves n'ayant pas réussi au baccalauréat. C'est à ce moment-là seulement que le recteur sera en mesure d'évaluer avec précision les besoins en emplois d'enseignants de l'établissement, et il prendra alors les décisions nécessaires, compte tenu des moyens dont il dispose et des priorités qu'il pourra être amené à déterminer. Enfin, les transformations intervenues ces dernières années dans les méthodes d'éducation et dans les conditions de vie des établissements ont fait notablement évoluer la notion de surveillance. Cette évolution est particulièrement sensible dans le second cycle long, où il importe que les élèves (dont un certain nombre ont atteint l'âge de la majorité) développent le sens de leur responsabilité personnelle. C'est ainsi qu'a été amorcé un allègement progressif des moyens consacrés à la surveillance à ce niveau; il ne peut être envisagé, dans ces conditions, d'accroître les moyens mis à la disposition du lycée de Neux-les-Mines.

Enseignement secondaire (manuels).

18132. — 1^{er} juillet 1979. — M. Pierre Bas s'étonne de ce que, dans certains établissements, en cette fin d'année scolaire, les parents d'élèves de sixième et cinquième soient menacés de devoir payer les ouvrages trop « usés » par leurs enfants. S'il est bien évident que l'auteur de la question est soucieux des deniers publics, il demande néanmoins à M. le ministre de l'éducation s'il convient, dans un système déjà si mesquin de gratuité — ouvrage prêté et repris en fin d'année — de pénaliser encore les enfants qui se seront servi de leur livre avec assiduité, au lieu de les en féliciter et de donner ainsi une sorte de prime à ceux qui n'auront jamais ouvert leur livre spontanément ou sur instruction de leur professeur. Ce problème risque de se multiplier à la fin de l'année 1979-1980, les ouvrages de sixième ayant été utilisés successivement par trois générations d'enfants de onze à douze ans.

Réponse. — Les instructions données aux chefs d'établissement concernant la mise en cause éventuelle de la responsabilité pécuniaire des familles en matière de livres scolaires ont été rappelées dans diverses circulaires et notamment dans une circulaire du 5 février 1970 relative au régime de prêt de livres scolaires aux élèves des classes de 6^e et 5^e; il ne s'agit donc pas d'un dispositif nouveau. Au demeurant, la circulaire du 15 mars 1978 précise que cette responsabilité pourra être recherchée en cas d'« usure anormale »

ou de perte. Il est très peu probable que les élèves qui se seront servi de leur livre avec assiduité soient justement ceux qui l'auront perdu; l'expérience montre par ailleurs que l'usure anormale ne résulte pas de l'utilisation intensive du livre comme semble le craindre l'honorable parlementaire, mais bien plus souvent de dégradations volontaires — pages arrachées, graffitis, etc. C'est essentiellement contre ce type de dégradation que l'administration entend lutter en prévoyant une possible mise en cause pécuniaire des parents. Financièrement, les dispositions prises dans ce sens garantissent que les crédits consacrés par l'Etat à l'achat des manuels scolaires — plus de 140 MF par an correspondant à un renouvellement, à ses frais, après quatre ans d'utilisation — permettent d'atteindre effectivement les objectifs poursuivis. Tout système qui admettrait une moindre durée d'utilisation des livres, tout en obligeant l'Etat à les fournir gratuitement dans tous les cas, conduirait évidemment à des dépenses supplémentaires aléatoires, incompatibles avec le caractère limitatif des crédits votés par le Parlement.

Enseignement secondaire (établissements).

18165. — 7 juillet 1979. — M. Christian Pierret attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des lycées d'enseignement professionnel, dans le ressort de certains rectorats, où l'augmentation des crédits de fonctionnement autorisée par l'autorité administrative supérieure est notablement insuffisante pour assurer la marche normale à partir de la rentrée 79 de ces lycées. Ainsi, à Saint-Dié (Vosges), des établissements d'enseignement professionnel ne se voient attribuer qu'une augmentation de 1 p. 100 de leur budget de fonctionnement alors que la hausse des prix annuelle est malheureusement bien supérieure. Il lui demande donc les mesures qu'il compte prendre pour que le fonctionnement régulier des L.E.P. puisse être assuré dans l'intérêt des divers personnels, en particulier enseignant, et dans celui des élèves.

Réponse. — En application des mesures de déconcentration, les crédits de fonctionnement attribués aux établissements publics d'enseignement du second degré sont arrêtés par les recteurs, dans le cadre des dotations globales mises à leur disposition par l'administration centrale, celles-ci étant elles-mêmes fonction du volume des moyens budgétaires votés par le Parlement. Une première répartition entre les recteurs est effectuée en début d'année civile, et à l'occasion de la rentrée scolaire un complément de crédits est accordé à chaque académie pour faire face aux besoins supplémentaires liés à l'évolution des effectifs d'élèves, et à l'ouverture de nouveaux établissements, ainsi que pour améliorer, lorsqu'il y a lieu, le fonctionnement de certains services. A cet égard, des moyens substantiels, compte tenu des difficultés actuelles (hausse des prix des produits énergétiques notamment) seront mis incessamment à la disposition des ordonnateurs secondaires. Une fois les attributions rectorales effectuées, il appartient au conseil d'établissement de chaque lycée de voter la répartition des ressources entre les différents postes de dépenses, selon les besoins et priorités qu'il a estimé opportun de retenir.

Transports scolaires (financement).

18295. — 7 juillet 1979. — M. Paul Alduy expose à M. le ministre de l'éducation la situation de deux C.E.S. nationalisés d'une commune, parmi les neuf existants, qui ne disposent d'aucune installation sportive et sont éloignés des piscines et stades municipaux. Ces deux C.E.S. étant situés dans le centre ville, il n'existe aucune possibilité de création d'installations dans cette zone. La commune prend à sa charge la totalité des déplacements collège-stade ou collège-piscine en autobus des élèves de ces deux établissements. La dépense annuelle correspondante s'élève pour chaque établissement à 60 000 francs alors que le budget de ces collèges nationalisés est de l'ordre de 80 000 francs. Il est anormal que la commune assure cette dépense qui incombe en réalité au collège. Aussi, en raison des difficultés budgétaires que rencontre actuellement cette commune et devant l'impossibilité de la municipalité d'assurer le transport des élèves vers les installations sportives, il lui demande s'il n'estime pas qu'une aide financière exceptionnelle devrait être apportée par l'Etat à ces deux collèges nationalisés afin qu'ils puissent participer à ces transports.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire qu'à la suite d'un accord intervenu entre le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs et le ministère de l'éducation, il a été convenu que seules doivent être prises en charge par le ministère de l'éducation, les dépenses de fonctionnement des installations sportives incorporées topographiquement et administrativement aux établissements nationaux d'enseignement. A contrario, les dépenses consécutives à l'utilisation par les établissements nationaux d'installations extérieures à l'établissement doivent être imputées sur les crédits dont dispose à cet effet le ministère de la jeunesse, des

sports et des loisirs. En conséquence, les installations sportives en cause étant extérieures aux collèges, il appartient à la collectivité locale concernée de conclure avec l'administration des collèges bénéficiaires, une convention d'utilisation du stade et de la piscine et de solliciter du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs une subvention correspondant aux charges qu'elle supporte à cet égard, notamment pour le transport des élèves.

Enseignement secondaire (enseignants).

18394. — 14 juillet 1979. — M. Gérard Longuet attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le grave malaise éprouvé par les élèves et les anciens élèves des écoles normales supérieures, notamment dans les sections littéraires. Les normaliens reçus à l'issue d'un concours hautement sélectif reçoivent une formation de qualité dont le coût est élevé pour la collectivité. La plupart d'entre eux se destinent à la recherche et entreprennent une thèse dès leur scolarité. Or, il apparaît que les élèves reçus aux agrégations littéraires sont de plus en plus souvent nommés dans des collèges parfois éloignés des villes universitaires, pour enseigner des élèves du premier cycle de l'enseignement secondaire, malgré le décret du 4 juillet 1972 stipulant que les professeurs agrégés ne doivent assurer un enseignement dans ces classes qu'à titre exceptionnel. L'exception tend à devenir la règle, y compris pour les normaliens déjà engagés dans la recherche, qui ne sont nullement préparés aujourd'hui à enseigner dans ces classes. Cette contradiction entre les postes offerts et la formation acquise explique la baisse progressive du nombre des candidats à l'entrée des E.N.S. les plus prestigieuses, et la désaffection croissante des normaliens eux-mêmes pour les carrières de l'enseignement. C'est pourquoi il demande à M. le ministre de l'éducation quelles mesures il entend prendre pour donner aux normaliens agrégés des postes correspondant à la formation qu'ils ont acquise, afin d'éviter un gaspillage humain et financier considérable.

Réponse. — Il est indiqué que l'article 4 du décret n° 72-580 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré prévoit que ces personnels participent aux actions d'éducation principalement en assurant un service d'enseignement dans les classes préparatoires aux grandes écoles, dans les classes de second cycle des établissements du second degré, dans des établissements de formation et exceptionnellement dans des classes de premier cycle des établissements de second degré. Il en résulte que conformément aux dispositions statutaires, les professeurs agrégés ne doivent exercer dans les collèges que de manière exceptionnelle. C'est pour ces raisons que la circulaire n° 78.441 du 7 décembre 1978 relative à l'établissement des demandes de mutation, de réintégration ou de disponibilité présentées par les personnels enseignants des corps nationaux de second degré au titre de la rentrée de l'année 1979-1980 prévoit d'une part que les professeurs agrégés débutants doivent obligatoirement user des vœux en vue de leur affectation qui sera prononcée exclusivement dans les lycées et que d'autre part les professeurs agrégés candidats à une mutation peuvent être affectés dans un lycée, dans une école normale d'instituteurs et éventuellement dans un collège.

Enseignement (personnel non enseignant).

18426. — 14 juillet 1979. — M. André Durr rappelle à M. le ministre de l'éducation que l'attention de l'un de ses prédécesseurs avait été attirée, il y a près de onze ans, par la voie d'une question écrite, sur la situation de certains directeurs d'établissements scolaires : collèges d'enseignement technique, écoles nationales de perfectionnement ou du premier degré. Il était relevé que, en dépit des charges particulièrement lourdes que les intéressés doivent assumer tant au plan pédagogique qu'administratif, ceux-ci sont rétribués sur la base d'une échelle indiciaire inférieure à celle dont bénéficient les responsables des services économiques, c'est-à-dire leurs subordonnés hiérarchiques, exerçant leur activité dans le même établissement. Il était demandé en conséquence que les décrets alors à l'étude sur la situation des divers chefs d'établissements mettent un terme à cette anomalie qui ne peut que nuire à l'autorité des enseignants concernés. La réponse faite à cette question, parue au *Journal officiel*, Débats A. N. du 14 septembre 1968, page 2803, indiquait que les projets de décrets sur la situation des divers chefs d'établissement, décrets qui étaient alors à l'étude, avaient pour but de mettre fin à l'état de fait signalé. Or, si depuis cette date des décisions ont été prises qui ont certes valorisé l'échelle indiciaire de ces chefs d'établissements, les dispositions actuellement appliquées ne permettent pas de considérer comme réalisé l'engagement pris dans la réponse précitée, alors que les fonctions des intéressés se sont encore accrues d'activités et de responsabilités nouvelles. M. André Durr demande en conséquence à M. le ministre de l'éducation s'il n'estime pas particulièrement

urgent de mettre enfin un terme à la situation dénoncée et souhaite connaître la date à laquelle les mesures adéquates seront mises en œuvre à cet effet.

Réponse. — Il est certain que le niveau indiciaire atteint, dans leur corps d'origine, par certains chefs d'établissement et, notamment, par les directeurs des collèges d'enseignement technique (actuels proviseurs de lycées d'enseignement professionnel - L. E. P.) et par ceux des écoles nationales de perfectionnement (E. N. P.) ou du second degré (E. N. P. D.) peut se trouver, dans quelques cas extrêmes, inférieur à celui des chefs des services économiques affectés au même établissement. Mais il convient de ne pas oublier qu'à cette rémunération de base s'ajoute une bonification indiciaire liée au caractère fonctionnel des emplois de direction et soumise à retenue pour pension de retraite, qui peut atteindre, selon l'importance de l'établissement considéré, 125 points nouveaux majorés dans le cas d'un proviseur de L. E. P. En outre, les régimes indemnitaires respectifs des chefs d'établissement et des chefs de services économiques sont tels, surtout depuis la récente institution en faveur des premiers d'une indemnité de responsabilité de direction, au taux moyen de 3 375 francs pour les proviseurs de L. E. P., et de 2 250 francs pour les directeurs d'E. N. P. et d'E. N. P. D., que les cas dans lesquels la rémunération globale du directeur est inférieure à celle du gestionnaire affecté au même établissement demeurent relativement rares. Il n'est pas possible, pour régler ces situations marginales dans le sens préconisé par l'honorable parlementaire, de remettre en cause des systèmes de rémunération désormais bien établis qui ont fait la preuve de leur souplesse et de leur efficacité. Au demeurant, la situation des proviseurs de L. E. P. et les responsabilités de plus en plus importantes qu'ils sont — comme tous les personnels de direction — amenés à assumer, retiennent l'attention du ministre de l'éducation et de ses services et font l'objet d'une réflexion approfondie dans le cadre des études menées sur la situation des chefs d'établissement, tant au regard des règles de la fonction publique qu'à l'organisation des établissements d'enseignement et aux dispositions du décret du 30 mai 1969.

Enseignement secondaire (enseignants).

18436. — 14 juillet 1979. — M. Claude Labbé rappelle à M. le ministre de l'éducation qu'en réponse à la question écrite n° 5125 (*Journal officiel*, Débats A. N. n° 111 du 9 décembre 1978, page 9153), il disait, en ce qui concerne la réorption de l'auxiliaire, que s'agissant du second degré, il s'était attaché à mener au bénéfice des maîtres auxiliaires présentant des titres et mérites appropriés, une active politique de titularisation qui fait appel à trois types de moyens principaux : d'abord, le décret n° 75-1106 du 31 octobre 1975 qui a défini pour cinq ans, à compter de la rentrée 1975, les conditions exceptionnelles d'accès au corps des P. E. G. C. au bénéfice des maîtres auxiliaires justifiant de quatre ans d'exercice et ayant effectué avec succès un minimum d'une année d'études supérieures ; par ailleurs, la nomination de maîtres auxiliaires en qualité d'adjoint d'enseignement stagiaire, soit sur des postes créés à cet effet, soit sur des emplois libérés par des adjoints d'enseignement promus professeurs certifiés stagiaires en application du décret n° 75-1008 du 31 octobre 1975 qui a prévu les modalités exceptionnelles d'accès au corps des certifiés durant cinq ans... Il ajoutait que les diverses dispositions ainsi rappelées s'étaient avérées particulièrement efficaces et qu'au cours de l'année scolaire 1978-1979 il était prévu de continuer activement la même politique. Or, selon certaines indications dont il a eu connaissance, pour ce qui est de la titularisation par l'accès au corps des P. E. G. C. des maîtres auxiliaires, le plan de titularisation de 1978-1979 serait le dernier. En ce qui concerne le plan de titularisation des maîtres auxiliaires par nomination au corps d'adjoints d'enseignement il apparaît qu'il n'y a pas eu cette année de nomination à ce titre. M. Claude Labbé demande à M. le ministre de l'éducation pour quelles raisons aucune nomination n'a eu lieu cette année dans le corps d'adjoints d'enseignement alors qu'elle était prévue par le décret n° 75-1008 du 31 octobre 1975. Il souhaiterait également savoir si le plan d'accès des maîtres auxiliaires au corps des P. E. G. C. sera maintenu pour l'année 1979-1980 comme cela est prévu par le décret n° 75-1006 du 31 octobre 1975.

Réponse. — En ce qui concerne d'abord l'accès exceptionnel au corps des P. E. G. C., ménagé durant cinq ans aux maîtres auxiliaires sur la base des dispositions du décret n° 75-1066 du 31 octobre 1975, tous apaisements peuvent être apportés à l'honorable parlementaire. Il est, en effet, prévu — au titre de l'année scolaire 1979-1980 — de nommer P. E. G. C. stagiaires quelque 1 450 maîtres auxiliaires dont l'admission en stage correspondra à la cinquième tranche d'application du texte précité. S'agissant de la titularisation de maîtres auxiliaires dans le corps des adjoints d'enseignement, il serait inexact de dire qu'il n'y a pas eu cette année de nomination de l'espèce, puisque, au titre de 1978-1979, plusieurs centaines d'auxiliaires ont effectivement été nommés adjoints d'enseignement sur

des postes rendus vacants de diverses manières et, en particulier, par les promotions exceptionnelles d'adjoints d'enseignement dans le corps des certifiés intervenues en application des dispositions spécifiques définies pour cinq ans par le décret n° 75-1008 du 31 octobre 1975. Il reste que pour l'année scolaire 1979-1980 l'accès d'auxiliaires au corps des adjoints d'enseignement sera nécessairement fort restreint puisque les nominations exceptionnelles dans la catégorie des certifiés susceptibles d'être prononcées en application du décret n° 75-1008 — essentiellement au profit d'adjoints d'enseignement — seront très limitées. Dans de nombreuses disciplines, en effet, bien pourvues par les jeunes certifiés ou agrégés issus des concours, ne subsiste qu'une faible proportion d'auxiliaires.

Enseignement préscolaire et élémentaire (institutrices).

18563. — 21 juillet 1979. — **M. François Autain** fait observer à **M. le ministre de l'éducation** que malgré l'avis favorable des conseils municipaux concernés et le visa de la préfecture de Loire-Atlantique, de nombreuses institutrices mariées de ce département ne perçoivent pas le supplément d'indemnités de logement. Il lui rappelle que cette situation est contraire à la loi du 4 juin 1970 remplaçant la qualité de chef de famille par l'exercice de l'autorité parentale et à la loi du 22 décembre 1972 relative à l'égalité des rémunérations entre les hommes et les femmes. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour faire appliquer, dans le cas présent, les dispositions légales.

Réponse. — Un texte interministériel a été signé le 12 août 1979, qui autorise les préfets et les trésoriers-payeurs généraux à accepter les initiatives des communes tendant à l'octroi de la majoration de l'indemnité représentative de logement aux institutrices non mariées, avec ou sans enfants à charge, ainsi qu'aux institutrices non mariées avec un ou plusieurs enfants à charge. Il a, toutefois, été précisé que cette tolérance n'était pas extensible aux ménages d'instituteurs qui ne peuvent prétendre qu'à une seule majoration de l'espèce.

Pharmacie (préparateurs en pharmacie).

18571. — 21 juillet 1979. — **M. Jean Laurain** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il n'existe pas une possibilité de dérogation pour donner à des apprentis la possibilité de passer leur C. A. P. avant l'âge de dix-huit ans révolus avec comme référence la rentrée scolaire de l'année du C. A. P. Cette dérogation ne concernerait que les élèves préparant un C. A. P. d'aide-préparateur en pharmacie, puisque ce diplôme n'existera plus au-delà de 1981 suivant la loi n° 77-745 du 8 juillet 1977 qui modifie l'enseignement de cette profession.

Réponse. — L'âge de candidature au C. A. P. est fixé à dix-sept ans par le code de l'enseignement technique. Cette disposition ne s'applique pas aux candidats au C. A. P. d'aide-préparateur en pharmacie, la profession de préparateur en pharmacie entrant dans le cadre des professions réglementées. L'âge de dix-huit ans requis pour se présenter au C. A. P. d'aide-préparateur résulte des dispositions du décret du 10 mai 1948 qui exige en outre des candidats qu'ils justifient de trois ans au moins de pratique professionnelle en qualité d'apprenti ou de quatre ans au moins avec une autre qualification dans une officine. Les apprentis devant justifier de trois ans au moins de pratique professionnelle et devant être âgés de seize ans au moins pour souscrire un contrat d'apprentissage, ou de quinze ans révolus s'ils justifient avoir effectué la scolarité du premier cycle de l'enseignement secondaire, aucun candidat au C. A. P. d'aide-préparateur en pharmacie ne peut avoir moins de dix-huit ans. L'examen du certificat d'aptitude professionnelle d'aide-préparateur en pharmacie sera organisé jusqu'en 1983, des apprentis ayant pu, aux termes de la loi n° 77-745 du 8 juillet 1977, souscrire un contrat d'apprentissage jusqu'au 1^{er} janvier 1979.

Enseignement secondaire (établissements).

18709. — 21 juillet 1979. — **M. Serge Charles** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le problème des seuils de dédoublement dans les classes de première et de seconde du second cycle de l'enseignement secondaire. En effet, alors que, grâce à l'entrée en vigueur de la réforme Haby, le plafonnement des effectifs est fixé, en ce qui concerne les classes du premier cycle et les classes terminales, entre vingt-quatre et trente élèves, les classes de seconde et de première peuvent encore recevoir jusqu'à quarante élèves. Il lui demande si l'abaissement des seuils de dédoublement en première et seconde peut être envisagé et réalisé dans un proche avenir.

Réponse. — Chaque fois que cela a été possible, un effort a été réalisé pour abaisser le seuil de dédoublement des classes de second cycle long. C'est ainsi qu'à la rentrée 1968 il était décidé de réduire de 5 unités les effectifs limites de ces divisions, ce qui ramenait

à 40 leur seuil de dédoublement. Par la suite deux nouvelles mesures ont été prises, l'une en faveur des classes terminales, l'autre en faveur des classes de seconde, mesures invitant les recteurs à rechercher la constitution de divisions de 35 élèves à ces niveaux chaque fois que des emplois demeureraient disponibles après la mise en place des moyens nécessaires à l'application des horaires et programmes réglementaires. Ces mesures ont permis une diminution sensible du nombre de divisions comptant plus de 35 élèves, puisque à la rentrée 1978 elles ne représentaient que 7 p. 100 du nombre total des divisions de second cycle long. Il convient de noter par ailleurs que la moyenne générale des effectifs des divisions se situait pendant l'année 1978-1979 à 27,8 élèves. Il ne peut être envisagé actuellement d'aller au-delà, en raison du très important alourdissement budgétaire qui en résulterait.

Enseignement secondaire (enseignants).

18792. — 28 juillet 1979. — **M. Maurice Andrieux** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui indiquer le nombre de maîtres auxiliaires qui ont bénéficié d'une délégation ministérielle de P. E. G. C. stagiaires, au titre de 1979-1980, par section et par académie.

Réponse. — Les professeurs d'enseignement général de collège ont été constitués en corps académiques par le décret n° 69-493 du 30 mai 1969. Ce sont donc les recteurs qui déterminent, selon les besoins d'enseignement de leur académie, les sections dans lesquelles ils estiment devoir opérer un recrutement. Il en est ainsi pour le recrutement exceptionnel dans les corps de P. E. G. C., institué par le décret n° 75-1006 du 31 octobre 1975, dont les opérations de la cinquième et dernière tranche sont en cours dans la majorité des académies. Il n'est donc pas possible, dans l'immédiat, de préciser à l'honorable parlementaire, par section et par académie, le nombre de maîtres auxiliaires ayant bénéficié, à compter de la rentrée 1979-1980, d'une nomination en qualité de P. E. G. C. stagiaire. Tout au plus peut-il lui être communiqué, ci-joint, le contingent de nominations attribué à chaque académie pour la nomination de maîtres auxiliaires dans le corps de P. E. G. C. (cinquième tranche de recrutement exceptionnel) : métropole : 67 ; Aix-Marseille-Réunion : 70 ; Amiens : 63 ; Antilles, Guyane : 75 ; Besançon : 22 ; Bordeaux : 13 ; Caen : 34 ; Clermont-Ferrand : 18 ; Corse : 7 ; Créteil : 190 ; Dijon : 48 ; Grenoble : 68 ; Lille : 55 ; Limoges : 11 ; Lyon : 75 ; Montpellier : 35 ; Nancy, Metz : 33 ; Nantes : 57 ; Nice : 20 ; Orléans, Tours : 75 ; Paris : 24 ; Poitiers : 60 ; Reims : 31 ; Rennes : 35 ; Rouen : 108 ; Strasbourg : 60 ; Toulouse : 61 ; Versailles : 32 ; T. O. M. - D. E. F. A. : 6, soit au total : 1 450.

Enseignement secondaire (enseignants).

18795. — 28 juillet 1979. — **M. Jacques Brunhes** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui faire connaître, pour chacune des académies, par spécialité et par catégorie (agrégés, certifiés, chargés d'enseignement, P. T., P. T. A.), le nombre de professeurs titulaires qui avaient demandé leur mutation à compter de la rentrée scolaire 1979-1980.

Réponse. — L'honorable parlementaire souhaiterait obtenir toutes informations utiles quant au nombre des demandes de mutation qui ont été déposées par les enseignants du second degré en prévision de la rentrée de l'année scolaire 1979-1980. Le tableau figurant ci-dessous donne toutes indications à cet égard pour l'ensemble des académies. Il convient de noter toutefois qu'il n'a pas été possible de distinguer entre le corps des professeurs agrégés le corps des professeurs certifiés et le corps des chargés d'enseignement. En effet les postes affectés à ces trois catégories de personnel enseignant du second degré ne sont pas individualisés et les intéressés concourent lors des mutations pour les mêmes postes.

Professeurs agrégés, certifiés, chargés d'enseignement :

Lettres classiques.....	3 745
Lettres modernes.....	5 006
Histoire et géographie.....	3 271
S. E. S.....	246
Philosophie.....	864
Mathématiques.....	5 400
Sciences physiques.....	1 890
Sciences naturelles.....	2 100
Anglais.....	4 350
Allemand.....	2 020
Espagnol.....	885
Italien.....	265
T. M. E.....	380
Musique.....	546
Dessin.....	1 270
S. T. E.....	400
Total.....	32 438

Professeurs techniques et professeurs techniques adjoints :

Constructions mécaniques Industrielles (B1).....	250
Construction bâtiment (B2).....	30
Secrétariat commerce.....	80
Fabrications mécaniques (B3).....	260
Electrotechnique (B1b).....	80
Electronique (B4a).....	25
Disciplines technologiques diverses.....	300
Total	1 025
Total général	33 463

Enseignement secondaire (enseignants).

18797. — 28 juillet 1979. — M. Jacques Brunhes demande à M. le ministre de l'éducation le nombre de postes budgétaires d'enseignement long implantés soit dans les collèges, soit dans les lycées et qui ont été soit transférés, soit supprimés à compter de la rentrée 1979-1980.

Réponses. — La loi de finances pour 1979 prévoit : la création de 255 postes de professeurs certifiés, au titre du programme d'action prioritaire n° 13, pour l'enseignement de la technologie dans les collèges ; la suppression de 330 postes de professeurs certifiés pour tenir compte de l'évolution (en baisse) des effectifs. Cependant, compte tenu de la situation antérieure des postes distribués, qui laissait apparaître un léger disponible pour cette catégorie d'emplois, la dotation globale de professeurs certifiés attribuée à l'ensemble des académies n'a pas été diminuée. Des transferts d'emplois ont été opérés par les recteurs dans le cadre de chaque académie, afin de tenir compte de l'évolution des effectifs scolaires des collèges. Cependant, la gestion des emplois étant déconcentrée, en application des dispositions de l'arrêté du 18 septembre 1962, il n'est pas actuellement possible de faire un bilan chiffré de ces opérations qui constituent, au demeurant, des actes de gestion courante. En ce qui concerne le second cycle, les mesures prises par l'administration centrale du ministère de l'éducation à l'occasion de la préparation de la rentrée scolaire 1979 n'ont en aucun cas abouti à des suppressions d'emplois d'enseignants dans une académie. De même il n'a été procédé à aucun transfert d'emplois d'une académie à une autre. En revanche, les recteurs, responsables de l'organisation du service dans leur ressort, en application de la déconcentration, et qui doivent à ce titre rechercher l'utilisation optimale des moyens mis à leur disposition (dont le montant global, il convient de le rappeler, est fixé chaque année de façon limitative par le Parlement), ont pu procéder à des transferts d'emplois d'un département à un autre, ou d'un district à un autre, ou encore à des redistributions entre établissements de la même localité, afin d'éviter ici ou là le maintien d'emplois devenus excédentaires, alors que des besoins ne sont pas suffisamment couverts par ailleurs. Il n'est pas possible, à l'évidence, d'opérer une récapitulation nationale de toutes ces mesures ponctuelles sans une vaste et minutieuse enquête, sans réelle utilité, au moment précisément où se poursuit le processus de déconcentration. Aussi, l'honorable parlementaire est-il invité, si la situation de telle ou telle circonscription retient particulièrement son attention, à prendre directement l'attache en ce domaine du recteur qui en a la charge et qui pourra le renseigner non seulement sur le nombre de décisions prises mais sur leurs motivations dans chaque cas.

Enseignement secondaire (enseignants).

18850. — 28 juillet 1979. — M. Louis Mexandeu demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui faire connaître, par académie et par spécialité, le nombre de postes de second degré implantés effectivement par les recteurs, à compter de la rentrée 1979-1980, en plus du contingent prévu au budget initial de 1979. Il lui demande pourquoi, contrairement à la demande formulée notamment par le S.N.E.S., ces postes ne sont pas intervenus dans le travail de mutation des titulaires à compter de la rentrée 1979-1980.

Réponse. — A la suite d'une redistribution des moyens dont dispose le ministère, et pour tenir compte des besoins recensés dans le second cycle long, un complément d'emplois de professeur de lycée a pu être attribué en juillet aux recteurs, en sus des dotations budgétaires initiales, pour permettre d'assurer une meil-

leure préparation de la rentrée 1979. Ces compléments de dotation sont les suivants :

ACADEMIES	COMPLÉMENT de dotation attribué.
Aix-Marseille (sans la Réunion).....	17
Département de la Réunion.....	20
Amiens.....	60
Besançon.....	30
Bordeaux.....	55
Clermont-Ferrand.....	18
Créteil.....	120
Dijon.....	50
Grenoble.....	28
Lille.....	6
Limoges.....	17
Lyon.....	29
Montpellier.....	45
Nancy-Metz.....	4
Orléans-Tours.....	27
Paris.....	11
Poitiers.....	9
Reims.....	17
Rennes.....	82
Rouen.....	11
Strasbourg.....	49
Toulouse.....	76
Versailles.....	47
Antilles-Guyane.....	40
Total	848

Il est indiqué que, compte tenu des délais exigés pour la préparation et la réalisation des opérations de mouvement des personnels, il n'a pas été possible d'utiliser ces emplois dans le travail de mutation des professeurs titulaires au titre de l'année scolaire 1979-1980.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

19001. — 4 août 1979. — M. Jean Bardoï attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le problème des mutations des sous-directeurs de C.E.S. Il lui demande de bien vouloir lui faire savoir : 1° quel est le critère choisi pour départager plusieurs postulants à un même poste et ayant une égalité de carrière en tant que directeur adjoint ; 2° si c'est le critère d'ancienneté de maître de C.E.G. qui est pris en considération et si ladite ancienneté commence, pour un directeur adjoint, ex-maître en cours complémentaire avant le décret d'avril 1960 (créant les C.E.G.) à la date à laquelle il s'est trouvé affecté dans un cours complémentaire ; 3° si c'est le critère d'ancienneté de carrière qui est pris en considération, se base-t-on sur la fiche de position de la carrière reconstruite au moment de la pérennisation dans le corps des P.E.G.C. en 1969.

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 69-494 du 30 mai 1969 les sous-directeurs de collège d'enseignement secondaire sont nommés par le recteur d'académie. Tous les actes de gestion concernant ces personnels relèvent de la compétence des recteurs. Aucune disposition réglementaire n'a fixé de façon impérative les modalités selon lesquelles doivent se dérouler les opérations de mouvement de ces personnels. Les critères retenus et le nombre et la nature de ces critères sont déterminés à chaque échelon rectoral, après avis de la commission consultative spéciale, commission dans laquelle siègent des représentants des personnels concernés. Aussi ne pourra-t-il être répondu précisément à l'honorable parlementaire qu'à la lumière de renseignements précis fournis sur le sous-directeur de C.E.S. dont le cas lui a été soumis et notamment sur son identité et son académie de rattachement. Dans ce cas une réponse pourra lui être adressée personnellement.

Enseignement préscolaire et élémentaire (institutrices).

19053. — 4 août 1979. — M. Jean-Pierre Cot attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'indemnité forfaitaire pour sujétion spéciale versée aux institutrices qui ont perdu le droit au logement. En effet, il existe une discrimination entre les institutrices exerçant dans le premier degré dont l'indemnité n'est pas cumulable avec le logement en nature ou une indemnité communale perçue du chef de leur conjoint, alors qu'elle est compatible avec le bénéfice du logement ou l'indemnité obtenue du chef du conjoint pour les institutrices exerçant leur fonction en collège. Enfin, il lui demande s'il est prévu de procéder à une révision du taux de l'indemnité qui n'a pas varié depuis 1969 pour le premier cycle.

Réponse. — Sur les différents points abordés par l'honorable parlementaire, il convient d'apporter les précisions suivantes: L'indemnité prévue par le décret n° 09-1150 du 19 décembre 1969, en faveur des professeurs d'enseignement général de collège (P. E. G. C.) et des instituteurs en fonctions dans les collèges, n'est pas une indemnité compensatrice de logement mais une indemnité de droit commun. Aussi, contrairement aux indemnités compensatrices de logement accordées notamment aux instituteurs exerçant dans le premier degré, cette indemnité est forfaitaire et indépendante de la situation statutaire, indemnitaire ou familiale de l'intéressé et de son conjoint. En conséquence, l'indemnité en cause peut être cumulée entre conjoints que ce soit avec elle-même ou avec le bénéfice d'un logement ou d'une indemnité compensatrice de logement. S'agissant du taux de ladite indemnité, il n'est pas prévu de le revaloriser actuellement compte tenu du nombre élevé de bénéficiaires. En effet, un relèvement, même limité, de ce taux, serait d'un coût tel qu'il ne peut être envisagé dans le contexte budgétaire actuel.

Apprentissage (centres de formation des apprentis).

19101. — 4 août 1979. — M. Bertrand de Maigret expose à M. le ministre de l'éducation que, si l'obligation de suivre des cours dans un C.F.A. a largement contribué à l'amélioration de la formation des apprentis, il est regrettable de constater qu'un certain nombre d'apprentis, tout en se comportant de manière irréprochable chez leur maître d'apprentissage, ont une conduite très différente dans leur classe de C.F.A., où, pour des raisons diverses, ils contribuent à créer une ambiance défavorable portant ainsi préjudice à l'ensemble des apprentis de leur section. Pour remédier à ces difficultés il est difficile d'envisager l'exclusion des apprentis en cause, étant donné que celle-ci entraînerait la rupture du contrat d'apprentissage avec les conséquences qu'elle pourrait avoir pour les intéressés eux-mêmes autant que pour le maître d'apprentissage. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que soit prévue, pour des cas de ce genre, une procédure de dispense des cours qui, entourée de toutes les protections nécessaires, permettrait cependant d'assurer une insertion satisfaisante de ces jeunes dans la vie professionnelle.

Réponse. — La législation en matière d'apprentissage fait de l'obligation de suivre la formation donnée en centre de formation d'apprentis une des composantes essentielles du contrat d'apprentissage. S'agissant d'un contrat de type particulier il doit permettre une préparation au diplôme de l'enseignement technologique pour lequel il a été conclu. En conséquence la dispense des cours peut difficilement s'envisager, cette hypothèse étant de nature à compromettre une insertion professionnelle satisfaisante. Les mesures qui pourraient être envisagées, dans les cas d'apprentis dont l'attitude gêne le déroulement de la formation au centre de formation d'apprentis, relèvent de la concertation entre le service académique de l'inspection de l'apprentissage, la division départementale du travail et de la main-d'œuvre, le directeur du centre et le maître d'apprentissage.

Apprentissage (centres de formation des apprentis).

19108. — 4 août 1979. — M. Jean-Pierre Bœcher appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la contradiction qu'il existe entre, d'une part, le fait que sont annoncées des mesures visant à la revalorisation du travail manuel et, d'autre part, qu'on annonce que les crédits alloués pour subventionner les centres de formation d'apprentis ne seront pas augmentés. Il lui demande donc si, en accord avec ses collègues du budget et du travail et de la participation, il n'envisage pas de dissiper cette contradiction et quels moyens il s'accordera pour le faire.

Réponse. — L'apprentissage est une voie de formation professionnelle qui assure aux jeunes une bonne insertion dans la vie active et dans le monde du travail tout particulièrement dans le secteur artisanal. Les crédits budgétaires concernant les subventions de fonctionnement des centres de formation d'apprentis sont passés de 169,7 millions en 1975 à 355,7 millions en 1979. A la suite d'une récente décision du Premier ministre, la dotation des crédits de 1979 a été augmentée pour permettre de couvrir les besoins de financement de ces centres. Depuis 1978, une prime de repas est octroyée aux apprentis. Elle représente pour l'année 1979 un montant global de 34 millions de francs. En outre, l'aide versée directement aux maîtres d'apprentissage pour la formation des apprentis atteint pour l'année 1979 191,1 millions contre 77,2 millions en 1975. Les mesures propres à favoriser le développement de l'apprentissage, qu'il s'agisse des dispositions de la loi n° 78-698 du 6 juillet 1978 relative à l'emploi des jeunes, de la loi n° 79-13 du 3 janvier 1979 relative à la prise en charge par le budget de l'Etat de l'ensemble des cotisations sociales patronales et salariales dues au titre des apprentis à compter du 1^{er} janvier 1979 ou de la loi

n° 79-575 du 10 juillet 1979 portant diverses mesures en faveur de l'emploi, témoignent des efforts que les différents ministères intéressés déploient dans ce domaine.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

19128. — 4 août 1979. — M. Irénée Bourgeois attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les légitimes inquiétudes des enseignants de Seine-Maritime concernant la prochaine rentrée scolaire. En effet, les travaux du comité technique paritaire, chargé de préparer la rentrée scolaire 1979, viennent de se dérouler et les résultats pour notre département sont inquiétants. En effet, malgré l'opposition des représentants des instituteurs, il a été prévu vingt-huit fermetures en maternelle faisant ainsi remonter les effectifs par classe à une moyenne de trente-cinq enfants. D'autre part, les quatre-vingt-trois fermetures envisagées en primaire entraîneraient quarante dépassements de la norme de vingt-cinq élèves. Une telle situation porterait une nouvelle atteinte à la qualité du service public d'éducation, aggraverait les conditions de travail de l'ensemble des enseignants et porterait préjudice aux élèves eux-mêmes. C'est pourquoi il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin de maintenir des classes à effectifs normaux.

Réponse. — Les services départementaux de l'éducation achèvent actuellement la rentrée de 1979 dans le premier degré, dans le cadre des instructions données par la circulaire du 1^{er} décembre 1978. Les objectifs fixés sont clairs : prévoir l'accueil des élèves dans les zones où les effectifs progressent encore ; alléger les effectifs de cours élémentaire première année ; accroître, où c'est nécessaire, la capacité de remplacement des maîtres absents et des directeurs déchargés de classes ; former les personnels spécialisés destinés à animer les groupes d'aide psycho-pédagogique (G.A.P.P.). Ce sont des objectifs d'amélioration de la qualité de l'enseignement. Pour parvenir à ces fins et compte tenu des moyens budgétaires disponibles, la plupart des départements sont en mesure, cette année, de mieux répartir les postes d'enseignants. Ceci entraîne, comme chaque année, des fermetures de classes lorsque la baisse des effectifs le justifie et des ouvertures que l'augmentation des effectifs peut rendre nécessaires. Il s'agit de répartir harmonieusement et équitablement les moyens du service public dont dispose chaque département. Les inspecteurs d'académie procèdent à ces opérations en tenant le plus largement compte des données locales, notamment des problèmes particuliers posés dans les zones rurales. Dans ce domaine précis, nous ne devons jamais perdre de vue l'intérêt pédagogique, donc celui des enfants eux-mêmes, pour lesquels il convient de rechercher les solutions les plus aptes à leur procurer un enseignement de même qualité et offrant les mêmes possibilités d'éveil et un enseignement de même qualité et offrant les mêmes possibilités d'éveil et d'ouverture à la vie que celui dont bénéficient les enfants de zones plus peuplées. Le ministre de l'éducation tient à assurer à l'honorable parlementaire que tous les efforts sont menés pour une amélioration de la qualité de l'enseignement et une saine et harmonieuse utilisation des moyens budgétaires. Aucune autre préoccupation ne guide les instructions données aux responsables locaux de l'éducation. En ce qui concerne la Seine-Maritime, les services académiques ont prévu, pour la rentrée, l'ouverture de vingt-sept classes d'enseignement pré-élémentaire pour vingt-cinq fermetures dues aux baisses d'effectifs. Dans l'enseignement élémentaire, il est envisagé l'ouverture de quarante-neuf classes nouvelles pour quatre-vingt fermetures rendues nécessaires par l'abaissement du nombre d'élèves. Vingt-neuf postes peuvent ainsi être dégagés qui seront utilisés dans le département pour l'amélioration des décharges de service des directeurs, le renforcement des moyens de remplacement des maîtres malades et l'envoi en plus grand nombre d'instituteurs en stage de formation de psychologues et rééducateurs. Par ailleurs, les quatre emplois nouveaux mis à la disposition de ce département sont mis en réserve pour faire face à d'éventuelles difficultés de rentrée.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel non enseignant).

19159. — 4 août 1979. — M. Jean-Paul Fuchs expose à M. le ministre de l'éducation que certaines municipalités ont suspendu le versement de l'indemnité de logement auparavant accordée aux psychologues scolaires et aux rééducateurs des G.A.P.P. Il lui demande dans quelle mesure il ne lui paraît pas souhaitable que le versement de cette indemnité soit rétabli au profit des intéressés.

Réponse. — Le décret n° 76-309 du 30 mars 1976 a précisé que les psychologues scolaires et les rééducateurs de psychopédagogie et de psychomotricité, lorsqu'ils ne seraient pas attachés à une école élémentaire ou maternelle et ne pourraient, de ce fait, prétendre au logement gratuit fourni par les communes — ou à une indemnité

communale représentative de logement — se verraient allouer une indemnité forfaitaire de sujétions spéciales versée par l'Etat. Il en résultait, a contrario, que les psychologues et les rééducateurs rattachés à une école devaient bénéficier de l'avantage de logement — sous la forme d'un appartement en nature ou d'une indemnité représentative — à la charge des municipalités. Cette dernière disposition n'a fait que confirmer une pratique suivie par un grand nombre de communes. Aux yeux du Gouvernement, elle ne contrevenait pas aux prescriptions des lois du 30 octobre 1884 et du 19 juillet 1889, non plus qu'à celles du décret du 31 mars 1922 relatif à l'indemnité représentative de logement des instituteurs. Les personnels en cause répondent bien, en effet, aux conditions posées par ces divers textes pour l'ouverture, à la charge des communes, du droit au logement ou à l'indemnité en tenant lieu, puisque les intéressés appartiennent au corps des instituteurs — et doivent donc incontestablement être regardés comme des personnels enseignants — et puisqu'ils sont rattachés à des écoles où ils exercent effectivement leurs fonctions. Au surplus, les activités assumées par ces instituteurs spécialisés, au sein des groupes d'aide psycho-pédagogique (G.A.P.P.) font partie intégrante de la pédagogie de l'enseignement du premier degré, étant observé que le soutien ainsi apporté aux élèves en difficulté, au stade de la prévention ou de la compensation des handicaps, permet d'éviter l'affectation de nombreux enfants dans des classes de perfectionnement à effectif réduit, coûteuses pour l'Etat comme pour les municipalités. Le ministère de l'éducation persiste donc à penser que les dispositions du décret du 30 mars 1976 sont fondées en opportunité et correctes en droit. Etant donné qu'un recours contentieux a été formé contre ce texte devant le Conseil d'Etat, le ministère de l'Education considère que la seule mesure conservatoire qui doit normalement être prise est le maintien par les communes, aux personnels considérés, de l'avantage du logement en nature ou de l'indemnité représentative, car les dispositions attaquées restent applicables tant qu'un éventuel arrêt d'annulation n'est pas rendu à leur encontre.

Handicapés (scolarisation).

19240. — 4 août 1979. — M. Henri Emmanuelli appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation scolaire des enfants handicapés. Il lui rappelle que dans une récente circulaire il avait lui-même affirmé que « le système éducatif se doit de favoriser, quand les circonstances le permettent, l'insertion scolaire de tout enfant porteur d'un handicap temporaire ou durable ». En conséquence, il lui demande s'il ne serait pas possible : d'une part, d'envisager, sur la recommandation de la C.D.E.S., par exemple, la scolarisation à temps partiel en milieu scolaire normal d'enfants pris en charge par des établissements spécialisés relevant de l'annexe XXIV du décret du 9 mars 1956 en vue de leur réinsertion à court terme ; d'autre part, de confirmer si une équipe de soins et d'éducation spécialisée à domicile peut continuer à suivre un certain temps des enfants venant d'être introduits dans le cycle élémentaire en vue d'y faciliter leur insertion et d'établir le contact souhaitable avec les équipes des G.A.P.P. qui devront à leur tour apporter à ces enfants l'aide dont ils ont besoin.

Réponse. — M. le ministre de l'éducation, désireux de contribuer à la bonne mise en œuvre des principes posés par la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 et de tenir le plus grand compte des expériences faites dans cette perspective, est particulièrement favorable à l'accueil de jeunes handicapés dans les structures scolaires ordinaires. Conscient de ce que le succès de cette intégration est, dans certains cas, subordonné à la mise en œuvre simultanée d'un soutien à composante médicale, temporaire ou durable, il s'emploie à favoriser, quand elles sont nécessaires, diverses formes de collaboration entre les structures scolaires ordinaires et les structures médico-éducatives. Ainsi est-il fréquent de voir l'école ordinaire collaborer avec des centres médico-psycho-pédagogiques, des centres d'action médico-sociale précoce, des intersecteurs de pédo-psychiatrie infanto-juvénile, des instituts d'éducation sensorielle. De même, les deux types de collaboration cités par l'honorable parlementaire sont non seulement possibles mais effectivement pratiqués dans un certain nombre de départements où ils donnent des résultats très satisfaisants. Il va de soi que les conditions à remplir pour la mise en place de tels dispositifs sont liées à la volonté des équipes impliquées de demander ou d'offrir ce type de collaboration et à l'élaboration concertée de modalités pratiques permettant d'obtenir le résultat souhaité sans mettre en péril l'équilibre et le bon fonctionnement des structures concernées. Le ministre de l'Education ne souhaite pas, en l'état actuel des choses, imposer ou précipiter la mise en place de tels accords dont l'efficacité dépend de l'élaboration de projets pédagogiques soigneusement mûris. En revanche, conscient de ce que l'amélioration du service rendu aux jeunes handicapés sera grandement favorisée par de telles collaborations, il s'emploie avec persévérance à les encourager et à les faciliter.

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

Nature (protection : centre national d'étude et de recherche du paysage).

10820. — 5 janvier 1979. — M. Henry Cancos expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie les problèmes que connaît actuellement le centre national d'étude et de recherche du paysage (C.N.E.R.P.). Cet organisme, créé officiellement en 1972, a accumulé, au long des six dernières années, une grande expérience en matière de définition, de conception et d'aménagement du paysage. Actuellement, en raison d'un financement irrégulier et incertain, le C.N.E.R.P. connaît un déficit important (estimé à 1,5 million de francs) dont les conséquences se font sentir au niveau du non-paiement des salaires, de l'U.R.S.S.A.F., des Assédie, au plan de l'activité même du centre qui, faute de moyens, est contraint de bloquer certaines dépenses ordinaires. En conséquence, il lui demande quelles mesures seront prises permettant au C.N.E.R.P. de bénéficier d'un financement régulier et sûr des pouvoirs publics sans lequel son existence est menacée et qui, dans l'immédiat, compromet gravement son fonctionnement et ses missions.

Réponse. — Le centre national d'étude et de recherche du paysage (C.N.E.R.P.) a été créé en 1974 à l'initiative du ministre de l'environnement, sous forme d'une association de la loi de 1901. Son conseil d'administration comprenait des représentants des ministères intéressés (environnement, équipement, agriculture, industrie, culture, universités, affaires étrangères, D.A.T.A.R.), des représentants des professions intéressées et certains usagers potentiels. En quatre ans d'activité, le C.N.E.R.P. a incontestablement mené des études intéressantes, constitué une documentation importante et bien amorcée la réflexion sur la protection des paysages. Mais il a en permanence vécu dans une situation financière très difficile, notamment parce qu'il n'a pu élargir suffisamment son champ d'action aux collectivités locales et à des utilisations autres que l'Etat. Au cours des quatre années de son fonctionnement, 80 p. 100 de ses ressources provenaient du ministère de l'environnement et du cadre de vie et 15 p. 100 à peine de commandes étrangères aux administrations de l'Etat. En 1978, deux éléments ont à nouveau posé le problème du C.N.E.R.P. Tout d'abord, dans la nouvelle structure gouvernementale, le ministère de l'environnement et du cadre de vie a reçu une nouvelle mission consistant à définir et à conduire une politique de protection, de mise en valeur et d'aménagement des paysages. La direction de l'urbanisme et des paysages y a été créée pour mettre en œuvre cette mission, qui concerne un domaine dont l'Etat ne se préoccupait pas explicitement jusqu'à présent ; cette direction doit réunir les moyens nécessaires à l'accomplissement de cette mission, notamment celui de l'agriculture. D'autre part, et bien qu'informé en temps utile des moyens financiers que l'administration pourrait mettre à sa disposition, le C.N.E.R.P. a connu une nouvelle crise, particulièrement grave, de trésorerie, qui a progressivement paralysé son fonctionnement. Afin d'assurer une prise en compte globale des problèmes du paysage, de valoriser les travaux effectués, d'assurer leur développement dans un cadre moins prévaire que celui d'une association de la loi de 1901 et de permettre au ministère de l'environnement et du cadre de vie d'exercer dans les meilleures conditions sa nouvelle fonction, il est apparu que la meilleure solution consistait à intégrer à l'administration le personnel et la documentation du C.N.E.R.P. Il a été proposé à l'ensemble du personnel d'être intégré à ce ministère et, pour la quasi-totalité, à la direction de l'urbanisme et des paysages. Huit agents, constituant pour l'essentiel l'équipe de chercheurs du C.N.E.R.P., ont accepté d'être intégrés et travaillent dans le cadre de cette direction. Il est exact que les traitements proposés aux agents du C.N.E.R.P. étaient moins élevés que ceux dont ils bénéficiaient dans une association sans garantie d'emploi ; mais ces traitements correspondent à ceux qui sont en usage dans la fonction publique, compte tenu d'une interprétation très favorable de leurs études et activités antérieures ; il ne peut être, en effet, envisagé de déroger aux modalités de rémunération dans la fonction publique qui comporte, bien entendu, au demeurant, une garantie d'emploi largement supérieure. Le fait d'avoir regroupé l'ensemble des chercheurs au sein de la direction de l'urbanisme et des paysages constitue la meilleure garantie possible du maintien de l'expérience acquise, qui sera élargie, en outre, dans deux directions : la traduction dans la politique opérationnelle, d'une part, et une action, en liaison avec l'école nationale des paysagistes de Versailles, pour la formation et la bonne utilisation des paysagistes, d'autre part. S'agissant enfin des possibilités de recours des collectivités locales (qui n'avaient encore pratiquement pas connu d'application concrète en ce qui concerne le C.N.E.R.P.), l'intégration des agents à l'administration ne les diminuera en rien. Les collectivités locales pourront continuer à faire appel aux agents de la direction de l'urbanisme et des paysages, à titre de conseil, comme elles l'ont fait et le font très régulièrement et en toute indépendance pour toutes les questions d'urbanisme et d'aménagement.

FONCTION PUBLIQUE

Rapatriés (indemnisation).

19032. — 4 août 1979. — M. Didier Julia appelle l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur la situation de certains rapatriés de Tunisie. Il s'agit des Français ayant été expropriés lors des événements de Bizerte et qui ont été mis en demeure de signer une cession de leurs biens, sans en percevoir un réel règlement. Le cas de ces personnes n'est pas prévu par l'article 20 de la loi du 2 janvier 1978. Il apparaît donc de la plus stricte équité que soient considérés comme spoliés, et donc bénéficiaires de cette loi, les Français rapatriés de Tunisie qui ont dû accepter la formule d'un contrat de gestion ou qui ont été amenés à signer une cession à l'Etat tunisien, et ce souvent sur les conseils des services français, et sous la menace morale d'une réquisition ou d'une saisie pure et simple. Il serait tout aussi équitable que l'évaluation des biens, faite par expert agréé, ne subisse pas de réduction à la suite d'une contre-expertise, et que l'indemnisation ne soit pas diminuée par des abattements lorsque les biens familiaux sont érigés en société civile. M. Didier Julia demande à M. le Premier ministre que des dispositions interviennent, permettant la prise en compte, par l'article 20 précité, des spoliations subies dans les conditions rappelées ci-dessus par les Français rapatriés de Tunisie.

Réponse. — Les Français de Tunisie dont les propriétés ont été placées sous séquestre à la suite de l'affaire de Bizerte ont été admis, par une convention du 2 mars 1963, au bénéfice du protocole franco-tunisien du 13 octobre 1960. Ce dernier texte offrait la possibilité à nos compatriotes de céder leurs terres au gouvernement tunisien à un prix fixé sur la base d'expertises établies par le Crédit foncier de France à des conditions qui, dans les circonstances de l'époque, pouvaient paraître avantageuses. Il n'apparaît pas que l'adhésion des intéressés aux protocoles en cause ait été imposée. D'autre part, les modalités de règlement prévues par les conventions précitées ont été intégralement respectées. La loi du 15 juillet 1970 écartant du bénéfice de l'indemnisation les biens cédés à titre onéreux, ceux concernés par la question émise ne sont donc pas indemnifiables. Ce point de vue a d'ailleurs été confirmé plusieurs fois par le Conseil d'Etat à la suite de recours contentieux formés contre les décisions de l'A.N.I.F.O.M. Par ailleurs, les modalités de détermination et d'évaluation des biens indemnifiables situés en Tunisie en application du texte précédent ont été définies par le décret n° 71-309 du 21 avril 1971. La valeur d'indemnisation d'un patrimoine est fixée en fonction des barèmes de nature forfaitaire prévus par ce texte. En conséquence, les expertises qui peuvent être produites par les requérants et qui sont basées sur d'autres critères que ceux retenus par le décret d'application ne peuvent être prises en considération. Enfin, il y a lieu de préciser qu'aucun abattement particulier n'est opéré sur la valeur d'indemnisation des biens familiaux érigés en société civile.

Assurance invalidité-décès (capital décès).

19552. — 25 août 1979. — M. Maurice Pourchon appelle l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur les conditions d'attribution du capital décès qui sont différentes suivant que le défunt avait la qualité de fonctionnaire ou agent des services publics, ou était assujéti au régime général de la sécurité sociale. En effet, dans le premier cas, à défaut de conjoint et d'enfant, ce sont les ascendants qui sont bénéficiaires du capital décès, à condition d'avoir été, au moment du décès, à la charge du défunt et non imposables sur le revenu, alors que dans le régime de la sécurité sociale, cette condition n'est pas imposée. Il lui demande si cette différence ne lui paraît pas anormale et s'il n'existe pas de possibilité d'en atténuer les effets, par exemple par le versement, aux ascendants non à charge d'un fonctionnaire décédé, d'un capital décès d'un montant au moins égal à celui qu'ils auraient perçu si le défunt avait été affilié au régime général de la sécurité sociale.

Réponse. — Il est exact que dans le cas signalé par l'honorable parlementaire le régime général de la sécurité sociale accordée, sans conditions restrictives, aux ascendants de l'assuré social le versement d'un capital décès dont le montant est égal au plus à quatre-vingt-dix fois le salaire journalier de base dans la limite du plafond des rémunérations soumis à cotisations de sécurité sociale, à la différence de la prestation servie par le régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires qui n'est versée qu'aux ascendants à charge du fonctionnaire décédé. Cependant, l'imposance des sommes allouées égales au dernier traitement brut annuel servi au fonctionnaire décédé lorsque le décès intervient avant le soixantième anniversaire implique nécessairement que l'employeur ait la certitude que les ascendants susceptibles d'en bénéficier sont bien à la charge du fonctionnaire en cause. La suppression de cette condition serait en effet de nature à modifier l'objet du

capital décès qui est considéré comme une indemnité de premier secours, destinée à permettre aux ayants droit de faire face aux difficultés financières nées de la disparition de celui qui donnait à ses ascendants les moyens de vivre. Une modification même partielle des conditions d'attribution du capital décès du régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires qui, par ailleurs, est globalement plus favorable que celui du régime général ne peut donc être envisagée.

INDUSTRIE

Energie (diversification des sources d'énergie).

2219. — 31 mai 1978. — M. André Billoux demande à M. le ministre de l'Industrie s'il entend : conserver au charbon national une certaine place dans le bilan énergétique français et établir un plan de relance de la production charbonnière ; diversifier nos approvisionnements en hydrocarbures en menant une politique adéquate de recherche et de contrats à long terme ; exploiter, dans des conditions ne portant pas atteinte à l'environnement, les ressources hydrauliques encore disponibles ; encourager l'utilisation des énergies nouvelles (énergie solaire, géothermie, récupération des déchets ménagers et des rejets thermiques industriels, pompes à chaleur, biomasse) non seulement au niveau de la mise au point des procédés, mais aussi au niveau de leur diffusion. Cette politique permettrait de diversifier les sources d'énergie et d'abaisser leur coût, d'assurer enfin l'indépendance énergétique de la France. Il souhaite connaître les mesures que le Gouvernement compte mettre en œuvre dans ce domaine.

Réponse. — 1° L'action menée par les pouvoirs publics en matière charbonnière a pour objectif de tirer parti de toutes les ressources nationales susceptibles d'être exploitées dans des conditions économiques admissibles et de compléter la production nationale, insuffisante pour couvrir nos besoins, par des charbons importés dans le cadre de contrats à long et moyen terme passés avec les producteurs étrangers. Ces deux sources d'approvisionnement doivent permettre d'assurer une stabilisation de la part du charbon dans notre consommation en énergie qui constitue l'orientation générale fixée depuis plusieurs années à notre politique charbonnière. Cette orientation a été suivie et c'est ainsi que, depuis 1973, la part du charbon oscille entre 17 et 18 p. 100 de notre consommation totale d'énergie primaire qui a représenté 288 millions de tonnes environ d'équivalent charbon en 1978. La production nationale a couvert, en 1978, environ 8 p. 100 de nos besoins et les charbons importés de l'ordre de 9 p. 100. L'importance du déficit de bon nombre de nos exploitations charbonnières, dû pour l'essentiel à des conditions d'exploitation de plus en plus difficiles, ne peut que conduire à la poursuite de la régression de notre production nationale, d'autant que le lien entre ces prix internationaux des produits pétroliers qui ont connu ces dernières années les fortes hausses que l'on sait, et ceux du charbon qui restent très en deçà, n'apparaît pas clairement ; l'expérience tentée en 1974 de ralentir fortement la régression charbonnière à partir de prévisions de hausse des prix du charbon incite à la prudence, du fait de la décolle constatée en réalité des cours du charbon par rapport à ceux des produits pétroliers. Il en résulte la nécessité d'un recours accru à l'importation. Face à cette situation, la politique poursuivie au plan international en matière charbonnière vise, d'une part, à assurer une diversification de nos sources d'approvisionnement en veillant, notamment, à ne pas dépendre de plus de 20 p. 100 d'un même pays et, d'autre part, à garantir une certaine stabilité à long terme de nos approvisionnements, notamment en développant le contrôle par des intérêts français sous forme de prises de participations dans des mines à l'étranger, des ressources charbonnières équivalentes à nos besoins d'importation. Cette politique de prises de participations dans des mines à l'étranger vise également à assurer la présence de la France dans des régions susceptibles de connaître dans l'avenir un développement notable d'activités charbonnières. Elle doit permettre, en outre, de valoriser au mieux l'acquis technique accumulé depuis des décennies dans notre pays, qu'il s'agisse de technologie minière ou de matériel minier.

2° En ce qui concerne l'énergie hydraulique, le potentiel de production maximum recensé en négligeant toutes les contraintes économiques techniques et de protection de la nature et de l'environnement serait de 270 tWh. Les possibilités techniques ramènent ce chiffre à 100 tWh. Les considérations économiques amènent à n'envisager qu'un équipement maximum de 80 tWh de productible. Enfin, les considérations écologiques et les contraintes d'environnement limitent la quantité productible à environ 70 tWh à la fin de ce siècle. Plus de 61 tWh sont déjà équipés. Il reste donc peu de sites favorables aux ouvrages gravitaires. Ils seront aménagés d'ici à la fin du siècle. L'hydraulique de pompage ou le suréquipement des ouvrages se développera, par contre, afin d'utiliser au mieux les souplesses de l'hydraulique et faciliter la satisfaction des besoins de pointe. Dans le cas du pompage, l'eau est élevée dans un réservoir au moyen d'électropompes pendant les heures chargées au prix d'une consommation de 1,4 kWh pour 1 kWh turbiné.

Malgré les pertes, ce processus est intéressant car le prix de revient d'un kWh d'heure de pointe est très supérieur à celui d'un kWh d'heure creuse, d'autant qu'après 1985 l'électricité produite en heures creuses sera d'origine nucléaire. Au total, E.D.F. dispose d'un portefeuille d'installations supplémentaires en projet, dont la mise en service pourrait être : en 1985 : équipements gravitaires 400 MW de puissance cumulée pour 1 940 GWh d'énergie produisible, pompages : 25 MW de puissance installée ; en 1990 : équipements gravitaires 450 MW de puissance cumulée pour 1 850 GWh d'énergie produisible, pompages : 1 650 MW de puissance installée. A ces équipements importants, il faut ajouter ceux d'une multitude de petites chutes. L'inventaire réalisé en 1953 par E.D.F. avait évalué à 8 TWh la part du potentiel techniquement équipable en petites chutes de moins de 2 MW. Le potentiel mis en œuvre actuellement correspond à 2 TWh. Il reste donc encore 6 TWh disponibles dont 0,7 TWh est inscrit dans les prévisions. 3° En ce qui concerne les hydrocarbures, l'objectif central de la politique énergétique de notre pays est d'assurer l'approvisionnement de l'économie dans des conditions de sécurité compatibles avec les exigences de coûts qu'impose la compétition internationale. En 1973, le taux de dépendance énergétique de la France à l'égard des fournisseurs étrangers était de 76 p. 100 et le pétrole comptait pour 67 p. 100 dans ce total. De 1973 à 1978, la consommation d'énergie a augmenté nettement moins que le P.I.B., le pétrole importé représentant actuellement 58 p. 100 de nos besoins. Un progrès indiscutable a donc été effectué, notamment grâce aux mesures qui ont été édictées dans le but d'économiser l'énergie. Nos approvisionnements en hydrocarbures continuent toutefois à intervenir de façon essentielle pour satisfaire les besoins de notre économie. En outre, ces approvisionnements violent, depuis 1974, leurs poids s'accroître vis-à-vis de notre balance commerciale : aussi, la politique engagée dans ce domaine est-elle incontestablement une condition majeure du succès de notre politique générale. Si le perfectionnement, dans un cadre concerté, des méthodes de prospection et le développement des recherches au large de nos côtes, comme sur le territoire national, visent à accroître notre propre production, il n'en demeure pas moins que, dans les prochaines années, l'essentiel de nos approvisionnements reposera sur des importations qu'il convient de maîtriser au mieux de nos intérêts économiques et de la sécurité de nos ressources. Tel est précisément l'objet des nouveaux axes de la politique pétrolière mise en œuvre par le Gouvernement : a) assurer l'approvisionnement du pays par des entreprises diversifiées disposant de ressources suffisamment consolidées, qu'il s'agisse de grandes compagnies pétrolières ou d'importateurs qui devront justifier leurs situations par des plans d'approvisionnement soumis aux pouvoirs publics ; b) consolider l'approvisionnement des sociétés intervenant sur notre territoire, et en particulier celui du groupe français, par des contrats industriels ou commerciaux intégrés au mieux dans nos préoccupations générales de commerce extérieur et de relations bilatérales avec les Etats producteurs. Cette politique d'approvisionnement est elle-même renforcée par l'effort technologique mené dans un cadre largement concerté avec les pouvoirs publics par les compagnies, l'Institut français du pétrole et les entreprises parapétrolières afin d'affirmer la compétitivité de l'industrie française dans les nouveaux domaines d'intervention que constituent les grands fonds marins et la récupération des gisements d'hydrocarbures, en particulier des huiles lourdes. 4° En ce qui concerne, enfin, le recours aux énergies nouvelles citées par l'honorable parlementaire, le point suivant peut être fait : pour l'énergie solaire, y compris ses aspects thermiques et photovoltaïques, elle fait l'objet de la partie la plus importante du programme du commissariat à l'énergie solaire ; environ cinq cents chercheurs sont engagés dans des travaux d'étude et de développement de cette forme d'énergie qui place la France au deuxième rang mondial. Le budget solaire de la nation est cette année de 276 millions de francs. Enfin, le Gouvernement attache une importance toute particulière à l'utilisation des rejets thermiques, industriels ou provenant de centrales électriques, ainsi qu'en témoigne le projet de loi spécialement consacré à cette question, qui, après avoir été examiné en première lecture par l'Assemblée nationale lors de la récente session parlementaire sera soumis au Sénat à la session d'automne. Si l'énergie éolienne est bien maîtrisée en France pour les petites puissances, de très rares sites se prêtent à l'installation d'éoliennes de puissance (100 à 1 000 kW). Les régions côtières doivent, en effet, être protégées des nuisances acoustiques et esthétiques. Néanmoins, une installation expérimentale de forte puissance est en cours de montage dans l'île d'Ouessant. S'agissant de la fermentation et de la gazéification des déchets organiques, la mise en place, auprès du C.O.M.E.S., d'un comité consultatif sur la biomasse permettra, grâce à deux groupes de travail spécialisés, d'étudier les problèmes de la fabrication de gaz par voie humide (fermentation) et voie sèche (pyrolyse) ; l'effort financier dans ce domaine sera affecté d'un doublement annuel dans les prochaines années. Le chauffage solaire constitue, par ailleurs, en terme d'appoint énergétique, un des secteurs les plus prometteurs de l'utilisation de l'énergie solaire. Les diverses mesures d'incitation arrêtées par le Gouvernement dans le domaine et, par exemple, le lancement d'un concours de maisons

solaires et la politique de contrats de croissance passés avec les industriels constructeurs de panneaux solaires doivent permettre une large pénétration de ces techniques dans l'habitat. Enfin, la production d'électricité d'origine solaire, qu'il s'agisse de la filière thermodynamique avec les centrales expérimentales de Corse et de Targassonne (Thémis) ou de la filière photovoltaïque avec la préparation d'un plan photovoltaïque, font l'objet d'un effort de recherche de développement qui vise à maintenir et accroître la place de premier plan que notre pays a su acquérir dans ces technologies de pointe, dont l'apport énergétique est peut-être faible à court terme mais dont les perspectives d'exportation sont prometteuses. En ce qui concerne les matières premières et l'énergie contenues dans les déchets urbains, l'importance et l'intérêt qu'il y aurait à mieux valoriser ces ressources sont également reconnus et les réalisations déjà obtenues dans ce domaine ne doivent pas être sous-estimées. Quant à la géothermie, la France possède d'assez bonnes ressources et l'inventaire dans ce domaine a été effectué pour le bassin parisien et la région du centre et il est en cours ou il va être engagé pour d'autres régions, notamment pour le Sud-Ouest, le Massif central et le couloir rhéan. Les recherches en géothermie sont menées depuis 1974, par divers organismes publics ou privés et ces activités sont coordonnées par une action concertée de la D.G.R.S.T. L'utilisation de la chaleur géothermique pour le chauffage permet de réaliser des économies substantielles en énergie, et, d'ores et déjà, 15 000 équivalents logements sont chauffés à l'aide d'installations géothermiques et un nombre égal d'opérations est engagé ou à l'étude.

Industrie sidérurgique (entreprises).

10916. — 6 janvier 1979. — M. Antoine Porcu attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les conditions dans lesquelles aurait été abandonnée la construction de l'aciérie de Longwy. Un hebdomadaire du 1^{er} janvier donne sur ce sujet une information importante qui n'a reçu à ce jour aucun démenti du Gouvernement français. Cette décision aurait un caractère politique, l'accord Usinor-Cockerill, qui conduirait à la cession du secteur « produits longs » d'Usinor à la société belge, serait une contrepartie offerte par la France à la Belgique pour obtenir son adhésion au système monétaire européen. Un tel accord concernant une part importante de la production sidérurgique française constituerait une nouvelle preuve de la nocivité d'une politique qui sacrifie le potentiel économique de notre pays et l'indépendance nationale aux intérêts de quelques groupes industriels. Déjà en 1977, le financement des dépenses d'investissements de Cockerill pour la construction d'une nouvelle aciérie à l'oxygène à Léhon et l'achèvement d'un four électrique « ultra haute puissance » à Hautmont, est assuré largement par les organismes publics de financement français. Le sacrifice d'Usinor-Longwy sur l'aide de l'Europe des multinationales constitue une erreur grave. Il ne peut que justifier l'action déterminée des travailleurs lorrains pour la défense d'un secteur essentiel de l'économie française et pour l'emploi. Il lui demande de confirmer ou de démentir : 1° que l'usine d'Usinor-Longwy a servi de monnaie de marchandage entre les gouvernements français et belge ; 2° l'existence d'un rapprochement entre Cockerill et Usinor dans le secteur des produits longs ; 3° de dire que le potentiel industriel du bassin de Longwy-Villerupt-Longuyon sera maintenu et qu'en conséquence des crédits nécessaires aux investissements pour la construction d'une aciérie d'une batterie de fours à coke à Longwy et d'un four électrique à Villerupt seront alloués.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Industries mécaniques (machine-outil).

12020. — 10 février 1979. — M. René Collie appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation de l'industrie de la machine-outil. Alors que ce secteur d'activité employait 27 000 personnes en 1973, les derniers recensements font état d'un effectif de 19 000 salariés en novembre 1978. L'importance de cette perte de personnels illustre la crise que traverse déjà depuis plusieurs années, cette branche importante de l'industrie française. Bien qu'en 1977 le déficit commercial ait marqué un recul, la France vend toujours moins de machines-outils à l'étranger qu'elle ne lui en achète et la production nationale ne couvre que 45 p. 100 en volume de la demande intérieure. Si la dépendance de la France vis-à-vis de l'étranger pour ses approvisionnements en machines-outils ne semble pas avoir de conséquences importantes dans le domaine des matériels courants, la compétitivité des industries nationales en ce qui concerne les machines-outils de technologie poussée fait toujours preuve d'une grande faiblesse. L'importation de ces matériels ne peut donc être évitée actuellement, malgré le développement d'une politique de « produits nouveaux » destinée à faciliter la fabrication de machines qui provenaient jusqu'à présent en totalité de l'étranger. Les entreprises qui s'essaient à ces tech-

riques particulières rencontrent des difficultés de différents ordres, et notamment sur le plan financier, pour imposer leurs matériels sur le marché français. Or, il est évident que les industriels français ne pourront accroître leurs exportations que s'ils peuvent s'appuyer sur une demande intérieure solide. C'est donc un des points sur lesquels les pouvoirs publics doivent axer leur action en incitant, par des mesures d'ordre fiscal notamment, les entreprises à acquérir des machines françaises. Cette incitation devra, en toute logique, s'exercer notablement sur les achats de matériels effectués tant par les différents ministères que par les organismes publics ou nationalisés. Sur un plan plus général, il lui demande les dispositions qui sont envisagées pour assurer la survie d'un secteur d'activité, dont la particularité est d'être exercée essentiellement par des petites et moyennes entreprises. Le développement de cette activité à laquelle il faut tendre aura naturellement pour première conséquence la préservation de l'emploi mais devra s'inspirer également de la nécessité de considérer le problème de la machine-outil en terme d'élément indispensable à l'indépendance de la France. C'est pourquoi une relance de l'investissement apparaît nécessaire dans cette branche de notre industrie, tout autant que la prudence avec laquelle devra être étudiée toute idée de restructuration qui pourrait aboutir à des résultats contraires à ceux pouvant en être espérés.

Réponse. — Les pouvoirs publics sont particulièrement attentifs au développement de l'industrie de la machine-outil, activité au caractère véritablement stratégique, qui reste un élément indispensable de notre indépendance économique. A cet égard, il convient de souligner qu'en 1978, et pour la première fois depuis de nombreuses années, la balance commerciale pour la machine-outil est excédentaire de 420 millions de francs. Ceci s'explique tant par la baisse des importations que par la hausse spectaculaire des exportations acquise grâce aux efforts de la profession fortement encouragée par les pouvoirs publics. La demande intérieure est ainsi satisfaite pour plus de 50 p. 100 par la production française (soit 1,5 milliard de francs). Sur le plan de la compétitivité technologique, notre secteur machine-outil de conception avancée n'a rien à envier aux réalisations des industries des autres pays développés; ce type de matériel représente d'ailleurs la majeure partie de nos exportations vers les pays de l'Est. En ce qui concerne d'éventuelles mesures de relance une certaine prudence demeure nécessaire, dans la mesure où le risque n'est pas exclu que de telles dispositions aboutissent plus à un décalage des commandes dans le temps qu'à un accroissement de leur volume en longue période. En outre, les règlements fiscaux susceptibles d'inciter les entreprises à acheter du matériel français sont formellement interdits par le traité de Rome; ils constitueraient une entrave à la libre concurrence et à la libre circulation des produits. L'intérêt porté par les pouvoirs publics à une politique en faveur de la machine-outil a été toutefois souligné à maintes reprises tant à l'occasion du lancement, en janvier 1976, du programme d'actions sectorielles machine-outil que lors des comités de politique économique et sociale des 12 janvier et 23 mai 1977. De nombreuses mesures sont ainsi prévues en faveur des petites et moyennes entreprises telles que l'aide à la création de structures communes à l'exportation, permettant de réunir les moyens d'entreprises de petite taille, les procédures d'aide au développement et au pré-développement pour la mise au point de produits nouveaux ou la procédure Apepa d'aide à l'achat par les P.M.E. d'une première machine-outil à commande numérique visant à la diffusion des machines de conception avancée dans le tissu industriel français.

Industrie sidérurgique (activité et emploi).

12719. — 24 février 1979. — M. Antoine Porcu se fait l'interprète de l'émotion des travailleurs de la sidérurgie à la suite d'une série de déclarations parues dans la presse quotidienne et dans la presse économique, concernant la réduction des capacités de production dans les sidérurgies des Etats membres de la C.E.C.A. et C.E.E. Il apparaît, en effet, que les sociétés sidérurgiques de R.F.A. et leurs filiales étrangères conservent des capacités de production très importantes alors que, au même moment, le Gouvernement français cautionne les plans de démantèlement de grandes unités de production dans le Nord et en Lorraine. D'après des déclarations émanant d'organisations patronales allemandes et reprises dans le mensuel « Actualités industrielles lorraines », il apparaît que les sociétés sidérurgiques de R.F.A. disposent, sur le territoire de cet Etat, d'une capacité de production d'acier brut de 63 millions de tonnes par an, capacité constituée par des installations très modernes ou par des installations susceptibles de modernisation. Cette capacité globale équivaut à une capacité de production de une tonne par habitant et par an. En ce qui concerne la France, les capacités actuelles de production d'acier brut atteignent à peine 30 millions de tonnes par an, soit l'équivalent de 0,54 tonne par habitant et par an. La mise en œuvre de décisions prises en décembre 1978 par le Gouvernement et les sociétés sidérurgiques aboutirait à réduire les capacités de production à 27 millions de tonnes par an, ce qui équivaut

à une capacité de 0,49 tonne par habitant et par an. Ainsi, la capacité de production de la sidérurgie française par habitant, déjà très inférieure à celle de la sidérurgie allemande, ne représenterait plus, si les nouvelles mesures de liquidation étaient appliquées, que la moitié de la capacité de production de la sidérurgie en République fédérale allemande. Cette situation est pleine de danger, elle remet en cause l'indépendance économique de la France. En conséquence, M. Antoine Porcu demande à M. le ministre de l'Industrie de bien vouloir lui indiquer quelles mesures il entend prendre pour assurer le maintien et le développement des capacités de production de la sidérurgie française. Dans cette perspective, il lui demande de prendre toutes les mesures découlant de ses responsabilités afin que soient réalisés les investissements nécessaires à la construction d'une aciérie à oxygène, d'une batterie à fours à coke sur le site de la Société Usinor à Longwy, ainsi que la construction d'un four électrique à la Société des laminoirs de Villerupt.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Mineurs (travailleurs de la mine : assurance vieillesse).

13004. — 3 mars 1979. — Mme Colette Goeuriot attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur le problème d'indemnité de rattachement des mineurs en retraite anticipée. Dans le bassin ferrifère lorrain le patronat minier a contraint des milliers de mineurs à prendre leur retraite anticipée ou dès l'âge de cinquante ans. Contrairement aux sidérurgistes dans la même situation les mineurs n'ont pu bénéficier de la préretraite et, de ce fait, les années passées en retraite anticipée ne donnent pas lieu à annuités pour le calcul de la retraite lors de l'ouverture des droits à l'âge normal. C'est donc, pour le plus grand nombre, une retraite amputée de plusieurs années qu'ils percevront avec, en cas de décès du pensionné, une répercussion sur le montant des retraites minières. Pour pallier cette carence, le protocole d'accord conclu le 25 septembre 1961 garantissait le versement d'une indemnité de rattachement calculée sur les mêmes bases que les retraites complémentaires U.N.I.R.S., base soixante ans. Or, depuis le 1^{er} janvier 1978, le patronat minier a unilatéralement et arbitrairement remis en cause ce principe, en appliquant les mesures suivantes : au 1^{er} janvier 1978, suppression de l'indemnité de rattachement à 600 retraités qui n'étaient plus affiliés au régime de sécurité sociale minière; au 1^{er} juillet 1978, blocage de l'indemnité de rattachement à tous les retraités entraînant une perte de 5,8 p. 100 de sa valeur, Assimilor refusant d'appliquer la revalorisation de la valeur du point U.N.I.R.S.; au 1^{er} janvier 1979, tout en refusant la revalorisation de la valeur du point, 4,06 p. 100 base U.N.I.R.S., Assimilor diminue la « retraite complémentaire », l'indemnité de rattachement à tous les retraités mineurs de moins de soixante ans. Cela représentera, à l'échéance du premier trimestre 1979, une coupe sombre de 21 p. 100 de l'indemnité de rattachement, soit une perte moyenne de 380 francs par retraité mineur. En conséquence, elle lui demande quelles mesures en direction d'Assimilor il compte prendre pour faire respecter les accords antérieurs et s'il entend engager cette cause auprès du Gouvernement pour assurer le financement de la retraite complémentaire des mineurs de fer.

Réponse. — La concertation dans le cadre du groupe de travail administration-syndicats intéressant les mines de fer a abouti le 9 avril dernier à des décisions importantes, notamment en ce qui concerne l'indemnité de rattachement des mineurs en retraite anticipée. L'octroi d'une retraite complémentaire dite de rattachement entre l'âge effectif du départ en retraite et l'âge d'ouverture du droit à la retraite complémentaire (soixante ans) répond au souci d'assurer au retraité une certaine continuité de ressources et n'est pas directement lié au mode de calcul de la retraite de base. Cette retraite de base ressortissant au régime minier obéit à la réglementation propre de ce régime spécial. C'est ainsi que les années d'anticipation ne sont pas prises en compte pour la fixation de son montant. Par contre cette retraite peut être acquise particulièrement tôt et est cumulable avec les ressources provenant d'une activité salariée du régime général. En Lorraine, le rattachement avait été institué par accord paritaire. Celui-ci prévoyait que cette prestation serait assurée par une caisse spécifique alimentée par une cotisation plafonnée assise sur le salaire des actifs et qu'en cas d'insuffisance de ressources les partenaires se réuniraient pour rechercher en commun une solution. Les ressources étant devenues insuffisantes et aucun accord paritaire n'ayant pu intervenir à l'époque, Assimilor a dû, à partir du 1^{er} janvier 1978, réduire la charge de la caisse au niveau des ressources de celle-ci. A la suite des réunions administration-syndicats, le Gouvernement a décidé d'apporter le concours de l'Etat afin de rétablir les prestations de rattachement dans leur intégralité à partir du 1^{er} juillet 1979. Comme toutes les retraites complémentaires du régime général le rattachement n'est pas cumulable avec les ressources provenant d'une activité salariée et si, à une certaine époque, cette disposition a pu être méconnue, elle doit maintenant faire l'objet d'une application stricte.

REponses DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

SOMMAIRE (suite).

Intérieur (p. 7551).
Jeunesse, sports et loisirs (p. 7552).
Justice (p. 7553).
Postes et télécommunications (p. 7553).
Relations avec le Parlement (p. 7554).
Santé et sécurité sociale (p. 7554).
Transports (p. 7566).
Travail et participation (p. 7569).
Universités (p. 7570).

4. Questions écrites pour lesquelles les ministres demandent un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse (p. 7570).

5. Liste de rappel des questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires (p. 7570).

Industrie sidérurgique (activité et emploi).

13622. — 15 mars 1979. — M. Antoine Porcu fait part à M. le ministre de l'Industrie des réflexions suscitées par ses déclarations au cours de l'émission *Cartes sur table* programmée sur Antenne 2 le lundi 6 mars. Au cours de cette émission, M. le Premier ministre a notamment déclaré : « Il y a toujours une sidérurgie en Lorraine et à Longwy ». Ces propos, pour être crédibles, ont besoin de clarification. S'agissant de Longwy, faut-il comprendre que les plans de la société Usinor visant à la fermeture de toute la phase liquide de son usine de Longwy, et qu'il avait approuvé, seraient remis en cause et qu'enfin la juste décision de construire une aciérie sur le site de cette usine serait prise ? Ou alors, son affirmation sur le maintien de la sidérurgie à Longwy s'appuie-t-elle sur l'existence dans ce bassin d'une usine appartenant au trust belge Cockerill, qui, bien entendu, doit poursuivre son activité. Si tel est son propos, il confirmerait ainsi la grave accusation portée par les communistes français : « Votre gouvernement sacrifie la sidérurgie française sur l'autel de l'Europe du grand capital ». En conséquence, il lui demande de bien vouloir dissiper l'équivoque qui se cache derrière ses propos et dire clairement qu'une aciérie sera enfin construite à Usinor-Longwy.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Electricité de France (alimentation en courant électrique).

13648. — 15 mars 1979. — M. Gilbert Sénès rappelle à M. le ministre de l'Industrie les difficultés que connaît, en matière d'alimentation en courant électrique, la région de Lodève, malgré quelques travaux effectués ces dernières années. La faiblesse du réseau actuel et sa trop grande centralisation font qu'à la moindre panne, toute la région de Lodève est privée d'électricité. Compte tenu de la fréquence des pannes et des difficultés qui résultent pour les utilisateurs et en particulier, pour l'industrie qui subsiste encore, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il envisage de faire prendre à l'E.D.F. pour normaliser l'alimentation électrique dans cette partie du département de l'Hérault.

Réponse. — La région de Lodève ainsi que la partie nord du département de l'Hérault sont desservies en électricité à partir du poste de Lodève. Celui-ci est alimenté à partir du poste du Bousquet et la ligne qui les relie est privée de tension en cas d'avarie sur ce dernier poste. Par ailleurs, les réseaux moyenne tension issus du poste de Lodève sont très longs et sujets à de nombreux incidents dus aux conditions climatiques rigoureuses de la région. Les mesures prises ou à prendre dans un proche avenir pour éviter le retour de tels incidents ont consisté à renforcer notablement la sécurité et la fiabilité des réseaux. En ce qui concerne le réseau haute tension, les améliorations suivantes ont été apportées au cours des douze derniers mois : tous les départs 63 kV ont été équipés de protection de terre résistante pour faciliter l'élimination des défauts ; un nouveau schéma d'exploitation dit en boucle ouverte mesure de protection des populations au voisinage des centrales

a permis d'augmenter notablement la sécurité de l'alimentation du poste de Lodève ; par ailleurs, la décision a été prise d'exploiter, à partir de 1980, à 63 kV la ligne 150 kV Saint-Vincent et Saint-Victor, ce qui renforcera la desserte haute tension de la région. En ce qui concerne le réseau moyenne tension, les améliorations ont plus particulièrement porté sur : la mise en place au début de l'année 1979 de dispositifs permettant une meilleure détection des défauts éventuels ; l'engagement d'un important programme de renforcement des ouvrages, échelonné sur trois ans ; la réalisation du dédoublement d'un départ destiné à éviter aux quartiers suburbains de la ville de Lodève de subir les conséquences des incidents qui interviennent dans la zone montagneuse. Une très nette amélioration dans la continuité du service a déjà été obtenue depuis l'année dernière. Elle devrait se poursuivre au cours des prochains mois et jusqu'en 1980, date à laquelle les travaux engagés seront alors terminés.

Energie nucléaire (centrales nucléaires).

14745. — 7 avril 1979. — M. Charles Haby rappelle à M. le ministre de l'Industrie, à la suite de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Three Mile Island, en Pennsylvanie, et des conséquences sur les populations concernées, que dans le département du Haut-Rhin, et plus précisément dans sa circonscription, existe une centrale nucléaire, celle de Fessenheim qui a été construite sous licence américaine (eau pressurisée) avec la même puissance de 900 mégawatts. Il lui demande si les normes de sécurité admises en France éliminent le risque de ce genre d'accident. Craignant que, dans le cas d'un accident, les populations ne sachent pas quoi faire, du fait que le plan Orsec-Rad n'a toujours pas été publié — malgré de nombreuses demandes — il lui demande pourquoi cette publication (il s'agit de la partie civile du plan) n'a toujours pas été portée à la connaissance du public, créant ainsi un climat d'insécurité surtout à la suite de cet accident. D'autre part, nos voisins de la R.F.A. ont non seulement publié leur plan, mais ont déjà procédé à des exercices. Il lui demande quelles mesures il entend prendre dans cette affaire.

Energie nucléaire (centrales nucléaires).

18934. — 28 juillet 1979. — M. Charles Haby s'étonne auprès de M. le Premier ministre de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 14745 publiée au Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale n° 20 du 7 avril 1979 (page 2431). Plus de trois mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il lui rappelle qu'à la suite de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Three Mile Island, en Pennsylvanie, et des conséquences sur les populations concernées, que dans le département du Haut-Rhin, et plus précisément dans sa circonscription, existe une centrale nucléaire, celle de Fessenheim, qui a été construite sous licence américaine (eau pressurisée) avec la même puissance de 900 mégawatts. Il lui demande si les normes de sécurité admises en France éliminent le risque de ce genre d'accident. Craignant que, dans le cas d'un accident, les populations ne sachent pas quoi faire, du fait que le plan Orsec-Rad n'a toujours pas été publié — malgré de nombreuses demandes — il lui demande pourquoi cette publication (il s'agit de la partie civile du plan) n'a toujours pas été portée à la connaissance du public, créant ainsi un climat d'insécurité surtout à la suite de cet accident. D'autre part, nos voisins de la R. F. A. ont non seulement publié leur plan, mais ont déjà procédé à des exercices. Il lui demande quelles mesures il entend prendre dans cette affaire.

Réponse. — Le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour tirer tous les enseignements possibles de l'accident survenu sur la centrale nucléaire de Three Mile Island, dans les domaines de la sûreté nucléaire, de l'organisation des pouvoirs publics et de l'information des populations. D'une façon générale, il n'est apparu aucun élément de nature à remettre en cause les principes fondamentaux et l'approche suivie en matière de sûreté nucléaire. Toutes les conséquences seront bien évidemment tirées de cet examen pour l'ensemble des centrales nucléaires françaises. Les plans Orsec-Rad, annexes spécialisés des plans Orsec départementaux, définissent essentiellement les principes généraux de l'organisation à mettre en œuvre pour les secours en cas d'accident grave d'origine militaire, ou éventuellement civile, pouvant entraîner des risques radiologiques pour la population. Pour des raisons touchant simultanément à la défense et à la sécurité publique, la diffusion de ces documents est restreinte aux seuls services directement intéressés. Dans ces conditions, le ministère de l'intérieur a établi en décembre 1978, à l'intention des préfets, un document-guide récapitulant ses recommandations pour la préparation et la mise en œuvre des

électronucléaires. Un premier plan d'intervention très détaillé, établi sur la base de ces recommandations, vient d'être établi par le préfet du Haut-Rhin en ce qui concerne la protection des populations au voisinage de la centrale électronucléaire de l'essenhelm. Ce plan, déjà communiqué aux élus du Haut-Rhin sert actuellement de document de référence dans l'ensemble des départements où se trouvent implantées des centrales électronucléaires, et où sont en cours d'élaboration des plans particuliers d'intervention spécifiques qui seront rendus publics.

Energie nucléaire (politique nucléaire).

15044. — 18 avril 1979. — **M. Louis Darinot** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur l'inquiétude croissante des populations et des élus devant les conditions de mise en œuvre du programme nucléaire français. Il lui rappelle que c'est une centrale du type de celle que l'on construit en France en grande série, qui vient de connaître un grave accident aux Etats-Unis. Il lui demande s'il compte tirer les conséquences de cet événement en répondant aux exigences formulées depuis longtemps par les socialistes : c'est-à-dire la mise en place des conditions d'une véritable information dans le domaine du nucléaire, tant à l'égard des populations qu'à l'égard des travailleurs de ce secteur ; l'organisation d'une réelle consultation démocratique des citoyens sur les options énergétiques du pays, qui pourrait prendre la forme d'un référendum ; la mise en place d'une loi nucléaire définissant les responsabilités des différents organismes intervenant dans le domaine du nucléaire, et permettant l'exercice d'un réel contrôle démocratique par les élus et la population sur les choix faits dans ce domaine, et enfin l'organisation d'une pause dans le développement du programme nucléaire français. De manière plus concrète et immédiate, il lui demande : 1° s'il entend faire examiner la proposition de loi déposée par le groupe parlementaire socialiste, tendant à améliorer l'information en matière nucléaire ; 2° s'il entend répondre aux demandes des organisations syndicales demandant en particulier un accroissement des pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité ; 3° il lui demande enfin s'il ne lui apparaît pas indispensable de suspendre la décision de chargement en combustibles des mises en chantier de nouvelles unités en attendant les conclusions des travaux de la mission d'information qui vient d'être créée à l'initiative des socialistes, ainsi que de la commission d'enquête demandée, dans le cadre de l'Assemblée nationale.

Réponse. — Le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour tirer tous les enseignements possibles de l'accident survenu sur la centrale nucléaire de Three Mile Island, dans les domaines de la sûreté nucléaire, de l'organisation des pouvoirs publics et de l'information des populations. Cet accident fait l'objet d'un examen très attentif par le service central de sûreté des installations nucléaires de la direction de la qualité et de la sécurité industrielle et par ses appuis techniques. En particulier, comme cela avait déjà été annoncé, une mission d'experts a été envoyée à plusieurs reprises aux Etats-Unis pour renforcer la représentation permanente française dans le domaine nucléaire dans ce pays. Le premier rapport de ces experts a d'ores et déjà été rendu public et fait actuellement l'objet d'un examen par un comité de hautes personnalités scientifiques désignées par l'Académie des sciences. Toutes les conséquences seront bien évidemment tirées de cet examen pour l'ensemble des centrales nucléaires françaises, il ne saurait être question toutefois de tirer des conclusions hâtives à cet égard. D'une façon générale en effet, il n'est apparu aucun élément de nature à remettre en cause les principes fondamentaux et l'approche suivie en matière de sûreté nucléaire et les analyses doivent se poursuivre avec le calme et le sérieux nécessaires. Ces études se poursuivront en tenant compte, comme le reste des études de sûreté, des enseignements de l'accident de Three Mile Island, et les conséquences en seront tirées, le moment venu. Des dispositions d'ordre pratique et opérationnel en matière d'information pourront alors être prises à la lumière de l'expérience et satisfaire les préoccupations de l'honorable parlementaire sans qu'il soit nécessaire de recourir à une loi spécifique. A cet égard, il faut noter que le programme électronucléaire a fait l'objet d'un effort d'information important de la part du Gouvernement depuis son accélération importante, à la suite de la crise de l'énergie de l'automne 1973. En particulier, un débat sur la politique énergétique a eu lieu au Parlement, une vaste consultation locale des régions concernées a été organisée et un conseil de l'information électronucléaire a été mis en place.

Energie nucléaire (sécurité).

15120. — 18 avril 1979. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur l'inquiétude croissante des populations et des élus devant les conditions de mise en œuvre du programme nucléaire français. Il lui rappelle que c'est une centrale du type de celles que l'on construit en France en grande série qui vient de connaître un grave accident aux Etats-Unis. Il lui demande s'il

compte tirer les conséquences de cet événement en répondant aux exigences formulées depuis longtemps par les socialistes : c'est-à-dire la mise en place des conditions d'une véritable information dans le domaine du nucléaire, tant à l'égard des populations qu'à l'égard des travailleurs de ce secteur, l'organisation d'une réelle consultation démocratique des citoyens sur les options énergétiques du pays qui pourrait prendre la forme d'un référendum ; la mise en place d'une loi nucléaire définissant les responsabilités des différents organismes intervenant dans le domaine nucléaire qui permette l'exercice d'un véritable contrôle démocratique par les élus et la population sur les choix faits dans ce domaine ; et, enfin, l'organisation d'une pause dans le développement du programme nucléaire français. De manière plus concrète et plus immédiate, il lui demande : 1° s'il entend faire examiner la proposition de loi déposée par le groupe parlementaire socialiste tendant à améliorer l'information en matière nucléaire ; 2° s'il entend répondre aux demandes des organisations syndicales concernant en particulier l'accroissement des comités d'hygiène et de sécurité ; 3° enfin, s'il ne lui paraît pas indispensable de suspendre la décision de chargement en combustible des nouvelles unités mises en chantier jusqu'aux conclusions respectives de la mission d'information récemment créée à l'initiative des socialistes et de la commission d'enquête dont la constitution a été réclamée dans le cadre de l'Assemblée nationale.

Réponse. — Le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour tirer tous les enseignements possibles de l'accident survenu sur la centrale nucléaire de Three Mile Island, dans les domaines de la sûreté nucléaire, de l'organisation des pouvoirs publics et de l'information des populations. Cet accident fait l'objet d'un examen très attentif par le service central de sûreté des installations nucléaires de la direction de la qualité et de la sécurité industrielle et par ses appuis techniques. En particulier, comme cela avait déjà été annoncé, une mission d'experts a été envoyée à plusieurs reprises aux Etats-Unis pour renforcer la représentation permanente française dans le domaine nucléaire dans ce pays. Le premier rapport de ces experts a d'ores et déjà été rendu public et fait actuellement l'objet d'un examen par un comité de hautes personnalités scientifiques désignées par l'Académie des sciences. Toutes les conséquences seront bien évidemment tirées de cet examen pour l'ensemble des centrales nucléaires françaises, il ne saurait être question toutefois de tirer des conclusions hâtives à cet égard. D'une façon générale en effet, il n'est apparu aucun élément de nature à remettre en cause les principes fondamentaux et l'approche suivie en matière de sûreté nucléaire et les analyses doivent se poursuivre avec le calme et le sérieux nécessaires. Ces études se poursuivront en tenant compte, comme le reste des études de sûreté, des enseignements de l'accident de Three Mile Island, et les conséquences en seront tirées, le moment venu. Des dispositions d'ordre pratique et opérationnel en matière d'information pourront alors être prises à la lumière de l'expérience et satisfaire les préoccupations de l'honorable parlementaire sans qu'il soit nécessaire de recourir à une loi spécifique. A cet égard, il faut noter que le programme électronucléaire a fait l'objet d'un effort d'information important de la part du Gouvernement depuis son accélération importante, à la suite de la crise de l'énergie de l'automne 1973. En particulier, un débat sur la politique énergétique a eu lieu au Parlement, une vaste consultation locale des régions concernées a été organisée et un conseil de l'information électronucléaire a été mis en place.

Energie nucléaire (sécurité).

15348. — 25 avril 1979. — **M. Louis Le Penec** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur l'inquiétude croissante des populations et des élus devant les conditions de mise en œuvre du programme nucléaire français. Il lui rappelle que c'est une centrale du type de celle que l'on construit en France en grande série qui vient de connaître un grave accident aux Etats-Unis. Il lui demande s'il compte tirer les conséquences de cet événement en répondant aux exigences formulées depuis longtemps par les socialistes : c'est-à-dire la mise en place des conditions d'une véritable information dans le domaine du nucléaire, tant à l'égard des populations qu'à l'égard des travailleurs de ce secteur ; l'organisation d'une réelle consultation démocratique des citoyens sur les options énergétiques du pays, qui pourrait prendre la forme d'un référendum ; la mise en place d'une loi nucléaire définissant les responsabilités des différents organismes intervenant dans le domaine du nucléaire, et permettant l'exercice d'un réel contrôle démocratique par les élus et la population sur les choix faits dans ce domaine, et enfin l'organisation d'une pause dans le développement du programme nucléaire français. De manière plus concrète et immédiate, il lui demande : 1° s'il entend faire examiner la proposition de loi déposée par le groupe parlementaire socialiste tendant à améliorer l'information en matière nucléaire ; 2° s'il entend répondre aux demandes des organisations syndicales demandant en particulier un accroissement des pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité ; 3° il lui demande enfin s'il ne lui apparaît pas indispensable de suspendre

la décision de chargement en combustibles des mises en chantier de nouvelles unités en attendant les conclusions des travaux de la mission d'information qui vient d'être créée à l'initiative des socialistes, ainsi que la commission d'enquête demandée dans le cadre de l'Assemblée nationale.

Réponse. — Le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour tirer tous les enseignements possibles de l'accident survenu sur la centrale nucléaire de Three Mile Island, dans les domaines de la sûreté nucléaire, de l'organisation des pouvoirs publics et de l'information des populations. Cet accident fait l'objet d'un examen très attentif par le service central de sûreté des installations nucléaires de la direction de la qualité et de la sécurité industrielle et par ses appuis techniques. En particulier, comme cela avait déjà été annoncé, une mission d'experts a été envoyée à plusieurs reprises aux Etats-Unis pour renforcer la représentation permanente française dans le domaine nucléaire dans ce pays. Le premier rapport de ces experts a d'ores et déjà été rendu public et fait actuellement l'objet d'un examen par un comité de hautes personnalités scientifiques désignées par l'Académie des sciences. Toutes les conséquences seront bien évidemment tirées de cet examen pour l'ensemble des centrales nucléaires françaises, il ne saurait être question toutefois de tirer des conclusions hâtives à cet égard. D'une façon générale, en effet, il n'est apparu aucun élément de nature à remettre en cause les principes fondamentaux et l'approche suivie en matière de sûreté nucléaire et les analyses doivent se poursuivre avec le calme et le sérieux nécessaires. Ces études se poursuivront en tenant compte, comme le reste des études de sûreté, des enseignements de l'accident de Three Mile Island, et les conséquences en seront tirées, le moment venu. Des dispositions d'ordre pratique et opérationnel en matière d'information pourront alors être prises à la lumière de l'expérience et satisfaire les préoccupations de l'honorable parlementaire sans qu'il soit nécessaire de recourir à une loi spécifique. A cet égard, il faut noter que le programme électronucléaire a fait l'objet d'un effort d'information important de la part du Gouvernement depuis son accélération importante, à la suite de la crise de l'énergie de l'automne 1973. En particulier, un débat sur la politique énergétique a eu lieu au Parlement, une vaste consultation locale des régions concernées a été organisée et un conseil de l'information électronucléaire a été mis en place.

Energie nucléaire (sécurité).

15366. — 25 avril 1979. — **M. François Autain** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur l'inquiétude croissante des populations et des élus devant les conditions de mise en œuvre du programme nucléaire français. Il lui rappelle que c'est une centrale du type de celle que l'on construit en France en grande série qui vient de connaître un grave accident aux Etats-Unis. Il lui demande s'il compte tirer les conséquences de cet événement en répondant aux exigences formulées depuis longtemps par les socialistes, c'est-à-dire la mise en place des conditions d'une véritable information dans le domaine du nucléaire, tant à l'égard des populations qu'à l'égard des travailleurs de ce secteur; l'organisation d'une réelle consultation démocratique des citoyens sur les options énergétiques du pays, qui pourrait prendre la forme d'un référendum; la mise en place d'une loi nucléaire définissant les responsabilités des différents organismes intervenant dans le domaine du nucléaire et permettant l'exercice d'un réel contrôle démocratique par les élus et la population sur les choix faits dans ce domaine et, enfin, l'organisation d'une pause dans le développement du programme nucléaire français. De manière plus concrète et immédiate, il lui demande: 1° s'il entend faire examiner la proposition de loi déposée par le groupe parlementaire socialiste, tendant à améliorer l'information en matière nucléaire; 2° s'il entend répondre aux demandes des organisations syndicales réclamant en particulier un accroissement des pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité; 3° il lui demande enfin s'il ne lui apparaît pas indispensable de suspendre la décision de chargement en combustibles, des mises en chantier de nouvelles unités, et notamment la centrale nucléaire du Pellerin, en attendant les conclusions des travaux de la mission d'information qui vient d'être créée à l'initiative des socialistes, ainsi que de la commission d'enquête demandée, dans le cadre de l'Assemblée nationale.

Réponse. — Le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour tirer tous les enseignements possibles de l'accident survenu sur la centrale nucléaire de Three Mile Island, dans les domaines de la sûreté nucléaire, de l'organisation des pouvoirs publics et de l'information des populations. Cet accident fait l'objet d'un examen très attentif par le service central de sûreté des installations nucléaires de la direction de la qualité et de la sécurité industrielle et par ses appuis techniques. En particulier, comme cela avait déjà été annoncé, une mission d'experts a été envoyée à plusieurs reprises aux Etats-Unis pour renforcer la représentation permanente française dans le domaine nucléaire dans ce

pays. Le premier rapport de ces experts a d'ores et déjà été rendu public et fait actuellement l'objet d'un examen par un comité de hautes personnalités scientifiques désignées par l'Académie des sciences. Toutes les conséquences seront bien évidemment tirées de cet examen pour l'ensemble des centrales nucléaires françaises, il ne saurait être question toutefois de tirer des conclusions hâtives à cet égard. D'une façon générale, en effet, il n'est apparu aucun élément de nature à remettre en cause les principes fondamentaux et l'approche suivie en matière de sûreté nucléaire et les analyses doivent se poursuivre avec le calme et le sérieux nécessaires. Ces études se poursuivront en tenant compte, comme le reste des études de sûreté, des enseignements de l'accident de Three Mile Island, et les conséquences en seront tirées, le moment venu. Des dispositions d'ordre pratique et opérationnel en matière d'information pourront alors être prises à la lumière de l'expérience et satisfaire les préoccupations de l'honorable parlementaire sans qu'il soit nécessaire de recourir à une loi spécifique. A cet égard, il faut noter que le programme électronucléaire a fait l'objet d'un effort d'information important de la part du Gouvernement depuis son accélération importante, à la suite de la crise de l'énergie de l'automne 1973. En particulier, un débat sur la politique énergétique a eu lieu au Parlement, une vaste consultation locale des régions concernées a été organisée et un conseil de l'information électronucléaire a été mis en place.

Energie nucléaire (sécurité).

15380. — 25 avril 1979. — **M. Alain Chénard** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur l'inquiétude croissante des populations et des élus devant les conditions de mise en œuvre du programme nucléaire français. Il lui rappelle que c'est une centrale du type de celle que l'on construit en France en grande série, qui vient de connaître un grave accident aux Etats-Unis. Il lui demande s'il compte tirer les conséquences de cet événement en répondant aux exigences formulées depuis longtemps par les socialistes: c'est-à-dire la mise en place des conditions d'une véritable information dans le domaine du nucléaire, tant à l'égard des populations, qu'à l'égard des travailleurs de ce secteur; l'organisation d'une réelle consultation démocratique des citoyens sur les options énergétiques du pays, qui pourrait prendre la forme d'un référendum; la mise en place d'une loi nucléaire définissant les responsabilités des différents organismes intervenant dans le domaine du nucléaire, et permettant l'exercice d'un réel contrôle démocratique par les élus et la population sur les choix faits dans ce domaine; et, enfin, l'organisation d'une pause dans le développement du programme nucléaire français. De manière plus concrète et immédiate, il lui demande: 1° s'il entend faire examiner la proposition de loi déposée par le groupe parlementaire socialiste, tendant à améliorer l'information en matière nucléaire; 2° s'il entend répondre aux demandes des organisations syndicales demandant en particulier un accroissement des pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité; 3° il lui demande enfin s'il ne lui apparaît pas indispensable de suspendre la décision de chargement en combustibles des mises en chantier de nouvelles unités en attendant les conclusions des travaux de la mission d'information qui vient d'être créée à l'initiative des socialistes, ainsi que de la commission d'enquête demandée, dans le cadre de l'Assemblée nationale.

Réponse. — Le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour tirer tous les enseignements possibles de l'accident survenu sur la centrale nucléaire de Three Mile Island, dans les domaines de la sûreté nucléaire, de l'organisation des pouvoirs publics et de l'information des populations. Cet accident fait l'objet d'un examen très attentif par le service central de sûreté des installations nucléaires de la direction de la qualité et de la sécurité industrielle et par ses appuis techniques. En particulier, comme cela avait déjà été annoncé, une mission d'experts a été envoyée à plusieurs reprises aux Etats-Unis, pour renforcer la représentation permanente française dans le domaine nucléaire dans ce pays. Le premier rapport de ces experts a, d'ores et déjà, été rendu public et fait actuellement l'objet d'un examen par un comité de hautes personnalités scientifiques désignées par l'Académie des sciences. Toutes les conséquences seront bien évidemment tirées de cet examen pour l'ensemble des centrales nucléaires françaises, il ne saurait être question toutefois de tirer des conclusions hâtives à cet égard. D'une façon générale, en effet, il n'est apparu aucun élément de nature à remettre en cause les principes fondamentaux et l'approche suivie en matière de sûreté nucléaire et les analyses doivent se poursuivre avec le calme et le sérieux nécessaires. Ces études se poursuivront en tenant compte, comme le reste des études de sûreté, des enseignements de l'accident de Three Mile Island, et les conséquences en seront tirées, le moment venu. Des dispositions d'ordre pratique et opérationnel en matière d'information pourront alors être prises à la lumière de l'expérience et satisfaire les préoccupations de l'honorable parlementaire sans qu'il soit nécessaire de recourir à une loi spécifique. A cet égard,

il faut noter que le programme électronucléaire a fait l'objet d'un effort d'information important de la part du Gouvernement depuis son accélération importante, à la suite de la crise de l'énergie de l'automne 1973. En particulier, un débat sur la politique énergétique a eu lieu au Parlement, une vaste consultation locale des régions concernées a été organisée et un conseil de l'information électronucléaire a été mis en place.

Energie nucléaire (sûreté).

15526. — 27 avril 1979. — M. Christian Nuccl attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur l'inquiétude croissante des populations et des élus devant les conditions de mise en œuvre du programme nucléaire français. Il lui rappelle que c'est une centrale du type de celles que l'on construit en France en grande série, notamment à Saint-Maurice-l'Exil, qui vient de connaître un grave accident aux Etats-Unis. Il lui demande s'il compte tirer les conséquences de cet événement en répondant aux exigences formulées depuis longtemps par les socialistes, c'est-à-dire la mise en place des conditions d'une véritable information dans le domaine du nucléaire, tant à l'égard des populations qu'à l'égard des travailleurs de ce secteur, l'organisation d'une réelle consultation démocratique des citoyens sur les options énergétiques du pays, qui pourrait prendre la forme d'un référendum, la mise en place d'une loi nucléaire définissant les responsabilités des différents organismes intervenant dans le domaine du nucléaire, et permettant l'exercice d'un réel contrôle démocratique par les élus et la population sur les choix faits dans ce domaine, et enfin l'organisation d'une pause dans le développement du programme nucléaire français. De manière plus concrète et immédiate, il lui demande : 1° s'il entend faire examiner la proposition de loi déposée par le groupe parlementaire socialiste, tendant à améliorer l'information en matière nucléaire ; 2° s'il entend répondre aux demandes des organisations syndicales demandant en particulier un accroissement des pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité ; 3° si lui demande enfin s'il ne lui apparaît pas indispensable de suspendre la décision de chargement en combustibles des mises en chantier de nouvelles unités en attendant les conclusions des travaux de la mission d'information qui vient d'être créée à l'initiative des socialistes, ainsi que de la commission d'enquête demandée, dans le cadre de l'Assemblée nationale.

Réponse. — Le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour tirer tous les enseignements possibles de l'accident survenu sur la centrale nucléaire de Three Mile Island, dans les domaines de la sûreté nucléaire, de l'organisation des pouvoirs publics et de l'information des populations. Cet accident fait l'objet d'un examen très attentif par le service central de sûreté des installations nucléaires de la direction de la qualité et de la sécurité industrielle et par ses appuis techniques. En particulier, comme cela avait déjà été annoncé, une mission d'experts a été envoyée à plusieurs reprises aux Etats-Unis pour renforcer la représentation permanente française dans le domaine nucléaire dans ce pays. Le premier rapport de ces experts a, d'ores et déjà, été rendu public et fait actuellement l'objet d'un examen par un comité de hautes personnalités scientifiques désignées par l'Académie des sciences. Toutes les conséquences seront bien évidemment tirées de cet examen pour l'ensemble des centrales nucléaires françaises, il ne saurait être question toutefois de tirer des conclusions hâtives à cet égard. D'une façon générale, en effet, il n'est apparu aucun élément de nature à remettre en cause les principes fondamentaux et l'approche suivie en matière de sûreté nucléaire et les analyses doivent se poursuivre avec le calme et le sérieux nécessaires. Ces études se poursuivront en tenant compte, comme le reste des études de sûreté, des enseignements de l'accident de Three Mile Island, et les conséquences en seront tirées, le moment venu. Des dispositions d'ordre pratique et opérationnel en matière d'information pourront alors être prises à la lumière de l'expérience et satisfaire les préoccupations de l'honorable parlementaire sans qu'il soit nécessaire de recourir à une loi spécifique. A cet égard, il faut noter que le programme électronucléaire a fait l'objet d'un effort d'information important de la part du Gouvernement depuis son accélération importante, à la suite de la crise de l'énergie de l'automne 1973. En particulier, un débat sur la politique énergétique a eu lieu au Parlement, une vaste consultation locale des régions concernées a été organisée et un conseil de l'information électronucléaire a été mis en place.

Papier et papeterie (papier : recyclage).

15647. — 28 avril 1979. — M. Pierre Bes expose à M. le ministre de l'Industrie qu'un rapport très complet du Conseil économique et social sur la politique menée en vue d'économiser et de recycler les matières premières en date du 26 mai 1978 contient un excellent chapitre consacré au recyclage des papiers et cartons. Il lui demande s'il peut faire le point des mesures qui ont été prises depuis cette

date dans le sens préconisé par ce rapport pour l'utilisation de papier désencré par exemple pour les annuaires téléphoniques ou autre. Il lui demande enfin si des méthodes ne devraient pas être étudiées en ce qui concerne certaines zones urbaines et plus particulièrement à Paris la zone des administrations et des bureaux. Des faits récents ont prouvé que des dossiers les plus secrets des administrations ou des entreprises financières ou autre pouvoient se retrouver dans la presse ou dans des livres par le seul fait que les particuliers récoltaient les sacs de vieux papiers déposés sur les trottoirs par lesdites administrations. Il serait peut-être sage que ce fait soit étudié et que l'on aboutisse à la prise en charge des tonnes de papier récoltées de cette façon directement par des usines de recyclage telle que l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets en encourage.

Réponse. — Le ministre de l'Industrie se préoccupe de promouvoir un appel accru aux fibres de récupération, ressource nationale qui peut se substituer, dans une large mesure, à des matières premières importées. Il faut cependant réaliser les difficultés que rencontre une telle politique : ces fibres de récupération sont utilisées quasi exclusivement par l'industrie de l'emballage qui ne suffit pas à elle seule à absorber les quantités disponibles ; le marché de la récupération des vieux papiers est très instable. Cette instabilité est d'autant plus grande que les rapports actuels entre papetiers et récupérateurs s'établissent sous forme de négociations à très court terme, peu propices à la concertation ; enfin et surtout, il se pose un problème de débouché pour le papier incorporant des fibres de récupération. Son apparence l'a rendu jusqu'à présent assez difficile à vendre. Faute de demande, les producteurs ne se sont pas orientés vers cette production. L'essentiel du problème de la récupération des vieux papiers ne réside donc pas dans la collecte : diverses expériences ont montré qu'il était facile d'en ramasser des quantités importantes. Ces expériences ont souvent eu des conséquences malheureuses, car la ressource ainsi collectée ne trouve pas à se valoriser dans les circuits économiques. Les variations des cours qui en résultent ont de plus un effet démobilitateur certain. Le véritable problème réside dans : les débouchés commerciaux du papier de deuxième élaboration ; les investissements industriels, eux-mêmes largement conditionnés par ces débouchés. Cantonnée actuellement dans le carton, l'utilisation des vieux papiers se développera donc par une stabilisation de leur prix. Le ministre de l'Industrie a lancé, à titre expérimental, des formules de régulation ou de stabilisation des cours qui semblent, à terme, pouvoir apporter des éléments de solution ; des investissements dans les usines de désencrage : l'importance de l'enjeu lié à ces investissements est considérable ; c'est principalement en raison de leur absence que les fibres de récupération contenues dans les vieux papiers demeurent sous-exploitées. L'aide de l'Etat a déjà permis d'installer les capacités aptes à valoriser, dès 1981, 500 000 tonnes par an supplémentaires de vieux papiers, mais c'est la demande en produits finis qui détermine la consommation de vieux papiers par l'intermédiaire des investissements industriels spécialisés ; des débouchés commerciaux nouveaux : la série de mesures prises depuis deux ans est de nature à favoriser l'évolution des débouchés, notamment en orientant une partie des consommations publiques vers une utilisation accrue des papiers contenant des fibres de récupération. Dans cette optique, une aide à la commercialisation du papier désencré a été entreprise. Elle a principalement pris les deux formes suivantes : révision des normes et cahiers des charges, dont la modification permet de ne plus établir de discrimination entre les produits vierges et le papier désencré ; consommation accrue des services publics qui, progressivement, s'approvisionnent en papiers incorporant de plus en plus de fibres de récupération. A titre d'exemple, le *Journal officiel* (depuis le 1^{er} janvier 1978), les études publiées par le ministère de l'Industrie, les documents émis par l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets, sont imprimés sur papier comportant 90 p. 100 de ces fibres de récupération. L'effet d'entraînement de telles mesures est certain. Il ne faut cependant pas sous-estimer les difficultés de l'objectif fixé : s'agissant de changer les habitudes de consommation, des effets véritablement significatifs ne pourront être obtenus qu'à long terme. Telles sont les principales mesures prises par le ministre de l'Industrie qui sont de nature à faire évoluer favorablement la récupération des papiers cartons. En revanche, la collecte systématique des vieux papiers de récupération ne paraît pas une phase déterminante. Les initiatives dans ce domaine doivent suivre et non précéder la commercialisation des produits finis. Faute d'avoir gardé cet élément présent à l'esprit, les activités de récupération de vieux papiers ont connu en 1974 un certain nombre d'initiatives qui se sont soldées par des échecs et ont, en définitive, nui à un développement bien compris de la valorisation de cette ressource. Dans cette optique, la recherche systématique d'un perfectionnement des méthodes de collecte des vieux papiers, notamment issues des zones urbaines d'administrations et de bureaux ne paraît pas s'imposer comme une priorité. Le problème du secret relatif à certains des documents en cause ne doit pas être négligé. Il apparaît cependant à l'examen que la conservation de ce secret consiste plus dans la destruction de ces documents (dont le volume global est d'ailleurs

faible) que dans leur récupération, même si cette dernière est prise en charge par des organismes spécialisés, voire par un établissement public comme l'A. N. R. E. D. Il revient donc à chacun des organismes de veiller à la destruction des documents à caractère confidentiel dont il a la responsabilité.

Energie nucléaire (sécurité).

15740. — 4 mai 1979. — **M. Jean Bonhomme** demande à **M. le ministre de l'Industrie** quelle information complète sera donnée en ce qui concerne la création de la centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne) et à quelle époque sera publié le plan Orsec-Rad applicable en Tarn-et-Garonne.

Réponse. — Une phase d'information des élus locaux et des populations concernées, au cours de laquelle une brochure sur le projet de centrale nucléaire de Golfech a été largement diffusée, a précédé l'engagement, le 13 avril 1979, de l'instruction de la demande de déclaration d'utilité publique des travaux déposée par Electricité de France. Une enquête publique sera prochainement organisée dans les communes directement concernées par le projet ; l'ouverture de cette enquête fera l'objet d'une large publicité, notamment par le moyen d'inscriptions dans la presse régionale et dans des journaux de diffusion nationale ; les dossiers seront accessibles au public dans les mairies des communes et aux chefs-lieux des départements et des arrondissements concernés. La déclaration d'utilité publique des travaux ne sera, au demeurant, qu'une étape dans le déroulement des procédures qui doivent précéder la réalisation de la centrale de Golfech. Celle-ci devra encore faire l'objet d'une autorisation de création, prononcée par décret à l'issue d'une instruction particulière, qui fixera les caractéristiques techniques de l'installation. C'est à partir de ces caractéristiques que pourra être élaboré le plan particulier d'intervention qui constituera la version opérationnelle de l'organisation des secours en cas d'accident éventuel survenant dans la centrale. Ce plan, qui, établi avant la mise en service de l'installation, sera porté à la connaissance des élus et rendu public, sera étroitement articulé avec le plan d'urgence interne de l'exploitant, visant à maintenir en permanence les installations dans le meilleur état de sûreté possible et à limiter les conséquences de tout incident ou accident éventuels. Il n'est pas possible, par contre, pour des raisons de sécurité, de rendre public le plan Orsec-Rad cité par l'honorable parlementaire mais dont le plan particulier d'intervention précité constitue la version civile opérationnelle.

Carburants (commerce de détail).

16218. — 17 mai 1979. — **M. Marceau Gauthier** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la question que se posent les commerçants revendeurs de fuel du département du Nord. Depuis mars 1979, leur contingent d'attribution de fuel a été diminué de 30 p. 100 sur celui de l'année 1978. De ce fait, ils se trouvent dans l'obligation de rationner leur clientèle. Alors que le Gouvernement invoque la pénurie pour restreindre les commerçants dans leur attribution, ces derniers trouvent anormal que des camions de nationalité belge viennent charger continuellement à la raffinerie de Denain. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour rétablir les normes d'attribution aux commerçants français revendeurs de fuel.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Industrie sidérurgique (activité et emploi).

16255. — 17 mai 1979. — **M. Christian Pierrat** demande à **M. le ministre de l'Industrie** les raisons pour lesquelles le Gouvernement français a entériné la disparition d'une partie majeure de la sidérurgie lorraine alors que dans le même temps — contrairement au programme européen de rapli appelé « Plan Davignon » — la République fédérale allemande entreprend la construction d'une aciérie moderne et de grande capacité (3 millions de tonnes) sur les bords de la mer Baltique. Dans cette situation, les intérêts des travailleurs français, en particulier des Lorrains, semblent avoir été sacrifiés au nom d'impératifs européens, alors que notre principal partenaire industriel et commercial agissait en toute liberté par rapport aux accords communautaires. En conséquence, il demande à **M. le ministre de l'Industrie** s'il entend, au nom du Gouvernement, intervenir contre cette décision au conseil des ministres de la communauté.

Réponse. — Le Gouvernement français a entrepris de gros efforts afin de doter notre pays d'une sidérurgie compétitive. Eu égard aux conséquences sociales qui en découlent, il suit avec une particulière attention l'évolution des capacités de production de nos partenaires européens. En ce qui concerne les informations relatives à des investissements en République fédérale d'Allemagne, une

usine de réduction directe d'une capacité totale d'environ 3 millions de tonnes est en cours de construction à Emden. Néanmoins, il ne s'agit pas là d'une augmentation de la capacité de production de la sidérurgie ouest-allemande dans la mesure où cette usine servira uniquement à alimenter la sidérurgie en matières premières sans pour autant produire ni de l'acier brut ni des aciers spéciaux.

Communauté économique européenne (importations).

17138. — 8 juin 1979. — **M. Michel Debré** demande à **M. le ministre de l'Industrie** s'il est exact que, contrairement au plan réglementant les importations d'acier, des ventes importantes provenant d'un pays européen non membre de la Communauté, transitant par la Suisse et la Suède, soient venues porter atteinte au plan établi, sans que la Commission des Communautés européennes ait agi pour arrêter cette fraude à sa propre réglementation.

Réponse. — La commission des communautés européennes a négocié au nom des Etats membres en 1978 et en 1979 des arrangements avec la plupart des pays tiers vendant de l'acier dans l'Europe des Nauf. Ces accords ont pour objectif de maintenir les courants d'échanges traditionnels entre ces pays et la Communauté tout en évitant une concurrence déloyale quant aux prix pratiqués. L'appréciation du volume des livraisons d'un pays tiers dans la Communauté s'effectue en ne distinguant pas les importations directes et indirectes. En revanche, en matière de prix, ces derniers relèvent du mécanisme applicable aux Etats n'ayant pas conclu d'accord avec la C. E. E. et peuvent donc se voir appliquer des droits antidumping. Pour ce qui concerne l'Espagne, à laquelle fait peut-être allusion l'honorable parlementaire, l'arrangement signé le 18 avril 1979 a sensiblement réduit le volume des ventes espagnoles autorisées sur le marché communautaire, eu égard aux difficultés apparues en 1978. Malgré cet accord, il est exact que les exportations indirectes espagnoles ont très sensiblement augmenté en République fédérale, au cours des premiers mois de cette année. La commission a immédiatement réagi en provoquant la consultation prévue à l'accord. Elle a demandé aux Espagnols de fixer un échéancier respectant le volume stipulé dans l'arrangement pour leurs ventes futures dans la Communauté. Par ailleurs, par deux recommandations en date du 12 mai 1979 et du 30 mai 1979, la commission a autorisé les Etats membres à imposer des droits antidumping définitifs aux importations indirectes de certains produits espagnols. Il appartient donc à chaque Etat membre d'user d'une telle faculté afin de mettre un terme aux perturbations causées sur son marché par des ventes à bas prix. Pour ce qui a trait à la France, les cinq premiers mois de 1979 ont vu les exportations directes espagnoles diminuer de 24 p. 100 et rien ne permet de penser que des produits espagnols aient pu pénétrer en France en provenance de Suisse ou de Suède. Néanmoins, si une telle situation se produisait, le Gouvernement français n'hésiterait pas à appliquer les recommandations précitées non plus qu'à déclencher les consultations prévues à l'accord du 18 avril 1979.

Electricité de France (personnel).

17511. — 20 juin 1979. — **Mme Hélène Constans** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur le fait suivant. A la veille des élections cantonales de mars 1979, un chef de service de l'E. D. F. à Limoges faisait circuler parmi le personnel dont il est responsable, avec demande de signature de chacun, le n° 3 de la revue *Réalité limousine* d'orientation pro-gouvernementale. Elle proteste contre cette attitude partisane et lui demande d'intervenir auprès de la direction de l'E. D. F. de Limoges pour éviter que de tels faits ne se reproduisent.

Réponse. — La revue « *Réalité limousine* » est envoyée gratuitement, depuis les premiers mois de 1979, à chaque chef de service et subdivision du centre de Limoges, sans qu'aucune demande n'ait été formulée pour la recevoir. Un numéro de cette revue comportait un article sur une industrie cliente d'Electricité de France et en relation avec le service commercial du centre de Limoges ; le chef de ce service, estimant que les différentes sections placées sous sa responsabilité pouvaient être intéressées par cet article, a mis cette revue en circulation, accompagnée, comme cela est l'usage pour tous les documents externes et internes, qui ne sont pas des documents de travail permanents, d'une fiche de circulation destinée à faciliter la circulation dans ce service des documentations diffusées. Il n'y a lieu de voir dans cette initiative que la volonté des chefs de service de mettre à la disposition des agents des informations économiques régionales utiles dans l'exercice de leurs fonctions.

17613. — 26 juin 1979. — **M. Pierre Forgues** demande à **M. le ministre de l'Industrie** de lui faire connaître le bilan des bénéfices obtenus par les mesures prises à la suite du décret du 16 décembre 1976 instaurant l'heure d'été et l'heure d'hiver.

Réponse. — L'introduction de l'heure d'été, qui se traduit par une avance de nos pendules, permet de recentrer la moyenne des activités humaines sur le rythme solaire. Sa conséquence immédiate est une diminution de la consommation d'électricité pour l'éclairage dans la soirée, sans que pour autant il en résulte un accroissement des besoins d'éclairage artificiel le matin, si ce n'est en tout début et en fin de période d'heure d'été. Cette mesure, qui a été dans l'ensemble très bien accueillie, permet d'économiser chaque année 300 000 tonnes d'équivalent pétrole, soit une quantité d'énergie sensiblement égale à celle nécessaire pour le chauffage d'une agglomération de 500 000 personnes pendant tout un hiver. Elle présente également des avantages au plan des loisirs, les activités de plein air pouvant être prolongées en fin de soirée à la lumière naturelle. Cet allongement de la durée du jour n'a d'ailleurs pas entraîné d'augmentation de la consommation d'essence. En effet, un examen des statistiques de consommation des carburants automobiles montre l'existence d'un rapport pratiquement constant au cours des dernières années et inchangé depuis l'introduction de l'heure d'été, entre consommations hivernale et estivale. Au plan international, afin notamment d'éviter d'éventuelles difficultés chez les travailleurs frontaliers, nous avons pris l'initiative de proposer à nos partenaires du Marché commun d'adapter un système unique d'heure d'été et d'heure d'hiver. La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas se sont ralliés à notre proposition dès 1977, l'Espagne faisant de même de son côté. L'Italie à son tour vient de décider de s'aligner sur la même période d'heure d'été à partir de 1980, l'Angleterre et l'Irlande ayant jusqu'à présent conservé leur propre période d'heure d'été. En revanche, l'Allemagne et le Danemark n'ont pas encore introduit l'heure d'été, ainsi d'ailleurs que la Suisse. Les négociations se poursuivent actuellement à l'échelon européen en vue d'aboutir à une généralisation et une harmonisation de l'heure d'été.

Imprimerie (activité et emploi).

17979. — 28 juin 1979. — **Mme Edwige Avice** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur l'avenir des activités de l'imprimerie nationale et, plus généralement, du secteur graphique français. Elle lui rappelle que le secteur du labeur emploie 12 000 salariés et que partout il se heurte à de sérieuses difficultés : dans le secteur public, à l'imprimerie nationale, où la production de l'annuaire risque d'être ralentie prochainement par l'adoption d'un système de renseignements informatisés et mise en concurrence avec des entreprises étrangères ; dans le secteur privé, déjà chez Chaix, aujourd'hui chez Del Duca, Draeger, à l'I. E. I., à la N. C. P. R. et chez Lang. On recensait 3 450 demandes d'emplois en mars dernier dans ce secteur, rien que dans la région parisienne. De plus en plus, l'édition échappe aux entreprises françaises pour se faire dans d'autres pays européens, sans que d'ailleurs on puisse invoquer dans ces pays un moindre coût de la main-d'œuvre. C'est particulièrement le cas de l'édition des périodiques. Aussi, elle lui demande ce qu'il entend faire, tant au niveau français qu'au niveau européen, pour assurer la survie et le développement de ce secteur et garantir l'emploi de ses travailleurs.

Réponse. — Le secteur de l'imprimerie française de labeur comprend, d'après les dernières statistiques connues (1977), 2 718 entreprises de plus de six salariés pour un effectif de 94 469 salariés (— 1,2 p. 100 sur 1976). De plus, 6 340 entreprises artisanales (de un à cinq salariés) occupent environ 10 000 personnes. Les résultats ont permis de constater une amélioration de production pendant cette période de 14 p. 100 et une augmentation des tonnages imprimés de 9,6 p. 100. Il est exact que, après avoir connu une période favorable jusqu'en 1972, certaines entreprises du secteur se sont trouvées en difficulté. La stagnation du marché, la concurrence des médias audio-visuels tendant à freiner l'expansion du livre et des périodiques, une mauvaise adaptation aux nouvelles techniques ont, en particulier, contribué à cette situation. Ces difficultés ont d'ailleurs été ressenties d'une façon inégale suivant la taille de l'entreprise. Les imprimeries de taille moyenne ont mieux réagi devant les problèmes posés depuis cette période de récession économique, leur gestion administrative et commerciale étant moins lourde. Ce sont surtout les grandes imprimeries spécialisées dans l'impression des périodiques et des catalogues qui ont été le plus touchées. Malgré les efforts du comité interministériel d'arrangement des structures industrielles (C.I.A.S.I.), qui a examiné à plusieurs reprises des dossiers de demande de soutien présentés par ces imprimeries, force est de constater la persistance de la dégradation du secteur de l'héliogravure de la région parisienne. Les pouvoirs publics, très sollicités, ne peuvent pas seuls prendre en charge le soin de redresser la situation financière de ces entreprises. Le retour à une situation plus stable nécessite des réformes profondes des structures industrielles en accord avec les actionnaires, banquiers et partenaires sociaux. Certains travaux ont déjà pu être rapatriés (bulletins du Loto-Périodiques, catalogues publicitaires), cependant un rapatriement massif et autoritaire de ces travaux n'est pas réaliste, car il faut tenir compte des accords passés avec nos partenaires européens (s'ils sont les fournisseurs, ils sont également nos principaux clients). D'autre part, pour ces travaux de labeur (grands catalogues par

exemple), un plan de charge complémentaire ne pourrait être exécuté qu'en fonction des capacités saisonnières disponibles. Des interventions ponctuelles ont été réalisées à chaque fois qu'une action s'est avérée possible. En ce qui concerne l'imprimerie nationale, le système de consultation directe par les usagers du fichier informatisé des abonnés au téléphone ne sera expérimenté qu'en 1981 à l'échelon d'un département. Il est donc difficile actuellement de mesurer d'une façon précise l'incidence de ces nouvelles techniques sur l'avenir des annuaires téléphoniques dans leur forme imprimée. La mise en place de l'annuaire électronique devrait être étalée sur une période de l'ordre d'une décennie. Cette échéance permettra à cet établissement d'Etat de prendre ses dispositions pour assurer l'équilibre de l'entreprise.

Energie (énergie solaire).

18034. — 29 juin 1979. — **M. André Tourné** rappelle à **M. le ministre de l'Industrie** qu'en vertu des décrets n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et n° 70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat effectuées au plan local, a paru au *Journal officiel* un arrêté signé le 23 avril 1979 conjointement par lui et ses collègues de l'intérieur, du budget, de l'environnement et du cadre de vie, portant sur l'attribution d'une prime aux acquéreurs de chauffe-eau solaires. L'article premier de cet arrêté dispose que les personnes physiques ou morales procédant au cours du premier semestre de 1979 à l'acquisition ou à la commande d'un chauffe-eau solaire peuvent bénéficier, dans les conditions prévues par le présent arrêté, d'une aide publique s'élevant à 1 000 francs sous réserve des dispositions de l'article 6. Cette prime ne peut être versée qu'une fois par logement. Aussi, l'attribution de la prime prévue ne s'appliquera qu'aux demandes déposées avant le 1^{er} juillet prochain. Vu le retard mis pour prendre un tel arrêté, vu le peu de temps dont disposent les éventuels acquéreurs de chauffe-eau solaire pour être informés et pour déposer leurs demandes, il lui demande s'il ne pourrait pas reporter la date de clôture des demandes au 31 décembre 1979.

Energie (énergie solaire).

18035. — 29 juin 1979. — **M. André Tourné** rappelle à **M. le ministre de l'Industrie** que la prime de 1 000 francs, prévue en 1978 en faveur de chaque acquéreur de chauffe-eau solaire, a été attribuée à un tout petit nombre de demandeurs. En effet, sur les 10 000 primes prévues, 2 000 d'entre elles seulement auraient été attribuées. Il lui demande de préciser si ces deux chiffres sont exacts ; s'il n'est pas d'accord pour considérer que le phénomène enregistré provient en particulier des deux données suivantes : a) le manque d'information pour intéresser les éventuels acquéreurs de chauffe-eau solaire ; b) le trop court délai entre la parution des textes officiels prévoyant la prime, et la date de clôture pour le dépôt des demandes. Il lui demande en outre, quelles mesures il a prises ou compte prendre pour faciliter à l'avenir des dépôts de demande en outre, quelles mesures il a prises ou compte prendre pour faciliter à l'avenir les dépôts de demande d'installation des chauffe-eau solaires, avec bénéfice de la prime de 1 000 francs.

Réponse. — L'arrêté interministériel du 28 mars 1978, qui a institué une aide financière en faveur des particuliers procédant à l'acquisition de chauffe-eau solaires, a permis l'attribution de quelque 2 000 primes pour l'installation d'appareils de ce type sur les 10 000 qui étaient prévues, les crédits destinés à cette opération ayant été mis en place avec un certain retard. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a décidé, par un arrêté interministériel du 23 avril 1979, de reconduire pour le premier semestre de 1979 les dispositions prises en 1978 ; les informations et statistiques d'ores et déjà disponibles indiquent que le nombre de demandes reçues par les directeurs départementaux de l'équipement pour obtenir le bénéfice de la prime dans les conditions fixées par cet arrêté est en augmentation sensible par rapport à celui enregistré précédemment ; en particulier de très nombreux dossiers ont été déposés pendant les premiers mois de l'année 1979. Les dispositions de cet arrêté sont venues à expiration le 30 juin 1979 et, pour l'avenir, le Gouvernement a décidé de substituer à la prime, qui ne pouvait avoir qu'un caractère de stimulation temporaire, une mesure permanente d'aide à la promotion de l'utilisation de chauffe-eau solaires sous forme de prêts aux logements aidés en ce qui concerne l'habitat collectif et l'habitat individuel.

Entreprises (activité et emploi).

18634. — 21 juillet 1979. — **M. Roland Leroy** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation de l'industrie des matériaux isolants dont une importante unité de production sise à Saint-Etienne-du-Rouvray projette une réduction d'un tiers de ses effectifs. Considérant la nécessité qu'il y a à développer une telle

production pour répondre aux besoins croissants du pays, en matière de qualité de la vie, mais aussi d'économie d'énergie, il s'étonne de constater la diminution de la production nationale de ces matériaux, et en conséquence, il demande quelles mesures le ministre entend prendre pour s'opposer aux licenciements et à la baisse de la production dans ce secteur industriel.

Réponse. — La question de l'honorable parlementaire a vraisemblablement pour objet une société privée, qui n'est d'ailleurs pas identifiée dans cette question.

INTERIEUR

Handicapés (aveugles et mal-voyants).

10056. — 13 décembre 1978. — Les transports en commun (chemins de fer, métro, bus) admettent normalement dans leurs véhicules les aveugles accompagnés de leur chien. Cette dérogation légitime tient justement compte d'une situation spécifique. Cependant, les transports privés: cars et taxis ne sont pas tenus légalement de l'appliquer. En conséquence, **M. Georges Marchais** demande à **M. le ministre de l'Intérieur** de prendre les dispositions nécessaires pour que la réglementation adoptée en matière de transports en commun en faveur des handicapés aveugles s'étende également aux transports privés.

Réponse. — Aucune réglementation spécifique n'existe en matière de transports routiers interurbains de voyageurs. Le ministre des transports, conscient des difficultés que peuvent rencontrer les aveugles dans ces transports en commun, a demandé au comité de liaison pour le transport des personnes handicapées, chargé de déterminer les mesures destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les services de transports publics, d'examiner le problème des aveugles accompagnés de leur chien. D'autre part, en ce qui concerne les taxis, l'ordonnance n° 73-16080 du 1^{er} février 1973 du préfet de police portant réglementation de l'exploitation, du contrôle et de l'usage des taxis parisiens ne prévoit aucune disposition particulière en faveur des aveugles et mal-voyants, ou des personnes handicapées en général, mais dans la pratique, bien des conducteurs font preuve de compréhension à l'égard de ces usagers. Cependant il est apparu au préfet de police souhaitable de modifier la réglementation actuellement en vigueur afin de faire obligation aux conducteurs de taxis d'accepter les aveugles ou mal-voyants accompagnés d'un chien guide ainsi que les autres personnes handicapées et les véhicules pliables qu'elles utilisent, même lorsqu'il est nécessaire de les aider à prendre place dans le taxi. Un projet d'arrêté en ce sens est actuellement soumis à la signature de MM. les préfets des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, cosignataires avec le préfet de police des textes réglementant l'usage des taxis parisiens. Une instruction ayant même objet sera par ailleurs incessamment adressée aux préfets.

Collectivités locales (personnel).

17423. — 15 juin 1979. — **M. Louis Derinot** attire l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 septembre 1978 qui introduisent une distorsion regrettable dans le mode de calcul de la prime spéciale des services techniques des collectivités locales. En effet, ces dispositions conduisent à n'allouer qu'un faible pourcentage aux bas salaires et à contrario un fort pourcentage aux salaires les plus élevés, écart abusif allant de 3 p. 100 à 15 p. 100. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette distorsion.

Réponse. — Les divers taux de la prime spéciale instituée par l'arrêté du 15 septembre 1978 au profit des personnels des services techniques communaux varient suivant la hiérarchie des emplois concernés. Cette variation est identique à celle qui est appliquée en ce domaine aux fonctionnaires des corps techniques homologues de l'Etat. De ce fait, l'opportunité de définir un autre système à l'égard des agents communaux en cause ne peut être retenue, sauf à méconnaître l'article L. 413-7 du code des communes qui dispose : « les rémunérations allouées par les communes à leurs agents ne peuvent en aucun cas dépasser celles que l'Etat attribue à ses fonctionnaires remplissant des fonctions équivalentes ». Il est d'autre part précisé qu'un tel système se situe dans les normes habituelles de la fonction publique, lesquelles font largement référence au niveau hiérarchique. Des dispositions sensiblement identiques sont en vigueur dans d'autres administrations et il n'est pas envisagé actuellement d'y apporter des modifications.

Environnement et cadre de vie (ministère) (services extérieurs: personnel).

19080. — 4 août 1979. — **M. Jacques Mallick** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur les problèmes que pourraient poser aux personnels de l'ex-ministère de l'équipement certaines

dispositions du projet de loi-cadre portant réforme des collectivités locales. Certaines attributions actuellement dévolues à l'équipement seraient transférées au département, entraînant un transfert de personnel portant sur 70 p. 100 des effectifs de l'équipement. Les conséquences pour le personnel seraient les suivantes: le personnel titulaire, détaché d'office, serait soumis au statut départemental et perdrait les avantages du statut général des fonctionnaires: primes accessoires et espoir de promotion; le personnel non titulaire actuellement en fonction ne pourrait espérer, au mieux, que de conserver à titre individuel son échelle actuelle, sans espoir de promotion; le personnel non titulaire nouvellement embauché serait classé dans « la petite échelle » du projet de statut général du personnel départemental. Cette petite échelle est limitée à l'indice 203, fin de carrière, et ne comporte pas les garanties acquises des règlements départementaux. Le projet de statut général du personnel départemental permettrait d'autre part aux préfets de décider de supprimer des postes et de disposer d'un pouvoir disciplinaire et de licenciement, le conseil général ne pouvant donner qu'un avis en la matière. Il demande à **M. le ministre de l'Intérieur** quelles mesures il compte prendre afin, d'une part, de conserver au personnel titulaire et non titulaire de ces administrations les avantages du statut général des fonctionnaires, et plus généralement ces avantages acquis, et d'autre part, de sauvegarder les pouvoirs du conseil général.

Réponse. — Il est exact que le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales propose de clarifier et de modifier la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales. En effet, il prévoit la décentralisation au bénéfice des communes et des départements d'attributions nouvelles qui leur permettront d'assurer pleinement leurs responsabilités en de nombreux domaines parmi lesquels l'urbanisme et l'environnement. En revanche, ce projet de loi ne comporte aucune disposition relative à des transferts de personnels et ne modifie en rien le statut des personnels de l'ancien ministère de l'équipement.

Communes (tutelle de l'Etat).

19206. — 4 août 1979. — **M. Vincent Porelli** attire l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur le renforcement considérable exercé par la tutelle gouvernementale sur l'administration communale au moment où le Gouvernement proclame, en apparence, sa volonté de voir ladite tutelle allégée. C'est ainsi, à titre d'exemple, que récemment, le sous-préfet d'Arles a usé d'artifices procéduriers en vue de nuire à la municipalité d'Arles dont il retarde sans motif valable l'approbation des délibérations; mieux, outrepassant les attributions que lui confère la loi, le sous-préfet d'Arles s'est ingéré dans la gestion municipale en contestant tantôt les coûts, tantôt l'opportunité des équipements communaux. Le maire et le conseil municipal ont dénoncé cette inadmissible ingérence politique dans les affaires municipales. Ils ont répondu au sous-préfet point par point sur le fond et sur la forme en s'appuyant sur le contrat communal ratifié par les électrices et les électeurs d'Arles. Cet exemple qui n'est pas isolé prouve que les atteintes à la démocratie locale se multiplient en France et prennent un caractère de gravité d'autant plus grand que les difficultés financières des communes s'accroissent sans cesse. C'est pourquoi il lui demande: 1° s'il estime normal qu'un membre de l'administration préfectorale déborde à tel point du cadre de ses attributions régies par le code d'administration communale; 2° quelles mesures il compte prendre pour exiger des fonctionnaires qui dépendent de son ministère qu'ils effectuent leur travail conformément aux textes en vigueur, étant entendu que le seul jugement réellement démocratique réside dans le suffrage universel; 3° s'il estime compatible avec la pleine exercice des libertés communales auxquelles notre pays est si légitimement attaché, le maintien d'une tutelle gouvernementale insupportable qui exerce ses pressions avec d'autant plus d'autoritarisme que les communes manquent des moyens financiers élémentaires pour réaliser et faire fonctionner les équipements publics que réclament, à juste titre, les populations.

Réponse. — En se bornant à accuser réception, au lieu de viser (ou de refuser de viser) certaines délibérations du conseil municipal, le sous-préfet d'Arles a fait une stricte application de l'article L. 121-30 du code des communes. Quinze jours après le dépôt en préfecture ou sous-préfecture, les délibérations des conseils municipaux qui ne sont pas soumises à approbation en vertu d'une disposition expresse sont exécutoires. Par ailleurs, en suspendant les délais d'approbation d'une délibération relative à une convention soumise à approbation ministérielle, le sous-préfet a pris une décision tout à fait conforme à l'article L. 121-39, paragraphe 6, du code des communes. En outre, il appartient au sous-préfet d'informer les maires de son arrondissement des remarques et observations que suggère l'examen des décisions communales. Cette mission permanente de conseil qu'exerce le sous-préfet est généralement appréciée des élus locaux. C'est à ce titre que le sous-préfet d'Arles a fait connaître au maire les observations qu'appelaient de sa part

certaines opérations d'équipement et la situation financière de la ville. Le projet de loi sur le développement des responsabilités locales, adopté en première lecture par le Sénat, prévoit une nouvelle diminution du nombre des délibérations soumises à approbation préfectorale. La plupart des délibérations seront désormais exécutées de plein droit dès leur dépôt en préfecture ou sous-préfecture. Conformément à une évolution amorcée depuis de nombreuses années les relations entre les préfets et sous-préfets et les maires relèveront plus encore systématiquement du conseil plutôt que de la tutelle.

Départements d'outre-mer (Réunion : François de l'étranger).

19298. — 11 août 1979. — M. Pierre Lagourgué s'étonne de la réponse faite par M. le ministre de l'intérieur à sa question écrite n° 15648 du 28 avril 1979. En effet, à aucun moment il ne lui était demandé d'étendre le champ d'application de l'article 3 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 au département de la Réunion, mais aux Français ayant dû quitter le territoire malgache et s'installer à la Réunion. Or, et jusqu'à l'heure, les dispositions de la loi rappelée ci-dessus, relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer, sont uniquement réservées aux Français qui se sont réinstallés sur le territoire métropolitain. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour remédier à une telle discrimination.

Réponse. — Le ministre de l'intérieur fait connaître à l'honorable parlementaire que la réponse à sa question nécessitera la consultation d'autres départements ministériels et qu'il lui sera répondu dès que les renseignements utiles seront parvenus.

Routes (voies communales).

19347. — 11 août 1979. — M. Gilbert Faure expose à M. le ministre de l'intérieur les difficultés rencontrées par des communes rurales qui procèdent à l'ouverture, au redressement ou à l'élargissement de voies communales, principalement afin de désenclaver des hameaux. Cela conduit à incorporer des terrains que les propriétaires se sont engagés à céder gratuitement. Mais, par suite de décès de certains propriétaires, de successions en cours ou non faites, de l'origine des propriétés quelquefois difficiles à retrouver, la régularisation de cette situation, telle que l'exigent les services du cadastre pour l'acquisition de bandes de terrain de valeur absolument désolore, le transfert à la commune de sols, devenus chemins, pose des problèmes le plus souvent complexes et très difficiles à résoudre. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qui pourraient être prises pour simplifier la tâche des communes et résoudre rapidement ces problèmes, par exemple en acceptant simplement le transfert à la commune après l'établissement de l'état parcellaire, esquisse, etc. et après l'abandon pur et simple, signé par les propriétaires, des parcelles ou parties de parcelles en question, clairement désignées.

Réponse. — La circulaire du 18 mai 1962 (*Journal officiel* du 17 juin 1962) relative à la cession de bandes de terrains par divers propriétaires à une commune pour l'exécution de travaux de voirie d'intérêt général, répond aux problèmes soulevés par la question écrite. En effet, cette circulaire ouvre des possibilités pouvant pallier les difficultés que peuvent entraîner pour une commune des acquisitions de terrains de faible superficie, tant en raison des frais disproportionnés au regard du peu de valeur de ces terrains, que des inconvénients impliqués par les nombreuses formalités à accomplir. Une première mesure de simplification consiste en la possibilité d'utiliser un acte administratif de préférence aux actes notariés. La cession de bandes de terrains à une commune peut dès lors être constatée par un acte dressé par le maire en la forme administrative et cet acte qui peut ne concerner qu'un seul propriétaire, peut également avoir un caractère collectif dès l'instant qu'il réunit sur un même document la signature de tous les intéressés ainsi que les divers renseignements exigés, tant à propos de leur état civil que des parcelles cédées ; une deuxième mesure de simplification consiste, dans les communes à cadastres rénovés et en cas de changement de limite de propriété, en la confection d'un document d'arpentage unique pour la totalité des parcelles contiguës ou voisines comprises dans une même feuille du plan cadastral. Ce document peut être dressé au vu notamment du plan parcellaire, à l'établissement duquel les opérations de voirie demeurent le plus souvent subordonnées. C'est dans le cas de cessions de faible montant que ces mesures doivent apparaître les plus intéressantes pour les communes puisqu'elles permettent d'éviter des frais disproportionnés de rédaction d'actes notariés et qu'elles substituent à ceux-ci un acte administratif unique qui présente les mêmes garanties pour les parties et dont la publication au bureau des hypothèques permet d'assurer la mise à jour du fichier immobilier et des documents du service du cadastre.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Education physique et sportive (enseignement : recrutement).

17884. — 27 juin 1979. — M. Georges Hage attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le problème posé par le concours de recrutement des élèves professeurs en E. P. S. Lors des négociations entre le ministre de la jeunesse et des sports et les syndicats de l'E. P. S., le 21 novembre 1978, un engagement fut pris de la part des pouvoirs publics de maintenir le concours de recrutement des élèves professeurs en E. P. S. et de mettre 400 postes au concours du C. A. P. E. P. S. En ce qui concerne les postes d'élèves professeurs, nous constatons qu'aucune instruction n'a encore été donnée à ce jour aux candidats et aux U. E. R. F. P. S. quant à l'organisation du concours, et les étudiants sont ainsi placés dans de mauvaises conditions pour préparer un concours dont l'importance est déterminante pour nombre d'entre eux. En ce qui concerne le nombre de postes au C. A. P. E. P. S. 1979, le chiffre de 400 postes, que M. le ministre avait avancé lors de la négociation, est très insuffisant eu égard aux 3 000 candidats qui se présentent à ce concours après quatre ans d'études au minimum. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour augmenter le nombre de postes mis au concours afin de permettre à des étudiants E. P. S. hautement qualifiés de participer à la réduction du déficit en E. P. S. existant dans les établissements scolaires et honorer les engagements pris en novembre 1978.

Réponse. — L'engagement pris en novembre 1978 de mettre 400 postes au concours de recrutement des professeurs d'éducation physique et sportive a été tenu. Il y a lieu de rappeler que les postes sont créés en fonction des besoins et non pas du nombre d'étudiants candidats. Par ailleurs, c'est le Parlement qui, chaque année, dans le cadre de l'élaboration du budget, décide du nombre de postes à créer. Il convient en outre de préciser que le C. A. P. E. P. S. est un concours de recrutement qui, comme tous les concours de recrutement d'enseignants, ainsi que tous les concours de recrutement de la fonction publique, doit donner lieu à une sélection sérieuse. Il ne saurait être question en effet de laisser s'accréditer l'opinion que les enseignants d'éducation physique et sportive sont recrutés sur un simple examen.

Education physique et sportive (établissements).

18426. — 21 juillet 1979. — Mme Jacqueline Freyssa-Cazalis attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le transfert de deux postes d'éducation physique, envisagé pour la rentrée prochaine au lycée F.-et-I.-Joliot-Curie à Nanterre. En effet cet établissement compte 1 200 élèves, plus 600 pour le C. E. S. qui fonctionne dans les mêmes locaux. Or si les grâces ministérielles font apparaître un « excédent » de 36 heures pour le lycée, il y a parallèlement un déficit de 10 heures non comblées pour le C. E. S., avec pour les deux établissements des classes déjà surchargées à plus de trente-cinq élèves. Il est évident que si le transfert de ces deux postes était maintenu, la situation serait encore aggravée. Or il n'est pas concevable d'appliquer à cet établissement la stricte grille ministérielle. En effet, il convient de rappeler que la ville de Nanterre accueille 25 p. 100 de familles immigrées qui pèsent lourdement sur la population scolaire et engendre de graves difficultés à tous les niveaux. L'éducation physique et le développement des sports collectifs sont indispensables à l'épanouissement des enfants et adolescents, ils aident à l'équilibre de ceux qui rencontrent d'importants obstacles liés à leur condition sociale précaire. Ces deux transferts de poste signifiaient en effet la suppression du sport collectif pour des centaines d'enfants dont les conditions sociales interdisent toute pratique sportive hors du milieu scolaire. C'est pourquoi, elle lui demande de ne pas procéder à ces deux transferts de poste, compte tenu de la situation particulière du lycée F.-et-I.-Joliot-Curie à Nanterre.

Réponse. — La situation très excédentaire du département des Hauts-de-Seine a conduit le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs à effectuer, dans un souci d'équité, un certain nombre de transferts au profit d'établissements déficitaires. C'est ainsi que deux postes de lycée F.-et-I.-Joliot-Curie de Nanterre qui présentaient un excédent de 38 heures, ont été transférés au lycée d'enseignement professionnel de Nanterre et au lycée de Brétigny.

Education physique et sportive (établissements).

19480. — 25 août 1979. — M. André Delais attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les conséquences de la fermeture des centres d'éducation physique spécialisée. En effet, la plupart des enfants qui fréquentent ces centres souffrent de troubles morphologiques, d'insuffisances respiratoires et de difficultés psychométriques. Il lui demande de bien vouloir lui préciser les moyens qui seront mis en œuvre pour permettre à ces enfants de se rééduquer physiquement.

Réponse. — Les C. E. P. S. qui ont pu prendre de très réels services au lendemain de la guerre, à une époque où, compte tenu des conditions difficiles de vie, de nombreux enfants souffraient de déficiences posturales, ne remplissaient plus une mission essentielle. C'est pourquoi, dans le cadre du plan de relance, qui a eu pour objectif d'assurer dans les lycées et collèges les heures d'enseignement prévues par la loi, la plupart des enseignants qui exerçaient dans les C. E. P. S. ont été transférés dans les établissements déficillaires du second degré. Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs fait par ailleurs observer qu'en l'absence de ces centres dont le réseau ne couvre pas l'ensemble du territoire national, les parents d'enfants présentant certaines déficiences font appel à des rééducateurs dont les honoraires sont pris en charge par la sécurité sociale ; les collectivités locales peuvent de plus conserver le concours des enseignants d'éducation physique en créant des postes budgétaires sur lesquels ces enseignants seront détachés. Enfin, comme l'a rappelé le syndicat national des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs dans une correspondance au ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, les centres d'éducation physique spécialisés ne peuvent s'adresser qu'aux enfants dont les déformations ne sont pas d'ordre pathologique, le cas d'ordre pathologique relevant du domaine des soins médicaux.

Hôtels et restaurants (zone de montagne).

19690. — 1^{er} septembre 1979. — M. Louis Besson attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur l'extrême lenteur de la procédure d'instruction des demandes de prime spéciale d'équipement hôtelier. Les interventions successives des préfectures et de deux ministères conduisent à des délais excessifs dont les conséquences sont bien évidemment négatives. Il lui demande ce qui s'oppose à une déconcentration de cette procédure dans la mesure où on semble s'orienter vers une telle solution pour la future prime à la modernisation.

Réponse. — La procédure d'instruction des demandes de primes spéciales d'équipement hôtelier a pu être taxée d'une lenteur excessive il y a quelques années et notamment en 1976-1977 en raison de l'accroissement brutal du nombre de dossiers à traiter consécutif à la parution du décret n° 76-393 du 4 mai 1976 qui a sensiblement assoupli les conditions d'accès à cette aide de l'Etat. Cette critique ne paraît plus actuelle dans la mesure où le dépôt des dossiers auprès des préfectures départementales au lieu des préfectures de région (réforme introduite par la circulaire du 7 novembre 1977) ainsi que la plus grande fréquence des réunions du comité spécialisé n° 1 bis du conseil de direction du fonds de développement économique et social (toutes les 6 semaines actuellement) permettent d'informer les requérants de la suite réservée à leur demande, dans la quasi-totalité des cas, dans un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la date de dépôt de leur dossier. Les exceptions à cette règle tiennent, d'une part, au retard mis par les préfectures à la transmission d'abord du dossier, puis des avis locaux en méconnaissance des délais imposés par la circulaire du 4 mai 1976 modifiée, d'autre part, dans le cas de travaux commencés avant le dépôt de la demande, à la négligence des requérants qui omettent d'indiquer le montant desdits travaux comme le leur précise pourtant le formulaire officiel de demande (cette omission nécessite souvent un abondant échange de correspondances). Enfin, il est rappelé que la prime spéciale d'équipement hôtelier ne peut être accordée que si l'entreprise bénéficiaire est assurée des autres concours financiers nécessaires à la réalisation de son programme ; les difficultés rencontrées auprès des établissements prêteurs, sont ainsi une source inévitable de retard dans l'instruction des dossiers. Ces causes de retard concernant une minorité d'affaires et paraissant, pour les deux dernières, inhérentes à une application stricte des textes en vigueur, le Conseil d'Etat, saisi en décembre 1978, d'un projet de décret visant à la déconcentration de la procédure d'instruction des primes spéciales d'équipement hôtelier, a clairement exprimé son opposition à une telle réforme.

JUSTICE

Administration pénitentiaire (établissements).

19697. — 1^{er} septembre 1979. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur la rénovation de la maison d'arrêt d'Angoulême. Dans la réponse à une question écrite n° 17084 du 8 juin 1979, Monsieur le ministre notait que l'établissement souffrait d'un handicap au niveau de l'équipement général et par sa structure peu adaptée. Un programme de rénovation et de transformation de la maison d'arrêt serait en cours. Il lui demande de bien vouloir lui préciser à quelle date ce programme de rénovation sera entrepris. Une solution d'attente, au demeurant coûteuse pour les finances publiques, ne répondra pas aux besoins immédiats. Il propose au contraire de programmer dans les plus

brèves délais la rénovation complète de l'établissement. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre rapidement pour faire aboutir ce projet indispensable pour améliorer la condition pénitentiaire.

Réponse. — La situation de la maison d'arrêt d'Angoulême n'a pas échappé à mes services. Bien qu'il ne soit plus adapté aux conditions actuelles d'une détention saine en commun, cet établissement présente l'avantage de comporter des locaux de structure solide et de dimensions importantes par rapport à sa capacité théorique. Au surplus, sa population pénale s'est maintenue au cours de deux dernières années à un chiffre inférieur à cette capacité. En raison de l'insuffisance des crédits d'équipement alloués à l'administration pénitentiaire et, compte tenu du trop grand nombre d'établissements à construire pour remplacer ceux encore plus délabrés et manifestement plus surpeuplés que la maison d'arrêt d'Angoulême, il n'a pas été possible d'envisager la construction, dans cette ville, d'une nouvelle prison dont le coût, par ailleurs, se serait avéré trop élevé. C'est pourquoi il a été décidé de conserver la maison d'arrêt actuelle sous réserve de modernisation. Un important programme de rénovation, qui devra nécessairement être réalisé par étapes, comportant notamment la réalisation des installations sanitaires, après cloisonnement préalable, et la redistribution des locaux de détention fait actuellement l'objet d'une étude approfondie de la part des services compétents. Le financement de ces importants travaux est d'ores et déjà engagé et ils pourront être entrepris au cours des prochains mois. Des améliorations ont déjà été apportées à cet établissement pour rendre plus convenables les conditions carcérales. C'est ainsi qu'on a été réalisés les travaux de rénovation de la cuisine, qu'il a été procédé au renouvellement du matériel dentaire, au remplacement d'une machine à laver, à la réfection des douches sinistrées ainsi qu'à l'achat du mobilier nécessaire.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Postes et télécommunications (secrétariat d'Etat) (personnel).

19716. — 1^{er} septembre 1979. — M. Jacques Jouve attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les conséquences de la mesure visant au maintien impératif de 2 p. 100 d'emplois de titulaires vacants dans tous les services des postes et télécommunications, alors qu'aux télécommunications, 700 postes ont été créés en 1979 pour combler les « vacances d'emploi » et que près de 2 000 postulants attendent leur nomination. Ainsi des milliers de personnels reçus au concours ; resteront au chômage jusqu'en 1980 ; les réintégrations, mutations sont pratiquement bloquées puisque 3 000 unités doivent être résorbées avant le 31 décembre 1979. Pour prendre l'exemple de la région Limousin, la résorption des surnombres conduit à la suppression de soixante agents non titulaires et, pour la première fois, deux réintégrations d'agents après leur service militaire ont lieu dans le département du Gers. Le Gouvernement remet en cause la création des 7 000 emplois prévue au budget 1979, considérant comme nul le vote de l'Assemblée nationale sur le budget des postes et télécommunications, ce qui revient à dire que des moyens en personnel considérés comme indispensables ne seront même pas accordés. Il lui demande d'exiger du Gouvernement le respect des décisions prises par l'Assemblée nationale.

Réponse. — L'administration des P.T.T. est dans l'obligation de respecter, en ce qui concerne les moyens en personnel, les effectifs autorisés par la loi de finances. Compte tenu du délai de comblement des emplois devenus vacants ou des créations nouvelles, il apparaît normalement un certain taux de vacances d'emploi, variable en fonction des services ou des corps de fonctionnaires. A ce sujet, il est précisé que le taux de vacances d'emploi observé à l'heure actuelle dans le secteur des télécommunications est nettement inférieur à celui qui est indiqué par l'honorable parlementaire. Cette situation montre que le nombre d'emplois vacants est donc relativement faible. D'autre part, l'administration des P.T.T. est tenue d'assurer la continuité du service public en ayant en permanence des lauréats en instance d'appel à l'activité afin de combler les vacances d'emplois au fur et à mesure qu'elles se produisent. A cet effet, elle doit procéder à des recrutements importants en raison des défections pouvant intervenir, notamment de la part de candidats reçus à d'autres concours. Une telle pratique peut certes conduire à des inconvénients, comme ceux signalés par l'honorable parlementaire, mais il est souvent difficile, dans une entreprise à effectifs aussi nombreux, d'apprécier avec exactitude l'ampleur des mouvements de personnel qui interviendront à moyen terme, de même que les sorties définitives de fonctions. Il est permis de penser que les appels à l'activité pourront s'intensifier au cours des prochains mois, permettant ainsi de diminuer le nombre des lauréats en instance de nomination. S'agissant de la région de Limoges, il est exact que deux agents n'ont pu, à l'issue du service national, être réintégrés dans leur ancienne résidence où aucun emploi n'était alors disponible. Les intéressés ont été momentanément nommés dans le

Gers où existaient des postes vacants. Mais comme le prévoit la réglementation en vigueur, ces fonctionnaires bénéficient d'un droit de priorité en vue d'un retour dans leur ancienne résidence où ils pourront, s'ils le souhaitent, être affectés dès que des emplois de leur grade seront disponibles.

Postes et télécommunications (fonctionnement).

19859. — 8 septembre 1970. — M. Louis Phillibert attire une nouvelle fois l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur la dégradation des conditions de travail dans ce service public, en particulier en zone rurale : service télégraphique réduit, réduction des crédits en matière de carburant, mise en place de CIDEX. Cette politique ne permet pas à l'administration des P. T. T. d'assumer sa mission de service public. Elle va à l'encontre des objectifs officiels d'aménagement du territoire. Il lui demande : 1° s'il compte enfin créer en 1980 les emplois nouveaux nécessaires que demandent les élus socialistes et les organisations syndicales ; 2° s'il compte enfin donner en 1980 les crédits nécessaires à l'amélioration des conditions de travail.

Réponse. — L'administration des postes et télécommunications a toujours eu le souci d'obtenir les moyens en personnel nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des différents établissements et services tout en améliorant les conditions de travail de ses agents. Au total, de 1975 à 1979 inclus, les effectifs des P.T.T. se seront accrus de près de 50 000 emplois dont 20 000 pour les seuls services postaux. Cette progression est d'autant plus appréciable, que, dans le même temps, se sont amplifiés les efforts de modernisation et de mécanisation des services. Il convient de considérer que ce niveau exceptionnel de créations d'emplois ne peut être poursuivi indéfiniment au même rythme ; il importe, en effet, de tirer les conséquences sur les besoins en personnel supplémentaire, de l'automatisation qui permet d'accroître la productivité en même temps qu'elle améliore les conditions de travail et la qualité de service. Le projet de budget de 1980 prévoit la création de 2 000 emplois supplémentaires à la direction générale des postes. Parmi ces emplois nouveaux, la poste demande une dotation d'heures d'auxiliaires équivalente à 800 unités pour couvrir les besoins exceptionnels ou temporaires en personnel. Un effort particulier permettra de renforcer les effectifs dans les petits bureaux de poste, notamment en milieu rural. La baisse persistante du trafic télégraphique en raison du développement du téléphone ne permet plus de maintenir, en particulier en zone rurale, les moyens traditionnels de distribution qui constituent une charge financière hors de proportion avec le service rendu. Il faut, en effet, observer que de nombreux établissements ruraux n'ont que deux ou trois télégrammes à distribuer par semaine, voire par mois. Aussi, dans un souci de bonne gestion, l'administration des P.T.T. est donc amenée à opérer un aménagement progressif de ce service qui constitue en une distribution à heures fixes (trois par jour au minimum) et permet de maintenir une qualité de service acceptable. S'agissant du système Cidex, il a été retenu comme moyen propre à renforcer la présence postale en zone rurale tout en améliorant la qualité de service. Cette technique consiste à mettre gratuitement à la disposition de tout usager, qui a accepté de participer à ce service, une boîte aux lettres dans laquelle il pourra à tout moment prendre possession de son courrier. Les boîtes, regroupées pour faciliter la desserte, ne sont pas éloignées au moyenne de plus de 80 mètres des domiciles. Les avantages qu'une telle organisation peut offrir aux populations rurales résultent notamment d'une réception matinale du courrier ordinaire — les dernières boîtes étant servies vers 10 h 30 — de la régularité du passage du préposé et d'une plus grande facilité pour répondre le jour même à une correspondance urgente. Les contacts avec le distributeur sont favorisés. En effet, celui-ci, lors de son deuxième passage remet à domicile les objets spéciaux ou volumineux, et visite les usagers qui ont, en abaissant le voyant rouge dont est munie chaque boîte, signalé qu'ils souhaiteraient son passage. La majorité des personnes raccordées au CIDEX est favorable à ce nouveau mode de distribution. En ce qui concerne l'amélioration des conditions de travail, le projet de budget de 1980 permettra de poursuivre l'action engagée pour les agents du tri depuis le début du VII^e Plan, dans le cadre du programme d'action prioritaire n° 12 (transformer les conditions de travail et revaloriser le travail manuel) qui vise à améliorer de façon décisive l'environnement du travail, à en diminuer la pénibilité et à revaloriser les tâches. 1 030 millions de francs d'autorisations de programmes lui seront consacrés. Par ailleurs, un effort important de rénovation des bureaux de poste, portant sur plusieurs années sera entrepris. Dans le même temps, un programme de mise en place de terminaux de guichets est en cours de réalisation. Il vise à améliorer à la fois la qualité du service et les conditions de travail des agents. Dans les centres financiers, le projet de budget prévoit la poursuite de l'automatisation des tâches jusqu'alors demeurées manuelles. Cette action contribue de

manière sensible à l'amélioration des conditions de travail des agents des centres de chèques postaux notamment. Enfin, il faut préciser que des études ergonomiques sont systématiquement associées à la définition de tout nouveau poste de travail concerné par l'automatisation.

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Pensions de retraite civiles et militaires (retraités : militaires).

15459. — 26 avril 1970. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset expose à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) qu'un certain nombre de propositions de loi ont été déposées concernant la retraite des anciens militaires et marins de carrière (remodelage des échelles de solde, droit au travail, augmentation progressive de taux de réversion des pensions de veuves, etc.). Il lui demande s'il n'envisagerait pas de faire venir en discussion ces propositions.

Réponse. — Un examen attentif, par les ministres concernés, des propositions qu'évoque l'honorable parlementaire a fait apparaître un certain nombre d'objections d'ordre constitutionnel. Sept de ces textes entraîneraient, s'ils étaient adoptés, une aggravation importante de la charge publique : la proposition de loi (A. N.), n° 338, relative aux pensions proportionnelles liquidées avant 1964 ; la proposition de loi (A. N.), n° 501, tendant à modifier le taux de la pension de réversion attribuée aux conjoints survivants des agents de la fonction publique, en application du code des pensions civiles et militaires de retraite ; les propositions de loi (A. N.), n° 256 et 618 et (S.), n° 222 et 253, relatives à la deuxième carrière des militaires retraités ; la proposition de loi (A. N.), n° 528 tendant à modifier l'article L. 38 du code des pensions civiles et militaires de retraite afin de porter le taux de la pension de réversion des veuves de 50 à 66 p. 100. Trois autres propositions conduiraient à la mise sur pied de commissions traitant de matière relevant du domaine réglementaire, et n'entrant pas dans les catégories de commissions prévues par la Constitution ; la proposition de loi (A. N.), n° 58, tendant à créer une commission chargée de se prononcer sur les conditions d'application du principe de péréquation des pensions de retraite aux retraités militaires ; la proposition de loi (A. N.), n° 525, tendant à créer une commission chargée d'examiner les problèmes de retraités militaires, ainsi qu'une commission d'études des problèmes nés de l'application de la réforme de la condition militaire ; la proposition de loi (A. N.), n° 555, tendant à instituer une commission spéciale chargée d'étudier dans quelles conditions les dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 25 décembre 1964 seront étendues aux fonctionnaires civils et militaires et à leurs ayants cause dont les droits se sont ouverts antérieurement au 1^{er} décembre 1964.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

Handicapés (établissements).

9302. — 29 novembre 1978. — Mme Héjène Missoffe appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des handicapés mentaux qui ont été pris en charge par la sécurité sociale par leur placement en E. M. P., puis en externat médico-professionnel et qui, arrivés à l'âge de vingt ans, n'ont aucun débouché. De nombreux adolescents sont en effet refusés aux centres d'aide par le travail qui succèdent à l'externat médico-professionnel. Les intéressés sont donc appelés, soit à rester dans leur famille où il est certain qu'ils régresseront, soit à être placés dans un hôpital psychiatrique, soit encore à être confiés à un internat, loin de leur famille, ce qui ne manquera pas de se traduire pour eux par un grave échec affectif. Elle lui demande si, pour remédier à cette carence, il ne pense pas utile d'envisager la création de sections spécialisées intermédiaires entre l'externat médico-professionnel et les centres d'aide par le travail, qui seraient des centres d'accueil ou des ateliers thérapeutiques.

Réponse. — La situation des handicapés mentaux après leur prise en charge en externat médico-pédagogique ou en externat médico-professionnel soulève deux séries de problèmes. Il s'agit, d'une part, des difficultés d'accès aux structures de travail protégé (centre d'aide par le travail, atelier protégé, centre de distribution de travail à domicile) en raison d'un nombre de places qui peut être localement insuffisant, ou des difficultés propres à l'insertion professionnelle dans le milieu ordinaire de travail. Pour ce qui est de la création des centres d'aide par le travail, son opportunité est appréciée au niveau régional par les commissions régionales des institutions sociales et médico-sociales. Quant aux ateliers protégés, pour lesquels l'agrément est délivré à l'échelon central, un groupe de travail réunissant l'ensemble des parties intéressées a été constitué à l'initiative du ministère du travail et de la participation, afin d'examiner les obstacles à lever pour en favoriser le développement. Par ailleurs, de nombreuses mesures ont été prises dans le

cadre de l'application de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées, pour favoriser l'insertion en milieu ordinaire de travail. Ces aides financières et ces avantages accordés aux entreprises concernent en premier lieu l'aménagement d'un poste de travail (c'est-à-dire l'adaptation de la machine, de l'outillage, du poste de travail), ainsi que la compensation des charges financières résultant de l'encadrement supplémentaire nécessité par l'emploi des travailleurs handicapés (décret n° 78-105 du 25 janvier 1978). Elles concernent également l'apprentissage : une prime est accordée aux maîtres d'apprentissage des jeunes travailleurs handicapés. La nouvelle législation prévoit la mise en place progressive d'équipes de préparation et de suite du reclassement (E. P. S. R.) pour aider les personnes handicapées non seulement dans leur recherche d'un placement, mais aussi dans leur insertion professionnelle. Ces équipes interviendront en liaison avec les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel, tant auprès des personnes handicapées qu'auprès des entreprises. Les difficultés que connaissent, d'autre part, les handicapés mentaux après leur prise en charge en externat médico-pédagogique ou en externat médico-professionnel sont celles d'une population atteinte dans ses possibilités d'autonomie ou dont les capacités de travail sont quasi inexistantes. La question se pose effectivement de savoir s'il ne convient pas de prévoir des structures particulières d'accueil pour ceux d'entre eux qui ne peuvent participer à des activités productives en centre d'aide par le travail. Dès à présent, des foyers existent dont les pensionnaires se livrent à des activités « occupationnelles ». Une réflexion approfondie doit être menée sur l'opportunité de permettre la création d'un nombre plus important de foyers de ce type.

Action sanitaire et sociale (caisse de la batellerie).

9634. — 5 décembre 1978. — M. Michel Rocard expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que les dotations destinées à l'action sociale, prélevées sur les cotisations des assurés selon un taux égal à celui de l'assurance vieillesse du régime général de la sécurité sociale, dans le cadre de l'article L. 633-4 du code de la sécurité sociale, sont à l'heure actuelle, en ce qui concerne la caisse de la batellerie, très insuffisantes pour atteindre les objectifs qu'elles s'assignent. Les majorations exceptionnelles décidées en 1977 et 1978 n'ont pas empêché que les limites d'une prise en charge réelle, notamment en ce qui concerne les services d'aide ménagère ou d'amélioration de l'habitat, soient très vite atteintes, laissant de lourdes participations à la charge des intéressés ou des collectivités locales, dans le cadre de leurs propres actions d'aide sociale. Il lui demande de lui rappeler les bases de calcul actuelles de cette dotation et de lui indiquer si elle ne pourrait pas être revue de manière à permettre une aide effective aux vieux bateliers qui se trouvent confrontés au problème de l'habitat lors de leur retraite, en particulier par l'apport des moyens de transport qui bénéficient à l'heure actuelle de la stagnation du transport par voie d'eau.

Action sanitaire et sociale (caisse de la batellerie).

19410. — 11 août 1979. — M. Michel Rocard rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale les termes de sa question écrite n° 9634 (Journal officiel du 5 décembre 1978) qui n'a pas reçu de réponse à ce jour en dépit des dispositions de l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale. Il lui demande de vouloir bien lui apporter les éléments de réponse demandés en les complétant des dispositions qu'il entend prendre en 1979 et des intentions qui pourraient trouver leur traduction dans la loi de finances pour 1980.

Réponse. — Les ressources susceptibles d'être consacrées à l'action sociale en faveur des personnes âgées par la caisse de la batellerie ont progressé très sensiblement de 1976 à 1979, passant de 165 000 francs à 299 156 francs, soit une croissance de plus de 80 p. 100 en quatre ans. C'est un arrêté du 13 décembre 1973, modifié par des arrêtés du 25 août 1975 et du 3 juillet 1979, qui fixe la répartition des ressources affectées à l'action sociale des caisses relevant de l'organisation de l'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales, dont fait partie la caisse de la batellerie. Chaque caisse professionnelle ou interprofessionnelle d'allocation de vieillesse des professions industrielles et commerciales verse à la caisse de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce, en vue de son affectation à l'action sociale, la totalité du prélèvement effectué sur le produit des cotisations des assurés en application de l'article L. 663-4 du code de la sécurité sociale (le taux de prélèvement est égal à celui fixé en matière d'assurance vieillesse du régime général qui est de 0,86 p. 100) et des sommes encaissées au titre des pénalités et des majorations visées aux articles 4 et 12 du décret n° 73-76 du 22 janvier 1973. La caisse nationale de compensation attribue à chaque caisse de base la dotation à affecter à son compte

d'action sociale dans la limite globale des deux tiers des sommes provenant du prélèvement de 0,86 p. 100 sur les cotisations des assurés et sur les versements à intervenir au titre de la compensation ainsi que des majorations et pénalités. Chaque dotation est déterminée en fonction du nombre de retraités de la caisse de base ainsi que du nombre de personnes titulaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. En 1978, sur la dotation de 227 010 francs accordée à la caisse de la batellerie, 195 882 francs ont été utilisés : 79 369 francs ont été consacrés à l'aide ménagère, 78 030 francs à l'aide à l'habitat, 33 583 francs à l'aide aux vacances et 4 900 francs aux secours. Il est précisé que la caisse de la batellerie est libre de l'utilisation de sa dotation sous réserve qu'elle respecte l'arrêté du 31 janvier 1974, modifié par l'arrêté du 31 mai 1977, sur l'utilisation des fonds d'action sociale. 75 p. 100 au minimum des fonds doivent être consacrés à l'aide ménagère à domicile et à l'aide à l'amélioration de l'habitat, le reste pouvant être utilisé à l'aide aux vacances, aux secours divers et dons aux centenaires, à l'aide à l'information aux personnes âgées, à l'aide à la recherche gérontologique et à des subventions à des établissements d'accueil des personnes âgées et à des associations d'aide ou d'action sociale en faveur des personnes âgées. Comme les autres caisses, la caisse de la batellerie a bénéficié, dès cette année, de deux mesures qui ont permis un accroissement de sa dotation : le maintien du taux de prélèvement de 0,86 p. 100 alors que l'augmentation du taux des cotisations se traduisait par une progression de leur produit et l'élargissement de l'assiette de ce prélèvement aux versements provenant de la compensation. Aucune mesure spécifique à la caisse de la batellerie n'est envisagée pour 1980.

Handicapés (COTOREP).

10568. — 24 décembre 1978. — M. Alain Mayoud attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'impression des circulaires d'application de la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées. Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (deuxième section) sont les seuls organismes habilités à fixer le taux d'invalidité ; à apprécier si l'état du demandeur justifie l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés et de l'allocation compensatrice. Or l'esprit de la loi votée par le Parlement étant de permettre aux personnes handicapées de s'insérer dans la vie sociale en toute indépendance (notamment en supprimant l'obligation alimentaire), il serait souhaitable que la compétence des COTOREP soit limitée aux handicapés âgés de seize à soixante ans. Il est en effet difficilement admissible qu'au-delà de cet âge 50 p. 100 des personnes âgées sont susceptibles d'acquiescer une infirmité du fait du vieillissement, les mesures prises par l'État pour permettre le maintien à domicile sont décidées par la COTOREP. Il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de maintenir cette décision aux commissions d'admission à l'aide sociale, dont la compétence locale lui paraît indispensable, pour faciliter une aide efficace, en limitant la dépense. Le maintien de l'aide ménagère au maximum de soixante heures par mois aux vieillards infirmes, pour l'application de laquelle aucun texte n'existe à ce jour, lui paraît nécessaire.

Réponse. — Toute personne dont le taux d'incapacité a été reconnu égal ou supérieur à 30 % par une commission technique d'orientation et de reclassement professionnel peut prétendre au bénéfice des dispositions de la loi d'orientation du 30 juin 1975 et en particulier à celui de l'allocation compensatrice destinée à compenser la charge d'une tierce personne aux services de laquelle toute personne handicapée peut avoir recours pour assurer l'indépendance de son insertion sociale et professionnelle. De plus, toute personne âgée dont les ressources annuelles sont inférieures à 14 700 francs peut prétendre au titre de l'aide sociale, au bénéfice d'une aide ménagère, dans la limite de 30 heures par mois. Cette aide est accordée par la commission d'admission à l'aide sociale après examen de la situation de l'intéressé et sans que l'obligation des débiteurs d'aliments puisse être mise en cause. Cependant, l'application, aux personnes dont le handicap est dû au vieillissement, des dispositions de la loi d'orientation du 30 juin 1975 et notamment de celles supprimant la possibilité d'exercer un recours sur succession à l'encontre des héritiers de l'intéressé soulève des problèmes difficiles qui font actuellement l'objet d'une étude particulièrement attentive.

Handicapés (centres d'aide par le travail).

10658. — 5 janvier 1979. — M. Claude Wilquin attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les disparités de régions de congés payés dans les centres d'aide par le travail pour les handicapés. Il lui demande s'il compte prendre des mesures pour que les ouvriers travaillant dans les centres obtiennent autant de congés que les contremaîtres et les éducateurs de ces centres. Ces derniers bénéficient de huit semaines de congés.

Réponse. — Un certain nombre de raisons de fond expliquent que les régimes de congé des travailleurs handicapés en centre d'aide par le travail et des personnes qui en assurent l'encadrement ne sont pas identiques : le régime des congés dont bénéficient les personnels qui assurent l'encadrement dans les centres d'aide par le travail résulte des conventions collectives auxquelles ils ressortissent ; pour ce qui est des travailleurs handicapés accueillis dans l'établissement, il n'en va pas de même dès lors que leur statut est très spécifique : pas de contrat d'embauche notamment, mais une orientation par la COTOREP, qui s'impose à l'établissement, et dès lors que les centres d'aide par le travail restent pour une grande part une institution sociale, relevant des règles du code de la famille et de l'aide sociale et des dispositions de la loi relative aux institutions sociales et médico-sociales. Rien n'impose non plus aux gestionnaires des centres d'aide par le travail une durée déterminée de congés pour les travailleurs handicapés. Simplement, au regard de la garantie de ressources qui est due aux travailleurs handicapés présents dans l'établissement, la durée de congés payés qui est retenue est celle de la durée légale de congés payés, soit quatre semaines. Cette règle n'est pas propre aux centres d'aide par le travail : c'est la base retenue couramment dans les cas où l'Etat garantit une rémunération minimale : ainsi, en matière de rémunération de formation professionnelle. Dans le cas où un organisme gestionnaire entendrait consentir aux travailleurs handicapés des congés plus longs, le complément de rémunération versé par l'Etat ne serait donc pas dû au-delà de quatre semaines. Cependant, il n'y aurait aucune raison de proscrire cette faculté aux centres d'aide par le travail, dès lors qu'il apparaîtrait que ce faisant ils ne modifient pas leur politique de rémunération au détriment de la part qui incombe à l'Etat.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure
(organisation).

11206. — 20 janvier 1979. — M. Daniel Boulay attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les graves problèmes rencontrés à l'aérium-école de plein air de Thorigné-sur-Duë dans la Sarthe. En effet, lors de sa dernière réunion en date du 23 novembre 1978, le bureau de l'œuvre des pupilles de l'enseignement public de la Sarthe a examiné l'historique de l'évolution de la situation depuis 1977. Après avoir constaté le rejet des divers projets de reconversion de l'aérium par les instances gouvernementales, le bureau a décidé de demander au conseil d'administration la fermeture de l'établissement à la date du 30 juin 1979. Il est à remarquer les graves conséquences qu'entraînerait la fermeture d'un tel établissement, notamment la suppression de l'emploi pour vingt-six personnes dans une commune où il existait déjà quatre-vingt-cinq chômeurs et déjà durement touchée, l'an passé, par la fermeture de l'usine Sithor, seule industrie locale. Le problème posé est celui de la compétence de cet établissement, initialement prévu pour accueillir des enfants tuberculeux. La régression de cette maladie a entraîné une importante réduction des effectifs. De ce fait, la situation financière est plus qu'alarmante. La reconversion de cet établissement est d'une urgente nécessité. A ce jour, tous les projets de reconversion proposés par l'œuvre des pupilles ou émanant du personnel ont été repoussés soit au niveau départemental, soit au niveau de la commission régionale. Certaines de ces propositions de reconversion ont été délibérément refusées sans explication valable. Notamment la transformation de l'aérium en IMPro. En effet, les différentes enquêtes ont montré que les besoins au niveau du département sont réels, en particulier les statistiques établies par la C.C.S.D. ont prouvé que, pour l'année 1977-1978, de nombreux enfants de 12 à 14 ans, relevant de structures spécialisées, dont les Internats, n'ont pu être accueillis. D'autre part, l'ouverture d'un IMPro se révélerait être complémentaire de l'IME existant déjà sur la commune de Thorigné. Considérant ce projet réaliste, le personnel de l'aérium de Thorigné-sur-Duë a décidé de compléter et de mener à terme l'avant-projet constitué en 1977. Devant l'exposé de ces faits et devant l'importance des problèmes posés, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin : 1° de rechercher les solutions qui assureraient la continuité de cet établissement et le maintien du personnel actuel ; 2° de faire examiner tout particulièrement le projet de reconversion de l'aérium en IMPro tenant compte des besoins existants.

Réponse. — Il se pose en effet, un problème de reconversion de l'aérium de Thorigné-sur-Duë, les cas de tuberculose ayant notablement diminué. Un projet de reconversion doit satisfaire à trois conditions : il doit répondre à des besoins existants, il doit pouvoir être réalisé à un prix raisonnable notablement inférieur au coût de la construction d'un établissement neuf, le nouvel établissement, ainsi créé, doit s'efforcer de réemployer la plus grande partie possible du personnel déjà en place. Les projets de reconversion proposés jusqu'à ce jour n'ont pu être retenus parce qu'ils ne répondaient pas à ces trois conditions. Actuellement, un projet de reconversion en établissement pour adultes handicapés est à l'étude, mais la décision définitive ne pourra intervenir qu'après avis de la commission régionale des institutions sociales et médico-sociales qui sera saisie

dès que l'instruction du dossier sera terminée. Toutes dispositions ont été prises pour sauvegarder les droits du personnel de l'aérium en attendant l'ouverture du nouvel établissement, ouverture, qui en tout état de cause, ne pourra intervenir qu'après la réalisation des travaux d'aménagement qui s'avéreront nécessaires pour adapter les bâtiments à leur nouvel usage.

Handicapés (allocations).

11513. — 27 janvier 1979. — M. Jean Fontaine expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale ce qui suit : en vertu des dispositions de la loi sur les handicapés, peut demander à bénéficier de l'allocation aux handicapés adultes toute personne qui a une incapacité reconnue de 80 p. 100 ou qui est trop handicapée pour travailler dans la mesure où ses ressources ne dépassent pas un certain plafond. Celui-ci est fixé chaque année par décret. Il appartient à la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (C. O. T. O. R. E. P.) mise en place dans chaque département de statuer sur les dossiers présentés par les invalides n'atteignant pas le seuil de 80 p. 100 et dont le handicap ne permet pas de trouver du travail. Or, avant la parution de cette loi sur les handicapés, les invalides dont l'incapacité reconnue était supérieure à 50 p. 100 pouvaient bénéficier d'une aide sociale aux infirmes. Il est vrai qu'à titre tout à fait exceptionnel, ceux qui bénéficiaient de cette aide avant l'application de la loi conservent leurs droits acquis. Mais pour les nouveaux dossiers une fin de non-recevoir est systématiquement opposée. Il y a là un recul évident dans la protection sociale qui s'apparente à une injustice flagrante. C'est pourquoi il demande de lui faire connaître les mesures qui sont envisagées pour réparer ce déni de justice.

Réponse. — Avant l'intervention de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, l'aide sociale aux infirmes aveugles et grands infirmes pouvait être accordée en application des articles 166 et 167 du code de la famille et de l'aide sociale à tout handicapé dont l'incapacité au travail ou à un reclassement professionnel avait été reconnue par la commission départementale d'orientation des infirmes. L'allocation aux adultes handicapés, instituée par l'article 35 de la loi précitée, est servie comme une prestation familiale à tout handicapé dont les ressources sont inférieures à un certain plafond et qui est atteint d'une incapacité permanente égale ou supérieure à 80 p. 100 ou qui se trouve dans l'impossibilité reconnue par la C. O. T. O. R. E. P. de se procurer un emploi du fait de son handicap. Dans ces conditions, la création de l'allocation aux adultes handicapés, qui remplace l'allocation mensuelle aux infirmes aveugles et grands infirmes servie par l'aide sociale, l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, ainsi que l'allocation aux handicapés adultes versées par les caisses d'allocations familiales en application de la loi n° 71-563 du 13 juillet 1971, ne peut être ressentie par les nouveaux demandeurs comme une régression au regard de la réglementation antérieurement appliquée aux personnes handicapées.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

11724. — 3 février 1979. — M. Gabriel Kaspareit appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait qu'actuellement, dans les centres d'aide, du travail local, des handicapés ne se voient acceptés que s'ils peuvent produire un travail d'au moins trente-cinq heures par semaine, ce qui implique que de nombreux adolescents sont refusés dans ces centres et sont appelés à rester dans leur famille où ils peuvent progresser, ou à être placés dans des établissements psychiatriques, ce qui n'apporte pas de solution à leurs problèmes d'insertion. Il lui demande s'il n'envisage pas de créer des sections spécialisées intermédiaires entre les centres d'aide par le travail et l'externat médical professionnel.

Réponse. — L'admission dans un centre d'aide par le travail n'est en aucun cas subordonnée à une durée précise d'activité hebdomadaire. Il faut, à cet égard, distinguer les éléments que les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel prennent en compte pour estimer souhaitable l'orientation d'une personne handicapée vers la formule du centre d'aide par le travail, des conditions de versement de la garantie de ressources, qui est due à toute personne admise dans un centre d'aide par le travail donné au terme de la période d'essai. Pour ce qui est des critères d'orientation, seule la capacité à exercer l'activité professionnelle offerte dans un centre d'aide par le travail, et le bénéfice pour son épanouissement que peut retirer une personne handicapée dans un tel établissement, entrent en ligne de compte. Il faut noter qu'aux termes mêmes de la circulaire n° 60 A. S. du 8 décembre 1978, cette capacité de travail n'a pas à être systématiquement quantifiée, qu'aucun seuil minimum de capacité —, au demeurant variable selon les types d'activité, de postes, d'encadrement, de motivations — ne saurait être a priori fixé ; qu'il s'agit beaucoup plus d'apprécier l'aptitude potentielle à travailler,

laissant place à toute amélioration ou épanouissement psychologique et technique ultérieure. La période d'essai — qui peut durer jusqu'à six mois mais est renouvelable une fois sur décision de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel — a précisément pour objet de permettre d'établir la capacité actuelle ou potentielle d'un travailleur handicapé. La garantie de ressources due à tout travailleur handicapé admis au sens plein en centre d'aide par le travail est horaire, ainsi qu'il résulte du décret n° 77-1465 du 28 décembre 1977. Par elle-même, elle n'impose donc aucune durée minimum d'activité à un travailleur handicapé qui peut, par exemple, pour raisons médicales et dans la mesure où cela est compatible avec l'organisation de l'établissement où il travaille, avoir un horaire inférieur à celui qui résulte du règlement intérieur.

Personnes âgées (ressources).

11802. — 3 février 1979. — M. Michel Rocard appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les difficultés que connaissent les personnes âgées hospitalisées en long séjour du fait de la réduction de leurs droits sociaux propres qui ne leur permettent plus de faire face à des charges extérieures, de loyer notamment, qui ne sont pas réduites à la suite de l'hospitalisation. Il lui demande en conséquence s'il n'envisage pas, d'une part, d'augmenter très sensiblement le minimum de ressources dont disposent les personnes en établissement et, d'autre part, s'il ne considère pas comme nécessaire le service systématique à ces personnes de l'allocation logement et ultérieurement de l'aide personnalisée au logement.

Réponse. — L'allocation de logement est une prestation affectée au paiement d'un loyer ou au remboursement des mensualités d'emprunt en cas d'accession à la propriété. Elle a pour objet de compenser l'effort financier fait par les personnes âgées pour s'assurer des conditions satisfaisantes d'habitat et d'autonomie. Elle est accordée au titre du logement occupé en tant que résidence principale. S'agissant des personnes âgées hébergées dans des établissements dotés de services collectifs, le Gouvernement est allé aussi loin que possible dans l'interprétation de la loi du 16 juillet 1971. Cette interprétation se trouve concrétisée par les dispositions de l'article 18 du décret n° 72-526 du 29 juin 1972 modifié par le décret n° 78-897 du 23 août 1978. Il confirme que peuvent bénéficier de l'allocation-logement les personnes âgées résidant dans un logement foyer et celles qui résident dans une maison de retraite si elles disposent d'une chambre d'une superficie suffisante (9 mètres carrés pour une personne seule, 16 mètres carrés pour deux personnes sans possibilité de dérogation), l'allocation n'étant pas due lorsque la chambre est occupée par plus de deux personnes. Sont concernées les personnes âgées résidant dans des maisons de retraites publiques ou privées, autonomes ou non, ainsi que dans les sections des hôpitaux ou hospices fonctionnant comme maison de retraite. Les hospices, hôpitaux ou établissements de soins n'entrent pas, en raison de leur nature, dans le champ d'application de la loi du 16 juillet 1971. Ils ne peuvent en tant que tels ouvrir droit à la prestation. Toutefois, en cas d'hospitalisation temporaire, les personnes âgées qui bénéficient de l'allocation de logement peuvent continuer à percevoir cette prestation dans la mesure où elles restent titulaires de la location et continuent à payer le loyer dû pour le logement au titre duquel le droit a été ouvert. Lorsque l'hébergement dans un établissement non susceptible d'ouvrir droit à l'allocation de logement (hospices ou établissements de soins) a un caractère permanent et définitif, le droit ne peut être maintenu, mais il a été admis que les intéressés pourraient continuer à percevoir l'allocation se rapportant à leur ancien logement pendant six mois après la date de leur admission, à moins qu'elles n'aient résilié leur bail ou engagement de location avant l'expiration de ce délai.

Handicapés (soins à domicile).

12158. — 10 février 1979. — M. Arnaud Loperq attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'article premier de la loi d'orientation votée en juin 1975, qui pose le principe du maintien des personnes handicapées dans un cadre naturel de vie. Or, il souligne qu'aujourd'hui encore force est de constater que la réalité est bien différente, que l'hospitalisation à domicile reste un besoin non satisfait et que, faute de relais organisés avec le secteur extra-hospitalier, les malades subissent de longues périodes d'hospitalisation qui ne sont pas justifiées au plan médical. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas utile la création d'un service social chargé de faire la liaison avec le malade et les services spécialisés auxquels il doit faire appel et ce afin de réunir les conditions indispensables au maintien à domicile.

Réponse. — L'intention du législateur exposée dans l'article premier de la loi d'orientation votée en juin 1975 de favoriser le maintien des personnes handicapées dans leur cadre de vie naturel a été réaffirmée dans l'article 1^{er} de la loi n° 78-11 du 4 janvier 1978 qui, complétant l'article 1^{er} de la loi n° 75-535 du 30 juin

1975, a inclus les organismes publics et privés qui mènent des actions de maintien à domicile parmi les institutions sociales et médico-sociales. Le maintien en établissements de soins de personnes dont l'état de santé ne le justifie plus n'est opportun ni sur le plan humain ni sur le plan économique. Les services d'hospitalisation à domicile ont été conçus dans le but de raccourcir des hospitalisations à la condition que l'environnement du malade permette son retour précoce, se substituant ainsi aux services hospitaliers pour malades aigus. Ils n'ont pas été conçus pour assurer la prise en charge à domicile pour des durées très prolongées de personnes handicapées ou âgées. Pour ces dernières, des instructions ont été diffusées en mars 1978 pour le développement de services de soins à domicile, services dont il importe de suivre le développement et l'efficacité. Un groupe de réflexion s'est penché par ailleurs dans le cadre du centre technique national d'études et de recherches sur les handicaps et les inadaptations sur le maintien à domicile des personnes handicapées. Les conclusions de ce groupe font l'objet d'études attentives. De plus, ont déjà été mises en œuvre à partir d'établissements de soins des réalisations permettant un meilleur liaison entre hospitalisation et maintien à domicile et une prise en charge ainsi continue des personnes gravement handicapées.

Crèches (financement).

12972. — 3 mars 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le financement des frais de fonctionnement des crèches familiales. Pour chaque enfant dont les parents sont affiliés au régime général, la caisse nationale d'allocations familiales verse aux organismes gestionnaires de ces crèches une prestation de service qui s'est élevée en 1978 à 16,30 francs par jour de garde. En revanche, aucun versement du même ordre n'est effectué pour les enfants dont les parents sont affiliés à des régimes spéciaux, tels que le régime agricole ou celui des fonctionnaires, bien que le service rendu soit le même pour tous les usagers. Il lui demande : 1° s'il n'estime pas cette disparité choquante à la fois parce qu'elle est contraire à l'équité et parce qu'elle peut être à l'origine de difficultés financières graves pour des organismes dont l'utilité sociale est indiscutable ; 2° s'il est inscrit à son programme de réformes à intervenir prochainement la suppression de cette disparité.

Réponse. — Les prestations de service pour garde d'enfants sont destinées à la fois à aider les familles qui ont recours à des crèches à supporter la charge qui leur incombe et à permettre un financement assuré de l'établissement. Il est certain que seules peuvent en bénéficier les familles relevant du régime général de sécurité sociale puisque les prestations de service sont financées à l'aide d'un prélèvement spécial sur les cotisations d'allocations familiales versées pour les salariés relevant de ce régime. Les autres régimes ne cotisent pas pour l'action sociale et par conséquent ne versent pas de prestations de service analogues. Il n'est donc pas possible à la caisse nationale des allocations familiales d'accorder des prestations de service, que ce soit pour les crèches ou pour d'autres actions, lorsque aucun financement ne lui est apporté. En revanche, si des catégories nouvelles de bénéficiaires de prestations familiales viennent à être affiliées totalement au régime général, les prestations de service pourraient être versées en leur faveur ; il en est ainsi désormais pour les agents des collectivités locales affiliés depuis le 1^{er} janvier 1979 au régime général des prestations familiales et pour lesquels les cotisations seront versées comme pour les salariés du secteur privé. En ce qui concerne les autres régimes, le problème soulevé par l'honorable parlementaire a fait l'objet de différentes études, notamment pour les fonctionnaires, mais ces études n'ont pas permis jusqu'à présent de dégager des solutions satisfaisantes. Il faut observer toutefois que certains régimes spéciaux ou certains employeurs accordent des aides spécifiques pour la garde des enfants, aides dont les gestionnaires de crèches peuvent tenir compte pour la fixation de la participation demandée aux familles. C'est ainsi, par exemple, que les femmes fonctionnaires qui font garder leur enfant en crèche peuvent percevoir une allocation de garde d'enfants si leur indice hiérarchique est inférieur ou égal à 444 net. Cette allocation s'élève depuis le 1^{er} janvier 1979 à 15 francs par jour au maximum, mais ne doit pas dépasser 50 p. 100 des frais réellement engagés.

Hôpitaux (établissements).

13176. — 3 mars 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale : 1° quels sont les différents prix de journée de l'hôpital de Bourg-Saint-Maurice (Savoie) au 1^{er} janvier 1979 ; 2° s'il est envisagé de les augmenter et, dans l'affirmative, à quelle date et dans quelle proportion ; 3° quel a été le coefficient d'occupation pendant le mois de janvier 1979, respectivement pour la chirurgie et la maternité.

Réponse. — En réponse à la question posée par l'honorable parlementaire concernant les prix de journée et les taux d'occupation de l'hôpital de Bourg-Saint-Maurice, il est précisé que : 1° les prix de journée, fixés par arrêté en date du 29 décembre 1978 de monsieur le préfet de la Savoie et valables à compter du 1^{er} janvier 1979, sont les suivants :

SERVICES	RÉGIME commun.	RÉGIME particulier.	CLINIQUE ouverte.
		En francs.	
Médecine	362,90	403,50	»
Chirurgie	503,95	564,20	»
Maternité	522,51	578,70	694,40
Hospice valides	74,65	»	»
Hospice invalides	114,65	»	»

Leur augmentation au cours de l'exercice 1979 ne peut être envisagée. Cependant, si l'établissement connaissait un déficit de gestion à l'issue de l'exercice en raison d'une insuffisance de recettes et si les crédits alloués en début d'exercice n'avaient pas été dépassés, il serait possible d'incorporer le déficit dès qu'il aurait été constaté. 2° Au deuxième semestre 1978, c'est-à-dire depuis l'utilisation des nouveaux locaux acquis par l'hôpital, les taux d'occupation ont été les suivants : médecine : 63,01 p. 100 (capacité trente lits) ; chirurgie : 47,91 p. 100 (capacité quarante-trois lits) ; maternité : 41,74 p. 100 (capacité douze lits). Au mois de janvier 1979, les taux d'occupation ont été les suivants : médecine, 79,25 p. 100 ; chirurgie, 62,26 p. 100 ; maternité, 26,61 p. 100. Il convient de noter que l'analyse de l'évolution de l'activité de ces services, basée uniquement sur le mois de janvier, ne peut avoir qu'une valeur relative, la période de référence étant trop courte.

Handicapés (allocations).

13423. — 10 mars 1979. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur des problèmes graves concernant la situation des personnes handicapées physiques et de leurs familles, problèmes qu'elle a déjà évoqués et que soulève l'Association des paralysés de France des Hauts-de-Seine : 1° l'allocation aux adultes handicapés est de 1 075 francs alors qu'il avait été promis il y a un an qu'elle serait portée à 80 p. 100 du S. M. I. C. ; 2° l'allocation compensatrice pour « tierce personne » (1 780 francs, taux maximum) ne peut permettre à un grand handicapé de payer décemment la tierce personne ou l'auxiliaire de vie qui lui est indispensable. Au cours de la discussion budgétaire, le groupe communiste s'est heurté sur ces deux questions à un refus de la part du Gouvernement et de la majorité de droite qui dirige le pays. Elle demande donc à M. le ministre ce qu'il compte faire pour que soient réévaluées les allocations aux adultes handicapés et compensations pour « tierce personne » ; d'autre part, pour que soit créé un service « Tierces Personnes » « Auxiliaires de vie » avec participation financière de l'Etat. Cette création de la « tierce personne » pourrait être financée par le groupe I de l'aide sociale.

Réponse. — Le montant de l'allocation aux adultes handicapés porté à 1 150 francs, depuis le 1^{er} juillet 1978, est déterminé par référence au minimum de ressources accordé aux personnes qui ne disposent d'aucun revenu personnel et notamment aux personnes âgées. Ce minimum a connu une amélioration importante au cours des cinq dernières années, de janvier 1974 à janvier 1979 : 148,07 p. 100 alors que pour la même période le S. M. I. C. progressait de 109,03 p. 100. Quant à l'allocation compensatrice, son montant annuel maximum a été porté à 29 218,44 francs à compter du 1^{er} juillet 1979. Ces deux allocations représentent un effort très important de solidarité de la collectivité au profit des personnes handicapées. Il faut d'ailleurs remarquer qu'elles ne sont que l'un des aspects de la politique d'ensemble en faveur des personnes handicapées, telle qu'elle a été définie par la loi d'orientation de 1975.

Handicapés (Cotorep).

13768. — 19 mars 1979. — M. Louis Le Pen expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'actuellement en Finistère le circuit effectué entre la demande d'allocation aux adultes handicapés et son règlement effectif atteint fréquemment des durées de huit à neuf mois. Il apparaît que la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel ne peut étudier les dossiers qu'après un délai très long. Compte tenu des difficultés en résultant pour les usagers et des possibilités offertes par l'article D. 323 3-2 et 3-13 du décret n° 76-478 du 2 juin 1976, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour accélérer l'instruction des demandes dans ce département.

Réponse. — La commission technique d'orientation et de reclassement professionnel du Finistère a tenu sa réunion plénière d'installation au mois de décembre 1977. Les membres de cette commission ont depuis cette date procédé à l'examen d'environ 3 500 dossiers. Toutefois, en raison du nombre exceptionnellement élevé de dossiers qui lui ont été soumis dès sa mise en place et compte tenu des délais qu'exige l'étude de chaque cas, la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel du Finistère n'a effectivement pu statuer, jusqu'à présent, sans retard sur toutes les demandes dont elle a été saisie. Des dispositions ont été prises à cet égard pour éviter toute interruption dans le versement des anciennes prestations avant que les droits des intéressés aux allocations instituées par la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées n'aient fait l'objet d'une décision de la commission. Des directives ont été données en outre pour que la situation des personnes qui ne bénéficient pas des anciennes allocations soit examinée en priorité. Il n'apparaît pas que la mise en œuvre des dispositions de l'article D. 323-3-2 du code du Travail visant à doubler les effectifs de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel soit de nature à réduire notablement les délais nécessaires à l'instruction des dossiers par l'équipe pluridisciplinaire constituée à cet effet. C'est en effet au stade de l'instruction par les équipes techniques que se présentent les difficultés, du fait notamment de la charge de travail qui pèse sur les médecins et assistants sociaux membres de ces équipes, en nombre insuffisant. Les autorités départementales sont conscientes des difficultés auxquelles se heurtent actuellement les personnes handicapées pour obtenir que leur situation soit examinée dans des conditions satisfaisantes. Afin de réduire les délais d'instruction des dossiers un renforcement des moyens en personnel tant des équipes techniques que du secrétariat de la commission est recherché. Il devrait être facilité par le relèvement du taux de vacations allouées aux médecins qui apportent leur concours aux équipes techniques. Une rationalisation des procédures d'instruction des dossiers devrait également contribuer à améliorer la situation dans ce département.

Crèches (financement).

14431. — 3 avril 1979. — M. Francisque Perrut attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les difficultés que rencontrent les organismes des crèches familiales en raison des différences que l'on constate entre les caisses des différents régimes de sécurité sociale en ce qui concerne la participation au prix de journée. Seule la caisse nationale des allocations familiales assure à ses ressortissants le versement d'une prestation de service (16,30 francs en 1978). Pour les enfants dont les parents sont affiliés à d'autres régimes de prestations familiales, aucune participation au prix de journée n'est assurée par ces régimes, ce qui entraîne de graves difficultés financières pour les organismes gestionnaires des crèches. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre toutes mesures utiles afin que soit supprimée la discrimination qui existe ainsi entre les usagers des crèches, suivant le régime de prestations familiales auquel ils appartiennent.

Réponse. — Les prestations de service pour garde d'enfants sont destinées à la fois à aider les familles qui ont recours à des crèches à supporter la charge qui leur incombe et à permettre un financement assuré de l'établissement. Il est certain que seules peuvent en bénéficier les familles relevant du régime général de sécurité sociale puisque les prestations de service sont financées à l'aide d'un prélèvement spécial sur les cotisations d'allocations familiales versées pour les salariés relevant de ce régime. Les autres régimes ne cotisent pas pour l'action sociale et par conséquent ne versent pas de prestations de services analogues. Il n'est donc pas possible à la caisse nationale des allocations familiales d'accorder des prestations de service, que ce soit pour les crèches ou pour d'autres actions, lorsqu'aucun financement ne lui est apporté. En revanche, si des catégories nouvelles de bénéficiaires de prestations familiales viennent à être affiliées totalement au régime général, les prestations de service pourraient être versées en leur faveur ; il en est ainsi, désormais, pour les agents des collectivités locales affiliés depuis le 1^{er} avril 1979 au régime général des prestations familiales et pour lesquels les cotisations seront versées comme pour les salariés du secteur privé. En ce qui concerne les autres régimes, le problème soulevé par l'honorable parlementaire a fait l'objet de différentes études — notamment pour les fonctionnaires — mais ces études n'ont pas permis jusqu'à présent de dégager des solutions satisfaisantes. Il faut observer toutefois que certains régimes spéciaux ou certains employeurs accordent des aides spécifiques pour la garde des enfants, aides dont les gestionnaires de crèches peuvent tenir compte pour la fixation de la participation demandée aux familles. C'est ainsi par exemple que les femmes fonctionnaires qui font garder leur

enfant en crèche peuvent percevoir une allocation de garde d'enfants à leur indice hiérarchique est inférieur ou égal à 444 net. Cette allocation s'élève depuis le 1^{er} janvier 1979 à quinze francs par jour au maximum, mais ne doit pas dépasser 50 p. 100 des frais réellement engagés.

Finances locales (aide sociale).

14457. — 3 avril 1979. — M. Jean-Pierre Delalande attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'intérêt qui s'attacherait à une uniformisation dans tous les départements de la participation des directions à l'action sanitaire et sociale aux charges d'entretien des enfants qu'elles confient à des établissements privés de formation scolaire et professionnelle. En effet, actuellement, les prix de journée varient considérablement d'un département à l'autre sans que ces disparités paraissent justifiées. Aussi, il lui demande d'examiner la possibilité de déterminer une participation unique de la part des directions à l'action sanitaire et sociale concernées par ce problème.

Réponse. — Les directions des affaires sanitaires et sociales ne participent à l'entretien des enfants placés dans des établissements privés d'enseignement et de formation professionnelle que pour certains établissements ou certains enfants : ceux placés dans des établissements de l'aide sociale à l'enfance où est assurée une formation de ce type (certains foyers de l'enfance et certaines maisons d'enfants à caractère social) et ceux placés au titre de l'aide sociale dans certaines autres catégories d'établissements (instituts médico-éducatifs, de rééducation, d'éducation sensorielle, etc.) dont les prix de journée sont pris en charge par l'assurance maladie pour les ayants droit d'assurés sociaux. En revanche, les prix de journée de la plupart de ces établissements sont fixés par les préfets sur la proposition des directeurs départementaux. L'instauration d'un prix de journée unique ne semble cependant ni possible, ni souhaitable. En effet, les charges de ces établissements varient considérablement en fonction notamment du type de locaux (anciens et donc amortis, ou au contraire récents) et surtout du projet pédagogique et thérapeutique mis en œuvre. Cette diversité des projets répond elle-même aux besoins d'enfants dont les handicaps ou les inadaptations sont très différents dans leur nature comme dans leur importance, et ménage les facultés de choix des parents. S'il ne paraît donc pas souhaitable de fixer un tarif uniforme, le ministère de la santé et de sécurité sociale se préoccupe de réduire celles de ces disparités qui ne paraissent pas justifiées. A cet effet, il met en place depuis 1978 un système d'analyse de gestion des établissements sociaux qui vise à assurer la meilleure qualité du service rendu pour le moindre coût.

Aides ménagères (financement).

14549. — 5 avril 1979. — M. Parfait Jans expose les faits suivants : une personne âgée de Levallois-Perret bénéficiant de l'aide ménagère s'est vu fixer un taux de participation de 6,50 francs de l'heure pour une prestation de vingt-six heures par mois. Cette participation de 6,50 francs était assortie de la recommandation de faire la demande de l'allocation-logement. Après les démarches d'usage, cette personne s'est vu notifier une allocation-logement mensuelle de 78,50 francs ; ceci portait ses revenus à 2 281,64 francs, loyer déduit et, de ce fait, son taux de participation au paiement de l'aide ménagère était portée à 9,35 francs, soit une augmentation de 74,10 francs par mois. Lorsque l'on sait combien toutes ces formalités sont pénibles à accomplir pour les personnes âgées, même lorsqu'elles sont aidées par les services sociaux, on peut se demander si cela est bien utile pour aboutir à une différence de 4,40 francs par mois. D'autre part, si cette personne âgée a été reconnue admissible à une allocation-logement de 78,50 francs par mois, ce qui est peu, est-il normal de lui retirer cet avantage en augmentant le prix de l'heure de l'aide ménagère ? Il demande à M. le ministre de la santé et de sécurité sociale comment cette situation peut être expliquée et s'il ne serait pas judicieux de retirer les allocations diverses accordées pour insuffisance de revenus du calcul de ceux-ci et de l'application des différents barèmes.

Réponse. — Les faits relatés par l'honorable parlementaire s'expliquent par l'application du barème de participation fixé par la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés pour ses ressortissants bénéficiaires de l'aide ménagère à domicile. Avant le versement de l'allocation de logement, les ressources mensuelles de cette personne âgée, après déduction de son loyer, étaient de 2 203,14 francs, somme comprise dans la tranche de 2 001 à 2 225 francs, pour laquelle une participation de 6,50 francs est demandée. Après le versement de l'allocation de logement, qui s'élève à 78,50 francs, les ressources sont passées à 2 281,64 francs, somme comprise dans la tranche suivante, à savoir 2 226 à 2 450 francs pour laquelle la participation de la personne âgée est fixée à 9,35 francs. Ce barème est fixé chaque année par le conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, qui a décidé que toutes les

ressources, y compris l'allocation de logement, doivent être prises en considération, à l'exception de la retraite du combattant. Toutefois, les ressources sont appréciées, après déduction du loyer principal ou des annuités de remboursement des prêts d'accèsion à la propriété (maximum mensuel 370 francs), augmentées des frais de chauffage évalués forfaitairement à 60 francs, soit, au total, dans la limite d'un plafond mensuel de 430 francs.

Assurance maladie-maternité (remboursement : optique).

15174. — 19 avril 1979. — M. Jean-Pierre Delalande attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conditions dans lesquelles s'effectue le paiement aux opticiens des travaux qu'ils exécutent pour les personnes bénéficiant de l'aide médicale gratuite. En effet, dans la majorité des cas, le tarif A. M. G. est celui du remboursement de la sécurité sociale qui, bien souvent, est très nettement inférieur au prix d'achat par l'opticien des montures et des verres. De plus, pour ces derniers, s'ajoutent les frais de main-d'œuvre. Il s'ensuit une situation très ambiguë pour les opticiens tenus, d'une part par la loi qui leur interdit de vendre à perte et, d'autre part, par l'obligation qui leur est faite de servir les aides médicales gratuites. En conséquence, M. Delalande demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale s'il ne lui semblerait pas opportun de reviser les conditions de remboursement des A. M. G. aux opticiens en alignant celui-ci soit sur le prix de revient du produit fini, soit, à tout le moins dans un premier temps, sur le prix d'achat des verres et des montures.

Réponse. — Aux termes de l'article 22 du règlement départemental type d'aide médicale annexé à l'arrêté du 21 mai 1957, le remboursement des articles d'optique médicale s'effectue sur la base du tarif interministériel des prestations sanitaires applicables également pour la prise en charge au titre de la sécurité sociale. Les tarifs applicables sont régulièrement actualisés pour tenir compte des progrès scientifiques réalisés et de l'augmentation générale des prix et avec le souci que les assurés bénéficient de remboursements aussi proches que possible de leurs dépenses réelles. Ce souci de revalorisation doit néanmoins se concilier avec l'exigence d'une maîtrise raisonnable des tarifs publics. Le problème soulevé par l'honorable parlementaire fait l'objet d'études interministérielles approfondies en vue de régler à la fois la situation des assurés et celle des bénéficiaires de l'aide médicale. Il sera notamment examiné avec la plus grande attention dans le cadre de la réforme actuellement à l'étude de l'aide sociale.

Hôpitaux (établissements).

15504. — 26 avril 1979. — Mme Gisèle Moreau attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conditions de fonctionnement de l'hôpital des Quinze-Vingts à Paris. Le fait que le budget primitif ne soit toujours pas adopté suscite de vives inquiétudes parmi le personnel et les pensionnaires, d'autant plus que de graves menaces pèsent sur un certain nombre de postes. D'autre part, pour plus de 180 aveugles, le droit d'être logé à titre gratuit serait remis en cause par une participation de 450 francs par mois pour un F. I. Cette dernière mesure est particulièrement inadmissible, quand on sait que l'hébergement des aveugles est à l'origine des Quinze-Vingts et que l'on connaît les difficultés qu'ils rencontrent à se loger en ville vu l'inadaptation des immeubles et logements communs et des services publics. Elle lui demande quelles mesures concrètes il compte prendre afin de donner à cet hôpital spécialisé les moyens de fonctionner.

Réponse. — Sur le premier point, il est précisé à l'honorable parlementaire que le budget du centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts a été approuvé par arrêté du 3 avril 1979 dont un extrait a été publié au *Journal officiel* du 13 avril 1979. Sur le second point, s'il est exact que l'« Etablissement des Quinze-Vingts » a été fondé pour Saint-Louis pour héberger gratuitement 300 aveugles, il convient toutefois de souligner que, le problème de l'hébergement des personnes handicapées, et notamment des aveugles, a très sensiblement évolué dans les dix dernières années. En effet, les établissements à caractère social assurant l'hébergement des personnes âgées et handicapées sont désormais régis par la loi n° 75-535 du 30 juin 1975, laquelle prévoit que les intéressés versent soit un prix de journée, soit un loyer mensuel, en contrepartie des prestations dont ils bénéficient. Par ailleurs, la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971, relative à l'allocation logement des personnes âgées, accorde aux personnes âgées et handicapées le bénéfice de l'allocation logement pour les aider à régler leurs frais d'hébergement. Ce n'est que si les ressources des intéressés, majorées éventuellement de cette allocation, ne couvrent pas l'intégralité des frais ainsi occasionnés, que l'aide sociale intervient pour la prise en charge de la différence. Par suite, si les personnes hébergées à la résidence Saint-Louis ont pu bénéficier jusqu'à présent d'un régime particulier, avant la promulgation des textes visés ci-dessus, grâce à une subvention versée annuellement par le

ministère de la santé et de la sécurité sociale, il n'apparaît plus souhaitable de maintenir désormais ce régime qui maintiendrait une discrimination importante entre les bénéficiaires et les autres personnes âgées ou handicapées hébergées dans les établissements sociaux similaires. Il convient de noter, en outre, que les résidents visés par la question posée par l'honorable parlementaire exercent pour la plupart une activité professionnelle ou bénéficient d'un avantage vieillesse, ce qui doit leur permettre de régler la part des frais d'hébergement non couverts par l'allocation logement. Toutefois, il a été décidé que seules les personnes entrant à la résidence Saint-Louis régleront désormais un loyer, les anciens résidents continueront, par contre, à bénéficier de la gratuité de leur logement.

Personnes âgées (soins à domicile).

15747. — 4 mai 1979. — M. Jean Bonhomme demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale à quelle date paraîtront les décrets d'application de la loi du 4 janvier 1978 portant création de services de soins à domicile des personnes âgées.

Réponse. — L'article 4 de la loi 78-11 du 4 janvier 1978 modifiant la loi du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales, a précisé que les dépenses de soins paramédicaux dispensés dans le cadre des soins à domicile seraient prises en charge de façon forfaitaire par les organismes d'assurance maladie. Afin de ne pas retarder la mise en place de ces services, une circulaire en a précisé les modalités de fonctionnement dès le 20 mars 1978; en particulier ce texte fixait à quarante-cinq francs le forfait plafond journalier payé par les organismes de sécurité sociale pendant la durée de prise en charge. Ce plafond a été porté à soixante francs à compter du 1^{er} janvier 1979. La caisse nationale d'assurance maladie a transmis, de son côté, dès le 23 mars 1978, des instructions aux caisses régionales d'assurance maladie afin de permettre une mise en œuvre rapide des services. Au 30 juin 1979, vingt et un services de soins à domicile étaient conventionnés : une enquête est lancée auprès de ces services. Elle permettra de mettre au point le décret prévu par la loi susvisée.

Handicapés (commission d'éducation spéciale).

15939. — 10 mai 1979. — M. Jean Briane demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de bien vouloir fournir quelques précisions relatives à l'interprétation de la circulaire n° 38 S. S. du 30 septembre 1976 prise pour l'application de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975, en ce qui concerne, notamment, les attributions et la compétence des commissions départementales d'éducation spéciale. Il lui demande notamment d'indiquer : 1° si, après avoir demandé l'avis d'un médecin expert désigné par ses soins, une C. D. E. S. peut prendre une décision opposée aux conclusions de ce médecin et en conséquence refuser l'attribution de la carte d'invalidité à un handicapé physique; 2° si l'allocation d'éducation spéciale peut être refusée lorsqu'il s'agit d'un enfant handicapé dont le taux d'incapacité permanente est compris entre 50 p. 100 et 80 p. 100 et qui fréquente un établissement scolaire normal en bénéficiant, d'une part, d'une surveillance médicale et de soins pharmaceutiques à domicile et, d'autre part, d'une éducation psychomotrice par les soins d'un kinésithérapeute.

Réponse. — La commission départementale de l'éducation spéciale, créée par l'article 6 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, est compétente à l'égard de tous les enfants et adolescents handicapés pour leur orientation ainsi que pour l'attribution de l'allocation spéciale et éventuellement son complément. Pour assurer son rôle cette commission se compose de membres particulièrement instruits des problèmes posés par les jeunes handicapés et notamment de représentants du corps médical qui font également partie de l'équipe technique chargée de l'instruction des dossiers avant leur présentation devant cette instance. Pour un cas difficile, il peut être fait en outre appel, à titre consultatif, au concours d'un expert. Celui-ci pourra éclairer la commission de l'éducation spéciale, mais la responsabilité de la décision, qui sera ainsi prise avec toutes les garanties nécessaires, incombe à cette dernière. Un recours gracieux contre la décision de la commission départementale de l'éducation spéciale peut être formé dans le mois qui suit sa notification. Un recours contentieux devant la juridiction du contentieux technique de la sécurité sociale est également ouvert à toute personne et à tout organisme intéressé. Par ailleurs, le ministre de la santé et de la sécurité sociale précise à l'honorable parlementaire que l'enfant handicapé dont le taux d'incapacité permanente est égal ou supérieur à 80 p. 100 et inférieur à 80 p. 100 peut ouvrir droit à l'allocation d'éducation spéciale de base mais non au complément. Il faut toutefois qu'il se trouve dans l'une des deux situations suivantes : a) placement en externat ou semi-internat dans un établissement d'éducation spéciale; b) fréquentation d'un établissement scolaire

ou maintien à domicile mais à la condition de bénéficier sur prescription de la commission départementale de l'éducation spéciale de soins à domicile, d'une éducation spéciale, d'une rééducation ou de soins à pratiquer au titre de l'éducation spéciale en cure ambulatoire ou en établissement de soins.

Infirmiers et infirmières (religieuses infirmières).

16232. — 17 mai 1979. — M. Jack Ralite attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des religieuses infirmières qui entrent dans le secteur public. Le décret n° 78-1094 du 29 février 1978 précise que leur ancienneté serait reconnue dans sa totalité en cas d'intégration. Ces dispositions n'étant pas appliquées aux religieuses entrant dans la fonction communale, il en naît une injustice qu'il faudrait corriger. Dans ces conditions, M. Ralite demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale quelles mesures il compte prendre pour que toutes les religieuses infirmières concernées obtiennent les mêmes avantages.

Réponse. — L'éventuelle extension aux religieuses infirmières entrant dans la fonction communale de la validation d'ancienneté accordée par le décret n° 78-471 du 28 mars 1978 aux religieuses infirmières des établissements d'hospitalisation, de soins et de cure publics, à l'occasion de leur titularisation ou de leur promotion au grade de surveillant, ne relève pas de la compétence du ministre de la santé et de la sécurité sociale mais de celle du ministre de l'intérieur à qui la demande de l'honorable parlementaire a été transmise.

Personnes âgées (établissements).

16546. — 24 mai 1979. — M. Christian Pierret attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des personnes âgées résidant à l'hôpital-hospice de Fraize (Vosges) où certaines chambres ne disposent pas de la surface jugée nécessaire par l'administration pour que leurs occupants bénéficient de l'allocation logement, alors que les prix de journée peuvent atteindre 120 francs (soit 3 600 francs par mois), ce qui ne permet pas à la plupart des personnes concernées de subvenir à leurs besoins sans une aide substantielle de leur famille, alors que les salaires de la région sont parmi les plus bas de France. Il lui demande s'il compte faire réviser les conditions financières de l'accueil des personnes du troisième âge dans les hôpitaux-hospices.

Réponse. — Conformément aux dispositions du décret n° 78-897 du 28 août 1978 modifiant le décret n° 72-526 du 29 juin 1972 pris pour l'application de la loi n° 71-582 du 18 juillet 1971 modifiée relative à l'allocation de logement, le versement de l'allocation de logement aux personnes âgées hébergées en maison de retraite ou en hospice fonctionnant comme maison de retraite, est subordonnée à des critères de qualité de l'hébergement. Par contre, les personnes âgées hébergées qui ne peuvent s'acquitter de la totalité des frais de séjour peuvent demander à bénéficier d'une prise en charge de leurs frais d'hébergement par l'aide sociale. De plus, les personnes âgées hébergées en hospice peuvent, depuis cette année, voir leurs dépenses de soins prises en charge par les régimes d'assurance maladie de façon forfaitaire en application de la loi du 30 juin 1975 modifiée relative aux institutions sociales et médico-sociales.

Hôpitaux (personnel).

16553. — 24 mai 1979. — M. Pierre Fargues appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des orthophonistes de la fonction hospitalière des Hautes-Pyrénées. Il lui fait observer que les orthophonistes sont des auxiliaires médicaux qui ont pour mission : 1° le dépistage scolaire obligatoire des troubles du langage; 2° le traitement des troubles dans des centres agréés ou dans le cadre libéral. Compte tenu du nombre peu élevé des orthophonistes dans le département (vingt), ces tâches sont insuffisamment assurées, ce qui entraîne la dégradation des conditions de travail qui se traduit par un allongement de plus en plus fréquent du temps de travail thérapeutique. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° proposer un avenant aux conventions collectives précisant leurs conditions de travail; 2° améliorer l'échelle des rémunérations des orthophonistes dépendant de la fonction publique; 3° prévoir l'entrée des orthophonistes dans les équipes médicales de prévention et de dépistage; 4° revaloriser les études d'orthophoniste, par l'allongement d'une année d'études si nécessaire.

Réponse. — Le reclassement indiciaire dont ont bénéficié les orthophonistes du secteur public dans le cadre de la réforme des carrières des agents de catégorie B ne peut être considéré comme défavorable, compte tenu de leur qualification et des sujétions attachées à leur emploi. En effet, les indices de début de carrière qui leur ont été attribués sont nettement plus élevés que ceux

des agents classés en catégorie B et la durée de leur carrière n'a pas été allongée comme celle d'autres professions paramédicales comme les sages-femmes, les puéricultrices et les masseurs-kinésithérapeutes. En ce qui concerne le problème de la répartition horaire évoqué par l'honorable parlementaire, il ne peut être résolu qu'au cours des négociations intervenant dans le cadre des conventions collectives de travail entre les partenaires intéressés. Enfin, pour ce qui est de la formation des orthophonistes, il a été procédé, en 1978, à une concertation entre les représentants des enseignants, des organismes professionnels, du ministère des universités et du ministère de la santé et de la famille au sein d'un groupe de travail qui avait pour mission d'examiner dans son ensemble les conditions d'application de la réforme des études d'orthophonie instituée par l'arrêté du 14 décembre 1972. Au cours de ces réunions, l'allongement de la durée des études n'a pas été envisagé. Cet allongement ne correspond pas, en effet, à une nécessité pédagogique en raison de l'important renforcement des horaires des enseignements et des stages tant pratiques que professionnels qui, selon l'article 6 de l'arrêté du 14 décembre 1972, ont lieu pendant toute l'année universitaire à raison d'au moins trois demi-journées par semaine pendant les deux premières années et d'au moins cinq demi-journées par semaine pendant la troisième année. Ces stages sont conçus pour permettre aux futurs orthophonistes de mieux s'intégrer dans les équipes de soins assurant le suivi des enfants, afin de réaliser la réinsertion de ces derniers dans les meilleures conditions.

Laboratoires (personnel).

17043. — 7 juin 1979. — M. Jean-Pierre Delalande expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que les auxiliaires médicaux de laboratoires d'analyses médicales peuvent exécuter certains prélèvements, en particulier les prélèvements de sang veineux au pli du coude en vue des analyses médicales. Ces auxiliaires doivent être munis du certificat de capacité établi par l'arrêté du 6 janvier 1962 modifié par l'arrêté du 1^{er} juin 1985. La liste des titres, diplômes ou qualifications permettant de subir les épreuves du certificat de capacité est fixée par l'arrêté du 1^{er} juin 1970 modifié par l'arrêté du 5 mars 1975. De cette liste, est exclu le baccalauréat de technicien (biologiste), dit baccalauréat F7'. Aussi les laborantines qui ont une vocation plus marquée pour les laboratoires d'analyses médicales que celles possédant le baccalauréat F7 de biochimie ne peuvent-elles se présenter aux épreuves du certificat de capacité et subissent ainsi un préjudice moral et matériel. En conséquence, M. Delalande demande à M. le ministre quelles mesures il compte prendre pour pallier cette omission dans la liste des titres.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que si, en l'état actuel de la réglementation, les personnes titulaires du baccalauréat de technicien sciences biologiques, options biochimie et biologie, ne sont pas autorisées à se présenter aux épreuves du certificat de capacité pour effectuer des prélèvements sanguins, une réforme des textes relatifs aux conditions d'attribution dudit certificat est en cours d'élaboration: le projet de décret actuellement soumis à l'examen de l'Académie nationale de médecine prévoit une régularisation de la situation des titulaires du baccalauréat F7 et F7'.

Auxiliaires médicaux (orthophonistes).

17318. — 14 juin 1979. — M. Pierre Lagorce rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'en application des décisions de leur congrès de Montpellier, les orthophonistes ont décidé une journée d'action le 16 mars pour demander: a) une revalorisation des études; b) une revalorisation de l'échelle de rémunération des orthophonistes dans la fonction publique; c) l'entrée des orthophonistes dans toutes les équipes médicales de prévention et de dépistage; d) la définition des conditions de travail dans les conventions collectives de l'enfance inadaptée; e) la défense de l'emploi; f) la sauvegarde de l'exercice libéral conventionnel par le maintien du pouvoir d'achat. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour aider les orthophonistes à obtenir une solution équitable aux problèmes de plus en plus graves auxquels ils se trouvent confrontés.

Réponse. — En ce qui concerne la formation des orthophonistes, il a été procédé, en 1978, à une concertation entre les représentants des enseignants, des organismes professionnels, du ministère des universités et du ministère de la santé et de la famille au sein d'un groupe de travail qui avait pour mission d'examiner dans son ensemble les conditions d'application de la réforme des études d'orthophonie instituée par l'arrêté du 14 décembre 1972. Au cours de ces réunions, l'allongement de la durée des études en vue du certificat de capacité d'orthophoniste n'a pas été envisagé. Cet allongement ne correspond pas, en effet, à une nécessité pédagogique en raison de l'important renforcement des horaires des enseignements et des stages tant pratiques que professionnels qui, selon l'article 6 de l'arrêté du 14 décembre 1972, ont lieu pendant

toute l'année universitaire à raison d'au moins trois demi-journées par semaine pendant les deux premières années et d'au moins cinq demi-journées par semaine pendant la troisième année. Ces stages sont conçus pour permettre aux futurs orthophonistes de connaître les différentes professions de santé qu'ils rencontreront au cours de l'exercice de leur métier, ce qui semble indispensable pour réaliser la réinsertion des enfants dans les meilleures conditions. Par ailleurs, le reclassement indiciaire dont ont bénéficié les orthophonistes dans le cadre de la réforme des carrières de catégorie B ne peut être considéré comme défavorable, compte tenu de leur qualification et des sujétions attachées à leur emploi. En ce qui concerne le problème de la répartition horaire évoqué par l'honorable parlementaire, il ne peut être résolu qu'au cours des négociations intervenant dans le cadre des conventions collectives de travail entre les partenaires intéressés.

Association (financement).

17513. — 20 juin 1979. — Mme Colette Gourliot attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation de l'association d'aide aux personnes âgées de Joudreville, Landres et Piennes, en Meurthe-et-Moselle, dont le siège est à la mairie de Piennes. Dans le cadre du programme d'action prioritaire n° 15, un contrat de secteur a été signé entre M. le préfet de Meurthe-et-Moselle et les représentants de l'association, en 1978, à la suite de quoi, pour cette première année, l'association était dotée d'une subvention de 60 000 francs. Mais la perspective de poursuivre la création et l'animation des clubs est mise en cause par l'absence de subvention, dont la somme prévue et promise s'élevait à 150 000 francs. La direction départementale de l'action sanitaire et sociale, par un courrier en date du 21 mars 1979, en faisait connaître la raison, à savoir la modicité de la dotation accordée au département de Meurthe-et-Moselle pour 1979. Elle s'étonne qu'une telle initiative en direction des personnes âgées soit entravée pour l'équipement, alors que des crédits ont été affectés pour le fonctionnement de l'institution. Cela rend caduque la vocation du programme d'action prioritaire. En conséquence, elle lui demande pourquoi le contrat de secteur passé avec l'association n'est pas appliqué dans toutes ses clauses; si l'association d'aide aux personnes âgées de Joudreville, Landres et Piennes sera dotée rapidement des subventions qui lui étaient promises et s'il entend débloquer les crédits nécessaires.

Réponse. — Il peut être indiqué à l'honorable parlementaire qu'un crédit exceptionnel d'un montant de 150 000 F sera délégué au cours du troisième trimestre de l'année 1979 aux responsables de l'association d'aide aux personnes âgées de Joudreville, Landres et Piennes afin qu'ils puissent faire face aux dépenses d'équipement qu'ils auront à engager dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'action prioritaire n° 15 du VII^e Plan.

Pension de réversion (conditions d'attribution).

17593. — 21 juin 1979. — M. Serge Charles attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les difficultés que pose aux caisses d'assurances vieillesse l'absence de coordination entre le régime général et les régimes spéciaux. Ainsi, en ce qui concerne l'attribution d'une pension de réversion, aucun texte du régime spécial des fonctionnaires ne prévoit d'interdiction liée aux ressources personnelles du conjoint survivant. Dès lors, il lui demande si, dans le cas où l'épouse est fonctionnaire et le mari salarié, la veuve peut se voir opposer les dispositions de l'article 81, a, 3^e du décret du 29 décembre 1945.

Réponse. — La pension de réversion est un droit dérivé de celui du conjoint et donc attribué selon les règles du régime d'assurance vieillesse auquel il était affilié. Les dispositions de coordination entre le régime général et les régimes spéciaux de salariés ont pour objet de permettre l'attribution d'avantages proportionnels de réversion au moins égaux à ceux du régime général aux conjoints survivants d'assurés ayant été affiliés à plusieurs régimes et notamment d'assurés ne remplissant pas auprès de certains d'entre eux la condition de durée d'assurance exigée pour l'ouverture d'un droit à pension. La veuve d'un assuré ayant été affiliée au seul régime général peut obtenir la pension de réversion prévue à l'article L. 351 du code de la sécurité sociale si elle satisfait aux conditions d'attribution de ladite pension et notamment ne dispose pas de ressources personnelles supérieures à un certain plafond fixé par l'article 81 a du décret du 29 décembre 1945 modifié. Ces ressources sont appréciées dans les conditions prévues par le décret n° 64-300 du 1^{er} avril 1964 pour les postulants aux divers avantages non contributifs et incluent donc les revenus et quelle que soit la nature de l'activité salariée exercée. En revanche, il n'est pas tenu compte des avantages personnels d'invalidité ou de vieillesse de la veuve, ceux-ci n'étant retenus que pour l'appréciation des règles de non-cumul. En effet, depuis l'intervention de la loi du 3 janvier 1975, le cumul d'une pension de réversion avec des avantages personnels de vieillesse et d'invalidité est autorisé, selon la formule la plus avantageuse, soit dans la limite de la moitié du total de ces

avantages personnels et de la pension principale dont bénéficiait ou eût bénéficié l'assuré, soit jusqu'à concurrence d'une somme forfaitaire qui, à la suite des améliorations apportées par la loi du 12 juillet 1977, est égale, depuis le 1^{er} juillet 1978, à 70 p. 100 de la pension maximale du régime général liquidée à soixante-cinq ans. »

Examens et concours (examen de prélèvement).

17753. — 23 juin 1979. — **M. Jean Bonhomme** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que l'arrêté du 5 mars 1975 (paru au *Journal officiel* du 9 mars 1975), fixant la liste des diplômes, titres ou qualifications exigés pour subir les épreuves du certificat de capacité pour effectuer des prélèvements sanguins, a été annulé par décision du Conseil d'Etat en date du 9 décembre 1977. Une nouvelle réglementation doit intervenir à la suite de cette annulation. Il lui demande si, à cette occasion, il ne lui paraît pas rationnel d'envisager la possibilité de candidature à ce certificat de capacité des techniciens et techniciennes non diplômés, en exercice avant novembre 1978 et dont le coefficient hiérarchique est égal ou supérieur à 270. Il lui précise que, suivant la définition des coefficients contenue dans la convention collective nationale des L. A. M. extra-hospitaliers, ce coefficient de 270 concerne « le personnel capable d'effectuer normalement tous les actes nécessaires à l'exécution complète des examens de routine dans les différentes disciplines et capable d'effectuer en plus dans une seule discipline et dans les conditions normales toutes les manipulations quel qu'en soit le niveau (après quatre ans de pratique) ». Il appaît que l'expérience doit pouvoir se prévaloir les personnels intéressés justifie amplement l'accès de ceux-ci au stage organisé en vue de la délivrance du certificat de capacité pour effectuer les prélèvements sanguins.

Réponse. — Il est confirmé qu'une réforme des textes relatifs aux conditions d'attribution du certificat de capacité pour effectuer des prélèvements sanguins est en cours et doit aboutir à une certaine extension de la liste des titres requis. Il n'est toutefois pas envisagé de prendre en considération les demandes des personnes non diplômées qui ont bénéficié de deux possibilités de régulariser leur situation : soit, par application des dispositions de l'arrêté du 3 juin 1966 — modifiant l'arrêté du 6 janvier 1962 — qui les autorisait lorsqu'elles justifiaient de cinq ans de pratique habituelle de prélèvements en qualité d'auxiliaires de laboratoire avant le 6 janvier 1962, à subir les épreuves du certificat de capacité pour effectuer des prélèvements sanguins, soit, depuis 1966, en préparant et en obtenant un des diplômes requis qui leur était le plus accessible.

Hôpitaux (établissements).

17773. — 23 juin 1979. — **M. Jean-Louis Beaumont** signale à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** qu'à l'heure où il s'adresse à lui une grève du personnel de nettoyage se déroule actuellement à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil et chacun peut constater que le service public n'est pas assuré dans cet hôpital en ce qui concerne deux missions essentielles au service des malades et de leurs familles : l'accueil et la sécurité. La saleté qui s'accumule du fait de cette grève est en effet repoussante et dangereuse. Repoussante c'est-à-dire contraire à la mission d'accueil. Dangereuse, en raison du risque de diffusion de germes pathogènes. Heureusement, aucun accident qui lui soit imputable ne s'est produit pour l'instant mais il est clair que le risque augmente. A Henri-Mondor chacun en est conscient, et il est certain que l'ensemble de son personnel qui a toujours dans son immense majorité rempli ses fonctions de la meilleure manière appuierait toute mesure qui permettrait de rétablir des conditions normales d'accueil et des conditions de travail normales pour tous. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à la situation qu'il constate en ce moment à Henri-Mondor et pour qu'à l'avenir l'accueil et la sécurité des malades et de leurs familles ne puissent plus être compromis de cette manière dans aucun hôpital.

Réponse. — La grève du personnel de l'entreprise de nettoyage qui assure par contrat l'entretien de l'hôpital Henri-Mondor a pris fin le 21 juin dernier. Ce mouvement avait commencé le 6 juin et a été suivi par environ la moitié du personnel concerné. Jusqu'au 13 juin, un entretien minimum des locaux a été assuré, mais, après cette date, les grévistes ont enfermé tout le matériel nécessaire au nettoyage dans un local gardé par un piquet de grève. Dès lors, la situation s'est dégradée et le service minimum n'a pu être maintenu que par l'aide apportée spontanément par le personnel hospitalier aux non-grévistes. Ainsi, si le nettoyage des locaux d'hospitalisation et de séjour des malades a pu rester dans l'ensemble satisfaisant, par contre, les services communs, couloirs, halls, dégagements... ont souffert d'un entretien trop épisodique. Le contrat de concession oblige théoriquement le concessionnaire, en cas d'arrêt de travail de son personnel, à exécuter intégralement les prestations à sa charge dans le délai de vingt-quatre heures, suivant la date de l'arrêt de travail. S'il n'est pas en état de remplir cette obligation, l'administration peut recourir à un marché de substitution aux frais et

risques du titulaire du marché. Dans le mouvement dont il s'agit, l'entreprise concessionnaire a bien été mise en demeure d'assurer un service minimum et elle aurait vraisemblablement été en mesure de le faire si elle avait pu disposer de son matériel. Or, elle s'est heurtée sur ce point à une attitude si déterminée des grévistes que le matériel de secours apporté par elle pour remplacer celui gardé par le piquet de grève a lui-même été immédiatement confisqué. L'entreprise a alors réagi en engageant une instance en référé devant le tribunal de Créteil pour demander la restitution du matériel saisi. Mais le juge des référés, qui devait se prononcer sur cette affaire le 15 juin, a renvoyé sa décision au 22 juin, en espérant sans doute un règlement amiable du conflit, ce qui s'est effectivement produit. Dans la pratique, les développements de la situation n'ont pas permis à l'administration de mettre en œuvre la procédure de substitution prévue au contrat. Elle s'est donc efforcée de limiter le plus possible les conséquences d'une action revendicative qui risquait effectivement de perturber gravement le fonctionnement du service hospitalier. Elle est, d'autre part, intervenue constamment pour favoriser le dialogue entre les parties en présence et est notamment à l'origine de la longue discussion qui a abouti le 21 juin à la rédaction du protocole d'accord. Il est clair cependant que, dans une affaire de ce genre, l'administration ne peut s'immiscer directement dans un litige qui porte sur les conditions de travail et de rémunération d'un personnel qui lui est étranger. Elle ne peut que veiller, dans le contrat qui la lie au concessionnaire, à exiger de celui-ci le respect absolu de la législation du travail et du contrôle sanitaire des travailleurs. Des dispositions très strictes sont prévues à cet égard dans la formule-type du cahier des clauses administratives particulières utilisé en la circonstance.

Hôpitaux (établissements).

18082. — 30 juin 1979. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation du personnel ouvrier de l'hôpital Tenon, Paris (20^e). Ces agents hospitaliers, indispensables au bon fonctionnement des hôpitaux, ont des revendications spécifiques, telles que : le retour en catégorie B ; la retraite à cinquante-cinq ans ; l'attribution d'un point de retraite supplémentaire tous les cinq ans ; un véritable reclassement professionnel ; une prime de 250 francs intégrée et revalorisée dans le salaire de base et une prime de salissure ; pouvoir aux postes vacants ; la création de vestiaires, douches, réfectoire, w.-c. pour le bâtiment ; le nettoyage des vestiaires et des sanitaires existants par une équipe prévue à cet effet ; l'élargissement des ateliers ; de l'outillage supplémentaire. Or, malgré les démarches nombreuses de leurs organisations syndicales C. G. T. et C. F. D. T., la direction de l'assistance publique se refuse obstinément à les prendre en considération. Compte tenu de l'importance de ces revendications, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour y répondre favorablement.

Réponse. — Les revendications des personnels ouvriers de l'hôpital Tenon appellent les réponses suivantes : 1^o retour en catégorie B et retraite à cinquante-cinq ans ; la réforme intervenue en 1949 en matière de pensions a prévu que seuls pouvaient être classés en catégorie B dite « active » les emplois ouvriers entraînant des risques particuliers ou des fatigues exceptionnelles. C'est en application de cette réglementation que seuls certains emplois ouvriers ont pu conserver leur classement en catégorie B, ce qui donne à leurs titulaires la possibilité d'être admis à faire valoir leurs droits à la retraite à cinquante-cinq ans au lieu de soixante ans. Modifier cette réglementation de manière à classer tous les emplois ouvriers en catégorie B équivaldrait à vider de son contenu la réforme de 1949 ; 2^o attribution d'un point de retraite supplémentaire tous les cinq ans : il est rappelé qu'en matière de pensions la réglementation applicable aux agents des collectivités locales est alignée sur celle prévue en faveur des fonctionnaires de l'Etat ; or, ces derniers ne bénéficient pas d'une telle mesure ; 3^o un véritable reclassement professionnel : le classement des personnels ouvriers dans les groupes de rémunération a été déterminé par analogie avec les dispositions applicables aux fonctionnaires de l'Etat ; 4^o attribution d'une prime de 250 francs intégrée et revalorisée dans le salaire de base et d'une prime de salissure : le Gouvernement a entendu limiter le bénéfice de cette prime d'une part aux seuls personnels qui travaillent en permanence au lit des malades et, d'autre part, aux personnels d'encadrement des écoles d'infirmières et des écoles de cadres infirmiers en raison des servitudes et des responsabilités qu'implique leur activité. En ce qui concerne la prime de salissure, il est rappelé que l'arrêté préfectoral n^o 73-0239 du 26 janvier 1973 a prévu l'attribution d'une indemnité pour certains travaux incommodes ou salissants ; 5^o pourvoir aux postes vacants : la mise en place des derniers concours de personnel ouvrier a permis de renforcer récemment les effectifs de l'hôpital Tenon. Un magasinier, un électricien et deux ouvriers de 1^{re} catégorie cuisiniers y ont notamment été affectés. L'effectif du personnel ouvrier a ainsi été porté à 74 agents pour un cadre budgétaire de 78, situation favorable par rapport à l'ensemble des hôpitaux ; 6^o création de vestiaires, douches, réfectoires, w.-c., pour le bâtiment ; il

convient de noter tout d'abord qu'un réfectoire central du personnel existe au niveau de l'établissement. Il s'agit donc plutôt de la création d'un coin repas permettant aux ouvriers qui le désirent le réchauffement de leur déjeuner. Mais la création de ce coin repas, ainsi que de vestiaires, de douches et de w.c. supplémentaires ne peut être envisagée qu'en augmentant les surfaces disponibles de l'établissement par création d'interplanchers. La question est actuellement à l'étude; 7° nettoyage des vestiaires et des sanitaires existants par une équipe prévue à cet effet; le nettoyage et l'entretien des vestiaires et sanitaires a traditionnellement été sous la responsabilité des ouvriers eux-mêmes et il n'est pas prévu d'installer une équipe d'entretien dans ces locaux; 8° élargissement des ateliers: une première étape a été réalisée par la création d'un auvent devant les ateliers existants. Un aménagement supplémentaire de ce secteur est prévu ultérieurement; 9° outillage supplémentaire: en ce qui concerne l'outillage, les demandes de l'usine et du bâtiment sont satisfaites dans la limite des crédits dont dispose l'établissement dans son plan d'équipement annuel.

Etablissements sanitaires non hospitaliers (centres de soins).

18530. — 21 juillet 1979. — M. Alain Léger attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les difficultés que rencontrent les centres de soins infirmiers. Depuis la parution du décret n° 77-843 du 22 avril 1977 fixant les conditions techniques d'agrément de ces centres de soins, nombreux sont ceux qui ont dû cesser leur activité. Ainsi, une partie de la population, souvent la plus défavorisée, se trouve-t-elle privée de services particulièrement appréciés tels que le tiers-payant. Les sérieuses difficultés financières auxquelles les centres de soins infirmiers doivent faire face sont principalement dues à la tarification des actes effectués sur les bases du tarif conventionnel applicable dans le secteur libéral diminués d'un abattement compris entre 13 p. 100 et 7 p. 100. A cette discrimination de tarification s'ajoute le fait que les sociétés mutualistes, les associations et les municipalités gestionnaires de centres de soins supportent en tant qu'employeurs de lourdes charges salariales alors que les infirmières libérales bénéficient des avantages sociaux, maladie et vieillesse pris en charge en grande partie par les caisses d'assurance maladie, conformément à la convention nationale des infirmières. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour assurer le maintien des centres de soins infirmiers et notamment s'il envisage la suppression des abattements de tarifs qui devait donner lieu à des études déjà annoncées en 1977.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale ne reconnaît pas les difficultés qui ont pu se poser à la suite de l'intervention du décret n° 77-483 du 22 avril 1977 fixant les conditions techniques d'agrément des centres de soins infirmiers. Ainsi vient-il d'être prévu par un décret en date du 8 août 1979 paru au *Journal officiel* du 22 août que lorsque la situation le justifie, le délai de mise en conformité dont disposent les centres de soins infirmiers pour satisfaire aux conditions techniques d'agrément prévues par le décret du 22 avril 1977 peut être prorogé jusqu'au 30 juin 1980. De même, pour répondre aux vœux formulés par les représentants des organisations gestionnaires de centres de soins, un arrêté est intervenu le 21 juin dernier (*Journal officiel* du 5 juillet) afin de permettre la non-application au tarif des indemnités horaire et kilométriques et à l'indemnité forfaitaire de déplacement des taux d'abattements prévus par l'arrêté du 13 mai 1976, compte tenu notamment du fait que les frais de déplacement supportés sont identiques, que les soins à domicile soient le fait d'infirmières libérales ou d'infirmières de centre; cependant les études menées jusqu'à présent n'ont pas permis d'envisager également la suppression de l'abattement de tarif pratiqué sur le tarif de la lettre clé A.M.I.: il faut préciser, à cet égard, que l'éventail des abattements a été réduit d'un tiers en 1976: de 30 à 10 p. 100, il est, en effet, passé de 20 à 7 p. 100; en outre, ne sont pratiquement retenus, à l'intérieur de cette nouvelle fourchette réglementaire que les taux de 13, 10 ou 7 p. 100 suivant la situation des centres.

Anciens combattants (retraite mutualiste).

18681. — 21 juillet 1979. — M. Roland Huguat demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale si le conseil supérieur de la mutualité a été consulté avant la publication du décret n° 79-239 du 15 mars 1979, pris en application des dispositions de l'article 22 de la loi de finances pour 1977, et si non, les raisons qui s'y sont opposées. En effet, un texte d'une telle importance, mettant à la charge des caisses autonomes de retraites mutualistes une partie des majorations légales et modifiant le mode de calcul des majorations dans un sens défavorable, remettra en cause l'équilibre financier de la caisse autonome, ces mesures concernant surtout les rentes de réversion des veuves de sociétaires anciens combattants. Il souhaite également savoir si le Gouvernement envisage d'abroger le texte en question pour les rentes mutualistes souscrites au profit d'anciens combattants et de leurs ayants droit.

Réponse. — Le décret n° 79-239 du 15 mars 1979, pris en application de l'article 22 de la loi n° 76-1232 du 29 décembre 1976 portant loi de finances pour 1977, modifie le décret n° 70-104 du 30 janvier 1970 qui fixe les modalités d'application des majorations des rentes viagères de la caisse nationale de prévoyance, des caisses autonomes mutualistes et des compagnies d'assurance. Les mesures prévues s'appliquent donc à l'ensemble des rentes viagères majorables constituées auprès de ces différents organismes. Conformément aux articles 11 bis et 18 du décret en cause, le remboursement des majorations est intégral en ce qui concerne les rentes mutualistes souscrites, tant auprès de la caisse nationale de prévoyance que des caisses autonomes, au profit des anciens combattants et de leurs ayants droit visés aux articles 91 à 99 ter du code de la mutualité.

Pension de réversion (taux).

18751. — 21 juillet 1979. — M. Sébastien Coupeel attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des veuves qui reçoivent une pension de réversion de 50 p. 100. A l'heure où l'accent est mis sur l'importance de la famille, il semblerait souhaitable que les veuves ayant élevé trois enfants et plus obtiennent une pension de réversion de 75 p. 100. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'introduire une telle disposition dans le régime d'assurance vieillesse de la sécurité sociale.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que les pouvoirs publics sont particulièrement conscients des difficultés auxquelles se heurtent les conjoints survivants qui doivent assumer seuls les charges du ménage. De nombreuses mesures ont été prises au cours de ces dernières années afin d'assouplir les conditions d'ouverture du droit à pension de réversion: c'est ainsi que l'âge d'attribution de cette prestation a été ramené à cinquante-cinq ans, la durée de mariage à deux ans, le cumul d'une pension de réversion et d'un avantage personnel de vieillesse ou d'invalidité autorisé dans certaines limites, le plafond de ressources du conjoint survivant substantiellement relevé et l'examen de ces ressources autorisé à la date de la demande. Toutefois la poursuite de l'amélioration des droits de réversion demeure un des objectifs du Gouvernement qui fait actuellement procéder à des études approfondies à ce sujet. Il convient cependant de veiller à ce que les charges supplémentaires résultant des réformes restent compatibles avec l'équilibre financier général. On peut d'ailleurs remarquer que la protection sociale des veuves ne passe pas nécessairement par un accroissement des droits de réversion, mais plutôt par le développement des droits propres des femmes. D'ores et déjà, des mesures ont été prises en faveur des mères de famille pour compenser la privation d'années d'assurance résultant de l'accomplissement de leurs tâches familiales: majoration de durée d'assurance de deux ans par enfant, assurance vieillesse obligatoire à la charge des organismes débiteurs des prestations familiales des mères de famille bénéficiaires de certaines prestations familiales ou restant au foyer pour s'occuper d'un handicapé, ouverture de l'assurance volontaire vieillesse aux mères de famille.

Pension de réversion (conditions d'attribution).

18894. — 28 juillet 1979. — M. Paul Pernin appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'inquiétude qu'ont suscitée, auprès de nombreux assurés sociaux, les dispositions de la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public, et dont les articles L. 39 à L. 45 modifient les dispositions antérieures applicables dans les divers régimes sociaux et relatives au droit à pension de réversion de l'ex-conjoint divorcé d'un assuré décédé. Il apparaît en effet que désormais ce droit à pension ou à partage est acquis à l'ex-conjoint divorcé quelles qu'aient été les causes du divorce et qu'en outre les nouvelles dispositions seront applicables aux pensions de réversion prenant effet antérieurement à la date de promulgation de la loi susvisée. Il lui demande dans quelle mesure il ne conviendrait pas de modifier ce nouveau dispositif en prévoyant que le droit à pension ou à partage ne saurait être accordé au conjoint dont le divorce a été prononcé à ses torts exclusifs, et d'autre part qu'il ne sera reconnu que pour les divorces prononcés après la promulgation de la loi.

Réponse. — Il est exact que la loi du 17 juillet 1978 permet désormais à tous les conjoints divorcés non remariés — quel que soit le cas de divorce — de bénéficier de la pension de réversion à laquelle l'assuré est susceptible d'ouvrir droit à son décès au titre du régime général de la sécurité sociale. Lorsque l'assuré s'est remarié, cette pension est partagée entre son conjoint survivant et le ou les précédents conjoints divorcés non remariés au prorata de la durée respective de chaque mariage. Ce partage est opéré à titre définitif lors de la liquidation des droits du premier d'entre eux qui en fait la demande. Ces nouvelles dispositions s'appliquent aux pensions de réversion qui prennent effet postérieurement au 18 juillet 1978, date de publication de cette loi. Il est à noter que le législateur a adopté ces mesures pour

tenir compte de l'évolution des mentalités en matière de divorce (celui-ci n'étant plus guère considéré comme un constat de faute mais plutôt comme un constat d'échec) et a ainsi estimé que l'ex-conjoint divorcé ayant contribué à la constitution des droits à pension de vieillesse de l'assuré au cours de leur vie commune pouvait prétendre à une partie de la réversion de ces droits, et ce, quel que soit le motif du divorce. Certes, comme toutes les réformes de grande ampleur, la loi du 17 juillet 1978 soulève des problèmes d'application qui font actuellement l'objet d'études attentives. En tout état de cause, le Gouvernement entend veiller à ce que les options qui seront retenues ne remettent pas en question l'étape importante que constitue cette loi dans l'extension des droits dérivés.

Handicapés (allocations).

18948. — 28 juillet 1979. — M. Pierre Lagourgue appelle de nouveau l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des adultes handicapés du département de la Réunion qui, depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 75-354, doivent pour bénéficier de l'aide aux adultes handicapés être atteints d'une incapacité permanente d'au moins 80 p. 100 ou être reconnus par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnels dans l'incapacité de se procurer un emploi. Or, il semblerait que cette commission applique strictement la règle des 80 p. 100 écartant ainsi bon nombre de demandeurs du bénéfice de cette aide. L'incapacité permanente étant appréciée selon le barème d'invalidité militaire, on peut y relever que par exemple l'amputation d'un avant-bras entraîne une incapacité de seulement 70 p. 100 et que l'invalidité (à l'exception de ceux reconnus comme tels avant l'application de la loi n° 75-354) ne peut percevoir aucune indemnité. Dans un département où le taux d'analphabétisme est important et où la population active est constituée essentiellement de travailleurs manuels sans qualification, il semble qu'il soit nécessaire de prévoir des mesures permettant la survie de ces infirmes absolument démunis de moyens d'existence. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour que les nouveaux handicapés prouvant une incapacité se situant entre 40 et 80 p. 100 puissent bénéficier d'une aide sociale.

Réponse. — L'article 35 de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées a institué l'allocation aux adultes handicapés au bénéfice des personnes « dont l'incapacité permanente est au moins égale à un pourcentage fixé par décret (...) lorsqu'elles ne perçoivent pas au titre d'un régime de sécurité sociale, d'un régime de pension de retraite ou d'une législation particulière un avantage de vieillesse ou d'invalidité d'un montant égal à ladite allocation ». Cette allocation est également « versée à toute personne dont l'incapacité permanente n'atteint pas le pourcentage fixé par le décret prévu au premier paragraphe ci-dessus mais qui est, compte tenu de son handicap, dans l'impossibilité, reconnue par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (...) de se procurer un emploi ». Le décret n° 75-1197 du 16 décembre 1975 a fixé le taux d'incapacité permanente évoqué ci-dessus à 80 p. 100, apprécié suivant le barème d'invalidité prévu à l'article L. 91 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. Les dispositions du second alinéa de l'article 35 ont quant à elles été mises en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1978 par le décret n° 77-1545 du 31 décembre 1977 : une circulaire n° 49 SS du 9 mai 1978 en a précisé la procédure d'attribution. Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel sont seules juges de l'état d'incapacité d'une personne et du lien plus ou moins direct de causalité entre cet état et l'impossibilité de trouver un emploi. Sur ce dernier point, il est légitime de se montrer particulièrement prudent si l'on ne veut pas que soit détournée l'intention exprimée par le législateur dans l'article 35, alinéa 2, qui était d'octroyer l'allocation aux adultes handicapés sans condition précise de taux d'incapacité permanente aux seules personnes dont il est établi que leur impossibilité à se procurer un emploi résulte exclusivement de leur handicap. Il n'appartient pas en effet au dispositif mis en place par la loi d'orientation, qui a pour but de pallier pour une personne les conséquences découlant d'un handicap constaté, de se substituer aux autres formes d'aide que la collectivité consent aux personnes qui éprouvent des difficultés de tous ordres.

Chirurgiens-dentistes (tarification).

19034. — 4 août 1979. — M. Didier Julia appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les poursuites judiciaires dont est l'objet certains chirurgiens-dentistes pour infraction à la législation sur les prix. Les intéressés, sur les directives de leur fédération, avalent, au début de l'année 1977, porté la valeur de la lettre clé D de 7,20 francs à 10 francs. Cette hausse brutale avait pour but, en frappant les esprits, d'apporter le maximum de publicité à l'action entreprise par la fédération pour obtenir que des négociations soient ouvertes, permettant la

signature d'une convention acceptable. Le résultat escompté fut atteint puisque, le 27 juin 1977, était signée une nouvelle convention reconnaissant comme licite l'augmentation des honoraires préconisée par la fédération des chirurgiens-dentistes de France. Les poursuites engagées ont débouché, pour la plupart, sur des relaxes. Même si des condamnations, plus ou moins symboliques, ont été prononcées, il est évident que l'action engagée, en ne s'appliquant qu'à une très faible partie des praticiens concernés, revêtait un caractère inutile et vexatoire. Il pouvait donc être estimé que l'heure de tels procès était dépassé. Or, le service de contrôle des prix vient d'intenter une nouvelle action en traduisant notamment plusieurs praticiens de Seine-et-Marne devant le tribunal de grande instance de Melun, le 10 octobre prochain. Le but d'une telle procédure n'est certes pas le rapport que peut constituer un certain nombre d'amendes symboliques. Il serait par contre tout à fait inopportun qu'elle soit justifiée par le désir de porter atteinte au crédit d'une organisation syndicale à travers certains de ses adhérents. C'est pourquoi M. Didier Julia demande à M. le ministre s'il n'estime pas nécessaire d'intervenir afin que soit mis un terme à une action dont les mobiles réels sont discutables et l'efficacité très aléatoire.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que les poursuites engagées devant les tribunaux judiciaires à l'encontre de certains chirurgiens dentistes notamment dans le département de Seine-et-Marne ne correspondent nullement à une volonté systématique de discréditer une organisation syndicale; elles se justifient par les faits suivants: à l'expiration le 31 décembre 1976 de la convention nationale provisoire des chirurgiens dentistes, un certain nombre de chirurgiens dentistes ont, à l'instigation de leur organisation syndicale, majoré unilatéralement leurs honoraires. Ces majorations constituaient des infractions à l'arrêté n° 76-121 P du 23 décembre 1976 relatif aux prix de tous les services (publié au Bulletin officiel des services des prix n° 33 du 24 décembre 1976) selon lequel les prix des prestations de services ne pouvaient dépasser ce prix pratiqués au 23 décembre 1976. Aussi les chirurgiens dentistes qui pratiquaient ces majorations ont-ils fait l'objet à la diligence des services de la concurrence et de la consommation de poursuites devant les tribunaux judiciaires. Le ministre de la santé et de la sécurité sociale est, en ce qui le concerne, dépourvu de tout moyen d'intervenir en cette affaire; il ne lui est pas possible d'interférer sur le cours de la justice. Il appartiendra éventuellement aux chirurgiens dentistes intéressés d'utiliser les voies de recours qui leur sont offertes s'ils contestent les décisions prises à leur égard.

Santé publique (tuberculose).

19060. — 4 août 1979. — M. André Delelis attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait que la tuberculose semble connaître une certaine recrudescence dans la région minière du Pas-de-Calais. Compte tenu de la nécessité d'un dépistage précoce de cette maladie, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître, si le fait est confirmé, les moyens qui seront mis en œuvre pour combattre cette maladie, notamment en ce qui concerne les enfants et les personnes âgées.

Réponse. — Le département du Pas-de-Calais est en effet un des départements français où, d'après les statistiques, la morbidité tuberculeuse est supérieure à la moyenne nationale. Selon les données recueillies par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (I.N.S.E.R.M.), l'incidence, c'est-à-dire le nombre de nouveaux cas de tuberculose active a été en 1977 de 33,9 pour 100 000 habitants dans l'ensemble de la France et de 46,1 pour 100 000 pour le Pas-de-Calais. Toutefois, d'après les mêmes sources, il y a lieu de remarquer que, au cours de la dernière décennie, le rythme de décroissance de la morbidité a été plus accéléré pour le Pas-de-Calais que pour le reste du pays. Cette régression vient d'être confirmée par un tout récent rapport des autorités sanitaires départementales. En ce qui concerne les structures de lutte antituberculeuse, elles ont certes été allégées en application de la circulaire du 7 juin 1977 par la fermeture de certains dispensaires. Cependant, il s'agissait de formations présentant une très faible activité, ou insuffisamment équipées. De toute manière, cette restructuration a permis de mieux rentabiliser les moyens demeurant en place. Les responsables de la lutte antituberculeuse dans le Pas-de-Calais demeurent vigilants, particulièrement en ce qui concerne les groupes de population les plus exposés au risque tuberculeux, en poursuivant les efforts portant sur le dépistage et la prévention par le B. C. G. Enfin, malgré la réduction des activités de lutte antituberculeuse due à l'amélioration de la situation épidémiologique, l'apport financier de l'Etat en faveur du département en cause a été maintenu.

Collectivités locales (assurance vieillesse).

19122. — 4 août 1979. — M. Paul Dureffour attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des agents titulaires d'un emploi de cadre dans les hôpitaux publics

qui ont exercé, antérieurement à leur nomination, les fonctions d'assistante sociale, diplômée d'Etat, dans une caisse de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole. Ces agents titulaires du personnel hospitalier ne bénéficient pas actuellement de la validation par la caisse nationale de retraite des collectivités locales, des services qu'ils ont effectués dans les organismes administratifs précités ; ce qui leur est préjudiciable. Il serait souhaitable que les agents des hôpitaux publics se trouvant dans ce cas particulier puissent obtenir la validation par la C.N.R.A.C.L. de leurs services antérieurs effectués dans les deux administrations semi-publiques précitées. Il lui demande de vouloir bien lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre tendant à remédier à cette situation.

Réponse. — Les services susceptibles d'être validés auprès de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales sont ceux effectués dans une collectivité affiliée à la C.N.R.A.C.L. (départements, communes, établissements publics départementaux et communaux n'ayant pas le caractère industriel ou commercial) ou dans une administration, un établissement public de l'Etat. Les services d'assistante sociale accomplis dans des caisses de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole, organismes de droit privé, ne peuvent donc être admis à validation par cette institution. Une modification sur ce point de la réglementation serait contraire à la spécificité et à l'originalité du régime spécial concerné et ne saurait être actuellement envisagée.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres de long séjour).

19258. — 4 août 1979. — M. Jacques Mellick appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les inconvénients résultant de l'absence de décrets d'application de la loi complétant la loi du 31 décembre 1970 sur les centres de long séjour. Par ailleurs, le décret du 6 décembre 1972, pris en application de la loi de décembre 1970, n'a pas défini les conditions de classement des établissements de long séjour. En conséquence, ces établissements ne peuvent bénéficier de mesures de classement, ce qui est préjudiciable à la fois aux moyens de fonctionnement desdits établissements, et à l'ensemble du personnel concerné qui ne peut bénéficier notamment de promotions. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les textes soient rapidement publiés, dans l'intérêt des établissements et des personnels concernés.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire qu'un décret, abrogeant les dispositions du décret n° 72-1078 du 6 décembre 1972, interviendra prochainement. Ce texte, qui se réfère notamment aux dispositions de la loi n° 78-11 du 4 janvier 1978, détermine justement les conditions que doivent remplir les établissements publics et privés assurant le service public hospitalier pour être classés dans la catégorie « centres et unités de long séjour ». En tout état de cause, le classement des établissements dont il s'agit n'a pas d'incidence sur le statut du personnel en fonctions, lequel ne subit par conséquent aucun préjudice du fait que ces établissements n'ont pas encore été classés dans la catégorie correspondante.

Handicapés (allocations).

19287. — 4 août 1979. — M. Pierre Forgues attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'allocation aux adultes handicapés instituée par l'article 35 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier au vide juridique existant en raison de l'abaissement de l'âge de la majorité à dix-huit ans : dès lors que l'enfant handicapé atteint la majorité, il n'ouvre plus droit aux allocations familiales et s'il ne peut entrer dans la vie active en raison même de son handicap, il ne peut prétendre recevoir les prestations accordées aux adultes handicapés à partir de l'âge de vingt et un ans (ou à partir de seize ans s'ils entrent dans la vie active).

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire qu'il n'existe aucun vide juridique entre l'âge d'attribution de l'allocation d'éducation spéciale et celui de l'allocation aux adultes handicapés. En règle générale, l'enfant bénéficiaire de l'allocation d'éducation spéciale perçoit cette prestation jusqu'à l'âge de vingt ans (décret du 11 mars 1964). Toutefois, aux termes de l'article 1 bis du décret n° 75-1197 du 16 décembre 1975 modifié, tout enfant âgé d'au moins seize ans qui cesse de réunir les conditions exigées pour ouvrir droit aux allocations familiales (parce que sa rémunération est supérieure à la base mensuelle des allocations familiales) est regardé comme ayant dépassé l'âge d'ouverture du droit à l'allocation d'éducation spéciale. Dans l'un et l'autre cas, l'intéressé est considéré comme ayant dépassé l'âge d'ouverture du droit à l'allocation d'éducation spéciale et aux termes de l'article 35 de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées, il peut ouvrir droit à l'allocation aux adultes handicapés.

Assurance vieillesse (majoration pour conjoint à charge).

19292. — 11 août 1979. — M. Jean Fontaine signale à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que les récents décrets portant majoration des divers avantages de vieillesse et d'invalidité ne font plus état de l'allocation dite de majoration pour conjoint à charge. En conséquence de quoi celle-ci se trouve être bloquée au niveau fixé par le décret n° 76-569 du 25 juin 1976. Cette situation est fort préjudiciable aux bénéficiaires en cette période de forte inflation. Il lui demande donc de lui faire connaître s'il est envisagé d'actualiser le montant de cette prestation.

Réponse. — La majoration pour conjoint à charge est attribuée aux retraités ou aux titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés dont le conjoint âgé d'au moins soixante-cinq ans (soixante ans en cas d'invalidité au travail) ne dispose pas de ressources personnelles supérieures à un plafond fixé depuis le 1^{er} juillet 1979 à 10 700 francs par an et n'est pas titulaire d'un avantage de vieillesse ou d'invalidité, en vertu d'un droit propre ou du chef d'un précédent conjoint. L'application de ces dispositions peut conduire à faire bénéficier de cette prestation un ménage disposant de ressources suffisamment élevées pour que le conjoint n'ait pas exercé d'activité professionnelle et soit considéré comme à charge et à ne pas l'attribuer à un ménage de condition modeste lorsque le conjoint a dû travailler pour améliorer la situation économique de la famille. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a décidé de ne plus porter systématiquement la majoration pour conjoint à charge au niveau de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, mais de tenir compte pour ce faire, du niveau des ressources du ménage. C'est ainsi que les ménages dont les ressources n'excèdent pas le plafond pris en considération pour l'attribution du minimum vieillesse (soit 27 600 francs par an au 1^{er} juillet 1979) peuvent voir le montant de leur majoration porté au taux minimum des avantages de vieillesse en application de l'article L. 676 du code de la sécurité sociale (soit 7 000 francs par an depuis le 1^{er} juillet 1979). Le développement des droits propres est la solution qui permet de garantir une protection vieillesse plus équitable et plus sûre au profit des femmes âgées n'ayant pas exercé une activité professionnelle suffisante. Les pouvoirs publics se sont engagés dans cette voie et ont institué au profit des mères de famille la majoration d'assurance de deux années par enfant, la cotisation obligatoire à la charge des caisses d'allocations familiales pour les mères remplissant certaines conditions de ressources et d'enfants à charge ainsi que le droit à l'assurance volontaire vieillesse pour les femmes qui se consacrent à l'éducation d'au moins un enfant de moins de vingt ans.

Auxiliaires médicaux (orthophonistes).

19403. — 11 août 1979. — M. Philippe Madrelle appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le mécontentement des orthophonistes salariés du secteur privé et public. Les orthophonistes réclament : une revalorisation de leurs études et de l'échelle de rémunération de la fonction publique ; leur intégration au sein des équipes médicales de prévention et de dépistage ; une répartition horaire qui leur permettrait une formation technique, psychologique et pédagogique constante et faciliterait les contacts avec les milieux familial et scolaire et l'équipe thérapeutique. Il lui demande quelles mesures il envisage d'adopter pour que les orthophonistes salariés puissent obtenir, dans les meilleures conditions, une réinsertion de l'enfant et s'il est possible d'appliquer un avenant pour la répartition horaire dans les conventions collectives de l'enfance inadaptée.

Réponse. — En ce qui concerne la formation des orthophonistes, il a été procédé en 1978 à une concertation entre les représentants des enseignants, des organismes professionnels, du ministère des universités et du ministère de la santé et de la famille au sein d'un groupe de travail qui avait pour mission d'examiner dans son ensemble les conditions d'application de la réforme des études d'orthophonie instituée par l'arrêté du 14 décembre 1972. Au cours de ces réunions, l'allongement de la durée des études en vue du certificat de capacité d'orthophoniste n'a pas été envisagé. Cet allongement ne correspond pas en effet à une nécessité pédagogique en raison de l'important renforcement des horaires des enseignements et des stages tant pratiques que professionnels qui, selon l'article 6 de l'arrêté du 14 décembre 1972, ont lieu pendant toute l'année universitaire à raison d'au moins trois demi-journées par semaine pendant les deux premières années et d'au moins six demi-journées par semaine pendant la troisième année. Ces stages sont conçus pour permettre aux futurs orthophonistes de connaître les différentes professions de santé qu'ils rencontreront au cours de l'exercice de leur métier, ce qui semble indispensable pour réaliser la réinsertion des enfants dans les meilleures conditions. Par ailleurs, le reclassement indiciaire dont ont bénéficié les orthophonistes dans le cadre de la réforme des carrières de catégorie B ne peut être considéré comme défavorable compte tenu de leur qualification.

et des sujétions attachées à leur emploi. En ce qui concerne le problème de la répartition horaire évoqué par l'honorable parlementaire, il ne peut être résolu qu'au cours des négociations intervenant dans le cadre des conventions collectives de travail entre les partenaires intéressés.

TRANSPORTS

Routes (Auvergne).

2561. — 3 juin 1978. — M. André Lajoinie attire l'attention de M. le ministre des transports sur la nécessité d'un aménagement d'ensemble des principales voies routières desservant l'Allier et la région Auvergne. Il s'agit principalement de mener rapidement à bien la construction de l'autoroute A 71 Paris—Clermont, par Montluçon, en veillant, dans la définition du tracé, à porter le moins possible atteinte à l'environnement et à éviter la destruction des terres agricoles, même si pour cela les coûts des ouvrages d'art doivent être plus élevés, car ces destructions sont irréversibles. De ce point de vue, la réponse parue au *Journal officiel* du 17 mai 1978 ne donne aucune garantie. Il s'agit de plus en plus d'améliorer les liaisons Paris—Clermont-Ferrand, par Moulins, en portant les R. N. 7 et R. N. 9 à quatre voies avec contournement des agglomérations partout où cela est nécessaire. Il s'agit troisièmement de mener à bien rapidement la route Centre-Europe—Atlantique traversant d'est en ouest l'Allier, afin d'établir les liaisons Nord—Sud et Est—Ouest nécessaires, et cela aux frais de l'Etat, l'expérience actuelle montre en effet que malgré les énormes dépenses mises à la charge du département de l'Allier l'axe Est-Ouest ne sera pas à vue d'homme terminé et par conséquent il ne pourra pas jouer son rôle. Il lui demande s'il ne considère pas nécessaire de lui apporter des précisions sur le tracé de l'autoroute A 71 et quelle est l'opinion du Gouvernement sur la nécessité de porter à quatre voies les R. N. 7 et R. N. 9 et terminer l'axe Est-Ouest.

Réponse. — Avant même l'intervention de la loi du 10 juillet 1976, relative à la protection de la nature, et du décret subséquent du 12 octobre 1977, les préoccupations d'environnement étaient déjà prises en compte à tous les stades de l'élaboration d'un projet d'autoroute ou de route nouvelle. Elles font en outre depuis lors l'objet d'un dossier particulier mis à la disposition des habitants des régions intéressées dans le cadre de l'enquête locale d'utilité publique. Les incidences de la réalisation d'une voie nouvelle sur l'agriculture, notamment celles d'une autoroute, ont toujours constitué de leur côté un élément important du bilan des avantages et inconvénients en fonction duquel un futur ouvrage est conçu et ses caractéristiques définies. En ce qui concerne plus particulièrement la prolongation de l'autoroute A 71 au sud de Bourges, l'étude d'environnement est actuellement engagée et se poursuit parallèlement aux études visant à la définition du tracé et des caractéristiques générales propres à cette section. Cette étude, qui associe largement les organismes représentatifs des intérêts agricoles, doit comporter une analyse particulièrement détaillée de l'impact de l'ouvrage sur les exploitations agricoles; ces résultats seront portés à la connaissance des élus locaux concernés. Quant à l'amélioration des communications Est-Ouest dans l'Allier, la récente mise en service d'une traversée du Val-d'Allier reliant la R. N. 9 et la R. N. 7 et la mise en chantier de près de 12 kilomètres de voie nouvelle au sud de Moulins, pour la réalisation de laquelle près de 35 millions de francs ont d'ores et déjà été affectés, et dont la mise en service est escomptée pour l'été 1980, témoignent éloquentement de l'intérêt porté par l'Etat à ce département. Au total, compte tenu de la section de route nouvelle déjà réalisée par le département de l'Allier entre Le Montet et Cressanges, et des travaux en cours pour réaliser le prolongement de cette route jusqu'à Chemilly, c'est un itinéraire entièrement nouveau, de plus de 40 kilomètres, qui sera offert prochainement aux usagers de l'axe Centre-Europe—Atlantique. Cet itinéraire sera en outre prolongé, au cours des années qui viennent, jusqu'à la R. N. 488 au niveau de Diou. Par ailleurs, des travaux d'aménagement sont également en cours ou ont été récemment achevés sur d'autres axes transversaux du département de l'Allier, notamment sur la R. N. 145 à l'est de Montluçon, au droit des virages de Châtelard, et à l'intérieur même de l'agglomération de Montluçon pour relier la R. N. 144 et la R. N. 145. Le coût de cette dernière opération, dont la mise en service a eu lieu le 28 juin dernier, s'élève à près de 20 millions de francs. En ce qui concerne la R. N. 7, un effort non négligeable a été accompli au cours des années passées, ce qui a permis de porter cet axe à trois voies sur une partie importante de son parcours dans l'Allier, avec élargissements localisés à quatre voies. Cette modernisation de la R. N. 7 sera poursuivie au cours des années qui viennent en particulier en direction de la Loire et par la réalisation de la déviation de Villeneuve-sur-Allier.

Politique extérieure (Madagascar).

16167. — 17 mai 1979. — M. Jean Fontaine demande à M. le ministre des transports s'il est au courant des incidents graves, qui auraient pu avoir de douloureuses conséquences, survenus le 26 avril dernier sur l'aérodrome civil, dit international, de Tamatave, à Madagascar, et qui ont mis en danger l'avion de la Compagnie Réunion Air Service et ses occupants à l'occasion de la relève de la mission française des îles Glorieuses. L'appareil, en raison de mauvaises conditions atmosphériques, a dû atterrir en catastrophe après avoir obtenu cependant l'accord des autorités malgaches compétentes. Il n'empêche que le traitement, qui a été réservé aux ressortissants français, dépasse les bornes de la plus élémentaire courtoisie. Cette affaire illustre d'un jour nouveau les conditions dans lesquelles sont accordées les autorisations de survol du territoire malgache, en dépit des larges facilités accordées par le Gouvernement français à Air Madagascar. M. Fontaine souhaiterait connaître quelles sont les leçons que le ministre entend tirer de cette affaire et les dispositions qu'il compte prendre pour que pareille aviation ne se renouvelle pas.

Réponse. — Le 26 avril 1979, la société Réunion Air Service a effectué un vol à la demande au départ de Saint-Denis à destination des îles Glorieuses en vue d'assurer la relève du personnel météorologique, soit deux personnes. Au dernier moment un médecin a été embarqué et les autorités en ont été averties immédiatement après le décollage qui eut lieu à 04.33 TU. Devant les conditions météorologiques rencontrées lors du parcours, le pilote a dû faire demi-tour et se dérouter sur Tamatave où il s'est posé à 11.44 TU. Sur le plan circulation aérienne, le vol s'est déroulé normalement et il n'y a pas eu d'atterrissage en catastrophe. Les désagréments encourus par le pilote et ses passagers lors de leur séjour sur l'aérodrome de Tamatave peuvent avoir été dus au fait que les règles édictées par les autorités de l'aviation civile malgache pour le survol de Madagascar n'ont pas été respectées. Ces autorités exigent, en effet, pour les vols internationaux à l'exception des vols commerciaux réguliers, de connaître entre autres le nom et la fonction des personnes à bord par une demande présentée soixante-douze heures à l'avance. Par ailleurs Tamatave n'était pas inscrit au plan de vol comme aérodrome de dégivrage.

Transports en commun (zone urbaine).

18687. — 21 juillet 1979. — M. Rodolphe Pesce souligne auprès de M. le ministre des transports l'importance que doivent prendre les transports en commun en zone urbaine, surtout en période de difficultés d'approvisionnement en produits pétroliers. Une priorité indispensable doit leur être donnée au détriment des voitures particulières. Actuellement, les collectivités locales qui gèrent, soit directement, soit par l'intermédiaire de régions, les réseaux de transports en commun urbains ne disposent pas de ressources financières suffisantes pour faire l'effort indispensable qui s'imposerait, qu'il s'agisse de l'investissement puis ensuite du fonctionnement. Certes, l'Etat intervient à l'occasion de plans de développement mais cette aide apparaît aujourd'hui largement insuffisante par rapport aux nécessités. En conséquence, il lui demande : 1° si le Gouvernement partage cette préoccupation de voir donner dans les années qui viennent la priorité aux transports en commun dans les zones urbaines; 2° quelles mesures financières supplémentaires il compte prendre pour aider les collectivités locales à développer leur réseau et à assumer les déficits éventuels de fonctionnement.

Réponse. — L'Etat a donné dès le début du septième Plan en 1976, une véritable priorité aux transports en commun dans les zones urbaines dans le cadre de l'action n° 3 du programme d'action prioritaire n° 21 « Mieux vivre dans la ville ». Outre la possibilité offerte à toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants, d'instituer le versement transport, cette priorité se traduit notamment par la délivrance d'autorisation d'emprunts auprès du fonds de développement économique et social (F. D. E. S.) pour l'équipement et la modernisation des réseaux urbains, et d'attribution de subventions. Celles-ci peuvent être ouvertes pour les études et expérimentations (à un taux pouvant atteindre 60 p. 100, les aménagements de voiries spécifiques réalisés pour faciliter la circulation des transports en commun (à un taux de 50 p. 100), la réalisation des métros et réseaux ferrés urbains tant en province qu'en région parisienne et enfin l'aide au développement. Il convient ainsi de rappeler que pour l'année 1978, en région parisienne, en dehors de la participation directe des usagers qui s'est élevée à 289 millions de francs, les dotations de l'Etat (2 438 millions), les ressources procurées par le versement transport (2 388 millions) et les emprunts (1 768 millions) ont permis de limiter à 1 336 millions de francs l'effort direct des collectivités locales et de l'établissement public régional nécessaire au financement de l'exploitation des transports publics et des investissements entrepris pour leur amélioration. En province, en 1977, dernière année pour laquelle on dispose de données globales, la répartition du financement de l'exploitation

des réseaux de transports publics urbains des agglomérations de plus de 100 000 habitants qui desservent une population totale de près de 12 millions d'habitants fait apparaître, en dehors de la contribution de près d'un milliard de francs des usagers, 435 millions de francs à la charge des employeurs et 340 millions de francs pour l'ensemble des collectivités locales concernées, tandis que le financement des investissements reposait essentiellement sur les ressources procurées par le versement transport des employeurs (pour 725 millions de francs) et l'emprunt (616 millions d'autorisations d'emprunts ont ainsi été accordés sur le fond de développement économique et social), à l'exception de quelques cas comme les métros de province ou certaines opérations de voiries spécifiques qui bénéficient de subventions de l'Etat. L'aide apportée, en outre, par l'Etat dans le cadre des contrats de développement aux collectivités de province qui entreprennent un effort particulièrement important de développement de leurs réseaux de transports urbains est importante. Dix agglomérations ont ainsi conclu de tels contrats dans le cadre desquels l'Etat s'est engagé à apporter une aide de près de 130 millions de francs au total, tandis que vingt autres agglomérations ont reçu des subventions forfaitaires pour des opérations d'ampleur plus limitée pour plus de 20 millions de francs. A ce sujet on peut regretter que trop peu d'agglomérations aient élaboré des plans de développement détaillés susceptibles de recevoir l'aide de l'Etat dans le cadre de ces contrats. Les ressources mises à la disposition des collectivités locales par le biais du versement transport, des possibilités d'emprunts et des aides de l'Etat atténuent donc très largement la part du financement des dépenses liées au développement des transports collectifs urbains et supportées par les collectivités locales sur leurs fonds propres. L'importance de la participation financière des collectivités locales doit encore être réduite ou peut au moins être stabilisée par l'amélioration de la qualité de la gestion des réseaux (notamment contrôle de la croissance des coûts et amélioration de la productivité) et par le maintien de la participation des usagers à un niveau raisonnable. Certaines agglomérations possèdent d'ailleurs des réseaux offrant un très bon service empruntés par une clientèle nombreuse sans pour autant pratiquer des tarifs très élevés ni apporter à ces réseaux en dehors du versement de transport des contributions financières importantes. L'amélioration des conditions de circulation des autobus est, en outre, indispensable pour rendre attractifs les transports collectifs et réduire leur coût de fonctionnement — l'Etat qui subventionne à 50 p. 100 toutes les opérations de créations de couloirs réservés ou celles plus ambitieuses de mise en place d'axes prioritaires a pu répondre favorablement à toutes les demandes qui lui ont été présentées à ce titre.

Routes (tunnels).

19055. — 4 août 1979. — M. Jean-Pierre Cot demande à M. le ministre des transports quelles mesures sont envisagées pour assurer l'écoulement du trafic du tunnel routier du Fréjus après son ouverture. Des crédits ont été dégagés pour assurer, par cofinancement de l'Etat et de l'établissement public régionaux, les déviations partielles de Saint-Jean et de Saint-Michel-de-Maurienne. Mais ce premier effort reste très insuffisant. De nombreuses difficultés subsistent tout au long de l'itinéraire: déviation de Montmélan et d'Aiguebelle, desserte d'Epierre, déviations complètes de Saint-Jean et de Saint-Michel, traversées de la Saussaz et de la Praz, réfection du pont des Chèvres. Quel échéancier est prévu pour la réalisation de ces travaux et dans quel ordre de priorité. Comment les élus locaux seront-ils associés à ces décisions. La solution à terme avait été indiquée par M. Olivier Guichard, alors ministre de l'équipement: prolongation de l'autoroute A 41 jusqu'à Saint-Jean-de-Maurienne, puis voie rapide de Saint-Jean-de-Maurienne jusqu'à Modane. Cette solution est-elle encore envisagée. Sinon, quelle alternative est proposée. Le doublement de la route nationale 6, transformée en voie rapide, pourrait être une de ces réponses. Cette hypothèse est-elle envisagée.

Réponse. — Un vaste programme d'infrastructures autoroutières et routières a été élaboré et a commencé d'être mis en œuvre dans la perspective de la mise en service du tunnel du Fréjus. C'est ainsi que la R.N. 6, route d'accès à ce tunnel à partir des autoroutes desservant Chambéry et Grenoble, sera mise hors gel dans sa totalité à la fin de l'année 1979. En effet, les travaux de renforcement coordonnés, dont la programmation a été avancée pour tenir compte de la date de mise en service du tunnel, ont débuté en 1976 par le traitement de la section Montmélan—Pont-Royal (12 kilomètres), puis en 1977, le tronçon Chambéry—Montmélan (14 kilomètres) a été mis en hors gel. Cet effort a été poursuivi en 1978 avec le renforcement de la section Pont-Royal—Saint-Jean-de-Maurienne (43 kilomètres), pour s'achever en 1979 par le traitement de la liaison Saint-Jean-de-Maurienne—Modane (26,5 kilomètres). En outre, l'Etat réalise, en collaboration avec la région Rhône-Alpes, les contournements des agglomérations de Saint-Jean et de Saint-Michel-de-Maurienne qui constituent présentement les plus importants goulets d'étranglement pour la circulation. Ces deux déviations comporteront, dans un premier temps, deux voies de circulation,

mais seront portées plus tard à deux fois deux voies, de manière à être cohérentes avec le parti d'aménagement à long terme retenu pour la R.N. 6 entre Pont-Royal et Saint-Jean-de-Maurienne, à savoir un aménagement continu à deux fois deux voies. Les études de ces deux projets sont terminées, les procédures administratives sont en cours et les crédits nécessaires pour l'achat des terrains d'ores et déjà inscrits au programme de l'année 1979. Tout sera mis en œuvre afin que ces deux opérations, dont le coût pour la première phase à deux voies est estimé à 42 millions de francs, soient exécutées dans les délais les plus brefs. Pour ce qui est de la déviation de la ville de Modane, qui constituera en même temps la route d'accès au tunnel du Fréjus, sa mise en service devait initialement coïncider avec l'ouverture du tunnel. Cependant, les travaux sur cette route d'accès se sont révélés extrêmement difficiles en raison de la géologie du site montagneux qui a nécessité la modification du projet technique, entraînant un surcoût et un décalage dans le temps de l'achèvement des travaux. Quoiqu'il en soit, la section Est de la déviation, qui débouche sur la plate-forme duanière et sur le tunnel, pourra être mise en service en même temps que le tunnel. Elle sera provisoirement raccordée à la R.N. 6 par une voie locale qui sera aménagée de façon à pouvoir accueillir le trafic issu ou à destination de l'Italie. Environ un an après l'ouverture du tunnel du Fréjus sera terminée la section Ouest de la route d'accès et les agglomérations de Fréney et de Modane seront ainsi déviées du trafic de ce tunnel. Le coût total de cette opération s'élève à 140 millions de francs. Il restera, certes, encore un effort important à consentir pour atteindre l'objectif final visé pour la modernisation à long terme de la R.N. 6. Aussi l'action entreprise sera-t-elle poursuivie en fonction des disponibilités budgétaires et des besoins qui se feront jour après l'ouverture à la circulation du tunnel du Fréjus.

Transports aériens (compagnies).

19099. — 4 août 1979. — M. Georges Delfosse, se référant aux réponses données par M. le ministre des transports aux questions écrites n° 7006 et 7033 (J.O. Débats A.N. du 2 décembre 1978) et n° 4644 (J.O. Débats A.N. du 7 décembre 1978), lui demande s'il est actuellement en mesure de lui indiquer: 1° quelles ont été les conclusions des études demandées à la compagnie nationale Air France en ce qui concerne, d'une part, la simplification de la grille tarifaire actuelle et, d'autre part, la mise en place de mesures nouvelles telles que formule de blocs de sièges ou établissement d'un service sans escale commerciale et à tarif unique, avec, en contrepartie, suppression d'une fréquence hebdomadaire; 2° ce qu'il en advient de la mise en place d'une commission de concertation destinée à suivre les problèmes de transport aérien sur la Réunion; 3° si la compagnie nationale Air France a consenti à rétablir la possibilité de cumul de réductions, sur la ligne métropole—Réunion, qui avait été envisagée dans la réponse à la question écrite n° 4644.

Réponse. — Le ministre des transports rappelle que la grille tarifaire en vigueur depuis le 8 janvier dernier sur la relation métropole—Réunion résulte d'un vaste mouvement de concertation, mené à son initiative et auquel a participé l'ensemble des parties intéressées: les élus, l'administration, Air France, les organismes et organisations concernés. Il précise que, en dehors du tarif de base ou « économique » de 7 610 francs aller et retour en vigueur depuis le 1^{er} mai dernier, il existe sur la relation Paris (Lyon-Marseille)—Saint-Denis des tarifs préférentiels en réduction sensible sur celui-ci. En particulier, le tarif « voyage pour tous » s'établit à hauteur de 3 255 francs en basse saison et de 3 570 francs en pleine saison sur les vols standards et à 3 360 francs sur les vols réservés mis en œuvre sur cette destination cette année du 4 juillet au 16 septembre. La compagnie nationale consent également au départ de la métropole un tarif spécial aux Réunionnais désireux se rendre pour leurs vacances dans leur département d'origine. Ce tarif, qui est accordé par l'intermédiaire du B. U. M. I. D. O. M. (bureau d'immigration des départements d'outre-mer) et du C. A. S. O. D. O. M. (centre d'action sociale des départements d'outre-mer), s'établit à 3 255 francs. Il présente l'avantage d'être valable toute l'année sans restriction de période et de ne comporter ni minimum ni maximum de durée de séjour outre-mer. Le ministre des transports reste toutefois attentif à ce que se poursuive l'amélioration de la desserte aérienne de l'île de la Réunion, malgré un environnement économique défavorable entraîné par la hausse importante et continue des prix du carburant sur le marché mondial. C'est à cet objectif que répond la création de la commission de concertation destinée à assurer un dialogue permanent entre Air France et les responsables de l'île. Celle-ci mise en place le 30 mai dernier par le préfet de la Réunion, doit se réunir deux fois par an. La prochaine rencontre est prévue pour la fin du mois de septembre. Enfin, concernant le rétablissement du cumul du tarif famille avec les réductions applicables aux enfants et aux bébés annoncé dans la réponse à la question écrite n° 4644 du 22 juillet 1978, celui-ci a bien évidemment été mis en œuvre dans les meilleurs délais.

Routes (construction).

19211. — 4 août 1979. — **M. Xavier Deniau** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation préoccupante de la précision des travaux actuellement établis pour la mise en place d'une voie à grande circulation entre l'Ouest et l'Est de la France. En effet, si la mise en service d'une autoroute à péage entre Châlons-sur-Marne et Troyes (A 26) se réalisera dans le cadre du VIII^e Plan, l'état actuel des prévisions dans la région Centre organise seulement la mise en place d'une voie à grande circulation entre Orléans et Châteauneuf-sur-Loire : la route nationale 60 sur cette portion serait doublée par une route à deux fois deux voies dont une seule chaussée serait réalisée en première phase. Les terrains sont en cours d'acquisition par l'E. P. R., 4 millions de francs devraient s'ajouter en 1979 aux 2 883 millions de francs dépensés à cet effet en 1978. Cette opération 01-F 45 A, programmée par le fonds spécial d'investissement routier (F.S.I.R.) est inscrite à l'exercice de programmation pluriannuel des routes nationales (E. P. R. O. N.) émanant du ministère des transports dans le cadre du VIII^e Plan, pour 1980, la réalisation du programme envisagé devant se poursuivre dans le cadre du programme d'action prioritaire d'initiative régionale (P. A. P. I. R.). Ainsi, il apparaît que le réseau routier entre Châteauneuf-sur-Loire, Sens et Troyes ne doit en aucune façon être modernisé dans un proche avenir si l'on excepte la déviation de Montargis dont seule la déviation de Villemandeur (opération 03 C 45 A prévue au P. A. P. I. R. et programmée par l'E. P. R. O. N.) est prévue en travaux, les déviations de Sens, de Courtenay, de Bellegarde-du-Loiret et de La Chapelle-Saint-Sépulchre n'étant seulement qu'au stade des études, leurs constructions ne devant être envisagées que dans un très long terme. Il souligne que la concomitance de toutes ces réalisations s'avère indispensable pour le développement économique de tout le département du Loiret et, en particulier, de l'arrondissement de Montargis, aussi bien que pour l'écoulement d'un trafic en accroissement constant entre l'Est et l'Ouest de la France. Il lui demande de lui indiquer avec précision selon quelle procédure et à quelle date seront programmés les différents travaux de jonction qui autoriseront de meilleures liaisons entre l'Est et l'Ouest de la France par la mise en place d'une voie à grande circulation.

Réponse. — La liaison entre l'Ouest et l'Est de la France par Nantes—Angers—Tours—Orléans—Montargis—Sens—Troyes n'est pas homogène du point de vue des niveaux de trafic : le parti d'aménagement retenu traduit tous naturellement la disparité des différentes sections qui la composent. C'est ainsi que, dans la région Centre en particulier, il est envisagé à long terme d'aménager entre Orléans et Sens la R. N. 60 selon des caractéristiques modernes. Sur cette section d'importants travaux ont été effectués ou sont prévus à moyen terme. Ainsi, pour faire face aux exigences du trafic, notamment du trafic poids lourds, la quasi-totalité de l'itinéraire a été renforcée entre 1974 et 1978. Par ailleurs, une concertation est en cours entre l'Etat et la région Centre en vue de la prise en considération et du financement d'une voie nouvelle doublant l'actuelle R. N. 60 entre Orléans et Châteauneuf-sur-Loire. Cette coûteuse opération qui représente un investissement de 85 millions de francs a déjà été engagée puisque plus de 5 millions de francs ont été affectés aux études et premières acquisitions foncières. De même, plus de 2 millions de francs ont été affectés pour la réalisation de la déviation de Villemandeur estimée à 16 millions de francs. Cet effort sera poursuivi dans les prochaines années aussi rapidement que le permettront les budgets consacrés aux routes nationales.

Transports en commun (tarif réduit).

19237. — 4 août 1979. — **M. Bernard Derosier** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur le fait que les préretraités, c'est-à-dire ceux qui ont été licenciés après cinquante-six ans et huit mois, ne bénéficient pas des mêmes avantages que les retraités pour les transports en commun. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il compte prendre afin de mettre fin à une telle situation.

Réponse. — Les personnes placées dans la situation de préretraite et qui bénéficient de la garantie de ressources délivrée par les Assedic conformément aux accords des 27 mars 1972 et 13 juin 1977 ont droit, comme les retraités, au billet populaire institué par la loi du 1^{er} août 1950 (ce billet donnant droit à un voyage par aller et retour ou circulaire sur les lignes de la S.N.C.F. avec une réduction de 30 p. 100 sur le plein tarif). Il va de soi que les préretraités peuvent également bénéficier, mais sous certaines conditions, des réductions tarifaires instituées par les collectivités locales en faveur de catégories sociales nettement définies (anciens combattants de la guerre 1914-1918, veuves de guerre, infirmes, secourus, invalides du fonds national de solidarité, etc.). En revanche, les avantages tarifaires consentis aux personnes âgées sur les réseaux de transports en commun de l'agglomération parisienne ainsi que sur certains réseaux d'autres agglomérations le sont en considération de leur âge (et souvent de leur niveau de ressources)

et non de leur statut d'actif ou de retraite, l'âge de la retraite, en dehors même des cas de préretraite évoqués, étant variable selon la profession exercée. Ces avantages résultent par ailleurs toujours d'initiatives locales et il n'est pas envisagé que l'Etat intervienne dans ce domaine.

Circulation routière (poids lourds).

19492. — 25 août 1979. — **M. Charles Pistre** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur le règlement n° 1463/70 de la C.E.E. qui prévoit l'obligation d'introduire un chronotachygraphe sur tous les véhicules de transports de marchandises à partir du 1^{er} juillet 1979. Lors de la réponse à la question n° 4930 du 20 juillet 1978, il était indiqué que le Gouvernement français s'efforcerait d'amener une modification des textes communautaires de façon que les exonérations soient étendues : à tous les véhicules dont le poids total en charge n'exécède pas six tonnes ; à tous les véhicules, quel que soit le tonnage, qui n'effectuent pas de transport au-delà de cinquante kilomètres du centre d'exploitation du véhicule. Il lui demande si ces demandes ont été acceptées et quelles règles régissent actuellement l'utilisation de tels véhicules, particulièrement ceux qui sont utilisés par les exploitants agricoles.

Réponse. — La suggestion faite par le Gouvernement français à ses partenaires de la Communauté économique européenne d'exonérer de la pose du chronotachygraphe les véhicules effectuant des transports nationaux de marchandises non dangereuses de 6 tonnes au plus de poids total autorisé en charge, ou de plus de 6 tonnes dont l'activité demeure circonscrite à l'intérieur d'une zone de 50 kilomètres de rayon autour de leur lieu d'exploitation, n'a finalement pas été adoptée. Il s'ensuit que les véhicules en cause, qui avaient bénéficié d'un report du 1^{er} janvier 1978 au 1^{er} juillet 1979 de la date fixée pour leur équipement, doivent être munis d'un appareil depuis cette dernière date. Cependant, en application des possibilités de dérogation ouvertes aux Etats par les modifications apportées en décembre 1977 au règlement (C. E. E.) n° 1463/70 du 20 juillet 1970, les véhicules affectés à certaines catégories de transports nationaux ont pu être récemment dispensés de la pose dudit appareil : ces transports sont limitativement énumérés à l'arrêté du 3 août 1979 (Journal officiel du 9 août 1979). Pour ce qui concerne les exploitants agricoles cette dérogation s'applique aux véhicules affectés aux transports d'animaux vivants depuis l'exploitation agricole jusqu'aux marchés locaux et vice versa, ainsi qu'aux transports de carcasses ou de déchets d'abattage non destinés à la consommation humaine.

Transports maritimes (marins).

19534. — 25 août 1979. — **M. Pierre Lataillade** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur le cas des marins du commerce embarqués sur des navires marchands stationnés en Indochine pendant la période de guerre et antérieurement au 1^{er} octobre 1957. Il lui demande si ces marins peuvent prétendre au droit du doublement des services pendant la durée de leur embarquement.

Réponse. — Le code des pensions de retraite des marins ne comporte aucune disposition permettant le doublement des services effectués par des marins du commerce embarqués sur des navires marchands stationnés en Indochine pendant la période de guerre et antérieurement au 1^{er} octobre 1957. Il n'est pas envisagé de modifier la législation sur ce point qui n'est d'ailleurs pas particulier aux marins.

Marine marchande (assurance vieillesse).

19593. — 25 août 1979. — **M. Claude Wilquin** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation des anciens marins pêcheurs qui, bien qu'ayant cotisé à l'E.N.I.M., ne peuvent prétendre à une pension de coordination de la part de cet organisme. En effet, le décret du 20 janvier 1950 précise que seuls les services effectués postérieurement au 30 juin 1930 peuvent être pris en compte. En conséquence, il lui demande s'il compte prendre des mesures analogues à celles applicables aux salariés et anciens salariés affiliés au régime général de la sécurité sociale ou à celui des assurances sociales agricoles dont toutes les périodes d'activité accomplies entre seize et soixante-cinq ans sont validables.

Réponse. — Le code des pensions de retraite des marins exige pour l'ouverture d'un droit à pension de retraite un minimum de 15 ans de services. Une loi du 12 juillet 1966 a permis, il est vrai, de concéder des pensions dites « spéciales » à des marins réunissant au moins 5 ans de services. Lorsque les conditions d'octroi de ces pensions « spéciales » ne sont pas réunies, les droits à pension des assurés sont analysés au travers des règles de coordination en matière d'assurance vieillesse. Ces règles visent à garantir aux anciens ressortissants des régimes spéciaux qui n'ont pas acquis de droit à pension de ces régimes, le même traitement que celui qui leur aurait été réservé s'ils avaient été rattachés pendant toute

leur carrière au régime général de la sécurité sociale. Cependant, les assurances sociales n'ayant été mises en place qu'à partir du 1^{er} juillet 1930, les règles de coordination ne permettent pas de garantir la rémunération des cotisations versées au titre de services antérieurs à cette date. Le règlement de cette question a été étudié à de nombreuses reprises par l'E. N. I. M., dont la dernière proposition, visant à créer une allocation, destinée à rémunérer les périodes de cotisations antérieures au 30 juin 1930, par des marins qui ne réunissent pas 15 années d'activité dans la navigation, n'a pas abouti. Récemment, à l'occasion des débats parlementaires qui ont précédé le vote de la loi n° 79-576 du 10 juillet 1979 modifiant certaines dispositions du code des pensions de retraite des marins, le Gouvernement s'est engagé, sans faire naître d'espoirs, à entreprendre une nouvelle étude à ce sujet en précisant qu'elle ne pouvait déboucher que sur un niveau moyen extrêmement modique de prestations. Il paraît, en effet, utile de rappeler que, dans la majorité des cas, les intéressés ont relevé postérieurement à leur activité maritime d'un autre régime d'assurance vieillesse et que les règles de coordination (qui intègrent les services maritimes après 1930) garantissent à ces assurés la perception à 65 ans d'une pension au moins égale au montant de l'allocation supplémentaire sur le Fonds national de solidarité (F. N. S.). Dans de nombreux cas, il apparaît d'ores et déjà que la rémunération des périodes de cotisations à la caisse de retraites des marins antérieures au 1^{er} juillet 1930 aurait un simple effet de transfert de charge financière, réduisant le montant de l'allocation supplémentaire sur le F. N. S. sans modifier le montant perçu par l'assuré. L'étude en cours devrait permettre de mesurer l'intérêt réel de l'adoption d'une mesure particulière pour les personnels concernés.

TRAVAIL ET PARTICIPATION

Jeunes (emploi).

12222. — 10 février 1979. — **M. Loïc Bouvard** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** s'il estime normal que le bénéficiaire de la prime de mobilité des jeunes ait pu être refusé à un jeune demandeur d'emploi, remplissant pourtant toutes les conditions requises en matière d'âge, d'éloignement, d'inscription à l'agence pour l'emploi, de délai de cessation de scolarité et d'occupation d'un nouveau domicile, au seul motif que l'emploi obtenu par le demandeur fait l'objet, non pas d'un contrat de durée indéterminée, mais d'un contrat à durée déterminée de six mois, éventuellement renouvelable.

Réponse. — La prime de mobilité des jeunes, créée par la loi n° 72-1150 du 23 décembre 1972, est attribuée aux jeunes demandeurs d'emploi qui n'ont pu trouver un premier emploi salarié à proximité de leur résidence habituelle et doivent transférer leur domicile pour occuper leur premier emploi. Les textes réglementaires ont prévu que le premier emploi occupé doit faire l'objet soit d'un contrat à durée indéterminée, soit d'un contrat à durée déterminée d'au moins six mois. Par ailleurs, cette aide est payée en deux fractions égales. La première est versée un mois au plus tard après le dépôt de la demande; la seconde à l'expiration du septième mois d'occupation effective de l'emploi sur présentation d'une attestation de l'employeur. Ainsi, un jeune embauché pour une durée de six mois peut prétendre au versement de la première partie de la prime de mobilité des jeunes.

Entreprises (sociétés multinationales).

14013. — 24 mars 1979. — **M. Alain Vivien** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les disparités qui existent en matière de protection sociale entre ressortissants des différentes nations de la C. E. E. et ressortissants de nations non adhérentes au Marché commun. Il lui demande de bien vouloir faire le point sur les initiatives prises par le Gouvernement pour obtenir l'alignement sur le droit social le plus favorable pour les ressortissants français dans les entreprises de type « multinationales ».

Réponse. — L'honorable parlementaire attire l'attention du ministre du travail et de la participation sur les droits sociaux dont bénéficient les travailleurs français employés dans les pays étrangers non adhérents à la C. E. E. par des entreprises de type « multinationales ». La situation des salariés travaillant à l'étranger, au regard de la sécurité sociale, est réglée par la loi du 31 décembre 1976, entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1978. Ils bénéficient des prestations dans des conditions différentes selon qu'ils sont détachés temporairement ou expatriés. Est considéré comme détaché, le salarié envoyé à l'étranger pour une durée limitée, inférieure à six ans, par une entreprise ayant son siège social en France. Les salariés détachés bénéficient du maintien du régime français de sécurité sociale soit en application d'une convention, soit en l'absence de convention par application de la législation française.

Les travailleurs expatriés peuvent s'affilier aux assurances volontaires de la sécurité sociale française : assurance vieillesse, assurance maladie-maternité, invalidité, assurance accidents du travail et maladies professionnelles. En ce qui concerne l'indemnisation contre le risque de chômage, le travailleur détaché bénéficie à son retour en France de toutes les allocations de chômage dans les mêmes conditions que les autres salariés. Pour les travailleurs expatriés, plusieurs cas peuvent se présenter. Si le travailleur est employé dans un pays de la Communauté européenne, il bénéficie, en cas de chômage, soit des allocations locales, soit à son retour en France des allocations françaises. Si le salarié est expatrié dans un autre Etat (hors C. E. E.), l'entreprise qui l'emploie, quelle que soit sa nationalité, peut demander à être affiliée à la caisse de chômage des expatriés. De ce fait, le salarié expatrié en chômage pourra prétendre aux allocations Assedic après 365 jours de cotisations sur les deux ans précédant la cessation d'activité. Enfin, depuis l'accord interprofessionnel du 26 septembre 1978, agréé par l'Etat, le salarié expatrié dans un pays extérieur à la C. E. E. peut, à compter du 1^{er} janvier 1979, demander le maintien de la couverture du régime de privation d'emploi en cotisant volontairement à l'assurance chômage des Assedic.

Emploi (statistiques).

16243. — 17 mai 1979. — **M. Daniel Boulay** demande à **M. le ministre du travail** s'il est vrai que le Gouvernement s'apprêterait à supprimer les statistiques des demandeurs d'emploi. En effet, la loi du 16 janvier 1979 relative à la réforme de l'indemnisation du chômage supprime l'obligation de s'inscrire comme demandeur d'emploi pour toucher les aides et préserver les droits sociaux. La seule source statistique de remplacement, constituée par le nombre de bénéficiaires des allocations de chômage, conduirait à passer d'un chiffre de 1 350 000 demandeurs d'emploi à 900 000 chômeurs secourus. Il lui demande donc ce qu'il compte faire pour empêcher toute manipulation de statistique du chômage.

Réponse. — La mise en œuvre, dans le cadre de la réforme de l'A.N.P.E., des orientations du rapport de M. Farge a conduit à assurer une déconnexion entre les tâches opérationnelles et les tâches administratives. C'est ainsi que la loi du 16 janvier 1979 sur l'indemnisation du chômage a prévu que la constitution des dossiers d'indemnisation était effectuée directement auprès des Assedic. Ceci ne signifie pas que les candidats à l'indemnisation seront dispensés de l'inscription initiale à l'agence mais que l'A.N.P.E. sera déchargée du travail administratif de l'établissement des dossiers des bénéficiaires du régime d'assurance chômage. La loi du 16 janvier 1979 doit d'ailleurs se lier avec les dispositions actuelles du code du travail et en particulier l'article L. 311-2 non modifié qui prévoit que « tout travailleur recherchant un emploi doit requérir son inscription auprès de l'A.N.P.E. ». En conséquence, l'Agence nationale pour l'emploi, continuera, dans des conditions modernisées, d'accueillir dans ses bureaux les personnes qui sont à la recherche d'un emploi et notamment les allocataires du régime d'assurance chômage. Il ne peut donc être fait état d'une « manipulation de statistiques de chômage » quand il s'agit d'une réforme qui vise avant tout à restaurer le service public de placement dans sa vocation fondamentale et de lui redonner les moyens de servir au mieux les intérêts des administrés.

Congés payés (indemnité de congés payés).

19184. — 4 août 1979. — **M. Bernard Stasi** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la loi du 19 janvier 1978 qui a entraîné une forfaitisation du salaire mensuel. La mensualisation, sur la base d'un horaire hebdomadaire de quarante heures se traduit par le calcul d'un salaire mensuel déterminé en fonction d'un temps mensuel moyen de :

$$40 \text{ heures} \times 52 \text{ semaines} = 173 \text{ h } 33 \text{ ou } 174 \text{ heures.}$$

12 mois

L'article 223-11, alinéa 3, du code du travail dispose que l'indemnité de congés payés est égale au douzième de la rémunération perçue par le salarié au cours de la période de référence, sous réserve que cette somme ne soit pas inférieure « au montant de la rémunération qui aurait été perçue pendant la période de congé si le salarié avait continué à travailler, cette rémunération étant, sous réserve de l'observation des dispositions législatives et réglementaires, calculée à raison tout à la fois du salaire gagné pendant la période précédant le congé et de la durée du travail effectif de l'établissement ». Dans ces conditions, pour le calcul de l'indemnité de congés payés le coefficient de comparaison avec le douzième de la rémunération brute totale perçue par le salarié au cours de la période de référence doit-il être déterminé en fonction du salaire forfaitisé de 174 heures ou de l'horaire réel effectué au cours du mois où sont pris les congés.

Réponse. — L'indemnité de congé annuel des salariés mensualisés en vertu soit d'un accord spécial, soit de la loi du 19 janvier 1978, doit être déterminée comme l'était auparavant et comme continue de l'être l'indemnité due aux travailleurs dits « mensuels » qui, de par l'usage, ont toujours été rétribués sur la base d'un forfait mensuel. On doit retenir, des deux modes de calcul prescrits par l'article L. 223-11 du code du travail, celui qui est le plus favorable pour le salarié. A cette fin, il convient de comparer le douzième de la rémunération perçue par l'intéressé pendant la période de référence et le salaire qui serait gagné pendant une période de travail égale à celle du congé. Cette dernière évaluation doit prendre pour base, d'une part, le forfait mensuel éventuellement augmenté de la rétribution des heures supplémentaires si celle-ci n'est pas incluse dans ledit forfait, d'autre part, le nombre de jours ouvrables effectivement consacrés aux vacances au cours du mois considéré et, le cas échéant, le nombre de jours travaillés, afin de distinguer, dans le forfait, la part couvrant le temps de congé et celle couvrant le temps de travail.

UNIVERSITES

Edition (dépôt légal).

9920. — 9 décembre 1978. — **M. Louis Le Penec** rappelle à Mme le ministre des universités que, pour la publication de tous travaux d'impression à l'exclusion des travaux de ville, l'éditeur ou toute personne qui en tient lieu, outre le dépôt d'un exemplaire au service de la règle du dépôt légal du ministère de l'intérieur, doit déposer quatre exemplaires à la Bibliothèque nationale pour la région de Paris; pour les autres régions placées sous l'autorité des préfets régionaux, ce dépôt est fait à une bibliothèque classée, habilitée par arrêté ministériel pris sous sa signature à recevoir le dépôt au lieu et place de la Bibliothèque nationale et en son nom (art. 8 de l'acte validé dit loi n° 341 du 21 juin 1943 modifiant le régime du dépôt légal, *Journal officiel* du 1^{er} juillet 1943, p. 1779). Or l'arrêté du 13 octobre 1952 (*Journal officiel* du 24 octobre 1952, p. 10082) fixant la liste des bibliothèques municipales habilitées à recevoir le dépôt légal d'imprimeur et d'éditeur a été abrogé par l'article 1^{er} de l'arrêté du 28 avril 1953 (*Journal officiel* du 14 mai 1953, p. 4410) qui ne fixe seulement que la liste des bibliothèques habilitées à recevoir le dépôt légal d'imprimeur et il en est de même pour le dernier arrêté du 3 juillet 1973 (*Journal officiel* du 6 septembre 1973, p. 9669). Il semble donc que les éditeurs de provinces ne sont plus contraints d'envoyer quatre exemplaires aux bibliothèques classées et peuvent donc échapper partiellement à la législation sur le dépôt légal en l'absence d'arrêté d'application. Le fait que la Bibliothèque nationale invite ces éditeurs à lui faire parvenir directement ces quatre exemplaires ne constitue pas une obligation légale. **M. Louis Le Penec** demande à Mme le ministre des universités si elle entend combler cette lacune en habitant de nouveau les bibliothèques classées à recevoir le dépôt légal d'éditeurs résidant en province.

Réponse. — La loi du 21 juin 1943 complétée par le décret du 21 novembre 1960 organise le régime du dépôt légal. Ce régime prévoit : 1^o dans le titre I, section II, article 5 de la loi, un dépôt légal d'imprimeur; ce dernier s'effectue à la Bibliothèque nationale pour les imprimeurs dont les ateliers sont situés dans la région parisienne (départements 75, 78, 91, 92, 93, 94, 95); pour les autres départements les imprimeurs doivent déposer ces deux exemplaires dans une bibliothèque municipale classée habilitée à recevoir le dépôt légal d'imprimeur. La liste des bibliothèques ainsi habilitées a été précisée en dernier lieu dans l'arrêté ministériel du 3 juillet 1973; 2^o dans le titre I, section III, article 8 de la loi, un dépôt légal d'éditeur: en un exemplaire au service du dépôt légal au ministère de l'intérieur; en quatre exemplaires au service du dépôt légal à la Bibliothèque nationale.

Etrangers (Algériens).

19368. — 11 août 1979. — **M. Antoine Gissing** appelle l'attention de Mme le ministre des universités sur les dispositions de la circulaire ministérielle du 2 avril 1979, aux termes desquelles une bourse d'enseignement supérieur ne peut être accordée aux étudiants algériens après leur majorité. Cette mesure s'avère particulièrement préjudiciable aux intéressés qui ont passé, souvent avec difficultés mais aussi beaucoup de mérite, le cap des études secondaires et qui souhaitent exercer leur activité dans un pays où leur famille est installée depuis de nombreuses années et où ils sont eux-mêmes nés. Il lui demande que cette restriction soit rapportée et qu'une aide financière continue à être envisagée au bénéfice des étudiants algériens désireux de poursuivre des études supérieures.

Réponse. — Les bourses d'enseignement supérieur du ministère des universités sont réservées aux étudiants français. En application d'accords internationaux leur bénéfice a été étendu à certains étudiants étrangers. C'est le cas des réfugiés et, sous certaines conditions, des étudiants originaires des autres pays membres de la

Communauté économique européenne. Les bourses qui sont accordées aux étudiants algériens dont la famille réside en France ont toujours été soumises à une condition d'âge liée aux règles d'accès à la nationalité française. En effet, le droit à une bourse leur est exceptionnellement reconnu tant qu'ils ne peuvent choisir leur nationalité.

QUESTIONS ECRITES

pour lesquelles les ministres demandent un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse.

(Art. 139, alinéa 3, du règlement.)

M. le Premier ministre fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 19560 posée le 25 août 1979 par **M. Pierre-Bernard Cousté**.

M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 19692 posée le 1^{er} septembre 1979 par **M. Louis Beson**.

M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 19817 posée le 1^{er} septembre 1979 par **M. Alain Léger**.

M. le ministre de la justice fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 19727 posée le 1^{er} septembre 1979 par **M. Xavier Hunault**.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES

auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires.

(Art. 139, alinéas 2, 3 et 6, du règlement.)

Postes (fonctionnement).

18783. — 28 juillet 1979. — **M. Antoine Gissing** attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur la situation de la poste et de son devenir au sein de la collectivité nationale. Il aimerait connaître où en est le dossier d'orientation, en préparation dans ses services, qui doit définir les objectifs à atteindre et préciser les moyens dont pourront disposer les services postaux.

Médecine préventive (mutualité sociale agricole).

18785. — 28 juillet 1979. — **M. Antoine Gissing** attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les examens de médecine préventive dans l'agriculture. Dans le régime social agricole, les conditions d'organisation et de financement sont fixées par le décret du 24 août 1976. Par rapport au régime général, il existe des mesures discriminatoires, notamment en ce qui concerne l'âge des bénéficiaires, ceci depuis la parution, pour le régime agricole, de l'arrêté du 17 août 1977. Renseignements pris, il semblerait que des mesures d'harmonisation seraient à l'étude. Il lui demande où en sont ces études et dans quel sens devrait aller cette harmonisation.

Mutualité sociale agricole (assurance vieillesse).

18787. — 28 juillet 1979. — **M. Antoine Gissing** attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la non-attribution, à l'heure actuelle, de la majoration pour tierce personne aux titulaires d'une retraite de vieillesse agricole au titre de l'invalidité entre soixante et soixante-cinq ans. Un projet de loi, élaboré à l'initiative de son département ministériel, devait être soumis à l'avis des autres ministères concernés. Il lui demande si cette consultation est terminée et, dans l'affirmative, vers quelle époque il compte soumettre ce projet au Parlement.

Mutualité sociale agricole (assurance vieillesse).

18788. — 28 juillet 1979. — **M. Jean de Lipkowski** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que l'article 93-II de la loi de finances pour 1979 (n° 78-1239 du 29 décembre 1978) a créé une indemnité complémentaire destinée au conjoint d'exploitant agricole âgé de soixante à soixante-quatre ans révolus et non titulaire d'un avantage vieillesse à un titre quelconque, lorsque ledit exploitant obtient l'I. V. D. complètement de retraite ou non complètement de retraite, avant son soixante-sixième anniversaire. L'article 7 du décret n° 79-402 du 17 mai 1979, pris pour l'application de la disposition législative précitée, limite les bénéficiaires aux seuls conjoints des chefs d'exploitation titulaires d'une I. V. D. prenant effet postérieurement au 31 décembre 1978. Cette disposition crée une discrimination injustifiable entre les épouses de chefs d'exploitation, toutes âgées de soixante à soixante-cinq ans, réduites à un véritable chômage du fait de la disparition de l'exploitation. Certaines pourront bénéficier de l'allocation et d'autres pas alors que la condition de cession de l'exploitation avant les soixante-six ans révolus du chef d'exploitation, condition prévue par la loi, est remplie dans l'un et l'autre cas. Cette discrimination est d'autant plus regrettable qu'elle touche la catégorie de retraités la plus démunie (ceux qui ne disposent que de 6 000 francs ou 8 350 francs par an pour un ménage). Il lui demande de bien vouloir modifier le texte précité afin que l'allocation soit accordée dès le 1^{er} janvier 1979 à toutes les femmes d'exploitants entre soixante et soixante-quatre ans révolus qui ne sont pas bénéficiaires d'un avantage vieillesse et dont le mari a obtenu l'I. V. D. avant son soixante-sixième anniversaire ainsi que le prévoit la loi et que le confirment les articles 1^{er} et 2 du décret du 17 mai 1979.

Mutualité sociale agricole (accidents du travail et maladies professionnelles).

18791. — 28 juillet 1979. — **M. Pierre Raynal**, se référant aux articles 1155 et 1156 du code rural et aux arrêtés pris annuellement par **M. le ministre de l'agriculture** pour l'application de l'article 1153, lui demande si les exploitants agricoles se consacrant exclusivement ou presque exclusivement : 1° aux cultures maraîchères de plein champ ; 2° à l'arboriculture, sont classés dans tous les départements français, depuis le 1^{er} juillet 1973, date d'application de la loi n° 72-965 du 25 octobre 1972 relative à la protection des salariés agricoles contre les accidents du travail, dans la catégorie Cultures spécialisées visée dans tous les arrêtés annuels. Dans la négative, il lui demande à quelle date, pour chacune des catégories visées ci-dessus, et pour chaque département, ces exploitations ont été classées pour l'application de ladite loi dans la catégorie Cultures spécialisées. La non-inscription de ces deux catégories de cultures ou leur inscription tardive parmi les « cultures spécialisées » entraînerait des distorsions importantes dans les charges des exploitants des différents départements pratiquant les mêmes cultures et une aggravation de ces charges dont on peut mesurer l'importance en constatant que les écarts de taux applicables à la masse salariale hors plafond pour les « cultures et élevages non spécialisés », d'une part, et les « cultures spécialisées », d'autre part, ont été de 0,40 p. 100, 2,50 p. 100, 2,50 p. 100, 2,35 p. 100, 2,40 p. 100, 2,65 p. 100 d'après les six arrêtés pris depuis l'origine et que ces écarts s'appliquent pour ces deux activités (cultures maraîchères et arboriculture) à une masse salariale très importante en raison de la nature même de ces cultures, qui exigent une main-d'œuvre nombreuse. Dans les hypothèses envisagées ci-dessus, non-inscription ou inscription tardive, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que cessent les distorsions entre exploitants des départements français et que soient réparés les préjudices subis par les exploitants exclus ou admis tardivement au régime applicable aux cultures spécialisées.

Agriculture (zone de montagne).

18808. — 28 juillet 1979. — **M. André Lajoie** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les communes classées en zone de montagne reçoivent, au titre de la dotation de fonctionnement minimal aux petites communes, une attribution correspondant à un doublement de la longueur de la voirie existante. Cette disposition favorable aux communes de montagne devrait en toute logique s'appliquer avec une atténuation pour les communes de semi-montagne, faisant partie d'une zone de piedmont. Or, il apparaît que ces communes ne sont en rien avantagées par rapport aux autres communes. Il lui demande s'il ne considère pas nécessaire que la réglementation soit modifiée permettant aux communes classées en zone de piedmont de bénéficier au titre de la dotation de fonctionnement d'avantages tenant compte des frais supplémentaires exigés par la voirie, à l'exemple de ce qui est fait pour les zones de montagne.

Entreprises (durée du travail).

18811. — 28 juillet 1979. — **Mme Chantal Leblanc** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur l'aggravation et l'amplification de la violation de la législation sur le temps de travail dans la majorité des entreprises de transport du département de la Somme. Ce sont couramment des soixante heures de travail hebdomadaire et le non-respect des repus compensateurs. Elle tient à sa disposition le nom des entreprises concernées. Elle lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que le patronat des transports respecte la législation sur le temps de travail.

Cours d'eau (aménagement).

18817. — 28 juillet 1979. — **M. Gilbert Millet** expose à **M. le ministre de l'agriculture** l'inquiétude des élus, de la population et des agriculteurs riverains du Gardon (Gard) devant la dégradation faite au cours de cette rivière par l'exploitation des entreprises extrayant du gravier de son lit. Cette situation n'est pas nouvelle. Elle a déjà provoqué une réunion de concertation en préfecture du Gard il y a plusieurs années ; en effet, les répercussions de cette exploitation anarchique sont doubles : 1° elle favorise les dégâts occasionnés par les crues redoutables de cette rivière ; 2° elle entraîne la baisse de la nappe phréatique, ce qui présente de graves inconvénients pour les agriculteurs riverains qui manquent d'eau pendant la période d'été pour l'usage de leurs vergers et pour les syndicats d'adduction d'eau des communes voisines. Malgré cette réunion en préfecture et de multiples démarches effectuées depuis, la situation a continué à se dégrader et notamment l'exploitation des gravières du lit du Gardon s'est poursuivie souvent contre la volonté des élus locaux. Il en résulte dans la période présente, à la suite de la sécheresse qui s'est installée dans ce département depuis plusieurs semaines, une aggravation considérable des possibilités d'adduction d'eau par une balsa très importante de la nappe phréatique. C'est le cas notamment pour le syndicat intercommunal de huit communes du canton de Vézénobres, dont le siège se trouve à Saint-Maurice-de-Cazeville (Gard), pour lequel les possibilités de faire face aux besoins en eau dans les semaines qui viennent deviennent de plus en plus préoccupantes. Des solutions d'urgence s'imposent pour lui permettre de passer le cap de l'été sans pour autant qu'il ait à supporter le poids financier d'une situation dont il n'est pas responsable. Mais dans un deuxième temps, il convient d'adapter une réglementation qui permette de mettre un terme à la dégradation des conditions hydrauliques du cours du Gardon par l'exploitation des entreprises d'extraction du gravier. Il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre de toute urgence pour éviter que ne se poursuive une situation de rupture de l'approvisionnement en eau des communes riveraines du Gardon par la baisse de la nappe phréatique ; 2° quelles mesures il compte prendre pour faire appliquer une réglementation de l'exploitation des gravières de cette rivière qui ne compromette pas les conditions hydrauliques d'approvisionnement en eau des communes et des agriculteurs ; 3° s'il entend pas entreprendre une réunion de concertation avec tous les intéressés : élus, syndicats d'exploitants riverains et services techniques afin de faire le point sur ce qui a été fait sur le cours du Gardon, ce qui reste à faire et l'application des mesures réglementaires garantissant la sécurité à la fois des approvisionnements en eau et des populations riveraines menacées par le cours de cette rivière.

Elevage (maladies du bétail : brucellose).

18831. — 28 juillet 1979. — **M. Claude Evin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conditions dans lesquelles le plan accéléré d'éradication de la brucellose a été imposé aux éleveurs alors que l'aide de l'Etat leur est versée avec un retard considérable. Déjà, les éleveurs de la Loire-Atlantique, selon une étude du C.G.E.R., subissent une perte de 1 350 F par animal abattu. En outre, le rythme d'abatage correspond à ce qu'avaient prévu les services vétérinaires dont les crédits devaient être débloqués. Il lui demande, en conséquence, ce qu'il compte faire afin que les éleveurs soumis au plan accéléré d'éradication puissent disposer, dans les plus brefs délais et dès qu'ils ont rempli leur obligation réglementaire, des 1 100 F auxquels ils ont droit.

Agriculture (ministère) (Personnel).

18842. — 28 juillet 1979. — **M. Michel Manet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les inquiétudes que suscite le retard apporté à la parution du statut de documentaliste des personnels des établissements agricoles publics. Initialement prévu en effet pour 1980, ce statut vient d'être repoussé et les personnels, qui depuis dix ans en moyenne font fonction de documentaliste, connaissent encore des situations administratives aléatoires et diverses. Il lui demande quelles mesures immédiates il compte prendre pour que les engagements prévus soient respectés et que ce statut puisse être connu en 1980.

Viticulture (prestations d'alcool vinique).

18844. — 28 juillet 1979. — **M. Philippe Marchand** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation difficile des viticulteurs de la région de Cognac, inquiétés pour non-livraison des prestations viniques. Les viticulteurs ont été convoqués par l'administration des contributions indirectes pour n'avoir pas fourni leurs prestations d'alcool vinique de la campagne 1977-1978. Or, la fourniture d'alcool vinique leur a été rendue impossible par l'absence de distillateurs, et nombre d'entre eux ont été contraints de détruire les lies qu'ils avaient conservées, souvent trop tard d'ailleurs, pour éviter que celles-ci ne détériorent leurs cuiviers. Quant à ceux qui les ont livrées, nombreux sont ceux qui ne sont pas payés. Par ailleurs, la redevance de 10,52 francs par litre d'alcool pur est injustifiée, car ce même litre d'alcool est commercialisé à 4 francs. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette situation qui pénalise les viticulteurs de la région de Cognac.

Enseignement secondaire (enseignants).

18847. — 28 juillet 1979. — **M. Louis Mexandeau** demande à **M. le ministre de l'éducation** de lui faire connaître, par spécialité et par académie d'affectation, le nombre de professeurs agrégés d'une part, certifiés d'autre part, mis à disposition des recteurs au titre de l'année scolaire 1979-1980.

Enseignement secondaire (enseignants).

18849. — 28 juillet 1979. — **M. Louis Mexandeau** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur le fait que le décret n° 77-782 du 12 juillet 1977 (J.O. n° 30 du 1^{er} septembre 1977) portait révision du classement indiciaire de certains grades et emplois des personnels civils de l'Etat. Dans la liste des corps concernés figuraient les personnels des lycées, des C.E.S. et des C.E.T. Cette révision était le second volet de la réforme indiciaire des quatre catégories de fonctionnaires, réforme négociée depuis 1968 entre les pouvoirs publics et les syndicats de fonctionnaires. Or, si cette « revalorisation » du cadre A a été effectivement appliquée aux personnels de lycées et de C.E.S., les professeurs de C.E.T., exerçant dans les actuels L.E.P., n'ont pas bénéficié du second volet de la révision indiciaire de la catégorie A. Il a seulement été proposé par le ministère de l'éducation un relèvement des indices de début et de milieu de carrière pour supprimer « l'affaissement » de la courbe indiciaire des professeurs de C.E.T. Le ministère des finances argue, pour refuser l'application de cette révision indiciaire aux professeurs de C.E.T., de la révision indiciaire intervenue au titre de la promotion du technique, en application de la loi d'orientation du 16 juillet 1971. Le différend est soumis à l'arbitrage du Premier ministre. Le préjudice financier supporté par les professeurs de C.E.T. est lourd. Il lui demande, en conséquence : 1° à quelle date il fera connaître son arbitrage ; 2° la teneur de cet arbitrage.

Carburants (alcool-carburant).

18850. — 28 juillet 1979. — **M. André Tourné** demande à **M. le ministre de l'agriculture** quelle est sa politique en matière de production des divers types d'alcools produits en France, ou susceptibles de l'être, en tenant compte des possibilités qui s'ouvrent à cette matière sur le plan industriel, notamment en faveur de l'industrie chimique et des diverses formes d'utilisation énergétique, principalement pour être utilisés sous forme de carburants en le mélangeant à l'essence.

R.A.T.P. (rapport annuel 1978).

18890. — 28 juillet 1979. — **M. Emmanuel Hamel** rappelle à **M. le ministre des transports** que les entreprises publiques devraient, dans la conjoncture actuelle, éviter tout gaspillage, toute dépense inutile et non nécessaire et chercher systématiquement à économiser leurs crédits et les matières premières. Dans cette perspective, il lui a demandé : 1° à combien d'exemplaires a été imprimée la luxueuse publication du rapport annuel 1978 de la région autonome des transports parisiens ; 2° quel en a été le coût ; 3° combien de personnes l'ont reçu gratuitement ; 4° si l'an prochain il sera mis fin à ce gaspillage ; 5° quelles observations ont été faites aux membres du conseil d'administration de la R.A.T.P. qui tolèrent des dépenses aussi inutiles et même incontestablement nuisibles à l'image de marque d'une région largement déficitaire et payée pour une bonne part par les contribuables de province.

Entreprises (entreprises artisanales).

18904. — 28 juillet 1979. — **M. Gilbert Millet** expose à **M. le ministre de l'agriculture** l'intérêt de la réanimation de la production industrielle des fourches en bois de micocoulier à Sauve (Gard). Il s'agit en effet d'une tradition ancienne qui fait partie du patrimoine culturel de cette région mais dont l'intérêt actuel n'est pas à négliger et dépasse les problèmes purement touristiques. Une réanimation de cet artisanat est possible ainsi qu'en ont témoigné des études récentes. Elle nécessite des moyens financiers et, d'autre part, une gestion décentralisée associant la coopérative de production et les collectivités locales. Tous les moyens pour remettre en place cette activité importante dans cette commune nécessitent un débat démocratique associant les élus, les artisans et la population — et notamment les jeunes — compte tenu de son caractère symbolique par rapport à une activité passée dans cette région et l'intérêt actuel non négligeable d'une production de fourches de ce type. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre en place les structures de relance de cette production et quels apports financiers il est disposé à fournir afin de créer les conditions d'une relance véritable de la production des fourches en bois de micocoulier à Sauve (Gard).

Alcools (production).

18909. — 28 juillet 1979. — **M. André Tourné** demande à **M. le ministre de l'agriculture** quelle a été la production globale d'alcool au cours de chacune des dix dernières années de 1968 à 1978, en précisant la part de l'alcool destiné : au marché de bouche ; aux autres secteurs : pharmacie, parfums, chimie, carburants, etc.

Hôpitaux (personnel).

18919. — 28 juillet 1979. — **M. Jean Fontaine** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de lui faire connaître si un adjoint des cadres hospitaliers ayant bénéficié de la prise en compte de ses services militaires pour l'avancement d'échelon dans son grade peut demander à déduire cette période du temps minimum nécessaire pour l'accès d'avancement au grade de chef de bureau à l'échelon de début.

Viticulture (techniciens supérieurs en viticulture-œnologie).

18932. — 28 juillet 1979. — **M. Charles Haby** s'étonne auprès de **M. le ministre de l'agriculture** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 10117 publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale n° 114 du 14 décembre 1978 (page 9391). Plus de sept mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il appelle son attention sur les techniciens supérieurs en viticulture-œnologie. Les intéressés, qui sont issus de l'enseignement supérieur court (bac + 2), sont au nombre de six cents environ. Ils sont répartis dans tous les vignobles français où ils occupent des positions analogues à celles des œnologues dans le domaine du négoce et des coopératives de vinification. En outre, ils ont souvent des situations clés dans le secteur direct de la production : exploitation, pépinière, expérimentations, développement, là où se joue réellement le niveau de qualité des vins français. Les intéressés considèrent qu'ils n'ont pas dans leur secteur la place qui devrait normalement leur revenir. Ils estiment que leur situation devrait être définie avec plus de précisions par des textes réglementaires. Ils souhaiteraient que leur soit reconnue la parité avec les œnologues, leur formation étant différente mais leurs activités étant complémentaires. Il lui demande quelle est sa position en ce qui concerne le problème qu'il vient de lui soumettre.

Elevage (porcs).

18938. — 28 juillet 1979. — **M. Charles Miossec** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les aides que l'Etat a accordées à une certaine catégorie d'éleveurs de porcs sous la forme d'une prise en charge, entre le 1^{er} juillet 1978 et le 30 juin 1979, des intérêts sur les prêts contractés par ces éleveurs entre le 1^{er} janvier 1974 et le 30 juin 1978. Ont été délibérément exclus de cette mesure de solidarité nationale les éleveurs de porcs sociétaires des caisses de crédit mutuel. Cette discrimination paraît d'autant plus injustifiée que le crédit mutuel de Bretagne a accepté de participer dans une même proportion que le crédit agricole à l'enveloppe destinée à la bonification des intérêts des prêts consentis à ses sociétaires soit pour un montant de 1 200 000 francs, le crédit agricole ayant pour sa part apporté 30 millions de francs sur une dotation globale de 50 millions de francs. En conséquence, il lui demande de lui indiquer les raisons pour lesquelles le principe de la parité entre les éleveurs n'a pas été respecté. En outre, il lui demande de bien vouloir lui

préciser tout d'abord les critères d'attribution retenus initialement ; en second lieu les modalités de répartition de l'enveloppe de 50 millions de francs ; enfin la destination finale du reliquat qui aurait été constaté à la suite des règlements effectués en faveur des éleveurs sociétaires du crédit agricole.

Céréales (maïs).

18940. — 28 juillet 1979. — **M. Michel Aurillac** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les besoins considérables en fuel des installations de séchage des produits du sol, et notamment des céréales. Les habitudes de récolter des produits humides en état de maturité insuffisante qui s'étaient formées en une période d'énergie à bon marché sont aujourd'hui dispendieuses. Par ailleurs les risques de rupture de stock de produits pétroliers sont pour l'agriculture une grave menace car les récoltes non séchées peuvent être perdues ou déclassées. Dans ces conditions il serait souhaitable que le ministère de l'agriculture, en liaison avec la profession agricole, engage une campagne étalée sur plusieurs années destinée à utiliser des techniques nouvelles ou à remettre en honneur des techniques anciennes pour la récolte et le séchage et la conservation des céréales. Dans la mesure où des moyens de séchage artificiel sont sous nos climats inévitables, il serait souhaitable que la source de chaleur utilisée provienne du règne végétal sous forme solide ou gazeuse.

Calamités agricoles (indemnisation).

18942. — 28 juillet 1978. — **M. Pierre de Bénouville** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les abus scandaleux dénoncés par la Cour des comptes après l'examen auquel elle a procédé des indemnités versées aux agriculteurs, en particulier dans le Gers, en 1977, au titre des calamités agricoles. Il lui demande quelles sanctions ont été prises contre les fraudeurs et quelles mesures sont envisagées pour éviter le renouvellement de pareils abus.

Transports aériens (lignes).

18949. — 28 juillet 1979. — **M. Pierre Lagourgue** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la loi n° 79-475 du 19 juin 1979 relative aux transports publics d'intérêt local. Ce texte prévoit expressément dans son article 1^{er} que les transports aériens ne sont pas soumis aux dispositions de cette loi. Il semble que les départements d'outre-mer furent encore une fois oubliés. En effet, le recours à l'intervention de l'établissement public régional pouvait être une manière d'obtenir un abaissement sensible des tarifs aériens et l'instauration d'un véritable service public entre les départements d'outre-mer et la métropole. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour qu'une telle possibilité soit offerte aux régions d'outre-mer.

Entreprises (activité et emploi).

18951. — 28 juillet 1979. — **M. Daniel Boulay** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation toujours préoccupante de l'emploi à l'usine Carel et Fouche. Les horaires hebdomadaires de cette entreprise sont toujours de trente-six heures et le plan de charges demeure très faible. La réalité dément les déclarations optimistes de **M. le ministre** lors de la récente assemblée générale du comité d'expansion économique de la Sarthe. Il lui pose trois questions : 1° quelles mesures comptait-il prendre pour aboutir, dans les plus brefs délais, à un accord entre Carel et Fouche et la S. N. I. A. S. quant à la construction d'Airbus. La direction Carel et Fouche a, en effet, confirmé, il y a plus de trois mois, devant le comité d'entreprise qu'une équipe technique était en contact permanent avec les usines de la S. N. I. A. S. de Nantes et d'Amiens. L'objectif recherché est d'aboutir à un plan de charges de 20 000 heures par mois ; 2° quelles décisions envisage-t-il pour favoriser la réalisation d'un prototype d'appareils permettant, sur les aéroports de moyenne importance, d'accéder aux chargements et déchargements des jets. Cette question confirme celle déjà posée en avril 1979 par **M. Boulay** au ministre de l'industrie. Il s'agit d'un dispositif mobile pouvant intéresser également les aéroports internationaux en cas de surcharge de trafic et d'incident, la mobilité de ce matériel et son autonomie lui permettant l'accès à tout emplacement. Une étude précise de ce type d'appareils permettrait à l'Entreprise Carel et Fouche d'espérer des commandes qui pourraient être saluables pour son avenir ; 3° quelles décisions entend-il prendre pour pallier l'échec de ses démarches en direction de la Société des chemins de fer algériens qui vient d'annoncer sa décision de suspendre l'appel d'offres concernant la construction de 190 voitures.

Agriculture (ministère) (personnel).

18960. — 28 juillet 1979. — **M. Roland Renard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le déroulement de carrière des agents de renforcement du remembrement. Dans la catégorie « A » les personnels arrivent, à quarante-cinq ans, au plafond sans espoir de promotion. Dans la catégorie « C » des agents sont en fin de carrière à trente-cinq ans et attendent dix à quinze ans une promotion au grade supérieur. Ceux de la catégorie « B », légèrement plus âgés en moyenne, subissent le même blocage de carrière. Le syndicat national des agents non titulaires du génie rural, des eaux et des forêts a remis aux services du ministère de l'agriculture des propositions pour un règlement intérieur unique applicable à l'ensemble des agents non titulaires. Il lui demande par quelles dispositions il compte prendre en considération le projet de ce syndicat.

Carburants (exploitants agricoles).

18967. — 28 juillet 1979. — **M. Gérard Braun** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les problèmes qui se posent dans le département des Vosges par l'attribution des bons d'essence détaxée. En effet, cette essence détaxée ne peut être attribuée que si au moins 100 litres de carburants sont utilisés. Or, dans le département des Vosges, beaucoup d'exploitations de montagne ne peuvent matériellement utiliser 100 litres de carburant. Il lui semble donc anormal que seuls les gros consommateurs de carburant soient avantagés. Il demande donc à **M. le ministre de l'agriculture** de revoir le problème de l'attribution des bons d'essence détaxée pour les agriculteurs des zones montagneuses, et si possible de supprimer le seuil des 100 litres.

Nuisances (bruit).

19421. — 25 août 1979. — **M. Gilbert Gantier** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que, malgré les dispositions réglementaires déjà existantes en la matière, les véhicules motorisés à deux roues continuent fréquemment à constituer en raison du bruit qu'ils émettent une gêne insupportable pour l'environnement, notamment la nuit. Il lui demande, en conséquence, s'il ne conviendrait pas de prohiber l'usage nocturne en zone urbaine des véhicules motorisés à deux roues dépassant certaines normes de bruit considérées comme acceptables pour l'environnement.

Enseignement supérieur (établissements).

19422. — 25 août 1979. — **M. Pierre Bas** demande à **M. le ministre de la culture et de la communication** s'il est en mesure de fournir une réponse à sa question n° 44887 du 11 mars 1978, et dont il lui renouvelle les termes : **M. Pierre Bas** demande à **M. le ministre** de bien vouloir lui communiquer la répartition des surfaces actuellement affectées, tant dans l'ensemble immobilier reliant la rue Bonaparte au quai Malaquais que dans l'immeuble sis rue Jacques-Callot, aux utilisateurs suivants : 1° sections arts plastiques de l'E. N. S. B. A., y compris les locaux administratifs ; 2° centre d'études et de recherches architecturales ; 3° unité pédagogique d'architecture n° 1 ; 4° unité pédagogique d'architecture n° 4 ; 5° unité pédagogique d'architecture n° 9 ; 6° amphithéâtres et salles banalisées ; 7° administration de l'E. N. S. B. A., y compris les services médico-sociaux ; 8° bibliothèque de l'E. N. S. B. A. ; 9° surveillants, gardiens et agents de service ; 10° syndicats professionnels et associations d'étudiants ou d'enseignants ; 11° logement de fonctions des concierges et agents ; 12° logement de fonctions des sous-directeurs ou administrateurs ; 13° crèche sauvage subventionnée par l'E. N. S. B. A. ; 14° salles d'exposition gérées par l'E. N. S. B. A. ; 15° salles et locaux mis à la disposition des entreprises. Il lui demande, en outre, de bien vouloir compléter cet état descriptif par l'indication des surfaces actuellement non disponibles du fait de travaux dont l'achèvement était prévu pour le 15 octobre 1977, ainsi que celle des locaux vides affectés ou non. Se référant au rapport de la Cour des comptes de 1975, il lui expose les inquiétudes de nombreux enseignants et étudiants à la lecture du projet de décret en cours de signature fixant le régime administratif et financier des unités pédagogiques d'architecture. En effet, le décret du 1^{er} août 1975 — pris pour répondre aux observations de la Cour dénonçant l'absence de statut administratif et financier des unités pédagogiques d'architecture, créées par le décret du 6 décembre 1968, validé par la loi du 24 décembre 1974 — ainsi d'ailleurs que ce décret du 6 décembre 1968 sont destinés à être abrogés par le projet de décret en cours de signature. Il lui demande, en conséquence, quel sera le statut des unités pédagogiques d'architecture parisiennes qui, non érigées en établissement public, seront, du fait de ces abrogations, dépourvues de tout bien réglementaire avec l'école nationale supérieure des beaux-arts, établissement public qui, jusqu'ici, leur sert de support administratif et financier.

*Patrimoine esthétique, archéologique et historique
(protection : ministère de la culture et de la communication).*

19423. — 25 août 1979. — **M. Pierre Bas** demande à **M. le ministre de la culture et de la communication** s'il estime conforme à la vocation du ministère dont il a la direction le recouplement par des cloisons d'une partie des salons à boiseries du cabinet du ministre au Palais Royal à une époque où l'on s'efforce de réparer les erreurs des deux derniers siècles qui ont massacré une partie considérable du patrimoine de la France. On peut se demander si le ministère de la culture et de la communication ne devrait pas donner l'exemple du respect des locaux prestigieux, historiques et classés, qu'il occupe.

Presse (outrages aux bonnes mœurs).

19425. — 25 août 1979. — **M. Pierre Bas** revient sur sa question n° 17662 du 22 juin 1979 à laquelle il a été répondu le 21 juillet 1979, relative aux poursuites engagées devant les juridictions répressives sur le fondement de l'article 283 du code pénal de poursuites pour outrages aux bonnes mœurs commis notamment par la voie de presse ou du livre. Il marque sa surprise que la Chancellerie ne soit pas à même au milieu de l'année 1979, de dire combien il y a eu de poursuites et de condamnations en 1977 et 1978. Il demande à **M. le ministre de la justice** de lui fournir ces chiffres dès qu'ils seront en sa possession.

Recherche scientifique (I. N. R. A.).

19427. — 25 août 1979. — **M. Jacques Doufflaques** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** sa question écrite n° 15028 du 18 avril 1979 relative aux conditions dans lesquelles peuvent être exploitées, à l'étranger, les découvertes effectuées par l'I.N.R.A., établissement fonctionnant grâce aux crédits publics.

Départements d'outre-mer (Réunion - enseignement).

19428. — 25 août 1979. — **M. Jean Fontaine** demande à **M. le ministre de l'éducation** de lui fournir les renseignements suivants : 1° quel est l'effectif du personnel enseignant et administratif relevant de son ministère, en fonction dans le département de la Réunion ; 2° en distinguant l'enseignement du premier et du second degré, quelle est la répartition de ce personnel entre originaires des départements d'outre-mer et originaires de la métropole ; 3° dans le même cadre, comment se répartissent les fonctions de direction et de responsabilité.

Expropriation (indemnisation).

19429. — 25 août 1979. — **M. Loïc Bouvard** expose à **M. le ministre de la justice** que bien souvent, après la conclusion d'un accord amiable entre un exproprié et l'administration, celle-ci ne s'acquitte des indemnités prévues qu'après un long délai. Certes, les dispositions de l'article 17 du décret du 13 février 1961 prévoyant le versement d'intérêts de retard sont en principe applicables aux acquisitions amiables dès lors que celles-ci sont précédées d'une déclaration d'utilité publique. Mais il arrive fréquemment que l'administration impose au cédant, lors de la signature d'une promesse de vente, une clause de renonciation au bénéfice de cet article au moins pour les indemnités autres que principale, alors que par ailleurs l'intéressé a accepté de traiter à l'amiable. Il lui cite à cet égard le cas d'une cession intervenue dans ces conditions, dans laquelle l'indemnité principale augmentée des intérêts de retard a bien été versée dans un délai raisonnable mais non les autres indemnités qui n'auraient pas droit à ces mêmes intérêts. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il envisage de prendre pour accélérer le paiement des indemnités d'expropriation et pour éviter qu'en cas de retard l'administration ne se soustraie contractuellement à ses obligations lorsqu'il s'agit d'une cession amiable.

Mutualité sociale agricole (assurance vieillesse).

19430. — 25 août 1979. — **M. Loïc Bouvard** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation d'exploitantes agricoles, devenues veuves et ayant élevé au moins trois enfants, qui doivent attendre d'avoir atteint l'âge de soixante-cinq ans pour percevoir un avantage de vieillesse agricole. Il lui demande si, par analogie avec les dispositions de l'article L. 332 du code de la sécurité sociale pour les salariés, il n'envisage pas de proposer dans ce cas un abaissement à soixante ans de l'âge à partir duquel la pension agricole peut être attribuée.

Monuments historiques (restauration).

19431. — 25 août 1979. — **M. Roger Fourneyron** demande à **M. le ministre de la culture et de la communication** dans quelle mesure, lorsque la restauration par l'administration d'un monument historique fait appel au concours financier d'une commune, le maire de cette commune peut obtenir communication des plans détaillés des travaux envisagés et formuler un avis sur les dispositions prises par l'architecte. Il lui demande, d'autre part, quelles dispositions peuvent être prises pour accélérer l'exécution des travaux et en tout premier lieu la couverture de la toiture d'un monument qui, depuis de longs mois, ne dispose que d'une protection fragile et insuffisante à l'égard des intempéries.

Constructions navales (activité et emploi).

19433. — 25 août 1979. — **M. Joseph-Henri Maujouan du Gassef** expose à **M. le ministre des transports** que le nouvel acquéreur de l'ancien paquebot *France*, devenu le *S.S. Norway*, a l'intention de le transformer. Il lui demande quelles démarches il compte entreprendre afin que les modifications soient assurées dans des chantiers français, et spécialement dans les chantiers nazairiens où le bateau s'est construit.

Commerce extérieur (importations).

19435. — 25 août 1979. — **M. Arnaud Lepercq** appelle l'attention **M. le ministre du commerce extérieur** sur la méconnaissance par de nombreux Français de nos fabrications nationales, souvent égales en qualité aux produits de nos concurrents étrangers. Il lui demande donc s'il ne pense pas qu'une campagne devrait permettre à nos industriels de remédier à ce phénomène.

Commerce extérieur (l'industrie de la broserie).

19436. — 25 août 1979. — **M. Jean-François Mancel** expose à **M. le ministre du commerce extérieur** que par décret publié au B. O. E. du 28 avril 1979 les autorités espagnoles ont décidé de réduire les taxes des droits à l'importation sur les brosses pour une période de trois mois. Celles-ci s'établissent donc actuellement ainsi : brosses à dents : droit général : 40 p. 100 ; réduction temporaire : 10 p. 100 ; soit : 30 p. 100 ; réduction : 25 p. 100 pour les pays de la C. E. E. ; soit 22,5 p. 100 ; broseries autres : droit général : 27 p. 100 ; réduction temporaire : 5,1 p. 100 ; soit 21,9 p. 100 ; réduction : 25 p. 100 pour les pays de la C. E. E. ; 5,5 p. 100 ; soit 16,4 p. 100. Il semble qu'à cette taxation s'ajoute une taxe de luxe de 24,6 p. 100 au moins sur les brosses à cheveu. A l'inverse les droits d'entrée sur la broserie espagnole en France sont les suivants : brosses à dents : droit général : 10 p. 100 ; droit réduit (abattement de 10 p. 100 du droit général) : 4 p. 100 ; autres brosses : droit général : 15 p. 100 ; droit réduit (abattement de 10 p. 100 du droit général) : 6 p. 100. **M. Jean-François Mancel** demande à **M. le ministre du commerce extérieur** les dispositions qu'il envisage de prendre afin que soient protégées les entreprises françaises travaillant pour la broserie.

Collectivités locales (assurance vieillesse).

19437. — 25 août 1979. — **M. André Duroméa** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur**, le problème qu'il soulevait dans une question écrite n° 11867 du 21 juin 1974 concernant la retraite des égoutiers. Le texte X, chapitre III, de l'instruction générale de la caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales dispose, dans son paragraphe d que la bonification pour service en réseaux souterrains des égouts ne peut être attribuée qu'aux agents qui ont effectué dans les réseaux souterrains au moins dix années de service, dont les cinq dernières années précédant l'admission à la retraite. Or, il s'avère qu'après dix ans d'un tel travail la plupart des agents doivent être affectés à des tâches moins pénibles. Ils perdent de ce fait le bénéfice de la bonification pourtant destinée à compenser dix ans de travaux particulièrement éprouvants. Par cette question écrite, **M. André Duroméa** demandait donc la suppression de cette obligation d'avoir accompli en réseau souterrain les cinq dernières années précédant la retraite. Il lui avait été répondu que le ministère de l'intérieur était disposé pour sa part à engager, en liaison avec les autres départements ministériels intéressés, une étude en vue de déterminer si la législation pouvait être modifiée sur ce point particulier. Cette réponse datant de cinq ans, il demande à **M. le ministre de l'intérieur** communication des résultats de l'étude annoncée, et souhaite savoir si la législation sera prochainement modifiée dans le sens souhaité.

Entreprises (activité et emploi).

19438. — 25 août 1979. — Le 1^{er} août, les forces de police sont intervenues une nouvelle fois dans l'entreprise Sam, à Marseille, chassant les travailleurs, bousculant élus et dirigeants syn-

dicieux et se livrant, à l'intérieur de l'entreprise, à de véritables actes de vandalisme. **M. Guy Hermler**, qui élève la plus vive protestation contre de tels actes antidémocratiques, rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que la Sam est une entreprise rentable, performante : plusieurs commandes émanant de la Mobil Oil, de la Solmer, de Framatome, parvenues ces dernières semaines, l'attestent. Des solutions peuvent et doivent être trouvées pour que vive la Sam, entreprise indispensable pour le maintien et l'avenir économique de Marseille. En conséquence, il lui demande, une nouvelle fois, de faire ouvrir dans les plus brefs délais des négociations sérieuses et concrètes, en prenant en compte les revendications et solutions proposées par les travailleurs et leur organisation syndicale.

Forêts (office national des forêts).

19439. — 25 août 1979. — **M. André Lajoie** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la destination des fonds que représente le bénéfice net après impôt qui ressort du rapport de gestion de l'office national des forêts de ces cinq dernières années. En effet, cela représente des sommes importantes : 100 millions de francs en 1974, 9,3 millions de francs en 1975, 58,8 millions de francs en 1976, 51,3 millions de francs en 1977 et 65 millions de francs en 1978. Une partie de ces fonds, 46 millions de francs en 1974 et 11,75 millions de francs en 1977, ont été reversés au budget de l'Etat. Mais l'utilisation des fonds restants n'est pas précisée dans le rapport de l'office national des forêts. Compte tenu que le dernier rapport de la cour des comptes fait ressortir que : « les moyens financiers que l'Etat devrait affecter à la sylviculture sont pour partie employés à des fins étrangères à celle-ci ». Il lui demande : 1° quelle fut, dans le détail, la destination des bénéfices de l'office national des forêts ces cinq dernières années ; 2° si, compte tenu que les services de l'office national des forêts des régions méditerranéennes ont été amenés à retirer leurs agents du front de lutte contre les récents incendies de forêts faute de moyens financiers pour rémunérer leurs services, il n'estime pas que les fonds précités auraient pu être employés judicieusement pour permettre que tout soit mis en œuvre pour circonscrire les sinistres le plus rapidement possible ; 3° s'il n'estime pas que la diminution dans la forêt méditerranéenne de 1 000 postes de forestiers, depuis la création de l'office national des forêts, n'est pas de nature à aggraver le développement des incendies de forêts dans cette région.

Impôt sur le revenu (quotient familial : handicapés).

19440. — 25 août 1979. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le régime applicable aux personnes handicapées. La législation prévoit, à l'heure actuelle, le bénéfice d'une demi-part supplémentaire pour tout handicapé, titulaire de la carte d'invalidité et vivant seul (célibataire, veuf ou divorcé). Par contre, dans le cas où cet handicapé est marié, il perd le bénéfice de cette disposition, la loi ne prévoyant l'octroi d'une demi-part supplémentaire que si les deux conjoints sont invalides. Ces dispositions apparaissent tout à fait absurdes car, d'évidence, un handicapé qui se marie conserve intégralement l'handicap qui a justifié le bénéfice d'une demi-part supplémentaire. La logique et l'équité impliquent donc qu'un handicapé bénéficie d'une part et demie, et ce, quelle que soit sa situation familiale. Il lui demande quelle initiative il compte prendre pour que cette disposition soit proposée au vote du Parlement dans le cadre de la loi de finances pour 1980.

Comités d'entreprise (information).

19442. — 25 août 1979. — **M. Louis Odru** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** s'il considère comme conforme à la législation que le président d'un comité d'entreprise informe les représentants du personnel, lors d'une communication trimestrielle, de la commande d'un certain nombre de machines, sans préciser leur nature ni le volume de travail qu'elles peuvent accomplir. Faute de ces précisions, les membres du comité d'entreprise ne peuvent, en effet, apprécier la charge de travail entraînée par ces nouvelles machines.

Politique extérieure (Etats-Unis).

19944. — 25 août 1979. — **M. Louis Odru** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que, dans une récente interview au magazine ouest-allemand *Stern*, **M. Brzezinski**, conseiller du président des Etats-Unis, a notamment annoncé que les Américains installeront « vraisemblablement » des fusées Pershing II et des missiles de croisières dans l'Europe de l'Ouest. Les pays concernés sont l'Italie, la Hollande, la Belgique, la R.F.A. et la Grande-Bretagne. Le déploiement de ces nouvelles têtes nucléaires en Europe (600 semble-t-il) modifierait l'instable équilibre des forces à peine atteint et relancerait dangereusement une dynamique qui, au lieu d'être celle de la détente, telle que la ratification des accords Salt II pourrait le permettre,

serait au contraire de la montée des périls. L'ensemble des rapports internationaux serait affecté par les projets américains qui exposeraient l'Europe occidentale à de nouveaux et graves risques ; bien évidemment la sécurité de la France elle-même serait directement menacée, d'autant que l'emploi éventuel de ces armes nucléaires relèverait, on le sait, de la seule décision américaine. **M. Louis Odru** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il entend faire connaître la ferme opposition de la France au projet d'installation de nouveaux missiles nucléaires en Europe de l'Ouest.

Eleveage (maladies du bétail : grippe équine).

19445. — 25 août 1979. — **M. Marcel Rigout** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le fait suivant. La vaccination contre la grippe équine est obligatoire pour tous rassemblements d'animaux. Cette mesure, si elle se justifie sur le plan sanitaire, va encore une fois grever le revenu des éleveurs de chevaux. Ils rencontrent déjà de nombreuses difficultés du fait des prix trop bas et dans l'écoulement du produit. Cette nouvelle charge aura comme effet de décourager les éleveurs, donc de diminuer le potentiel chevalin. En conséquence il lui demande s'il n'entend pas, du fait de l'obligation de cette vaccination, accorder une indemnité aux éleveurs, cette participation aux frais pouvant être redistribuée soit par les services des haras, soit par un groupement de défense sanitaire reconnu.

Finances locales (T. V. A.).

19446. — 25 août 1979. — **M. Robert Vizet** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les différences constatées dans les conditions de remboursement de la T. V. A. aux collectivités locales, notamment au titre de l'année 1979. La loi de finances pour 1979 a prévu un crédit de 3 milliards 200 millions de francs, soit 60 p. 100 supérieur à 1978, tandis que le Gouvernement annonçait une augmentation de recettes à ce titre de 50 p. 100 pour les budgets des collectivités locales, alors qu'en réalité les services préfectoraux n'ont autorisé qu'une progression de ladite recette de 33 p. 100. Il lui demande de lui expliquer les raisons d'une telle différence entre les crédits votés, les affirmations gouvernementales et la réalité au niveau des budgets des communes.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

19447. — 25 août 1979. — **M. Robert Vizet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la gravité de la sanction prise à l'encontre du principal du collège Bara, à Palaiseau, pour activités syndicales. Ce chef d'un établissement vétuste dont la reconstruction est refusée au nom de la politique d'austérité gouvernementale, s'est vu reprocher d'avoir fait grève mais sans quitter son poste, alors qu'il participait en toute légalité à une action collective pour réclamer des moyens indispensables à un bon fonctionnement de l'établissement et à un enseignement de qualité. Cette décision est d'autant plus grave qu'elle s'inscrit dans un contexte d'autoritarisme qui vise à intimider et à freiner les luttes des enseignants et des parents en faveur de l'école. La répression, l'intimidation ne régleront pas les problèmes de l'école, ils ne donneront pas les moyens nécessaires au travail des enseignants et à la formation des élèves. C'est pourquoi il lui demande d'annuler immédiatement la sanction qui frappe injustement Mme le principal du collège Bara et de prendre toutes mesures utiles pour assurer sur le plan matériel et pédagogique le fonctionnement normal de cet établissement.

Impôts locaux (taxe foncière).

19448. — 25 août 1979. — **M. Robert Vizet** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'incidence de la réforme du financement du logement « dit social » en particulier pour le secteur H. L. M. et celui des sociétés d'économie mixte qui bénéficient dorénavant, aux mêmes conditions, de l'application de l'article 1^{er} du décret n° 77-934 du 27 juillet 1977 fixant les conditions d'octroi de prêts aidés par l'Etat pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs au regard de l'exonération de la taxe foncière. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre afin que les logements construits avec l'aide des prêts définis à l'article 1^{er} de la loi du 27 juillet 1977 bénéficient de l'exonération de la taxe foncière au même titre que précédemment pour les constructions H. L. M.

Entreprises (activité et emploi).

19449. — 25 août 1979. — **M. Robert Vizet** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les conditions dans lesquelles certaines entreprises cessent leurs activités sans que les travailleurs et leurs représentants (délégués du personnel

ou du comité d'entreprise) soient informés des difficultés aboutissant à la fermeture desdites entreprises et aux licenciements des travailleurs. C'est ainsi qu'une entreprise de Dourdan (Essonne), la S.I.E.R.S., a été mise en liquidation et rachetée par le groupe Schlumberger en quelques jours, les travailleurs n'étant avertis de cette situation que le jour où le syndic a été désigné par le tribunal de commerce. Compte tenu des problèmes de l'emploi dans la région de Dourdan, il lui demande : 1° d'intervenir auprès du groupe Schlumberger afin que celui-ci maintienne l'activité de l'entreprise S.I.E.R.S. à Dourdan avec le réemploi de l'ensemble des travailleurs de cette entreprise ; 2° d'envisager des mesures de détection dans la gestion des entreprises en donnant des pouvoirs et des moyens efficaces aux représentants du personnel dans les comités d'entreprise afin que des plans de sauvegarde soient mis en place dès les premiers signes de défaillance.

Hôpitaux (établissements).

19450. — 25 août 1979. — M. Pierre Zarka attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des hôpitaux généraux de l'Île-de-France concernant la suppression des postes d'interne en chirurgie. Une simple circulaire en date du 15 septembre 1978 limite sans délai le nombre des postes d'interne en chirurgie. Cette circulaire prévoit une réduction immédiate, puis un étalement sur cinq ans. Le centre hospitalier de Saint-Denis est particulièrement touché par l'application de cette circulaire. Six postes d'interne en chirurgie et en spécialités chirurgicales sont en effet supprimés dès octobre 1979. Une telle suppression perturbera considérablement le fonctionnement des services, et en particulier celui des gardes hospitalières. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre aux hôpitaux généraux de dispenser la qualité des soins à la population de cette région.

T. V. A. (taux).

19451. — 25 août 1979. — M. Jean-Marie Dallet rappelle à M. le ministre du budget la réponse qui lui a été faite à sa question écrite n° 15480 du 26 avril 1979 (publiée au *Journal officiel* du 2 juin 1979, page 4631), dans laquelle il est clairement précisée les critères de la notion fiscale de ventes à emporter de denrées effectuées par l'intermédiaire d'un vendeur. S'agissant d'une réponse de principe publiée au *Bulletin officiel* de la direction générale des Impôts, il lui demande si ces critères peuvent être retenus, dans un souci de cohérence, pour apprécier le régime d'imposition de la taxe sur la valeur ajoutée des ventes de denrées effectuées par distributeurs automatiques. En d'autres termes, peut-on considérer comme livrés à emporter les produits alimentaires solides ou liquides distribués par appareils automatiques (pourvus d'un dispositif mécanique, électrique ou autre permettant leur mise en marche ou leur arrêt) dans les lieux publics ou privés lorsque l'exploitant (ou son mandataire) ne fournit aux utilisateurs aucun aménagement particulier (tables, chaises ou bancs) pour la consommation sur place. Une réponse affirmative à cette question aurait de surcroît le mérite de confirmer un jugement du 12 mai 1977 dans lequel le tribunal administratif de Strasbourg a décidé que « les ventes de denrées destinées à l'alimentation des travailleurs, par appareils distributeurs automatiques installés dans les lieux de travail ou à proximité de ceux-ci, ne peuvent être assimilées à des ventes de produits à consommer sur place, au sens traditionnel de ces termes (...) ; qu'il convient, en conséquence, de regarder les ventes de produits alimentaires par distributeurs automatiques installés dans les entreprises industrielles ou commerciales comme ayant (...) le caractère de ventes de produits à emporter.

Hôpitaux (établissements).

19452. — 25 août 1979. — M. Daniel Goulet appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les prix d'hébergement auxquels sont soumis les pensionnaires valides et semi-valides du centre des Tilleuls, annexe de l'hôpital d'Alençon. Au cours de l'année 1978, le prix de l'hébergement s'élevait par journée à 85,10 francs par personne. Or, par arrêté du préfet de l'Orne en date du 25 mai dernier, ce prix a été porté à 125,25 francs, ce qui représente une augmentation de 75,11 p. 100. Cette hausse constatée par rapport à 1978 résulte du transfert des services d'hébergement pour personnes âgées (valides ou semi-valides et long séjour), à l'annexe du centre hospitalier, située avenue du Général-Leclerc, à Alençon. Ce transfert a entraîné une incontestable humanisation des locaux, puisque en 1976 les pensionnaires étaient hébergés dans de vieux bâtiments comprenant des salles communes de vingt à vingt-cinq lits sans aucune commodité. En 1979 ils ont été installés dans des chambres de un à quatre lits seulement, et

la capacité des lits était ramenée de 233 à 190. Une partie de la forte majoration du prix de la journée résulte de l'achat de cet immeuble par l'hôpital, des transformations qui y ont été apportées, de la construction d'un bâtiment industrialisé de quatre-vingts lits. En même temps que les services d'hébergement étaient humanisés, les effectifs du personnel ont doublé depuis 1976 : le personnel soignant a augmenté de vingt-huit agents et le personnel qualifié qui n'existait pas en 1976 s'élève actuellement à onze infirmières. Ce sont toutes ces nouvelles structures qui ont contribué à l'augmentation des dépenses servant de base au calcul du prix de journée. On ne peut évidemment que se féliciter de voir l'hébergement des personnes en cause assuré dans le bien meilleures conditions, mais il est évidemment regrettable que ce soit les pensionnaires qui supportent les conséquences de ces aménagements si louables soient-ils. Sans doute les pensionnaires, qui se trouvent dans l'impossibilité matérielle de payer de tels prix d'hébergement, peuvent-ils demander à bénéficier de l'aide sociale. Sans doute aussi peuvent-ils contacter d'autres établissements, publics ou privés, qui existent à proximité d'Alençon et dont les prix de jour sont nettement inférieurs à ceux en vigueur au centre hospitalier d'Alençon. Il n'en demeure pas moins que ces deux solutions sont extrêmement regrettables et que le problème de fond reste le suivant : une hausse de 75 p. 100 peut-elle être imposée à des personnes âgées hébergées dans des établissements publics pour tenir compte des modernisations indispensables de ceux-ci. Il apparaît que c'est la collectivité tout entière, grâce au budget du ministère de la santé et de la sécurité sociale, qui devrait supporter l'humanisation et une médicalisation des services d'hébergement. M. Daniel Goulet demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale quelle est la position à l'égard de ce problème et quelle politique il entend mener en ce domaine.

Enseignement privé (enseignants).

19453. — 25 août 1979. — M. Guy Guerneur demande à M. le ministre de l'éducation s'il ne lui paraît pas particulièrement opportun que la situation des instituteurs enseignant dans le privé reconsidérée à l'occasion de la mise en œuvre des dispositions de la loi n° 77-1285 du 25 novembre 1977. Les intéressés, dont le corps est en voie d'extinction, continuent à enseigner, contrairement à leurs homologues de l'enseignement public qui ont été reclassés dans des emplois administratifs et ont bénéficié à cette occasion d'une promotion sociale. Il apparaîtrait équitable que les instituteurs enseignant dans le secteur privé puissent être intégrés dans le corps des instituteurs, au titre de la promotion sociale. Les services effectués jusqu'à présent leur donnent incontestablement le droit d'y prétendre.

Hôpitaux (constructions hospitalières).

19456. — 25 août 1979. — Mme Myriam Barbera attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'émotion considérable provoquée à Sète par la décision d'arrêter la construction de l'hôpital neuf. Elle lui indique que cette décision est d'autant plus incompréhensible que les travaux préliminaires sont déjà entamés. Compte tenu des besoins criants d'infrastructure de santé de la population de Sète et du bassin de Thau, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre la reprise immédiate des travaux de l'hôpital que les Sétois attendent depuis 1947.

Assurance vieillesse (majoration par enfants).

19457. — 25 août 1979. — Mme Jacqueline Chonavel demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale si, en matière d'assurance vieillesse, il est exact que l'obligation d'avoir élevé trois enfants pendant au moins neuf ans jusqu'à leur seizième anniversaire pour bénéficier de la bonification de 10 p. 100 du montant de la pension, a été supprimée. Et dans l'affirmative à quelle date et en vertu de quels textes cette décision (législative ou réglementaire) est intervenue.

Charbonnages de France (hygiène et sécurité du travail).

19458. — 25 août 1979. — M. César Dopletri expose à M. le ministre du travail et de la participation qu'un nouvel accident mortel s'est produit aux Houillères du bassin de Lorraine le 7 août, ce qui porte à huit le nombre de mineurs tués aux H.B.L. Ce lourd tribut payé par les mineurs de charbon lorrains ne peut être dû qu'à une productivité accrue, fatiguant les mineurs, et, d'autre part, une moindre sécurité consécutive au manque de personnel. Aussi, il lui demande ce qu'il compte faire pour améliorer les conditions de travail et de sécurité chez les mineurs de charbon afin que cesse cette multitude d'accidents mortels.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires.

(Art. 139, alinéas 2, 3 et 6, du règlement.)

SOMMAIRE (suite).

6. Liste de rappel des questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel (p. 7592).
7. Rectificatifs (p. 7616).

Forêts (incendies).

19459. — 25 août 1979. — **M. Bernard Deschamps** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur les incendies qui ont ravagé d'importantes superficies — plus de 1 000 hectares de forêts et de garrigues — les 10 et 11 août 1979, dans le Gard. Ces destructions catastrophiques mettent en relief l'insuffisance des mesures d'entretien et de protection de nos forêts. De plus, de l'avis général, elles auraient pu être limitées — voire évitées — si des canadiers étaient intervenus, comme le réclamaient les élus locaux et les services d'incendie. Malheureusement, aucun canadien n'a été engagé, tous étant déjà utilisés au même moment dans d'autres départements. Ce qui confirme combien leur nombre est insuffisant. Il s'agit là d'une carence grave et coupable dont l'Etat porte l'entière responsabilité. Il convient de rendre hommage au courage des sapeurs pompiers professionnels et volontaires, ainsi qu'à la population et à l'armée amenée en renfort. Cependant, le dévouement des hommes ne peut suppléer à l'insuffisance des effectifs de pompiers professionnels et au manque de matériel et notamment de matériel volant. Il lui demande donc les mesures qu'il compte prendre pour remédier, dans les meilleurs délais, à ces carences et, plus généralement, pour protéger efficacement les forêts méridionales. Sans préjuger des propositions que ne manqueront pas de faire les élus locaux, dès qu'ils auront le bilan complet de ces incendies, il lui demande : de faire déclarer sinistrées les zones ravagées et de faire en sorte que les collectivités locales et les particuliers soient indemnisés pour les pertes subies ; de promouvoir un plan de reboisement, financé par l'Etat et placé sous la responsabilité des élus locaux.

Carburants (locataires-gérants de station-service).

19460. — 25 août 1979. — **M. Bernard Deschamps** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des locataires-gérants de station-service. En vertu d'une abondante jurisprudence, ceux-ci doivent bénéficier de l'article L. 781 du code du travail. C'est ainsi que sont intervenus, le 13 janvier 1972, trois arrêts de principe de la cour de cassation qui énoncent de manière catégorique que les locataires-gérants de station-service sont des commerçants protégés en ce qu'ils conservent leur qualité de commerçant à l'égard de leurs propres clients, ainsi qu'à l'égard du personnel qu'ils emploient, mais doivent être assimilés et bénéficier, par là même, des protections qui s'y rattachent, aux salariés vis-à-vis de la compagnie pétrolière qui est leur bailleur fournisseur exclusif. Cette garantie, qui a été reconnue par la cour de cassation aux locataires-gérants, permet à ces derniers, notamment, de revendiquer, en cas de rupture abusive du contrat de location-gérance, une indemnité particulière ; de la même façon, ils sont en droit d'exiger, par là même, leur affiliation au régime général de la sécurité sociale, régime nettement plus favorable que celui du commerçant. Enfin, ils ont droit à une indemnité supplémentaire pour les heures de travail au-delà de quarante heures par semaine. Bien que cette jurisprudence ait été systématiquement confirmée par la cour de cassation, les compagnies pétrolières se refusent à appliquer ces décisions judiciaires. C'est ainsi que les sociétés Esso et Total ont procédé au licenciement des gérants libres ayant demandé et obtenu l'assujettissement au régime général de la sécurité sociale. En conséquence, il lui demande comment le Gouvernement entend agir pour obliger les compagnies pétrolières à respecter les décisions de la cour de cassation, notamment à procéder à l'affiliation des locataires-gérants au régime général de la sécurité sociale et à empêcher les licenciements prévus.

Préretraite (montant).

19461. — 25 août 1979. — **M. César Depietri** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** que les travailleurs de la sidérurgie mis en préretraite en 1974, 1975, 1976 et 1977, à l'âge de soixante ans, percevaient 90 p. 100 de leur salaire, soit 50 p. 100 versé par l'Assedic et 50 p. 100 par le fonds national de l'emploi. Ces indemnités de préretraite étaient augmentées en tenant compte du coût de la vie soit : pour 1977, 13 p. 100 par le F.N.E. pour toute l'année, à partir d'avril ; 6,30 p. 100 par l'Assedic pour avril ; 5,60 p. 100 par l'Assedic pour octobre ; pour 1978, 11,60 p. 100

par le F.N.E. pour toute l'année à partir de mai ; 6 p. 100 par l'Assedic pour mai ; 7,35 p. 100 par l'Assedic pour octobre ; pour 1979, taux inchangé du F.N.E. ; 5 p. 100 par l'Assedic pour avril. Ce qui fait que le pouvoir d'achat de ces préretraités s'affaiblit, alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Un décret ministériel doit, paraît-il, chiffrer en cours d'année les augmentations de 1977 et 1978, qui devraient être fixées en début d'année. Aussi, il lui demande s'il a l'intention de promulguer ledit décret.

Agence nationale pour l'emploi (réforme).

19462. — 25 août 1979. — **M. Guy Ducloux** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les projets en cours concernant la réforme de l'A.N.P.E. qui, après la décision du Conseil constitutionnel, risquent d'être préparés et adoptés en dehors de toute consultation parlementaire. Il s'inquiète de la présentation que le directeur général de cet organisme a faite du bilan d'activité pour 1978 de l'agence, présentation qui tend à rendre cet organisme, ses structures et son personnel responsable de la diminution des emplois offerts. Il estime que les réformes nécessaires doivent permettre à l'agence de jouer efficacement le rôle de service public qui est le sien et dénonce l'orientation de la réforme en cours qui entend la livrer au patronat et aux préfets. Il lui demande qu'aucune réforme de l'A.N.P.E. n'intervienne sans qu'un débat parlementaire n'ait lieu préalablement.

Pension de réversion (cumul).

19463. — 25 août 1979. — **M. Georges Hage** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** qu'une institutrice retraitée ne peut obtenir une pension de réversion du chef de son conjoint titulaire de l'assurance vieillesse du régime général, au motif que sa pension personnelle est supérieure à celle de son conjoint décédé. Cette décision est injuste car les deux époux ont supporté sur les ressources du ménage la charge des cotisations à l'assurance vieillesse (régime général) et de la retenue pour pension (code des pensions). Tout aussi injustes sont les autres restrictions apportées à l'ouverture du droit à pension de réversion pour les conjoints des salariés du secteur privé : interdiction du cumul si la pension personnelle de la veuve excède 2 080 fois le S.M.I.C. horaire, possibilité du cumul dans la limite de 70 p. 100 de la pension maximale du régime général. Il lui demande si le Gouvernement a l'intention de modifier cette réglementation afin de permettre à une veuve de salarié du secteur privé de cumuler — sans limitation — sa pension personnelle et une pension de réversion.

Etrangers (étèves).

19464. — 25 août 1979. — **M. Guy Hermier** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le problème de la scolarisation des enfants de travailleurs immigrés dans sa circonscription. Alors que la moyenne nationale est de 9,35 p. 100 d'enfants étrangers pour le premier cycle, dans la quatrième circonscription de Marseille ces enfants représentent 27,30 p. 100 de la population scolaire. Dans ces quartiers populaires, ces enfants, qui sont aussi les premières victimes de la crise économique et sociale que connaît le pays, subissent de plein fouet les conséquences dramatiques de la politique scolaire d'austérité et de redéploiement. Les classes d'accueil — C.L.I.N., C.R.I., adaptation — sont trop souvent des classes fourre-tout pour élèves en difficulté, la formation des enseignants n'est pas toujours adaptée aux besoins des enfants, les équipes permettant un véritable système de soutien et de rattrapage (psychologues, orthophonistes, etc.) sont inexistantes, alors que d'après son ministère les autorités académiques se seraient efforcées de mettre l'école en mesure de jouer son rôle dans la compensation des handicaps. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître les mesures envisagées pour la prochaine rentrée par son ministère pour lutter contre ces nombreux handicaps que connaît une partie importante de la population scolaire.

Racisme (agressions).

19465. — 25 août 1979. — **M. Guy Hermier** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur deux agressions qui se sont déroulées à Marseille, et qui ont eu pour cadre la cité universitaire Cornil. Durant les nuits des 22 et 27 juillet dernier, une bande de jeunes gens a attaqué sauvagement plusieurs étudiants étrangers sans raison, si ce n'est la couleur de leur peau. Quatre de ces étudiants ont dû être hospitalisés. Deux plaintes ont été déposées, tant auprès du procureur de la République que du commissariat de police. Ces attaques racistes ont provoqué une vive émotion parmi les étudiants de la cité universitaire. D'autant plus qu'aucune arrestation n'a été opérée depuis, bien que des renseignements précis aient été fournis sur les agresseurs (numéros minéralogiques de leurs voitures, le lieu de leurs rencontres). On ne peut tolérer que de tels actes racistes restent impunis. C'est pourquoi il lui demande de tout mettre en œuvre pour que les auteurs de ces agressions inquiétantes soient activement recherchés et arrêtés.

Politique extérieure (Empire centrafricain).

19467. — 25 août 1979. — **M. Maxime Kalinsky** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** les interventions faites auprès de lui par les députés communistes, et en particulier la question d'actualité qu'il lui avait posée le 6 juin 1979 en lui demandant de supprimer immédiatement toute aide financière et militaire à l'Empire centrafricain où sévit le despote Bokassa. En réponse à la question posée le ministre des affaires étrangères s'était refusé de condamner l'amitié du Président de la République, celui qui venait de participer personnellement à des assassinats odieux d'enfants arguant du fait qu'il attendait les résultats de la commission d'enquête constituée par la conférence franco-africaine de Kigali. Diverses informations parues précisent que les juristes chargés de l'enquête auraient déposé leurs conclusions à la mi-juillet. Le rapport confirmerait les faits que les élus communistes avaient dénoncés à l'Assemblée nationale. Il en ressort que le bourreau Bokassa, qui a de grands liens d'amitié avec le Président de la République française, allant jusqu'à l'appeler « parent », a non seulement ordonné l'assassinat de centaines d'enfants de sept à quatorze ans mais aussi qu'il y a personnellement participé. Ces crimes ignobles n'ont pas été condamnés par le Gouvernement français qui lui apporte son soutien financier. Le 14 mars dernier, en réponse à une question écrite n° 12330 que je lui posais, le ministre des affaires étrangères répondait : « En cessant d'apporter la coopération à l'Empire centrafricain la France prendrait en effet une mesure qui porterait préjudice à la population de ce pays. » Ainsi les plus de 4 milliards de francs C.F.A. versés par la France depuis le début de l'année ont servi à payer armes, soldats et policiers qui ont assassiné des centaines d'enfants le mois suivant la réponse ci-dessus. Le Gouvernement français, qui a soutenu et continue de soutenir de tels régimes, se déhonore. Les intérêts des mines de diamants et d'uranium sont ceux d'une certaine caste qui pour en tirer profit n'hésite pas à assassiner des centaines d'enfants centrafricains. Le peuple français ne peut que s'indigner des silences et du soutien du Gouvernement français à l'assassinat Bokassa. Il lui demande : 1° quelles démarches a effectué le Gouvernement afin de rendre public le rapport de la commission d'enquête sur les crimes de Bokassa ; 2° quel est le montant précis des aides versées au pouvoir centrafricain et les dates de ces versements depuis le 1^{er} janvier 1979 ; 3° s'il entend supprimer immédiatement toute aide politique, financière et militaire à ce régime corrompu.

Entreprises (activité et emploi).

19469. — 25 août 1979. — **M. Alain Léger** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation de l'entreprise de bâtiment Silverlo de Troyes. La liquidation de biens a été prononcée le 30 juillet 1979 au moment des vacances des salariés de l'entreprise et 390 licenciements sont annoncés. Outre la méthode scandaleuse employée pour annoncer la décision, celle-ci s'avère précipitée puisque divers chantiers en cours devaient être achevés et qu'il semble que le travail prévu couvrirait environ deux années. De plus, la fermeture de cette entreprise viendrait grossir le niveau de chômage dans le département de l'Aube, où l'on compte déjà 6 175 demandeurs d'emploi. Il semble que cette fermeture découle d'un mouvement de concentration au sein des entreprises du bâtiment, préjudiciable aux petites et moyennes entreprises et aux salariés de celles-ci, tandis que de grands chantiers de travaux publics doivent s'ouvrir dans le département. Il lui demande quelles mesures il compte prendre rapidement pour que la situation de cette entreprise soit examinée avec l'orientation de maintenir son activité pour l'achèvement des chantiers en cours et pour éviter la mise au chômage de près de 400 salariés.

Handicapés (établissements).

19470. — 25 août 1979. — **M. Alain Léger** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les difficultés financières rencontrées pour l'association nationale des pullos de France pour réaliser leur maison de repos pour grands handicapés à la retraite. En effet, cette association dont le siège social se situe 23, rue de la Cerisaie, à Paris (4^e), s'est portée acquéreur d'un domaine de neuf hectares avec un château situé à Juilly, en Seine-et-Marne, pour la somme de 1 200 000 francs entièrement versée par elle. Mais, désormais, il conviendrait de procéder à des travaux divers (chauffage central, électricité, sanitaire, aménagements divers) pour assurer un accueil correct des usagers de cet établissement. Le devis estimatif de la totalité des dépenses de restauration et d'installation est de 2 500 000 francs. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour qu'un crédit exceptionnel soit débloqué, crédit suffisamment important pour inviter les collectivités territoriales à apporter leur contribution à cette réalisation sociale d'une grande utilité.

Assurances maladie-maternité (cotisses).

19471. — 25 août 1979. — **M. Gilbert Millet** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** : il est exact que des projets sont en cours d'élaboration visant à développer les services

de prévention des caisses régionales d'assurance maladie. Il serait question de faire de ce corps de contrôle soit un auxiliaire des services de l'inspection du travail, soit un corps de conseil au service du patronat. La suppression de ce service ou son changement de structure porterait une atteinte grave à l'institution qui a pour mission de garantir la santé et l'intégrité des travailleurs par l'amélioration des conditions de travail. En effet, en France, quelque 250 ingénieurs-conseils et 500 contrôleurs de sécurité sont employés à temps plein à la prévention. Le cadre juridique dans lequel est placé ce service, notamment grâce à l'article L. 424, permet de demander des mesures de prévention dès l'instant qu'un risque est décelé et que des moyens sont connus ou réalisables. Il présente donc une forme très souple et efficace qui gêne sans doute le patronat mais sans méconnaître ses limites, il contribue de manière non négligeable à diminuer sensiblement les risques d'accidents du travail et maladies professionnelles.

Politique extérieure (Nicaragua).

19472. — 25 août 1979. — **M. Louis Odru**, rappelant à **M. le ministre des affaires étrangères** les événements qui viennent de se dérouler au Nicaragua, demande : 1° est-il exact que, dans les derniers jours des combats, un avion chargé de munitions pour le sanglant Somoza, parti de Lisbonne, a obtenu l'autorisation du Gouvernement français pour une escale en Guadeloupe ; 2° est-il vrai que les sandinistes, entrant à Managua, ont trouvé dans un aéroport de la capitale un important stock d'armes d'origine française ; 3° pour quelles raisons l'ambassadeur de France à Managua est-il parti au Honduras. Est-ce de sa propre autorité ou sur directive du ministre des affaires étrangères. L'arrivée d'un chargé d'affaires à l'ambassade française de Managua sanctionne-t-elle l'abandon de poste de l'ambassadeur en titre ou signifie-t-elle un refus de reconnaître, au niveau d'une ambassade, le nouveau gouvernement du Nicaragua ; 4° quelles mesures a prises, ou compte prendre, le Gouvernement français pour apporter une aide concrète au peuple du Nicaragua qui a besoin d'aliments, de médicaments et de secours de toutes natures.

Enregistrement (droits : exonération).

19473. — 25 août 1979. — **M. Pierre Lagorce** demande à **M. le ministre du budget** si l'exonération prévue par l'article 696 du code général des impôts, en vue de l'acquisition ou la rétrocession d'immeubles ou droits immobiliers portant sur des biens situés dans des zones à aménager, est applicable aux achats réalisés pour l'aménagement d'une zone d'aménagement concerté par une société d'économie mixte ; il précise que les biens acquis ou rétrocédés seront affectés à l'un des objets prévus à l'article L. 211-3 du code l'urbanisme.

Orientation scolaire et professionnelle (conseils d'information et d'orientation).

19475. — 25 août 1979. — **M. René Visse** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation dramatique que vivent les jeunes Ardennais, puisque deux élèves sur trois quittent le système scolaire sans aucune formation professionnelle ; un élève sur deux ne parvient pas en classe de quatrième. Devant cette dure réalité, puisque les chiffres indiquent un seuil d'échec nettement au-dessus de la moyenne nationale, ces échecs scolaires trouvent leur origine à la fois dans les conditions de vie de la population ainsi que dans l'inadaptation, voire l'absence de structures scolaires et de services d'aide et de conseil correspondant aux besoins. Cela implique la mise en place d'un véritable service de psychologie, d'information et d'orientation pour l'école. Or le département des Ardennes ne compte actuellement que vingt et un conseillers d'orientation et directeurs de centre d'informations et d'orientation. Ne serait-ce que par leur nombre nettement insuffisant, ceux-ci ne peuvent remplir correctement leur mission. Pour faire face aux besoins, avec la mise en place d'antennes, comme le souhaiterait, par exemple, le C.I.O. de Revin pour couvrir le secteur de Givet, ce sont treize postes qui devraient être créés dans le département, dont trois pour le C.I.O. de Revin. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour satisfaire les besoins énoncés pour tendre vers l'égalité des chances et permettre aux jeunes Ardennais d'acquiescer une formation professionnelle qui réponde à leurs aspirations et préserve les possibilités d'un développement économique et social des Ardennes.

Assurance vieillesse (pensions : liquidation et calcul).

19476. — 25 août 1979. — **Mme Edwige Avice** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les injustices nées de l'absence de rétroactivité de la loi n° 71-1132 du 31 décembre 1971 et du décret n° 72-1129 du 29 décembre 1972 concernant les bases de calcul des droits aux pensions de retraite des salariés du régime général. En effet, la portée de cette réforme a été très réduite puisque sa pleine application a été limitée aux pensions liquidées à partir du 1^{er} janvier 1975. Les trois majorations

forfaitaires de 5 p. 100 (loi du 31 décembre 1971 elle-même, loi sur la retraite des travailleurs manuels du 30 décembre 1975, loi du 28 juin 1977) qui ont été appliquées à une partie des pensions liquidées avant cette date n'ont malheureusement pas entièrement compensé le préjudice subi par les intéressés. De même, le décret du 29 décembre 1972 qui a permis de calculer la pension sur le salaire moyen des dix meilleures années n'a concerné que les pensions servies à compter du 1^{er} janvier 1973 : les personnes qui ont pris leur retraite avant cette date sont victimes d'une nouvelle injustice qu'aucune revalorisation forfaitaire n'a jusqu'à présent réparée, ne serait-ce que partiellement. Elle lui demande donc si, étant donné le faible niveau des retraites servies il n'estimerait pas souhaitable d'étendre le bénéfice de la loi du 31 décembre 1971 et du décret du 29 décembre 1972 à tous ceux qui en ont été écartés par l'application abusive du principe de la non-rétroactivité qui crée une ségrégation intolérable.

Fonctionnaires et agents publics (emplois réservés).

19478. — 25 août 1979. — **M. Louis Bessen** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur l'extrême lourdeur, qui impose des délais de deux à trois années, de la procédure existante pour l'obtention d'emplois administratifs publics par des personnes handicapées contraintes à un reclassement. En effet, après intervention de la Cotorep, les dossiers sont transmis au service interdépartemental des anciens combattants qui doit saisir le secrétariat d'Etat aux anciens combattants du dossier médical et administratif complet des intéressés. Après ces diverses formalités, les différentes administrations susceptibles de recruter ces personnes sont informées de leur candidature qui n'aboutira que s'il existe un poste vacant entrant dans le faible pourcentage réservé chaque année au reclassement des personnes handicapées physiques. Ce système se révélant très insatisfaisant pour les intéressés, il lui demande si la procédure ne pourrait pas être allégée et déconcentrée et si le pourcentage des postes réservés à ces reclassements ne pourrait pas être relevé pour donner effectivement aux personnes handicapées les droits légitimes que le législateur leur a reconnus.

Commerce extérieur (exportations et importations).

19479. — 25 août 1979. — **M. André Billardon** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur la très forte augmentation (plus 84 p. 100) de la vente des tuyaux de grès allemands sur le marché français en 1979, alors que celui-ci a du mal à se maintenir à son niveau de 1978. Il lui demande si les prix pratiqués par les entreprises allemandes — inférieurs de plus de 40 p. 100 à ceux pratiqués en France — ne sont pas contraires à la réglementation en vigueur entre les pays membres de la Communauté économique européenne. Cette situation, si elle devait se poursuivre, mettrait très rapidement en difficulté les entreprises du département de Saône-et-Loire, plus particulièrement spécialisées dans la production de tuyaux en fibres ciment et qui n'ont pas les mêmes possibilités d'interventions sur le marché allemand.

Pensions de retraite civiles et militaires (retraités : militaires).

19481. — 25 août 1979. — **M. Jacques-Antoine Gau** rappelle à **M. le ministre du budget** sa question écrite n° 16264 et la réponse qu'il a bien voulu lui faire (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale du 22 juin 1973, page 5479). Il lui expose que cette question avait été motivée par une réponse du ministre du budget à la question écrite posée par **M. le député Leizour**, réponse disant : que les pensions des grades et échelons nouveaux ne pourraient être accordées aux retraités si leur accès n'était pas automatique, ce qui était l'exacte traduction de l'arrêt du Conseil d'Etat « Colonel Richard », n° 38084 du 29 février 1960. Il lui précise que la question posée faisait expressément référence à des lois législatives et, en particulier, à la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1946, créant la péréquation des soldes et des pensions de retraite ; que la réponse faite esquive les données de la question et de la situation puisqu'elle prétend fonder l'injustice dont sont victimes les officiers retraités sur des décrets, modifiant en fait les décisions du législateur ; que l'application correcte de la péréquation, telle que le Conseil d'Etat l'a proclamée dans l'arrêt « Colonel Richard » susvisé, est très explicitée dans le rapport de **M. le député Le Coutaller**, n° 5104, page 57, sous rubrique « article 60 » (qui devait devenir l'article 61 de la loi citée), Assemblée nationale, session de 1948. Il lui demande pour quelle raison il n'a pas répondu aux points précis de la question posée ; pour quelles raisons le Gouvernement, en prenant les décrets en cause, a violé les dispositions nettes et sans ambiguïté de la loi de péréquation, telles qu'elles sont explicitées dans le rapport Le Coutaller. Il lui demande enfin si, se décidant à respecter la volonté du législateur, le Gouvernement est décidé à appliquer la loi et à donner aux lieutenants et aux commandants retraités des indices (et non des grades) correspondant à ceux qu'ils auraient s'ils étaient en activité de service avec la même ancienneté de service ou de grade que celles qu'ils possèdent, conformément aux dispositions légales.

Protection maternelle et infantile (médecins).

19482. — 25 août 1979. — **M. Jacques-Antoine Gau** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des médecins des services de protection maternelle et infantile, quel que soit leur statut professionnel (fonctionnaires, contractuels ou vacataires), au moment où est en discussion le projet de loi portant réforme des collectivités locales. Il lui demande : d'une part, s'il n'envisage pas d'obtenir pour ces professionnels une revalorisation des traitements, et, pour les vacataires, l'application immédiate de dispositions plus satisfaisantes dans le domaine des protections sociales comme de l'évolution des rémunérations ; d'autre part, s'il compte veiller, non seulement à ce que les réorganisations locales ou la mise en place effective des services unifiés de l'enfance ne se traduisent pas par des suppressions d'emplois, mais au contraire par une densification des personnels qui rendrait plus crédible le discours gouvernemental sur la prévention.

Vaccination (variole).

19483. — 25 août 1979. — **M. Jacques-Antoine Gau** demande à **M. le ministre de l'éducation** quelle position adoptera désormais son département au regard des certificats de vaccination, pour les enfants d'âge scolaire qui auraient dû être vaccinés contre la variole mais qui n'ont pas subi, avant le vote de la loi l'abrogeant, la primo-vaccination.

Rapatriés (A.N.I.F.O.M.).

19484. — 25 août 1979. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la vive inquiétude que connaissent les personnels de l'agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer quant à l'avenir de leur emploi, notamment à la suite des récentes déclarations gouvernementales concernant la réduction des effectifs dans la fonction publique. En effet, la plupart des personnels composant l'A.N.I.F.O.M. créée en 1970 sont encore des contractuels non titulaires qui risquent à la fin des opérations d'indemnisation prévue en 1981 de subir en premier les compressions d'effectifs. Il lui rappelle que lors des discussions engagées en 1977 avec les personnels de cette agence, il s'était déclaré prêt à négocier avec les organisations syndicales un projet de décret permettant l'intégration du personnel dans la fonction publique, soit par le biais d'une liste d'aptitude, soit par l'aménagement des accès aux concours. Aussi, devant le silence opposé depuis cette date à ces personnels, il lui demande quelles mesures il compte mettre en œuvre pour parvenir à la titularisation du personnel non titulaire de l'A.N.I.F.O.M.

Fruits et légumes (châtaignes).

19486. — 25 août 1979. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'importance que revêt la châtaigneraie dans le département du Var et contribue à son activité agricole et qui par sa qualité de pare-feu particulièrement efficace joue un rôle indispensable en cette année de sécheresse dans la protection des forêts et des sites. Toutefois, il lui fait part des inquiétudes que connaissent actuellement les agriculteurs concernés devant l'éventuel abandon par les pouvoirs publics fin 1979 du plan de lutte contre l'endotheria du châtaignier, parasite qui a détruit totalement la châtaigneraie aux U. S. A. Il souligne enfin que l'arrêt de cette lutte engendrerait un profond découragement chez les agriculteurs et entraînerait l'abandon de nombreuses parcelles, ce qui ne manquerait pas de causer un préjudice à l'économie de nombreuses zones rurales. Aussi, il lui demande de bien vouloir apporter tous les apaisements souhaitables en ce qui concerne la reconduction du plan de lutte contre l'endotheria du châtaignier.

Légion d'honneur (anciens combattants 1914-1918).

19487. — 25 août 1979. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le décret n° 78-1160 du 13 décembre 1978, qui fixe à 1500 le nombre de croix de chevalier de la Légion d'honneur pour les anciens combattants de la guerre 1914-1918 et ceux-ci pour la période allant du 1^{er} janvier 1979 au 31 décembre 1981. Il lui fait part du vœu émis par l'ensemble du monde combattant de voir débloquer un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur au regard du nombre de croix attribuées pour cette période eu égard aux épreuves que les anciens de la grande guerre ont traversées mais aussi de leur âge et du taux de mortalité. Il lui demande s'il envisage de faire droit à cette légitime revendication afin que tous ceux qui ont tant mérité lors des combats de la guerre de 1914-1918 puissent obtenir cette distinction.

Consommation (information et protection des consommateurs).

19488. — 25 août 1979. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur la publication du premier rapport annuel établi par la commission des clauses abusives créée

par la loi du 1^{er} janvier 1978 sur la protection et l'information du consommateur. En effet, conformément aux missions qui lui ont été attribuées, cette commission est tenue de proposer dans un rapport public annuel les modifications législatives ou réglementaires qui lui apparaissent souhaitables. C'est ainsi que la commission des clauses abusives fait dans son premier rapport quatre propositions de réforme visant notamment à la modification des articles 1641 à 1649 du code civil relatifs à la garantie légale des vices cachés et à l'interdiction par voie réglementaire de certaines clauses insérées dans les contrats contrares à la loi. A ce sujet, il apparaît que l'élimination des clauses présentant un caractère abusif des contrats habituellement proposés aux consommateurs ne puisse intervenir que par la voie réglementaire des décrets pris en Conseil d'Etat. En conséquence, il lui demande : 1^o quelles mesures il compte prendre pour que les propositions de réforme législatives puissent être soumises au Parlement ; 2^o si le Gouvernement entend réglementer ces clauses abusives par des décrets en Conseil d'Etat afin d'assurer une meilleure protection des consommateurs.

Pêche maritime (pêche à la voile).

19489. — 25 août 1979. — M. Louis Le Pensec expose à M. le ministre des transports que, devant le renchérissement continu du gazole et ses conséquences sur les comptes d'exploitation des navires, des pêcheurs envisagent de réintroduire la pêche à la voile dans certains domaines et spécialement pour la flotille thonière. Il est certain que, fussent-ils basés sur la sagesse et l'expérience des ancêtres, de tels projets « révolutionnaires » doivent être soigneusement étudiés pour permettre de sérieuses économies d'énergie sans obérer les capacités de production. M. le Pensec demande donc à M. le ministre de lui préciser : les aides susceptibles d'être attribuées par les pouvoirs publics pour la réalisation d'études techniques sur de tels projets ; l'appui dont pourront bénéficier les maîtres d'ouvrage et les constructeurs pour la concrétisation de ces projets.

Etrangers (Tchadiens).

19490. — 25 août 1979. — M. Louis Mexandeau appelle l'attention de M. le ministre de la coopération sur les nouvelles mesures qui viennent d'être prises à l'encontre des étudiants et stagiaires tchadiens boursiers. D'après ces mesures, la prise en charge de leurs allocations par la France prend fin à compter du 1^{er} juillet 1979. En outre, dès réception des bourses de mai et juin, il pourra être procédé à leur rapatriement qu'ils aient ou non achevé leur cycle d'études. Les étudiants tchadiens concernés sont environ sept cents en France. Ces mesures sont officiellement justifiées par des raisons tenant aux difficultés de trésorerie de l'Etat tchadien. En fait, il semble bien que l'on se trouve en face d'une mesure d'expulsion déguisée en rapatriement dans la mesure où la circulaire du ministre de l'Intérieur stipule que, pour pouvoir poursuivre des études en France, il faut justifier de ressources suffisantes. Il lui demande s'il compte prendre des mesures afin que cette politique de ségrégation vis-à-vis des étudiants tchadiens cesse et cela dans un bref délai, car la rapidité d'exécution des décisions discrétionnaires d'expulsion l'exige. Du moins, pourrait-il tempérer l'effet excessif de ces décisions en permettant aux étudiants de terminer leur cycle d'études, car rapatrier un étudiant avant l'obtention de son diplôme représente, certes, une perte de temps et d'argent pour l'étudiant, mais aussi une perte pour le pays intéressé.

Politique extérieure (Empire centrafricain).

19491. — 25 août 1979. — M. Louis Mexandeau exprime à M. le ministre des affaires étrangères son étonnement devant la singulière mansuétude dont a bénéficié Bokassa 1^{er}, chef de l'Etat centrafricain, de la part du Gouvernement français. Il lui rappelle qu'en septembre 1977 il avait adressé une lettre au ministre des affaires étrangères pour lui signaler dans quelles conditions avaient été arrêtés et malmenés M. A. Blague, ancien étudiant à Caen, devenu enseignant au lycée de Bangui, et trois de ses amis : le jour même de son arrestation M. Blague avait été amené au palais Berengo et sauvagement frappé par Bokassa qui lui avait cassé un bras à coups de bâton. Plusieurs interventions et la proximité du couronnement ont probablement sauvé la vie de M. Blague et de ses compagnons. Il note qu'à aucun moment (et en particulier dans ses réponses du 10 octobre 1977 et du 28 novembre 1977) le ministre des affaires étrangères n'a mis en doute la véracité des faits qui étaient reprochés au chef d'Etat centrafricain. Comment dès lors le Gouvernement français a-t-il pu continuer d'apporter avant et après le sacre son aide financière, politique et militaire à un homme dont il savait qu'il exerçait personnellement des sévices corporels sur les prisonniers. Ne pense-t-il pas que, compte tenu des moyens dont il disposait, le Gouvernement français aurait pu éviter que de tels excès ne se reproduisent pour aboutir au massacre d'enfants.

M. Mexandeau renouvelle enfin la question qu'il a posée en vain au ministre des affaires étrangères le 23 mai 1979 : « sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour protéger la vie des citoyens encore menacés par ce sanglant empereur de carnaval ».

Impôts (paiement).

19493. — 25 août 1979. — M. Gilbert Sénès rappelle à M. le ministre du budget ses déclarations relatives aux subrogations partielles établies par des rapatriés en vue du paiement de leurs impôts. Les précisions apportées étaient sans ambiguïtés : « C'est une novation considérable de prévoir que le paiement exigé des débiteurs de l'Etat (impôts dus par exemple) qui disposent par ailleurs d'une créance certaine non réglée par l'Etat, sera systématiquement différé jusqu'à la date du règlement attendu de l'Etat. » Or il se trouve que M. le trésorier-payeur général de la région Languedoc-Roussillon a renvoyé à M. le président du mouvement unifié des rapatriés quatre acceptations de subrogations partielles établies par des rapatriés en vue du paiement de leurs impôts. Ce haut fonctionnaire indique que son administration centrale ayant toujours considéré que ces acceptations n'ont aucune valeur juridique s'est trouvé dans l'obligation de renvoyer dorénavant celles qui seraient remises à ses services. M. Sénès demande en conséquence à M. le ministre de lui faire connaître sa position par rapport à sa propre déclaration et aux réactions de l'administration car il paraît inadmissible que des créanciers de l'Etat soient traités de façon aussi désinvolte.

Investissements (investissements étrangers en France).

19494. — 25 août 1979. — M. Joseph Henri Maujôan du Gasset expose à M. le ministre du budget qu'un groupe étranger vient d'acheter la station de sports d'hiver « Isola 2000 », située dans le département des Alpes-Maritimes pour la somme de 150 millions de francs. Cette opération fait passer une grande station internationale sous le contrôle d'investisseurs du Proche-Orient. L'importance d'une telle opération ne peut échapper au Gouvernement français. Renouvelé à une grande échelle, cela entraînerait rapidement la mise sous contrôle étranger de l'économie française. Il lui demande, d'une part, si le Gouvernement a eu à intervenir dans cette vente, d'autre part, ce qu'il compte faire pour conserver le contrôle de telles opérations qui compromettent l'indépendance du pays.

Transports maritimes (réglementation de la navigation).

19495. — 25 août 1979. — M. Joseph Henri Maujôan du Gasset rappelle à M. le ministre des transports qu'une coopération intense franco-britannique s'est établie depuis 1962 en vue d'assurer la sécurité de la navigation dans la Manche, coopération ayant abouti à la première délimitation du monde en voie de navigation. Cette délimitation a été mise en œuvre en 1967 par l'organisation consultative maritime intergouvernementale (I. M. C. O.). Il lui demande s'il peut lui indiquer quelles conclusions peuvent être tirées à l'heure actuelle de cette coopération franco-britannique, au point de vue d'efficacité.

Communautés européennes (politique de la défense).

19496. — 25 août 1979. — M. Joseph Henri Maujôan du Gasset demande à M. le ministre de la défense si à la suite de l'élection de l'Assemblée européenne au scrutin public, il est envisagé, au point de vue militaire, une harmonisation de la défense de l'Europe.

Lait et produits laitiers (beurre).

19497. — 25 août 1979. — M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset expose à M. le ministre de l'agriculture que les industriels laitiers des Pays de Loire sont très inquiets de la proposition de la commission de la C. E. E. de remettre sur le marché du beurre de 30 à 70 000 tonnes de beurre subventionné. Cette décision ruinerait les efforts des entreprises pour implanter des marques et créer des circuits commerciaux ; elle conduirait à faire transférer des stocks industriels au niveau des stocks particuliers et ne pourrait nullement améliorer la position du beurre par rapport aux graisses concurrentes. A cet aspect s'ajoute la nécessité de moyens financiers importants. Il lui demande où en est, à l'heure actuelle, cette question.

Conseils de prud'hommes (élections).

19498. — 25 août 1979. — M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset expose à M. le ministre du travail et de la participation qu'en application de la loi du 18 janvier 1979, quelque 14 millions de salariés vont être invités à élire à la proportionnelle leurs conseillers prud'hommes. La moitié seulement des salariés étant inscrits au 31 juillet, il lui demande s'il ne serait pas opportun de reporter en septembre la date limite d'inscription.

Carburants (commerce de détail).

19499. — 25 août 1979. — M. Emile Muller attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur les conséquences, notamment financières, pour les collectivités locales, de l'application de l'arrêté du 28 juin 1979 concernant les « Dispositions relatives à l'obligation saisonnière de stocks de réserve pétroliers ». (Texte rectifié au Journal officiel du 19 juillet 1979 en « Encadrement de la distribution du fuel-oil domestique ».) L'ouverture d'un droit d'approvisionnement chez le fournisseur de référence, sans possibilité de transfert de ce droit, rend pratiquement impossible le recours à une procédure concurrentielle. De plus, les marchés en cours d'exécution pour l'année 1979, dont le titulaire n'est pas le fournisseur de référence, étant devenus caducs, la collectivité perd le rabais obtenu après mise en concurrence, car le fournisseur de référence ne s'engage à livrer qu'au prix du barème officiel des prix. Il souhaiterait savoir comment il pense pouvoir permettre aux collectivités locales de recourir à nouveau à la concurrence, génératrice de rabais sur les prix des barèmes officiels des prix.

T. V. A. (cronération).

19500. — 25 août 1979. — M. François d'Harcourt signale à M. le ministre du budget que les reconstructions de cheptel consécutives à une épizootie contraignent l'agriculteur à payer la T. V. A. C'est ainsi que s'il y a vice sanitaire après fièvre aphteuse, l'intéressé qui aura reçu 500 000 francs d'indemnités et qui aura décidé de reconstituer son cheptel avec cette somme devra payer une T. V. A. de 7,50 p. 100. Il est important que les agriculteurs soient assurés que l'indemnité versée représente effectivement la valeur du capital sans T. V. A., et qu'elle ne soit pas assimilée à une vente. Il lui demande de bien vouloir confirmer que ces indemnités ne seront frappées d'aucune T. V. A.

Livre (contenu).

19501. — 25 août 1979. — M. Jean Fontaine expose à M. le ministre de la justice ce qui suit : dans le livre *Le Watergate français* son auteur met en cause le chef de l'Etat et plusieurs de ses ministres. Il cite des chiffres, il fait état de précisions qui peuvent paraître troublantes pour qui n'est pas au fait des questions. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître s'il n'estime pas nécessaire d'informer la représentation nationale des tenants et aboutissants de cette affaire et de lui indiquer si une suite judiciaire doit être donnée à de telles dénonciations.

Départements d'outre-mer (Réunion : finances locales).

19502. — 25 août 1979. — M. Jean Fontaine demande à M. le ministre de l'intérieur pour quelles raisons les budgets des communes du département de la Réunion financent environ 100 p. 100 des dépenses de fonctionnement des bureaux d'aide sociale alors que M. le ministre de l'intérieur, dans sa réponse à la question écrite n° 30408 du 20 juillet 1979 (J. O., Débats parlementaires) de M. Francis Palmero décompose approximativement les recettes de fonctionnement des budgets de l'aide sociale de la façon suivante : recettes de fonctionnement : 1° minimum du tiers de la part du versement représentatif de l'impôt sur les spectacles, soit environ 10 p. 100 des recettes ; 2° ressources autonomes : produits des concessions de terrains dans les cimetières, le remboursement par le département des frais d'instruction des dossiers d'aide sociale, les revenus de leur patrimoine ; 3° participations et remboursements de divers organismes (caisses de retraite, assurance maladie, caisses d'allocations familiales, aide sociale) : couvrant près du quart des dépenses de fonctionnement, soit environ 25 p. 100 des recettes. Il s'ensuit que les budgets communaux devraient participer à 100 p. 100 — (10 + 25) p. 100 = 65 p. 100 au maximum des dépenses de fonctionnement des budgets d'aide sociale. Or, à titre d'exemple, les pourcentages correspondant pour Saint-Louis sont les suivants : total des recettes B. A. S., 100 p. 100 ; impôt sur les spectacles, 7,08 p. 100 ; recettes autonomes (concessions, cimetières uniquement), 0,84 p. 100 ; part communale, 92,08 p. 100. En outre, si l'on substitue la dotation globale de fonctionnement à la part sur le versement représentatif de l'impôt des spectacles, cette part communale est réellement de 92,08 p. 100 + 7,08 p. 100, soit 99,16 p. 100 au lieu de 65 p. 100.

Communes (arrêtés municipaux).

19504. — 25 août 1979. — M. Henri Ferratti demande à M. le ministre de l'intérieur si l'article L. 121-19 du code des communes, notamment en ce qu'il prévoit la communication des arrêtés municipaux, est bien applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Sports (rencontres internationales).

19505. — 25 août 1979. — M. Didier Julla rappelle à M. le ministre des affaires étrangères que la fédération française de rugby a invité en France l'équipe d'Afrique du Sud, les Springbok, à affronter

les meilleurs sélections françaises. La presse nationale et internationale s'est faite l'écho d'une décision du Gouvernement français d'imposer à cette occasion un visa aux ressortissants d'Afrique du Sud désirant se rendre en France et de le refuser aux Springbok. Cette décision serait motivée, selon cette même presse, par la menace de l'Union soviétique de refuser la participation de la France aux Jeux olympiques de Moscou si notre pays recevait l'équipe d'Afrique du Sud. M. Julla rappelle au ministre des affaires étrangères subsidiairement qu'il n'est pas évident que la France ait des leçons de liberté à recevoir de l'Union soviétique, et fondamentalement que la position constante du Gouvernement français a été de ne pas mêler la politique et le sport afin de maintenir, selon notre meilleure tradition, la pureté de l'idéal sportif et de ne pas participer à une certaine perversion qui consiste à soumettre cet idéal à des conditions d'idéologie politique ou d'intérêt diplomatique. Cette attitude dispense d'ailleurs un parlementaire d'évoquer à l'occasion d'un problème sportif celui de la discrimination raciale. Il demande au ministre des affaires étrangères de se déclarer incompétent et de laisser des sportifs internationaux français accueillir leurs homologues étrangers, de quelque pays qu'ils viennent et quel que soit son régime politique. Dans le cas contraire, l'exemple du Gouvernement pourrait avoir des conséquences déplorables : les municipalités social-communistes pourraient s'autoriser à ne recevoir aucune équipe sportive provenant de municipalités ou de pays « non socialistes », et les autres municipalités pourraient refuser tout accueil de sportifs venant de municipalités ou de pays non adeptes de la démocratie libérale. Un certain idéal français, incarné un temps par le baron de Coubertin, et qui contribue largement au rayonnement de notre pays dans le monde, aurait cessé de vivre.

Viticulture (chaptalisation).

19506. — 25 août 1979. — M. Jean Castagnou signale à M. le ministre de l'agriculture la situation difficile dans laquelle vont se trouver les viticulteurs des régions du Val de Loire — et de l'Indre-et-Loire en particulier — par suite de la réforme de la réglementation sur la chaptalisation. Il insiste sur la très vive inquiétude des intéressés. En effet, la variété des cépages et des sols ainsi que les conditions climatiques particulières à ces régions conduisent à la production de vins très différents possédant des caractères spécifiques qui permettent une excellente commercialisation en raison de leur agrément et de leur légèreté. La nouvelle réglementation, outre le fait qu'elle obligerait à de nombreuses vinifications différentes pour une même exploitation, et à plus forte raison pour les caves coopératives, entraînerait la disparition de ces caractères propres et diminuerait, par voie de conséquence, les possibilités de diffusion commerciale. Par ailleurs, si une politique systématique de recherche de la qualité par un réencépagement noble a été entreprise et a permis une notable amélioration des produits, les vins non A. O. C. représentent encore un pourcentage important de la production (60 p. 100 en Indre-et-Loire). Or la faible superficie moyenne des exploitations ne permet pas d'envisager l'arrachage pour un remplacement par des plants qui ne seraient productifs que dans un délai minimum de cinq ans, sans que soit prévue une compensation permettant d'assurer la vie matérielle des viticulteurs et d'éviter un grave problème social. M. Jean Castagnou demande à M. le ministre de l'agriculture les mesures urgentes qu'il compte prendre pour éviter que les viticulteurs locaux subissent, sans avoir été consultés, les conséquences d'une réforme qui ne semble pas tenir compte des conditions de structure, de climat et de production très particulières à cette région, et qui appellent des solutions particulières.

Politique extérieure (Sohara occidental).

19507. — 25 août 1979. — M. Maurice Druon s'étonne auprès de M. le ministre des affaires étrangères de la conférence de presse donnée à Paris, le 14 août 1979, par un membre de l'organisation Polisario. Il lui demande dans quelles conditions a pu être tenue, dans notre capitale, par un représentant d'une organisation non reconnue, une telle conférence de presse dont l'essentiel, retransmis par la télévision, consistait en déclarations belliqueuses à l'égard du Maroc, nation traditionnellement amie de la France.

Impôt sur le revenu (charges déductibles : intérêts d'emprunts).

19508. — 25 août 1979. — M. Pierre Bes expose à M. le ministre du budget que le régime d'épargne-logement institué par la loi n° 65-554 du 10 juillet 1965 et organisé par le décret n° 65-1044 du 2 décembre 1965 tend à faciliter, par l'octroi de prêts à un taux avantageux, le financement de l'acquisition ou de la construction d'un logement qui doit être affecté à l'habitation principale du bénéficiaire. Dès l'origine ces prêts ont été consentis pour une future résidence de retraite sous condition d'occupation du logement dans un délai maximum de trois ans. Ce délai a été porté à cinq ans par analogie avec les dispositions de même nature édictées au titre des prêts aidés par l'Etat (art. 9 du décret n° 77-944 du 27 juillet 1977) et des prêts conventionnés (art. 4 du décret n° 77-1287 du 22 novembre 1977). D'autre part, en vertu de l'article 156-II-1 bis du code général des

Impôts, les titulaires de tous les prêts considérés bénéficient d'avantages en ce qui concerne l'imposition des revenus, sous la forme de déduction des intérêts afférents aux dix premières annuités de remboursement des emprunts contractés pour la construction ou l'acquisition du logement à usage d'habitation principale. La déduction est autorisée pendant une période de trois ans sans condition d'occupation ; si celle-ci n'est pas effective au bout de trois ans, les sommes déduites sont réintégrées dans le revenu imposable de l'année correspondante et la déduction d'intérêts au titre des annuités restantes n'est plus admise. Cette législation s'avère compliquée d'une part et, d'autre part, s'inscrivant dans le cadre de la politique générale d'aide à l'habitat, ne répond pas pleinement à l'objectif poursuivi en raison des clauses restrictives qu'elle comporte. Aussi conviendrait-il qu'en règle générale la déduction d'intérêts dont il s'agit soit possible sans aucune restriction pendant dix ans dès lors que l'occupation de l'habitation principale par le bénéficiaire du prêt est effective. A défaut d'une modification dans ce sens des dispositions actuelles, il conviendrait que celles-ci soient appliquées en n'exigeant pas, dans le cas particulier de la future résidence de retraite, l'occupation du logement avant cinq ans, par alignement sur le délai prévu pour l'octroi des prêts destinés à la construction ou à l'acquisition de ce même logement. Il lui demande quelles mesures de simplification et d'amélioration il compte faire prendre, au plan fiscal, pour donner son plein effet à la politique tendant à favoriser l'accession à la propriété de la résidence principale ou à tout le moins pour harmoniser, en ce qui concerne le délai exigé pour l'occupation du logement, les diverses législations régissant la matière, lesdites mesures qui n'auraient pas d'effet rétroactif devant s'appliquer à tous les prêts en cours d'amortissement.

Plus-values professionnelles (imposition).

19509. — 25 août 1979. — M. Marcel Bigeard attire l'attention de M. le ministre du budget sur une anomalie de notre système fiscal concernant la taxation des plus-values lors d'un transfert d'un bien du patrimoine privé de l'entrepreneur au patrimoine de l'entreprise individuelle et réciproquement : si le transfert d'un bien du patrimoine privé au patrimoine de l'entreprise donne lieu à une taxation lors de la revente de ce bien à un tiers, sur la base de la plus-value estimée depuis le jour de l'acquisition de ce bien, il en va différemment lors de la taxation, en cas de transfert d'un bien du patrimoine de l'entreprise dans le patrimoine privé de l'entrepreneur. La plus-value réalisée est alors taxée sur-le-champ sur la base d'une estimation ; l'anomalie d'une telle disposition pénalise d'autant les entrepreneurs individuels. Il lui demande s'il ne serait pas plus judicieux d'apprécier la plus-value lors de la vente à un tiers au prorata du temps passé d'abord dans l'entreprise, ensuite dans le patrimoine privé.

Education physique et sportive (enseignants).

19510. — 25 août 1979. — M. André Chandernagor appelle l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les conséquences apparues récemment du plan dit « de relance » de l'éducation physique et sportive. En effet, le redéploiement et les transferts autoritaires de postes d'enseignants en E.P.S., les bonifications de points indiciaires en cas de transfert de poste suivi par l'enseignant sont autant d'atteintes au droit de mutation de tout enseignant et au fonctionnement normal des commissions paritaires. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à ces méthodes nuisibles au respect des droits des enseignants en ce domaine.

Prix (pain).

19511. — 25 août 1979. — M. André Audinot rappelle à M. le ministre de l'économie que depuis un an le prix du pain a monté de 22 p. 100 selon la statistique nationale. Cette augmentation a été trois fois plus rapide que celle enregistrée sur l'ensemble des produits alimentaires et le pain a connu une hausse supérieure à celle de l'essence depuis 1970. Si l'on admet qu'auparavant le pain n'était pas vendu à sa véritable valeur, on peut aujourd'hui regretter qu'il soit de façon quasi générale surévalué. Quand ce produit est symbolique de la fluctuation des prix, il demande les mesures que le Gouvernement envisage de prendre pour maintenir les hausses trop marquées ces temps derniers des produits alimentaires, ce qui pénalise les « économiquement faibles » et les plus défavorisés.

Industries agro-alimentaires (entreprises).

19513. — 25 août 1979. — M. André Audinot appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la situation des exportateurs de sucre français. La profession sucrière française a exporté, l'an dernier, pour deux millions de tonnes de sucre, ce qui correspond, en devises, à un montant de 1 800 000 000 francs. Cette année, les prévisions d'exportation auraient pu atteindre un niveau équivalent,

mais de nombreuses grèves de dockers, dont vingt-sept jours en janvier dernier, ont fortement compromis la réalisation de cet objectif. Les conséquences de cette situation sont graves pour l'industrie sucrière, dont plusieurs sociétés travaillent dans le département de la Somme. Les frais d'immobilisation des navires à quai sont élevés. Les frais de stationnement des moyens de transports (wagons, camions) sont imputés aux sucreries, à tel point que certaines sociétés se trouvent actuellement en difficulté et craignent devoir mettre en chômage technique une partie de leur personnel. Il lui demande s'il ne convient pas d'envisager des mesures efficaces pour que l'effort national d'exportation, auquel participent les sucreries françaises, ne soit brisé par l'impossibilité dans laquelle elles se trouvent trop souvent d'exporter leur production à l'étranger.

Politique extérieure (Empire centrafricain).

19514. — 25 août 1979. — La commission d'enquête composée de juristes représentant cinq pays africains : Sénégal, Liberia, Côte-d'Ivoire, Togo et Rwanda vient de rendre publique à Dakar par la voie de son président, les conclusions qu'elle a été chargée de conduire concernant les massacres d'enfants à Bangui au mois d'avril dernier. Les investigations de cette commission d'enquête vient de confirmer que les manifestations qui se sont produites entre les mois de janvier et d'avril 1979 à Bangui dans l'Empire centrafricain ont été atrocement réprimées par les forces de l'ordre et qu'au mois d'avril précisément le massacre d'une centaine d'enfants a été perpétré avec la participation directe de l'empereur Bokassa. Or ces événements extrêmement graves étaient bien connus du Gouvernement français. En conséquence, M. Robert Montdargant demande à M. le ministre des affaires étrangères : 1° pour quelle raison le Gouvernement a-t-il publiquement refusé de reconnaître les faits ; a continué d'entretenir des relations privilégiées avec l'empereur Bokassa et a ainsi couvert ses tortures, mutilations, emprisonnements et assassinats, précisément au cours de l'année consacrée internationalement à l'enfance ; 2° de supprimer toute aide politique, financière et militaire à ce régime criminel ; 3° d'arrêter toute coopération militaire avec le Gouvernement zairois dont la participation à la répression est également confirmée.

Pêche maritime (pêche artisanale).

19515. — 25 août 1979. — M. Guy Guermeur appelle l'attention de M. le ministre des transports sur les moyens dont peut disposer la pêche artisanale pour assurer le renouvellement des navires. Réserver le F.D.E.S. aux seules constructions neuves ne paraît pas être une manière suffisamment efficace de favoriser ce renouvellement. En effet, l'expérience prouve que les commandes de bateaux neufs augmentent lorsque le marché des bateaux d'occasion est lui-même actif. C'est-à-dire que le ralentissement de ce marché de l'occasion, en cas de suppression du F.D.E.S., aura des répercussions fâcheuses sur une activité de construction déjà réduite. Si les mesures d'aide prévues dans le domaine du renouvellement de la flotte ont été naturellement accueillies avec satisfaction par les professionnels concernés, le jeune patron de moins de trente-cinq ans, qui aura eu la sagesse de faire l'apprentissage du métier sur un bateau d'occasion avant de se décider à acquérir un bateau neuf, ne pourra bénéficier de la prime de 5 p. 100 car cette construction ne sera plus considérée comme une première installation. La réduction du taux de l'autofinancement constitue une amélioration certaine pour l'installation des jeunes patrons. Malgré les concours appréciables apportés par les régions et les départements au renouvellement de la flotte de pêche artisanale, cet autofinancement reste encore l'obstacle premier à la construction. Il apparaît donc nécessaire de rechercher une formule d'autofinancement différé de trois à cinq ans. En attendant que le patron pêcheur soit en mesure de supporter l'effort financier, le relais pourrait être pris soit par les collectivités locales ou régionales, soit par les coopératives d'avitaillement. M. Guy Guermeur demande à M. le ministre des transports de lui faire connaître son opinion sur les suggestions présentées ci-dessus et sur les possibilités de leur mise en œuvre.

Communautés européennes (assemblée parlementaire).

19516. — 25 août 1979. — M. Jean Fontaine a l'honneur d'exposer à M. le ministre des affaires étrangères ce qui suit : le traité du 25 mars 1957, connu sous le nom de « traité de Rome » institue la Communauté économique européenne. Le traité du 8 avril 1965 institue un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes. Le traité du 22 avril 1970 modifie certaines dispositions budgétaires des actes précités ci-dessus. Ces textes prévoient la création d'une assemblée des peuples réunis dans cette communauté. Par décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976, il est stipulé que les représentants des peuples faisant partie de cette communauté à cette assemblée sont élus au suffrage universel direct. La loi française n° 77-680 du 30 juin 1977 autorise l'appro-

bation de cette décision du conseil des Communautés ci-dessus précisée. En vertu des dispositions de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977, il est prévu à l'article 2 que l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes est régie par le titre 1^{er} du code électoral et par les dispositions des chapitres suivants. Il en appert que nulle part et à aucune occasion il a été fait état de « Parlement européen », d'autant que dans sa décision du 30 décembre 1976, le Conseil constitutionnel a expressément noté que « l'élection au suffrage universel direct des représentants des peuples des Etats membres à l'Assemblée des Communautés européennes n'a pour effet de créer ni une souveraineté ni des institutions dont la nature serait incompatible avec le respect de la souveraineté nationale non plus que de porter atteinte aux pouvoirs et attributions des institutions de la République et notamment du Parlement (sous-entendu français). Dans ces conditions il ne peut pas y avoir de Parlement européen, ce qui laisserait supposer un pouvoir législatif, des compétences législatives supranationales. De même que, sauf modifications à intervenir ultérieurement qui devront être approuvées par la représentation nationale, il n'y a pas et il ne saurait y avoir de « député européen ». Or, une fâcheuse et déplorable tendance prend corps dans la presse écrite et parlée de faire état de « Parlement européen », de « député européen », ce qui est contraire à la loi et ce qui est de nature à porter préjudice au bon fonctionnement de l'Assemblée des Communautés européennes. En effet, il importe que les représentants des Etats à l'Assemblée européenne ne soient pas conduits insensiblement, presque sans le vouloir, à se croire dépositaires d'une volonté supranationale et s'arroger en conséquence des pouvoirs qui dépasseraient le cadre de leur mission. C'est pourquoi M. Fontaine demande à M. le ministre des affaires étrangères de lui faire connaître s'il n'estime pas nécessaire par une déclaration officielle de devoir rappeler les tenants et les aboutissants de cette grande affaire et rappeler péremptoirement qu'il n'y a pas de Parlement européen, comme il n'y a pas de députés européens, mais une assemblée des Communautés européennes et des représentants des Etats à cette assemblée.

Départements d'outre-mer (fonctionnaires et agents publics).

19517. — 25 août 1979. — M. Pierre Lagourgue attire l'attention de M. le ministre du budget sur le fait qu'un arrêté est paru au *Journal officiel* en date du 26 juillet 1978 revalorisant le taux des indemnités kilométriques pour usage de véhicules personnels versé aux personnels civils à la charge du budget de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés, alors que dans les D.O.M. le montant de ces indemnités reste toujours fixé par un arrêté du 30 novembre 1976 et paru au *Journal officiel* du 5 décembre 1976. En conséquence, il lui demande s'il n'envisage pas de prendre les dispositions nécessaires pour que très rapidement soit pris un arrêté permettant un relèvement de ces indemnités pour les départements d'outre-mer.

Départements d'outre-mer (impôt sur le revenu).

19518. — 25 août 1979. — M. Pierre Lagourgue appelle l'attention de M. le ministre du budget sur le fait que par décret n° 79-657 du 31 juillet 1979 le système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu institué par la loi n° 71-505 du 29 juin 1971 sera étendu à partir du 1^{er} janvier 1980 aux derniers départements métropolitains non encore concernés à savoir le Var, la Haute-Corse, et la Corse-du-Sud. Il lui demande s'il envisage de prendre les mêmes dispositions très prochainement pour les départements d'outre-mer.

Enseignement supérieur (établissements).

19519. — 25 août 1979. — M. Guy Ducoloné rappelle à Mme le ministre des universités que des questions lui ont été posées à diverses reprises sur les conséquences néfastes qu'aurait le transfert de l'école normale supérieure de Saint-Cloud dans la région lyonnaise. Les organisations du personnel et des élèves, les syndicats d'enseignants y compris ceux de la région lyonnaise, le conseil d'administration de l'E.N.S. comme la commission d'inspecteurs ont tous exprimé leurs craintes qu'un tel transfert aboutisse à brève échéance au démantèlement et à la fin d'un des trop rares établissements de formation des maîtres destinés au secondaire et au supérieur. Cette inquiétude est encore augmentée avec l'annonce faite au milieu du mois d'août sans même avoir consulté les enseignants et les élèves, d'une restructuration des écoles normales supérieures. En ce qui concerne Saint-Cloud, l'ensemble des personnels justifie légitimement le maintien de l'E.N.S. en région parisienne, par la nécessité de préserver le niveau et la qualité des formations fournies; de conserver l'école dans son intégralité et ses spécificités notamment en matière de recherche; de maintenir la pluridisciplinarité. Or, ces différentes et complémentaires exigences qui ont fait le renom de l'E.N.S. Saint-Cloud ne seraient

plus assurées à Lyon où plusieurs activités de l'école seraient supprimées. Nul ne conteste qu'il est nécessaire de réimplanter l'école. Mais cela doit et peut se faire à proximité immédiate de la capitale. La municipalité de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) a d'ailleurs fait, après une rencontre avec l'intersyndicale, des propositions concrètes de terrains où l'installation de l'école permettrait de garantir toutes ses caractéristiques. C'est pourquoi il insiste pour que soit abandonné le projet d'installation de l'E.N.S. de Saint-Cloud dans la région lyonnaise et que les études soient entreprises pour une réimplantation en région parisienne dont la possibilité est prouvée par la proposition de la municipalité de Gennevilliers.

Mutualité sociale agricole (cotisations).

19520. — 25 août 1979. — M. Jean-Pierre Bechter demande à M. le ministre de l'agriculture s'il est exact qu'est prévue une augmentation du pourcentage de prise en compte du revenu brut d'exploitation qui intervient dans le taux d'appel des cotisations d'allocations familiales et d'assurance vieillesse agricoles par un mécanisme assez complexe visant à rendre les bases cadastrales plus équitables dans l'appréciation du degré de richesse d'un département, et qui aide l'application d'un coefficient correcteur appelé « coefficient d'adaptation ». Pour la Corrèze, ce pourcentage qui était de 25 p. 100 en 1976 et 1977, avait donné un coefficient d'adaptation de 1,15 et de 30 p. 100, en 1978 il donnait un coefficient de 1,24. Passant à 35 p. 100 en 1979 il produisait un coefficient d'adaptation de 1,35. Or, ce coefficient affecte les bases cadastrales des agriculteurs et il modifie la répartition nationale des charges de gestion et techniques, ces dernières ayant subi d'ailleurs d'importantes majorations dans les quatre années écoulées. Ainsi, compte tenu de la stagnation du pouvoir d'achat des agriculteurs, tout particulièrement des agriculteurs corréziens, il paraîtrait nécessaire que le pourcentage de prise en compte du R.B.E. soit limité à son taux actuel de 35 p. 100.

Elevage (porcs).

19521. — 25 août 1979. — M. Jean-Pierre Bechter demande à M. le ministre de l'agriculture de lui indiquer quand seront appliquées les décisions prises pour venir en aide aux éleveurs de porcs.

Elevage (veau de boucherie).

19522. — 25 août 1979. — M. Jean-Pierre Bechter rappelle à M. le ministre de l'agriculture l'urgence qu'il y a à mettre en place une politique d'organisation de la production et du marché du veau de boucherie afin d'éviter des baisses de cours semblables à celles que l'on a récemment pu enregistrer et dont ont été particulièrement victimes les exploitants corréziens. Il lui demande donc quand les mesures adéquates seront prises dans ce domaine.

Commerce extérieur (Communauté économique européenne).

19523. — 25 août 1979. — M. Jean-Pierre Bechter demande à M. le ministre de l'agriculture s'il n'envisage pas d'élaborer une réforme des règlements « fruits et légumes » qui, en plus du maintien de la préférence communautaire, prévoierait des normes qualitatives pour les échanges intra-communautaires.

Fruits et légumes (prunes).

19524. — 25 août 1979. — M. Jean Bonhomme expose à M. le ministre de l'agriculture que la production des prunes représente, pour la région Midi-Pyrénées, et notamment pour les départements de Tarn-et-Garonne et du Lot, une partie importante de l'activité fruitière. Ces deux départements représentent le tiers de la production française de prunes de table, quetsches et mirabelles exclues. Or, cette production subit un préjudice incontestable par suite des aides communautaires importantes venant d'être accordées aux industriels pour les fabrications de pêches au sirop, poires au sirop et qui le seront l'an prochain pour les cerises au sirop. Les prunes au sirop, notamment les reines-claude, étant hors du mécanisme communautaire, le prix de fabrication qui en résulte devient prohibitif par rapport à celui des autres fruits au sirop. Afin d'éviter une désaffection, très dommageable, de cette production, M. Jean Bonhomme demande à M. le ministre de l'agriculture que des dispositions soient prises, permettant de placer la prune au sirop à parité de concurrence avec les autres produits, dès la présente campagne.

Postes et télécommunications (secrétariat d'Etat) : personnel.

19525. — 25 août 1979. — M. Jean-Charles Cavallé fait part à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications de son étonnement devant le fait, qu'à notre époque, des préposés des services des postes effectuent encore leurs tournées à bicyclette.

Les difficiles conditions de travail dans lesquelles ces derniers sont affectés en zone rurale, en raison de l'étendue du secteur qu'ils doivent couvrir quotidiennement. Plus étrange encore est le fait que ces fonctionnaires doivent acquiescer, avec leurs fonds propres, cet outil de travail pour lequel n'est versée qu'une modique indemnité largement insuffisante par rapport aux frais réels engagés (achat, entretien, réparation). Il lui demande, premièrement, quelles sont les raisons qui s'opposent à la constitution d'un parc de vélos par l'administration des postes et télécommunications ou, mieux encore, d'un parc de vélomoteurs qui seraient mis à la disposition des agents concernés. Et, deuxièmement, si aucune possibilité ne pouvait être envisagée dans ce sens, ne faudrait-il pas alors revaloriser l'indemnité qui leur est actuellement versée, afin d'établir une plus grande justice salariale pour cette catégorie de fonctionnaires désavantagée par rapport aux autres agents.

Automobiles (commerce de détail).

19526. — 25 août 1979. — M. Jean-Charles Cavallé attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la pratique, devenue courante chez les constructeurs d'automobiles, à certaines époques de l'année, de faire signer des contrats en vue de la fourniture d'un véhicule de tourisme, de ne pas respecter la date de livraison prévue et d'appliquer, en conséquence, une hausse sur le prix du véhicule au prétexte qu'il s'agit du modèle de l'année suivante. Ce procédé a pour résultat de pénaliser doublement le consommateur, car, d'une part, les prévisions de livraison n'étant pas respectées, le préjudice que subit ce dernier peut être important, compte tenu des projets qu'il avait pu former, mais, d'autre part, et surtout, il doit supporter une augmentation de prix qu'il n'avait pas prévue au départ et qui alourdit forcément son budget. Les constructeurs d'automobiles s'exonèrent de leurs responsabilités en se retranchant derrière le contrat d'adhésion signé par l'acheteur. En apparence, en effet, ce dernier semble être protégé puisqu'on lui permet de se rétracter à l'issue d'un délai d'attente de trois mois. Certaines clauses de la convention type stipulent bien que le client peut demander son annulation lorsque la date de mise à disposition indiquée au contrat se situe plus de trois mois après la date d'acceptation de la commande et que le tarif en vigueur est supérieur au tarif fixé le jour de l'acceptation de la commande. Mais il s'agit, en fait, d'une fausse protection car si le client a arrêté son choix sur un modèle bien précis, c'est qu'il est, à l'évidence, intéressé par cet achat. Par ailleurs, s'il décidait quand même d'annuler son engagement il devrait alors passer une nouvelle commande avec ce même constructeur, ou éventuellement un autre, et attendre une nouvelle fois la livraison du véhicule, sans avoir la certitude que sa date sera respectée. En conséquence, M. Jean-Charles Cavallé demande à M. le ministre de l'Industrie en accord avec son collègue M. le ministre du budget, si une réglementation plus stricte ne mériterait pas d'être envisagée afin que les droits des consommateurs ne soient pas détournés de leur finalité d'une façon telle qu'ils peuvent, à la limite, être considérés, actuellement, comme inexistantes.

Automobiles (commerce de détail).

19527. — 25 août 1979. — M. Jean-Charles Cavallé attire l'attention de M. le ministre du budget sur la pratique, devenue courante chez les constructeurs d'automobiles, à certaines époques de l'année, de faire signer des contrats en vue de la fourniture d'un véhicule de tourisme, de ne pas respecter la date de livraison prévue et d'appliquer, en conséquence, une hausse sur le prix du véhicule au prétexte qu'il s'agit du modèle de l'année suivante. Ce procédé a pour résultat de pénaliser doublement le consommateur, car, d'une part, les prévisions de livraison n'étant pas respectées, le préjudice que subit ce dernier peut être important compte tenu des projets qu'il avait pu former, mais, d'autre part et surtout, il doit supporter une augmentation de prix qu'il n'avait pas prévu au départ et qui alourdit forcément son budget. Les constructeurs d'automobiles s'exonèrent de leurs responsabilités en se retranchant derrière le contrat d'adhésion signé par l'acheteur. En apparence, en effet, ce dernier semble être protégé puisqu'on lui permet de se rétracter à l'issue d'un délai d'attente de trois mois. Certaines clauses de la convention-type stipulent bien que le client peut demander son annulation lorsque la date de mise à disposition indiquée au contrat se situe plus de trois mois après la date d'acceptation de la commande et que le tarif en vigueur est supérieur au tarif fixé le jour de l'acceptation de la commande. Mais il s'agit, en fait, d'une fausse protection car si le client a arrêté son choix sur un modèle bien précis, c'est qu'il est, à l'évidence, intéressé par cet achat. Par ailleurs, s'il décidait quand même d'annuler son engagement il devrait alors passer une nouvelle commande avec ce même constructeur, ou éventuellement un autre, et attendre une nouvelle

fois la livraison du véhicule, sans avoir la certitude que sa date sera respectée. En conséquence, M. Jean-Charles Cavallé demande à M. le ministre du budget, en accord avec son collègue M. le ministre de l'Industrie, si une réglementation plus stricte ne mériterait pas d'être envisagée afin que les droits des consommateurs ne soient pas détournés de leur finalité d'une façon telle qu'ils peuvent, à la limite, être considérés actuellement comme inexistantes.

Examens et concours (infirmiers).

19528. — 25 août 1979. — M. Joseph Comiti expose à M. le ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale la situation paradoxale de candidats à l'examen d'entrée dans les écoles d'infirmiers qui ont été reçus à cet examen, sous réserve qu'ils puissent passer ultérieurement leur baccalauréat. Dans le cas où ils n'ont pas été admis à ce baccalauréat, l'examen d'entrée à l'école d'infirmiers est annulé et bien qu'ils aient satisfait à ces épreuves précises, ils ne peuvent espérer suivre les cours d'élèves-infirmiers. Il y a là une situation assez paradoxale puisque les examens d'entrée sont destinés à vérifier les aptitudes des impétrants à faire carrière d'infirmiers. Il lui demande s'il n'est pas possible d'envisager dans certains cas la possibilité pour ces élèves de passer un examen d'aptitude générale et de leur permettre d'exercer des études dans cette carrière pour laquelle ils sont particulièrement motivés.

Prestations familiales (allocation d'orphelin).

19529. — 25 août 1979. — M. Joseph Comiti expose à M. le ministre des Transports le préjudice causé aux enfants de marina d'origine étrangère, naviguant sur un bateau français et mariés à des Françaises. En cas de décès de ce marin l'orphelin n'a pas droit à pension. Ce cas général est illustré de façon plus particulière par l'enfant d'un marin vietnamien marié à une Française. Cet enfant est né en France, son père est décédé en mer, sur un bâtiment de croisière, mais du fait de l'origine vietnamienne du père défunt la demande de pension d'orphelin au profit de cet enfant a été rejetée. Il lui demande s'il n'est pas possible d'envisager pour ces particuliers et dans un but de stricte équité de revoir la réglementation.

Ropatriés (A. N. I. F. O. M.).

19530. — 25 août 1979. — M. Joseph Comiti expose à M. le ministre du budget la situation du personnel contractuel de l'A. N. I. F. O. M. Cette agence, créée en 1970 avec la première loi d'indemnisation, doit prendre fin en 1981, à l'extinction des opérations d'indemnisation. L'article 21 de la loi de finances rectificative pour 1977 (n° 77-1466) du 30 décembre 1977 prévoit divers aménagements sur l'accès aux concours dans la fonction publique et le reclassement comme contractuel de ce personnel. Ce texte qui prévoyait des décrets d'application n'a point été complété à ce jour par ces décrets. Les premières compressions d'effectifs vont intervenir dès 1981. M. Joseph Comiti demande à M. le ministre du budget à quel stade en est la préparation de ce texte et si sa parution peut être envisagée dans un délai assez bref, car il est nécessaire pour ce personnel de pouvoir se préparer au reclassement, notamment préparer l'accession à certains concours, ce qui demandera de sa part une préparation intellectuelle qui ne peut être faite en quelques mois, mais qui demande un long délai de préparation et de réflexion.

Apprentissage (établissements).

19531. — 25 août 1979. — M. Guy Guerneur rappelle à M. le ministre des Transports que les écoles d'apprentissage maritime sont gérées par une association de la loi de 1901, l'association pour la gerance d'écoles d'apprentissage maritime (A. G. E. A. M.). Il apparaît anormal que les collectivités locales et les professions supportent une grande partie des charges de ces établissements, charges qui devraient normalement incomber à l'Etat. Il est d'ailleurs évident que l'intervention de l'Etat constituerait un investissement tendant à améliorer la rentabilité des armements français et donc à réduire notre dépendance à l'égard des autres pays (la balance commerciale pour le poisson est déficitaire de plus de 2 milliards de francs). Une qualification supérieure des équipages est la condition principale d'une bonne prévention contre les accidents de mer, dont les conséquences sur nos côtes sont souvent tragiques. M. Guy Guerneur demande à M. le ministre des Transports s'il n'estime pas souhaitable que des dispositions soient prises afin que l'Etat prenne en charge la plus grande part de la formation professionnelle aux métiers de la mer, et notamment à la pêche maritime. Cette aide accrue pourrait s'inspirer des dispositions de la loi du 31 décembre 1959 modifiée par la loi du 25 novembre 1977 relatives à l'aide de l'Etat à l'enseignement

privé, ainsi que de la loi du 28 juillet 1978 concernant l'aide à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole. Il lui demande également que soit envisagée la mise à la disposition par l'Etat d'un ou plusieurs navires-écoles au bénéfice des principales régions de formation maritime. Le premier d'entre eux pourrait être affecté au Sud-Finistère où sont formés un nombre très important de marins.

Aide ménagère (financement).

19532. — 25 août 1979. — M. Guy Guermeur expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que les fonctionnaires retraités, en dehors de ceux dont les ressources sont inférieures au plafond de l'aide sociale, ne peuvent prétendre à une prise en charge financière des frais d'aide ménagère. Actuellement donc tout ancien fonctionnaire désirant l'assistance d'une aide ménagère se trouve contraint d'assumer seul la charge financière qui en résulte. Il s'agit là d'une discrimination inexplicable car de nombreux fonctionnaires retraités ont une situation aussi modeste que celle de certains retraités du régime général de sécurité sociale. M. Guy Guermeur demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de lui faire connaître les raisons qui selon lui justifient la grave discrimination dont il demande la suppression.

Assurance maladie-maternité (indemnités journalières).

19533. — 25 août 1979. — M. Charles Haby rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale les dispositions de l'article L. 290 du code de la sécurité sociale comme celles des articles 29, 33 et 34 du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945 (annexes 1 et 2). Ces textes fixent les modalités de calcul des prestations en espèces essentiellement pour ce qui est de l'établissement des indemnités journalières lors des congés de maladie. La pratique a fait apparaître des abus. En effet, le salarié se mettant en congé de maladie le mois qui suit, par exemple, le paiement d'un treizième mois, se verra servir des indemnités qui représenteront le double du salaire de référence. M. Charles Haby demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale ses intentions pour arrêter de tels abus qui ne font qu'encourager l'absentéisme.

Transports maritimes (marins).

19535. — 25 août 1979. — M. Pierre Letallade attire l'attention de M. le ministre des transports sur les conclusions du rapport de la commission Dufour (créée pour étudier la différence existant entre les salaires réels et les salaires forfaitaires servant au calcul des pensions servies aux marins pensionnés) déposées depuis le 5 janvier 1979. Il demande à quel moment ces conclusions seront communiquées officiellement aux pensionnés de la marine marchande par le soin du conseil supérieur des Invalides.

Conflits du travail (règlement amiable).

19536. — 25 août 1979. — M. Arnaud Lepercq appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la procédure de règlement amiable d'un litige né entre un employeur et son salarié. Il s'étonne que l'inspection du travail saisisse par le salarié d'une demande d'intervention visant à s'assurer de la conformité de son contrat avec les dispositions légales et conventionnelles en vigueur, n'entende pas également l'employeur avant de procéder à la rencontre contradictoire. Aussi, dans un souci d'équité, il demande à M. le ministre du travail et de la participation de faire en sorte que les droits et les obligations soient les mêmes pour chacune des parties.

Élevage (aquaculture).

19537. — 25 août 1979. — M. Charles Miossec attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les perspectives ouvertes par l'aquaculture dans notre pays, notamment en ce qui concerne l'élevage des espèces animales telles que truites, saumons, homards, coquilles Saint-Jacques, huîtres et moules. Il lui rappelle la place de tête qu'occupe la Bretagne dans ce domaine : particulièrement remarquables, entre autres, sont les expériences de repeuplement des zones côtières, expériences tentées par quelques pionniers qui ont su prendre des risques, pour eux bien sûr, mais pour la collectivité, et qui sont aujourd'hui parvenus à rentabiliser de véritables fermes de la mer. A cet égard, il demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir lui préciser quelle politique mènent les pouvoirs publics pour encourager et aider toutes les activités aquacoles, et notamment les expériences de production en commun, telle celle d'Acuacop, au Tinduff, dans la rade de Brest. Il souhaiterait également connaître dans quelle mesure l'Etat peut inciter à l'exploitation rationnelle des algues, en particulier, comme c'est le cas aux Etats-Unis d'Amérique, à des fins énergétiques.

Enseignement (établissements).

19538. — 25 août 1979. — Au moment où la « carte scolaire » est déjà arrêtée pour la prochaine rentrée, M. Charles Miossec demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui indiquer le bilan de la politique de redéploiement scolaire, ainsi que les effets récents de la « grille Guichard », pour le département du Finistère depuis l'année 1970, notamment en ce qui concerne les points suivants : 1° évolution de la population scolaire ; 2° évolution corrélative de l'encadrement pour les classes primaires et maternelles, ainsi que dans le secteur du secondaire, en particulier pour les principales agglomérations du Nord-Finistère, dont Landivisiau ; 3° solde des ouvertures et des fermetures de classes pour la totalité du département, ainsi que pour sa partie Nord.

Anciens combattants (Afrique du Nord).

19540. — 25 août 1979. — M. Charles Miossec attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur les problèmes spécifiques rencontrés par les anciens combattants d'Afrique du Nord : longs délais pour l'établissement des listes d'unités combattantes ; retards importants dans l'établissement des cartes du combattant ; distorsions, eu égard au dispositif général en vigueur pour les anciens combattants, notamment en ce qui concerne la bonification de dix jours à ceux qui se sont portés volontaires pour combattre en Afrique du Nord, à ceux qui ont devancé la date réglementaire de leur envoi en Algérie et aux rappelés ; refus de généraliser la mention « guerre » sur les brevets de pensions militaires d'invalidité. Il lui demande donc de vouloir bien préciser quelles sont les intentions du Gouvernement sur chacun des points évoqués à un moment où une nouvelle politique des droits à réparation est, semble-t-il, en cours de définition. Par ailleurs, il souhaiterait avoir communication de l'état numérique des listes d'unités combattantes et des cartes du combattant pour les anciens d'Afrique du Nord domiciliés dans le département du Finistère.

Crédit agricole (prêts).

19541. — 25 août 1979. — M. Jean-Claude Pasty fait part à M. le ministre de l'agriculture d'une information récente parue dans un journal de la presse agricole relatant que le crédit agricole participerait à la tête d'un consortium bancaire à un crédit de 100 millions de dollars accordé à la Roumanie et destiné à des équipements en porcherie. Il lui demande si cette information — pour le moins surprenante au moment où le Gouvernement s'engage à soutenir un nouveau plan de relance de la production porcine en France — est bien exacte et, dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui auraient pu conduire le crédit agricole à accorder un concours financier de cette importance à un pays concurrençant directement les producteurs français de porcs.

Hôpitaux (personnel : recrutement).

19542. — 25 août 1979. — M. Pierre Weisenhorn appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les difficultés que rencontrent pour leur intégration dans la vie active les titulaires d'un B.E.P., carrières sanitaires et sociales. En effet, généralement les hôpitaux ne s'occupent pas de la formation pratique des jeunes titulaires de ce B.E.P., préférant souvent des promotions internes en formant leurs filles de salle. M. Pierre Weisenhorn demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de bien vouloir envisager des mesures permettant de favoriser la formation professionnelle des titulaires de B.E.P., carrières sanitaires et sociales afin que ces jeunes gens et ces jeunes filles puissent obtenir un C.A.P. d'aide-soignant grâce à des études pratiques poursuivies en milieu hospitalier.

Notaires (actes et formalités).

19543. — 25 août 1979. — M. Louis Besson appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur les difficultés suscitées en matière notariale par le décret n° 78-264 du 24 mars 1978 pris en application de la loi n° 78-23 du 10 janvier 1978. Alors que le législateur a voulu protéger le consommateur, les dispositions mises en œuvre pour l'application du texte législatif sont en fait largement inadéquates aux problèmes en cause et génératrices de complications. De plus, dans certains domaines, elles se révèlent coûteuses pour les consommateurs sans être plus protectrices pour autant. Pour illustrer les appréciations ci-dessus, deux exemples peuvent être cités. 1° Celui de la vente d'appartements en cours de construction dits en état futur d'achèvement : ce type de contrat est régi par la loi n° 67-3 du 2 janvier 1967 et le décret n° 57-1166 du 22 décembre 1957 qui assurent à l'acquéreur toutes garanties, notamment par l'indication de documents qui doivent lui être remis avant engagement définitif, et en particulier l'obligation de notifier

le projet de l'acte de vente notarié un mois avant sa signature pour qu'il ait le temps d'en contrôler la conformité (art. 34 du décret). Or les nouveaux textes imposent désormais l'annexe obligatoire à l'acte de vente notarié des documents visés dans celui-ci, alors qu'ils sont déjà détenus par l'acquéreur et existent en la forme originale aux minutes du notaire: règlement de copropriété (déjà publié au bureau des hypothèques, donc opposable aux tiers); notice descriptive complète de l'immeuble, plans, etc. Cette annexe entraînera pour l'acquéreur une augmentation sensible des frais d'acte (dont un résultat opposé à l'intention du législateur de défense des intérêts du consommateur). Dans un immeuble collectif, de conception simple et d'environ 50 logements, un règlement de copropriété comporte couramment quarante pages. Le coût rien qu'en timbre fiscal serait le suivant: annexe à la minute (acte notarié original), quarante pages $\times$ 4,25: 170 francs; annexe à l'expédition (copie conforme délivrée à l'acquéreur, quarante pages $\times$ 4,25: 170 F; annexe à la copie exécutoire (titre de créance du vendeur pour la partie du prix payable à terme en fonction de l'avancement des travaux), quarante pages $\times$ 4,25: 170 francs: total des timbres fiscaux en sus de l'ordinaire: 510 francs. On peut imaginer le coût lorsqu'il s'agit d'un achat dont le règlement de copropriété comporte deux cents à trois cents pages. Les frais d'acte pourraient être majorés de 30 à 100 p. 100. 2° Celui des contrats de prêt: les notaires et les établissements de crédits s'étaient efforcés de simplifier la teneur des actes pour faciliter leur compréhension et réduire leur coût. C'est ainsi que s'étaient généralisées les pratiques suivantes que remettent en cause les nouveaux textes: a) les clauses générales faisaient l'objet d'un cahier des charges remis à l'emprunteur par le notaire. Seules figuraient dans l'acte notarié les dispositions spécifiques du client: montant du prêt et des échéances, durée, intérêts, gages donnés au créancier, etc. Bien entendu, le notaire expliquait à l'emprunteur les termes du cahier des charges; b) le contrat d'assurance vie était délivré directement à l'emprunteur (ses clauses n'étant pas négociables par l'emprunteur puisque s'agissant d'un contrat de groupe); c) le tableau d'amortissement et des échéances (conséquence des indications de l'acte notarié et de sa date) était remis à l'emprunteur par l'établissement de crédit, après signature de l'acte. Cela pour une raison pratique: les dates d'échéance ne peuvent être arrêtées en fonction de la date de l'acte notarié, ce qui suppose désormais de le connaître à l'avance. Il en résulte des complications, du temps perdu, un double travail... Les deux exemples ci-dessus confirment les critiques émises quant au coût accru des actes et à l'excessive complication apportée au travail des notaires paraissent aussi contradictoires avec la volonté maintes fois affirmée de simplifier les tâches administratives et de réduire la consommation de papier, chaque acte devant se voir annexer inutilement des doubles de documents, dont les originaux, qui accroîtront le volume d'archives déjà pléthoriques. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation, les notaires étant tenus, depuis le 1^{er} octobre, soit d'appliquer la loi avec majoration des frais d'actes, ce qui entraîne des protestations des clients, soit de reporter la signature des contrats dans l'attente de la mise en œuvre de dispositions nouvelles tenant compte des graves objections suscitées par le décret incriminé.

Agriculture (zone de montagne).

19544. — 25 août 1979. — M. Louis Besson appelle une nouvelle fois l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les graves conséquences de la non-indexation du montant de l'indemnité spéciale montagne, les communes situées en zone dite critique ayant seules bénéficié d'un unique rattrapage forfaitaire. Pour la plupart des éleveurs de montagne, cette aide destinée à compenser de lourds surcoûts de production et une moindre rentabilité s'est donc fortement dévaluée au fil des années. Cette attitude ne témoigne pas d'une volonté gouvernementale de mener réellement une politique de la montagne qui impliquerait de sa part des engagements indexés qui peuvent seuls constituer une incitation à l'installation de jeunes exploitants. Au moment où les instances communautaires seraient favorables à un accroissement des dotations budgétaires nécessaires à cette revalorisation, il lui demande quelles sont ses intentions en la matière.

Transports (organisation).

19546. — 25 août 1979. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre des transports sur l'urgence des mesures à prendre en vue de réaliser des économies significatives d'énergie dans le secteur des transports. Il lui demande s'il ne serait pas utile de compléter les premières dispositions arrêtées dans un récent conseil des ministres par la mise en œuvre aux différents niveaux adéquats (national, régional, départemental et local) de nouveaux plans de transports. Cela semble indispensable au vu des problèmes énergétiques qui secouent notre pays, et cela

concrétiserait une réelle priorité aux modes de transports les plus économes en énergie. Il aimerait aussi connaître quelles incitations M. le ministre des transports entend promouvoir pour que de tels plans soient rapidement élaborés et appliqués.

Départements d'outre-mer (Réunion: sucre).

19547. — 25 août 1979. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) sur les conséquences du plan de restructuration de l'industrie sucrière du département de la Réunion. Il note que la restructuration économique entraînera les fermetures des usines de La Mare et du quartier Français vers 1981-1982. Il lui demande s'il compte prendre les mesures nécessaires afin que cette restructuration ne soit pas l'occasion d'une compression importante du personnel.

Routes (aires de repos).

19548. — 25 août 1979. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre des transports sur le manque d'aires de repos aménagées pour les usagers des routes à grande circulation. Chaque année, les départs en vacances provoquent une migration importante de la population française. Les usagers de la route déplorent le manque évident d'aires de repos. Il note que de nombreux automobilistes s'arrêtent sur les bas-côtés des nationales et sont victimes de chauffards. Il lui demande s'il compte prévoir, avec le concours de la sécurité routière, un plan d'aménagement d'aires de repos sur les grands axes routiers.

Entreprises (activité et emploi).

19549. — 25 août 1979. — M. Dominique Duplet appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les problèmes d'emploi dans le Pas-de-Calais et des Etablissements papeteries et cartonneries de Lumbres, plus particulièrement. Alors que ce département a déjà le triste privilège de posséder un taux de chômage nettement plus élevé que la moyenne nationale et que la région boulonnaise voit encore son avenir s'assombrir à cause de nouveaux licenciements prévus au centre hospitalier, voici que les Etablissements papeteries et cartonneries de Lumbres envisagent le licenciement de 117 personnes. Il lui demande, en conséquence, quelles sont les mesures exceptionnelles que compte prendre le Gouvernement afin d'empêcher ces nouveaux licenciements dans cette entreprise pourtant saine financièrement, et ce dans une région déjà fortement touchée par le chômage.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

19554. — 25 août 1979. — M. Gilbert Sénès expose à M. le ministre du budget, suite à une réponse imprécise de M. le ministre du budget, qu'un contribuable de sa circonscription lui signale avoir été récemment l'objet de mesures fiscales de recouvrement. Il a pu ainsi se rendre compte de discordances de nature à léser des pensionnés militaires d'invalidité, à multiples brevets, étant lui-même pensionné pour blessures de guerre multiples (80 p. 100) et comme ascendant, avec taux entier pour son épouse. Les services fiscaux de l'Hérault ne tiennent pas ces discordances mais se refusent, se couvrant derrière leur ministre, à prendre position à leur sujet, malgré leurs effets fiscaux. Ces discordances existent depuis la mise en service en 1973 des déclarations simplifiées de revenus. L'article 195 du code des impôts, à propos des pensions militaires d'invalidité, et des demi-parts supplémentaires qu'il accorde, pour leur quotient fiscal, à certains de ces pensionnés et pas à d'autres ne concorde plus, ni avec le code de ces pensions (art. 1, 43, 67), ni avec certains arrêtés du Conseil d'Etat concernant les mesures administratives à effets restrictifs et les condamnant formellement comme contraires à l'article 34 de notre Constitution; ni avec les Informaticiens des finances chargés de programmer, en respectant les lois et arrêtés du Conseil d'Etat, les ordinateurs qui ont à traiter depuis 1974 les déclarations des revenus d'un contribuable; ni avec les avertissements annuels adressés aux contribuables par leurs services fiscaux. A cause de ces discordances et sans qu'il ne lui soit rien reproché, sans qu'il n'ait rien demandé, sans qu'il n'ait rien à se reprocher, ce contribuable se voit frustré par le chef de son centre d'impôts, appliquant son code, du bénéfice d'une demi-part supplémentaire à son quotient familial que l'ordinateur lui avait reconnu depuis 1974, vraisemblablement à bon droit. Il lui demande de lui préciser sa position dans ce domaine.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

19555. — 25 août 1979. — M. Gilbert Sénès demande à M. le ministre du budget de bien vouloir lui préciser: 1° si un pensionné militaire d'invalidité ne tient pas de son code, selon des règles établies, exactement le même droit à réparation, qu'il soit

ou non marié ou célibataire ou divorcé ou veuf (sauf cas des veuves de guerre remarquées); 2° à qui appartient-il, dès lors, de modifier des dispositions de l'article 195 du code des impôts qui restreignent aux seuls pensionnés militaires d'invalidité célibataires ou veuves de guerre, la bénéfice d'une demi-part supplémentaire à leur quotient familial, cela en dépit d'arrêts pris le 29 janvier 1965 en Conseil d'Etat contre des mesures restrictives de ce genre, et de donner toute leur valeur aux questions posées dans les tableaux I et II des déclarations de revenus, page 2, à des contribuables pensionnés militaires d'invalidité. Si elles n'ont aucun effet, pourquoi les poser depuis cinq ans.

Impôt sur le revenu (paiement).

19556. — 25 août 1979. — M. Gilbert Sénès expose à M. le ministre du budget que l'administration fiscale départementale a refusé à un contribuable, ayant constitué des garanties chez son percepteur, à propos de recouvrements dont il était l'objet, le bénéfice du sursis qu'il avait demandé pour s'en acquitter jusqu'à ce qu'un accord intervienne entre les ministères concernés par des discordances entre codes ou documents administratifs, à l'origine de ces recouvrements. Il lui demande de lui faire connaître son point de vue sur cette position de l'administration qui paraît excessive.

Assurance maladie-maternité (conventions internationales).

19557. — 25 août 1979. — M. Alain Vivien expose à M. le ministre des affaires étrangères que la plupart des pays européens, à de rares exceptions près dont notamment celle de la France, ont passé des conventions avec la Yougoslavie, permettant à leurs ressortissants de bénéficier de la quasi-gratuité des soins médicaux dont ils peuvent avoir besoin lorsqu'ils séjournent dans ce pays. Il s'étonne qu'aucun accord de ce type n'existe entre la France et la Yougoslavie et lui demande, en conséquence, les initiatives qu'il compte prendre, avec M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale, pour remédier à cette situation discriminatoire.

Impôt sur les sociétés (paiement).

19558. — 25 août 1979. — M. Jean-Claude Gaudin attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur les graves difficultés de trésorerie que peut rencontrer une P. M. E. lorsqu'elle contracte un emprunt bancaire à long terme cautionné par un associé, la caution étant elle-même couverte par une assurance-vie et lorsque survient prématurément le décès de cet associé. Dans ce cas, la somme versée à la banque par la compagnie d'assurances est logiquement intégrée en bénéfice au bilan de la société et se trouve donc imposée immédiatement à 50 p. 100. Il lui demande, en conséquence, dans quelle mesure le règlement de cet impôt exceptionnel pourrait être échelonné sur la même durée que l'emprunt initial.

Enregistrement (droits : donations).

19559. — 25 août 1979. — M. Jacques Blanc expose à M. le ministre du budget la situation suivante : aux termes de l'article 1438 du code civil, si le père et la mère ont doté conjointement l'enfant commun sans exprimer la portion pour laquelle ils entendaient y contribuer, ils sont censés avoir doté pour moitié, soit que la dot ait été fournie ou promise avec effets de la communauté, soit qu'elle l'ait été en biens personnels à l'un des deux époux. Au second cas, l'époux dont l'immeuble ou l'effet personnel a été constitué en dot a, sur les biens de l'autre, une action en indemnité pour la moitié de ladite dot, eu égard à la valeur de l'effet donné au temps de la donation. Cette disposition ne paraît souffrir aucune discussion en matière de donation par contrat de mariage quant à la perception du droit de mutation à titre gratuit qui est assis, pour chaque donateur, sur la moitié des biens donnés en faisant une masse commune des biens propres et communs. Par contre, dans le cas d'une donation à titre de partage anticipé par deux époux mariés sous le régime de la communauté d'acquêts, faite en application dudit article 1438 du code civil, à plusieurs enfants, de la nue-propriété : 1° d'immeubles propres à chacun des époux; 2° d'immeubles dépendant de leur communauté, les droits doivent-ils être calculés : soit en faisant une masse commune, tant des biens propres à chacun des époux, que des biens de communauté et en considérant la totalité desdits biens formant la masse à partager comme donnés par moitié par chaque époux sans distinction entre les biens propres de chacun? Ne s'agit-il pas alors d'une perception provisoire à réviser au décès du pré-mourant ou de chacun des époux par analogie avec la solution publiée au B. O. E. D. 1-5051 du 1^{er} avril 1949; soit au contraire, et comme dans le cas d'une donation-partage ordinaire, pour chaque époux donateur sur la valeur des biens propres par lui donnés et la moitié des biens de communauté. Il paraît bien difficile en effet d'assimiler un tel acte à une constitution de dot.

Affichage (église).

19561. — 25 août 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de l'intérieur de bien vouloir lui faire connaître si un maire peut ordonner l'affichage, à l'intérieur d'une église régulièrement affectée au culte catholique, d'un acte de l'autorité publique quelle qu'en soit la nature, et dans la négative de quels droits dispose le curé, gardien de l'église, pour faire cesser cet affichage abusif.

Liberté du commerce et de l'industrie (portée).

19562. — 25 août 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté expose à M. le ministre de la justice que l'on mentionne fréquemment parmi les libertés fondamentales reconnues à chaque citoyen la liberté du commerce et de l'industrie fondée notamment sur la loi des 2 et 17 mars 1791 dite « loi Le Chapelier ». Il semblerait cependant que la jurisprudence administrative voie dans ce principe une liberté en quelque sorte « secondaire » à laquelle il est possible d'apporter des restrictions autrement plus importantes que, par exemple, à la liberté d'opinion. M. Cousté souhaiterait savoir en conséquence si cette différence de traitement paraît justifiée à M. le ministre de la justice, et en outre si la liberté du commerce et de l'industrie a pour corollaire, comme le soutiennent certains milieux professionnels, la liberté de faire connaître par la publicité les activités commerciales et industrielles.

Bibliothèques (Bibliothèque nationale).

19563. — 25 août 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté attire l'attention de Mme le ministre des universités sur les problèmes que pose à la Bibliothèque nationale la conservation de certains livres imprimés notamment au siècle dernier sur du papier sujet à une dégradation chimique rapide. Il semblerait que, dans certains cas au moins, ce processus aboutisse à une disparition complète de l'imprimé. M. Cousté serait heureux de connaître : 1° quelle est l'importance statistique des collections touchées par ce processus et à quelle époque ont été imprimés les livres qui le subissent; 2° quel est l'état des recherches menées pour étudier une éventuelle parade à la dégradation constatée; qui est chargé de mener ces recherches, depuis quand et à quel coût; 3° quelle concertation a eu lieu entre le ministère des universités et les services compétents de la direction du livre au ministère de la culture et de la communication en vue, éventuellement, d'une coopération technique ou d'un échange d'informations; 4° quelles mesures sont prévues dans le cadre du budget pour 1979 et du budget pour 1980 afin d'assurer la sauvegarde des collections menacées.

Enseignement supérieur (enseignants).

19564. — 25 août 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à Mme le ministre des universités de bien vouloir lui indiquer quelles sont les obligations de service, en particulier en ce qui concerne le nombre d'heures d'enseignement, des professeurs de l'enseignement supérieur dans les Etats suivants : 1° République fédérale d'Allemagne; 2° Royaume-Uni; 3° Italie; 4° Suède; 5° Japon; 6° U. R. S. S.

Enseignement supérieur (enseignants).

19565. — 25 août 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à Mme le ministre des universités de lui indiquer quelles sont les obligations de service des professeurs au Collège de France.

Agents communaux (secrétaires de mairie).

19566. — 25 août 1979. — M. René Benoit expose à M. le ministre de l'intérieur les conséquences de l'arrêté du 8 mai 1979, modifiant, pour les secrétaires de mairie, les conditions d'attribution des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires. Ces indemnités sont désormais réservées aux secrétaires de mairie pourvus d'un indice de traitement supérieur à l'indice 390. De ce fait, les secrétaires de mairie des communes de moins de 2 000 habitants jusqu'à cinquante échelon inclus et les secrétaires de mairie des communes de 2 à 5 000 habitants jusqu'au 3^e échelon ont perdu le bénéfice de cet avantage. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour remédier à cet état de fait.

Radiodiffusion et télévision (réception des émissions).

19567. — 25 août 1979. — M. Pierre Chantelat indique à M. le ministre de la culture et de la communication que, selon les indications parues précédemment dans la presse, la généralisation des émissions télévisées en couleurs devait être étendue à la Franche-Comté, au 1^{er} juillet 1979. Compte tenu que les auditeurs paient

la redevance supplémentaire pour de telles émissions, sans pouvoir en bénéficier intégralement, il lui demande de bien vouloir lui indiquer la date approximative à laquelle les téléspectateurs franc-comtois auront entière satisfaction.

Départements d'outre-mer (assurance vieillesse)

19568. — 25 août 1979. — M. Henri Ginoux appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'anomalie qui résulte de la non-extension du régime de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires, institué par la loi du 12 juillet 1937, aux départements d'outre-mer. Il lui fait observer que ce régime avait été étendu aux clercs et employés de notaires d'Algérie par le décret n° 51-723 du 8 juin 1951. Par ailleurs, il note que la loi n° 73-1 du 2 janvier 1973 rend applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion, les dispositions des statuts des notaires et des huissiers de justice. En conséquence, il souhaiterait connaître quelles mesures il envisage de prendre en vue de remédier à cette anomalie.

Camping-caravaning (redevances).

19569. — 25 août 1979. — M. Paul Balmigère appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur les conséquences de l'application de la circulaire ministérielle établissant la liberté du montant des redevances dans les camping-caravaning. Cette circulaire, élaborée sans concertation préalable avec les représentants de la fédération française de camping-caravaning permet aux gestionnaires des terrains de camping, classés en application des normes de 1976, une liberté pratiquement totale dans la détermination de la redevance à percevoir des campeurs-caravaniers. La catégorie de terrains visée représente une partie importante de la capacité d'accueil. Ces dispositions ont abouti fréquemment à une très forte augmentation des redevances, touchant une bonne partie de millions de campeurs-caravaniers, composée pour l'essentiel de familles pour qui le camping constitue un moyen privilégié d'hébergement — bien souvent même le seul — pour les loisirs de plein air et les congés annuels. Cette mesure va à l'encontre des dispositions que les responsables de la F.F.C.C. avaient préconisées — hausses raisonnables et contrôlées, compte tenu de la conjoncture — prix tenant compte de la qualité du terrain, de l'ensemble des services rendus et englobant l'ensemble des prestations perçues. Il lui fait observer que la situation actuelle de non-concurrence (déficit dramatique du nombre de places équipées disponibles face aux besoins, en particulier sur le littoral méditerranéen) prive de toute justification la mesure mise en place par ses services et que l'augmentation massive des prix dans certaines zones conduira automatiquement à une ségrégation accrue, maintenant au niveau du camping, dans la fréquentation de zones touristiques les plus recherchées. Il lui demande d'entreprendre immédiatement les consultations nécessaires de l'ensemble des organisations de campeurs-caravaniers et de contribuer en ce qui le concerne à l'augmentation du nombre de places mises à la disposition des campeurs par une politique favorisant les investissements et non la spéculation sur le manque d'espaces aménagés.

Enseignement secondaire (élèves).

19571. — 25 août 1979. — M. Alain Bocquet attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation de nombreux élèves n'ayant pas obtenu le C.A.P. En effet, de nombreux jeunes dans cette situation apprennent tardivement qu'ils ne seront pas repris dans leur établissement scolaire par manque de place. Il leur faut accomplir de nombreuses démarches pour se faire inscrire dans un autre établissement. Fréquemment, ils sont refusés car les inscriptions sont closes. En conséquence, M. Alain Bocquet demande à M. le ministre de l'éducation s'il ne compte pas prendre des mesures pour faciliter la réinscription d'un élève n'ayant pu obtenir le C.A.P.

Chômage (indemnisation; garantie de ressources).

19572. — 25 août 1979. — M. Alain Bocquet attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le calcul de la garantie de ressources. En effet, M. R. de Saint-Amand-les-Eaux (département du Nord), fut licencié pour raisons économiques le 30 novembre 1975. Il trouva un autre emploi durant quatre mois en 1978 avant d'être à nouveau licencié pour raison économique le 21 octobre 1978. Mais il y percevait un salaire nettement inférieur. Il est actuellement âgé de plus de cinquante-neuf ans et il vient d'être informé que le calcul de la garantie de ressources sera effectué sur le dernier salaire de référence. Cette méthode de calcul le désavantage fortement. Alors que M. R. a eu le courage d'accepter un emploi nettement moins rétribué plutôt que de rester chômeur, il se voit pénaliser. En conséquence, M. Alain Bocquet demande à M. le ministre s'il ne pense pas utile de modifier les modalités du calcul de la garantie de ressources.

Salaires (grille salariale).

19573. — 25 août 1979. — M. Alain Bocquet attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la grille salariale de l'industrie de la transformation des matières plastiques. En effet, alors que le S.M.I.C. est de 12,15 francs de l'heure, les recommandations patronales font débiter la grille salariale à l'indice 130 avec un taux de 12,24 francs. Cette astuce patronale permettant de payer une grande partie du personnel juste au-dessus du S.M.I.C. n'est pas conforme avec la loi. Dans la classification ainsi obtenue, six catégories ont disparu: manœuvre, manœuvre spécialisé, O.S. 1, O.S. 1 B, O.S. 2, P. 1. De plus, les salaires et avantages sont nettement inférieurs à ce qu'ils devraient être. En effet, le S.M.I.C. étant à 12,15 francs pour le coefficient 130, nous devrions obtenir 15,80 francs de l'heure et non 12,24 francs. Pour un salaire mensuel de 174 heures, un travailleur au coefficient 130 perd environ 650 francs (il perçoit 2130 francs au lieu de 2780 francs). Pour le calcul de la prime d'ancienneté, ce décalage se retrouve également. De plus, les travailleurs de la transformation des matières plastiques manipulent des produits pouvant altérer leur santé. Cette grille salariale n'est pas acceptable. Il faut que les droits de ces travailleurs soient respectés. En conséquence, M. Alain Bocquet demande à M. le ministre quelles mesures il compte prendre afin d'établir dans l'industrie de transformation des matières plastiques une grille salariale conforme à la loi et aux intérêts des travailleurs.

Bourses et allocations d'études (conditions d'attribution).

19575. — 25 août 1979. — M. Alain Bocquet attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le barème pour l'obtention d'une bourse d'étude. En effet, une famille de Nivelles (département du Nord) s'est vu refuser une bourse d'étude pour un dépassement de 1.616 francs du barème. Or, cette famille de trois enfants ne bénéficie, après déduction fiscale, que de 25 406 francs annuellement. Il faut convenir qu'il ne s'agit pas d'une famille privilégiée et que ses ressources sont insuffisantes. La politique d'austérité menée par le Gouvernement, l'augmentation des prix, l'augmentation de la cotisation salariale à la sécurité sociale aggravent les difficultés de cette famille et les familles les plus modestes. Les barèmes actuellement en vigueur ne semblent pas adaptés aux besoins des familles. En conséquence, il lui demande s'il ne pense pas nécessaire d'élever les plafonds d'obtention de bourses d'étude.

Handicapés (allocations).

19576. — 25 août 1979. — M. Alain Bocquet attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le retard important dans l'étude des dossiers d'allocations compensatrices. De nombreuses personnes du Valenciennes bénéficiaires de cette allocation attendent depuis parfois plus d'un an que leur dossier soit étudié. Les décrets d'application de l'allocation compensatrice sont parus avec beaucoup de retard; les dossiers se sont accumulés, les retards sont très importants. Or, les personnes bénéficiaires ont absolument besoin rapidement des sommes qui leur sont dues. La politique d'austérité menée par le Gouvernement, l'augmentation des prix, l'augmentation de la cotisation salariale de la sécurité sociale aggravent les difficultés des familles les plus déshéritées. Le traitement des dossiers d'aide sociale et en particulier d'allocation compensatrice doit être rapide. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'accélérer le traitement des dossiers d'aide sociale.

Enseignement préscolaire et élémentaire (institutrices).

19577. — 25 août 1979. — M. Alain Bocquet attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conditions d'attribution des indemnités de logement des institutrices. En effet, de nombreux institutrices déplorent l'inadaptation de la réglementation en vigueur (loi de 1889) face aux conditions de vie de 1979. Par exemple, Mme M., institutrice, à Bruay-sur-Escaut (département du Nord), occupe un logement de fonction ne possédant que deux chambres. Or, elle a actuellement un garçon et une fille. Un logement de trois chambres lui est nécessaire. Ayant acheté dans la commune une maison répondant aux nécessités, elle se voit menacée de retrait de l'indemnité compensatrice de logement. Il semble donc démontré, à partir de cet exemple, la nécessité d'actualiser la loi de 1889. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de généraliser à tous les institutrices l'attribution de l'indemnité compensatrice de logement. Il lui demande également, compte tenu des difficultés que rencontrent actuellement les collectivités locales, de décharger les communes de toute dépense dans ce domaine.

Chômage (indemnisation : Assedic).

19578. — 25 août 1979. — **M. Alain Bocquet** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur le mécontentement des chômeurs de Lille. En effet, depuis le 1^{er} juillet, les allocations Assedic sont payées mensuellement et non plus par quinzaine. Cette mesure rend encore plus difficile un « équilibre budgétaire » déjà plus que précaire et crée des fins de mois insupportables. Il apparaît qu'il s'agit d'une expérience avant de généraliser ce procédé. Le comité des sans-emploi C. G. T. de Lille dénonce cette modification dans le système de paiement et demande le retour au paiement par quinzaine. En conséquence, il lui demande s'il ne pense pas faire annuler cette décision.

Mineurs (travailleurs de la mine : salaires).

19580. — 25 août 1979. — **M. Joseph Legrand** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la différence choquante des salaires des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais avec ceux des autres régions. Les récentes discussions entre la direction des Houillères du bassin Nord-Pas-de-Calais et les syndicats n'ont pas donné de résultats satisfaisants, alors que les mineurs sont régis par le même statut et les mêmes arrêtés fixant les salaires de référence. Les statistiques du quatrième trimestre 1978 montrent ces différences pour les mineurs du fond et du jour. Voici à ce sujet les comparaisons : fond, salaire mensuel : H. B. N.-P.-C., 3 427 francs ; Lorraine, 3 854 francs, soit + 12,5 p. 100 ; Aquitaine, 3 994 francs, soit + 16,5 p. 100 ; Auvergne, 3 720 francs, soit + 8,5 p. 100 ; Blanzy, 3 902 francs, soit + 13,8 p. 100 ; Cévennes, 3 706 francs, soit + 8,1 p. 100 ; Dauphiné, 3 616 francs, soit + 5,5 p. 100 ; Loire, 3 466 francs, soit + 1,1 p. 100 ; Provence, 3 905 francs, soit + 13,9 p. 100 ; jour, salaire mensuel : H. B. N.-P.-C., 2 872 francs ; Lorraine, 3 152 francs, soit + 9,7 p. 100 ; Aquitaine, 3 192 francs, soit + 11,1 p. 100 ; Auvergne, 3 254 francs, soit + 13,3 p. 100 ; Blanzy, 3 174 francs, soit + 10,5 p. 100 ; Cévennes, 3 169 francs, soit + 10,3 p. 100 ; Dauphiné, 3 081 F, soit + 7,2 p. 100 ; Loire, 3 126 francs, soit + 8,8 p. 100 ; Provence, 3 353 francs, soit + 16,7 p. 100. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de faire ouvrir de toute urgence des discussions entre les syndicats et la direction des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, avec la volonté de faire cesser l'injustice dont sont l'objet les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais.

Service national (appelés : maladies).

19581. — 25 août 1979. — **M. Robert Vizet** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les conséquences qu'aurait pu avoir le cas de méningite qui s'est déclaré parmi les soldats du 1^{er} R.H.P. à Tarbes, début juillet. Alors qu'un jeune appelé était hospitalisé d'urgence, ses camarades étaient seulement consignés quelques jours dans leur caserne. Il apparaît qu'aucune mesure de détection et de prévention n'a été assurée. Il lui demande de lui fournir toute information sur l'état de santé du militaire atteint par la méningite et de lui indiquer les mesures qui doivent normalement être prises dans de tels cas, afin d'éviter la propagation de la maladie.

Rapatriés (indemnisation).

19582. — 25 août 1979. — **M. Guy Bêche** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'indemnisation des rapatriés d'outre-mer. Au terme des articles 2 et 3 de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970, les personnes rapatriées d'outre-mer qui se sont vu refuser, pour des raisons souvent mal définies, la nationalité française perdent tout droit à indemnisation. Cette perte s'étend également à leurs héritiers même si ceux-ci sont de nationalité française. Il apparaît injuste que des personnes dont l'attachement à la France est prouvé par la part active qu'elles ont prises à la défense de ses intérêts soient ainsi exclues du bénéfice de l'indemnisation. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Chambres des métiers (salaires).

19583. — 25 août 1979. — **M. Guy Bêche** s'étonne auprès de **M. le ministre du travail et de la participation** des conditions dans lesquelles a été fixée la valeur du point pour le calcul des salaires du personnel des chambres de métiers. Alors que la commission paritaire nationale décidait, en vertu du protocole d'accord signé le 16 mai 1979 au nom des représentants des employeurs et des salariés, une augmentation de 10,32 p. 100, celle-ci fut ramenée unilatéralement à 9,715 p. 100 sur instruction du Premier ministre. Cette remise en cause d'une décision paritaire est d'autant plus injustifiée que l'augmentation prévue par la commission paritaire nationale ne compensait même pas la perte du pouvoir d'achat subie en raison de l'inflation. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que soit respectée la décision de la commission paritaire nationale.

Elevage (moutons).

19584. — 25 août 1979. — **M. Jacques Cambolive** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les menaces qui pèsent sur le marché national ovins, et plus particulièrement sur la situation des éleveurs de moutons. Après les réunions du conseil des ministres de l'agriculture des 18 et 20 juin derniers, il est à craindre que l'élevage ovin français soit amené progressivement à disparaître. En effet, l'abandon de la réglementation nationale de protection du marché, qui a été envisagé lors de ces discussions, permettrait le libre accès du marché français aux viandes étrangères d'importation, soit en frais ou congelé, ce qui représenterait un très grave danger à la fois pour les éleveurs ovins, mais aussi pour les autres producteurs de viande. Un nouveau projet de règlement devant être proposé à l'automne, il lui demande en conséquence de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour sauvegarder notre marché national ovin qui représente un secteur important de notre économie.

Voyageurs, représentants, placiers (commissions).

19585. — 25 août 1979. — **M. Alain Hauteceur** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des voyageurs, représentants et placiers rémunérés à la commission qui se trouvent exclus des droits nouveaux offerts par l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977 et la loi n° 78-49 du 19 janvier 1978. En effet l'article L. 751-12 du code du travail dispose que « les commissions dues aux voyageurs et représentants de commerce donnent lieu à un règlement au moins tous les trois mois ». Or, devant engager fréquemment d'importantes dépenses professionnelles les voyageurs, représentants et placiers rémunérés trimestriellement à la commission rencontrent pour la plupart de sérieuses difficultés financières. Il lui demande s'il n'estimerait pas souhaitable d'établir une périodicité mensuelle pour le paiement de ces commissions et de modifier en conséquence l'article L. 751-12 du code du travail.

Communautés européennes (C. E. E. : agriculture).

19586. — 25 août 1979. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le règlement de la C. E. E. n° 1361/78 modifiant le règlement n° 355/77 concernant les crédits faits au F. E. O. G. A. portant amélioration des conditions de commercialisation et de transformation des produits agricoles. En effet, si le taux de subvention de 25 p. 100 initialement prévu pour les projets d'investissement des productions agricoles du Var, du Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, à l'exception du secteur du vin auquel a été accordé une subvention égale à 35 p. 100, a été porté à 30 p. 100, il demeure néanmoins toujours inférieur pour ces départements au taux accordé aux autres régions du Sud de la France qui bénéficient pour toutes leurs productions agricoles de subventions au taux de 35 p. 100. Cette situation, qui opère une véritable discrimination d'une part entre les productions et d'autre part entre les régions semble ne pas tenir compte de l'indispensable promotion des cultures de remplacement et cela au moment où la politique communautaire préconise une politique de reconversion viticole. Il lui fait part enfin du sentiment d'injustice que connaissent les agriculteurs coopérateurs et leur fédération qui depuis des années font des efforts d'organisation, de production, de commercialisation et de modernisation de la transformation. Aussi il lui demande s'il compte intervenir au niveau européen pour que les dispositions de ce règlement puissent être modifiées dans les meilleurs délais afin qu'il s'applique uniformément à l'ensemble des secteurs de production agricole des départements précités.

Electricité de France (centrales thermiques).

19588. — 25 août 1979. — **M. Jean-Yves Le Drian** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur différentes informations selon lesquelles la construction de deux tranches de 600 mégawatts prévue à la centrale thermique de Cordemais serait remise en question. Il lui rappelle que cette construction était considérée comme indispensable pour assurer, dans les meilleurs délais, la fourniture d'électricité en Bretagne. En conséquence, il lui demande si le Gouvernement a bien l'intention de maintenir ce projet. Il souhaiterait également savoir dans quels délais la mise en œuvre pourra se réaliser.

Elevage (moutons).

19589. — 25 août 1979. — **M. Rodolphe Pesce** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les menaces qui pèsent sur l'élevage ovin par les propositions de la commission de Bruxelles remettant en question le principe des préférences communautaires au profit d'un libre échange contraire à l'esprit du traité de Rome. Ces propositions ont soulevé une émotion considérable chez les

producteurs ovins dont les exploitations sont menacées d'asphyxie par la concurrence déloyale des ovins néo-zélandais. Il lui rappelle l'importance vitale que représente l'élevage ovin, notamment dans les zones de montagne où l'agriculture connaît déjà d'énormes difficultés. Cet élevage constitue, dans ces régions, l'axe essentiel de l'économie rurale sans lequel elle connaîtrait une désertification totale. Dans ces conditions, il lui demande quelle attitude le Gouvernement compte prendre lors de la reprise des négociations pour s'opposer aux propositions de la commission et comment le Gouvernement compte honorer les engagements pris par le Président de la République le 24 octobre 1978, à Ambert, en déclarant : « que les intérêts des producteurs ovins ne seront sacrifiés ni dans les négociations communautaires ni dans les décisions gouvernementales ».

Energie (économies d'énergie).

19590. — 25 août 1979. — M. Rodolphe Pesce demande à M. le ministre de l'industrie s'il ne compte pas mettre en place une politique d'incitation et d'aide aux scientifiques qui effectuent des recherches dans le domaine de l'économie d'énergie. En effet, beaucoup d'ingénieurs font des études pour trouver des moyens d'économiser du carburant pour les véhicules à moteur ou pour le chauffage. Cependant, ces différentes inventions ne sont souvent pas recensées et exploitées comme elles le devraient; dans la période de pénurie d'énergie que nous vivons actuellement, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour inciter la recherche dans ce domaine et promouvoir les inventions véritablement intéressantes qui pourraient apparaître, et ce sous forme de bourses d'études, de concours primés, etc.

Prix (pain).

19591. — 25 août 1979. — M. Rodolphe Pesce demande à M. le ministre de l'économie quelles conséquences il tire de la libération du prix du pain qu'il a décidée en juillet 1978. Cette mesure a, en effet, eu pour conséquence l'augmentation du prix du pain de 22 p. 100 en un an, soit près de trois fois plus que l'augmentation des prix alimentaires pendant la même période. Il lui demande s'il estime que les buts qu'il s'était fixés en prenant cette décision, c'est-à-dire : établir une libre concurrence du prix du pain et augmenter le nombre d'emplois dans ce secteur, ont été atteints; et si oui, quels sont les chiffres qu'il peut avancer dans ce sens. Si non, quelles mesures il compte prendre pour enrayer la hausse continue de ce produit alimentaire de première nécessité.

Forêts (incendies).

19592. — 25 août 1979. — M. Gilbert Sénès, traduisant l'émoi des populations méridionales devant l'ampleur des incendies qui ravagent la forêt méditerranéenne, mettant en péril notre patrimoine régional et en cause l'équilibre de la nature, regrette le manque de moyens publics de lutte contre les incendies de forêt et rappelle à M. le ministre de l'intérieur les promesses du Gouvernement sur le supplément de crédits d'Etat dans le cadre du plan Sud-Ouest. Il lui demande à être informé des moyens techniques, financiers et humains qui devraient rapidement être mis en place afin de sauver la forêt méditerranéenne.

Prix (liberté des prix).

19594. — 25 août 1979. — M. Claude Wilquin attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur le prix du pain qui, libéré il y a un an après près de deux siècles de contrôle des prix, a augmenté de près de 22 p. 100 sur cette période. Coup d'envoi de la libération des prix du commerce et des services, elle devait servir à apporter la preuve des vertus de la concurrence. Or, le prix de ce produit est passé, de juillet 1978 à juillet 1979, de l'indice 225,4 à 274,5. Dans la même période, les produits alimentaires ayant connu une hausse de 7,8 p. 100, il lui demande si cette évolution, trois fois plus rapide que la moyenne des prix alimentaires, ne l'amène pas à reviser sa politique en matière de libération des prix. Il simerait également connaître les mesures qu'il compte prendre afin de limiter ces hausses qui, en définitive, pèsent lourdement sur les budgets des familles les plus défavorisées.

Agriculture (zone de montagne).

19595. — 25 août 1979. — M. Jean-Pierre Bechter demande à M. le ministre de l'agriculture de lui indiquer quand seront payées en totalité l'indemnité spéciale de montagne et l'indemnité spéciale de piedmont que les agriculteurs attendent avec une légitime impatience.

Examens et concours

(C.A.P.E.S. d'éducation musicale et de chant choral).

19596. — 25 août 1979. — M. Maurice Cornette expose à M. le ministre de l'éducation que les candidats et candidates à la session de 1979 du C.A.P.E.S. d'éducation musicale et de chant choral ayant subi avec succès les épreuves d'admissibilité puis d'admission et en ayant été officiellement informés viennent d'apprendre, par lettre de la direction des personnels enseignants de lycées en date du 30 juillet, que les épreuves d'admission de ce C.A.P.E.S. ont dû être annulées et qu'ils auront à les subir à nouveau fin septembre prochain. Il demande, d'une part, quel est le nombre de candidats, d'admissibles et d'admis concernés, d'autre part, quelles sont les raisons, les responsabilités et les conséquences d'une éventuelle remise en cause du C.A.P.E.S. dont les admis étaient titulaires à la suite des épreuves subies.

Assurance maladie-maternité (conventions avec les médecins).

19597. — 25 août 1979. — M. André Forens rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la convention liant le Gouvernement et le corps médical vient à expiration au printemps 1980. Il se fait l'écho de l'inquiétude et de la déception des médecins devant le refus de concertation des pouvoirs publics et lui demande s'il entend reprendre le dialogue pour aboutir à la signature d'une nouvelle convention. Sur le plan plus général, il demande que des apaisements soient apportés aux rumeurs persistantes suivant lesquelles le libéralisme de l'exercice et la médecine (et spécialement le libre choix du médecin auquel est attaché la grande majorité de la population) serait remis en cause, en dépit des engagements pris par M. le Président de la République et confirmés par le Gouvernement.

Postes (bureaux de poste).

19598. — 25 août 1979. — M. Paul Balmigère expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications les informations inquiétantes récemment communiquées aux élus en ce qui concerne les horaires d'ouverture des bureaux de poste biterrois. Une enquête est en effet en cours pour préparer la fermeture entre 12 heures et 14 heures des bureaux de poste de Béziers-Pont, Béziers-Devèze, Béziers-Grangette. Une telle mesure entraînerait une gêne considérable pour les salariés, commerçants et artisans qui profitent de cette plage horaire pour effectuer diverses opérations postales. Une précédente réduction de l'amplitude quotidienne d'ouverture au public des bureaux une demi-heure le matin et une demi-heure dans la soirée) a déjà considérablement gêné la population. D'autre part, la fermeture entre 12 heures et 14 heures aurait pour le personnel une incidence négative notable. Nombreux sont les agents des P.T.T. habitant à une longue distance de leur lieu de travail, la suppression de la journée continue serait grave pour cette catégorie de personnel. Cette mesure désavantagerait à nouveau le service public des postes face aux banques fermées seulement de 12 h 30 à 13 h 30. Compte tenu de la convergence des faits précédemment énumérés, il lui demande d'intervenir auprès de la direction des P.T.T. de l'Hérault afin que ces perspectives soient abandonnées.

Hôpitaux (constructions hospitalières).

19599. — 25 août 1979. — M. Paul Balmigère informe M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de la vive inquiétude des Biterrois à la suite de ses récentes déclarations concernant la sécurité sociale et les moyens accordés au développement de l'hospitalisation publique. En effet, la nécessité de reconstruire le centre hospitalier de Béziers se faisant sentir depuis de nombreuses années, les services préfectoraux et ministériels (mission du 25 octobre 1978), en collaboration avec le conseil d'administration de l'hôpital, ont mis au point un projet de reconstruction du C. H. G. B. Orientation approuvée par le conseil d'administration du centre hospitalier général de Béziers par délibération du 12 mars 1979. M. le préfet de l'Hérault faisant figurer dans les prévisions budgétaires de la D. D. A. S. S. pour 1980 une autorisation de programme de 44 millions de francs. Le démarrage rapide d'un chantier de cette importance aurait un effet bénéfique indéniable sur les industries du bâtiment et l'ensemble de l'économie biterroise. Il lui demande donc de faire connaître ses intentions concernant ces travaux de modernisation et d'humanisation jugés indispensables immédiatement par l'ensemble des parties concernées.

Personnes âgées (ressources).

19600. — 25 août 1979. — Mme Jacqueline Chonavel attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la modicité des ressources laissées à la disposition des personnes âgées résidant en maison de retraite et dont les frais d'hébergement sont

pris en charge par l'aide sociale. Le décret n° 76-976 du 29 octobre 1976 a indexé cette somme minimale d'argent de poche sur le montant des prestations minimales de vieillesse, ce qui la porte depuis le 1^{er} juillet 1979 à 138 francs par mois. Cela apparaît d'autant moins justifié qu'en vertu des articles 146 et suivants du code de la famille, les collectivités publiques peuvent exercer des actions en récupération sur la succession du bénéficiaire de l'aide sociale. En conséquence, elle lui demande s'il n'estime pas qu'il serait juste et humain d'envisager un relèvement des sommes laissées à la disposition de ces personnes.

Sécurité sociale (centres de paiement).

19601. — 25 août 1979. — Mme Jacqueline Chonavel attire l'attention de M. le ministre de santé et de la sécurité sociale sur la circulaire que vient d'émettre la direction de la caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne et qui a été distribuée dans tous les centres de paiement de la sécurité sociale. Cette circulaire constitue une attaque directe à l'encontre du personnel de cet organisme, mais aussi de tous les assurés sociaux. Sous le fallacieux prétexte de rechercher d'éventuels fraudeurs, la direction crée un climat de suspicion nuisible à la bonne marche de la sécurité sociale. Une phrase est particulièrement significative et montre ce que la direction attend du personnel. « Il est demandé à tout agent... de faire preuve de vigilance... même lorsque le dossier présente l'apparence de l'authenticité ». Ainsi, le malade est présenté par la direction de la caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne comme un fraudeur potentiel et le personnel technique doit se changer en auxiliaire de la répression. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cette circulaire ne soit pas appliquée.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure.

19603. — 25 août 1979. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les inquiétudes que suscite la réforme hospitalière parmi les personnels d'un établissement de soins spécialisés de la région Rhône-Alpes. Il lui précise l'importance pour les populations d'un établissement de soins où subsistent encore 400 lits de pneumologie, de phthisiologie et chirurgie thoracique, voisinant avec d'autres domaines allant de la neuropsychiatrie à la gériatrie. Il lui indique que la sectorisation accentuée risquerait de provoquer la fermeture de la presque totalité des lits. Il lui précise encore que, bien que cette réforme soit encore à l'état de projet, elle interdit néanmoins la création de relations conventionnelles entre les centres hospitaliers universitaires, notamment celui de Lyon, et cette station, accentuant ses difficultés, aggravées déjà par un contentieux existant entre la station et la caisse régionale d'assurance maladie. Il lui fait également savoir que les difficultés administratives, comptables, les 300 lits prévus par la carte sanitaire du département de l'Ain pour le secteur 11 (alors que l'établissement compte 1 700 lits) préoccupent au plus haut point responsables et personnels. Il lui demande donc ce qu'il entend faire afin que soit préservée cette unité hospitalière et que les moyens de sa survie lui soient pleinement octroyés.

Collectivités locales (réforme).

19604. — 25 août 1979. — M. Marcel Houël expose à nouveau à M. le ministre de l'intérieur les inquiétudes de l'ensemble des personnels communaux, de la fonction publique, quant à la réforme des collectivités locales. Il lui précise leurs inquiétudes devant la menace du manque de moyens budgétaires accordés aux communes pour pallier les lourdes charges qui leur seraient transférées, cela dans la règle de la politique d'austérité poursuivie et aggravée, en particulier en ce qui concerne la réduction des dépenses en matière sanitaire et sociale, en matière de « personnel », en remettant en cause le statut de la fonction publique. Il lui rappelle que le projet contient de nombreuses attaques au statut national des employés communaux, et qu'il laisse à la seule charge des communes en matière de répartition et de financement, des secteurs de toute première importance pour la vie et la santé publique tels que : la santé scolaire, l'aide aux personnes âgées, l'aide médicale, la P. M. I., alors que jusqu'ici ces services prétendaient à un financement croisé de l'Etat et des collectivités locales. Il lui demande donc quelles dispositions il entend prendre afin : que l'unité du service public, l'avenir des services rendus aux usagers et les droits des personnels soient sauvegardés ; qu'une réforme de la fiscalité donne aux collectivités locales les moyens adaptés ; ce qu'il entend faire pour le maintien des services publics existants, en particulier le service de santé scolaire.

Aides ménagères (financement).

19605. — 25 août 1979. — M. Parfait Jans informe M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'une circulaire émanant de la caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne, direction des régimes spéciaux, en date du 3 août, vient d'être adressée aux présidents des bureaux d'aide sociale et des associations d'aides ménagères de la région parisienne. Les disponibilités financières allouées pour l'exercice 1979 au titre du fonds d'action sanitaire et sociale étant épuisées, il ne pourra, actuellement, donner suite aux demandes de participation aux frais engagés à l'occasion de l'intervention des aides ménagères que ces organismes ont formulées ou pourraient être amenés à déposer prochainement. De ce fait, tous les accords arrivant à terme seront suspendus et les personnes âgées abandonnées à leur propre sort. Il en sera de même pour celles qui devraient logiquement recevoir cette assistance. Cette situation est lourde de conséquence ; elle est en contradiction avec les engagements pris à l'égard du troisième âge. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre dans les délais les plus brefs pour que la direction des régimes spéciaux soit en mesure de faire face aux directives du plan.

Enregistrement (droits : taux).

19606. — 25 août 1979. — M. André Lajoinie attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur la situation des agriculteurs fermiers qui ayant été obligés de racheter leur exploitation se voient dans l'obligation de la revendre avant cinq ans. En effet, dans le cas où ils ont demandé le bénéfice de l'article 705 du code des impôts, ces agriculteurs deviennent alors redevables des droits édués ainsi que d'un droit supplémentaire de 6 p. 100. Or le plus souvent la revente est due aux difficultés financières qu'ils rencontrent. Pour pouvoir continuer d'exploiter, ils ont dû acheter au prix fort, le plus souvent à crédit, la terre qui est leur indispensable outil de travail. Victimes de la politique de bas prix agricoles à la production pratiqués ces dernières années, touchés parfois par les intempéries, ils voient leurs revenus baisser d'année en année jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus payer les annuités des emprunts contractés et soient contraints de vendre. Le produit de cette vente sert généralement à rembourser le crédit agricole et les différents créanciers, sans laisser la moindre plus-value. En conséquence il lui demande : s'il n'estime pas normal que les agriculteurs, pour lesquels un motif de force majeure peut être invoqué postérieurement pour justifier une revente, soient dispensés de régler les droits normaux ; quelles mesures il compte prendre dans ce sens.

Enseignement agricole (établissements).

19608. — 25 août 1979. — M. André Lajoinie demande à M. le ministre de l'agriculture : 1° s'il estime normal que les subventions de fonctionnement aux établissements agricoles privés augmentent de plus de 25 p. 100 et les cotations aux établissements privés pratiquant l'alternance de 17 p. 100 alors que dans le même temps son ministère annonce que les subventions aux établissements d'enseignement agricole publics seraient en croissance zéro par rapport à l'an dernier, ce qui traduit en fait une baisse d'environ 10 p. 100 ; 2° s'il ne pense pas urgent de revenir sur la notion de « surnombre autorisé » pratiqué dans l'enseignement agricole public pour accueillir un nombre croissant d'élèves, et qui se traduit en fait par des fermetures de postes déguisées. Tout établissement perdant un agent nommé sur un tel poste perd en même temps le bénéfice du poste ; 3° de bien vouloir lui préciser ce qu'il entend, en qualifiant de « priorité politique affirmée » le fait de favoriser ainsi de façon injuste et injustifiable l'enseignement agricole privé aux dépens d'un enseignement public dont la qualité, la qualification et les finalités ne peuvent être mises en doute ou réduites par personne.

Hôpitaux (établissements).

19609. — 25 août 1979. — M. Françoise Lelzeur attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait suivant. A Concarneau, il n'existe pas de centre de contraception, le centre de P. M. I. ne peut assurer l'information sur la régulation des naissances, comme le prévoit la loi de 1975, faute de personnel. Il y a, en effet, deux puéricultrices pour ouvrir 500 naissances par an sur un secteur de 52 000 habitants et une assistante sociale pour couvrir un secteur de 6 300 habitants en moyenne. En conséquence, il lui demande de ne pas faire obstacle à la création d'un service de gynécologie obstétrique à la maternité de l'hôpital de Concarneau, demandée par le conseil d'administration de l'hôpital lors de sa séance du 16 mai 1979.

Presse (contenu).

19610. — 25 août 1979. — M. Roland Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur le fait que l'embargo demandé à l'ensemble de la presse concernant des documents émanant d'une organisation publique placée sous sa tutelle, l'I.N.S.E.E., a été rompu par le journal *Le Matin*, cette attitude portant gravement atteinte à la déontologie de profession de journaliste. Ne pas réagir devant le comportement de ce journal serait non seulement un coup au crédit de l'I.N.S.E.E. mais constituerait aussi une caution gouvernementale à des pratiques anormales. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour qu'un tel fait ne se reproduise pas.

Finances locales (enseignement).

19611. — 25 août 1979. — M. Louis Maisonnat signale à M. le ministre de l'éducation que le montant de l'allocation scolaire versée aux communes est le même depuis plus de dix ans. De ce fait, cette allocation a perdu une grande partie de sa valeur et cette dévaluation constitue un transfert de charges particulièrement lourd pour les communes. Il lui demande donc s'il ne serait pas souhaitable que le montant de l'allocation soit indexé sur l'indice des prix à la construction puisque l'essentiel de cette allocation sert à financer les constructions scolaires et quelles mesures le Gouvernement compte prendre en ce sens.

Coopération militaire (coût).

19612. — 25 août 1979. — Les forces militaires françaises ont eu à intervenir pour différents motifs en Mauritanie, au Zaïre, au Liban, au Tchad, en 1978 et pendant le premier semestre 1979. En conséquence, M. Robert Montjargent demande à M. le ministre du budget de bien vouloir lui faire connaître le coût exact de ces différentes opérations ainsi que les prévisions en ce qui concerne les manœuvres militaires impliquant 400 hommes au Shaba.

Mineurs (travailleurs de la mine : assurance maladie-maternité).

19614. — 25 août 1979. — M. Emile Roger rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que les modalités d'application de l'article 8 de la loi n° 75-574 du 4 juillet 1975 relatif à l'affiliation des polyensionnés pour l'assurance maladie-maternité, ont conduit ses services, par lettre du 24 août 1976, référence bureau RS n° RM 5000 S/D 3522, à faire savoir à la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines que les veuves de mineurs titulaires d'une pension de reversion servie par ladite caisse et qui, ultérieurement bénéficient d'un avantage personnel liquidé par un autre régime obligatoire de sécurité sociale pourront, par dérogation aux dispositions des décrets n° 52-1055 du 12 septembre 1952 modifié et n° 67-1091 du 15 décembre 1967, rester affiliées aux sociétés de secours minières sauf demande contraire de leur part. En conséquence, bénéficient de cette dérogation les femmes de mineurs devenues veuves avant d'avoir atteint l'âge de soixante-cinq ans, qui ouvrent droit à une pension à titre personnel. Par contre, ne peuvent en bénéficier les femmes mineurs qui deviennent veuves après soixante-cinq ans, puisqu'elles sont titulaires d'un avantage personnel liquidé antérieurement à la pension de reversion que va leur servir le régime minier. Il y a là une anomalie difficile à justifier : dans le second cas, dès la liquidation de sa pension personnelle, la femme de mineur sera privée des avantages du régime spécial, devra changer de médecin et se verra interdire l'accès aux structures de soins spécifiques dont elle aura bénéficié tout au long de sa vie conjugale. Car il s'agit le plus souvent de personnes qui n'ont travaillé que par intermittence, avant ou au début de leur mariage et qui, pendant des années et jusqu'à leur soixante-cinquième anniversaire, ont été affiliées au régime minier en qualité d'ayant droit de leur mari. M. Emile Roger spécifie bien qu'il n'évoque pas ici le cas de la femme de mineur qui, du fait de son travail, a relevé à titre personnel d'un autre régime de sécurité sociale que celui de son mari, mais de la conjointe, ayant droit d'un affilié du régime spécial qui, à soixante-cinq ans, peut prétendre à pension pour un travail salarié exercé antérieurement et qui n'a pas été privée du bénéfice de l'assurance maladie du régime minier en sa qualité d'ayant droit. En conséquence, M. Emile Roger demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale si des dispositions plus souples ne pourraient être envisagées afin que l'article 8 de la loi n° 75-574 du 4 juillet 1975 puissent s'appliquer non seulement aux veuves de mineurs polyensionnés, mais également aux femmes de mineurs qui, dès lors qu'elles justifient d'une durée suffisante de rattachement au régime spécial en qualité d'ayant droit, avant leur soixante-cinquième anniversaire, pourraient, sur leur demande, rester affiliées à ce régime après liquidation de leur droits à des avantages vieillesse acquis à titre personnel auprès d'autres régimes, avant le décès de leur conjoint.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Art. 139, alinéas 4 et 6, du règlement.)

Conseil économique et social (composition).

17243. — 13 juin 1979. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset, rappelant la proposition de loi n° 407 tendant à assurer la représentation des professions libérales au Conseil économique et social, enregistrée à la présidence de l'Assemblée nationale le 20 juin 1978, et faisant état du vœu, présenté en sa séance du 30 novembre 1978 par la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que les professions libérales soient représentées au Conseil économique et social, demande à M. le Premier ministre de quelle façon il tiendra compte de ces éléments lors du renouvellement du Conseil économique et social au mois de septembre prochain.

Transports maritimes (satellites).

17268. — 13 juin 1979. — M. Louis La Pansec expose à M. le ministre des transports que le système Argos, qui permet de suivre les voiliers de la course transatlantique, par satellites, semble fiable et d'une utilité incontestable. Il lui demande, en conséquence, selon quelles modalités un tel système pourrait être utilisé pour le suivi du trafic maritime au large des côtes bretonnes et dans la Manche; de recenser les problèmes techniques, juridiques et financiers posés par l'éventualité du recours à cette méthode.

Aménagement du territoire (primes en faveur des entreprises).

17292. — 13 juin 1979. — M. François d'Harcourt attire l'attention de M. le Premier ministre sur le fait que les entreprises industrielles qui créent des emplois peuvent bénéficier de primes parfois importantes, selon le montant des investissements réalisés. Les entreprises agricoles créant des emplois identiques pour des investissements du même montant ne peuvent prétendre à aucune prime, à l'exception de la P.O.A. (prime d'orientation agricole), rarement accordée en raison des conditions d'octroi très limitatives. Il existe donc une certaine discrimination à laquelle il paraît nécessaire de devoir remédier. Dans une précédente question écrite, n° 6350, du 23 septembre 1978, il avait été répondu dans le *Journal officiel* du 3 novembre 1978, page 5219, que si les entreprises agricoles proprement dites (agriculture, élevage) ne pouvaient bénéficier de la prime du développement régional, c'est que, leur localisation n'étant pas par définition modifiable, elles ne pouvaient relever de ce genre d'incitation. Cette doctrine n'est pas de nature à résoudre le problème des créations d'emplois en milieu rural que le Gouvernement tient à encourager. Par ailleurs, le règlement de ce problème n'est pas lié à la localisation de ces entreprises, mais à la nécessité pour celles-ci, dans la mesure où elles créent des emplois, de pouvoir bénéficier de conditions identiques aux autres entreprises. La discrimination maintenue à l'égard de ces entreprises agricoles créatrices d'emplois en milieu rural n'est, semble-t-il pas, conforme à la volonté maintes fois exprimée par le Gouvernement lui-même. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre prochainement pour permettre à toutes les entreprises agricoles de bénéficier de primes analogues à celles prévues pour les entreprises industrielles.

Mutualité sociale agricole (âge de la retraite).

17493. — 20 juin 1979. — M. Charles Pistre attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'anomalie qui fait que, quoique travailleurs manuels exposés aux intempéries, les salariés agricoles n'ont pas la possibilité de prendre leur retraite à taux plein dès soixante ans. Il lui demande quand seront harmonisées pour cette catégorie de travailleurs les réglementations appliquées pour des professions ayant des caractéristiques semblables.

Enseignement agricole (établissements).

17495. — 20 juin 1979. — M. Maurice Pourchon appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les établissements publics d'enseignement agricole du département du Cantal. Récemment, en effet, ses services ont informé messieurs les parlementaires du Cantal de la forte progression de l'effort de l'Etat en faveur des établissements agricoles privés du département du Cantal. Il lui

demande de bien vouloir lui préciser si la progression des aides de l'Etat pour les établissements d'enseignement public sera au moins égale à celle promise pour les établissements d'enseignement privé.

Enseignement agricole.

17496. — 20 juin 1979. — M. Maurice Pouchon attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la notion de « surnombre autorisé » dans les établissements d'enseignement public agricole. Cette notion de « surnombre autorisé » est apparue, il y a peu d'années, à une époque où les effectifs des établissements publics étaient croissants. Ces effectifs sont toujours croissants et les postes d'enseignants disparaissent. M. Maurice Pouchon aimerait savoir si la notion de « surnombre autorisé » n'est pas devenue, en fait, une règle de conduite du ministère de l'agriculture qui aboutirait à dissimuler les suppressions de postes.

Routes (nationales).

17500. — 20 juin 1979. — M. Jacques Godfrain demande à M. le Premier ministre si le document édité par la D.A.T.A.R. sur le Grand Sud-Ouest a une signification officielle particulière. Si tel était le cas, il demande si l'absence de l'axe « route nationale 9 », passant par Millau, sur la carte située entre la page 22 et la page 23, ainsi que sur la carte située entre les pages 174 et 175, est volontaire ou relève d'un oubli facilement rectifiable.

Fruits et légumes (tendives).

17600. — 21 juin 1979. — M. Claude Pringelle appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences de l'insuffisance de la surface minimum d'installation et du coefficient d'équivalence appliqué à la culture de l'endive pour certains agriculteurs du Cambrésis. En effet, ces agriculteurs, dont les exploitations sont, en moyenne, de 18 à 20 hectares, ont dû, pour maintenir leurs revenus à un niveau décent, s'adonner à la culture de l'endive. Cependant, en l'état actuel de la réglementation dans le Nord, où la surface minimum d'installation est de 23 hectares et le coefficient d'équivalence appliqué à la culture de l'endive de 6, ils peuvent facilement faire l'objet de reprise de terres. Tel est le cas, par exemple, d'un agriculteur qui, exploitant 16 hectares en polyculture et 2 hectares d'endives, se trouve ainsi supposé exploiter 28 hectares, soit 5 hectares de plus que la S.M.L., alors que son exploitation demeure d'une taille modeste. C'est pourquoi, étant donné l'intérêt de cette culture, qui permet le maintien d'une main-d'œuvre importante dans les communes rurales, mais entraîne aussi des exigences d'investissements importants, il demande à M. le ministre s'il est possible d'envisager une augmentation de la S.M.L. ou une éventuelle réduction du coefficient d'équivalence appliqué à la culture de l'endive.

Elevage (bétail).

17614. — 21 juin 1979. — M. André Lajoie attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le vœu de la chambre d'agriculture de l'Allier, réunie en session ordinaire le 29 mai 1979, concernant la nécessité d'une amélioration de la situation des éleveurs bourbonnais. La chambre d'agriculture de l'Allier constate le déficit croissant de la balance en viandes comestibles bovines, ovines, porcines et équines de la France qui a approché 5 milliards de francs en 1978. Elle considère que cette situation, ainsi que le fait pour notre Nation de devenir, en particulier en production bovine, un fournisseur de matières premières par ses exportations d'animaux maigres et ses importations de viande finie, pourraient compromettre notre indépendance alimentaire et économique. Elle dénonce la politique néfaste de la communauté en matière d'élevage aggravée par les distorsions monétaires entre les Etats membres : importations croissantes des pays tiers ; prix à l'intervention supérieurs pour les producteurs des pays à monnaies fortes ; niveau des coûts de production plus élevé dans les pays à monnaies faibles ; distorsion des conditions de concurrence du fait de l'existence des montants compensatoires monétaires ; réduction des garanties de prix et des mécanismes de soutien des marchés. Elle constate que cette politique a des répercussions dangereuses sur l'élevage bourbonnais : une régression de la production de viande finie en bovins ; un coup d'arrêt en ovins ; une régression de l'élevage porcin. Il lui demande s'il ne croit pas nécessaire de prendre en considération le vœu de la chambre d'agriculture de l'Allier qui estime qu'aucune mesure efficace n'est adoptée en France pour contribuer à relever le revenu des éleveurs, solution indispensable pour relancer la production de viande ; demande que des dispositions d'urgence suivantes soient arrêtées. Mesures générales : suppression des montants compensatoires monétaires ; relèvement des prix agricoles de 10 p. 100 ; mise en place d'un marché commun des aliments du bétail donnant la priorité aux ressources disponibles à l'intérieur de la C.E.E. ;

adoption d'une politique d'amélioration des équipements des exploitations d'élevage : bâtiments, matériel, etc. Mesures sectorielles, bovins : stricte limitation des importations des pays tiers au besoin non couverts par l'approvisionnement interne après liquidation de stocks publics communautaires de viande bovine ; relèvement du prix d'intervention à 93 p. 100 du prix d'orientation et généralisation des possibilités d'achat S.I.B.E.V. à toutes les catégories d'animaux avec prix dérivés pour les bovins issus de races allaitantes ; augmentation des primes d'abatage des animaux brucelliques tenant compte de la valeur de remplacement des animaux ; suppression de la taxe de coresponsabilité ; porcs : interdiction des importations des pays tiers ; relèvement à 7,80 francs du seuil d'aides aux caisses de péréquation ; une compensation financière directe aux éleveurs des pertes supportées depuis mars 1978 ; ovins : qu'aucune réglementation communautaire ne mette en cause les garanties procurées aux éleveurs français par l'actuelle réglementation nationale. Surveillance accrue des détournements de trafic.

Conseil constitutionnel (domaines de la loi et du règlement).

17626. — 21 juin 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté attire l'attention de M. le Premier ministre sur la décision par laquelle, le 30 mai 1979, le Conseil constitutionnel a reconnu le caractère réglementaire de l'article 2 de la loi n° 67-7 du 3 janvier 1967 créant l'Anvar (Agence nationale de valorisation de la recherche). Les motifs de cette décision montrent que dès l'époque de la promulgation de la loi précitée, la nature réglementaire des dispositions en cause était manifeste, et que seules des raisons politiques ont poussé le Gouvernement de M. Georges Pompidou à soumettre le texte litigieux au Parlement. M. Cousté demande en conséquence à M. le Premier ministre : 1° pour quelles raisons il n'a pas jugé utile de soumettre au Parlement un projet de loi supprimant ou réorganisant l'Anvar ; 2° s'il ne lui paraît pas opportun de proposer au Parlement une refonte des dispositions de l'article 34 de la Constitution relatives aux établissements publics ; on sait en effet que seule une interprétation prétorienne très extensive et précaire par nature a garanti au pouvoir législatif, dans ce domaine, une compétence qui soit autre que symbolique.

Parlement (suppléants des députés et sénateurs).

17783. — 23 juin 1979. — M. François Le Douarec rappelle à M. le Premier ministre qu'au cours de sa réunion de presse du 14 juin 1978, le Président de la République a précisé qu'il envisageait de demander la révision du régime des suppléants des députés et sénateurs. Le Premier ministre a-t-il l'intention de proposer au chef de l'Etat, en application de l'article 89 de la Constitution, la révision de ce régime.

Jeunes (emploi).

18340. — 14 juillet 1979. — M. Guy Bêche appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le placement des jeunes qui ont suivi les stages mis en œuvre par les organismes publics de formation, notamment par les groupements d'établissements de chaque académie, les G.R.E.T.A. Alors que l'organisation de ces stages résulte en principe d'une concertation au plan départemental, sous la présidence du préfet, des responsables de la direction du travail, de l'A.N.P.E., de l'éducation et des délégués à l'emploi des entreprises et devrait donc logiquement correspondre à des débouchés précis, les jeunes sont obligés dans la plupart des cas à l'issue de cette formation de recourir à l'A.N.P.E. pour trouver un emploi. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que de telles actions de formation puissent avoir véritablement un sens, c'est-à-dire qu'elles s'achèvent par un placement.

Chômage (indemnisation : allocations forfaitaires).

18343. — 14 juillet 1979. — M. André Billoux demande à M. le ministre du travail et de la participation les mesures qu'il compte prendre pour améliorer les conditions d'application de la loi du 16 janvier 1979 sur les travailleurs privés d'emploi en ce qui concerne le droit à l'allocation publique pour les femmes devenues soutien de famille à la recherche d'un premier emploi. Il lui apparaît souhaitable en effet que ces avantages puissent être accordés sans condition de temps et de formation initiale.

Travail et participation (ministère : personnel).

18347. — 14 juillet 1979. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des agents vacataires des services extérieurs du travail et de l'emploi. Il lui rappelle que leur situation, tant sur le plan social (salaires bas, absence de garantie d'emploi) que sur le plan professionnel, est d'autant plus intolérable qu'elle concerne des emplois

indispensables au fonctionnement « normal » des services. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre d'urgence pour améliorer cette situation, notamment en ce qui concerne la titularisation à temps complet sur les postes actuellement occupés et la garantie du statut de la fonction publique.

Chômage (indemnisation : départs volontaires).

18348. — 14 juillet 1979. — **M. Raymond Forni** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur le comportement de certains employeurs, notamment dans le territoire de Belfort, qui, se basant sur les circulaires de l'U. N. E. D. I. C. n° 75-90 du 14 février 1975 et n° 70-22 du 15 novembre 1966 permettant le versement d'indemnités de chômage aux salariés lorsque les départs volontaires revêtent un certain nombre de caractéristiques du licenciement, pratiquent une véritable politique de « départs volontaires » au lieu de procéder à des licenciements pour motif économique qui nécessiteraient l'autorisation préalable de l'administration. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'il soit mis fin à de telles pratiques.

Assurance maladie maternité (remboursement : cures).

18349. — 14 juillet 1979. — **M. Raymond Forni** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** s'il lui apparaît normal que les soins, et notamment les cures, soient remboursés sur une base forfaitaire incompatible avec les frais réellement exposés. Il lui signale, par exemple, que pour une cure de vingt et un jours, le régime général de la sécurité sociale rembourse forfaitairement 484 francs alors que la cure coûte au minimum 1 550 francs, en ce compris uniquement l'hébergement, et la nourriture. Il lui demande s'il n'entend pas mettre un terme à cette anomalie et permettre à l'ensemble des assurés sociaux, notamment ceux ayant les revenus les plus modestes, de se soigner dans les meilleures conditions possibles.

Fonctionnaires et agents publics (emplois réservés).

18350. — 14 juillet 1979. — Les recommandations de la circulaire du 31 décembre 1968 qui tendait à faciliter l'admission des handicapés physiques aux emplois publics paraissent avoir été souvent perdues de vue. **M. Marcel Garrouste** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** s'il n'estime pas qu'il conviendrait : 1° que, dans les différents services de la fonction publique, soit étudié l'aménagement de postes de travail adaptés aux travailleurs handicapés qui, théoriquement, doivent constituer 10 p. 100 de l'effectif global ; il pourrait en être ainsi notamment dans tous les services administratifs de l'éducation nationale (ministère, rectorats, inspections académiques) et dans ses services de documentation, de bibliothèques et d'intendance ; 2° que le décret du 20 juillet 1959 qui semble avoir surtout étudié le cas des malvoyants soit élargi aux autres types de handicaps ; 3° que soient modifiés les articles 2 et 3 du décret n° 59-684 du 20 juillet 1959 afin d'ouvrir l'accès des handicapés aux classes de premier cycle de l'enseignement élémentaire ; 4° que soit modifié l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 1959 afin que soit rendu possible l'accès des handicapés à l'enseignement de toutes disciplines non incompatibles avec le handicap ; 5° que soient créés en nombre suffisant des postes de réadaptation accessibles à tous les enseignants (1^{er} et 2^e degré), quel que soit leur lieu de résidence ; 6° que le personnel soit représenté aux comités médicaux et commissions de réforme ; 7° que les agents de la fonction publique handicapés puissent, autant que possible, continuer à travailler dans le milieu normal (par exemple : intégralité du salaire pour ceux qui souhaitent continuer à travailler à mi-temps alors qu'ils pourraient bénéficier d'un congé de longue durée ou d'un congé de longue maladie) ; 8° que les textes concernant les handicapés soient codifiés et largement diffusés notamment auprès des chefs de services administratifs.

Architecture (agréés en architecture).

18351. — 14 juillet 1979. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la très vive inquiétude que connaissent les maîtres d'œuvre en bâtiment engagés dans la procédure de reconnaissance de qualification face à l'application de l'article 37-2, alinéa 2, de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture. Cet article dispose que, sous réserve d'avoir effectué le dépôt de la demande d'inscription six mois après la publication de la loi, les professionnels concernés pourront assumer les missions réservées exclusivement par la nouvelle loi aux architectes et cela jusqu'à l'intervention d'une décision définitive. A cet effet, les maîtres d'œuvre en bâtiment en cours d'agrément reçoivent un récépissé provisoire d'inscription au tableau régional de l'ordre des architectes qui leur permet de continuer d'exercer leur activité. Toutefois, il semble que cette possibilité légale d'exercer leur profession pendant la période d'instruction soit remise en cause

dès la notification de refus d'agrément pris par décision ministérielle puisqu'il est fait obligation aux maîtres d'œuvre de cesser leur activité dans les conditions actuelles trente jours après notification et cela indépendamment des recours pouvant être introduits devant les tribunaux administratifs. Ainsi, cette situation, compte tenu des délais de procédure devant les juridictions administratives et en l'absence de tout caractère suspensif du recours, met en cause directement toute reprise d'activité professionnelle à la faveur d'une décision favorable du tribunal. En conséquence, il lui demande s'il ne lui semble pas opportun, face à la situation dramatique dans laquelle de nombreux maîtres d'œuvre se trouvent placés, de donner un caractère suspensif aux recours introduits devant les juridictions administratives.

Pharmacie (officines).

18352. — 14 juillet 1979. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les modalités d'application de l'alinéa 7 de l'article L. 571 du code de la santé publique relatif aux conditions de création d'officines de pharmacie qui prévoit que « si les besoins de la population l'exigent, des dérogations à ces règles peuvent être accordées ». En effet, le décret n° 85-1128 du 22 décembre 1965 précise que les dérogations visées à l'article L. 571 sont accordées par le préfet sur la proposition du chef du service régional de l'action sanitaire et sociale après avis du pharmacien inspecteur régional de la santé, du conseil régional de l'ordre des pharmaciens et des syndicats professionnels. Ainsi tous les organismes consultés sont des organismes régionaux éloignés des réalités locales, notamment par exemple de l'organisation des transports ne pouvant être à même de mesurer toute l'importance économique que revêt la création d'une officine de pharmacie en milieu rural. Il lui rappelle à ce sujet les demandes de dérogation formulées par des postulants appartenant aux communes de Flassans et de Callian (Var) soutenues par l'ensemble de la population et des conseils municipaux qui représentent pour ces communes un intérêt économique évident et un besoin certain en santé publique, qui n'ont pu à ce jour aboutir. En conséquence, il lui demande s'il ne lui semble pas opportun d'étendre la consultation prévue par le décret du 22 décembre 1965 aux usagers et aux conseils municipaux concernés.

Déportés et internés (service du travail obligatoire).

18354. — 14 juillet 1979. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les difficultés rencontrées par les anciens du S.T.O. d'origine italienne pour obtenir le titre de personnes contraintes au travail obligatoire. En effet, après la guerre de 1914, de nombreuses familles italiennes sont venues s'installer dans la région Provence et pour de nombreux enfants nés de ces familles s'est posé le problème du service du travail obligatoire voté en 1942. Beaucoup d'entre eux, nés après 1923, ont été déportés au titre du S.T.O. sans avoir la nationalité française qu'ils ont obtenue par la suite en se faisant naturaliser. Toutefois, comme aucun accord de réciprocité n'a été signé avec le Gouvernement italien, ces personnes ne peuvent obtenir le titre de personnes contraintes au travail obligatoire et les droits qui s'y rattachent. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre en faveur de cette catégorie de personnes afin qu'elle puisse bénéficier de l'ensemble des droits et avantages reconnus aux anciens du S.T.O.

Assurance vieillesse (cotisations).

18356. — 14 juillet 1979. — **M. Roland Huguet** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** si le Gouvernement envisage d'unifier le montant des deux années de cotisations attribuées pour chaque enfant élevé à toutes les mères de famille ayant une retraite personnelle.

Aide sociale (conditions d'attribution).

18357. — 14 juillet 1979. — **M. Roland Huguet** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** s'il est envisagé de relever les plafonds des ressources pour toutes les allocations et l'aide sociale sur la base de 2 400 francs par mois pour une personne seule et 3 600 francs pour un ménage et, dans la négative, quelles sont les raisons qui s'y opposent.

Elevage (porcs).

18359. — 14 juillet 1979. — **M. Pierre Jagoret** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les modalités d'application des mesures d'aides de l'Etat aux éleveurs de porcs qui ont pris la forme d'une prise en charge des intérêts sur emprunts. Il s'étonne que parmi des éleveurs remplissant les conditions d'attribution seuls aient bénéficié de cette aide ceux qui ont contracté des emprunts auprès du Crédit agricole mutuel et qu'ont été exclus

les agriculteurs qui avaient contracté leurs emprunts auprès du Crédit mutuel de Bretagne. Il lui demande, en outre, s'il est exact que le solde des crédits affectés à ces aides a été attribué à des éleveurs ne remplissant pas ces conditions, mais qui sont clients du Crédit agricole, s'il n'estime pas anormal et contraire aux principes de l'égalité des citoyens devant la loi que l'affiliation à un organisme de crédits plutôt qu'à un autre soit prise comme critère d'attribution d'une aide publique. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation discriminatoire et injuste.

Elevage (caillies).

18360. — 14 juillet 1979. — M. Pierre Lagorce fait part à M. le ministre de l'agriculture de l'inquiétude manifestée par les producteurs de caillies, lors de l'assemblée annuelle de la fédération régionale du Sud-Ouest, le 14 juin 1979, devant les projets d'implantation en Pyrénées-Atlantiques d'entreprises géantes de production de caillies de type industriel, financées par des capitaux espagnols. En accord avec la confédération française de l'aviculture, les aviculteurs du Sud-Ouest ont demandé, dans la motion qu'ils ont adoptée, que soit empêchée par tous les moyens la réalisation d'un tel projet qui aurait pour conséquence la fermeture d'un très grand nombre d'élevages fermiers et le détournement des financements du Crédit agricole et du Crédit hôtelier au bénéfice d'une entreprise étrangère, alors que les projets d'investissement présentés par la région ont été refusés. Ils estiment que les crédits doivent être réservés en priorité au développement des élevages existants et qu'un réel contrôle des importations de caillies doit être établi aux frontières. Il lui demande quelle est sa position en cette affaire et de quelle façon il pense pouvoir aider les aviculteurs du Sud-Ouest et notamment les producteurs de caillies à surmonter les difficultés économiques qu'ils doivent actuellement affronter.

Finances locales (enseignement).

18363. — 14 juillet 1979. — M. André Laurent attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le délicat problème de l'installation du téléphone dans les établissements scolaires, qui demeure à la charge des collectivités locales. Tout en reconnaissant l'utilité de ce mode de communication, il considère que ces dépenses devraient être prises en charge par son ministère, étant donné l'utilisation qui est faite du téléphone par les enseignants placés sous son autorité. Il lui demande, par conséquent, de lui préciser quelles dispositions il compte prendre afin d'assurer le financement de ces installations téléphoniques.

Economie (ministère) (structures administratives).

18364. — 14 juillet 1979. — M. Jean-Yves Le Drian s'inquiète auprès de M. le ministre de l'économie de la suppression annoncée de 400 emplois à la direction de la concurrence et de la consommation. Cette suppression décidée et appliquée sans la moindre consultation avec le personnel concerné apparaît à l'évidence comme étant en totale contradiction avec les nécessités actuelles de la lutte contre l'inflation et de la protection du consommateur, objectifs officiels de la politique gouvernementale. Son nouveau régime de libération des prix aurait dû en effet s'accompagner d'une protection accrue des consommateurs en matière d'affichage et de publicité par exemple : c'était d'ailleurs le sens de la création par la loi de finances de 1979 de 101 postes supplémentaires dans cette direction. La décision actuelle, outre le camouflet qu'elle inflige à la représentation nationale, s'apparente à un abandon volontaire de toute politique de la concurrence car, les enquêtes récentes des associations de consommateurs le montrent, elle n'a pas limité les moyens anticoncurrentiels dont disposent les professionnels ni supprimée, bien au contraire, l'utilité d'un contrôle des prix. En conséquence, il lui demande de bien vouloir respecter les orientations dégagées par le Parlement lors du dernier débat budgétaire et à cette fin d'assurer dans l'immédiat le maintien de tous les emplois actuels à la direction de la concurrence et de la consommation et de prévoir, dans les délais les plus brefs, leur renforcement.

Elevage (porcs).

18365. — 14 juillet 1979. — M. Louis Le Pensec expose à M. le ministre de l'agriculture qu'en septembre 1978 le Gouvernement avait admis le principe d'une aide aux éleveurs de porcs par prise en charge d'intérêts d'annuités échues. Il s'avère pourtant que, suivant leur appartenance bancaire, certains agriculteurs ne peuvent bénéficier de cette aide de l'Etat. En conséquence, M. Le Pensec demande à M. le ministre de lui faire connaître les mesures qu'il

envisage pour éviter une telle discrimination et permettre que, à l'instar des autres pays de la C. E. E., tous les éleveurs, durement touchés par la crise et répondant aux critères d'attribution, puissent bénéficier de l'aide de l'Etat.

Exploitants agricoles (veuves).

18366. — 14 juillet 1979. — M. Philippe Marchand appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des veuves exploitantes agricoles qui, bien qu'ayant fait fructifier l'exploitation, ont des difficultés à faire valoir leur statut d'exploitante agricole à part entière. Au moment où, pour la survie du milieu rural et agricole, on facilite l'installation des jeunes, il serait souhaitable d'envisager des mesures pour le maintien des agricultrices à la tête de l'exploitation qu'elles ont fait valoir au même titre que leur époux décédé. Des améliorations pourraient être apportées en matière de formation, d'octroi de prêts, d'obtention de personnel de remplacement. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour aider les quelque 100 000 veuves qui sont à la tête d'une exploitation agricole.

Rapatriés (indemnisation).

18369. — 14 juillet 1979. — M. Philippe Marchand appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation des rapatriés propriétaires du Maroc spoliés de leurs biens le 2 mars 1973 et très insuffisamment indemnisés. Les lois n° 78-1 et 70-632 prévoyant une indemnisation pour les Français d'outre-mer dépossédés de leurs biens avant le 1^{er} juin 1970, les agriculteurs français du Maroc, propriétaires de terres « Melk », sont pénalisés injustement car, si la dépossession a eu lieu le 2 mars 1973, la mise sous séquestre des biens avait en réalité pris effet le 29 juin 1963. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que les intéressés puissent bénéficier de l'indemnisation à laquelle ils ont droit.

Finances locales (aide sociale).

18370. — 14 juillet 1979. — M. Philippe Marchand appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'avenir réservé aux centres sociaux, notamment ceux de Charente-Maritime. L'existence de ces foyers est menacée du fait de la suppression des prestations de services de l'Etat à compter de 1981 (ces prestations représentant 20 p. 100 du budget d'animation). La somme représentant ces prestations doit être répartie entre les communes selon le projet de réforme des collectivités locales ; mais s'agit-il d'une répartition entre toutes les communes. Dans ce cas, certaines communes seront défavorisées par rapport aux autres, les centres étant inégalement répartis. C'est ainsi que La Rochelle et Saintes, qui ont respectivement dix et deux centres sociaux, risqueraient d'être relativement appauvries. Il lui demande comment serait envisagée la redistribution de la somme en question pour respecter la répartition des centres sociaux sur le territoire français.

Mutualité sociale agricole (assurance vieillesse).

18371. — 14 juillet 1979. — M. Philippe Marchand appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des veuves exploitantes agricoles. Il lui demande : 1° quelles mesures pourront être prises pour faire bénéficier ces veuves de la totalité des points de retraite complémentaire du mari, cela afin de tenir compte du travail qu'elles ont elles-mêmes accompli dans l'exploitation ; 2° que le cumul devienne possible entre les droits personnels de la veuve et les droits dérivés dans le régime vieillesse des non-salariés agricoles.

Enseignement agricole (établissements).

18375. — 14 juillet 1979. — M. François Massot appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des bâtiments scolaires et des locaux d'internat du lycée d'enseignement professionnel agricole de Carmejane-Malijal. Une grève des élèves a permis tout récemment d'attirer une nouvelle fois l'attention de ses services sur l'insuffisance des aménagements de cet établissement, qui nuisent à l'évidence à son bon fonctionnement matériel et pédagogique. Depuis le mois d'octobre 1978, restent en suspens des travaux indispensables : augmentation du nombre de classes, agrandissement du réfectoire, des dortoirs, des sanitaires. Sur le plan de l'encadrement scolaire, de graves carences se manifestent également : manque d'un ingénieur des travaux agricoles, insuffisant renouvellement du cheptel, dégradation des services techniques. Il lui demande, en conséquence, de tout mettre en œuvre pour prendre les dispositions budgétaires nécessaires, permettant, dès la prochaine rentrée scolaire, un fonctionnement normal d'un service public essentiel dans cette région.

Santé publique (tabagisme).

18376. — 14 juillet 1979. — **M. Loïc Bouvard** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le problème de l'hygiène collective posé par l'usage du tabac et la protection effective des non-fumeurs. S'il ne méconnaît pas l'action d'information entreprise depuis quelques années par les ministères intéressés, il lui fait cependant observer que la consommation tabagique demeure toujours aussi importante, notamment chez les jeunes. Il souhaite savoir quel est le bilan de la campagne lancée auprès des jeunes en 1978 et si d'autres campagnes seraient mises en œuvre. Il désire également connaître l'envisage de prendre des mesures afin de combler les lacunes du décret n° 77-1042 du 12 septembre 1977 concernant la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics, en particulier les navires, les magasins alimentaires avec consommation sur place et les locaux collectifs de travail. Il lui demande de lui préciser quelles suites il envisage de donner, en accord avec ses collègues les ministères intéressés, à la proposition récemment formulée par des représentants du corps médical tendant à l'adoption d'une taxe spéciale de risque excessif sur l'alcool et le tabac, ainsi qu'à une des recommandations de l'O. M. S. amenant les gouvernements à consacrer une part importante de l'impôt sur les tabacs et cigarettes à l'information sur les méfaits du tabagisme.

Sécurité sociale (professions artisanales et professions industrielles et commerciales).

18377. — 14 juillet 1979. — **M. Loïc Bouvard** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que la loi d'orientation du 27 décembre 1973 et celle du 24 décembre 1974 devaient permettre d'aboutir dès 1978 à une harmonisation du régime de protection sociale des artisans et des commerçants avec le régime général des salariés. Or, malgré un certain nombre d'améliorations, cette harmonisation n'a été achevée ni en matière de cotisation ni en matière de prestations. Il lui demande donc si cet objectif est définitivement abandonné ou si de nouvelles mesures sont envisagées pour effacer les dernières inégalités qui subsistent dans ce domaine entre travailleurs non salariés et travailleurs salariés de l'industrie et du commerce.

Sécurité sociale (professions artisanales et professions industrielles et commerciales).

18378. — 14 juillet 1979. — **M. Loïc Bouvard** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les retraités ne disposent dans les conseils d'administration des caisses de retraite des professions industrielles et commerciales que d'un quart des sièges. Ce pourcentage est loin de refléter la situation démographique de cette catégorie professionnelle. Il demande donc à **M. le ministre** s'il ne lui paraît pas nécessaire d'améliorer la représentation des retraités dans ces conseils d'administration, par exemple en leur y accordant le tiers des sièges.

Carburants (commerce de détail).

18380. — 14 juillet 1979. — **M. Loïc Bouvard** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les difficultés que risque de soulever l'institution du contrôle de la distribution de fuel-oil domestique dans le cadre du nouveau plan d'économies d'énergie que le Gouvernement vient d'adopter. Limiter la consommation de l'année prochaine à 90 p. 100 de la consommation enregistrée au cours de la période du 1^{er} juillet 1978 au 1^{er} juillet 1979 risque de pénaliser les consommateurs qui ont déjà fait un effort important pour économiser le fuel-oil domestique ou ceux qui, en raison de la faiblesse de leurs ressources, ont une consommation déjà bien inférieure à celle nécessaire pour assurer un chauffage satisfaisant. Cette situation, qui est celle de nombreuses personnes âgées, paraît devoir être la plus préoccupante. Il lui demande donc quelles mesures il envisage de prendre pour éviter qu'un contrôle s'appliquant de façon uniforme à tous les consommateurs ne pénalise les plus défavorisés d'entre eux.

Apprentissage (artisans).

18381. — 14 juillet 1979. — **M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** qu'il existe un problème au niveau des conditions d'agrément des artisans admis à former des apprentis. Les critères d'agrément sont tels qu'ils limitent le nombre des jeunes pouvant entrer en apprentissage. Il en résulte que de nombreux jeunes désireux d'apprendre un métier ont trouvé un patron qui accepterait de les prendre. Mais ces patrons ne peuvent être agréés du fait des conditions qui leur sont imposées; du fait, notamment, des comités départementaux de formation professionnelle, ces comités n'ayant du reste pas la même politique dans chaque département. Il en résulte que l'on se trouve souvent devant des jeunes qui veulent apprendre un métier, des artisans qui veulent

former des jeunes, et qui n'ont pas le droit de le faire, la conclusion étant que le jeune s'inscrit au chômage et ne fait rien, avec les conséquences désastreuses que cela entraîne. Il lui demande, d'une part, s'il n'envisagerait pas d'harmoniser, pour toute la France, les règles en vigueur applicables par les comités départementaux de formation professionnelle et, d'autre part, s'il ne croirait pas opportun de rendre ces règles plus libérales et augmenter ainsi le nombre de jeunes en apprentissage.

Impôts (cycles et motocycles).

18386. — 14 juillet 1979. — **M. Gilbert Gantier** demande à **M. le ministre du budget** les raisons pour lesquelles les engins à deux roues soumis à l'immatriculation ne suivent pas la même réglementation fiscale que les automobiles.

Enseignement secondaire (enseignants : formation).

18393. — 14 juillet 1979. — **M. Gérard Longuet** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur le grave malaise éprouvé par les élèves et anciens élèves des écoles normales supérieures, notamment dans les sections littéraires. Les normaliens, reçus à l'issue d'un concours hautement sélectif, reçoivent une formation de qualité dont le coût est élevé pour la collectivité. La plupart d'entre eux se destinent à la recherche et entreprennent une thèse dès leur scolarité. Or, il apparaît que les élèves reçus aux agrégations littéraires sont de plus en plus souvent nommés dans des collèges parfois éloignés des villes universitaires, pour enseigner aux élèves du premier cycle de l'enseignement secondaire, malgré le décret du 4 juillet 1972 stipulant que les professeurs agrégés ne doivent assurer un enseignement dans ces classes qu'à titre exceptionnel. L'exception tend à devenir la règle, y compris pour les normaliens déjà engagés dans la recherche, qui ne sont nullement préparés aujourd'hui à enseigner dans ces classes. Cette contradiction entre les postes offerts et la formation acquise explique la baisse progressive du nombre des candidats à l'entrée des E. N. S. les plus prestigieuses, et la désaffection croissante des normaliens eux-mêmes pour les carrières de l'enseignement. Il demande à **Mme le ministre des universités** quelle vocation elle assigne aux E. N. S., et quelle politique elle entend suivre pour préserver ces foyers de la culture et de la recherche françaises.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

18398. — 14 juillet 1979. — **M. René Haby** expose à **M. le ministre du budget** le cas de deux époux, mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, propriétaires de quelques immeubles et de valeurs mobilières nominatives dépendant d'un compte bancaire d'épargne à long terme ouvert au nom du mari, et lui demande si les époux dont il s'agit qui se sont fait, par devant notaire, une donation réciproque d'usufruit pour le cas de décès de l'un d'eux, peuvent inclure, avec les immeubles, les valeurs mobilières susvisées dans un partage d'ascendant au profit de leurs six enfants sans craindre de se voir retirer les avantages fiscaux dont ils ont bénéficié et continuent à bénéficier, au titre du plan d'épargne, jusqu'au 31 décembre 1981, étant précisé que, le partage d'ascendants avec réserve d'usufruit ne pouvant produire son effet qu'au décès du survivant des époux, les valeurs mobilières resteront, en toute hypothèse, bloquées au compte jusqu'à l'expiration de l'engagement d'épargne.

Assurance maladie-maternité (remboursement : crues).

18399. — 14 juillet 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conditions de prise en charge des frais de cure thermale des assurés du régime général de sécurité sociale. Il lui fait observer que si un contrôle médical s'avère nécessaire en la matière, celui-ci s'effectue aux yeux des assurés sociaux dans des conditions parfois rigoureuses et arbitraires, pouvant ainsi réduire l'étendue de la protection sociale, à laquelle ils sont en droit de bénéficier en contrepartie des cotisations qu'ils versent. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin d'éviter que l'exercice du contrôle médical ne soit un prétexte à la réduction des droits des intéressés.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles).

18400. — 14 juillet 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le cas d'un viticulteur sous le régime du forfait agricole jusqu'en 1971 et passé au régime de bénéfice réel à partir de 1972 du fait du dépassement du seuil. Les ventes effectuées en 1972 par cet agriculteur provenant uniquement de ses stocks au 31 décembre 1971, **M. Pierre-Bernard Cousté**

demande à M. le ministre du budget de lui confirmer que ses bénéfices de l'année 1972 doivent être exonérés pour éviter une double perception avec l'imposition forfaitaire établie sur ses récoltes jusqu'en 1971.

Experts-comptables (profession).

18401. — 14 juillet 1979. — M. Jean-Pierre Pierre-Bloch expose à M. le ministre du budget que pour accélérer l'unification de la profession d'expert-comptable et de comptable agréé, la loi du 31 octobre 1968 avait ajouté à l'ordonnance du 19 septembre 1945 un article 7 ter permettant pendant cinq ans aux comptables agréés inscrits au tableau antérieurement à l'entrée en vigueur de cette loi et justifiant de dix années d'exercice de cette profession d'être inscrits en qualité d'expert-comptable lorsqu'ils remplissaient en outre des conditions fixées par un règlement d'administration publique. La loi n° 74-114 du 27 décembre 1974 en son article premier a prolongé ce délai de cinq nouvelles années. Afin de permettre aux comptables agréés dont le recrutement est arrêté depuis 1972 de bénéficier de ces dispositions sans contrainte de temps, M. Jean-Pierre Pierre-Bloch demande à M. le ministre du budget s'il envisage de rendre prochainement permanents les dispositions de la loi du 31 octobre 1968.

Forêts (Alsace-Lorraine).

18405. — 14 juillet 1979. — La commission interrégionale, créée en 1975, pour étudier les problèmes des forestiers d'Alsace-Moselle et présenter un projet de statut de l'exploitation en régie a déposé, en février 1977, son rapport. M. Adrien Zeller demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir lui préciser quelles sont les intentions et quelles initiatives il compte prendre pour que les conclusions de ce rapport : nécessité d'une reconnaissance officielle de la régie par des textes de portée nationale ; nécessité d'une révision profonde du fonctionnement interne de la régie ; nécessité de revoir la situation des personnels régisseurs, à travers une véritable formation professionnelle et une rémunération conforme à leur technicité et à leurs responsabilités, ne restent pas lettre morte.

Fonctionnaires et agents publics (activité privée lucrative).

18407. — 14 juillet 1979. — M. Adrien Zeller expose à M. le Premier ministre (Fonction publique) : 1° que l'article 8 de l'ordonnance du 4 février 1959 interdit à tout fonctionnaire d'exercer à titre professionnel une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit ; 2° que cette interdiction est également prévue en ce qui concerne l'exercice d'une activité salariée par les dispositions de l'article L. 324-1 du code du travail, aux termes duquel il est interdit, notamment aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services publics de l'Etat, des départements et des communes, d'occuper un emploi privé rétribué ou d'effectuer à titre privé un travail moyennant rémunération. Compte tenu de ce qui précède, il demande de lui faire connaître, par simple réponse affirmative ou négative — la question étant posée sur le plan général — si un fonctionnaire de l'Etat a le droit de cumuler ses fonctions avec celles de syndicat d'immeubles en copropriété (comportant, bien entendu, rémunération) et, dans l'affirmative, la référence des textes réglementaires portant dérogation à la règle de l'interdiction de principe des cumuls d'emplois publics et privés visée par l'ordonnance précitée du 4 février 1959.

Energie (économies d'énergie).

18409. — 14 juillet 1979. — M. Adrien Zeller expose à M. le ministre de l'Industrie le cas d'un menuisier qui, sensible à la campagne pour les économies d'énergie que même le Gouvernement, s'est fait installer un chauffage lui permettant de récupérer les copeaux de bois comme combustible. Cette installation, qui lui permet d'économiser 7 tonnes de mazout par an, a coûté 200 000 F. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait plus juste et plus incitatif de soutenir ce genre d'initiatives par des mesures financières concrètes et substantielles autres que les 400 F de prime versée pendant la première année seulement par tonne de mazout économisé.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (budget).

18410. — 14 juillet 1979. — M. Adrien Zeller attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les dispositions de la circulaire n° 947 du 29 mars 1979 relative au contrôle de l'exécution des budgets et de l'activité des établissements publics d'hospitalisation, de soins et de cure. Cette circulaire bloque autoritairement les dépenses de 1979 au niveau des crédits du budget primitif, alors que la réglementation en vigueur prévoit l'établissement — en cours d'exercice — d'un budget supplémentaire destiné à corriger les insuffisances éventuelles du budget primitif.

Il lui demande en conséquence comment les hôpitaux pourront faire face — sans budget supplémentaire — aux imprévus tels que : mesures prises par le Gouvernement en matière de rémunérations ou de charges sociales ; c'est ainsi que le décret du 10 janvier 1979 a imposé l'affiliation de l'ensemble du personnel hospitalier aux caisses d'allocations familiales, ce qui entraîne le versement d'une cotisation de 9 % des salaires ; hausse de prix (fuel, etc.) ; fréquence plus grande de congés de maternité, ou de congés de longue maladie et de longue durée ; réparations imprévisibles et urgentes concernant les installations et les équipements ; évolution des techniques médicales entraînant des coûts plus élevés. Il souligne les difficultés très graves pouvant résulter de l'application intransigeante de cette circulaire, les hôpitaux risquant de ne plus pouvoir remplir de façon satisfaisante la mission qui leur est dévolue par la loi du 31 décembre 1970.

Forêts (zonage).

18412. — 14 juillet 1979. — M. André Chandernagor expose à M. le ministre de l'agriculture que le zonage agriculture-forêts, couramment appelé réglementation des boisements et dont l'objectif est de favoriser une meilleure répartition des terres entre d'une part les productions agricoles et d'autre part la forêt, se heurte dans certaines régions à quelques difficultés. C'est ainsi que dans le département de la Creuse les décisions de zonage sont parfois remises en cause par des autorisations de plantations qui leur sont antérieures. Ces autorisations n'ayant pas été accordées à titre précaire et révoquant restent valables. Il souhaite savoir quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation et lui demande plus particulièrement si une instruction ne pourrait pas être adressée aux directeurs départementaux de l'agriculture afin qu'ils n'accordent désormais que des autorisations dont la durée serait limitée à deux ans.

Départements d'outre-mer

(Réunion : fonctionnaires et agents publics).

18417. — 14 juillet 1979. — M. Jean Fontaine expose à M. le ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) ce qui suit : il ressort d'un rapport présenté par l'I. N. S. E. E. traitant du bilan économique de la Réunion que l'augmentation de l'indice des prix de détail à la consommation des ménages a atteint 7 p. 100 dans l'île au cours de l'année 1978. Le même document fait apparaître que dans le même temps les traitements dans la fonction publique n'ont enregistré qu'une hausse maximum de 3,9 p. 100. A l'évidence, il y a de ce fait pour les fonctionnaires, agents de l'Etat et des collectivités locales, une perte de leur pouvoir d'achat. Ce qui est contraire aux engagements qui ont été pris à la suite de promesses faites par les autorités les plus officielles. M. Fontaine demande donc à M. le ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) de lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour maintenir et garantir le pouvoir d'achat dans la fonction publique à la Réunion.

Départements d'outre-mer (Réunion : sucre).

18419. — 14 juillet 1979. — M. Jean Fontaine signale à M. le ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) ce qui suit : il ressort d'un rapport présenté par l'I. N. S. E. E. traitant du bilan économique de la Réunion que la production sucrière du département s'est élevée en 1978 à 272 634 tonnes de sucre. Dans la balance commerciale générale de l'île, le sucre et ses dérivés représentent l'essentiel des exportations. Or, le même document fait apparaître que dans le même temps la Réunion a importé 98 tonnes de sucre et 692 tonnes de sucres. Il y a à cet égard un paradoxe intolérable et inadmissible. M. Fontaine demande à M. le ministre les mesures qu'il entend promouvoir pour faire cesser une telle situation à bien des égards aberrante.

Départements d'outre-mer (Réunion : logement).

18420. — 14 juillet 1979. — Par sa question écrite n° 13064 du 3 mars 1979, M. Fontaine a fait part à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de sa préoccupation visant à obtenir en faveur des familles les plus modestes des facilités pour l'accès à la propriété de leur logement. Dans sa réponse au Journal officiel (Débats parlementaires du 16 juin 1979) il lui a été indiqué que c'est précisément le principe même de l'aide personnalisée au logement, laquelle est modulée selon les ressources du demandeur, et que le but social recherché par cette prestation semble avoir été atteint. Dans ces conditions, M. Fontaine demande à M. le ministre de lui faire connaître dans quel délai il envisage d'étendre aux départements d'outre-mer en général et à la Réunion en particulier ce régime favorable de l'aide personnalisée au logement.

Taxe sur la valeur ajoutée (déduction).

18425. — 14 juillet 1979. — **M. Maurice Cornette** rappelle à **M. le ministre du budget** que l'article 24 de la loi n° 78-1240 du 29 décembre 1978 pose le principe de l'assujettissement à la T. V. A. de toutes les activités économiques ne faisant pas l'objet d'une exonération expresse. Tel est le cas des auto-écoles lesquelles en contrepartie de leur assujettissement à la T. V. A. peuvent bénéficier de la déduction de la taxe afférente à leurs frais généraux, à l'achat ou à la location de leurs locaux professionnels, à l'acquisition de leur matériel audio-visuel et à leurs véhicules utilitaires (R. M. n° 29203 : *Journal officiel*, Sénat du 28 avril 1979, page 1071). Il lui demande quel est le sens qu'il convient de donner aux mots : « véhicules utilitaires ». Celui-ci s'applique-t-il à tous les véhicules de tourisme normalement utilisés pour leur enseignement par les exploitants d'auto-écoles

Divorce (pensions alimentaires).

18429. — 14 juillet 1979. — **M. Marc Leuriot** expose à **M. le ministre du budget** que certains services de la perception fiscale, habilités à recouvrer les pensions alimentaires en cas de divorce ou de séparation de corps par la loi du 11 juillet 1975, imputent, en priorité, les acomptes qu'ils reçoivent au règlement des créances du fisc, le règlement des pensions ne s'opérant ainsi qu'après celui des dettes fiscales. Cette pratique contredit la volonté du législateur en ce qu'elle aboutit au double résultat suivant : retard dans le paiement des dettes alimentaires, sanctions pénales appliquées aux débiteurs d'aliments qui ont pourtant voulu et cru s'acquitter de leur dette alimentaire en s'adressant de bonne foi au fisc pour opérer au moins une ventilation proportionnelle. En conséquence, il lui demande qu'elles mesures il compte prendre en vue de séparer les réclamations présentées par les services fiscaux au double titre des créances alimentaires et fiscales et d'assurer la priorité du règlement des premières conformément à la loi.

Architecture (agréés en architecture).

18432. — 14 juillet 1979. — **M. Philippe Séguin** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les préoccupations des maîtres d'œuvre en bâtiment quant au déroulement de la procédure d'agrément prévue par l'article 37-2° de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture. En effet, il apparaîtrait que certaines commissions régionales chargées de donner un avis sur les demandes d'agrément n'examineraient pas toujours les dossiers avec l'impartialité que l'on est en droit d'attendre de ces organismes. Il lui demande s'il n'envisage pas de donner des instructions afin de faire respecter tant l'esprit que la lettre de la loi, ce qui permettrait à de nombreux maîtres d'œuvre en bâtiment d'être reconnus qualifiés et de poursuivre ainsi leur activité professionnelle, au même titre que les architectes.

Impôts (immeubles anciens à usage industriel).

18434. — 14 juillet 1979. — **M. Daniel Goulet** demande à **M. le ministre du budget** de lui faire connaître les éléments qui lui permettent, dans sa réponse à la question n° 13835 du 17 mars 1979, parue au *Journal officiel* du 21 juin 1979, d'affirmer que le régime fiscal, auquel sont soumises les mutations d'immeubles anciens à usage industriel, ne constitue pas un frein au maintien de l'emploi dans une région, alors que tous ceux qui, sur le terrain, sont contraints de muter les biens immobiliers d'une entreprise en difficulté dénoncent le coût fiscal de l'opération et souhaiteraient unanimement l'assujettissement à la T.V.A. de telles mutations. Il demande alors que lui soit répondu clairement sur la question de savoir si un établissement public tel qu'une chambre de commerce et d'industrie peut prendre la qualité d'un marchand de biens et bénéficier ainsi des dispositions visées dans la réponse ministérielle susénoncée.

Jeunes (emploi).

18441. — 14 juillet 1979. — **M. Robert Ballanger** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les risques de chômage des jeunes en Alsace que peuvent entraîner les décisions d'une entreprise de cette région. Au moment où plusieurs centaines de milliers de jeunes sont au chômage, la direction de la Société alsacienne de construction mécanique de Mulhouse décide de ne plus embaucher les apprentis non titulaires du C. A. P. et de proposer un contrat à durée limitée au 31 décembre 1979 aux titulaires de ce diplôme. La situation économique de l'entreprise ne justifie pas cette mesure. Le chiffre d'affaires des fabrications de l'usine de Mulhouse progresse de 8 p. 100 pour le premier semestre par rapport à la même période de 1978. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour garantir l'emploi aux jeunes de cette région.

Enseignement secondaire (établissements).

18444. — 14 juillet 1979. — **Mme Myriam Barbera** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des élèves qui se voient refuser l'entrée dans les L. E. P. Elle lui indique que des élèves du département de l'Hérault orientés vers les L. E. P. se voient refuser l'accès à un établissement correspondant à la carte scolaire et possédant les sections qu'ils ont choisies. Elle lui demande ce qu'il compte faire pour permettre à ces élèves de poursuivre une scolarité normale.

Viticulture (vins à appellation d'origine contrôlée).

18446. — 14 juillet 1979. — **Mme Myriam Barbera** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le financement des opérations de dégustation pour les A. O. C. Elle lui fait part de l'hostilité manifestée par le syndicat de défense du muscat de Frontignan à l'encontre de toute disposition fiscale qui porterait atteinte à la responsabilité des syndicats de défense d'appellation d'origine telle que l'augmentation du droit de circulation des vins à A. O. C. Elle lui demande quelle suite il compte donner à la requête du syndicat de défense du muscat de Frontignan qui propose d'instaurer une taxe fiscale spécifique aux opérations de dégustation, ceci au profit de l'I. N. A. O.

Finances locales (dotation globale de fonctionnement).

18448. — 14 juillet 1979. — **M. Daniel Boulay**, attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'obligation dans laquelle s'est trouvé le conseil municipal d'Allonnes d'inscrire directement un réajustement de la dotation globale de fonctionnement à la section de fonctionnement du budget primitif 1979. En effet, cette dotation globale de fonctionnement d'un montant de 4 539 054 francs est insuffisante (4,99 p. 100) seulement de plus qu'en 1978 alors que les dépenses se sont accrues d'au moins 12 p. 100. Equilibrer le budget sans inscrire ce réajustement de dotation globale de fonctionnement aurait contraint le conseil municipal à augmenter le produit des centimes de 62 p. 100, augmentation qui, compte tenu du fait qu'Allonnes est une cité dortoir et qu'elle n'a que très peu d'usines sur son territoire, se serait entièrement répercutée sur la taxe d'habitation. Les Allonnais sont déjà les habitants de la communauté urbaine du Mans les plus imposés (47,53 p. 100 de plus qu'au Mans, 112,60 p. 100 de plus qu'à Arnage, 53,60 p. 100 de plus qu'à La Chapelle Saint-Aubin, 25,17 p. 100 de plus qu'à Coulaines, 90,13 p. 100 de plus qu'à Rouillon, 40,06 p. 100 de plus qu'à Sargé-lès-Le Mans, 121,61 p. 100 de plus qu'à Yvre-l'Évêque). Réunie le 18 juin dernier à la préfecture, la commission spéciale regroupant le secrétaire général de la préfecture représentant le préfet, les responsables fiscaux et financiers, le maire et deux conseillers d'Allonnes a reconnu : que les contribuables allonnais étaient lourdement imposés ; que les dépenses prévues au budget sont incompressibles ; que la dotation de l'Etat qui résulte de l'application de la nouvelle loi de finances est insuffisante pour permettre l'équilibre budgétaire. Elle a demandé au conseil municipal d'Allonnes d'augmenter de 15 p. 100 ses ressources fiscales et d'utiliser la totalité des fonds libres, excédents de l'exercice de 1978, pour le budget primitif de 1979 ce qui empêche la ville d'Allonnes de faire un budget supplémentaire. Le déséquilibre budgétaire étant ainsi ramené de 1 576 933,79 francs à 1 154 982,47 francs, la commission a décidé de transmettre le dossier au ministère de l'intérieur. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre, en vue d'accorder à la commune d'Allonnes, un réajustement de sa dotation globale de fonctionnement.

Logement (zone rurale).

18449. — 14 juillet 1979. — **M. Jacques Chamnade** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que de nombreuses demandes de primes à la décohabitation sont déposées depuis un an dans le département de la Corrèze, sans avoir reçu satisfaction. Lui soulignant que des crédits restent inemployés à ce titre au niveau national, il lui demande, en conséquence, de déléguer au département de la Corrèze les crédits nécessaires au paiement des primes de décohabitation actuellement en instance.

Finances locales (communes).

18450. — 14 juillet 1979. — **M. Jacques Chamnade** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur les difficultés que peuvent faire rencontrer à certaines communes, du point de vue de leur équilibre budgétaire, les dispositions des articles L. 242-1 et suivants de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. C'est ainsi le cas pour la commune de Pompadour (19230). Ayant décidé plusieurs constructions, il lui est fait obligation de contracter une police

dommages dont la charge revient à 3 p. 100 environ du coût des travaux projetés. Il est évident qu'une telle somme représente un poids très important pour une petite commune. L'article L. 243-1 de la loi du 4 janvier 1978 prévoit des dérogations dans le cas où les collectivités locales concernées peuvent justifier « de moyens permettant la réparation rapide et complète des dommages ». Il lui demande : 1° ce qu'il compte faire pour permettre aux petites communes, tout en satisfaisant à leurs besoins en équipements collectifs, de faire face à l'obligation d'assurance ; 2° de donner une interprétation claire et précise de l'article L. 243-1 de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 ; 3° de lui donner une estimation du montant des primes émises au titre de l'article L. 242-1 et de la part des sociétés privées dans ce chiffre d'affaires.

Entreprises (activité et emploi).

18452. — 14 juillet 1979. — **M. Lucien Dutard** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur le licenciement de vingt-cinq ouvriers de la Soframa à Thiviers (Dordogne). La Soframa est une fabrique de meubles de style qui emploie 235 travailleurs. Vingt-cinq licenciements dans une localité et un département déjà particulièrement touché par le chômage, cela signifie, après les licenciements à la Stamelec, vingt-cinq familles de plus frappées, sans possibilité de reclassement. Cela signifie des répercussions en chaîne, notamment sur le commerce et l'artisanat local ; cela signifie un nouveau coup porté à l'économie départementale. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour sauver les vingt-cinq emplois de cette entreprise.

Handicapés (Cotorep).

18453. — 14 juillet 1979. — **M. Georges Gosnat** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les retards considérables apportés dans les décisions et les versements des allocations aux adultes handicapés plongent les personnes malheureusement obligées d'avoir recours à ces allocations dans une détresse matérielle et morale insupportable. Deux exemples illustrent bien cette situation : Mme P. après plusieurs années de travail extrêmement pénible dans des blanchisseries d'hôtels est devenue une « handicapée » sans aucune ressource personnelle. Une première demande d'aide aux adultes handicapés est faite le 1^{er} septembre 1976 et refusée. Une nouvelle demande est formulée en novembre 1977 et le dossier est enregistré à la Cotorep le 21 juillet 1978. Le 30 mars 1979, après plusieurs examens médicaux, Mme P. reçoit une notification de la Cotorep précisant un taux d'invalidité de 80 p. 100, le versement de l'allocation aux adultes handicapés et une allocation logement. Malgré de nombreuses démarches, Mme P. n'a toujours rien perçu à ce jour, c'est-à-dire plus de trois ans après avoir cessé de travailler. Mme G. a reçu une notification pour l'aide aux handicapés adultes lui annonçant une allocation de 1 075 francs à percevoir à compter du 1^{er} janvier 1979. Le 27 juin 1979, elle n'a encore rien perçu. Ainsi, les personnes concernées ne survivent pendant plusieurs années que grâce aux aides municipales ou d'œuvres diverses, et il est évident qu'une telle situation, qui est générale, ne peut se poursuivre. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour que les décisions de la Cotorep interviennent dans les meilleurs délais ; 2° pour que les allocations soient versées immédiatement après les décisions.

Entreprises (activité et emploi).

18454. — 14 juillet 1979. — **M. Roger Gouhier** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les graves conséquences engendrées par le démantèlement progressif de la division électromécanique d'Alsthom Atlantique, notamment dans l'établissement du Bourget. Depuis la fusion d'Alsthom Atlantique, les regroupements d'activités ainsi que la politique générale d'embauche de la direction générale ont conduit à affaiblir le potentiel humain et technologique existant à Alsthom Atlantique du Bourget et à renforcer l'entreprise C.E.M. B.B.C. à Stains. Cette tendance au renforcement de B.B.C. en France qui se précise et s'amplifie par le départ du potentiel technologique et industriel apparaît comme une manœuvre menée de concert par les directions respectives de Alsthom Atlantique Le Bourget et de C.E.M. à Stains. Le refus de la direction d'Alsthom Atlantique de se doter des moyens techniques, technologiques et humains permettant de se développer sur le marché des turbo-alternateurs et de résister à d'éventuels concurrents hypothèque dangereusement l'avenir de l'établissement du Bourget. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour assurer le développement des activités de l'usine Alsthom Atlantique du Bourget et faire en sorte que cesse toute dégradation de son potentiel humain et technologique au profit de concurrent étranger.

R. A. T. P. (comité d'entreprise).

18456. — 14 juillet 1979. — **M. Georges Hage** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des œuvres sociales de personnalité civile du comité d'entreprise de la R. A. T. P. Depuis le début de l'année, les œuvres sociales et ses centres de loisirs pour les enfants de la R. A. T. P. se sont acquittées d'un montant de T. V. A. supérieur à la valeur d'une année de fonctionnement sans que, dans le même temps, une subvention quelconque de l'Etat ne leur ait été accordée. Surtout que la R. A. T. P. représente la plus grande entreprise de Paris et que son comité d'entreprise a décidé d'insérer ses initiatives dans le cadre de l'année internationale de l'enfant. Il lui demande quelles mesures seront prises pour permettre un développement des initiatives des œuvres sociales de la R. A. T. P. Dans l'immédiat, envisage-t-il d'exonérer de la T. V. A. les dépenses des œuvres sociales et ses centres de loisirs pour les enfants d'agents de la R. A. T. P.

Economie (ministère) (structures administratives).

18457. — 14 juillet 1979. — **M. Marcel Houÿi** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur les répercussions graves du démantèlement engagé au niveau des services de la concurrence et de la consommation. Il lui précise que la liberté des prix acceptée et favorisée par le Gouvernement va dans le sens d'une dégradation inquiétante du pouvoir d'achat des populations. Il lui indique que les plus grandes répercussions sont à craindre avec la dernière décision de libération du prix des loyers à partir de juillet. C'est donc dans un contexte extrêmement défavorable pour la sauvegarde des revenus familiaux qu'intervient une accentuation brutale du démantèlement d'un organisme habilité à assurer une saine surveillance au service des consommateurs. Il lui expose que déjà la pauvreté en effectif de ces services rendait très difficile la tâche des personnels : 1973 : 2 500 agents pour 50 millions de consommateurs ; 1980 : 2 000 agents. Dès à présent suppression de 400 emplois, arrêt de recrutement. Ceci dans le contexte inquiétant de 12 p. 100 d'inflation par an, jusqu'à 70 p. 100 d'augmentation des loyers, 25 p. 100 d'augmentation du prix du pain. Il lui fait également savoir que dans le département du Rhône déjà extrêmement touché par la récession économique et sociale, quinze suppressions de postes sont annoncées à la direction des prix de Lyon, inscrites dans le cadre général des suppressions de postes, les personnels n'ayant jusqu'à présent aucune garantie quant à leur avenir. Il lui demande donc : quelles dispositions il entend prendre afin que le démantèlement de ce service public nécessaire aux consommateurs ne soit pas accompli ; ce qu'il entend faire afin de modifier la loi de finance qui sera portée à l'appréciation du Parlement, où figure l'ensemble des suppressions d'emplois envisagées.

Energie (économies d'énergie).

18458. — 14 juillet 1979. — **M. Marcel Houÿi** demande à **M. le ministre de la défense** s'il peut lui indiquer ce que représente, comme consommation d'essence ou de gas-oil, le transport de vingt chevaux de la garde républicaine par vans spéciaux, lors du sommet européen à Strasbourg le 21 juin dernier, ces chevaux, avec leurs cavaliers, devant constituer une haie d'honneur à l'occasion des cérémonies prévues pour la rencontre des chefs d'Etat européens. Il lui demande en outre s'il considère que cet exemple de « gaspis » peut rendre crédible la campagne d'économie d'énergie actuellement développée par le Gouvernement.

Taxis (activité et emploi).

18459. — 14 juillet 1979. — **M. Parfait Jans** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les conséquences des augmentations des carburants pour la profession de taxi. Les hausses qui ont déjà eu lieu absorbent largement l'augmentation des tarifs de 10 p. 100 consentie à la profession le 15 janvier dernier. A présent, le poste carburant est devenu le premier poste de dépenses avant l'amortissement du véhicule. La répercussion du prix du pétrole brut sur les carburants induit des hausses beaucoup moins importantes que celles appliquées par le Gouvernement. En effet, en considérant les achats pétroliers en francs constants, il apparaît une baisse de 20 p. 100 depuis 1974 si l'on considère les hausses des prix des produits achetés par les pays producteurs de pétrole. Le prix payé par le consommateur s'est accru quant à lui de 50 p. 100, ce qui relève la part de 12,3 p. 100 pour les pays producteurs, de 66 p. 100 pour les compagnies pétrolières, de 85 p. 100 pour l'Etat. La part des taxes constitue donc l'essentiel de l'augmentation. Compte tenu de ces faits, il lui demande, pour sauvegarder cette profession dont le caractère de service public est incontestable, quelles mesures compte prendre le Gouvernement : pour stabiliser le prix des carburants utilisés par les taxis en attendant le vote des

propositions de loi, instituant une détaxe du carburant, déposées par le groupe communiste et un groupe de la majorité; pour autoriser immédiatement les taxis à percevoir une indemnité provisoire de 2 francs par course pour compenser l'aggravation insupportable de leurs charges.

Assurance maladie-maternité (cotisations).

18461. — 14 juillet 1979. — M. Emile Jourdan attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conséquences du décret du 12 mars 1979 augmentant les cotisations d'assurance maladie des professionnels libéraux et de l'arrêté pris à la même date et imposant aux membres des associations de gestion agréés des mesures pour le moins inutiles. Les chambres des professions libérales demandent l'abrogation de ces textes et l'établissement d'une concertation avec les pouvoirs publics sur les problèmes d'assurance maladie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire cette requête.

Entreprises (activité et emploi).

18462. — 14 juillet 1979. — M. Jacques Jouva attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation de l'entreprise Mavest (usines à Roanne, Paray-le-Monial, Ambazac). Le tribunal de commerce de Roanne vient de procéder à la désignation d'un syndic suite au dépôt de bilan de cette entreprise. De graves inquiétudes existent parmi le personnel avec la perspective d'une restructuration et les mesures de licenciements. Pour la région d'Ambazac plus particulièrement, la baisse ou la cessation d'activité serait dramatique. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre : 1° pour le maintien de tous les emplois dans un secteur déjà gravement touché; 2° pour que dans l'immédiat le paiement des indemnités de congés payés et des salaires de juin soit assuré.

Enseignement supérieur (établissements).

18473. — 14 juillet 1979. — M. Paul Laurent attire l'attention de Mme le ministre des universités sur le fait que l'université Paris-IV désirent récupérer les locaux de la Sorbonne lui appartenant et qui abritent pour l'instant l'école des Chartes, il est projeté de reloger cette dernière dans les locaux de la rue de Poissy (5^e) appartenant au ministère de l'éducation et qui abritent en ce moment la caserne de pompiers du 5^e arrondissement de Paris. Mais pour ce faire, il est question d'installer la caserne de pompiers sur le campus universitaire de Jussieu. A cet effet, il faudrait détruire deux ou trois bâtiments préfabriqués : un laboratoire de recherche, des locaux d'enseignement équipés en travaux pratiques et le bâtiment des syndicats sans que soient prévues des constructions nouvelles. Ainsi, en plus du gâchis que cela représente, de la démolition de bâtiments utilisés alors que les enseignants et les étudiants manquent de locaux et d'équipements sociaux et culturels, on verrait mise en cause l'intégrité du campus universitaire. En ajoutant les nuisances de tous ordres et le fait que le Campus ne pourrait être fermé alors que déjà des problèmes de gardiennage se posent, les inconvénients susnommés l'amènent à lui demander de lui indiquer les mesures qu'elle compte prendre pour éviter cette situation.

Mines et carrières (uranium).

18476. — 14 juillet 1979. — M. Gilbert Millet rappelle à M. le ministre de l'industrie sa question écrite en date du 15 janvier 1977, n° 34835, concernant la sollicitation d'un permis de recherche d'uranium par la société Minatome dans la région de Le Vigan (Gard). L'arrêté préfectoral autorisant cette recherche vient d'être pris, c'est dire tout l'intérêt des questions posées par cette question écrite à laquelle sa lettre du 24 février 1977 n'apportait pas de réponse précise. Il est de l'intérêt national de mettre en œuvre une politique globale de l'énergie prenant en compte les différentes formes d'énergie dans leur diversité : énergies charbonnières, hydraulique, nucléaire et énergies nouvelles. C'est à seule voie possible qui puisse permettre de répondre à un taux de croissance suffisant pour notre pays et pour le doter des moyens de sortir de la crise. Ce n'est pas la voie choisie par le Gouvernement qui subordonne la politique énergétique française aux intérêts des monopoles pétroliers et nucléaires (Westinghouse) la plaçant ainsi sous les deux caractéristiques du VIII^e Plan : le redéploiement des profits et le renforcement de l'austérité. Une telle politique débouche sur une dépendance à l'étranger de la politique énergétique française, mais, de plus, elle porte en elle-même, et notamment dans le nucléaire, des menaces quant à la sécurité des sites et des populations. Opposé au tout nucléaire, fruit d'une telle politique, il lui souligne que la mise en exploitation de l'énergie nucléaire française dans les conditions de sécurité, constitue un

impératif du développement national. Dans ces conditions, l'extraction de l'uranium constitue une nécessité d'autant plus grande que les ressources françaises en uranium ne semblent pas abondantes aux informations en sa connaissance. Mais elle place au premier plan les questions de sécurité des travailleurs et des populations, de l'environnement et du cadre de vie. Tel était l'objet des questions posées dans la question écrite n° 34835 et notamment demandant des précisions sur les conditions d'exploitation qui pourraient être envisagées, les méthodes de protection pour les travailleurs, le traitement et le rejet dans de bonnes conditions des eaux servant au traitement du minerai, les mesures de surveillance mises en place pour la vérification de la concentration des produits radioactifs des cours d'eau concernés par le rejet et les conditions de stockage des déchets de la mine après extraction des minerais concernés. La garantie effective de ces mesures de sécurité exige la nationalisation de Minatome pour mettre cette activité à l'abri des notions de profits et de rentabilité qui en elles-mêmes constituent des menaces pour la sécurité et l'environnement; la mise en place à E. D. F. et au C. E. A. de dispositions assurant aux travailleurs des dispositions réelles d'appréciation des risques; la constitution de commissions de sécurité et d'information démocratiques auxquels les travailleurs et la population des régions concernées doivent être étroitement associés. Rien ne doit être épargné pour sauvegarder les équilibres naturels, la santé des travailleurs et de la population, le cadre de vie de cette région. C'est pourquoi il lui demande : 1° d'apporter des réponses aux trois questions posées dans la précédente question écrite et dont il vient d'être rapidement rappelé l'objet; 2° s'il n'entend pas pratiquer la nationalisation de Minatome; 3° s'il n'entend pas instituer avec les élus, la population et les syndicats représentant les travailleurs, des commissions de sécurité et d'information démocratiques.

Impôt sur le revenu (pensions alimentaires).

18479. — 14 juillet 1979. — M. Maurice Nilès attire l'attention de M. le ministre du budget sur la législation fiscale en vigueur qui prévoit que, lorsque les parents sont divorcés, l'enfant est considéré comme étant à la charge du parent qui en a la garde; le parent qui n'a pas la garde ne peut compter l'enfant à charge, mais peut déduire de son revenu imposable la pension alimentaire qu'il verse pour l'entretien de l'enfant. Or, à la suite d'une évolution récente, des décisions de justice ont attribué la garde des enfants conjointement au père et à la mère, les enfants étant alors hébergés alternativement, par exemple une semaine sur deux, par chacun des parents. Parfois, mais pas nécessairement, cette mesure s'accompagne du versement d'une pension alimentaire par l'un des époux à l'autre pour l'entretien et l'éducation des enfants. En conséquence il lui demande : 1° comment chacun des parents divorcés devra-t-il calculer son quotient familial afin qu'une stricte égalité entre les époux puisse être maintenue; est-il possible que chacun des époux qui est par décision de justice, et dans les faits, gardien de ses enfants, compte ses enfants à charge pour le calcul de son quotient familial; 2° quel sera le sort de la pension alimentaire versée par un des époux à l'autre pour l'entretien des enfants; sera-t-elle déductible des revenus de l'époux débiteur qui, par ailleurs, a ses enfants pris en compte dans le calcul de son quotient familial.

Enseignement secondaire (établissements).

18480. — 14 juillet 1979. — M. Louis Odru appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation du lycée d'enseignement professionnel Condorcet à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Selon les informations du syndicat national de l'enseignement technique et professionnel C. G. T. de cet établissement, sept classes doivent disparaître à la rentrée 1979. Il s'agit d'une première et d'une deuxième année de C. A. P. de mécanique générale, d'une première et d'une deuxième année de C. A. P. de dessin industriel, d'une première et d'une deuxième année de B. E. P. de mécanicien monte-tour ainsi que d'une classe de C. P. N. Ces suppressions auront évidemment des conséquences préjudiciables pour les élèves de ce L. E. P. et pour l'emploi des maîtres auxiliaires et même de certains titulaires qui sont menacés de mutation d'office. Trois postes de mathématiques-sciences sont supprimés. Les maîtres auxiliaires qui enseignaient sur ces postes risquent de se retrouver au chômage à la rentrée. Un maître auxiliaire de français-histoire ne retrouvera pas son poste alors que l'on supprime le poste d'un titulaire partant à la retraite et qui enseignait les mêmes matières. Un maître auxiliaire de lettres-anglais et un maître auxiliaire d'allemand ne retrouveront pas leur poste à la rentrée du fait de la nomination de titulaires. Pour l'enseignement général ce sont ainsi six maîtres auxiliaires qui risquent de se retrouver au chômage à la rentrée 1979. En ce qui concerne l'enseignement professionnel, un poste est dès maintenant supprimé et il est à craindre que d'autres suppressions de postes interviennent à la

rentrée. Devant cette situation très grave de l'enseignement professionnel à Montreuil, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher dans l'intérêt des élèves et des enseignants ces fermetures de classes et ces suppressions de postes dans ce lycée.

R. A. T. P. (comité d'entreprise).

18481. — 14 juillet 1979. — M. Georges Hago attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation des œuvres sociales à personnalité civile du comité d'entreprise de la R. A. T. P. Depuis le début de l'année, les œuvres sociales et les centres de loisirs pour les enfants de la R. A. T. P. se sont acquittés d'un montant de T. V. A. supérieur à la valeur d'une année de fonctionnement sans que, dans le même temps, une subvention quelconque de l'Etat ne leur ait été accordée. Surtout que la R. A. T. P. représente la plus grande entreprise de Paris et que son comité d'entreprise a décidé d'insérer ses initiatives dans le cadre de l'année internationale de l'enfant. Il lui demande quelles mesures seront prises pour permettre un développement des initiatives des œuvres sociales de la R. A. T. P. Dans l'immédiat, envisage-t-il d'exonérer de la T. V. A. les dépenses des œuvres sociales et des centres de loisirs pour les enfants d'agents de la R. A. T. P.

Entreprises (activité et emploi).

18482. — 14 juillet 1979. — M. Antoine Porcu attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la question écrite n° 9352 du 29 novembre 1978 qu'il avait adressée à son collègue de l'industrie. Cette question portait sur la situation d'une usine de fabrication de cartons dont le siège social est à Laneuville-devant-Nancy. Or, il apparaît que les éléments sur lesquels le ministre s'est appuyé pour élaborer sa réponse sont loin de correspondre à la véritable situation de la société. Le syndicat C. G. T. de l'entreprise ayant déposé un recours auprès du tribunal administratif de Nancy, ce dernier, dans son jugement du 14 juin, vient d'ailleurs d'annuler la décision du ministère autorisant le licenciement collectif des salariés. Les attendus de ce jugement font, en effet, clairement ressortir que, sur la base d'un rapport d'expert relatif à la situation économique de la société, un refus avait déjà été opposé à une première demande de licenciement collectif. Sur cette même base, quelques mois plus tard et alors que la situation n'avait pas évolué, une nouvelle demande aboutissait à une autorisation. Dès lors, une procédure de licenciement s'engageait, procédure qui elle-même était entachée d'un vice de forme. Beaucoup plus grave, cependant, reste le fait que sa décision s'appuyait sur un « plan social » qui en fait était inexistant. Comme le note le tribunal, il s'agit là d'une véritable fraude de la part de ladite société. En conséquence, il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre afin que soient remises immédiatement en activité les installations de cette société; que soit constituée une commission composée d'élus, de représentants du patronat, des travailleurs et du Gouvernement en vue d'aboutir à un programme d'investissement de nature à assurer le développement de l'entreprise; que soit mise en application la décision du tribunal administratif de Nancy.

Carburants (commerce de détail).

18494. — 14 juillet 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre des affaires étrangères de bien vouloir lui indiquer quels sont les prix de vente pratiqués dans les différents pays de la Communauté européenne pour l'essence, le gasoil et le fuel domestique. Au cas où cette étude ferait apparaître des différences, il demande quelles causes peuvent les justifier, les augmentations du prix de brut étant identiques pour tous les pays importateurs.

Elevage (insémination artificielle).

18495. — 14 juillet 1979. — M. Edouard Frédéric-Dupont s'étonne de ne pas avoir reçu de réponse à sa question n° 9281 du 20 novembre 1978, rappelant les termes de celle n° 27046 du 13 mars 1976, exposant à M. le ministre de l'agriculture que la loi sur l'élevage du 26 décembre 1966 a institué dans son article 5 un monopole de l'insémination artificielle et, de ce fait, supprime la concurrence entre les centres d'insémination. On accorde un monopole exclusif aux centres d'insémination, mais un seul département, l'Ille-et-Vilaine, n'a pas été concerné par cette réglementation et la concurrence entre deux centres importants s'y poursuit officiellement dans la région de Fougères, Vitré et Plaine-Fougères. Le parlementaire susvisé lui demande les raisons qui justifient le maintien de la concurrence dans ce département entre les centres d'insémination contrairement à la règle adoptée par ailleurs et il lui demande en conséquence comment il envisage le problème de l'insémination artificielle en Ille-et-Vilaine. Dans sa réponse, M. le ministre de l'agriculture précisait que dans le département d'Ille-et-Vilaine, la

complexité de la situation n'avait pas permis de trouver une formule satisfaisante et que les deux parties en présence: coopérative d'élevage de Réville-Coutances-Fougères et coopérative d'élevage et d'amélioration de la production laitière d'Ille-et-Vilaine, avaient manifesté leur accord de principe pour constituer entre elles un groupement d'intérêt économique pour la desserte de la zone concernant approximativement neuf cantons où elles étaient auparavant en concurrence. Des difficultés existaient dans la délimitation de cette zone pour la constitution effective du groupement d'intérêt économique et que si elles n'étaient pas levées, aucune décision d'accord ne pouvait être prise, puisque la réglementation en question prévoyait que les décisions soient prises au profit d'organismes ayant une existence réelle. Or, en réalité, le parlementaire susvisé indique à M. le ministre de l'agriculture que les deux coopératives en cause (Rennes et Réville) sont en concurrence et que si les règlements de la loi ne peuvent être appliqués par ses services, c'est qu'elles refusent, toutes les deux, de se retirer de la zone exclusive qui sera octroyée à l'autre. Il semble que la loi du 26 décembre 1966 s'applique aux centres d'insémination dits privés, groupés au sein de l'association nationale des centres d'insémination artificielle, alors qu'elle ne peut s'appliquer à deux coopératives, en Ille-et-Vilaine car elles ne sont pas de même type et possèdent des statuts différents, c'est ce qui explique qu'elles soient en concurrence. Le député susvisé demandait donc à M. le ministre de l'agriculture quand la loi sur l'élevage du 26 décembre 1966 serait enfin appliquée à ces deux coopératives dont la situation n'a pas évolué depuis le 13 mars 1976.

Elevage (maladies du bétail : brucellose).

18497. — 14 juillet 1979. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le problème soulevé par les délais de versement des indemnités dues au titre de l'éradication de la brucellose. A l'heure actuelle, il semble que plusieurs milliers de bovins brucelliques abattus ne puissent être indemnisés qu'avec des retards considérables en raison de l'insuffisance des crédits affectés aux prophylaxies des maladies animales. Il ne paraît pas admissible que les éleveurs ayant fait un effort considérable pour l'élimination des animaux brucelliques, constituant parfois l'intégralité de leur cheptel, ne puissent obtenir rapidement les subventions prévues. Il lui demande s'il envisagerait pas d'affecter, d'ores et déjà, un crédit de trois millions de francs, à cette fin, à la Loire-Atlantique.

Assurance maladie-maternité.
(conventions avec les pharmaciens-biologistes).

18499. — 14 juillet 1979. — M. Jean Foyer demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale si le Gouvernement n'estime pas équitable de laisser s'appliquer la convention conclue entre les organismes de sécurité sociale et le syndicat professionnel des pharmaciens-biologistes en janvier 1979. Cet accord porte revalorisation des services des biologistes. Cette revalorisation est d'un taux très modéré puisqu'elle est seulement de 4 p. 100 et que la revalorisation antérieure remonte à septembre 1977. Les intéressés éprouvent un sentiment d'injustice qu'il est difficile de ne pas partager.

Architectes (recours obligatoire d'un architecte).

18500. — 14 juillet 1979. — M. Louis Besson appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les difficultés qu'entraîne l'application de sa circulaire n° 77-79 du 29 mai 1979 relative aux dispositions de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture. Il lui signale en particulier trois inconvénients assez lourds de conséquences à propos de la détermination de la surface prise en compte pour les petits projets pour lesquels il est possible de déroger à la règle du recours obligatoire à un architecte. Sans porter d'appréciation sur le plafond fixé à 250 mètres carrés, qui constitue un sujet en soi, il souligne: 1° la complication que représente cette notion de surface en l'exprimant en hors œuvre brute; constructeurs comme fonctionnaires des services concernés avaient jusqu'alors apprécié la simplification représentée par la notion de surface hors œuvre nette retenue aussi bien pour le calcul du C. O. S. que pour celui du plafond légal de densité ou encore la taxe locale d'équipement; 2° la trop grande rigidité de la disposition incluse au paragraphe 3.3.1 de la circulaire déjà citée, qui rend obligatoire le recours à un architecte quand la modification porte sur un bâtiment dont la surface hors œuvre brute actuelle est supérieure aux seuils de 250 mètres carrés, quelle que soit la nature des travaux: adjonction, surélévation, modification de l'aspect extérieur. Cette disposition aboutit à une situation absurde, par exemple quand l'adjonction en cause est une annexe, comme un garage. Si le constructeur veut accolé son projet au bâtiment principal, ce qui est toujours esthétiquement préférable, il doit recourir à un architecte. En revanche, s'il décide de créer le même garage mais en

bâtiment distinct, il échappera à l'obligation de recours à un architecte, alors que dans ce cas là l'intervention de l'homme de l'art serait beaucoup plus justifiée que dans le cas précédent; 3° l'inadaptation des dispositions retenues concernant les combles qui sont considérées comme constituant un niveau de plancher supplémentaire dès que leur hauteur maximale atteint 1,80 mètre. Dans une région de montagne où les toits sont généralement de forte pente par tradition régionale et nécessité climatique, les projets convenables, même de faible importance, sont très vite placés dans le champ d'application de la règle fixée par la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977. Il suffit que le projet soit plus inesthétique par une toiture plus plate pour entrer dans la catégorie des exceptions admises par la même règle, ce qui est pour le moins paradoxal. Considérant l'excessive complexité de la notion de surface hors œuvre brute et les aberrations auxquelles conduisent certaines dispositions d'application retenues par son ministère, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour aller vers plus de simplicité et ne pas trahir l'esprit de la loi en cause par des précisions dont les intentions sont sans doute louables mais les conséquences proprement déplorables.

Langues régionales (enseignement préscolaire et élémentaire).

18501. — 14 juillet 1979. — M. Andrieu demande à M. le ministre de l'éducation les raisons pour lesquelles l'enseignement de l'occitan dans le primaire ne bénéficie pour huit départements de l'académie de Toulouse que d'un instituteur adjoint faisant fonction de conseiller pédagogique, sans qu'un seul poste soit créé. Une telle situation est discriminatoire au regard des dotations accordées en Bretagne où existent trois conseillers pédagogiques pour trois départements, tandis que quatre conseillers sont affectés aux deux départements de Corse. Il conviendrait de satisfaire une demande de création de huit postes pour les huit départements, sous réserve de prendre en considération dans l'immédiat la nomination d'au moins quatre conseillers indispensables pour assurer un travail sérieux au niveau des besoins pédagogiques. Il est superflu de souligner l'engouement des élèves pour la connaissance de l'occitan, justifiant amplement les créations de postes sollicités. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier au plus vite à cette insuffisance.

Etablissements sanitaires non hospitaliers (personnel).

18502. — 14 juillet 1979. — M. François Autain attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la discrimination qui frappe les établissements départementaux (foyer départemental de l'enfance, instituts de jeunes sourds et de jeunes aveugles) en matière d'attribution de l'indemnité de sujétion spéciale prévue par l'arrêté du 17 février 1978 complété par l'arrêté du 6 septembre 1978. Il s'étonne de constater que ces textes écartent de leur champ d'application les établissements relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance et les établissements à caractère public pour mineurs inadaptés, alors que ces derniers relèvent du livre IX du code de la santé publique. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette injustice.

Economie (ministère : structures administratives).

18503. — 14 juillet 1979. — M. Jacques Cambolive attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur les préoccupations du personnel de la direction de la concurrence et de la consommation. D'une part, sur 101 créations d'emplois inscrites au budget 1979, 35 seront effectives. D'autre part, le directeur général de cette administration a annoncé, pour 1980, la suppression de 500 emplois par rapport aux effectifs budgétaires. Cette décision semble aller à l'encontre des orientations prises dans la loi de finances 1979, qui précise à cet égard : « L'objectif de libération des prix, poursuivi par le Gouvernement, s'accompagnera d'un développement des actions en matière de concurrence d'une part, de formation, d'information et de protection des consommateurs d'autre part. Pour permettre à la nouvelle direction générale de la concurrence et de la consommation de remplir cette mission, il convient de renforcer les moyens des services extérieurs. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il compte prendre afin de ne pas pénaliser les salariés de cette administration, ainsi que l'ensemble des consommateurs.

Enseignement supérieur (établissements).

18507. — 14 juillet 1979. — M. Jean-Yves Le Drian attire l'attention de Mme le ministre des universités sur les conditions particulières mises par certaines universités à l'acceptation en première inscription des candidats bacheliers. L'insuffisance des infrastructures d'accueil et des dotations budgétaires dont disposent les établissements universitaires se traduit, en effet, aujourd'hui par des

mesures arbitraires visant, au mépris de toute légalité, à sélectionner les candidats à l'entrée dans ces universités. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer de quelle autonomie peut actuellement disposer un établissement universitaire dans la sélection des candidats à l'inscription et quelles mesures elle entend prendre pour garantir à tous les bacheliers qui le souhaitent leur inscription dans un établissement universitaire pour l'année scolaire 1979-1980.

Education physique et sportive (enseignants).

18508. — 14 juillet 1979. — M. Jean-Yves Le Drian s'inquiète auprès de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs de la baisse de la pratique sportive en milieu scolaire au cours de l'année 1978-1979. Cette diminution résulte, semble-t-il, des mesures de restrictions adoptées à la rentrée dernière dans le cadre du plan de relance de l'éducation physique, en particulier de la réduction du temps consacré par les enseignants d'éducation physique à l'animation du sport scolaire. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour augmenter, dès la rentrée prochaine, les moyens consacrés au développement de la pratique sportive en milieu scolaire et permettre dans le même temps, par la création de postes nouveaux, la titularisation des étudiants en éducation physique et sportive actuellement à la recherche d'un emploi effectif.

Langues régionales (enseignement secondaire).

18513. — 14 juillet 1979. — M. Pierre Jagoret appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conditions de mise en œuvre de l'enseignement du breton dans le second cycle. Malgré de nombreuses interventions d'organisations syndicales et culturelles, les prises de position du Conseil économique et social de la région de Bretagne et du conseil culturel, les mesures administratives budgétaires indispensables à la mise en vigueur effective stipulées sur la charte culturelle ne sont pas prises. Il est évident que seule l'intégration des cours de breton dans le service des professeurs permettra d'assurer une mise en œuvre réelle de la charte ainsi que l'expression effective des besoins des élèves. La politique actuelle d'enseignement en heures supplémentaires exécutées en dehors des horaires normaux d'enseignement ne peut qu'encourager élèves et enseignants et conduire à sous-estimer le désir réel d'acquisition de la langue bretonne. Il attire son attention sur le fait que les retards apportés pour mettre en application les stipulations de la charte culturelle risquent d'être interprétés comme une volonté de revenir sur les engagements pris au plus haut niveau et il lui demande, en conséquence, de donner toutes les instructions aux administrations compétentes et de dégager les moyens matériels et les effectifs pour qu'il soit mis fin à une situation déplorable et irritante.

Enseignement secondaire (programmes).

18514. — 14 juillet 1979. — M. Jacques Levédine rappelle à M. le ministre de l'éducation que, dans une récente déclaration, il a « clairement marqué sa volonté de redonner aux disciplines de la sensibilité la part légitime qui leur revient dans le développement harmonieux de la personne humaine... » (Courrier de l'éducation, n° 78, mars 1979). Or il constate avec étonnement que les postes budgétaires de professeurs (type second degré) d'enseignement musical ont été supprimés. Ainsi, l'enseignement public du second degré à Issoure (Puy-de-Dôme) ne dispose plus d'aucun poste de type second degré (premier et second cycle) pour l'enseignement musical. Ainsi, il lui demande comment il pense procéder pour mettre en accord ses intentions avec les faits précisés ci-dessus.

Energie (économies d'énergie).

18517. — 14 juillet 1979. — M. Georges Lamolne demande à M. le ministre de l'industrie si, dans le cadre des mesures préconisées par le Gouvernement actuellement pour économiser l'énergie, il compte aider les collectivités locales et les particuliers qui entreprendront des travaux dans ce but.

Economie (ministère) (structures administratives).

18518. — 14 juillet 1979. — M. Louis Le Pen expose à M. le ministre de l'économie que le budget 1979 prévoyait 2 572 emplois budgétaires pour le service de la concurrence et de la consommation mais que des décisions récentes laisseraient craindre au contraire une diminution des effectifs existants. Il est certain pourtant que la politique prônée de développement de la concurrence et de protection du consommateur exige au contraire une vigilance accrue dans ce domaine. En conséquence il lui demande de lui préciser l'évolution prévue en personnel dans ce service d'ici à la fin 1979 et les modalités envisagées pour créer les emplois prévus au budget.

Enseignement secondaire (enseignants : recrutement).

18520. — 14 juillet 1979. — **M. Martin Malvy** s'étonne de la légèreté avec laquelle **M. le ministre de l'éducation** vient de traiter les étudiants qui préparaient pour le mois de novembre le concours de professeurs d'enseignement général des lycées d'enseignement professionnel. Ces étudiants ont en effet appris fin juin que ce concours était supprimé. Il lui demande les raisons pour lesquelles les étudiants n'ont pas été avisés plus tôt, ce qui leur aurait permis de se présenter à d'autres concours, alors que certains perdront de ce fait une année, et la signification de cette suppression et si elle traduit, comme cela semble devoir être le cas, la volonté du Gouvernement de réduire le recrutement dans les lycées d'enseignement professionnel.

Pensions de réversion (conditions d'attribution).

18521. — 14 juillet 1979. — **M. Martin Malvy** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur le sentiment d'injustice ressenti par une employée communale en retraite, veuve, qui en vertu de la réglementation du cumul se voit liquider pour ordre la pension de réversion de son mari qui relevait du régime général. En effet, si la situation avait été inverse, c'est-à-dire si le mari avait été agent d'une collectivité locale, la limitation du cumul n'existant pas dans ce cas, cette personne percevrait effectivement la pension de réversion. Il lui demande s'il entend prendre des mesures pour assouplir une réglementation qui non seulement choque de nombreux conjoints survivants, mais ne tient pas compte de la part incompressible des charges que ceux-ci doivent continuer à supporter.

Carburants (commerce de détail).

18523. — 14 juillet 1979. — **M. Louis Phillibert** s'inquiète auprès de **M. le ministre de l'industrie** de l'indifférence qu'il manifeste vis-à-vis des graves difficultés que connaissent les distributeurs de fuel-oil domestique. Il attire son attention sur le fait que la répartition des produits pétroliers s'effectue dans des conditions totalement arbitraires, selon le bon vouloir des compagnies pétrolières. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation d'arbitraire, qui avait déjà fait l'objet d'une question similaire, laissée sans réponse de Michel Rocard.

Ordures ménagères (décharges).

18524. — 14 juillet 1979. — **M. Louis Phillibert** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la négligence avec laquelle sont traités les problèmes de la Corse, tant au niveau des administrations locales qu'à l'échelon parisien. Un dossier significatif lui paraît être celui de la décharge d'ordures de Vico-Sagone-Cargese, dont l'existence constitue une menace à la fois sur la sécurité — comme source d'incendie — et sur la santé des habitants. Des démarches répétées ont été faites à ce sujet sans qu'aucune réponse ait suivi de la part des différents ministères concernés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soit donnée une réponse satisfaisante à cette question particulière et pour que, de manière générale, soit améliorée la qualité de l'action administrative en Corse.

Pharmacie (pharmacies mutualistes).

18525. — 14 juillet 1979. — **M. Christian Pierret** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui préciser la situation actuelle des pharmaciens mutualistes et en particulier la liste des établissements ouverts et celle des autorisations d'ouverture demandées. Il lui rappelle que la jurisprudence constante du Conseil d'Etat reconnaît la légalité des pharmaciens mutualistes. Il lui demande donc s'il compte donner les instructions nécessaires pour permettre leur fonctionnement et pour mettre fin à un état de fait juridiquement illégal.

Carburants (exploitants agricoles).

18526. — 14 juillet 1979. — **M. Christian Pierret** demande à **M. le ministre de l'industrie** s'il est prévu une exonération pour les agriculteurs de l'obligation de limiter les commandes et livraisons de fuel à 85 p. 100 du total livré pour l'année 1979. Il est, en effet, manifeste que cette catégorie professionnelle utilise le fuel dans des installations de séchage pour les fourrages ou dans divers équipements agro-alimentaires et qu'elle serait pénalisée par l'application mécanique d'une limitation dont les objectifs ne sont pas la restriction de l'activité économique mais la modération de la consommation d'énergie.

Agents communaux (travail à mi-temps).

18527. — 14 juillet 1979. — **M. Christian Pierret** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les articles L. 421-1 et L. 421-2 du code des communes fixant les dispositions législatives applicables aux agents nommés dans des emplois permanents à temps non complet. De leur lecture, il ressort que les articles L. 412-12 à L. 412-16 déterminant les modalités de titularisation des personnels communaux ne concernent pas les agents exerçant des fonctions permanentes à temps partiel. A l'heure où le chômage touche toujours davantage de familles et s'accroît de jour en jour, le Gouvernement incite les employeurs à recourir à la main-d'œuvre à temps partiel (mi-temps, trois quarts de temps), constituée principalement par des femmes. Cette apparente volonté politique reste en fait illusoire. A preuve, cette lacune qui subsiste au niveau du code des communes. Il lui demande donc s'il compte agir rapidement pour que celle-ci soit corrigée.

Déchets (récupération).

18529. — 14 juillet 1979. — Alors que le prix du pétrole vient à nouveau d'augmenter, **M. Paul Quilès** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur deux cas de gaspillage énergétique particulièrement inadmissibles : 1° la France ne récupère actuellement que 10 p. 100 de la production des 2,4 millions de tonnes de verres d'emballage, alors qu'un pays comme la Suisse récupère 32 p. 100 de sa production. Ne conviendrait-il pas de prendre rapidement des mesures fortement incitatives (notamment, prix offert pour le verre collecté plus élevé, péréquation des frais de transport) pour développer la collecte du verre d'emballage, qui économise 100 kilos de fuel par tonne de verre, sans parler de la diminution importante de la masse des ordures à éliminer ; 2° sous la pression des intérêts privés, l'évolution vers l'emballage perdu s'est accélérée depuis 1973 : plus 33 p. 100 pour le vin, plus 50 p. 100 pour la bière. Il est évident que ce laissez-aller ne correspond pas à l'intérêt général puisque le retour aux emballages consignés économiserait plusieurs centaines de milliers de tonnes de pétrole. Il lui demande quelles mesures entend prendre le Gouvernement pour mettre en œuvre les promesses faites lors du conseil des ministres du 22 juin 1977, où il avait été envisagé d'adopter « une série de mesures réglementaires concernant un retour progressif à la consigne ».

Prestations familiales (complément familial).

18534. — 14 juillet 1979. — **M. Jean-Pierre Chevènement** attire l'attention de **Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine**, sur l'injustice qu'il y a, par circulaire du budget, en date du 9 octobre 1950 et du 9 juin 1951, à supprimer le complément familial aux agents féminins de la fonction publique dès lors que leur conjoint bénéficie lui-même d'un avantage « de même nature » et ce, quel qu'en soit le montant, la périodicité et les conditions. C'est ainsi que le versement d'une prime annuelle par Peugeot à ses employés entraîne la suppression totale, sans versement d'aucune indemnité différentielle, du complément familial attribué à leurs épouses employées dans la fonction publique (mais aucune disposition symétrique n'existe à l'égard des fonctionnaires de sexe masculin). Il lui demande s'il n'estime pas excessive cette discrimination (alors que, pour un couple de fonctionnaires, rien n'interdit à la mère de famille de percevoir une allocation complémentaire si le supplément familial auquel elle a droit excède celui versé à son mari).

Enfance inadaptée (allocations).

18536. — 14 juillet 1979. — **M. Jean-Pierre Chevènement** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** qu'un grand nombre d'enfants handicapés atteints d'une incapacité permanente comprise entre 50 et 80 p. 100 sont exclus de l'allocation d'éducation spéciale, s'ils ne sont pas placés en établissement. Il lui fait observer que, dans le cas d'enfants jeunes, le maintien dans le milieu familial est plus favorable à l'épanouissement de l'enfant que la vie en collectivité. Cependant, dans tous les cas, la présence d'un enfant handicapé au foyer entraîne des frais spécifiques plus ou moins importants. Il est nécessaire que cette charge soit compensée, même partiellement, par l'attribution de l'allocation. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour prescrire aux commissions départementales une interprétation libérale plus conforme aux intérêts réels de l'enfant évitant d'ajouter au handicap dont il est atteint le traumatisme affectif d'une séparation prématurée.

Chômage (indemnisation) (aide publique).

18540. — 14 juillet 1979. — **M. Gérard Houteer** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des femmes devenues soutiens de famille à la recherche d'un premier emploi. Selon la réforme de l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi (loi du 16 janvier 1979) complétée par les accords nationaux interprofessionnels du 16 mars 1979, elles bénéficient d'une allocation forfaitaire d'un montant de 40 francs par jour pour une durée maximum de douze mois à condition : d'être depuis moins de deux ans, veuves, divorcées, mères célibataires ; de satisfaire à des conditions de formation initiale ; et à l'expiration d'un délai de recherche d'emploi de six mois. Les associations concernées estiment, compte tenu du contexte actuel du chômage, cette loi restrictive et limitative et réclament la suppression des conditions de temps : les deux ans après la séparation ou le décès — les six mois d'inscription à l'A. N. P. E. Il lui demande, en conséquence, quelle suite il envisage de réserver à cette revendication.

Carburants (commerce de détail).

18544. — 14 juillet 1979. — **M. Emmanuel Hamel** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les graves difficultés auxquelles se heurtent actuellement les gérants libres de stations-services. Ils sont victimes de la concurrence de plus en plus vive des grandes surfaces sur le marché des carburants comme sur celui des lubrifiants, c'est-à-dire de produits dont la vente assure à l'immense majorité d'entre eux 90 p. 100 de leur chiffre d'affaires. A cela s'ajoute le rationnement du gas-oil, qui a'effectue au moyen d'une diminution de leurs approvisionnements par les sociétés pétrolières et aboutit presque inévitablement à une rupture de leurs stocks quelques jours par mois. Il semble enfin que certaines grandes sociétés pétrolières entendent favoriser une plus grande concentration de la distribution des carburants. Cette situation conduit naturellement un certain nombre de gérants libres de stations-services à demander aux sociétés qui les emploient de pouvoir se prévaloir des dispositions du code du travail comme l'interprétation constante par la jurisprudence de la cour de cassation de l'article L. 781-1-2° du code du travail le leur en reconnaît depuis longtemps le droit. Or, la filiale française d'une société pétrolière américaine refuse systématiquement de satisfaire ces demandes et même parfois les utilise comme prétextes de rupture de contrats. **M. Emmanuel Hamel** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** s'il n'estime pas nécessaire d'assurer effectivement aux gérants libres de stations-services le bénéfice des dispositions du code du travail et ce, dans les meilleurs délais compte tenu des sérieux problèmes que nombre d'entre eux connaissent à l'heure actuelle.

Communauté économique européenne (F.E.O.G.A.).

18545. — 14 juillet 1979. — **M. Emmanuel Hamel** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que l'objectif principal du règlement C.E.F. n° 355/77 est d'améliorer la structure de marché des produits agricoles et de faciliter les adaptations ou les orientations de l'agriculture rendues nécessaires par l'évolution de la politique agricole. Dans ce cadre, la section d'orientation du F.E.O.G.A. accorde un concours financier à certains projets d'investissement. La subvention du fonds est, en principe, égale à 25 p. 100 du montant de l'investissement. Toutefois, la directive n° 1361-78 du 19 juin 1978 a porté ce pourcentage à 35 p. 100 pour tous les projets situés dans le Languedoc-Roussillon et la Provence-Côte d'Azur. Il est regrettable que certains départements de la région Rhône-Alpes tels le Rhône, la Drôme et l'Ardèche, qui sont placés pour leurs productions fruitières et viticoles dans les mêmes conditions de concurrence face aux pays méditerranéens, ne puissent bénéficier des concours du F.E.O.G.A. au taux le plus élevé. Il lui demande donc s'il n'envisage pas une action tendant à modifier en ce sens la réglementation communautaire en vigueur.

Langues régionales (enseignement).

18549. — 14 juillet 1979. — **M. François Autain** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la mise en application de la charte culturelle bretonne dans le domaine de l'enseignement. Il lui fait observer que l'année scolaire vient de se terminer sans qu'aient été prises les dispositions qui permettraient la mise en œuvre intégrale des prescriptions consignées dans cette convention région-Etat. Il lui rappelle que, deux ans et demi après le discours du Président de la République à Plœmel et un an et demi après le vote favorable du conseil régional de Bretagne, les Bretons n'admettraient pas que les promesses faites ne soient pas tenues et lui demande en conséquence s'il a l'intention d'accorder aux recteurs d'académie de Rennes et de Nantes la totalité des moyens financiers dont ils devraient disposer pour mettre en application toutes les dispositions prévues par la charte culturelle bretonne.

Départements d'outre-mer (Guyane).

18553. — 14 juillet 1979. — **M. Jean-Michel Boucheron** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer)** sur l'application du plan de développement de la Guyane. Le 23 juillet 1975, le plan de développement de la Guyane a été approuvé. Depuis lors, il a fait l'objet d'une réévaluation qui montre à l'évidence des points faibles. Il s'étonne qu'à une époque où les économies de matières premières sont à l'ordre du jour le secteur de l'exploitation forestière ne soit pas développé. Il propose d'intensifier l'aide aux exploitants forestiers par un doublement des subventions d'achat de matériel et par des facilités d'exonération fiscale les premières années d'exploitation. Il demande à **M. le secrétaire d'Etat** quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Agriculture (chrysanthèmes).

18555. — 14 juillet 1979. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les problèmes que rencontrent les agriculteurs au sujet des chrysanthèmes. Il lui demande si : 1° l'achat par un horticulteur de boutures protégées (lois du 11 juin 1970 ; du 31 décembre 1964 et du 24 juin 1965) l'engage à ne jamais reproduire personnellement les boutures alors que, par exemple, pour le géranium, roi du balcon, la multiplication est libre trois ans après ; 2° ces lois autorisent à des contrôleurs privés, non assermentés, de l'association française des obtenteurs de chrysanthèmes à pénétrer dans les propriétés privées (celles des horticulteurs) pour vérification, cette vérification pouvant être faite sur les marchés ou magasins et non dans la propriété, ce qui apparaît comme une violation de domicile ; 3° la valeur des vignettes peut être récupérée pour les pieds perdus.

Engrais et amendements (scories Thomas)

18557. — 14 juillet 1979. — **M. Henri Emmanuelli** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur le mécontentement suscité chez les négociants en engrais et coopératives du Sud-Ouest par la décision du comité des scories Thomas, institué par le décret n° 75-169 du 18 mars 1975, de limiter à compter du 1^{er} mai 1978 le paiement de la prime de péréquation à 70 p. 100 de la différence entre le coût du transport par fer de Thionville à la gare de chemin de fer la plus proche du point de destination finale et le coût du transport par fer sur une distance de 400 kilomètres. Cette disposition qualifiée de « circonstance » doit rester en vigueur jusqu'à la publication de l'arrêté fixant les nouvelles conditions de fonctionnement de la caisse de péréquation destinées à rétablir son équilibre. D'autre part le paiement du solde de la prime de péréquation qui reste intégralement dû doit intervenir par fractions échelonnées à partir de la publication de cet arrêté en fonction des disponibilités de la caisse. Il est regrettable que le Sud-Ouest ne puisse, du fait de son éloignement des sources de production, bénéficier dans des conditions normales de l'approvisionnement d'un engrais particulièrement utilisé pour ses sols acides. Il est tout aussi regrettable que les négociants en engrais et les coopératives soient, de ce fait, dans l'obligation de faire l'avance sur leur trésorerie des 30 p. 100 restant à percevoir, soit environ une somme de 400 000 francs pour le seul département des Landes qui a reçu en 1978 un tonnage de 23 843 tonnes. En conséquence il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour remédier à cette situation et notamment dans quel délai pourra être publié l'arrêté relatif aux conditions de fonctionnement de la caisse de péréquation des transports des scories Thomas.

Coopératives (coopératives agricoles).

18558. — 14 juillet 1979. — **M. Henri Emmanuelli** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le fait que les adhérents des Cuma qui concourent aux travaux d'aménagement rural et d'améliorations foncières et plus particulièrement les adhérents des Cuma de drainage n'ont pas accès aux financements bonifiés et superbonifiés de longue durée dont bénéficient les agriculteurs adhérents des associations syndicales autorisées. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui faire connaître ce qui justifie une telle discrimination et s'il envisage d'y mettre fin en étendant aux agriculteurs des Cuma précités l'accès à ces financements.

Enseignement secondaire (établissements).

18560. — 14 juillet 1979. — **M. Gérard Haesebroeck** expose à **M. le ministre de l'éducation** que son attention a été appelée sur les conditions de fonctionnement des L.E.P. de l'académie de Lille. En effet, de nombreux problèmes se posent au niveau de la direction de ces établissements, confiée au proviseur du lycée auquel sont rattachés les L.E.P. Dans la pratique, cette situation

se traduit par une délégation de pouvoirs au conseiller d'éducation, au détriment de son rôle pédagogique. Le même problème se pose au niveau des ateliers, où le chef de travaux se démet de ses trop nombreuses charges sur un professeur faisant fonction d'adjoint, catégorie qui n'est pas reconnue dans les faits. En somme, l'autonomie des L.E.P. n'existe que pour le budget, bien que la répartition de la taxe d'apprentissage perçue par le lycée ne soit pas toujours équitable. Ces nombreuses critiques constatées dans le fonctionnement appelle des mesures urgentes, qu'il lui demande de bien vouloir envisager. En effet, il serait souhaitable de créer des postes de chef d'établissement, de chef de travaux, mais aussi de pourvoir les L.E.P. de personnel de service, de surveillance et de secrétariat. Les enseignants demandent également à être considérés comme des enseignants de lycée et souhaitent la création de postes de chefs de travaux L.E.P. Que compte faire le Gouvernement pour leur donner satisfaction ? Les bâtiments mis à la disposition des L.E.P. à l'intérieur du lycée se révèlent trop souvent étroits et ne correspondent pas aux moyens dont devraient disposer les L.E.P. Ne serait-il pas possible dans ces cas là de les doter de bâtiments mieux adaptés à l'extérieur des établissements. Enfin et surtout les classes sont trop surchargées, ce qui nuit à la qualité de l'enseignement dispensé. Il ne faut pas perdre de vue que ces élèves sont bien souvent en état d'échec scolaire et que pour les remettre dans le circuit il faudrait des petites sections auxquelles les enseignants pourraient accorder une plus grande attention. En conclusion, M. Gérard Haesebrack demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il entend promouvoir pour améliorer l'enseignement dans les L.E.P.

Carburants (commerce de détail).

18561 — 14 juillet 1979. — M. Emmanuel Hamel attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les soucis et les problèmes des gérants libres de stations-services, victimes de la concurrence de plus en plus vive des grandes surfaces sur le marché des carburants comme sur celui des lubrifiants, c'est-à-dire de produits dont la vente assure à l'immense majorité d'entre eux 90 p. 100 de leur chiffre d'affaires. A ces difficultés s'ajoute le rationnement de fait du gas-oil au moyen d'une diminution de leurs approvisionnements par les sociétés pétrolières conduisant pour beaucoup de gérants libres à une rupture de leurs stocks quelques jours par mois. Il semble enfin que certaines grandes sociétés pétrolières entendent favoriser une plus grande concentration de la distribution des carburants. Cette situation conduit naturellement un certain nombre de gérants libres de stations-services à demander aux sociétés qui les emploient de pouvoir se prévaloir des dispositions du code du travail comme l'interprétation constante par la jurisprudence de la Cour de cassation de l'article L. 781-1-2° du code du travail le leur en reconnaît depuis longtemps le droit. Une société pétrolière, filiale d'une société américaine mondialement connue, refuse systématiquement de satisfaire ces demandes et va même parfois jusqu'à les utiliser comme prétextes de rupture de contrats. M. Emmanuel Hamel demande à M. le ministre de l'Industrie : 1° s'il n'estime pas nécessaire d'assurer effectivement aux gérants libres de stations-services le bénéfice des dispositions du code du travail et ce dans les meilleurs délais compte tenu des sérieux problèmes que nombre d'entre eux connaissent à l'heure actuelle ; 2° quelle action il estime devoir entreprendre pour obtenir de cette filiale d'une multinationale américaine la renonciation à sa prétention de ne pas respecter le code du travail.

Impôt sur les sociétés (charges déductibles).

18562. — 21 juillet 1979. — M. Paul Alduy expose à M. le ministre du budget que les pertes subies dans le cadre d'une société civile immobilière par une société participante ne peuvent être déduites que sur le seul exercice qui a constaté, d'une part, le déficit de la S.C.I. et, d'autre part, les résultats de la société participante (cf. arrêté de C.E. 4 février 1970, req. 74423). Par contre, le secrétariat général du conseil national de la comptabilité, dans la réponse publiée dans le bulletin trimestriel n° 20 d'octobre 1974, a précisé qu'« en aucun cas, la constatation de pertes ou la contribution en espèces aux pertes sociales ne peut se traduire par l'enregistrement d'une charge ou d'une perte. Seule une provision pour dépréciation est susceptible d'être constituée ». Cette opinion paraît être en contradiction avec la doctrine administrative exposée dans l'instruction du 31 juillet 1972, 8 B 472, paragraphe 179. Il lui demande si une entreprise de construction de logements (S.A. ou S.A.R.L.), membre de sociétés civiles immobilières de construction d'immeubles en vue de la vente doit effectivement comptabiliser la quote-part de la perte subie par une S.C.I. à la clôture de chaque exercice ou si elle peut, sur un état annexe, retrancher de ses profits de construction, inscrits à la ligne WW du tableau n° 2057, le déficit de la S.C.I. et s'abstenir ainsi de comptabiliser cette perte.

Radiodiffusion et télévision (programmes).

18564. — 21 juillet 1979. — Mme Edwige Avice demande à M. le ministre de la culture et de la communication de bien vouloir lui préciser : 1° combien de temps a été consacré par chaque société nationale de programme à l'information sur les débats parlementaires relatifs à l'examen de la proposition de loi Vivien-Madelin sur le droit de grève à la radiodiffusion-télévision française ; 2° sur ce temps total, combien de temps a été consacré, d'une part, à la retransmission des débats parlementaires proprement dits (en direct ou en différé), d'autre part, à la diffusion de commentaires politiques ou syndicaux faits en dehors desdits débats, enfin au commentaire journalistique proprement dit, en distinguant à chaque fois selon les sociétés et les éditions différentes des journaux parlés et télévisés ; 3° combien de temps a été consacré, d'une part, à la retransmission des déclarations faites par le Gouvernement, d'autre part, à la retransmission des déclarations faites par les partis de la majorité, enfin à la retransmission des déclarations faites par les partis de l'opposition, en distinguant par formation politique et par société de programme ; 4° combien de temps a été consacré par chaque société nationale de programme aux diffusions de déclarations faites par des responsables d'organisations syndicales ou de l'intersyndicale de la R.T.F. sur le texte précité (par société nationale de programme et par organisation syndicale) ; 5° combien de temps a été consacré par chaque société nationale de programme à l'information (commentaires et diffusion de déclarations) sur chacune des lectures au Parlement de la proposition de loi précitée (en distinguant par Assemblée parlementaire).

Handicapés (allocations).

18565. — 21 juillet 1979. — M. Alain Chénard appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur la situation des malades mentaux à 100 p. 100, non internés, mais ayant besoin d'une surveillance constante dans leur famille. Il lui demande s'ils peuvent prétendre à l'allocation spéciale dite de « tierce personne » prévue par l'article L. 18 du code des pensions militaires d'invalidité et, dans la négative, les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette insuffisance.

Entreprises (activité et emploi).

18566. — 21 juillet 1979. — M. André Deloils attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les inquiétudes légitimes du personnel de la société Courrières-Kuhlmann (62440 Harnes), à l'annonce de la fusion de cette société avec P.C.U.K. Compte tenu de la situation de l'emploi dans la région lilloise et notamment des nombreux licenciements intervenus, il lui demande de bien vouloir préciser si cette fusion n'est pas susceptible d'entraîner, dans les mois à venir, des réductions d'effectifs dans la société en cause.

Infirmiers et infirmières (élèves).

18569. — 21 juillet 1979. — M. Claude Evin informe Mme le ministre des universités que les élèves infirmiers et infirmières en stage dans les centres hospitaliers ne peuvent souvent bénéficier des restaurants universitaires, soit à cause de la fermeture de ces équipements en période de vacances, soit à cause de leur éloignement des centres hospitaliers, lieux de stages. Si les centres hospitaliers veulent atténuer le prix du repas qu'ils fournissent aux élèves infirmiers et infirmières, ils sont obligés de fournir eux-mêmes une subvention qui, ainsi, est à puiser sur leur budget déjà restreint. Il lui demande, en conséquence, si elle ne pense pas que les centres régionaux pour des œuvres universitaires et scolaires (C.R.O.U.S.) ne pourraient pas attribuer aux centres hospitaliers une subvention afin de leur permettre d'abaisser ces prix de repas, plutôt que de le faire supporter par la sécurité sociale, et, de manière générale, les mesures qu'elle compte prendre pour mettre fin à la pénalisation que subissent ces élèves.

Politique extérieure (Empire centrafricain).

18575. — 21 juillet 1979. — M. Georges Lemoine attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les propos tenus récemment à Paris par le premier magistrat de la ville de Bangui faisant état d'un long entretien entre le Président de la République française et l'Empereur de Centrafrique à Kigali lors du dernier sommet franco-africain. Il lui demande les raisons pour lesquelles la presse et l'opinion n'ont pas été informées de l'existence de cet entretien.

Entreprises (activité et emploi).

18586. — 21 juillet 1979. — **M. Robert Ballanger** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les conséquences du redéploiement à l'étranger des entreprises du secteur du jouet. Deux des principaux fabricants français de jouets développent leurs productions poupées pour l'un en Espagne, jouets divers pour l'autre en Irlande. Le redéploiement du jouet français en Irlande a déjà provoqué 215 licenciements de travailleurs à domicile tandis que 90 autres postes n'étaient pas renouvelés. A présent 81 licenciements supplémentaires sont envisagés. Ces suppressions d'emplois affectent particulièrement certaines communes du Jura où les fabriques de jouets constituent l'activité essentielle. Leur disparition va donc aggraver la tendance à la désertification de cette région. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour maintenir la production du jouet en France afin de préserver l'emploi et ne pas aggraver l'équilibre du commerce extérieur.

Conseils de prud'hommes (élections).

18588. — 21 juillet 1979. — **M. Jacques Cheminade** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les retards enregistrés dans l'acheminement des formulaires administratifs nécessaires aux employeurs pour procéder aux inscriptions de leurs salariés, en vue des élections prud'homales du 12 décembre prochain, et sur le fait qu'à ce jour, ni les A. N. P. E., ni les mairies de la Corrèze, ne disposent de déclarations nominatives individuelles réservées aux demandeurs d'emploi. D'autre part, quantité d'erreurs apparaissent dans la rédaction des listes. En conséquence, il lui demande de faire procéder le plus rapidement possible aux envois des formulaires utiles aux employeurs et aux demandeurs d'emploi, de renouveler les modalités d'utilisation des formulaires par le canal de la télévision, la radio, la presse, afin d'éviter la poursuite d'erreurs qui retardent l'inscription définitive sur les listes électorales, par les mairies. Compte tenu de toutes les difficultés rencontrées il serait souhaitable de prolonger le délai prévu pour la réalisation des inscriptions afin de permettre à un maximum de salariés d'être électeurs le 12 décembre.

Elections cantonales (élections du 18 mars 1979).

18590. — 21 juillet 1979. — **Mme Hélène Constans** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les faits suivants : pour préparer sa campagne électorale pour les cantonales du 18 mars dernier, le maire de la commune de Le Cendre, professeur technique dans un L.E.P., avait fait une demande d'autorisation d'absence de cinq jours (les 9, 12, 13, 14 et 16 mars) comme l'y autorise la circulaire ministérielle n° 79-028 du 1^{er} mars 1979. Dans son emploi du temps officiel l'intéressé n'assure aucun cours le jeudi, de sorte qu'il n'était pas en service le 15 mars. Le recteur, sur la base d'une interprétation étroite de la circulaire susmentionnée, lui a fait retenir son traitement pour la journée du vendredi 16 mars. Elle lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que cette personne puisse percevoir l'intégralité de son traitement.

Français de l'étranger (Maroc).

18594. — 21 juillet 1979. — **M. Edmond Garcin** attire à nouveau l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la situation des Français nés ou arrivés très jeunes au Maroc, après la réponse qui lui a été faite sur ce sujet à la question n° 11410. En matière d'enseignement a été appliquée jusqu'à l'année dernière la règle des six ans, désorganisant les établissements et causant de véritables drames familiaux. De même, il est nécessaire de rappeler que les indemnités de rapatriement ne sont toujours pas actualisées. Pour ce qui concerne les études supérieures qu'ils doivent faire en France, les jeunes ne disposent d'aucune facilité tant pour leur inscription en faculté qu'en cité universitaire. Enfin, il faut rappeler que depuis que l'enseignement relève de la compétence du ministère des affaires étrangères, la scolarité est devenue payante et son coût va croissant. Sur le plan social, étant de recrutement local et relevant de sociétés de droit marocain, ces Français sont obligés de payer sur leur salaire la part patronale et salariale de l'assurance volontaire vieillesse, de l'assurance maladie, des Assedic et des cotisations aux caisses de retraites métropolitaines. Cette charge représente en moyenne 25 p. 100 du salaire mensuel. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour répondre aux préoccupations légitimes des Français vivant au Maroc et, notamment, pour leur permettre de bénéficier d'une bonification de carrière pour services hors de France.

Assurance maladie-maternité (remboursement : frais de transport).

18595. — 21 juillet 1979. — **M. Pierre Goldberg** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les dispositions de l'arrêté du 2 septembre 1955 énumérant la façon limitative les divers cas de remboursement des déplacements des assurés sociaux se rendant dans un centre ou un établissement de soins ou de rééducation. La rééducation et les traitements ne nécessitant pas une hospitalisation se développent. Dans les départements ruraux les distances importantes rendent les frais de transports élevés. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour modifier cet arrêté afin de permettre aux assurés sociaux d'obtenir un remboursement des frais de transport plus étendu.

Logement (expulsions et saisies).

18601. — 21 juillet 1979. — **M. André Lajoie** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et de la qualité de la vie**, sur la situation inacceptable résultant des expulsions des locaux dont plusieurs malades et chômeurs. Il lui signale qu'il a été saisi par les sections locales, de la confédération nationale du logement de l'Allier, de nombreux cas se posant dans ce département. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher de telles expulsions mettant en cause la dignité humaine, et notamment s'il ne considère pas urgent d'empêcher les hausses des loyers, interdire les saisies, les coupures d'électricité et de gaz, mettre en place des aides particulières pour les familles en difficulté, renforcer et étendre l'allocation logement.

Entreprises (activité et emploi).

18606. — 21 juillet 1979. — **M. René Visse** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des travailleurs de l'entreprise C. N. D. 79, entreprise constituée en octobre 1978 à Sainte-Marguerite (Vosges) et ayant déposé son bilan le 5 juillet dernier. La direction de l'entreprise a pris la grave responsabilité de mettre le lock-out sur l'établissement et avance le fallacieux argument selon lequel la grève aurait été la cause des difficultés rencontrées par C. N. D. 79. Or, l'entreprise a bénéficié d'aides importantes au moment de son implantation et entend exploiter les ouvriers de manière outrageuse en pratiquant des disparités de salaires allant de 500 à 1 000 francs entre ses différents établissements régionaux (La Rochelle et Sainte-Marguerite). Face à la volonté des travailleurs de défendre leurs conditions de travail et de rémunération, la direction a usé de moyens particulièrement rétrogrades et scandaleux pour la briser, allant jusqu'à commettre des voies de fait sur des ouvriers. La décision prise par la direction a conduit, depuis le 7 juin, à une perte chiffrée à 200 millions de centimes alors que l'augmentation de salaires demandée par les travailleurs et leurs organisations reviendrait à 1 600 000 centimes soit 52 000 centimes de plus par bateau produit. Il lui demande donc ce qu'il compte faire pour qu'aucun emploi ne soit supprimé à C. N. D. 79 d'une part et, d'autre part, de rapides négociations s'ouvrant entre la direction et les représentants des travailleurs. Il lui demande d'autre part le montant des primes et aides publiques versées dont a bénéficié cette entreprise pour s'installer dans les Vosges et y demeurer officiellement dix mois en activité.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

18610. — 21 juillet 1979. — **M. Michel Crépeau** demande à **M. le ministre du budget** de bien vouloir lui préciser si une femme avocat stagiaire depuis janvier 1977, membre d'une société civile professionnelle, dont le siège est situé à 25 kilomètres du domicile conjugal, lieu où le mari exerce sa profession depuis vingt-cinq ans, est fondée à déduire des revenus que lui verse la société civile professionnelle le montant des frais qu'impliquent pour elle l'exercice de sa profession à une certaine distance de son domicile.

Economie (ministère : structures administratives).

18612. — 21 juillet 1979. — **M. André Rossinot** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur le fait que la direction générale de la concurrence et de la consommation connaît actuellement une profonde mutation des missions qui lui étaient jusqu'alors imparties. Il lui rappelle, d'ailleurs, que dans le projet de loi de finances pour 1979 (section Economie), il a été précisé aux chapitres 31-66 (ancien) et 31-87 (ancien), article 10, action 08, que « l'objectif de libération des prix poursuivi par le Gouvernement s'accompagnera d'un développement des actions en matière de concurrence, d'une part, de formation, d'information et de protection des consommateurs, d'autre part. Pour permettre à la nouvelle direction générale de la concurrence et de la consommation de remplir cette mission,

Il convient de renforcer les moyens des services extérieurs ». A la suite de ces indications figure la liste des cent emplois à créer. Les crédits prévus pour ces nouveaux emplois n'ayant pas été utilisés jusqu'à présent, il lui demande de bien vouloir faire connaître à quelle date seront ouverts les recrutements qui permettront de pourvoir les cent un postes prévus pour 1979 et dont le législateur a approuvé la création.

Economie (ministère : structures administratives).

18614. — 21 juillet 1979. — M. René Scresse attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur le fait que la direction générale de la concurrence et de la consommation connaît actuellement une profonde mutation des missions qui lui étaient jusqu'alors imparties. Il lui rappelle, d'ailleurs, que dans le projet de loi de finances pour 1979 — section économie — il a été précisé aux chapitres 31-86 (ancien) et 31-87 (ancien), article 10, action 08, que « l'objectif de libération des prix poursuivi par le Gouvernement s'accompagnera d'un développement des actions en matière de concurrence, d'une part, de formation, d'information et de protection des consommateurs, d'autre part. Pour permettre à la nouvelle direction générale de la concurrence et de la consommation de remplir cette mission, il convient de renforcer les moyens des services extérieurs ». A la suite de ces indications figure la liste des cent emplois à créer. Les crédits prévus pour ces nouveaux emplois n'ayant pas été utilisés jusqu'à présent, il lui demande de bien vouloir faire connaître à quelle date seront ouverts les recrutements qui permettront de pourvoir les cent un postes prévus pour 1979 et dont le législateur a approuvé la création.

Habitat ancien (primes à l'amélioration de l'habitat).

18615. — 21 juillet 1979. — M. Gérard Bordu attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les problèmes pratiques posés par l'attribution de la prime nationale et la subvention départementale d'amélioration à l'habitat rural. Il demande à M. le ministre : 1° s'il n'y aurait pas intérêt à simplifier l'imprimé de demande de prime à l'habitat rural, car il est complexe pour une utilisation courante ; 2° que les travaux conservatoires (réfection de toiture et ravalement) qui ne sont, d'après les textes, pris en compte que dans le cadre d'une mise aux normes totale, puissent être en complément d'éléments d'équipement représentant au moins 50 p. 100 de la prime accordée (cas des personnes âgées) ; 3° que la subvention globale (fixée présentement à 10 000 francs) et celles concernant les éléments de confort, puissent être révisables annuellement, en fonction d'un indice officiel (par exemple, indice I.N.S.E.E. de la construction ou BT01). Il lui signale que l'interdiction de commencer les travaux avant l'accord de prime risque de compromettre la sauvegarde d'un bâtiment en cas de travaux conservatoires nécessaires et une dérogation devrait être envisageable pour ces travaux (par exemple, accord tacite sans le délai d'un mois sauf opposition de l'administration). D'autre part, il est à noter que la subvention départementale habituellement complémentaire reste très liée, quant à ses modalités d'attribution, à la prime elle-même. Par ailleurs, le montant des ressources pourrait être modulé en fonction de la situation familiale, dans un souci d'homogénéité avec les plafonds de ressources utilisés pour la prime nationale à l'amélioration de l'habitat rural.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

18616. — 21 juillet 1979. — M. Jacques Brunhes attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation scolaire dans le secteur Bourcillière-Garenne-Trivaux-Clamart. Ce secteur scolaire comportait cette année trois écoles maternelles totalisant quinze classes. L'effectif total était de 456 enfants inscrits le 15 septembre 1978, soit 30,4 par classe, et 502 le 30 avril 1979, soit 33,4 par classe. L'inspecteur d'académie des Hauts-de-Seine, estimant ces chiffres insuffisants, a décidé de fermer une classe à l'école maternelle de Trivaux à la rentrée 1979. Cette mesure va entraîner l'aggravation des conditions de travail des enfants et des enseignants et le refus d'un nombre important d'enfants dans le courant de l'année scolaire 1979-1980. Cette situation est d'autant plus intolérable que toutes les structures d'accueil sont en place cette année. D'autre part, le refus d'enfants à l'école sera très dur à supporter dans ce secteur où habitent de nombreuses familles dont les revenus modestes ne permettent ni l'abandon du salaire de l'un des parents ni le paiement d'une nourrice (les places en crèches sont très insuffisantes à Clamart). Cette fermeture remettrait en cause le principe de l'égalité de tous les enfants face au service public de l'éducation. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre afin de faire annuler cette mesure.

Impôt sur le revenu (charges déductibles : intérêts d'emprunts).

18617. — 21 juillet 1979. — M. Henry Casasco attire l'attention de M. le ministre du budget sur les graves conséquences économiques et sociales qui résulteraient d'une suppression de l'exonération fiscale des intérêts des emprunts contractés pour le logement. Une telle mesure en contradiction flagrante des déclarations sécurisantes et apaisantes formulées par le ministre de l'économie à l'occasion du débat relatif à une meilleure information et protection des emprunteurs dans le domaine immobilier, frapperait durement un très grand nombre de petits propriétaires dont le choix d'endettement prenait en compte l'assurance d'un avantage fiscal. L'activité du bâtiment, déjà particulièrement éprouvée par la crise, serait également pénalisée par une mesure de cette nature. En conséquence, il lui demande quelles assurances peuvent être données, dès à présent, aux millions d'emprunteurs, que le Gouvernement maintiendra l'exonération fiscale des intérêts des emprunts contractés pour le logement, et qu'il ne fera pas usage d'un moyen dont il réprovoque la validité lorsqu'il a pour auteur une personne de droit privé.

Pensions de retraite civiles et militaires (paiement mensuel).

18619. — 21 juillet 1979. — Mme Jacqueline Chonavel attire l'attention de M. le ministre du budget sur la déception des instituteurs et P.E.G.C. retraités de la région parisienne devant la lenteur, sinon la négligence, dont il est fait preuve à leur égard pour parvenir au paiement mensuel de la pension de retraite à laquelle ils ont droit après des années au service de l'Etat. En 1975, M. Fourcade, alors ministre des finances, et, en 1976, M. Durafour, alors ministre délégué aux finances, avaient promis, au nom du Gouvernement, que ce problème serait réglé pour 1980. A ce jour, neuf centres de paiement sur vingt-quatre pratiquent le paiement mensuel, soit environ pour le quart seulement des retraités. L'effort accompli au 1^{er} janvier 1978 dans ce but (quatre centres ont été mensualisés d'un coup) paraît avoir été exceptionnel puisque le projet de budget pour 1979 ne prévoyait des crédits que pour la mensualisation de deux centres (ceux de Toulouse et de Tours). Elle lui demande les mesures que le Gouvernement compte prendre afin que les nouveaux retraités ne restent pas au moins un trimestre sans solde, que l'ensemble des fonctionnaires pensionnés ne soit pas frappé davantage par l'inflation due à l'augmentation du coût de la vie en ne touchant le montant de leur retraite qu'à terme échu, donc au trimestre suivant où celle-ci leur est due.

Industrie sidérurgique (financement).

18622. — 21 juillet 1979. — M. César Depietri attire l'attention de M. le ministre du budget sur le scandale de l'acier qui se poursuit. En effet, alors qu'on licencie les sidérurgistes et les mineurs de fer, qu'on casse nos usines, le pillage des fonds publics dénoncé par le P.C.F. depuis de longues années se poursuit de plus belle. C'est ainsi que vient d'être rendue publique une nouvelle selon laquelle les patrons de la sidérurgie ont transféré illégalement, par l'intermédiaire d'un homme de confiance de l'U.I.M.M., organisation patronale de la sidérurgie, dans une banque luxembourgeoise 130 millions de centimes provenant des deniers publics accordés par l'Etat aux maîtres de forges lors des plans de restructuration. Les travailleurs et l'ensemble de la population en lutte contre les 21 500 suppressions d'emplois exigent plus que jamais la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des 13 milliards de francs de fonds publics versés à la sidérurgie, demandée depuis décembre 1975 par le groupe communiste à l'Assemblée nationale. Aussi, il lui demande ce qu'il compte faire dans l'immédiat pour apporter toute la lumière sur cette affaire et interrompre sur-le-champ cette évasion de capitaux et ce qu'il compte faire pour constituer enfin cette commission d'enquête tant nécessaire.

Tabacs et allumettes (débits de tabac).

18624. — 21 juillet 1979. — M. Lucien Dutard demande à M. le ministre de l'économie de lui communiquer la liste des syndicats de débiteurs de tabacs en France. Il lui demande d'autre part comment sont recouvrés les cotisations de chacun des syndicats existants.

Sports (associations et clubs).

18629. — 21 juillet 1979. — M. Georges Hage attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le problème posé par l'attribution d'une subvention fortement diminuée à l'adresse de la plus importante fédération sportive affiliée : l'U.F.O.L.E.P. (Union française des œuvres laïques d'éducation physique). Celle-ci se voit attribuer la somme de 125 000 francs, alors qu'elle avait reçu 150 000 francs en 1978. Alors même que les crédits attribués au sport ont été doublés grâce aux moyens que

procurent les revenus du loto, il s'étonne que la commission du sport de masse n'ait pas tenu compte dans ses attributions : du fait que l'U. F. O. L. E. P. est par essence une fédération s'occupant en priorité des activités ouvertes à tous et dont les jeunes composent près des deux tiers des effectifs ; du fait que l'U. F. O. L. E. P. atteint un dix-huitième du nombre des licenciés sportifs français et ne reçoit qu'un cent-soixantième des crédits de la part nationale. Par ailleurs la section périscolaire, l'U. S. E. P., de l'U. F. O. L. E. P. qui compte près d'un million d'enfants a été totalement privée de la moindre attribution sans qu'aucun texte ne puisse justifier une telle discrimination. En conséquence, il lui demande quelles mesures seront prises pour que soit corrigée la subvention manifestement insuffisante accordée à l'U. F. O. L. E. P. et qu'une subvention soit ouverte à l'U. S. E. P.

Enfance inadaptée (établissements).

18631. — 21 juillet 1979. — **M. Joseph Legrand** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés de la mise en œuvre de la scolarisation des jeunes handicapés. Il lui cite l'exemple de S... de Oignies (Pas-de-Calais), qui a fait preuve de courage et de ténacité depuis le début de sa scolarité au centre national de télé-enseignement de Toulouse, du cours préparatoire au CM 2, et ensuite au centre national de télé-enseignement de Rouen, de la sixième à la troisième. Or, le passage à la seconde se fait au centre national de télé-enseignement de Vanves. Ce centre ne dispose d'aucun crédit de soutien aux élèves en difficulté, inscrits pour raison de santé. Cette question avait fait l'objet d'une réponse de son prédécesseur (*Journal officiel* du 4 août 1979, n° 9597) indiquant que des études étaient en cours pour développer les moyens de la scolarisation des jeunes handicapés. Il s'étonne que neuf années après cette réponse, les problèmes restent posés avec plus d'importance et que le centre national de télé-enseignement de Vanves n'a pas les moyens nécessaires pour accueillir des centres de jeunes S... En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour qu'en septembre prochain la scolarisation de jeunes handicapés ne soit plus une promesse mais une réalité.

Prix (indice des prix).

18633. — 21 juillet 1979. — **M. Joseph Legrand** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur les critiques de la manière dont est établi l'indice du prix à la consommation. Selon une information, l'augmentation des taxes sur le tabac, l'alcool, les carburants ne serait plus répercutée à l'avenir dans le calcul de l'indice des prix (I. N. S. E. E.). Un truquage aussi grossier achèverait la déconsidération de l'indice officiel des prix déjà bien contestable à certains égards comme outil statistique et pourtant utilisé par le Gouvernement comme instrument de sa politique salariale. En conséquence, il lui demande s'il n'envisage pas rapidement la levée totale du secret de l'indice officiel et établir avec les organisations compétentes, tels les syndicats, à l'élaboration d'un indice honnête.

Pharmacie (préparateurs en pharmacie).

18636. — 21 juillet 1979. — **M. Gilbert Millet** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'inquiétude des élèves des B. E. P. sanitaire et sociale au sujet du projet d'un décret fixant les conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie. Le projet de décret prévoit que les titulaires d'un C. A. P. pourraient se présenter à l'examen du brevet professionnel de préparateur en pharmacie ; or la loi n° 77-745 du 8 juillet 1977 a justement abrogé le C. A. P. d'aide préparateur en pharmacie. Par le biais de ce décret, le patronat pharmaceutique semble vouloir s'assurer : une main d'œuvre bon marché exempté de charges sociales dans les apprentis ; une récupération de la taxe d'apprentissage pour faire fonctionner leurs centres de formation professionnelle d'apprentissage déjà largement subventionnés par l'Etat. En conséquence, il lui demande de respecter les termes de la loi n° 77-745 en supprimant toute mention à un C. A. P. dans les textes du décret fixant les conditions de délivrance du brevet professionnel.

Pollution (eau).

18637. — 21 juillet 1979. — **M. Gilbert Millet** rappelle à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** ses questions écrites n° 12023 du 3 juillet 1974, n° 27561 du 3 avril 1976, n° 32217 du 7 octobre 1976, concernant les problèmes posés aux habitants de la vallée de l'Amous, canton d'Anduze (Gard) par la pollution qui découle des résidus abandonnés par la société minière et métallurgique de la Peñarroya. Cette situation entraîne deux ordres de conséquences aussi importantes l'une que l'autre dans leur gravité : a) la dégradation de l'environnement d'une région riche en potentiel touristique ; b) la pollution au niveau des résidus entraînés

par la rivière. Malgré les multiples démarches auprès des pouvoirs publics, la situation s'est dégradée depuis : effondrement d'une partie du crassier, stérilisation d'un certain nombre de terres des agriculteurs riverains. Dans l'état actuel des choses, les menaces de nouvelles complications graves se font de plus en plus pressantes. La responsabilité des pouvoirs publics est directement engagée : d'une part, les conditions d'exploitation du gisement par la Peñarroya ne semblent pas avoir obéi aux arrêtés préfectoraux les réglementant, cependant l'administration a laissé faire ; d'autre part, l'administration préfectorale est comblée de la sécurité de la population et de la préservation des sites de ce département. L'émission des rivières est de plus en plus vive, ainsi qu'en témoigne la manifestation du 8 juillet 1979 ; des procédures sont en cours mais risquent de durer encore pendant une longue période. En conséquence, il appartient aux pouvoirs publics de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent et notamment, avant les prochaines pluies d'automne souvent très abondantes dans cette région et qui risqueraient d'être le point de départ de nouveaux sinistres. Il appartiendra, dans un deuxième temps, à l'administration de faire reporter les frais des mesures de protection sur la véritable responsable de la dégradation de cette vallée : la société Peñarroya. Il va sans dire que les collectivités locales auxquelles elles soient : assemblée régionale, conseil général, syndicat intercommunal, ne peuvent supporter financièrement la réparation d'un préjudice dont elles ne sont, en aucun cas, responsables. Il lui demande : 1° quelles mesures, dans les plus brefs délais, il compte prendre pour parer à une nouvelle catastrophe dans cette vallée ; 2° quelle solution il compte prendre, à plus long terme, pour régler définitivement ce problème ; 3° s'il n'entend pas faire accélérer la procédure juridique en cours.

Finances locales (enseignement).

18639. — 21 juillet 1979. — **M. Jack Rolfe** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les conditions de financement de l'enseignement de la natation dans la commune d'Aubervilliers. Cet enseignement concerne tous les élèves scolarisés du niveau C. E. 2, soit pour l'année 1978 : 1 055 enfants. Sur cette tranche d'âge, 75 p. 100 reçoivent en fin d'année un diplôme sanctionnant leur apprentissage l'ensemble de l'activité, à laquelle il faut ajouter l'accueil au niveau du secondaire et tout nouvellement au niveau maternel, est entièrement à la charge du budget communal alors que jusqu'en 1974 existait une prise en charge par l'Etat pour l'enseignement dispensé aux primaires. C'est ainsi que pour 1978 : 25 121 entrées d'élèves de primaires et 7 499 entrées d'élèves de secondaire ont été comptabilisées pour un montant de 527 143 francs. Si l'on ajoute le coût des heures payées aux maîtres nageurs sauveteurs pour l'enseignement et la surveillance, soit 269 815 francs, c'est une somme de 796 958 francs que la ville d'Aubervilliers a consacrée à cette activité. Or, l'enseignement de la natation revient de droit au ministère de l'éducation. La circulaire interministérielle 77-198 et 77-162 B du 27 mai 1977 précise que cette activité est menée sous la responsabilité de l'inspecteur d'académie avec avis du directeur départemental de la Jeunesse et des sports. L'agrément qui est sollicité cette année pour les intervenants (M. N. S. ou bénévoles) va dans le sens de la prise en charge de cette responsabilité conjointe par les deux ministères. Aussi, c'est maintenant au niveau financier qu'il convient d'examiner d'urgence la situation : d'une part, il est anormal que l'enseignement de la natation (partie intégrante de l'éducation) reste à la charge des seules communes ; d'autre part la situation financière de celles-ci est telle qu'elle ne permettra plus à terme de maintenir une activité à laquelle tous, enseignants, parents, élèves, élus municipaux sont très attachés. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures seront mises en place par le ministère de l'éducation pour que soit pris en charge l'enseignement de la natation ou que soient donnés aux communes les moyens de faire face à ces dépenses.

Electricité de France (centrales thermiques).

18641. — 21 juillet 1979. — **M. René Riouben** expose à **M. le ministre de l'industrie** que dans sa séance du 29 juin 1979, lors de l'examen du rapport portant approbation sur les principales options du VIII^e Plan, M. Fernand Icart, rapporteur général du budget, a souligné la nécessité d'études prospectives des conditions d'approvisionnement et des conséquences du renchérissement du prix du pétrole comme un objet prioritaire. Il a signalé en particulier l'intérêt de l'inventaire des ressources charbonnières nationales et une étude des moyens à mettre en œuvre pour les exploiter. D'autre part, la réunion des « sept » chefs d'Etat ou représentants de gouvernement à Tokio a exprimé sa volonté d'utiliser, dans toute la mesure possible, les ressources charbonnières, pour faire face aux besoins d'énergie. Par ailleurs, à une question d'actualité qu'il posait à **M. le ministre de l'industrie**, le 25 avril 1979, M. Riouben obtenait de celui-ci l'assurance que le projet de construction d'un cinquième groupe électrogène à la centrale thermique de Gardanne serait examiné avec bienveillance au moment où seraient terminées les études engagées par les Charbonnages de France et E. D. F. Compte

tenu de l'urgence de cette réalisation, en raison des délais de construction du cinquième groupe éventuel et de la fin de carrière des équipements existant à Gardanne; de la nécessité d'assurer la garantie de l'emploi aux 1 800 mineurs du bassin de Gardanne, avec toutes les autres retombées d'activités pour cette région. Il lui demande de bien vouloir faire prendre, le plus rapidement possible, la décision d'implantation du cinquième groupe électrogène à la centrale thermique de Gardanne.

Energie (énergie solaire).

18642. — 21 juillet 1979. — M. André Tourné expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que, dans les constructions nouvelles, l'énergie solaire semble prendre, petit à petit, une place de choix en vue de chauffer les maisons d'habitations ou des établissements publics (lycées, collèges, piscines, hôpitaux, etc.). Des architectes inventifs ont déjà mis au point plusieurs types de construction, susceptibles de bénéficier du chauffage solaire, soit sous forme d'appoint, soit sous forme d'un chauffage permanent. Ainsi naît progressivement une architecture nouvelle en direction du solaire. Il est vrai que ce phénomène n'est pas nouveau. Les conceptions de l'immortel architecte d'avant-garde Le Corbusier le prouvent, lui qui donnait au soleil, même avec ses grands ensembles, une place prépondérante. Le centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), de son côté, depuis quinze ans déjà, étudie la mise en place des premières maisons solaires, dans certains cas, appelés « mur Trombe » du nom du chercheur français pour qui le soleil est une source de chaleur aux données incomparables. A présent, le moment semble bien arrivé où les seules initiatives individuelles ou par équipe, d'architectes et de chercheurs, ne suffisent plus. Aussi, il lui demande si son ministère est totalement gagné par les heureuses initiatives de chauffage urbain par le solaire? Si oui, il lui demande quelles mesures il a prises pour encourager et aider les architectes confirmés et intéressés par l'utilisation du solaire? De plus, il lui demande de préciser si, dans nos grandes écoles qui forment des architectes ou des techniciens du bâtiment, on a prévu un enseignement concernant le solaire et les multiples applications en chauffage, susceptibles d'être obtenues: aussi bien pour les maisons et les appartements d'habitation que pour les établissements publics.

Energie (énergie solaire).

18643. — 21 juillet 1979. — M. André Tourné demande à M. le ministre de l'industrie quels sont les départements de France où l'utilisation du solaire comme source de chauffage a déjà pris corps? Il lui demande de préciser dans chacun des départements où les expériences sont en cours, les réalisations en place concernant le nombre d'habitations chauffées par le solaire, le nombre de piscines, le nombre d'écoles, le nombre d'établissements sanitaires.

Baux de locaux d'habitation (loyers).

18644. — 21 juillet 1979. — M. André Tourné expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie qu'à partir du 1^{er} juillet interviendra le retour à la liberté des loyers dit « libres ». Cette mesure inquiète légitimement quatre millions de foyers. Nous risquons, en effet, d'assister à des augmentations exorbitantes du prix des loyers, sans qu'il soit tenu compte des ressources réelles des occupants. Il lui rappelle qu'au cours d'un débat à l'Assemblée nationale, il situa à 11 p. 100 la hausse. De plus, il lui rappelle qu'il tint les propos suivants: qu'à l'occasion de la rentrée dans le droit commun, qui n'est pas une innovation et qui met fin à une période transitoire, tous les filets nécessaires et suffisants pour assurer la protection des locataires ont été tendus. En conséquence, il lui demande: 1° de préciser ce qu'il entend par filet; 2° quelles mesures il a prises ou compte prendre pour éviter d'une part la hausse démesurée des loyers et pour sanctionner, d'autre part, si nécessaire, les responsables de toutes spéculations sur les loyers.

Aides ménagères (service: fonctionnement).

18646. — 21 juillet 1979. — M. Lucien Ville attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait qu'il vient d'apprendre par l'aide médico-sociale (A. M. S. A. D.), 25, rue Saint-Fargeau, 75020 Paris, que les « régimes spéciaux » de la caisse d'assurances maladie de la région parisienne, 10, rue du Sentier, 75002 Paris, dont dépendent les retraités des P. T. T., ne subventionneraient plus désormais l'A. M. S. A. D. pour les aides-ménagères, faute d'argent. Cette situation est scandaleuse et gravement préjudiciable à de nombreux retraités âgés. Il connaît en particulier le cas d'une personne de quatre-vingt ans, retraité des P. T. T., ancien combattant de la guerre 1914-1918, gazé à l'âge de dix-neuf ans et condamné à vivre dans un fauteuil. Sa femme,

prise en charge à 100 p. 100 par la sécurité sociale, est cardiaque et doit, si elle veut vivre, ne fournir aucun effort. Il lui demande donc les mesures urgentes qu'il compte prendre pour que les personnes dans ce cas soient rétablies dans leurs droits et puissent bénéficier normalement de l'aide-ménagère.

Recherche scientifique (établissements).

18647. — 21 juillet 1979. — M. Robert Vizet attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les fortes inquiétudes de l'ensemble des personnes de l'institut national de recherche chimique appliquée au sujet des menaces qui pèsent sur le statut de leur institut. L'I. R. C. H. A. s'acquiesce avec une notoriété certaine dans l'étude des problèmes de pollution air et eau, dans l'écotoxicité, dans les matériaux composites et par ses recherches en chimie fine, ce qui permet à la France de moins importer de l'étranger de produits chimiques. Il apparaît donc que c'est en réalité d'un manque de moyens dont souffre l'I. R. C. H. A. pour lui permettre de mener à bien sa mission qui est d'intérêt national pour le développement de la recherche française. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le potentiel intellectuel et matériel qui constitue l'I. R. C. H. A. ne soit pas gaspillé, et quels moyens seront donnés à cet institut pour son fonctionnement et son développement.

Habitations à loyer modéré (prêts locatifs aidés).

18650. — 21 juillet 1979. — M. Jean Brocard expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie qu'une lettre n° CH/EP. 2-280408 du ministère de l'environnement (direction de la construction) fait ressortir que les textes réglementaires régissant l'octroi des prêts locatifs aidés (P. L. A.) ne peuvent en aucun cas s'adapter aux constructions de casernes de gendarmerie par les collectivités ou organismes H. L. M. Il n'en demeure pas moins que les organismes H. L. M. peuvent participer à la réalisation d'ensembles de logements locatifs réservés, en tout ou en partie, à des fonctionnaires. A cet effet, ils peuvent bénéficier d'aides prévues à l'article R. 314-4 du code de la construction et de l'habitation. Compte tenu des obligations actuelles dans ce genre d'opération, seul le bail individuel est autorisé entre fonctionnaires-locataires et propriétaire. Afin de faciliter la rénovation en cours du casernement de la gendarmerie en permettant aux organismes H. L. M. de construire des logements pour les gendarmes comme cela se pratiquait jusqu'au 1^{er} janvier 1979, il serait souhaitable qu'une modification soit apportée à l'article R. 314-4 du code de la construction et de l'habitation en ce qui concerne la passation des baux: le texte devrait admettre la possibilité d'établissement de contrats de location au nom de l'Etat-Gendarmerie; sinon la poursuite normale de la rénovation des anciennes casernes de gendarmerie et de la création de nouvelles casernes ne pourra être que stoppée.

Départements d'outre-mer (Réunion: sucre).

18653. — 21 juillet 1979. — M. Jean Fontaine signale à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) que malgré l'effort important consenti par le Gouvernement pour couvrir la production sucrière de la Réunion pour la campagne 1979 par le quota A, il restera encore un nombre non négligeable de tonnes de sucre qui ne seront pas concernées par cette disposition. En effet, les bonnes conditions climatiques laissent espérer une production sucrière 1979 de l'ordre de 305 000 tonnes alors que le quota A total, tous ajustements confondus, s'élève à 297 000 tonnes. Il lui demande de lui faire connaître si dans ces conditions, il envisage d'accorder à la Réunion le supplément de 7,5 tonnes précédemment envisagé.

Départements d'outre-mer (Réunion: rhum).

18654. — 21 juillet 1979. — M. Jean Fontaine demande à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) de lui faire connaître s'il entend prendre pour le département de la Réunion des dispositions réglementaires analogues à celles qui font l'objet du décret du 27 janvier 1934 qui est relatif aux rhums de consommation locale en Guadeloupe.

Commerce extérieur (importations).

18658. — 21 juillet 1979. — M. Adrien Zeller demande à M. le ministre de l'économie s'il n'existe pas à l'heure actuelle une grave disparité dans la politique économique de notre pays. En effet, alors que les entreprises peuvent bénéficier d'un taux d'intérêt de 8,5 p. 100 pour les prêts destinés à financer l'extension des capacités de production en vue de l'exploitation, il est regrettable qu'aucun régime aussi favorable ne soit mis en place s'il s'agit de leur permettre de reconquérir le marché intérieur lorsque

celui-ci est occupé de manière dominante par des importations. De même, alors que sont mis en place des crédits à l'exportation dans lesquels l'Etat assure aux entreprises des taux de 7 à 8 p. 100 sur cinq ans, les aides financières et crédits aux investissements permettant soit des économies d'énergies importées ou le recyclage de matières premières également importées, restent en deçà de ces niveaux d'aide à l'exportation. Il y a là une incohérence évidente à laquelle il paraît indispensable de remédier après avoir pris la mesure exacte de cette disparité de traitement entre encouragement à l'exportation et encouragement à la substitution d'importation, pourtant d'importance égale dans l'équilibre de la balance des paiements.

Allocations de logement (conditions d'attribution).

18663. — 21 juillet 1979. — **M. Jean-Pierre Chevènement** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le paragraphe 43 de la circulaire n° 27 s.s. du 29 juin 1973 relative à l'attribution de l'allocation de logement instituée par la loi du 16 juillet 1971 en faveur des personnes âgées, qui précise : « le logement mis à la disposition d'un requérant, même à titre onéreux, par un de ses ascendants ou de ses descendants n'ouvre pas droit au bénéfice de l'allocation. Ceci doit s'entendre également du logement mis à la disposition du postulant par les ascendants de son conjoint ou par le conjoint de l'un de ses ascendants ». Il lui paraît profondément injuste qu'une personne ne puisse pas bénéficier de l'allocation logement alors qu'elle acquitte régulièrement un loyer, sous prétexte que le propriétaire est un de ses ascendants ou descendants. Il lui demande s'il entend faire le nécessaire pour que cette législation soit revue dans un sens plus juste.

Commerce extérieur (ventes d'armes).

18665. — 21 juillet 1979. — **M. Jean-Pierre Cot** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur l'accord de fourniture d'armements qui aurait été conclu par la France avec la République orientale de l'Uruguay. Il lui demande : 1° de lui préciser le contenu de cet accord ; 2° de lui donner l'état des négociations en cours avec l'Uruguay en matière de ventes d'armements.

Impôts (brevets d'invention).

18666. — 21 juillet 1979. — **M. Hubert Dubedout** fait part à **M. le ministre du budget** de son étonnement de n'avoir pas reçu de réponse dans les délais prévus à l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale, à sa question n° 13485 du 10 mars 1979. Il lui en rappelle les termes : « M. Hubert Dubedout appelle l'attention de M. le ministre du budget sur le régime fiscal des frais de maintenance des brevets. Il lui demande notamment de préciser dans quelles conditions les annuités de maintenance versées pour la conservation des brevets par leurs inventeurs peuvent être déduites dès lors qu'ils ne perçoivent plus de recettes provenant de la gestion de brevets. »

Sécurité sociale (étudiants).

18668. — 21 juillet 1979. — **M. Hubert Dubedout** fait part à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de son étonnement de n'avoir pas reçu de réponse dans les délais prévus à l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale à sa question n° 13366 du 24 mars 1979. Il lui en rappelle les termes : **M. Hubert Dubedout** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le régime de sécurité sociale des étudiants de l'institut de la formation de la profession du bâtiment de Grenoble. Les étudiants de cet institut ne sont pas bacheliers et ont généralement plus de vingt ans. Ils se voient de ce fait refuser le régime de sécurité sociale « étudiant ». Cette situation est grave pour des jeunes dont les ressources sont extrêmement réduites, voire inexistantes. Ils sont alors obligés de contracter une assurance volontaire. Or, l'institut de la formation de la profession du bâtiment est une ancienne école d'art et en vertu de l'arrêté interministériel du 10 octobre 1977, les élèves des écoles des arts, nationales et municipales, bénéficient du régime de sécurité sociale « étudiant » à condition qu'ils aient effectué une année en classe terminale ou qu'ils aient passé la période probatoire, c'est-à-dire un an dans l'école d'art. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que les clauses de l'arrêté interministériel du 10 octobre 1977 s'appliquent aux étudiants de l'institut de formation de la profession du bâtiment, ces étudiants formés pour être de futurs collaborateurs d'architecte méritant les mêmes garanties sociales que les autres étudiants.

Enseignement supérieur (D. E. U. G.).

18670. — 21 juillet 1979. — **M. Hubert Dubedout** fait part à **Mme le ministre des universités** de son étonnement de n'avoir pas reçu de réponse dans les délais prévus à l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale à sa question n° 14414 du 31 mars 1979. Il lui en rappelle les termes : **M. Hubert Dubedout** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur la situation soit de mères de famille, soit de personnes fournissant des certificats médicaux qui rencontrent des difficultés pour leur demande d'inscription au D. E. U. G. à mi-temps. Le régime de scolarité à mi-temps, qui permet de ne pas être soumis à l'obligation d'effectuer les deux années du 1^{er} cycle en un minimum de trois années (plus une éventuelle quatrième année sur dérogation), est réservée par la réglementation en vigueur (circulaire n° 367526 du 21 décembre 1967) aux étudiants salariés. L'administration est d'ailleurs invitée à veiller à la réalité et à la permanence de la qualité de salarié. A sa connaissance, aucune disposition n'a permis jusqu'à maintenant l'extension à d'autres catégories de bénéficiaires. Au contraire, une réponse ministérielle (D. G. E. S. U. P. 5 n° 1115 du 5 octobre 1973) confirme l'impossibilité d'accorder un régime spécial d'études à d'autres étudiants que ceux déjà engagés dans la vie professionnelle. Il lui prie de bien vouloir lui faire connaître s'il est envisagé d'étendre aux mères de famille ou aux personnes fournissant des certificats médicaux le régime spécial d'études prévu par l'arrêté du 27 février 1973.

Assurance maladie-maternité (remboursement : cures).

18672. — 21 juillet 1979. — **M. Raymond Forni** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui indiquer le plafond des ressources admises par la sécurité sociale pour bénéficier du remboursement des cures thermales.

Politique extérieure (Nicaragua).

18673. — 21 juillet 1979. — **M. Pierre Guizani** attire de façon pressante l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur l'évolution de la situation au Nicaragua. Il lui demande les raisons pour lesquelles la France n'a pas, à ce jour, rompu les relations diplomatiques avec le régime du dictateur Somoza et reconnu le gouvernement provisoire d'union nationale désigné par l'ensemble des forces démocratiques du Nicaragua.

Pensions de retraite civiles et militaires (retraités : éducation).

18676. — 21 juillet 1979. — **M. Alain Hautecœur** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'impossibilité dans laquelle se trouvent placés les anciens directeurs de groupes d'observation dispersés pour obtenir la liquidation de leur pension de retraite au même indice que les directeurs de C. E. G. conformément aux engagements qui avaient été pris. En effet, lors de l'institution des G. O. D., il avait été décidé d'assimiler les fonctionnaires chargés des directions aux directeurs de collèges d'enseignement général (indice 638), base sur laquelle les intéressés ont versé les retenues pour pension. Lorsque ces personnels ont cessé d'assurer la direction de ces groupes pour redevenir directeurs d'écoles élémentaires, l'administration leur avait d'ailleurs précisé qu'ils pouvaient continuer de verser les retenues sur l'indice afférant à leur précédente fonction afin de voir leur pension liquidée sur cette base. Toutefois, lors de la radiation des cadres des premiers fonctionnaires de cette catégorie, le ministre de l'économie et des finances, aux termes d'une lettre en date du 8 novembre 1973, a refusé l'assimilation de leur grade à celui de directeur de C. E. G. et cela contrairement aux engagements qui avaient été pris par le ministère de l'éducation et en totale contradiction avec les règles de calcul des retenues qui ont été en vigueur jusqu'à leur admission à la retraite. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assimiler les fonctionnaires chargés des directions des G. O. D. aux directeurs de C. E. G. conformément aux engagements pris.

Recherche scientifique (établissements).

18677. — 21 juillet 1979. — **M. Charles Hernu** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les inquiétudes des personnels du centre technique des industries aéronautiques et thermiques de Villeurbanne (C. E. T. I. A. T.) devant le nouveau fonctionnement du comité de coordination des centres de recherches en mécanique (C. O. R. E. M.) projeté par le Gouvernement. Le C. O. R. E. M. est une association regroupant six organismes de recherche dont quatre centres techniques : le C. E. T. I. M., le C. T. I. C. M., le C. E. T. I. A. T., le C. T. D. E. C., le C. E. R. M. O., l'I. S. Les missions des centres techniques comprennent des mises au point de nouveaux produits, de la recherche appliquée, de l'assistance technique, de la formation professionnelle et permanente. Les ressources des

centres techniques proviennent des cotisations versées par les entreprises exerçant leur activité dans la branche d'activité intéressée, des rémunérations pour services rendus, des revenus des biens et valeurs leur appartenant, des subventions et legs. Les nouvelles règles de fonctionnement du C. O. R. E. M. visent à recentrer les activités de chaque centre, redécouper et redistribuer les activités de ces centres dans le but de réduire les emplois et de réorienter la recherche industrielle; ces nouvelles règles sont susceptibles de provoquer le chômage et de réduire les capacités de recherche des différents centres regroupés dans le C. O. R. E. M. Par rapport à ce projet de restructuration, il lui demande quelles mesures il compte prendre: 1° pour garantir l'emploi dans ces services; 2° pour leur permettre d'assurer pleinement leur compétence technique et scientifique.

Anciens combattants (rentes mutualistes).

18679. — 21 juillet 1979. — M. Roland Huguet appelle l'attention de M. le ministre du budget sur le problème de la revalorisation des rentes mutualistes. Les revalorisations fixées par les textes étant encore loin de compenser les pertes réellement subies par les rentiers mutualistes du fait de la dépréciation monétaire, il demande si le Gouvernement envisage de demander au Parlement: 1° d'abroger l'article 2 de la loi n° 48-777 du 4 mai 1948 afin que la majoration de l'état à laquelle ouvrent droit les rentes constituées par les anciens combattants et victimes de guerre, en application des textes en vigueur, soit revalorisée dans les mêmes conditions que la rente elle-même; 2° d'aligner annuellement les taux de revalorisation des rentes mutualistes sur le taux d'inflation reconnu par les services officiels.

Anciens combattants (retraite mutualiste).

18680. — 21 juillet 1979. — M. Roland Huguet appelle l'attention de M. le ministre du budget sur le problème posé par le relèvement du plafond majorable de la retraite mutualiste des anciens combattants et victimes de guerre à la suite du retard accumulé. Il demande si, pour éviter un accroissement de ce retard, le Gouvernement envisage d'indexer ce plafond en le revalorisant annuellement sur la base d'un pourcentage comparable à celui de l'évolution de l'indice officiel des prix.

Femmes (professions artisanales, industrielles et commerciales).

18684. — 21 juillet 1979. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la situation particulière des conjoints des travailleurs indépendants et artisans, dont les femmes participent de plus en plus à l'exploitation familiale, à ses risques et à son fonctionnement. Il résulte de cette situation de fait indiscutable des distorsions, des inégalités et des injustices à l'égard des intéressées, en particulier en matière de droits sociaux, de situation juridique dans l'entreprise, de condition parentale, de santé des enfants et d'attribution des aides à l'enfance et à la famille, enfin, de parité de représentation professionnelle. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour pallier ces insuffisances et inconvénients, en formant le vœu que les représentants des catégories socio-professionnelles concernées soient associés à l'étude de ces mesures.

Economie (ministère) (structures administratives).

18685. — 21 juillet 1979. — M. Pierre Lagorce expose à M. le ministre de l'économie que la nouvelle politique économique de libération des prix menée par les pouvoirs publics s'est traduite par une modification des missions confiées à la direction régionale de la concurrence et de la consommation de Bordeaux. L'abandon progressif du contrôle des prix devait, pour le Gouvernement, s'accompagner d'un développement des actions en matière de concurrence d'une part, et de formation, d'information et de protection du consommateur d'autre part. C'est pour ces raisons qu'il avait demandé et obtenu du Parlement la création de 101 emplois budgétaires nouveaux en 1979. Or, au mépris du respect des règles budgétaires, l'administration a décidé de supprimer 500 emplois soit 20 p. 100 de l'effectif du service (2572 emplois budgétaires en 1979, 2 072 en 1980). Le personnel de la direction générale de la concurrence et de la consommation affirme que l'accomplissement correct de l'ensemble des missions qui lui ont été imparties, c'est-à-dire la surveillance de la concurrence, la protection du consommateur, l'assistance technique aux collectivités locales et aux acheteurs publics, les aides aux entreprises, nécessite, d'une part, que l'intégralité des emplois budgétaires de 1979 soient pourvus et, d'autre part, que soit assuré un niveau de recrutement suffisant dans les années à venir. C'est pourquoi les agents de la direction régionale de la concurrence et de la consommation de Bordeaux, vivement préoccupés par cette décision qui entraîne une disparition du quart

de l'effectif départemental, sollicitent les moyens indispensables à l'accomplissement des tâches qu'ils se sont fixées. Il lui demande s'il entend réserver un accueil favorable à cette sollicitation qui semble particulièrement légitime.

Politique extérieure (Sahara occidental).

18689. — 21 juillet 1979. — M. Lucien Pignion rappelle à M. le ministre des affaires étrangères les propos qu'il a tenus le 1^{er} juillet sur le problème du Sahara occidental au cours d'une émission radiophonique diffusée sur un poste périphérique et selon laquelle la France contribuera (...) le moment venu si les pays le souhaitent et si les conditions paraissent réunies (...) à rechercher avec eux une solution. Il attire son attention sur l'intérêt de plus en plus évident manifesté par deux des parties intéressées au conflit, la Mauritanie et le Front Polisario, et deux des parties affectées, l'Algérie et l'Espagne, à la tenue d'une conférence internationale. Il lui demande les mesures que la France compte prendre en vue d'assurer le succès de cette initiative qui peut permettre de rechercher une solution politique au problème dans le sens qu'il a indiqué le 1^{er} juillet.

Enseignement secondaire (programmes).

18690. — 21 juillet 1979. — M. Charles Pistre demande à M. le ministre de l'éducation de lui faire connaître les projets de refonte des programmes et des horaires pour l'enseignement de l'histoire, de la géographie et de l'instruction civique en classes terminales. Si ces matières étaient reléguées au rang de matières à option, elles seraient menacées de disparition dans ces classes, au moment précis où l'abaissement de la majorité à dix-huit ans exigerait que la responsabilité des jeunes citoyens ait reçu des bases solides à l'issue de leurs études secondaires. Ce serait l'ouverture aux problèmes mondiaux, la capacité de critiquer et de proposer, liées à l'enseignement de ces disciplines, qui seraient ainsi menacées. Il lui demande de lui faire connaître les motifs qui expliquent cette orientation qui priverait les jeunes gens, après le démantèlement de l'enseignement de la philosophie, des fondements culturels de leur formation de citoyens conscients et autonomes.

Éducation physique et sportive (enseignants: recrutement).

18694. — 21 juillet 1979. — M. Michel Sainte-Marie attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur l'organisation du C. A. P. E. P. S. 1979. Il tient tout d'abord à noter: a) la parution extrêmement tardive du décret n° 79-454 du 11 juin 1979 relatif au recrutement des professeurs d'E. P. S. dans sa nouvelle formule; b) Le fait que l'arrêté d'application de ce décret et le nombre de postes mis au concours ne sont pas encore parus au Journal officiel alors que les épreuves sont terminées; c) que ces regrettables retards peuvent permettre de mettre en cause la validité des concours 1979. Il lui demande ensuite les critères qui l'ont guidé dans le choix des jurés des concours jeunes filles, à Dijon, et jeunes gens, à Vichy. Alors que nous nous trouvons devant un concours de caractère fondamentalement différent de l'ancien C. A. P. E. P. S. en deux parties (survivance de l'enseignement primaire supérieur) il semble bien que les principes pour la composition des jurys soient restés les mêmes en 1979 qu'en 1978: aucun formateur des U. E. R. E. P. S.; nombre élevé d'inspecteurs et d'inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports. Si dans l'ancienne formule, qui se déroulait totalement hors des normes universitaires, il était concevable — bien que discutable — d'écarter les formateurs, ceci ne semble plus soutenable puisque ce sont les enseignants des U. E. R. E. P. S. qui, à tous les niveaux, contrôlent les connaissances et déterminent, en délivrant la licence S.T.A.P.S., les seuls candidats et candidates pouvant s'inscrire au C.A.P.E.P.S. Compte tenu de ce qui précède et du fait que dans bien d'autres concours, notamment de l'enseignement supérieur, les formateurs font partie du jury. Il lui demande de revoir la composition de ces jurys, notamment au niveau de l'écrit où les copies sont anonymes et les épreuves orales, où il est facile d'éviter que les formateurs jugent leurs propres étudiants.

Pollution (eau).

18695. — 21 juillet 1979. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les conditions d'application de l'arrêté du 27 juillet 1971 interdisant toute construction sur le périmètre de protection des sources. Il lui expose que s'il paraît indispensable que la collectivité, en gelant l'utilisation de ces terrains, puisse empêcher toute pollution des eaux de leur sous-sol, il est indispensable également de donner aux communes les moyens d'assurer cette tâche, ce qui n'est pas toujours le cas actuellement. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette fâcheuse lacune.

Baux de locaux d'habitation (loyers).

18696. — 21 juillet 1979. — **M. Michel Sainte-Marie** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les conséquences dramatiques de la libération des loyers au 1^{er} juillet pour de nombreuses familles défavorisées. Il lui expose, en effet, qu'après une période de blocage, beaucoup de propriétaires procèdent à des hausses de rattrapage et n'appliquent aucunement les consignes de modération, mettant les locataires dans des situations dramatiques devant le choix entre le départ des logements occupés ou une amputation importante de leur pouvoir d'achat. Il lui demande, donc, quelles mesures il compte prendre à l'avenir pour que les propriétaires ne puissent plus fixer à leur gré leurs loyers à des niveaux insupportables pour les locataires.

Impôts (véhicules de sociétés).

18697. — 21 juillet 1979. — **M. Jean Briane** rappelle à **M. le ministre du budget** que l'article 1010 du code général des impôts soumet à une taxe annuelle des voitures particulières possédées ou utilisées par les sociétés. Cette taxe est due par les sociétés de toute nature, quels que soient leur forme, leur objet et leur régime fiscal. Les sociétés de fait peuvent donc être redevables de cette taxe. Il lui soumet le cas d'une société de fait constituée entre deux vétérinaires. Lorsque cette société pourvoit régulièrement aux charges d'entretien, aux dépenses de carburant, aux frais de vignette et d'assurance et comptabilise les amortissements des véhicules des deux associés de fait, la taxe sur les voitures particulières utilisées par la société est évidemment exigible. Il lui demande s'il en est de même lorsque ladite société ne supporte directement aucune charge, mais que chaque associé individuellement propriétaire d'un véhicule immatriculé à son nom supporte lesdites charges et demande l'imputation de ces charges en diminution de sa part de bénéfice imposable dans la société de fait. Il s'agit là d'une situation qui se rencontre fréquemment, étant donné que la nature des véhicules utilisés pour les besoins de la profession et les charges qu'ils représentent sont souvent assez différentes et ne peuvent de ce fait être intégrées dans un calcul de répartition du bénéfice effectuée le plus souvent par moitié.

Enfance inadaptée (statistiques).

18699. — 21 juillet 1979. — **M. Paul Duraffour** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui communiquer les éléments statistiques suivants, pour la France et plus particulièrement pour le département de Saône-et-Loire : 1° le nombre total d'enfants et adolescents inadaptés scolarisés, en fonction de leur handicap ; 2° le nombre de classes d'enseignement spécial selon le type d'établissements ; 3° le nombre de classes d'enseignement spécial selon le type de handicap auquel elles s'adressent. Il lui demande par ailleurs : 1° si toutes les classes d'enseignement spécialisé sont confiées à des enseignants ayant reçu une formation adaptée ; 2° s'il est prévu comme c'est le cas pour les instituteurs un corps d'enseignants titulaires chargés du remplacement des maîtres absents.

Enseignement secondaire (élèves).

18701. — 21 juillet 1979. — **M. Yves Le Cabellec** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur certaines anomalies que l'on constate dans l'appréciation des dossiers scolaires par les commissions d'orientation. Il lui signale le cas de deux élèves d'un même collège appartenant à la classe de 3^e qui, au moment de l'orientation, ont formulé comme premier vœu leur passage en seconde T. I. au lycée et comme deuxième vœu la section B. E. P. dans ce même lycée. Ces dossiers ont été soumis à la commission d'orientation. Entre temps, ces deux collégiens ont reçu leur résultat du B. E. P. C. Le premier a obtenu son B. E. P. C. d'office et a espéré ainsi son admission en seconde T. I. Le second n'a pas été admis au B. E. P. C. du premier coup et a dû passer un oral de contrôle. Or les décisions de la commission d'orientation ont été les suivantes : celui qui a obtenu le B. E. P. C. d'office s'est vu refuser à la fois son passage en seconde T. I. et son passage en section B. E. P. ; l'autre élève a obtenu le choix entre les deux orientations. Une telle décision a causé un véritable désarroi dans la famille du premier enfant qui, à seize ans, se retrouve sans école pour le recevoir à la prochaine rentrée scolaire après avoir obtenu dans de très bonnes conditions le B. E. P. C. Il lui demande si des recours contre de telles décisions ne pourraient intervenir.

Marchés publics (marchés de l'Etat et des collectivités locales).

18702. — 21 juillet 1979. — **M. Maurice Ligot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur les déclarations à souscrire par les sociétés soumissionnant aux marchés de l'Etat ou passés au nom des collectivités locales et de leurs établissements publics. En effet, le code des marchés publics, dans ses articles 41-2 — modifié par l'arrêté du 16 mars 1978 —, d'une part, et 251-2, d'autre part, oblige les entreprises qui désirent soumissionner à remplir un imprimé qui fait état de la situation juridique de l'entreprise et précise, éventuellement, la mise en règlement judiciaire. Considérant cette situation, les responsables des achats ne veulent pas prendre le risque de confier leur commande à une entreprise en difficulté ; pourtant, il n'existe aucun risque financier ; il pourrait juste arriver que la commande ne soit pas honorée si l'entreprise devait cesser son activité. Ainsi, la ville de Cholet et l'hôpital ont su faire confiance à de telles entreprises sans qu'il leur en ait rien coûté. La situation d'une entreprise soumise à un règlement judiciaire doit retenir toute l'attention des pouvoirs publics ; il convient donc d'offrir à ces entreprises, jusqu'à la signature du concordat, des chances au moins égales aux entreprises concurrentes. C'est pourquoi il lui demande s'il ne serait pas opportun de réviser la formulation des imprimés à remplir par les sociétés soumissionnaires aux marchés publics afin de ne pas pénaliser les entreprises en règlement judiciaire dont l'intérêt de tous est qu'elles se rétablissent au plus vite.

Enseignement secondaire (enseignants).

18703. — 21 juillet 1979. — **M. Arthur Pescht** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le cas d'une personne qui, après cinq années d'études supérieures sanctionnées par l'obtention d'une licence d'enseignement et l'admissibilité au C. A. P. E. S., a été titularisée comme adjoint d'enseignement chargé d'enseignement. Depuis vingt-neuf ans, l'intéressé remplit son service de manière parfaitement satisfaisante. Or, dans le cadre du redéploiement national, cette personne risque de perdre ses dix-huit heures d'enseignement, qui seraient remplacées par trente-six heures de surveillance. Cet exemple illustre l'injustice d'une situation qui existe à l'heure actuelle dans les établissements du second degré depuis la création des collèges de premier cycle où le personnel enseignant est constitué, à peu près pour moitié, de professeurs du second degré et, pour moitié, d'instituteurs intégrés dans le corps des P. E. G. C. A l'heure actuelle, le fonctionnaire ayant le titre le plus élevé et qui est souvent aussi le plus ancien dans le poste se trouve affecté à des tâches ingrates. La personne dont il s'agit dans la présente question n'a pu, étant licenciée, être intégrée dans le corps des P. E. G. C. alors qu'aujourd'hui encore de jeunes collègues, non licenciés, ont la possibilité d'être titularisés dans ce corps. Au moment où l'on envisage de relever la formation des professeurs de collège, on met les professeurs ayant des titres et une longue expérience dans des tâches de surveillance et on laisse enseigner les enfants par des maîtres qui, parfois, n'ont que le baccalauréat. Il s'agit là à la fois d'un gaspillage intellectuel et aussi d'un gaspillage financier puisque, malgré une chute d'indice parfaitement injuste et qui diminuera la retraite à laquelle l'intéressé peut prétendre, sa rémunération représentera à peu près le double de celle d'un surveillant. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de revoir la situation de ces adjoints d'enseignement — au nombre d'environ 15 000 — qui risquent de se trouver privés de leur service d'enseignement et chargés de tâches de surveillance alors qu'ils ont des titres et une expérience supérieure à de nombreux enseignants du corps des P. E. G. C. et si l'on ne pourrait envisager leur intégration dans le corps des certifiés étant rappelé qu'il y a trois ans les 33 000 maîtres de transition ont été promus sur place P. E. G. C.

Départements d'outre-mer (accords de Lomé).

18710. — 21 juillet 1979. — **M. Michel Debré** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer)** sur le fait que les informations reçues à propos du renouvellement de la convention de Lomé montrent qu'aucun remède ne paraît avoir été apporté à un défaut dont la gravité s'accroît avec les années. Qu'en effet, aux termes de cette convention, le marché d'un département d'outre-mer tel que la Réunion est ouvert sans difficulté et sans entraves aux produits en provenance d'Etats associés, tels Maurice et Madagascar. Que l'inverse n'est pas exact et que, si l'on peut faire état de possibilités soit de clauses de sauvegarde, soit de négociations avec les Etats intéressés pour établir, cas par cas, une réciprocité dont le principe n'existe pas, en fait, l'expérience montre qu'à l'avantage économique résultant des très bas salaires et de l'absence de législation sociale, caractéristique des Etats associés, s'ajoute celui d'une situation privilégiée pour le rendement des capitaux qui s'y investissent. Il lui

demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre ou faire adopter par le Gouvernement pour établir, conformément au vœu du conseil de la région Réunion, la réciprocité en matière d'échange commerciaux et l'égalité en matière d'investissements industriels.

Départements d'outre-mer (rhum et vanille).

18711. — 21 juillet 1979. — M. Michel Debré attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sur l'inconvénient qui résulte, pour certains produits tels le rhum ou la vanille, de l'absence de législation communautaire. Il lui fait observer qu'indépendamment de toute organisation du marché, sans doute irréalisable s'agissant de produits de faible qualité, l'absence de définition aboutit à des concurrences incorrectes. Il lui demande quelles dispositions le Gouvernement entend prendre pour remédier à cette situation incompatible avec l'appartenance des départements d'outre-mer à la Communauté, compte tenu du nombre relativement peu élevé de produits exportables à destination du Marché commun.

Fonctionnaires et agents publics (rémunérations).

18712. — 21 juillet 1979. — M. Michel Debré rappelle à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) qu'il avait été indiqué que la diminution régulière de l'indice de correction serait accompagnée, le moment venu, d'un réexamen de la situation financière faite aux agents de la fonction publique exerçant leurs activités dans le département de la Réunion; que bien des élus, conscients de la solidarité nécessaire de tous les habitants de l'île, ont apporté leur soutien à cette politique de réduction de l'indice en fonction de cet engagement pris par le Gouvernement; que le temps paraît venu de procéder à l'examen promis. Il lui demande en conséquence quelles sont ses intentions à l'égard de ce problème dont la gravité est certaine pour l'avenir du secteur public, c'est-à-dire sa qualité.

Politique extérieure (Madagascar).

18715. — 21 juillet 1979. — M. Michel Debré signale à M. le ministre de la coopération la contradiction entre l'aide apportée par la France à la République de Madagascar et les récentes déclarations du Gouvernement de ce pays revendiquant, de la manière la plus injustifiée, la propriété d'îlots appartenant à la France; il lui demande ce qu'il pense de cette contradiction pour la poursuite de la coopération.

Fonctionnaires et agents publics. (femmes : accès à la fonction publique).

18716. — 21 juillet 1979. — M. Michel Debré fait observer à M. le Premier ministre (Fonction publique) qu'en diverses occasions — épreuves de concours, examens médicaux avant titularisation — les femmes enceintes, ne pouvant se plier aux contraintes que peuvent entraîner ces concours ou ces examens médicaux, sont écartées des épreuves ou du bénéfice de mesures auxquelles elles pourraient prétendre; il lui demande s'il n'estime pas utile de corriger cette situation déplorable au regard de la famille.

Plus-values (plus-values immobilières : imposition).

18717. — 21 juillet 1979. — M. Jean-Pierre Delalande attire l'attention de M. le ministre du budget sur le problème que posent les conditions actuelles d'imposition sur les plus-values immobilières, notamment lorsque l'opération de construction concernée est revenue par tranches. En effet, le fait que, dans ce cas, l'impôt soit payé en une seule fois revient à acquitter celui-ci par avance alors que les plus-values escomptées ne sont pas encore touchées. Cela risque de conduire les promoteurs à grever d'autant leurs opérations immobilières, en les incitant à répercuter l'impôt sur les coûts de la construction. Cela peut également entraîner la renaisance de « dessous de table », fiscalement inadmissibles. Aussi, il lui demande, quelles mesures il compte prendre afin d'éviter de tels inconvénients en la matière.

Assurance vieillesse (âge de la retraite).

18720. — 21 juillet 1979. — M. Xavier Hamelin expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'une salariée a été employée pendant vingt ans par un notaire et que les versements de sécurité sociale la concernant ont été effectués à la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires. Par la suite, cette femme salariée a cotisé au régime général de sécurité sociale. A la suite d'une question posée à la caisse de retraite et

de prévoyance des clercs et employés de notaires, il lui fut répondu que chaque organisme auquel elle a appartenu lui servira le moment venu l'avantage correspondant aux cotisations qu'il aura reçues. Cette caisse ajoutait que pour pouvoir bénéficier de la loi n° 77-774 du 12 juillet 1977, c'est-à-dire avoir la possibilité d'obtenir une retraite à taux plein à soixante ans, il convenait pour les femmes salariées comptant au moins 150 trimestres de cotisations de totaliser ces 150 trimestres, soit dans le régime général, soit dans ce régime et celui des salariés agricoles. Il est extrêmement regrettable que les dispositions de la loi précitée n'aient pas été étendues à l'ensemble des régimes sociaux. Il lui demande quelles sont ses intentions en ce domaine.

Commerce extérieur (exportations).

18721. — 21 juillet 1979. — M. Xavier Hamelin expose à M. le ministre du commerce extérieur les difficultés que connaissent les entreprises du fait de la réglementation actuelle sur les licences d'exportation. Ainsi, une entreprise dont l'essentiel de la production (appareils électroniques de laboratoire, de la position 90-28) est soumise à licence a utilisé jusqu'à l'automne 1978 des attestations valables un an qui atténuaient partiellement les inconvénients résultant de l'exigence d'une licence. Ces attestations n'ayant pas été renouvelées et comme le matériel et le pays de destination (une centaine de pays différents) sont divers, cette entreprise ne peut établir des programmes à long terme. Elle doit donc demander une licence à chaque commande particulière, ce qui entraîne un travail supplémentaire de secrétariat mais surtout retarde les livraisons souvent urgentes de matériel disponible qui pourrait être exporté dans les meilleurs délais. Les concurrents étrangers ont souvent tiré parti de cette situation avantageuse pour eux qui découle de l'application de la réglementation française. Par ailleurs, et dans ce domaine, pour des présentations de matériel à l'étranger, cette entreprise utilise depuis longtemps la procédure du « carnet ATA » qui permet par accord international entre un certain nombre de pays, la circulation facile du matériel dans les conditions définies, le même document tenant lieu de déclaration d'exportation temporaire pour un pays et d'importation pour l'autre ou les autres. Le centre français du commerce extérieur dans sa notice B 9 de janvier 1976 précisait que le bénéfice du régime des échantillons commerciaux était étendu aux marchandises destinées à être exposées dans les manifestations commerciales organisées à l'étranger. De ce fait, aucun titre d'exportation n'était exigible même lorsque les marchandises en cause étaient soumises à licences d'exportation en régime normal. En mai 1979, cette entreprise a connu des difficultés graves car la direction des douanes n'avait pas maintenu sa « tolérance » qui effectivement a disparu de la notice B 9 du C. F. C. E. depuis février 1979. Actuellement une distinction essentielle est faite entre un appareil importé comme échantillon pour le présenter à la clientèle afin d'obtenir des commandes et le même pour être présenté dans le cadre d'une exposition. La société en cause n'a pu établir dans les délais voulus la demande de licence d'exportation qui est devenue indispensable et elle a dû renoncer à sa participation à l'exposition. Il en est résulté une perte de tout le travail de préparation et du bénéfice commercial qui devait en résulter. Des frais inutiles de préparation du matériel, d'emballage et de transit ont été engagés. Le préjudice est donc très sérieux. Il est regrettable que l'application de pareils règlements conduise à empêcher une entreprise française de présenter sa production à une exposition organisée à l'étranger dans un domaine d'une grande actualité, puisqu'il s'agit des problèmes de l'eau. Les dispositions générales qui existent et l'exemple particulier qui vient d'être cité manifestent bien à quel point l'esprit exportateur des industries françaises peut être découragé par des décisions de ce genre. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de procéder à une révision complète de la réglementation appliquée en la matière afin d'alléger les contraintes qui pèsent inutilement et dangereusement sur les entreprises exportatrices de notre pays.

Débts de boissons (cafetiers).

18725. — 21 juillet 1979. — M. Jean-Louis Masson s'étonne auprès de M. le ministre du commerce et de l'artisanat de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 7596 publiée au Journal officiel des Débats de l'Assemblée nationale n° 84 du 21 octobre 1978 (p. 6475). Huit mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il appelle son attention sur la situation des cafetiers eu égard aux charges de plus en plus importantes auxquelles ils ont à faire face. Sur le plan des charges sociales, le taux des cotisations patronales reste toujours très élevé et, d'autre part, la base de cotisation pour les serveuses a fait l'objet d'une augmentation substantielle. En effet, l'assiette des cotisations, variable selon les catégories, est de 3 000 francs pour la seconde catégorie et 4 000 francs

pour la troisième catégorie. En 1974, cette base n'était que de 1740 francs, ce qui représente près de 100 p. 100 d'augmentation. Or, dans de nombreux petits établissements, une serveuse ne parvient jamais à une telle rémunération. Il semblait donc logique de différencier le montant de la base forfaitaire de cotisations suivant le genre de débit de boissons, en prenant compte comme critère, par exemple, l'imposition au bénéfice réel comparé au forfait. Par ailleurs, les mesures d'exonération du paiement des charges sociales prises au bénéfice des employeurs embauchant des apprentis n'ont pas d'équivalences dans ce secteur commercial. Enfin, les conditions dans lesquelles sont calculées les cotisations personnelles à la caisse d'allocations familiales au titre des employeurs augmentent de façon sensible les charges des intéressés. Ce taux de cotisation est actuellement de 9 p. 100 pour la fraction de bénéfices supérieure à 10 000 francs alors que, auparavant, les cotisations étaient calculées forfaitairement par tranches de revenus. Comparés de 1972 à 1978, et pour un revenu de 40 000 francs, les charges sociales constituées par les cotisations concernant les allocations familiales, l'assurance maladie et la retraite vieillesse sont passées de 5 820 francs à 10 385 francs, l'augmentation en résultant étant donc de l'ordre de près de 100 p. 100. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir, en liaison avec ses collègues, M. le ministre de l'économie et M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale, promouvoir les mesures permettant une diminution des charges subies par les cafetiers, ce qui se traduirait par un regain d'activité et le maintien d'emplois qui en découlerait.

**Environnement et cadre de vie (ministère)
(services extérieurs).**

18727. — 21 juillet 1979. — M. Jean-Louis Masson s'étonne auprès de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 9583 publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale n° 107 du 5 décembre 1978 (page 8777). Près de sept mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il lui rappelle le caractère anormal du système des rémunérations accessoires de certains corps techniques. En effet, le système actuel conduit, par le biais des partages au niveau des départements, à ce que les fonctionnaires soient amenés à rechercher systématiquement la réalisation de travaux auprès des communes ou d'autres collectivités locales. Il s'ensuit que bien souvent des retards sont apportés dans ce qui devrait être le travail normal de ces fonctionnaires. De plus, dans le cas des agents des directions départementales de l'équipement, ceux-ci disposent de pouvoirs d'appréciation pour l'octroi d'autorisations de lotissement ou pour l'élévation d'ordre de priorité dans des subventions communales. Il en résulte que les collectivités sont au moins moralement obligées de passer par l'intermédiaire de ces agents de peur que l'avancement de leur dossier ne soit pas effectué dans de bonnes conditions. Sans vouloir en aucune manière remettre en cause la justification des rémunérations accessoires qui sont la simple conséquence de l'insuffisance de grilles des salaires des corps techniques, M. Masson demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie s'il ne serait pas possible d'organiser un système de péréquation des rémunérations accessoires à l'échelon national pour que les fonctionnaires concernés ne perçoivent pas ces rémunérations comme une contrepartie directe du travail supplémentaire qu'ils effectuent au profit des communes. De la sorte, ces fonctionnaires seraient probablement amenés à prendre beaucoup plus en considération la priorité de certains travaux pour l'Etat et ils pourraient également ne pas rechercher systématiquement les travaux communaux dont la réalisation ne leur apporterait plus directement un supplément de salaire.

Automobiles (Industrie).

18732. — 21 juillet 1979. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le ministre du budget sur le plan de licenciement prévu pour l'entreprise Renault Véhicules industriels dans la région lyonnaise. Parmi les diverses mesures envisagées dans ce plan avait été annoncé l'octroi d'une indemnité exceptionnelle de départ égale à neuf mois ou cinq mois, selon l'âge de l'intéressé. Cette indemnité ne devait pas être soumise aux cotisations sociales ni à l'impôt. Or, en cours d'application de ce plan de licenciement, il vient d'être annoncé que l'indemnité de départ serait cotisable et imposable. Il souhaite connaître les raisons de ce retour en arrière et savoir s'il est exact que cette indemnité ne peut être désormais considérée comme indemnité de licenciement ne devant pas être soumise aux retenues sociales et à l'impôt sur le revenu.

Assurance maladie-maternité (cotisations).

18733. — 21 juillet 1979. — M. Etienne Pinte expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'un retraité de l'enseignement public a payé en 1977 et 1978 sur sa retraite plus de 900 francs de cotisation à la sécurité sociale. Par ailleurs, l'intéressé donne en moyenne trois heures de cours par semaine pendant neuf mois de l'année dans un institut privé. Des cotisations de sécurité sociale sont retenues sur le traitement qu'il perçoit pour ses heures de cours. Ces cotisations se sont élevées en 1978 à 450 francs. Un arrêté du 19 novembre 1951 (art. 2, parag. 2) modifié par un arrêté du 19 décembre 1968 prévoit que les retraités peuvent prétendre au remboursement des cotisations précomptées sur leur retraite mais doivent pour cela avoir exercé une activité salariée pendant au moins 200 heures au cours du trimestre civil où se situe l'échéance de leur retraite. Ils doivent en outre satisfaire à la même condition au cours du trimestre civil précédent. Dans le cas particulier, s'agissant d'un enseignant, les 200 heures de travail exigées n'ont guère de sens. En effet, l'activité d'un agrégé est par semaine de 15 heures, soit 60 heures par mois ou encore 180 heures par trimestre. L'arrêté précédent devrait être adapté à la situation des enseignants se trouvant dans des cas analogues à celui qu'il vient de lui exposer. M. Etienne Pinte demande à M. le ministre quelle est sa position en ce qui concerne le problème qu'il vient de lui soumettre.

Femmes (professions artisanales, industrielles et commerciales).

18736. — 21 juillet 1979. — Depuis plusieurs années, les femmes de commerçant et d'artisan, qui travaillent auprès de leur mari, réclament un statut du conjoint ou collaborateur traduisant l'importance de leur rôle dans la gestion des entreprises familiales. Il devient urgent de mettre au point un tel statut. Aussi, M. Antoine Rufanacht demande à M. le ministre du commerce et de l'artisanat de lui indiquer où en sont les discussions à cet égard.

Assurance maladie-maternité (remboursement).

18737. — 21 juillet 1979. — Plusieurs millions de Français s'apprentent à partir en vacances à l'étranger. Or la plupart d'entre eux ignorent les règles applicables en matière de protection sociale à l'étranger et, notamment, les conditions dans lesquelles ils peuvent espérer, à leur retour en France, obtenir remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques qu'ils ont dû supporter du fait de leur maladie ou de leur accident. M. Antoine Rufanacht demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale s'il ne serait pas opportun de lancer, à cette période de l'année, une vaste campagne d'information destinée à indiquer aux Français voyageant à l'étranger les formalités et les procédures à suivre en cette matière.

Taxe sur la valeur ajoutée (imputation sur opérations ultérieures).

18741. — 21 juillet 1979. — M. Raymond Tourrain rappelle à M. le ministre du budget que, selon l'article 272-1 du code général des impôts : « Si la taxe sur la valeur ajoutée a été perçue à l'occasion de ventes ou de services qui sont par la suite résiliés, annulés ou qui restent impayés, elle est imputée sur la taxe due pour les affaires faites ultérieurement ; elle est restituée si la personne qui l'a acquittée a cessé d'y être assujettie. » Le Conseil d'Etat admet que l'imputation de la taxe peut être faite pourvu que la démonstration puisse être réalisée du non-paiement de la facture et que le créancier puisse apporter la preuve qu'il ne s'est pas désintéressé de sa créance et qu'il a exercé des diligences normales pour poursuivre le recouvrement de l'impayé (cf. Conseil d'Etat du 9 décembre 1964, n° 60026, sieur Gayaud ; arrêt Blech frères du 23 juin 1978, confirmé par les arrêts Sodafer, S.A. Tavelli Bruno, Savoie-Métal et Mogador). L'imputation de la taxe est subordonnée aux conditions : a) qu'il s'agit de créances toujours inscrites en comptabilité ; b) qu'il s'agit de créances pour lesquelles des mesures de recouvrement normales ont été exercées et sont demeurées infructueuses ; c) les créances n'ont pas fait l'objet, par le passé, d'un avis ou d'un procès-verbal d'un syndicat de liquidation avisant que la créance devait être considérée comme totalement perdue ; d) justification de la rectification préalable de la facture initiale et envoi au débiteur défaillant d'un duplicata de cette facture surchargé d'une mention spéciale faisant ressortir que la T.V.A. correspondant au prix payé n'est pas récupérable par le débiteur ; e) en outre, conformément à l'article 48 de l'annexe IV du code général des impôts, les créanciers impayés doivent joindre à l'une de leur prochaine déclaration mensuelle de chiffres d'affaires un état indiquant : la date et la nature de l'opération initiale ; le nom et l'adresse de la personne avec laquelle l'affaire a été conclue ; le folio du registre de comptabilité sur lequel la facture impayée a été enregistrée ; la date d'envoi du duplicata rectificatif. Concernant les points d) et e) qui précèdent, il lui demande quelles sont les

mesures dérogatoires qui peuvent être accordées pour les entreprises qui facturent des prestations de service d'un faible montant et en grande quantité (exemple d'une entreprise établissant mensuellement en moyenne 25 000 factures de réparations d'un montant moyen de 40 francs T. T. C.) ; les impayés sont de 7 p. 100 après six mois et 3 p. 100 après un an. La rectification, l'envoi d'un duplicata et l'établissement d'un état représentent une charge de travail et un coût financier sans comparaison avec le montant de la T. V. A. imputée sur créances douteuses. Il demande également dans quelle mesure une provision pour créance douteuse, concernant le cas qui précède, ne pourrait pas être admise en déductibilité sur un critère de pourcentage d'impayés.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

18742. — 21 juillet 1979. — M. Jean-Pierre Abelin attire l'attention de M. le ministre du budget sur le fait que pour les titulaires de revenus non commerciaux, agents d'affaires et intermédiaires du commerce, employant moins de cinq salariés, le second élément de la base taxable en matière de taxe professionnelle est constitué par les recettes. L'instruction du 30 octobre 1975, 6 E-7-75, précise que les recettes à inclure pour le huitième dans les bases de la taxe professionnelle s'entendent de celles retenues pour l'établissement de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés. Il lui demande s'il pourrait définir la notion de « recettes » et indiquer, notamment, si les produits financiers et les plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'immobilisations sont à comprendre dans la base taxable.

Energie (économies d'énergie).

18744. — 21 juillet 1979. — M. Jean-Pierre Abelin demande à M. le ministre de l'Industrie de lui indiquer dans quel délai seront prises les mesures annoncées par le Gouvernement en matière de limitation du chauffage des immeubles d'habitation et comment elles seront appliquées. En particulier, il désirerait savoir : s'il ne serait pas possible de rendre obligatoire avant l'automne prochain la pose de compteurs sur les radiateurs de chauffage central ; si, dans le cas de copropriété, il pourra être passé outre au refus d'une partie des copropriétaires de doter les radiateurs de leur appartement de tels compteurs ; quelles pourraient être les conséquences de toute nature lors d'une attitude négative des intéressés.

Caisse des dépôts (filiales).

18745. — 21 juillet 1979. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de l'économie qu'à la suite d'une affaire surprenante il a été amené à poser à M. le ministre de la coopération la question suivante : « Une filiale de la caisse des dépôts et consignations, la S. C. E. T.-International, qui est une société d'ingénierie, est devenue par contrat « maître de l'ouvrage délégué » et représentant du client. L'architecte étant alors sous la dépendance du bureau d'études. Cette société paraguayenne qui posséderait tous les plans de l'école polytechnique, située dans un état d'Afrique et déjà construite, les a remis à l'architecte local et a préparé des contrats pour le ministère de la coopération. Ce ministère, qui semble être singulièrement dépourvu de techniciens et d'architectes en son sein, à une époque où les architectes de valeur abondent et n'ont pas le travail qu'ils pourraient espérer, a fait confiance à la S. C. E. T.-International au lieu de s'adresser à son architecte en chef, et l'on est arrivé à la situation suivante et désastreuse, à savoir qu'un architecte local touchait des honoraires, d'ailleurs fabuleusement élevés, pour les plans faits par un architecte parisien qui touchait une indemnité dérisoire. Si on étudie cette question d'un point de vue plus général et presque national, on peut se poser les problèmes suivants : la S. C. E. T.-International, en tant que maître de l'ouvrage délégué et bureau d'études techniques, devient le patron de l'architecte, non seulement pour les questions administratives, mais aussi au point de vue technique. Les rôles sont alors inversés ; l'architecte travaille sous les ordres du technicien qui, au contraire, devrait l'aider à mettre au point ses idées architecturales. Se mettant entre l'architecte et le client, c'est ainsi que cette société a imposé dans un autre état d'Afrique un ordre formel à un architecte d'établir tous les plans pour un ouvrage de 4 millions de francs en seize jours. Ou l'architecte est malhonnête, s'il accepte, car il ne peut faire un travail sérieux en si peu de temps, ou il perd un client. On peut aussi se poser le problème des sociétés dépendant, comme la S. C. E. T., de la caisse des dépôts et consignations : l'année dernière la presse a fait mention d'une série de procès intentés à des sociétés d'H.L.M., filiales elles aussi, comme la S. C. E. T.-International, de la caisse des dépôts et consignations. La caisse des dépôts mise en cause a refusé toute responsabilité, mettant en avant l'indépendance de ces sociétés. Il a été pris fort intelligemment, il y a quelques

années, l'initiative de ne pas laisser dormir les capitaux de la caisse des dépôts, mais il semble maintenant nécessaire d'accepter la responsabilité de cette heureuse initiative et donc d'en surveiller les réalisations qui en dépendent. En effet, les sociétés filiales utilisent le parrainage de la caisse des dépôts pour conduire des opérations discutables qui peuvent porter atteinte au crédit de cette importante institution et à celui de l'Etat. Dans le cas particulier signalé il porte indiscutablement atteinte à l'honorabilité et aux intérêts légitimes d'un architecte éminent au profit d'une combinaison qui semble difficilement admissible. M. Pierre Bas demande donc à M. le ministre de bien vouloir faire connaître son point de vue sur le déroulement de cette affaire qui relève au premier chef de sa responsabilité et sur les mesures qu'il entend prendre pour que l'argent du contribuable français, drainé de diverses façons, ne serve pas à alimenter de façon surprenante des reproductions de plans d'architectes français facturés à haut prix aux organismes de la coopération. » M. Pierre Bas demande à M. le ministre de l'économie, en sa qualité de tuteur de caisse des dépôts et consignations, quelles sont ses intentions pour essayer de contenir dans de sages limites les débordements du type de celui qui vient d'être signalé.

Paris (ministère du travail et de la participation).

18747. — 21 juillet 1979. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre du travail et de la participation qu'il mène depuis dix-sept ans par la voie du *Journal officiel* une campagne suivie pour la démolition des murs qui cachent les jardins des ministères et des administrations publiques à la vue des passants. C'est ainsi que depuis dix-sept ans et au prix, il faut bien le dire, d'un nombre de questions écrites assez important, l'on a pu assister sur le simple boulevard des Invalides à la démolition partielle des murs du musée Rodin et à l'enlèvement des toiles qui offusquaient la vue de l'hôtel de Noirmoutier (ministère de la coopération) ; il se trouve que ces opérations coïncidaient avec la remarquable mise en valeur des Invalides entamée par M. Pierre Messmer et poursuivie par ses successeurs à la défense. Seul, sur ce boulevard, le ministère du travail s'est jusqu'à présent refusé à démolir tout ou partie de son mur ; cela est d'autant plus regrettable que l'hôtel du Chalet est fort beau, que son architecture mérite d'être admirée par les visiteurs de Paris, et que la verdure du jardin ne devrait pas être réservée à la vue de quelques privilégiés mais à celle de tous ceux qui, pour leur travail, leurs études ou leurs loisirs, empruntent le boulevard des Invalides. M. Pierre Bas demande donc au ministre du travail et de la participation de mettre les faits en accord avec le droit et de faire participer tous les Parisiens aux joies que ses prédécesseurs et lui-même se sont jusqu'à présent jalousement réservées, bref, de les faire participer à la vue de la beauté d'un espace qui appartient à la nation.

Conseils de prud'hommes (élections).

18748. — 21 juillet 1979. — M. Pierre Cornet rappelle à M. le ministre du travail et de la participation que la loi n° 79-44 du 18 janvier 1979 relative aux conseils de prud'hommes a prévu que certains cadres pourraient être placés par leur employeur dans la liste des électeurs « employeurs ». Il s'agit « des cadres détenant sur un service, un département ou un établissement de l'entreprise, une délégation particulière d'activité, établie par écrit permettant de les assimiler à un employeur ». Compte tenu du caractère relativement imprécis de cette disposition de l'article L. 513-1, alinéa 5 du code du travail, et du fait que tout contrat de cadre peut être considéré à la limite comme une délégation particulière d'autorité établie par écrit, il lui demande s'il serait possible de considérer comme électeurs-employeurs aux élections prud'homales uniquement les salariés cadres qui ont reçu mandat du chef d'entreprise de présider le comité d'entreprise ou le comité d'établissement. Cette solution, qui aurait le mérite de s'appuyer sur une pratique reconnue et officialisée par la circulaire TR 80 du 31 juillet 1946 offrirait le grand avantage de permettre une répartition des électeurs sans contestation possible.

Enregistrement (droits) (exonération).

18753. — 21 juillet 1979. — M. Maurice Doussat rappelle à M. le ministre de l'économie que, lorsque dans un partage d'ascendant sont compris des biens exempts de droits, le droit de donation est liquidé en tenant compte des droits théoriques de chaque gratifié dans lesdits biens et non des attributions effectives, à la condition que le partage ait lieu avec soule (cf. réponse du ministre des finances le 22 octobre 1965, *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, page 3976) ou, si les biens donnés ne sont pas répartis entre les copartageants, à proportion de leurs droits dans ces biens (cf. réponse du ministre de l'économie et des finances, *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, 12 juillet 1975, page 5192).

Si ce partage d'ascendant comprend des immeubles loués par bail rural à long terme, l'exonération de droits de mutation prévue par l'article 793-2-3° du code général des impôts est limitée à une fois et demie la superficie minimum d'installation, lorsque le donataire est, en même temps, l'exploitant. M. Maurice Dousset demande à M. le ministre de l'économie si, pour la détermination de cette limite d'exonération, lorsque le partage a lieu avec souche ou si les biens donnés ne sont pas répartis entre les copartageants à proportion de leurs droits dans ces biens, il y a lieu de considérer la superficie effectivement attribuée au donataire-exploitant ou si, par analogie avec la liquidation des droits de mutation et avec les termes du paragraphe III b de l'instruction administrative publiée au B. O. D. G. I. n° 7 G-74, le calcul de cette limite d'exonération doit être effectué dans la masse des biens donnés et partagés.

Travailleurs étrangers (logement).

18759. — 21 juillet 1979. — M. Georges Mesmin attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les difficultés que rencontrent les travailleurs immigrés pour trouver un logement. Ces travailleurs devraient pourtant, à l'heure actuelle, pouvoir bénéficier de l'application de l'article 61 de la loi de finances pour 1975, qui affecte spécialement à leur logement une fraction (1/10) de la contribution de 1 p. 100 imposée aux employeurs. Dans les faits pourtant, la procédure d'attribution des logements ne paraît conférer aucune priorité, ni aux entreprises, ni aux salariés. Il lui demande de lui préciser le montant des fonds obligatoirement affectés dans la région parisienne, depuis 1975, au logement des travailleurs immigrés au titre de la contribution des entreprises, et l'emploi qui en a été fait, par département, et il s'efforcerait de connaître les mesures que le Gouvernement envisage de prendre pour assurer l'application effective de la disposition législative rappelée ci-dessus.

Experts comptables (profession).

18764. — 21 juillet 1979. — M. Bernard Stasi expose à M. le ministre du budget qu'en vue d'accélérer l'unification de la profession d'expert comptable avec celle de comptable agréé, la loi n° 68-946 du 31 octobre 1968 a ajouté à l'ordonnance n° 45-2138 du 10 septembre 1945 un article 7 ter permettant, pendant une période de cinq ans, à compter de l'entrée en vigueur de la loi, aux comptables agréés inscrits au tableau antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi, et justifiant de dix années d'exercice de la profession, d'être inscrits sur leur demande au tableau de l'ordre en qualité d'expert comptable. La loi n° 74-114 du 20 septembre 1974, en son article 1^{er}, a prorogé ce délai d'une nouvelle période de cinq ans. Il lui demande si, afin de permettre aux comptables agréés, dont le recrutement est arrêté depuis 1972, de bénéficier de ces dispositions sans limite de date, il n'envisage pas de rendre prochainement permanentes les dispositions de la loi du 31 octobre 1968 rappelées ci-dessus.

Taxe sur la valeur ajoutée (assujettissement).

18765. — 21 juillet 1979. — M. Robert-André Vivien rappelle à M. le ministre du budget qu'en date du 3 novembre 1978 il attirait son attention sur une instruction du 10 décembre 1975 tirant les conséquences de la jurisprudence du Conseil d'Etat, qui dispose qu'à compter du 1^{er} janvier 1976, les sociétés anonymes, quelle que soit la nature de leur activité, deviennent passibles de la T. V. A. Certaines dérogations subsistent néanmoins, dont la toute dernière en date — 30 juin 1978 — vise les laboratoires d'analyses médicales. Cela étant, il est demandé si la décision du 28 octobre 1963 en faveur de certains établissements ayant un but médical et sanitaire,

revêtant la forme juridique de société — commerciale ou civile etc. — et remplissant par ailleurs toutes les conditions requises par l'article 201-7-2° du C. G. I., est toujours valable. Dans l'affirmative : une société anonyme, dont 95 p. 100 de l'activité est déployée sous le contrôle financier de la D. A. S. S. (direction de l'action sanitaire et sociale) du département dans lequel sont situés son siège et son établissement — prix de journée, base des facturations à la clientèle et des prises en charge par les caisses de sécurité sociale et autres, fixés chaque année par la D. A. S. S. et impossibilité de réaliser un quelconque profit ou perte — pourrait-elle se prévaloir de la décision précitée et en conséquence, constituer un secteur d'activité différent, afin d'isoler son activité non lucrative qui ne serait pas passible de la T. V. A.

Entreprises (contrôle par des firmes étrangères).

18767. — 21 juillet 1979. — M. Vincent Ansquer demande à M. le ministre de l'économie de lui indiquer les entreprises françaises qui, depuis 1970, sont placées sous le contrôle de firmes étrangères.

Impôts (exonération).

18768. — 21 juillet 1979. — M. Vincent Ansquer expose à M. le ministre du budget qu'à sa connaissance l'administration fiscale n'est pas encore en possession des instructions et commentaires concernant l'application de l'article 17 de la loi de finances pour 1978 (n° 77-1467 du 30 décembre 1977) qui accorde une exonération du tiers sur les bénéfices des petites et moyennes entreprises. Il semble qu'il en soit de même pour l'article 19 de la loi de finances pour 1979 (n° 78-1239 du 29 décembre 1978) qui précise que les bénéfices réalisés au cours de l'année de leur création et des deux années suivantes sont susceptibles d'être exonérés de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés s'ils sont maintenus dans l'exploitation. De nombreuses entreprises regrettent de ne pas savoir comment et quand ces nouvelles dispositions vont être appliquées. Il lui demande quand paraîtront les textes d'application concernant les deux articles précités et souhaiterait en particulier savoir comment sera traité, par exemple, le cas d'une entreprise créée le 1^{er} octobre 1977 et qui clôture son exercice le 30 septembre 1978.

Rectificatifs.

I. — Au Journal officiel (Débats parlementaires, Assemblée nationale) n° 73 du 15 septembre 1979.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 7326, 1^{re} colonne, 18^e ligne de la réponse à la question n° 16634 de M. Guerneur à M. le ministre de l'éducation, au lieu de : « ... du 1^{er} septembre au 1^{er}... », lire : « ... du neuvième au tiers... ».

II. — Au Journal officiel (Débats parlementaires, Assemblée nationale) n° 74 du 22 septembre 1979.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 7451, 2^e colonne, question n° 18261 de M. Pierre Ribes à M. le ministre de la justice, à la 2^e ligne de la réponse, au lieu de : « ... sont également considérés... », lire : « ... sont généralement considérés... ».

ABONNEMENTS

	FRANCE et Outre-mer.	ÉTRANGER
	Francs.	Francs.
Assemblée nationale :		
Débats	36	225
Documents	65	335
Sénat :		
Débats	28	125
Documents	65	320

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION

26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone { Renseignements : 579-01-95
Administration : 578-61-39

TELEX 201176 F DIRJO-PARIS